

CLASSIC REPRINT SERIES

---

TRAITÉ DES DROITS D'USAGE,  
SERVITUDES RÉELLES, DU  
DROIT DE SUPERFICIE  
ET DE LA JOUISSANCE DES  
BIENS COMMUNAUX ET  
DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS

---

Vol. 7


---



by  
Jean Baptiste Victor Proudhon

Forgotten Books





**1,000,000 Books**

are available to read at


**Forgotten Books**



**[www.ForgottenBooks.com](http://www.ForgottenBooks.com)**



**Read online  
Download PDF  
Purchase in print**



ISBN 978-0-282-32825-2

PIBN 10561630

This book is a reproduction of an important historical work. Forgotten Books uses state-of-the-art technology to digitally reconstruct the work, preserving the original format whilst repairing imperfections present in the aged copy. In rare cases, an imperfection in the original, such as a blemish or missing page, may be replicated in our edition. We do, however, repair the vast majority of imperfections successfully; any imperfections that remain are intentionally left to preserve the state of such historical works.

Forgotten Books is a registered trademark of FB & C Ltd.

Copyright © 2018 FB & C Ltd.

FB & C Ltd, Dalton House, 60 Windsor Avenue, London, SW19 2RR.

Company number 08720141. Registered in England and Wales.

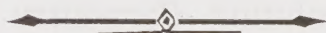
For support please visit [www.forgottenbooks.com](http://www.forgottenbooks.com)



# 1 MONTH OF FREE READING

at

[www.ForgottenBooks.com](http://www.ForgottenBooks.com)



By purchasing this book you are eligible for one month membership to [ForgottenBooks.com](http://ForgottenBooks.com), giving you unlimited access to our entire collection of over 1,000,000 titles via our web site and mobile apps.

To claim your free month visit:  
[www.forgottenbooks.com/free561630](http://www.forgottenbooks.com/free561630)

\* Offer is valid for 45 days from date of purchase. Terms and conditions apply.

English  
Français  
Deutsche  
Italiano  
Español  
Português

[www.forgottenbooks.com](http://www.forgottenbooks.com)

**Mythology** Photography **Fiction**  
Fishing Christianity **Art** Cooking  
Essays Buddhism Freemasonry  
Medicine **Biology** Music **Ancient**  
**Egypt** Evolution Carpentry Physics  
Dance Geology **Mathematics** Fitness  
Shakespeare **Folklore** Yoga Marketing  
**Confidence** Immortality Biographies  
Poetry **Psychology** Witchcraft  
Electronics Chemistry History **Law**  
Accounting **Philosophy** Anthropology  
Alchemy Drama Quantum Mechanics  
Atheism Sexual Health **Ancient History**  
**Entrepreneurship** Languages Sport  
Paleontology Needlework Islam  
**Metaphysics** Investment Archaeology  
Parenting Statistics Criminology  
**Motivational**

TRAITÉ  
DES  
DROITS D'USAGE,  
SERVITUDES RÉELLES.

## OUVRAGES DU MÊME AUTEUR.

**TRAITÉ DES DROITS D'USUFRUIT**, d'usage personnel, et d'habitation ; 2<sup>e</sup> édit., avec une table des matières très-complète ; 5 gros vol. in-8°. . 37 f. 50 c.

**TRAITÉ DU DOMAINE PUBLIC**, ou de la distinction des biens considérés principalement par rapport au domaine public ; 5 gros vol. in-8° ornés d'un très-beau portrait de M. Proudhon. . . . . 37 f. 50 c.

**COURS DE DROIT FRANÇAIS** sur l'état des personnes et sur le premier Livre du Code civil ; 2<sup>me</sup> édition conforme à la 1<sup>re</sup> ; 2 vol. in-8°. . . . . 10 f.



TRAITÉ  
DES  
DROITS D'USAGE,  
SERVITUDES RÉELLES,  
DU DROIT DE SUPERFICIE  
ET DE LA JOUISSANCE DES BIENS COMMUNAUX  
ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS;

PAR M. PROUDHON,  
DOYEN DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON.

SECONDE ÉDITION,  
ANNOTÉE, AUGMENTÉE ET MISE EN HARMONIE  
AVEC LA NOUVELLE LÉGISLATION SUR LES FORÊTS;  
PAR M. CURASSON, JURISCONSULTE A BESANÇON.  
Deuxième volume.

---


TOME SEPTIÈME.

---

DIJON,  
CHEZ VICTOR LAGIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR.

---

1856.



Digitized by the Internet Archive  
in 2022 with funding from  
Kahle/Austin Foundation

**TRAITÉ**  
**DES DROITS D'USAGE,**  
*SERVITUDES RÉELLES,*  
**DU DROIT DE SUPERFICIE**  
**ET DE LA JOUISSANCE DES BIENS DES COMMUNES**  
**ET DES ÉTABLISSEMENS PUBLICS.**

---

**TITRE II.**

**DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET SPÉCIALES QUI  
RÉGISSENT LES BOIS ET FORÊTS.**

**NOTIONS PRÉLIMINAIRES.**

**386.** **L**ES règles du droit commun, les principes généraux qui régissent les droits d'usage dont peut être affecté un héritage quelconque, viennent d'être amplement développés dans le titre précédent.

Maintenant il s'agit des dispositions spéciales qui règlent l'usage dans les bois et forêts; l'ordre naturel

des matières nous amène à la discussion de ces *lois particulières* auxquelles renvoie l'article 636 du Code civil.

La législation forestière qui, comme on l'a déjà fait observer, se composait autrefois d'un grand nombre de matériaux épars, se trouve aujourd'hui réunie dans un seul corps de lois, le Code forestier suivi d'une ordonnance réglementaire d'exécution.

Des dispositions que renferme le Code et l'ordonnance, les unes sont applicables à tous les bois quelconques; les autres ne concernent que les bois et forêts soumis au *régime forestier*, c'est-à-dire à des règles de police et de conservation plus spéciales et plus rigoureuses.

Le Code commence par établir la distinction entre les bois des particuliers et les forêts soumises au régime forestier.

#### ARTICLE 1.

« Sont soumis au régime forestier, et seront administrés conformément aux dispositions de la présente loi :

» 1° Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'Etat;

» 2° Ceux qui font partie du domaine de la couronne;

» 3° Ceux qui sont possédés à titre d'apanage et de majorats reversibles à l'Etat;

» 4° Les bois et forêts des communes et des sections de communes;

» 5° Ceux des établissemens publics;

» 6° Les bois et forêts dans lesquels l'Etat, la couronne, les communes ou les établissemens



publics ont des droits de propriété indivis avec des particuliers. »

Voyons ce qui a déterminé le législateur à soumettre à un régime spécial les différentes propriétés qu'énumère cet article.

**387.** 1<sup>o</sup> *Les bois et forêts qui font partie du domaine de l'État.* — Les bois formant la partie essentielle et la plus productive de ce domaine, l'intérêt public exige qu'il soit spécialement pourvu à la conservation d'une richesse précieuse. Aussi les lois de tous les temps ont-elles assujetti, à une police sévère, l'administration de ces bois et l'exercice des droits d'usage dont ils étaient affectés.

**388.** 2<sup>o</sup> *Ceux qui font partie du domaine de la couronne.* — Avant la révolution, le domaine de l'État qui provient, en grande partie, du patrimoine de nos anciens rois était confondu avec le domaine de la couronne : ce n'est que par l'établissement de la liste civile, que l'assemblée constituante a distrait du domaine de l'État plusieurs terres, châteaux et forêts, pour former une dotation particulière à la couronne. L'État n'en a pas moins le plus grand intérêt à la conservation des biens qui forment cette dotation, dont le souverain ne jouit que comme usufruitier.

L'administration des bois de la couronne est confiée à des agens particuliers, sous la direction du ministre ou de l'intendant de la maison du roi ; mais ces agens jouissent des mêmes prérogatives que ceux de l'administration forestière, et toutes les règles établies pour les forêts de l'État, notamment celles qui concernent l'exercice et la police des usages, sont applicables aux bois de la couronne (1).

(1) V. la loi du 8 novembre 1814, les articles 86, 87 et 88 du *Code*

**589.** 3° *Les bois et forêts possédés à titre d'apanage et de majorats réversibles à l'Etat.* — Il n'en est pas des biens d'apanage, comme de ceux dépendant du domaine de la couronne. Le prince apanagé n'est point un usufruitier; c'est un véritable propriétaire, sous la condition de retour. Mais l'Etat, sous ce rapport, a du moins un intérêt éventuel, puisque les bois dépendant de l'apanage doivent retourner au domaine public, en cas d'extinction de la descendance masculine du prince apanagé (1).

Il en est de même des majorats réversibles à l'Etat, à l'extinction de la postérité masculine du titulaire. Tel est le motif pour lequel la loi a assujetti les bois dont-il s'agit, à la plupart des règles établies pour les bois de l'Etat (2).

**590.** 4° *Les bois et forêts des communes et des sections de communes.* — Les corps moraux à qui appartiennent ces bois, en jouissent à un titre non moins inviolable que les autres propriétaires. Ici ce n'est donc plus comme intéressé à la propriété que le gouvernement pourvoit à la conservation des bois, c'est à raison du noble patronage, de la haute tutelle qu'il exerce sur les communes et les établissemens publics; et parce qu'il eût été dangereux d'abandonner à l'imprévoyance et aux

*forestier*, et la loi du 7 mars 1832, qui fixe une nouvelle dotation de la couronne.

(1) V. les lettres d'apanage de Monsieur, frère de Louis XIV, en date du 7 mai 1661, la loi du 15 janvier 1815, qui a rétabli l'apanage de la maison d'Orléans, et mon *Code forestier*, tom. 1, page 307 et suivantes.

(2) V. les sénatus-consultes des 28 floréal an 12 et 14 août 1806; les décrets des 30 mars 1806, 1<sup>er</sup> mars et 21 décembre 1808, 2 février et 4 mai 1809, 3 mars 1810, 14 octobre 1811, 24 août et 22 décembre 1812, les avis du conseil d'Etat des 5 août 1809 et 30 janvier 1811, et l'article 896 du *Code civil*.

spéculations intéressées de la génération présente, des ressources destinées aux besoins de la génération future.

Quoique soumise à la plupart des règles tracées pour l'exercice des droits d'usage dans les bois de l'Etat, la jouissance des bois communaux a cependant ses règles particulières, comme on le verra au TITRE IV.

**391.** 5° *Les bois des établissemens publics.* — L'administration des biens qui appartiennent à des établissemens publics, est en général soumise au régime des biens communaux. Voilà pourquoi le nouveau Code assujettit les bois des établissemens publics, aux mêmes règles de police que ceux des communes. Il n'existe pour la jouissance des uns et des autres d'autre différence que celle concernant l'affouage : dans les communes, le bois taillis est distribué aux habitans, tandis que les coupes de bois appartenant à des établissemens publics sont employées d'abord à la consommation de ces établissemens, et le surplus, s'il y en a, est livré au commerce. Sauf cette exception, les bois des établissemens publics sont absolument régis comme ceux des communes (1).

**392.** 6° *Les bois et forêts dans lesquels l'Etat, la couronne, les communes ou les établissemens publics, ont*

(1) Sous la dénomination d'établissemens publics sont compris les églises, les archevêchés et évêchés, les chapitres, les grands et petits séminaires, les cures et succursales, les consistoires des temples protestans, l'université, les collèges et autres établissemens d'instruction publique, les hospices, fabriques, bureaux de bienfaisance, les communautés religieuses autorisées, et généralement toutes les associations légales tenant à la religion et à l'utilité publique. Voyez notamment l'arrêté du 7 germinal an 9; le décret du 30 décembre 1809, sur les fabriques (*Bulletin des lois*, 2<sup>e</sup> semestre de 1810, page 85), le décret du 6 novembre 1813, sur la conservation et administration des biens du clergé; la loi du 2 janvier 1817, et l'ordonnance du 2 avril de la même année.

*des droits de propriété indivis avec des particuliers. —* L'indivision, en ce cas, ne peut être un obstacle au libre exercice du droit de copropriété du particulier qui possède indivisément. Mais il eût été difficile de partager l'administration, surtout en ce qui concerne l'exercice et la police des usages; et la loi veut que la propriété entière demeure soumise au régime forestier. Le copropriétaire particulier peut au surplus s'affranchir des entraves de cette administration spéciale, en requérant le partage ou la licitation, s'il le juge convenable. Mais il n'en n'est pas ainsi des usagers qui, pour l'exercice de leurs droits, restent soumis au régime forestier, tant que les copropriétaires jugeront à propos de rester dans l'indivision.

593. Après avoir ainsi déterminé les bois et forêts qui sont soumis à un régime spécial, le Code pose le principe qui doit diriger l'application des règles tracées pour les bois des particuliers.

#### ARTICLE 2.

« Les particuliers exercent sur leurs bois tous les droits résultant de la propriété, sauf les restrictions qui seront spécifiées dans la présente loi. »

*Tous les droits résultant de la propriété. —* Quelque intéressée que puisse être la société à la conservation des bois en général, il n'était pas possible de les assujettir tous aux mêmes règles de police. Mettre des entraves à la libre disposition de ceux appartenant à des particuliers, c'eût été gêner l'exercice du droit de propriété. Et, comme on le verra dans la discussion, si la loi soumet l'exercice des droits d'usage dans les bois des particuliers à la



plupart des règles établies pour les forêts de l'Etat, le propriétaire n'en a pas moins la disposition absolue des divers produits de ses bois ; rien ne l'empêche, par conséquent, de dispenser les usagers des obligations que leur impose la loi, dans l'intérêt de la propriété.

*Sauf les restrictions qui seront spécifiées dans la présente loi.* — « La propriété, dit l'article 544 du Code » civil, est le droit de jouir et disposer *des choses de la* » *manière la plus absolue*, pourvu qu'on n'en fasse pas » un usage *prohibé* par les lois ou par les réglemens. » C'est ce principe qui a déterminé les auteurs du nouveau Code, à imposer aux particuliers les sacrifices que l'intérêt public a paru commander. Ces sacrifices consistent dans la prohibition du défrichement, et dans des affectations spéciales de bois, à des services publics. C'est aussi, d'après le même principe, que le législateur a cru devoir grever de quelques servitudes négatives, les propriétés particulières placées à une certaine distance des forêts de l'Etat et des communes.

Les nombreuses dispositions du Code forestier ne sont que la conséquence et l'application du principe posé dans les deux premiers articles, dont on vient de faire connaître le texte.

Mon dessein n'est pas d'examiner les différentes parties de ce Code ; ce serait excéder l'objet et les bornes de ce traité. J'ai, dans un précédent ouvrage, envisagé la législation forestière sous un point de vue général (1) ; ici je dois me borner au développement spécial, mais complet, des règles tracées par la loi nouvelle sur l'exercice des droits d'usage et les autres matières que l'auteur avait traitées, d'après les lois anciennes.

(1) Le *Code forestier*, conféré et mis en rapport avec la législation qui régit les différens propriétaires et usagers dans les bois, publié en 1828.

Voici le sommaire des chapitres que renferme le  
TITRE II.

1° Des titres nécessaires pour être admis à l'exercice des droits d'usage, dans les bois et forêts dépendant du domaine de l'Etat et de la couronne.

2° De l'impossibilité d'acquérir à l'avenir des droits de cette nature, dans tous les bois soumis au régime forestier ;

3° De l'exercice des droits d'usage dans les bois soumis au régime forestier ;

4° De la délimitation de ces forêts ;

5° Des servitudes imposées aux propriétés particulières, pour la police et conservation des bois et forêts soumis au régime forestier ;

6° De l'exercice des droits de pâturage et de panage dans les bois des particuliers ;

7° De l'exercice, dans ces forêts, des droits qui consistent dans des livraisons de bois ; et de l'obligation d'en demander la délivrance au propriétaire.

8° De la défense faite aux usagers d'aliéner les bois qui leur ont été délivrés ;

9° Des affectations spéciales des bois des particuliers à des services publics ;

10° De la prohibition de défrichement ;

11° Un dernier chapitre sera consacré aux règles de police et de conservation, applicables à tous les bois en général.

---

## CHAPITRE PREMIER.

Des titres nécessaires pour être admis à l'exercice des droits d'usage dans les forêts du domaine de l'Etat et de la couronne.

**394.** IL n'est ici question , ni de la forme des titres , ni de leur interprétation , ni de la consistance des droits des usagers. Les principes développés à cet égard dans le TITRE I<sup>er</sup> de cet ouvrage sont invariables ; ils s'appliquent aux forêts de l'Etat et autres soumises au régime forestier , de même qu'aux bois des particuliers (1).

Mais les usagers dans les bois de l'Etat ont été , à diverses époques , soumis à des recherches. La validité de plusieurs titres était contestable , à raison de l'inaliénabilité dont les lois anciennes avaient frappé le domaine public ; d'autres titres avaient perdu leur efficacité , faute d'avoir été produits , par les usagers , à l'administration , dans le délai fixé par les lois antérieures , à peine de déchéance ; plusieurs usages enfin n'avaient été accordés que temporairement : il a donc fallu déterminer quels seraient les titres admissibles , pour l'exercice des droits d'usage et de pâturage dans ceux des bois soumis au régime forestier , qui dépendent soit du domaine de l'Etat , soit du domaine de la couronne.

Les auteurs du Code ont cru devoir partager ces droits en deux classes : ils ont distingué l'usage ordinaire , du droit d'affectation d'une certaine quantité de bois , à des établissemens d'industrie.

(1) V. les principes développés dans les chapitres 3 , 4 , 6 et 7 , TIT. I<sup>er</sup> , tom. 1<sup>er</sup>.

Ainsi ce chapitre sera divisé en deux sections différentes, l'une ayant pour objet les droits d'usage ordinaires, l'autre les affectations.

## SECTION I.

*Des titres nécessaires pour prétendre à l'exercice des droits d'usage ordinaires.*

395. Pour bien entendre l'objet de cette section, il faut distinguer les forêts qui appartenaient au domaine de l'Etat, ou de la couronne, de celles qui, depuis la révolution, ont été réunies à ce domaine.

A l'égard des forêts d'ancienne origine, l'ordonnance de 1669 avait fixé le sort des usagers.

Cette ordonnance a maintenu les droits de pâturage et de panage. Mais il en est autrement des droits de chauffage et de bâtisse.

Ces droits ont été supprimés par les articles 1 et 10, titre 20, de l'ordonnance, en ces termes : « Révoquons » et supprimons tous et chacun les droits de *chauffage* » dont nos forêts sont à présent chargées, de quelque » nature et condition qu'ils soient. — Révoquons en » outre, éteignons et supprimons tous nos bois d'usage à » bâtir et réparer, pour quelque cause et sous quelque » prétexte que la concession en ait été faite, nonobstant » toute confirmation, lettres, titres et possession. »

Cependant l'article 5 voulait que les chauffages donnés ou accordés *pour cause de fondations et dotations faites aux églises, chapitres, abbayes, monastères, hôpitaux et autres communautés ecclésiastiques, séculières et régulières*, fussent conservés en nature, ou payés en argent, dans le cas où les forêts viendraient à être dégradées.



Enfin l'article 11 du même titre défend expressément de faire, à l'avenir, *aucun don ni attribution de chauffage* pour quelque cause que ce soit.

Ces dispositions de l'ordonnance n'étaient qu'une mesure de police commandée par la nécessité, par l'état de dégradation dans lequel se trouvaient les forêts de l'Etat.

Personne, il est vrai, ne peut être dépouillé, pour cause d'utilité publique, des droits que lui attribuent des titres légitimes, sans indemnité. Mais loin de contrarier ce principe, les articles 2 et 10, titre 20, de l'ordonnance voulaient que l'on indemnisât les usagers qui auraient acquis à *titre onéreux*, ou qui justifieraient d'une possession *antérieure à 1560*, époque à laquelle l'inaliénabilité du domaine de la couronne avait été solennellement consacrée. Depuis cette époque, l'acquisition des droits d'usage dans les forêts domaniales, par prescription, était devenue impossible.

A l'égard des droits de pâturage et de panage auxquels l'ordonnance ne portait aucune atteinte, et du petit nombre de chauffages exceptés de la suppression, les articles 1, titre 19, et 7, titre 20, voulaient qu'il en fût dressé un état général au conseil du roi.

396. C'est en exécution de ces articles que, dans la province de Franche-Comté, par exemple, il a été arrêté au conseil, le 1<sup>er</sup> octobre 1743, un état des *chauffages, panage, pâturage et autres droits* dans les forêts appartenant à S. M. *au comté de Bourgogne*, état revêtu de lettres-patentes qui ont été enregistrées au parlement de Besançon le 12 mai 1744 (1).

On remarque dans cet état, que les habitants de plu-

(1) *Recueil des édits enregistrés au parlement de Franche-Comté*, tom. 3, pag. 916 et suiv.

sieurs communautés, notamment ceux des 36 villages limitrophes de la forêt de Chaux, sont dénommés comme ayant le droit de prendre dans cette forêt, pour leur *chauffage, le bois mort, sec et gisant*.

Cependant les commissaires réformateurs établis par un arrêt du conseil du 10 avril 1717, pour les forêts domaniales situées dans l'étendue de la maîtrise de Dole, avaient déclaré éteints et supprimés (en vertu de l'ordonnance de 1669) tous les droits d'usage qu'avaient accordés, à ces communautés, les anciens souverains du comté de Bourgogne, et un arrêt du conseil du 3 octobre 1724 avait confirmé la décision de ces commissaires. Mais sur les supplications des habitans, dont les titres d'usage fort étendus étaient appuyés d'une possession de plus de quatre siècles, ils furent autorisés, par lettres-patentes à la date du 8 mars 1730, à prendre le bois mort, sec et gisant (1), droit qui fut compris dans l'état général dont on vient de parler.

Et l'exercice de ce droit pouvant occasionner une foule de délits, il fut réglé, par un autre édit, également enregistré au parlement, que les adjudicataires des triages de la forêt de Chaux délivreraient annuellement à chacune des communautés dont il s'agit, une quantité déterminée de cordes et de fascines, à distribuer entre les habitans, moitié *par feux et ménages*, et l'autre moitié *au marc le franc de l'impôt ordinaire* (2).

D'autres communautés de la même province ont également échappé à la suppression totale des usages qu'avait prononcée l'ordonnance. Par un règlement du 1<sup>er</sup> avril 1727, le grand-maître Maclot, nommé, par

(1) *Recueil des édits de Franche-Comté*, tom. 3, pag. 560.

(2) *Ibid.*, tom. 4, page 481.

arrêt du conseil, commissaire pour la réformation des forêts domaniales affectées aux salines de Salins, supprima la plus grande partie des droits d'usage au bois que les princes de la maison de Châlons avaient accordés à un très grand nombre de communautés du Jura, et réserva néanmoins, à quelques-unes, la faculté de prendre *les queues, souches et remanans qui resteront des exploitations*, ainsi que le droit d'obtenir des bois pour constructions, *en cas d'incendie seulement*. Et ce règlement, approuvé par des arrêts particuliers du conseil, est exécuté, quoique ces arrêts n'aient pas été revêtus de lettres-patentes enregistrées, et que les usages dont il s'agit ne se trouvent dénommés, dans aucun état arrêté au conseil.

Ce qu'il y a de certain, c'est que les usages au bois ayant été supprimés, en général, par l'ordonnance de 1669, qui, même pour les droits de pâturage et de panage, avait statué qu'il en serait fait un état, les usagers ne peuvent plus se prévaloir de leurs anciens titres. Il n'y a que ceux dénommés dans les états arrêtés au conseil du roi, ou dont les droits auraient été reconnus par des arrêts particuliers de ce conseil, qui puissent être admis à exercer leurs droits tels qu'ils ont été réglés par ces états ou arrêts.

**397.** On remarque dans les motifs d'un arrêt de la cour de Besançon, du 16 mai 1831, dont j'ai déjà eu occasion de parler (tom. I, p. 158), que la province de Franche-Comté ne faisant pas encore partie de la France à l'époque où fut rendue l'ordonnance des eaux et forêts, on ne pourrait, sans effet rétroactif, appliquer les dispositions qui suppriment les droits de chauffage et de bâtisse, aux usagers dans les forêts royales de cette province, où le domaine public était d'ailleurs aliénable avant la conquête; motif qui ne pouvait être

d'aucune influence pour la décision, puisque, au lieu de consacrer les anciens titres, la cour, au contraire, s'est bornée à ordonner l'exécution du règlement Maclot dont on vient de parler.

Ce motif, au surplus, me paraît erroné.

L'ordonnance de 1669 est devenue obligatoire dans le ressort du parlement de Besançon, du moment qu'elle y a été enregistrée, publication qui a eu lieu en 1694. De ce que le domaine public était aliénable en Franche-Comté, il en résulte bien que les droits acquis avant la conquête ont dû être respectés. Aussi, des lettres-patentes du 28 septembre 1728 ont-elles confirmé toutes les aliénations faites par les anciens souverains. Il en résultait encore que les usagers dans les forêts domaniales, en vertu d'anciens titres, auraient pu réclamer l'indemnité prescrite par les articles 2 et 10, titre 20, de l'ordonnance, à cause de la suppression de leurs droits d'usage.

Cette disposition n'étant au surplus qu'une mesure de police et d'utilité publique, elle a dû être exécutée dans les provinces réunies, de même que dans l'ancienne France, dès l'instant de la publication de la loi qui l'avait prescrite (1).

(1) Ce principe, consacré dans le préambule de lettres-patentes données pour les usagers de la forêt de Chaux, dont on vient de parler, a d'ailleurs été reconnu par la cour de cassation.

Des communes du Jura ayant prétendu se faire remettre en possession, en vertu de la loi du 28 août 1792, des droits d'usage dont elles avaient été dépouillées par suite de l'ordonnance, il a été décidé, par plusieurs arrêts, que la disposition supprimant les usages *était une loi sage et de grande police nécessitée par l'intérêt urgent de l'Etat, et dont la dégradation des forêts réclame impérieusement l'exécution.* — V. ces arrêts dans le *Recueil des Questions de droit*, art. communaux, § 8, et usage, § 1.



Voilà pour ce qui concerne les forêts domaniales d'ancienne origine.

398. Mais depuis la révolution, le domaine public avait reçu un accroissement considérable, au moyen de la confiscation des biens ecclésiastiques et d'un grand nombre de propriétés particulières, propriétés dont la remise a été faite, aux émigrés, en vertu de la loi du 5 décembre 1814.

L'ordonnance de 1669 ne pouvait être applicable aux usagers dans les bois dépendant de ce domaine public de nouvelle origine; les droits qui leur avaient été accordés par les anciens propriétaires devaient être respectés par le gouvernement.

C'est afin de reconnaître ces droits, que fut portée la loi du 28 ventôse an 11 (19 mars 1803), qui obligeait les communes et les particuliers qui se prétendent fondés *par titres ou possession* à des droits de *pâturage, panage et usages de bois quelconques*, dans les forêts nationales, à produire leurs titres à l'administration, *sous récépissé*, dans un délai de six mois, *sinon, et ce délai passé, défenses leur sont faites d'en continuer l'exercice, à peine d'être poursuivis comme délinquans.*

L'article 2 exceptait de cette obligation les communes et les particuliers, *dont les droits d'usage ont été reconnus et fixés par les états arrêtés devant le conseil.*

Le délai accordé aux usagers pour produire leurs titres, fut d'abord prorogé *de six mois* par une autre loi du 19 germinal suivant.

Enfin la loi du 14 ventôse an 12 (5 mars 1804), accorda une dernière prolongation de six autres mois, et d'un an pour les usagers des forêts nationales situées dans les départemens réunis.

L'article 3 de cette dernière loi, renouvelle la peine de déchéance, et porte que : « les prétendans droits d'usage



» qui n'auront point satisfait aux dispositions de la loi ,  
 » dans les délais ci-dessus fixés , *seront irrévocablement*  
 » *déchus de tous droits.* »

599. Une observation essentielle à faire ici , c'est qu'uniquement chargée de donner *récépissé* du dépôt des titres, l'administration n'avait pas le droit de statuer sur leur validité ni sur leur étendue. Les difficultés qui pouvaient s'élever à cet égard devaient être soumises, aux tribunaux seuls compétens pour juger des questions tenant à la propriété.

Une instruction, adressée par le grand-juge au ministre des finances, semblait reconnaître, néanmoins, la compétence presque exclusive des conseils de préfecture ; mais, comme on l'a fait remarquer plus haut, c'était une erreur évidente (1).

Déjà sous le régime impérial, le préfet de la Charente ayant élevé le conflit sur une affaire dont la cour de Bordeaux était saisie, au sujet des droits d'usage prétendus par les habitans de l'Hermitte dans une forêt de l'Etat, l'arrêté de conflit fut annulé par un décret du 23 avril 1807, par le motif « que la loi du 28 ventôse » an 11, ainsi que l'arrêté du 5 vendémiaire an 6, sou- » mettent bien les usagers à justifier de leurs titres ou » actes possessoires, c'est-à-dire à les produire devant » l'autorité administrative ; mais que, si les titres sont » contestés, c'est aux tribunaux seuls à prononcer sur » leur validité, la contestation, dans ce cas, présen- » tant une véritable question de propriété. »

Cependant il existe un grand nombre de décisions des conseils de préfecture et du ministre, dont quelques-unes avaient maintenu, et la plupart avaient rejeté,

(1) V. tom. 1<sup>er</sup>, pag. 481.

la prétention des usagers, en décidant que leurs droits n'étaient pas fondés.

Et comme en thèse générale, le pouvoir judiciaire est obligé de se conformer aux arrêtés administratifs, tant qu'ils n'ont pas été annulés par l'autorité supérieure, on a élevé la question de savoir, si les décisions dont on vient de parler pouvaient être considérées comme ayant réellement statué sur la contestation, et s'il était nécessaire de les faire annuler pour cause d'incompétence, avant d'agir par les voies judiciaires.

400. Mais il a été constamment décidé que, quelle que soit la teneur d'un arrêté administratif qui aurait statué sur des droits d'usage, les arrêtés de cette nature ne peuvent être considérés que comme *de simples avis* qui ne ferment pas l'accès des tribunaux.

C'est ce qu'ont statué notamment huit ordonnances à la date des 12 février, 23 juillet, et 5 novembre 1823; 24 mars et 4 novembre 1824; 24 février, 11 mai et 7 décembre 1825 (1).

Ces ordonnances rendues en conseil d'état, reposent toutes sur les mêmes motifs. Voici ceux entre autres qui ont déterminé le conseil à casser un arrêté du préfet du Nord, décidant que le domaine ne pouvait être fondé à recourir aux tribunaux, attendu les arrêtés administratifs qui avaient maintenu les habitans d'une commune dans leurs droits d'usage. (C'est le texte de l'une des ordonnances qu'on vient de citer, celle du 24 février 1825.)

« Vu l'arrêté du gouvernement du 26 septembre 1797 ( 5 vendémiaire an 11 ); vu les lois des 19 mars

(1) Ces ordonnances sont rapportées tout au long dans le *Recueil chronologique des réglemens sur les forêts*, par M. BAUDRILLART, tom. 3, pag. 119, 157, 172, 217, 293, 340, 357 et 393.

et 9 avril 1803 ( 28 ventôse et 19 germinal an 11 ); vu l'avis réglementaire du conseil-d'état, en date du 11 juillet 1810, portant que l'article 2 de la loi du 9 avril 1803 ( 19 germinal an 11 ) a rendu communes aux droits d'usage dans les forêts nationales, les formalités prescrites par l'article 3 de la loi du 19 novembre 1798 ( 28 brumaire an 7 ), pour l'approbation ministérielle des arrêtés de maintenue :

» En ce qui touche les arrêtés de l'administration centrale du département du Nord, des 15 juin 1798 et 11 mai 1799 ( 27 prairial an 6 et 22 floréal an 7 ) : — considérant que la loi ci-dessus visée, du 19 mars 1803 ( 28 ventôse an 11 ), soumettait les communes ( sous la seule exception de celles dont les droits d'usage auraient été reconnus et fixés par les états arrêtés à l'ancien conseil du roi ), à l'obligation de produire, sous récépissé, aux secrétariats des préfectures ou sous-préfectures, les titres et actes possessoires sur lesquels elles fondaient leurs prétentions; que dès-lors les arrêtés de l'administration centrale du département du Nord ne peuvent valoir, pour la commune de Beuvry, que comme actes constatant la production de ses titres :

» En ce qui touche l'arrêté *du conseil de préfecture* du département du Nord, du 6 juillet 1822: — considérant qu'aux termes de l'avis réglementaire ci-dessus visé, les *arrêtés de maintenue* rendus en cette matière par les conseils de préfecture, devant être soumis à l'approbation de notre ministre des finances, *n'ont pas le caractère de décisions, mais de simples avis.*

» En ce qui touche l'arrêté du préfet du département du Nord, du 28 avril 1806 : — considérant que, dans l'espèce, il s'agissait d'une question de propriété; que cette question était du ressort des tribunaux.

» *Art. 1<sup>er</sup>* L'arrêté du préfet du département du

Nord, du 28 avril 1806, est annulé pour cause d'incompétence.

*Art. 2.* Les arrêtés de l'administration centrale du département du Nord, des 15 juin 1798 ( 27 prairial an 6 ), 11 mai 1799 ( 22 floréal an 7 ), et l'arrêté du conseil de préfecture du même département, du 6 juillet 1822, *ne font point obstacle à l'action du domaine devant les tribunaux.* »

Il s'agissait, dans l'espèce, d'arrêtés rendus par une administration centrale et un conseil de préfecture qui avaient maintenu des usagers dans leurs droits. Mais le conseil-d'état juge de même, quand il s'agit d'arrêtés qui, rejetant formellement la prétention des usagers, ont été confirmés par le ministre des finances. Telle était l'espèce de la plupart des décisions, qui ont donné lieu aux ordonnances qu'on vient de rappeler, notamment de la dernière, à la date du 7 décembre 1825.

« Attendu, porte cette ordonnance, que les conseils  
 » de préfecture n'ont pas juridiction pour prononcer sur  
 » les réclamations des particuliers, qui prétendent avoir  
 » dans des forêts des droits d'usage et autres; — qu'en  
 » pareille matière, leurs délibérations doivent toujours  
 » être soumises à l'approbation du ministre des finances,  
 » conformément à l'avis du conseil-d'état, du 11 juillet  
 » 1810, et ne sont considérées que comme *de simples avis*;  
 » — Qu'en approuvant *cet avis*, le ministre des finances  
 » lui-même ne rend pas une décision susceptible d'être atta-  
 » quée devant nous, par la voie contentieuse, parce qu'il  
 » agit, à cet égard, comme chargé de l'administration  
 » des forêts, refusant de reconnaître un droit qu'il croit  
 » pouvoir contester, et que ce refus *ne fait point obstacle*  
 » à ce que la contestation, sur le fond du droit, soit  
 » portée devant les tribunaux ordinaires :



» La décision du ministre des finances , du 28 mai  
» 1807, approbative de l'arrêté du conseil de préfecture  
» du département de l'Eure , du 30 janvier 1807,  
» *ne fait pas obstacle* à ce que les parties portent de-  
» vant les tribunaux ordinaires la contestation dont  
» s'agit. »

Le principe, qu'aux tribunaux seuls appartient la connaissance des contestations élevées entre l'administration et les usagers, ne pouvait être consacré d'une manière plus précise et plus constante.

Comme on le voit, les ordonnances ci-dessus n'ont pas annulé, pour cause d'incompétence, les arrêtés des conseils de préfecture et les décisions du ministre, qui avaient maintenu les droits d'usage, ou qui ont rejeté la prétention des usagers. Le conseil-d'état se borne à déclarer que ces actes de l'autorité administrative ne forment aucun obstacle à l'action des parties devant les tribunaux, parce qu'en exécution de la loi qui ordonnait le dépôt des titres à l'administration, les conseils de préfecture et le ministre approuvant les arrêtés de ces conseils, n'agissaient que comme mandataires de l'Etat, et que n'ayant en ce cas aucune autorité juridictionnelle, leurs décisions ne peuvent être considérées que comme *de simples avis*, qu'il n'est pas nécessaire d'attaquer par la voie contentieuse.

Ainsi, les usagers se trouvaient placés dans une position différente, par suite de l'exécution des lois qui les avaient obligés à produire leurs titres à l'administration.

Les droits de plusieurs communes avaient été maintenus, ou rejetés, comme on vient de le voir, par l'autorité administrative.

Dans d'autres départemens, où l'administration s'était bornée à donner acte de la production faite par les usagers, en renvoyant aux tribunaux la connaissance des contes-



tations, la valeur des titres avait été l'objet de plusieurs actions judiciaires.

Enfin, il y a des communes qui, sans jamais avoir produit de titres, sont néanmoins restées en possession paisible de leurs droits.

Tel était l'état des choses, lorsqu'a été présenté le Code forestier.

**401.** Le premier projet n'admettait à l'exercice des droits d'usage que *ceux qui, au jour de la promulgation, seraient en possession, en vertu de titres* RECONNUS VALABLES PAR L'ADMINISTRATION.

A ce projet, évidemment vicieux, la commission de révision en substitua un autre qui, sans décliner, comme le premier, la compétence du pouvoir judiciaire, ne laissait pas de présenter de graves inconvénients. « Ne » seront admis à exercer un droit d'usage quelconque » dans les bois de l'Etat, que ceux dont les droits auront » été, *au jour de la promulgation de la présente loi, reconnus* » fondés, soit *par des actes du gouvernement, soit par des* » jugemens ou arrêts définitifs, ou seront reconnus tels, » par suite d'instances ADMINISTRATIVES ou JUDICIAIRES » actuellement engagées. *lesquelles seront jugées conformé-* » ment AUX DISPOSITIONS DE L'ORDONNANCE DE 1669 et DES » LOIS DES 28 VENTÔSE AN 11 ET 14 VENTÔSE AN 12.

Cet article du projet présenté aux autorités excita des réclamations : il a été amendé par la commission de la chambre des députés ; et voici comment la disposition a été rédigée :

#### ARTICLE 61.

**402.** « Ne seront admis à exercer un droit d'usage quelconque dans les bois de l'Etat que ceux dont les droits auront été, au jour de la pro-

mulgation de la présente loi, reconnus fondés soit *par des actes du gouvernement, soit par des jugemens ou arrêts définitifs, ou seront reconnus tels par suite d'instances administratives ou judiciaires actuellement engagées; ou qui seraient intentées devant les tribunaux, dans le délai de deux ans, à dater du jour de la promulgation de la présente loi, par des usagers, ACTUELLEMENT en jouissance.* »

Reprenons les différentes parties de l'article.

1<sup>o</sup> La loi admet les usagers dont les droits ont été reconnus *par des actes du gouvernement.*

Ainsi à l'égard des forêts domaniales d'ancienne origine, les usagers qui se trouvent dénommés dans des états arrêtés au conseil, sont à l'abri de toute atteinte.

Il en est de même de ceux qui, comme on l'a vu (n<sup>o</sup> 396), ont en leur faveur des décisions particulières du conseil, lors surtout que ces décisions ont été revêtues de lettres-patentes, ainsi que cela a été pratiqué pour les communautés limitrophes de la forêt de Chaux.

On opposerait en vain, aux habitans de ces communes, que la suppression de leurs droits ayant été prononcée d'abord par un jugement de la réformation, confirmé par arrêt du conseil, le droit qui leur a été accordé ensuite, à des livraisons annuelles d'une certaine quantité de cordes et de fascines, est une nouvelle concession que prohibait l'article 11, titre 20 de l'ordonnance. Ce ne serait là qu'une vaine subtilité. La puissance qui avait déclaré éteints et supprimés les droits de chauffage, moyennant indemnité pour ceux établis par d'anciens titres, avait éminemment le pouvoir de maintenir ces droits en tout ou en partie; et l'on ne saurait considérer comme un acte de libéralité, les lettres-patentes qui

ont fixé aux communautés dont il s'agit, une certaine quantité de cordes, en remplacement du droit de prendre le bois mort, sec et gisant, qui leur avait été accordé par un édit précédent, droit qui de plus, était compris dans l'état des chauffages arrêtés au conseil en 1744. Ces dispositions n'ont été évidemment portées, par le souverain, que pour tenir lieu aux habitans de ces communes des droits que leur assuraient des titres légitimes et dont ils n'auraient pu être dépouillés sans indemnité.

En ce qui concerne les forêts réunies au domaine depuis la révolution, on peut regarder comme *actes du gouvernement*, non-seulement les décrets et ordonnances, mais les autres actes de l'autorité administrative, tels que les arrêtés des conseils de préfecture et les décisions ministérielles. Mais à l'égard de ces derniers actes, il faut faire attention à ce qui vient d'être dit (n° 400), que, n'ayant pu lier le gouvernement, ils ne forment point obstacle à l'action qu'il pourrait intenter devant les tribunaux.

Les usagers peuvent, par la même raison, se pourvoir en justice pour demander l'exécution des titres qu'ils avaient produits, en conformité de la loi; les actes de l'autorité administrative qui ont rejeté leurs prétentions, ne les empêchent pas non plus de se pourvoir devant les tribunaux, tant que leur droit ne sera pas prescrit.

**403.** 2° La loi reconnaît comme incontestables les droits qui, à l'époque de sa publication, avaient été reconnus *par des jugemens ou arrêts définitifs*, ou ceux qui seront reconnus *par suite d'instances ADMINISTRATIVES ou JUDICIAIRES engagées* à la même époque.

A l'égard des jugemens définitifs rendus ou à rendre par les tribunaux, il ne peut y avoir de difficultés.

Mais la loi parle *d'instances administratives ou judiciaires* ; que peut signifier cette alternative ? On vient de voir qu'en matière d'usage l'incompétence absolue de l'administration était avérée ; et l'on ne peut pas dire qu'il soit entré dans la pensée des auteurs du Code , d'attribuer à l'administration la connaissance d'aucune des contestations de cette nature. L'esprit dans lequel ont été rédigés les différens articles de la loi nouvelle , repousse cette idée.

Voici donc comment doit être entendue cette seconde partie de l'article. La loi du 5 novembre 1790 exigeant que toutes les actions qui concernent le domaine soient précédées d'un mémoire adressé au préfet, ce préliminaire n'a d'autre but que celui de faire connaître à l'administration les moyens qui lui sont opposés , afin de ne pas engager le gouvernement dans une mauvaise difficulté , et de le mettre à même d'accéder à la demande , s'il la croit fondée. Dans ce cas il n'y a plus de procès , tout se termine par la voie administrative. C'est évidemment ce que l'article a voulu dire , en parlant de droits reconnus *par suite d'instances administratives*. Toute autre interprétation serait absurde.

404. 3° Enfin la loi admet à l'exercice de l'usage , ceux dont les droits seront reconnus , par suite d'actions *qui seraient intentées devant les tribunaux , DANS LE DÉLAI DE DEUX ANS , par des usagers ACTUELLEMENT en jouissance*.

Cette dernière partie de l'article est la plus importante. Le Code a voulu déroger , au besoin , à la loi du 28 ventôse an 11 , et à celle du 14 ventôse an 12 , qui comme on vient de le voir , prononçaient la déchéance , faute par les usagers de produire leurs titres , dans le délai fixé : La loi nouvelle vient au secours de l'usager négligent , en lui accordant la faculté de faire encore reconnaître ses droits par les tribunaux.



Mais pour cela , deux conditions sont impérieusement requises.

La première, c'est que, malgré le défaut de production, l'usager soit resté en possession : *par ceux des usagers actuellement en jouissance*, telles sont les expressions de l'article. Si donc l'usager n'était plus en jouissance à l'époque de la publication du Code , alors la déchéance est irrévocablement encourue.

La seconde condition, c'est que, pour réparer sa négligence, l'usager qui était en jouissance lors de la promulgation du Code, a dû se pourvoir *dans les deux ans* : s'il a négligé de le faire, s'il n'a pas présenté au moins, dans ce délai, son mémoire au préfet (préliminaire indispensable, comme on vient de le dire, et qui est interruptif de la prescription ), alors n'ayant pas profité du délai de grâce que lui accordait le Code, il a perdu irrévocablement toute espèce de droits.

Mais le titre de l'usager qui était en jouissance lors de la promulgation du Code, et qui a agi dans les deux ans, pour faire reconnaître son droit, doit être maintenu, sans qu'on puisse se prévaloir contre lui de la déchéance que prononçaient les lois anciennes , parce qu'il en a été relevé par la loi nouvelle.

On lui opposerait en vain, que l'article 218 voulant que *les droits acquis* soient, en cas de contestation, *jugés d'après les lois anciennes*, la déchéance était acquise au gouvernement, faute de production, dans le délai fixé par les lois de ventôse an 11 et an 12.

L'article 61 est une disposition spéciale, faisant exception à la règle générale posée dans l'article 218.

Si l'intention du législateur n'eût pas été de déroger aux lois de l'an 11 et de l'an 12, alors il eût adopté le second projet de l'article, lequel portait que les instances actuellement engagées *seront jugées conformément aux*



*dispositions de l'ordonnance de 1669, et des lois des 28 ventôse an 11 et 5 mars 1804. C'est, au contraire, pour relever de la déchéance prononcée par ces lois, que la commission a fait supprimer ces termes de l'article, et que l'on y a ajouté la disposition que renferme la dernière partie, disposition qui eût été sans objet, et parfaitement inutile pour les usagers qui s'étaient soumis à la loi.*

D'ailleurs, les débats élevés sur l'article 61 ne laissent aucun doute sur ce point.

Un membre s'étant récrié sur ce que, *contre le droit commun*, l'article 61 imposait à des *possesseurs paisibles* l'obligation d'intenter un procès, voici la réponse faite par M. le conseiller-d'état de Martignac, au nom du gouvernement.

« C'est en oubliant la véritable situation où se trouvent les usagers, *d'après la législation existante*, qu'on a accusé la commission de sortir du droit commun..... »  
 « Après les abus innombrables qui eurent lieu, en matière d'usage, deux lois accordèrent des délais aux usagers; ils furent, aux termes de ces lois, obligés de produire leurs titres dans des délais déterminés, et faute d'avoir fait cette production, ils étaient déclarés *déchus* de tous droits d'usage, etc. — Nous avons pensé qu'il était indispensable de déterminer d'une manière fixe, l'étendue et la réalité des droits des usagers. C'est à cet effet que nous avons proposé l'article 61 du projet: nous pensions que cela suffisait; nous pensions *qu'il ne fallait pas ouvrir un nouveau délai aux usagers qui, depuis 25 ans, n'ont pas usé de celui que la loi leur accordait*. Mais la commission a jugé convenable d'ajouter un nouveau délai de deux années; vous aurez à voir, messieurs, si ce délai n'est pas trop long. Dans tous les cas on est loin de déroger au droit

» commun à leur préjudice, car on déroge à la législation,  
» en leur faveur, on leur donne une faculté qu'ils avaient  
» perdue, on les relève d'une déchéance prononcée contre  
» eux : on leur fait donc grâce et faveur, au lieu de leur  
» porter préjudice (1). »

C'eût été même une question que celle de savoir si la continuation de jouissance de l'usager, n'avait pas interrompu le délai que lui accordait la loi pour la production de son titre, et s'il avait besoin d'être relevé de la déchéance prononcée, à défaut de cette production. Un arrêt de la cour de Nîmes, du 21 novembre 1822, a décidé, qu'en pareil cas, « on ne pouvait opposer à la commune la déchéance de ses droits d'usage, parce que, quand même cette déchéance aurait pu avoir lieu, sans être déclarée ou prononcée, ainsi que semble l'exiger la loi de ventôse an 12, elle ne peut lui être opposée, puisque cette possession qui pourrait l'affranchir de la prescription de ses droits d'usage, est, à plus forte raison, suffisante pour lui conserver ces mêmes droits. »

Et le pourvoi contre cet arrêt a été rejeté par la section des requêtes, le 26 juin 1826 (2).

L'article 61 du nouveau Code lève, au surplus, tous les doutes sur ce point.

Ce n'est qu'aux usagers qui n'étaient plus en possession de leurs droits, à l'époque de la publication du Code forestier, que doit être appliquée la déchéance prononcée faute de production de leurs titres, dans le délai fixé par la loi de ventôse an 12. Quant à ceux qui étaient

(1) *Moniteur* du 25 mars, n° 84. — V. aussi le rapport fait à la chambre des pairs par M. le comte Roy (*Moniteur* du 13 mai, n° 133, pag. 769), et le discours prononcé par M. le comte de Mailly à la chambre des pairs (séance du 17 mai.)

(2) D., p. 322, de 1826.

restés en jouissance, la loi leur accorde un nouveau délai de deux ans, pour faire reconnaître leurs droits. Mais l'obligation d'agir dans ce délai est de rigueur, et leur continuation de jouissance ne saurait les en affranchir; ce n'est que sous cette condition impérieuse et *sine quâ non* que l'article 61 les a relevés de la déchéance qu'on aurait pu leur opposer.

405. Ici se présente une question qui mérite d'être éclaircie.

Supposons qu'une commune usagère dans un bois de l'Etat, qui ayant négligé de produire ses titres a discontinué de jouir, vienne cependant revendiquer ses droits contre un adjudicataire de la forêt, ou un ancien propriétaire à qui elle aurait été remise en vertu de la loi du 5 décembre 1814. L'adjudicataire ou l'émigré pourrait-il opposer à cette commune que, la déchéance ayant été acquise au gouvernement avant l'adjudication ou la remise, la forêt a été vendue ou restituée, affranchie des droits d'usage? La commune usagère ne peut-elle pas dire, au contraire, que la loi n'avait été rendue qu'en faveur de l'Etat; que la déchéance n'était pas encourue de plein droit, et que n'ayant été déclarée par aucun jugement, pendant la mainmise nationale, l'adjudicataire ou l'émigré ne peut pas aujourd'hui faire valoir le droit qu'aurait pu avoir le gouvernement.

Pour résoudre cette question, il est essentiel de déterminer d'abord, quelle est la nature et quel doit être l'effet d'une disposition qui prononce la déchéance d'un droit, à défaut de l'accomplissement dans le délai fixé par la loi, d'une obligation qu'elle impose, d'une formalité qu'elle exige.

Suivant M. Merlin, la déchéance d'un droit, par laps du délai, est une véritable prescription. « On doit » tenir pour constant, dit-il, que les déchéances sont

» susceptibles de l'application de toutes les règles  
 » propres aux prescriptions *libératoires*, à moins que la  
 » loi n'en dispose autrement (1).

M. Troplong va plus loin : faisant remarquer les différences qui existent entre la *déchéance* et la *prescription*, il établit, clairement, que l'effet de la *déchéance* est beaucoup plus rigoureux que celui de la *prescription*.

« La prescription afin de se libérer, dit-il, n'en-  
 » gendre qu'une exception, tandis que la *déchéance*,  
 » plus sévère dans ses effets, peut servir de fondement  
 » à une action et opère le plus souvent, de plein droit,  
 » à moins qu'une disposition spéciale de la loi ne la  
 » rende facultative ou comminatoire, comme dans le  
 » cas des articles 216 et 229 du Code de procédure ci-  
 » vile. On peut, dans toutes les hypothèses possibles,  
 » renoncer à la prescription échue; au contraire, on  
 » ne peut pas toujours renoncer au bénéfice d'une *dé-*  
 » *chéance* acquise. Bien plus, dans plusieurs cas où il  
 » est permis de renoncer à une *déchéance*, on ne peut  
 » le faire que par un acte nouveau, qui ravive les droits  
 » éteints de celui que la *déchéance* avait frappé. Il n'en  
 » est pas ainsi de la renonciation à la prescription, qui  
 » ne fait qu'écarter l'obstacle de nature à paralyser l'ob-  
 » ligation primitive, et laisse à celle-ci son libre cours. »

« Du reste, ces différences n'empêchent pas qu'il n'y  
 » ait beaucoup de principes communs entre la *prescrip-*  
 » *tion* et la *déchéance*; mais je crois qu'au fond, la *dé-*  
 » *chéance* a un caractère de pénalité plus marqué que la  
 » *prescription*, et que c'est avec raison que la langue du  
 » droit a distingué l'une de l'autre. (2) »

(1) *Répertoire*, tom. 17, p. 399 et suiv.

(2) *Traité des prescriptions*, commentaire sur l'art. 2219 du Code, tom. 1, n° 27.



Ici la déchéance avait été prononcée dans des termes trop formels, pour qu'il fût possible de la faire considérer comme étant purement comminatoire.

La loi du 28 ventôse an 11 statuait, qu'à défaut de production des titres des usagers dans le délai de six mois, défenses leur sont faites de continuer l'exercice de leurs droits, *à peine d'être poursuivis et punis comme délinquans.*

Et en prorogeant le délai fixé par cette loi, celle du 14 ventôse an 12 statue aussi, qu'à défaut de production dans ce nouveau délai, les usagers seront déclarés *irrévocablement* déchus, c'est-à-dire qu'aucun autre délai ne pourra leur être accordé, pour purger la demeure et éviter la déchéance.

C'est dans ce sens qu'a été rédigé l'article 61 du Code forestier. Le délai de deux ans qu'accorde cet article aux usagers qui, à l'époque de la publication de la loi, étaient restés en jouissance, malgré le défaut de production de leurs titres, a été regardé comme une faveur; et cet article décide, par-là même, que les usagers qui n'étaient pas en possession sont irrévocablement déchus.

Cela posé, comment l'adjudicataire d'une forêt de l'Etat ne pourrait-il pas opposer l'exception de déchéance à une commune usagère, qui, ayant négligé de produire ses titres et n'étant plus en possession de ses droits, viendrait les revendiquer?

L'adjudicataire d'un bois domanial acquiert la propriété, dans l'état où elle se trouve à l'époque de la vente. Chargé de faire face à toutes les servitudes dont la forêt peut être grevée, il demeure investi, par la même raison, de tous les droits qui appartenaient au gouvernement son vendeur, et peut faire valoir par conséquent, toutes les exceptions que le gouvernement aurait pu proposer.



Il en est de même de l'émigré rentré en possession de la forêt, en vertu de la loi du 5 décembre 1814.

On lui opposerait en vain que la restitution a fait disparaître l'effet de toutes les lois établies dans l'intérêt de la propriété, pendant la mainmise nationale. L'esprit de la loi repousse cette idée. Ce n'est point à titre de *restitution*, c'est à titre de *remise* que les biens non aliénés par l'Etat ont été rendus aux émigrés. Réconcilier le passé avec le présent, sans qu'aucun intérêt pût être lésé, tel fut, il est vrai, la pensée des législateurs de 1814, tel avait été l'espoir du gouvernement de la restauration. Mais, en datant de la vingtième année de son règne, l'acte de promulgation d'une loi qui maintenant, *soit envers l'Etat, soit envers les tiers*, l'effet des lois sur les émigrés, le prince ne légitimait pas moins le principe des confiscations; il sanctionnait en quelque sorte les décrets révolutionnaires qui avaient frappé de mort civile les membres de la famille royale et tous ceux qui avaient servi sous leurs drapeaux (1).

L'émigré remis en possession en vertu de la loi de 1814, n'est donc que le donataire, l'*ayant cause* de l'Etat; et par quelle raison ne pourrait-il pas faire valoir, de même que l'adjudicataire, l'exception de déchéance?

Dans une hypothèse où ce principe était bien moins applicable que dans le cas actuel, s'agissant de biens qui n'avaient été séquestrés que provisoirement sur la mère d'un émigré, M. Merlin soutenait que ce séquestre avait suffi pour attribuer aux membres de la famille qui avaient figuré dans le partage de *présuccession*, le droit d'attaquer une sentence arbitrale par la voie de l'appel,

(1) N'ent-il pas été plus rationnel et tout aussi convenable de déclarer, pour l'avenir, les lois sur l'émigration nulles et comme non venues, en maintenant toutefois les droits acquis à des tiers, sous l'empire de ces lois. Tel est l'esprit qui a présidé à la loi du 27 avril 1825.

voie qui n'avait été établie qu'en faveur de la république.

« Ce droit d'appeler, disait-il, qu'est-il devenu » après le partage de présuccession du 7 germinal an 8 ? Bien certainement la république l'a conservé pour sa portion. — Mais s'est-il éteint pour les portions des dames de Roll et de Bordeaux ? Non ! les dames de Roll et de Bordeaux ont reçu leurs portions *des mains de la république, telles que ces portions existaient dans les mains de la république elle-même*. Elles » sont devenues à cet égard les ayant cause de la nation ; » elles ont à cet égard succédé à la nation *tant activement que passivement*, et de même que dans le cas où » pendant la mainmise nationale, la république eût été » évincée de leurs portions de bois par des jugemens » inattaquables, elles auraient été forcées de subir l'exécution de chose jugée qu'ils auraient produite contre » la république, de même aussi elles ont été subrogées » à la république dans le droit qu'elle pouvait avoir » conservé d'attaquer les jugemens rendus, au préjudice de sa mainmise, sur ces mêmes portions (1). »

Si, comme l'a décidé le tribunal suprême sur ces conclusions, celui dont la propriété n'a été frappé que d'un séquestre provisoire, à cause de son indivision momentanée avec la république, peut être considéré, néanmoins, comme ayant cause, et profiter du bénéfice des lois rendues pendant la mainmise nationale, il en doit être de même à plus forte raison de l'émigré dont les biens ont été réellement confisqués. Obligé de respecter non-seulement l'autorité de la chose jugée contre l'Etat, mais lié par le fait de ses agens, par l'impéritie d'un

(1) V. les conclusions et l'arrêt du 19 prairial an 11, *Questions de droit*, au mot *nation*, § 2.

commis de bureau, dont l'acquiescement inconsideré, a souvent fait périlcliter une action légitime, comment cet émigré ne profiterait-il pas des avantages conférés, pendant le séquestre, à la forêt qui lui est remise dans l'état où elle se trouve ?

Cependant la cour de Besançon a rendu, le 5 décembre 1833, un arrêt contraire à ce système.

La commune de Beaufort qui, n'ayant pas produit ses titres à l'administration, n'était plus en jouissance depuis nombre d'années, a néanmoins revendiqué ses droits d'usage contre l'ancien propriétaire émigré à qui la forêt avait été remise; et cette demande a été accueillie, par un jugement du tribunal de Lons-le-Sauvage que la cour a confirmé par les motifs suivans :

« Attendu que la loi du 28 ventôse an 11 se borne  
 » à imposer aux communes usagères l'obligation de dé-  
 » poser leurs titres dans le délai qu'elle détermine ; que  
 » si elle ajoute, qu'à défaut de le faire, les usagers  
 » *pourront être poursuivis et punis comme délinquans*,  
 » aucune déchéance n'est cependant prononcée ; — que  
 » celle du 14 ventôse de l'année suivante, en accordant  
 » un nouveau délai pour faire le dépôt, ajoute, que les  
 » usagers qui ne s'y conformeront pas *seront déclarés dé-*  
 » *chus irrévocablement* ; qu'en le décidant ainsi, le légis-  
 » lateur n'a point dit que la déchéance serait encourue  
 » de plein droit ; qu'en déclarant que les usagers seraient  
 » déchus, il a voulu qu'il intervînt une décision judi-  
 » ciaire. — Que pendant que la forêt litigieuse était  
 » réunie au domaine de l'Etat, la commune de Beaufort  
 » ne fut point déclarée déchu de ses droits d'usage  
 » que la demande de déchéance était une faculté propre  
 » à l'Etat, et que les appelans ne peuvent aujourd'hui se  
 » prévaloir de ce droit. »

La décision d'une cour souveraine est respectable sans

doute, mais quand elle porte sur un point doctrinal, il faut en peser les motifs; et ceux de l'arrêt qui vient d'être rapporté ne sont pas à l'abri de discussion.

Quelque positive que soit la déchéance que la loi attachait au défaut de production de titres, de la part des usagers, il est bien certain, qu'en cas de contestation, il eût été nécessaire d'obtenir un jugement. Personne en France ne peut se faire droit à soi-même, le gouvernement, à cet égard, n'est pas plus privilégié que les particuliers.

Mais puisqu'au lieu de contredire la déchéance qu'elle avait encourue, la commune s'était elle-même rendue justice, en cessant l'exercice de ses droits pendant la mainmise nationale, alors à quoi bon le gouvernement eût-il intenté une action contre cette commune pour la faire déclarer déchue? Il en est de la déchéance prononcée par la loi, comme de la résolution d'un contrat, faute d'en remplir les conditions; quelque formelle que soit la loi des contractans, un jugement est nécessaire pour contraindre la partie qui refuse d'y obtempérer. Mais si cette partie abandonne elle-même le droit dont la résolution a été convenue, alors l'action en justice est inutile.

Supposons, malgré cela, qu'il y ait eu nécessité, pour le gouvernement, de faire prononcer une déchéance qui assurément n'eût pu souffrir de difficulté, la loi étant on ne peut pas plus impérieuse. Pourquoi l'émigré en qualité d'ayant-cause de l'Etat n'aurait-il pas été recevable à opposer, comme aurait pu le faire le gouvernement lui-même, l'exception de déchéance, sur la demande que formait la commune en réintégration de ses droits d'usage? Ce n'est point l'époque de l'instance qu'il faut considérer pour appliquer une loi; le moment où a eu lieu le fait qui donne lieu à cette application est seul à apprécier,



parce que c'est de cette époque que date le droit acquis. Or, dans l'espèce de l'arrêt, n'est-ce pas pendant la mainmise nationale, que la commune avait encouru la déchéance? La forêt se trouvait donc par ce fait et par la force de la loi, affranchie de tous droits d'usage; elle était en cet état, lors de la remise faite par le gouvernement à l'émigré, remise dont l'effet ne pouvait être ni de faire revivre des droits éteints en faveur du gouvernement, ni d'éteindre des droits qui auraient été acquis contre lui. Pourquoi, on le répète, l'émigré n'était-il pas recevable à proposer, par voie d'exception, la déchéance qui avait affranchi la forêt?

Comme on vient de le voir, la déchéance encourue faute de remplir une obligation dans le délai voulu par la loi, est une espèce de prescription dont l'effet est même plus rigoureux que celui de la prescription ordinaire, puisque celle-ci doit être opposée par la partie, tandis que le moyen de déchéance pourrait être suppléé par le juge. Eh! où a-t-on vu qu'un possesseur n'ait pas le droit d'exciper de la prescription qui a couru, pendant la jouissance de celui à qui il succède?

## SECTION II.

### *Des affectations.*

406. Dans son acception habituelle, le mot *affectation* ne s'applique guère qu'aux sacrifices ou charges, que la loi impose à la propriété particulière, pour un service public.

C'est ainsi que, par une ordonnance de François I<sup>er</sup>, du mois de mai 1520, les forêts situées près de la Seine avaient été affectées au chauffage de la ville de Paris. Des lettres-patentes du 17 octobre 1735, affectaient de même

à la consommation des habitans de Besançon, tous les bois situés dans la partie des montagnes, à la distance d'une lieue de la rivière du Doubs, pour-êtré amenés dans cette ville, au moyen du flottage. C'est ainsi que d'anciennes ordonnances de Franche-Comté avaient affecté aux salines du gouvernement, tous les bois des communes et des particuliers situés dans un certain rayon. C'est ainsi enfin, que, comme on le verra au chap. 9, les bois des particuliers sont encore affectés au service de la marine, et aux digues nécessaires pour retenir l'impétuosité du fleuve du Rhin.

Ces affectations n'ont rien de commun avec le droit d'usage. C'est une vente forcée de certains produits d'une forêt, pour cause d'utilité publique, vente dont le prix varie, suivant le taux du commerce. Ces affectations ne descendent d'aucun contrat; la puissance législative les avait imposées dans l'intérêt public; et la même puissance a le droit de les anéantir, ou modifier suivant les circonstances.

Il en est autrement des affectations qu'a réglées la section 7, titre 1, du nouveau Code. Ces affectations consistent dans le droit de se faire délivrer, *dans une forêt de l'Etat*, une quantité déterminée d'arpens, de stères, ou de pieds d'arbres, pour alimenter un établissement industriel, et même pour la création d'une commune, droit concédé sinon gratuitement, du moins pour une foible rente, qui n'est point en proportion de la valeur des matières livrées.

L'affectation dont il s'agit, n'est donc autre chose qu'un droit d'usage, une servitude réelle créée pour l'avantage de l'établissement auquel elle est affectée, servitude qui, comme toutes les autres de ce genre, cesse par l'extinction de la chose à laquelle elle était destinée.

Il n'y a entre l'affectation de cette espèce et l'usage

ordinaire, d'autre différence, sinon que l'usager a communément le droit d'être pourvu jusqu'à concurrence de ses besoins, tandis que l'affectataire est réduit à une quantité fixe et déterminée, des produits de la forêt. D'ailleurs, cette fixation n'a rien d'incompatible avec le droit d'usage ordinaire : plusieurs communautés usagères sont réglées de cette manière ; et pour ce qui concerne la délivrance des usages, dans les forêts de l'Etat, l'article 122 de l'ordonnance réglementaire prévoyait le cas des *bois de chauffage qui se délivrent par stères*.

Aussi n'était-il entré dans la pensée d'aucun des auteurs qui ont traité la matière, de distinguer, de l'usage ordinaire, le droit d'affectation dont il s'agit.

On peut demander après cela, quel a pu être le motif de cette distinction établie dans la loi nouvelle ? le voici.

407. L'administration était pénétrée de l'idée que le droit d'affectation pouvait être révoqué *ad nutum*, lors même que le titre aurait conféré un droit perpétuel.

C'est ainsi que fut envisagée, entre autres, la concession faite, en 1764, par le roi Stanislas, à l'abbaye de Sturzelbronn, du droit de prendre, pour les forges que les religieux étaient autorisés à construire, le produit de 1500 arpens de la forêt de Bitche, divisés en 50 coupes, moyennant le paiement de huit sous de France par corde.

L'abbaye de Sturzelbronn avait subrogé le sieur Diétrich, dans le bénéfice de cette concession, et par le même traité, les religieux s'étaient engagés à faire en outre, une livraison annuelle de 4,200 cordes de bois, à prendre dans les forêts de l'abbaye, le tout, moyennant la rente annuelle de 15,000 livres.

En 1817, l'administration forestière contesta les droits résultans de ce traité, et prit une délibération qui en réduisait la durée à 15 ans et imposait de nouvelles conditions.

La famille Diétrich réclama, soutenant que la concession était perpétuelle, et que son titre devait être respecté.

Par décision du ministre des finances, du 17 juillet 1820, et par ordonnance du 17 octobre 1821, l'affectation des 1500 arpens de bois à prendre dans la forêt de Bitche, avait été déclarée révoquée : l'administration était également autorisée à refuser la délivrance des 4,200 cordes à prendre dans les forêts de l'abbaye de Sturzelbronn.

Une pareille décision rendue sur une question de propriété était d'une incompétence frappante. Aussi sur opposition et instance au conseil-d'état, une autre ordonnance du 27 septembre 1827, révoquant celle de 1821, renvoya l'affaire aux tribunaux : on verra tout à l'heure le jugement qui y est intervenu.

Plusieurs autres concessionnaires se trouvaient dans la même position que la famille Diétrich, et, comme elle, exposée aux difficultés sans cesse renaissantes de l'administration, lorsque l'un d'eux, le sieur Dhennezel, propriétaire des verreries de Francogney, qui, pour la consommation de ces usines, jouissait d'une coupe annuelle de 10 arpens de bois futaies et taillis, fut privé des futaies : il porta ses réclamations en justice ordinaire, et fut maintenu en jouissance par le tribunal d'Epinal et la cour de Nancy. Le préfet des Vosges se pourvut en cassation ; mais par arrêt du 2 août 1825, son pourvoi fut rejeté, la cour supérieure considérant qu'il s'agissait de contrat à titre onéreux, lequel devait être respecté (1).

(1) D., pag. 369 et suiv., de 1827.



Dans cet état de choses, l'administration dominée par cette idée fixe que les concessions de droits d'usage pour l'alimentation des usines, n'avaient rien de stable, et pouvaient toujours être révoquées, prit la résolution d'intercaler à cet égard, une disposition législative dans le Code forestier dont elle préparait le projet.

L'article 58 fut présenté, en conséquence, dans les termes suivans : « Les affectations et destinations à des » établissemens d'industrie ou à des communes ou par- » ticuliers, de délivrances par stères, ou par pieds d'ar- » bres, dans les forêts de l'Etat, sont et demeurent révo- » quées, à moins que le terme où elles doivent cesser, ne » soit déterminé par l'acte de concession; auquel cas, » elles continueront d'avoir leur effet, jusqu'à l'expira- » tion de ce terme. » Le même article accordait néanmoins aux affouagistes dont la concession était perpétuelle, une jouissance de cinq ans, à dater de la publication de la loi, pour toute indemnité.

Et pour justifier ce projet de disposition, le rédacteur y avait joint la note suivante : « Les affectations ont eu » lieu, lorsque les bois étaient abondans; cependant leur » origine ne remonte pas à des temps aussi reculés que » celle des droits d'usage; elles ne sont pas non plus » aussi multipliées. — C'est principalement dans les ci- » devant provinces de *Lorraine*, de *Franche-Comté* et » d'*Alsace*, que les affectations les plus importantes ont » eu lieu. L'abus de ces affectations a été, dans plu- » sieurs occasions, porté très loin; il y a eu des prix » fixés à cinq centimes le stère; les bois soumis aux » affectations, ont été le plus souvent livrés au désordre: » les affouagistes ont vendu à des prix avantageux, » presque pour rien. Cet état de choses n'a cessé d'ex- » citer des réclamations. Un décret de l'assemblée na- » tionale, du 25 février 1790, a révoqué l'affectation

» faite aux salines de Mont-Morot ; un autre du 30 mars  
 » de la même année, a supprimé celles faites aux sa-  
 » lines de Dieuze, de Moyenvic et de Château-Salins. — Il  
 » est certain que les affectations ne constituent pas un  
 » droit de propriété, ni même un droit d'usage, en faveur  
 » de ceux qui les ont obtenues ; ce ne sont que des actes  
 » de libéralité et d'encouragement toujours révocables ; »  
 et l'on citait pour preuve l'ordonnance du 17 octobre  
 1821, qui, comme on vient de le voir, a été annulée par  
 une autre du 27 septembre 1827.

Le système proposé par l'administration forestière  
 était dénué de motifs et même de justice ; confondre  
 des titres constitutifs d'un véritable usage, avec les af-  
 fectations, qu'à diverses époques, la puissance souveraine  
 avait imposées à la propriété pour service public, et  
 que la même puissance avait par conséquent le droit de  
 révoquer, n'était-ce pas le comble de l'erreur ?

Aussi, la cour de cassation à laquelle fut soumis ce pro-  
 jet, en conçut toute la portée, et fit la proposition suivante :

« 1° Diviser les affectations, ou concessions, en deux  
 » classes, celles dont le terme est fixé par les actes, et  
 » celles auxquelles les actes n'en donnent aucun. —  
 » 2° Maintenir les premières pour tout le temps assigné  
 » à leur durée. — 3° Prescrire l'exécution de celles faites,  
 » à perpétuité, sauf au gouvernement à se libérer de ses  
 » obligations par un cantonnement qui sera réglé, de gré  
 » à gré, et en cas de contestation, par les tribunaux. »

C'est par suite de ces observations, et des réclama-  
 tions qui se sont élevées contre le projet, que la com-  
 mission de la chambre des députés a fait adopter les  
 dispositions dont voici le texte.

#### ARTICLE 58. -

408. « Les affectations de coupe sde bois ou

délivrances soit par stères, soit par pieds d'arbres; qui ont été concédées à *des communes, à des établissemens industriels, ou à des particuliers*, notwithstanding les *prohibitions établies par les lois et les ordonnances alors existantes*, continueront d'être exécutées jusqu'à l'expiration du terme fixé par les actes de concession, *s'il ne s'étend pas au-delà du 1<sup>er</sup> septembre 1837.*

» Les affectations faites au préjudice des mêmes prohibitions, soit à perpétuité, soit sans indication de terme ou à des termes plus éloignés que le 1<sup>er</sup> septembre 1837, cesseront, à cette époque, d'avoir aucun effet.

» Les concessionnaires de ces dernières affectations, qui prétendraient *que leur titre n'est pas atteint par les prohibitions ci-dessus rappelées*, et qu'il leur confère *des droits irrévocables*, devront, pour y faire statuer, se pourvoir devant les tribunaux, dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, sous peine de déchéance.

» Si leur prétention est rejetée, ils jouiront néanmoins des effets de la concession jusqu'au terme fixé par le second paragraphe du présent article.

» Dans le cas où leur titre serait reconnu valable par les tribunaux, le gouvernement, quelles que soient la nature et la durée de l'affectation, aura la faculté d'en affranchir les forêts de l'Etat, moyennant un cantonnement qui sera réglé de gré à gré, ou, en cas de contestation, par les tribunaux, pour tout le temps que devrait durer la concession.

**L'action en cantonnement ne pourra être exercée par les concessionnaires. »**

Ainsi, loin de consacrer le système de l'administration, l'article 58 range les droits d'affectation en trois classes.

Celles qui n'auraient été faites que pour un terme, ne s'étendant pas au-delà du 1<sup>er</sup> septembre 1837, doivent être exécutées pour le temps qui en reste à courir. Que les concessions de ce genre aient été ou non prohibées par les lois régissant le pays où les actes ont été passés, il ne peut y être porté atteinte.

Il en est autrement des concessions *perpétuelles*, ou sans indication de terme, ou à des termes plus éloignés que le 1<sup>er</sup> septembre 1837. Les concessions de cette nature doivent cesser à cette époque, si elles étaient frappées de prohibition, par les lois sous l'empire desquelles elles ont été faites.

En ce qui concerne les affectations qui ne seraient frappées par aucune loi prohibitive, elles doivent être exécutées, quel que soit le terme de leur durée, et lors même qu'elles sont perpétuelles.

Mais les titulaires ont été obligés de se pourvoir *dans le délai d'une année*, à peine de déchéance, afin de faire reconnaître, par les tribunaux, qu'à l'époque où l'affectation a été concédée, il n'existait, dans le pays, aucune loi qui prohibât de pareilles concessions.

Ces dispositions n'ont rien de contraire à l'exacte justice.

Les concessions faites, au mépris d'une loi prohibitive, étant nulles de plein droit, la prescription n'a pu couvrir cette nullité, parce que là où le domaine public était inaliénable, il était par-là même imprescriptible.



C'est donc pour les titulaires une véritable faveur que de proroger, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1837, l'exécution de titres nuls.

Quant aux titres qui n'étaient atteints par aucune prohibition, loin de les révoquer, la loi laisse aux concessionnaires le droit d'en assurer le maintien, en recourant aux tribunaux.

409. Régulièrement et d'après le droit commun, le concessionnaire en possession n'aurait pas dû être forcé d'agir; c'était à l'administration à l'attaquer, à l'appeler devant les tribunaux, pour faire prononcer, si elle en avait le droit, la nullité ou la révocation du titre.

Mais on a pensé, sans doute, qu'il importait, qu'il était même de l'intérêt général, que l'Etat fût promptement fixé sur les affectations dont les forêts pouvaient être grevées; pour arriver plus sûrement à ce but, et dans la vue de prévenir des procès, le législateur a cru devoir forcer les concessionnaires à se présenter dans un délai déterminé, sous peine de déchéance. Tel est le motif qui a fait intervertir les rôles, en imposant, aux titulaires, l'obligation d'agir qui aurait dû peser sur l'administration.

Ce n'est qu'une dérogation de pure forme que le Code a apportée à la marche ordinaire des actions.

Au fond, la validité du titre est laissée sous l'empire du droit commun, sous la protection du principe écrit au frontispice de notre Code civil : *La loi ne dispose que pour l'avenir, elle n'a point d'effet rétroactif*. Le texte de l'article 58, ces expressions, notamment, *nonobstant les prohibitions établies par les lois et les ordonnances alors existantes*, sont formelles à cet égard; elles indiquent comme devant être exclusivement consultée la législation existante à l'époque des concessions.

Aux termes de la loi, se réunit l'esprit du législateur manifesté ouvertement, soit dans le rapport de la commission qui a fait adopter l'article 58, soit dans les discours du commissaire du gouvernement.

« Les affectations, disait M. Favard de Langlade, au nom de la commission, ne peuvent-elles pas être considérées comme une espèce de droit d'usage? L'ordonnance des eaux et forêts semble permettre de le croire ainsi, puisqu'elle les comprend sous la dénomination générale d'*attribution de chauffage*. — Cependant l'exposé des motifs n'envisage pas, sous le même point de vue, les droits des concessionnaires à titre d'affectation et ceux des usagers.

» Nous avons dû examiner avec une sérieuse attention le principe de cette distinction et les conséquences qui en dérivent pour les affectations. — L'invalidité dont on frappe ce genre de concession est puisé dans la prohibition de l'ordonnance de 1669, et dans l'inaliénabilité de l'ancien domaine de la couronne. On la fortifie par le double inconvénient qui résulte du prix déraisonnable auquel les bois sont livrés aux affouagistes et du privilège dont ceux-ci sont investis, au préjudice de la concurrence que toutes les industries pareilles sont en droit de réclamer.

» Nous avons d'abord écarté ces dernières considérations. Ce ne peut jamais être une raison de casser un contrat, que d'alléguer que l'exécution en est nuisible à l'une des parties, et qu'il accorde à l'autre des droits trop étendus et exclusifs. » ( Ici l'orateur fait remarquer que la prohibition de l'ordonnance frappe sur les droits d'usage ordinaire, aussi-bien que sur les affectations ).

« A l'égard de l'inaliénabilité du domaine public, continue-t-il, elle était constante; mais doit-on voir une aliénation contraire aux lois domaniales, dans une affectation

tation qui, comme le droit d'usage, n'est qu'une concession de fruits? — Cette question, il n'appartient pas à la chambre de la résoudre. Le législateur n'est appelé qu'à poser des principes, et il doit s'abstenir de descendre dans leur application. Il proclame des règles, des maximes générales, il ne juge point les actes. Le pouvoir qui fait les lois, se garde, avec soin, de tout empiétement sur les attributions du pouvoir judiciaire, qui les interprète et les applique. Il évite surtout d'enfreindre cette grande et salutaire vérité, que les lois *n'ont jamais d'effet rétroactif*, et que les actes doivent toujours être appréciés, d'après celles sous l'empire desquelles ils ont été faits.

» Le projet de loi rend hommage à ces principes, puisqu'il autorise les concessionnaires, qui croiraient avoir des droits irrévocables à recourir à la justice des tribunaux. — Mais la rédaction de l'article pourrait faire craindre que ce recours ne fût illusoire. Car que décideraient les tribunaux, en présence d'une loi nouvelle qui aurait elle-même déclaré toutes les affectations contraires aux lois antérieures, et qui en aurait prescrit la cassation, à partir d'une époque déterminée, sans aucune distinction? — Désirant conserver aux concessionnaires l'efficacité du recours qui leur est réservé, la commission a cru qu'il était nécessaire de retrancher, du premier §, de l'article, *tout ce qui pourrait établir un préjudice contre leurs droits.* »

Malgré l'abandon du premier projet, et l'amendement de celui qui était présenté aux chambres, plusieurs députés, ceux de Lorraine notamment, exprimèrent leurs craintes sur le danger de voir briser des contrats qu'ils regardaient comme irrévocables : à la chambre des pairs, cette partie du Code fut aussi l'objet d'une grave discussion; et voici les explications données par le

commissaire du gouvernement, dans la séance du 18 mai 1827.

« Le projet primitif, dit M. de Martignac, était plus rigoureux que le projet actuel : il accordait aux affectations un délai double de celui que fixe l'article 58 ; mais à l'expiration de ce délai, il les annulait toutes sans aucune distinction. La cour de cassation a trouvé cette disposition trop sévère ; elle a dû penser que le Code ne devait contenir que des principes, mais que leur application, aux diverses espèces, appartenait plutôt à l'autorité judiciaire, et qu'il était possible que certains titres de concession ne se trouvant pas atteints par les lois prohibitives, dussent être déclarés irrévocables. Le gouvernement s'est déterminé à modifier en ce point le projet originaire. On s'est borné à déclarer en principe que les affectations établies en contravention aux lois prohibitives cesseraient après un délai de faveur de dix années ; mais ensuite on a prévu le cas où le titre de concession devait être maintenu pour un temps plus long ou illimité, soit parce qu'il aurait été ainsi décidé *par des arrêts ayant le caractère de chose jugée*, soit parce que la concession *serait antérieure aux lois prohibitives*, ou à leur mise en vigueur dans la province, soit pour toute autre cause que les tribunaux apprécieront dans chaque espèce. Tel a été le système du projet, et il semble qu'il se justifie par lui-même (1). »

La loi s'étant bornée à établir le principe, sans fixer aucunes règles d'application, sans poser les limites propres à faire distinguer les affectations des autres droits d'usage, la mission des tribunaux est aussi difficile qu'importante. — 1° Quels sont les titres qui doivent être considérés comme attribuant un droit d'affectation



et non un droit d'usage ordinaire? — 2° Quelles sont les lois prohibitives des concessions de cette nature? — 3° Comment distinguer les concessions temporaires des affectations illimitées?

Je vais tâcher de donner quelques éclaircissemens sur ces trois points.

### § 1<sup>er</sup>.

*Des actes qui doivent être considérés comme attribuant un droit d'affectation et non un droit d'usage ordinaire.*

**410.** Les règles que la loi a tracées pour les usages ordinaires et pour la reconnaissance des titres d'affectation sont toutes différentes. Les usagers dénommés dans les états arrêtés au conseil n'ont eu aucune obligation à remplir ; quant à ceux dont les droits n'avaient pas été réglés de cette manière, il leur a suffi de produire leurs titres, en exécution de la loi du 28 ventôse an 11, pour continuer leur possession. Ce ne sont que les usagers encore en jouissance, malgré le défaut de production de leurs titres, que la loi oblige d'agir, dans le délai de deux ans, afin d'être relevés de la déchéance qu'ils avaient encourue, comme on vient de le voir dans la section précédente.

En ce qui concerne les affectations, c'est tout différent : quelque incontestable que puisse être le titre du concessionnaire, quelque constante que soit sa possession, il est tenu de se pourvoir dans l'année, devant les tribunaux, à peine de voir cesser ses droits au 1<sup>er</sup> avril 1837.

La distinction entre l'usage ordinaire et le droit d'affectation, est donc de la dernière importance.

Cette distinction peut paraître d'autant plus diffi-

cile, que, sur ce point, l'administration elle-même a varié.

Des états présentés à la chambre des députés, il résultait que les concessions de cette nature auraient été extrêmement rares. « Elles sont en si petit nombre, disait le rapporteur de la commission, que l'administration forestière n'en compte pas plus de ONZE à perpétuité et de six à terme dans le royaume, au lieu qu'il y a une multitude d'usages. » (*Séance du 12 mars 1827.*)

Mais deux mois après, ce nombre était singulièrement augmenté. Dans la séance de la chambre des pairs du 8 mai, le rapporteur de la commission annonce que les affectations *sont au nombre de QUATRE-VINGT-SEPT*. L'administration ne prenait-elle pas alors des titres d'usage ordinaire pour des affectations? cela est probable.

L'affectation étant un véritable droit d'usage, ainsi qu'on l'a exposé plus haut, il est facile de le confondre avec l'usage ordinaire.

Lorsque le bois est destiné à la consommation d'une forge, d'une verrerie, ou de tout autre établissement d'industrie, c'est bien là ce qu'on doit entendre par affectation.

Il semblerait même que c'est à cette destination que les auteurs de la loi ont voulu borner le droit de cette espèce.

« Vous savez, messieurs, disait le commissaire du gouvernement en exposant les motifs, que dans diverses provinces de France et dans les anciens états des ducs de Lorraine, il a été fait, *en faveur de certains établissements industriels*, des concessions de bois. Ces concessions, connues sous le nom d'*affectations*, consistaient dans des livraisons annuelles d'une quantité déterminée de bois, moyennant une rétribution qui n'était

» en aucune proportion réelle avec la valeur des matières livrées.

» Les affectations, disait aussi le rapporteur de la commission à la chambre des députés, consistent, en général, dans la faculté attribuée à des *établissements industriels*, de prendre dans une forêt le bois nécessaire à leur alimentation : les unes sont à perpétuité, d'autres pour un temps limité; toutes ont été accordées dans le double but de *favoriser le développement de l'industrie* et de créer des moyens nouveaux de consommation pour des forêts qui en manquaient. C'est plus particulièrement dans les anciennes provinces de la *Lorraine*, de la *Franche-Comté* et de l'*Alsace*, que ces affectations ont eu lieu. — Ainsi caractérisées, elles diffèrent, sous plusieurs rapports, des simples droits d'usage en bois. D'abord elles ont une origine moderne, par cela seul qu'elles se rattachent *aux progrès de l'industrie*, tandis que les usages remontent aux époques les plus reculées; elles portent sur des coupes *déterminées* ou sur des quantités de cordes de bois fixées par les actes de concession, tandis que les usages s'exercent dans toute l'étendue de la propriété. »

.. Enfin le rapporteur de la commission de la chambre des pairs définissait de même le droit d'affectation. « On appelle ainsi, disait-il, la faculté qui a été accordée de prendre annuellement dans les forêts de l'Etat, pour un *établissement d'industrie*, les bois nécessaires à l'alimentation de cet établissement, moyennant une rétribution qui était peu en proportion de la valeur des matières livrées. »

De l'esprit qui a présidé à la discussion, il semble donc résulter que les droits dont il s'agit, devraient se réduire aux concessions faites pour la consommation d'un établissement d'industrie.

Mais il faut le dire, parce que c'est une vérité, le texte de la loi tel qu'il a été rédigé, est d'une équivoque qui peut prêter à l'arbitraire.

*Les affectations*, dit l'article 58, *de coupes de bois ou délivrances, soit PAR STÈRES, soit PAR PIEDS D'ARBRES, qui ont été concédées à des COMMUNES, à des établissemens industriels ou à des PARTICULIERS, etc.*

De ces termes qui, entendus à la lettre et dans leur généralité, paraîtraient s'appliquer à tous les droits d'usage quelconques dont les émolumens sont déterminés, peut-on tirer la conséquence que les communes usagères et même les particuliers dont le droit a été ainsi limité, ne jouissent qu'à titre *d'affectation*, et demeurent, par-là même, soumis aux prescriptions sévères que la loi nouvelle a introduites pour cette espèce d'usage? Il paraît que, dans plusieurs localités, les agens du domaine prétendent donner à la loi cette extension, mais c'est une erreur évidente.

Si, en règle générale, l'usage est un droit indéterminé qui n'a d'autres limites que les besoins de l'usager, cependant la fixation des émolumens du droit n'en change pas la nature.

D'après les articles 628 et 629 du Code civil, il faut s'en rapporter au titre pour régler l'étendue du droit; ce n'est que dans le silence du titre, que l'article 630 veut que l'usage soit proportionné aux besoins; et à cet égard, les lois spéciales de la matière sont en harmonie avec le droit commun.

Le Code forestier a posé entre les affectations et les droits d'usage, une différence telle, que chacun de ces droits a ses règles particulières tracées dans une section différente. L'article 79, placé dans la section *des droits d'usage*, obligeant à la délivrance, *les usagers qui ont droit à des LIVRAISONS de bois de quelque nature que ce soit, dé-*



montre assez que l'usage ordinaire peut être déterminé à une quantité fixe de stères ou de pieds d'arbres. Les articles 81 et 82 distinguent ensuite les bois *qui se délivrent par coupes*, et règlent, en ce cas, le mode d'exploitation à suivre par les communes usagères, et la responsabilité qui pèse sur elles (1). Les auteurs du Code ont donc considéré que le droit d'usage ordinaire pouvait consister, soit dans une coupe proportionnée aux besoins de l'usager, soit dans une quantité de bois fixe et déterminée.

La loi n'avait point à régler, en ce dernier cas, le mode de délivrance qui rentre dans les mesures de simple administration, mais l'ordonnance réglementaire a eu soin de tracer ce mode; et il en résulte la preuve évidente, que l'usage ordinaire peut, aussi-bien que l'affectation, ne consister que dans des émolumens fixés à un certain nombre de stères.

Dans la section 8, l'art. 109 règle les formalités à observer, *lorsque des délivrances en vertu d'affectations à titre particulier, devront être faites*. Et dans la section 9, destinée aux droits d'usage dans les forêts de l'Etat, l'art. 122, veut que *les bois de chauffage qui se délivrent par stères* soient mis en charge sur les coupes adjudgées et fournis *aux usagers* par les adjudicataires.

La loi n'a donc pas entendu ranger dans la classe des *affectataires*, les communes usagères dont le droit est déterminé et réglé à la livraison annuelle d'une certaine quantité de bois; règlement d'ailleurs qui a eu lieu en exécution de l'ordonnance de 1669, pour la plupart des usagers dans les forêts domaniales d'ancienne origine.

Enfin, le Code, dans la section *des affectations à titre particulier*, n'a eu en vue que les concessions de cette na-

(1) V. au chapitre III, sect. 3, le commentaire de ces articles.

ture. On ne saurait donc prendre pour des affectations les *droits d'usage* dont il s'agit dans la section suivante, sous le prétexte que l'usage d'une commune est fixé à une certaine quantité de bois.

Quelle peut être, après cela, la signification de l'article 58 ?

Les députés de Lorraine, province où le droit d'affectation est particulièrement connu, ont expliqué comment ce droit pouvait avoir été constitué, au profit d'une commune. « Les terres en friche, disait M. Saladin, les » bois sans valeur et périssant sur couche, ont été affectés » à des établissemens d'*usines*, de *verreries*, et de *forges*; » à la confection de *routes*, de *ponts* et de *canaux*; à la » FONDATION de *villages*, de *cens* et *hameaux*; et suivant » leur importance, le prince leur a assigné à *perpétuité*, » ou à *terme*, les bois dont ils avaient besoin. »

Ainsi, pour que le droit accordé aux habitans d'une commune puisse être considéré comme une affectation, il faut 1° que la concession ait eu pour cause la création du village; 2° que la quantité de bois à délivrer, en cette considération, ait été déterminée d'une manière fixe par le titre primitif. Sans ces deux conditions, le droit est un usage ordinaire, et non un droit d'affectation.

Autrement, il serait facile de transformer en droits d'affectation presque tous les droits d'usage des communes dans les forêts de l'Etat. Car ces droits, pour la plupart, ont été constitués, soit par le souverain, soit par des princes, des abbayes, des monastères, dans le but de fonder une commune, en attirant des colons sur le territoire; et l'exercice de ces usages qui, dans le principe, était indéterminé, a été, par la suite des temps, réduit à une certaine quantité de cordes, réduction qui n'a rien pu changer à la nature primitive du droit. Il faut donc ici s'attacher au titre primitif, et voir quel a

été son but, quelle en était, dans le principe, la nature et l'étendue.

J'ai cru devoir insister sur l'objet de ce paragraphe, qui me paraît digne d'une attention sérieuse. La loi ayant imposé à ceux qui jouissent d'une véritable affectation à titre particulier, l'obligation de se pourvoir, dans le délai d'une année, les procès de cette nature sont à la veille d'être épuisés. Mais qui sait si, par la suite, les recherches du domaine ne se porteront pas sur toutes les communes dont le droit d'usage est fixé à un certain nombre de stères; si, par une fausse interprétation de la loi, on ne viendra pas inquiéter des usagers qui, dormant sur la foi de leurs titres, sur les reconnaissances réitérées qui en ont été faites par le gouvernement, étaient fondés à se croire exempts de toutes diligences; si l'on ne dira pas à ces usagers: Votre droit n'est qu'une simple affectation qui a dû cesser, au premier septembre 1837; vous auriez pu vous pourvoir, afin de faire reconnaître que ce droit était irrévocable; mais ne l'ayant pas fait dans le délai prescrit, vous avez encouru la déchéance!!!

## § 2.

*Quelles sont les lois prohibitives des concessions d'usage à titre d'affectation?*

**411.** Les concessions de cette nature devant être appréciées d'après les lois anciennes, c'est à celles des différens états où les titres ont été passés, que les tribunaux doivent s'attacher, pour décider si le droit doit être maintenu ou révoqué.

Dans l'ancienne France, l'inaliénabilité du domaine public avait été définitivement consacrée par l'édit de 1566.

Plusieurs membres des deux chambres ont prétendu que cette loi n'était applicable qu'aux véritables aliénations, emportant l'idée d'un *détournement du domaine*, et non pas à de simples concessions de fruits (1).

Cependant l'édit de 1566 faisant défense aux parlemens et aux chambres des comptes d'entériner les lettres-patentes qui porteraient aliénation *du domaine et des fruits qui en dépendent pour quelle cause et quel temps que ce soit*, on peut dire que cette défense s'appliquait aux droits d'usage et d'affectation; et c'est ainsi que paraît l'avoir entendu l'ordonnance de 1669. En révoquant les droits de chauffage, les articles 2 et 10, tit. 20, n'accordent une indemnité qu'à ceux qui justifieront d'une possession antérieure à l'année 1560.

Ce qu'il y a de certain, c'est que l'article 11 du même titre prohibe expressément à l'avenir, tous *dons ou attributions de chauffage*.

Les affectations, ainsi que les droits d'usage qui, dans les forêts de l'Etat, auraient été concédés depuis la publication de l'ordonnance, sont donc frappés d'une nullité radicale.

Mais, d'après la note annexée par l'administration forestière, au premier projet de l'article 58, c'est principalement dans les provinces de *Lorraine*, de *Franche-Comté* et d'*Alsace*, qu'ont eu lieu les affectations.

On n'a vu jusqu'ici aucune discussion de ce genre s'élever dans les départemens composant l'ancienne province de l'Alsace.

412. Pour ce qui concerne la Franche-Comté, je n'ai pu trouver, malgré mes recherches, d'autres affectations que celle faite par Marguerite, duchesse de Bourgogne, aux propriétaires des forges de Fraisans, de la

(1) V. pag. 44, le discours de M. Favard.



coupe annuelle de dix arpens dans la forêt de Dampierre pour l'usage de ses usines, moyennant une redevance de 51 liv. 1 s. 6 d., droit qui a été compris dans l'état des chauffages arrêtés au conseil dont il a été parlé dans la section précédente (n° 396). Et lors de la vente de cette forêt domaniale, il a été fait un partage entre l'administration et le propriétaire des forges auquel a été abandonnée une certaine partie de la forêt, pour lui tenir lieu de son droit.

D'ailleurs, avant la conquête de cette province, il n'existait aucune loi prohibitive des concessions de ce genre, le domaine public, dans le comté de Bourgogne, étant aliénable (1).

On ne saurait regarder comme des affectations prohi-

(1) Cette question est importante, et se présente journellement devant les tribunaux de Franche-Comté, non pas au sujet des affectations, mais à raison des recherches du domaine, en vertu des lois sur les engagements.

Sur quoi je dois faire observer, en passant, que l'aliénabilité du domaine des anciens souverains de cette province ne peut souffrir aucun doute raisonnable. S'il existe quelques ordonnances particulières qui avaient défendu l'aliénation du domaine, celles qui ayant été publiées formaient un véritable corps de lois et de réglemens pour la Franche-Comté, loin de regarder le domaine public comme étant frappé d'inaliénabilité absolue, prescrivent les formes de cette aliénation; et par lettres-patentes du 28 septembre 1728, enregistrées au parlement, tous les possesseurs de l'ancien domaine qui ont acquis antérieurement à 1674, ont été confirmés dans leur possession. — V. le *Traité des prescriptions*, de Dunod, pag. 274 et suiv.; le nouveau Denisart, article *domaine de la couronne*, le *Répertoire*, v° *inaliénabilité*, § 2; et M. Troplong, *des prescriptions*, tom. 1, n° 185. — La cour de Besançon a décidé, par plusieurs arrêts, notamment par ceux des 16 et 24 mai 1831, rendus l'un contre le préfet du Jura, l'autre contre le préfet du Doubs, que, dans le comté de Bourgogne, le domaine public était aliénable. — V. aussi l'arrêt rendu par la cour de Douai, le 21 juillet 1831, au sujet de biens provenant du domaine des souverains d'Espagne, arrêt confirmé par la cour de cassation, le 29 janvier 1833. (D., p. 160, de 1833.)

bées par l'ordonnance de 1669, les lettres-patentes de 1766, qui ont attribué aux communautés limitrophes de la forêt de Chaux, une certaine quantité de cordes et de fascines pour leur chauffage.

Comme on l'a déjà fait observer, ces lettres-patentes n'ont fait que remplacer, par des livraisons déterminées, le droit de *bois mort sec et gisant*, qu'un édit précédent avait accordé à ces communes, droit qui était dénommé dans l'*état général des chauffages* de la province, publié au parlement en 1744 (1).

415. La Lorraine est la province où existe le plus grand nombre d'affectations. C'est afin de rappeler, dans ce pays, les arts, l'industrie et le commerce anéantis par trente années de guerre, que les souverains crurent qu'il était de l'intérêt public, de souscrire des concessions de cette nature.

Avant la réunion de la Lorraine à la France, par le traité de Vienne, en 1736, cette province avait ses lois particulières; et la question de savoir si cette législation prohibait les usages et les titres d'affectation, a été singulièrement agitée.

A la séance de la chambre des députés du 24 mars 1827, M. Saladin, procureur-général de la cour de Nancy, repoussant l'ordonnance de 1669, qui, disait-il, n'a pu régir la Lorraine et les actes qui y ont été faits antérieurement à sa réunion, soutenait qu'il n'existait aucune disposition semblable dans cette province, et que de telles concessions ne peuvent être comprises dans la classe des aliénations du domaine de l'Etat, prohibées par les lois qui le déclarent inaliénable.

Mais le système contraire paraît aujourd'hui consacré par la jurisprudence.

(1) V. nos 396 et 402.

Dans l'affaire Diétrich, dont on a vu l'espèce (n° 407), la cour de Metz a, par arrêt du 9 janvier 1833, déclaré révocable l'affectation qu'avait accordée le 7 février 1764, un arrêt du conseil du roi Stanislas, aux religieux de Sturzelbronn, dans les forêts de Bitche, par le motif que, « cette concession renouvelée successivement par les rois Louis XV et Louis XVI, à des conditions tout-à-fait différentes de celles qui avaient été primitivement convenues, n'était en réalité qu'une permission contraire au droit public qui, *en Lorraine comme en France*, prohibait absolument l'aliénation, *tant du domaine que des fruits du domaine*, et dès-lors perpétuellement révocable à volonté. »

Le même arrêt déclare, au contraire, que les titres de la famille Diétrich, relatifs à l'affectation des 4,368 cordes de bois dans les forêts de l'ancienne abbaye de Sturzelbronn, lui confèrent des droits irrévocables.

Il n'y a eu pourvoi que contre cette dernière disposition, de la part du préfet de la Meurthe, pourvoi que la section des requêtes a rejeté par arrêt du 14 novembre 1833, attendu que l'abbaye avait *la libre disposition de ses biens*, à la charge d'observer les formalités exigées par la loi (1).

Le même principe a été consacré par la cour de cassation dans l'espèce suivante :

En 1629, le prince de Phalsbourg et de Lixheim avait accordé 1,600 arpens dans sa forêt de Roderhusten, à trente laboureurs offrant d'y établir un village qui serait nommé Saint-Louis : le même titre leur accordait le droit de prendre dans le reste de la forêt le bois mort et mort-bois nécessaire à leur chauffage. En 1763, époque

(1) D., page 101, de 1834. — V. aussi page 99, la même année, l'arrêt du 13 novembre 1833.

à laquelle la principauté de Lixheim se trouvait réunie à la Lorraine, le roi Stanislas, sur la demande des habitants de Saint-Louis, avait fixé leur affouage dans la forêt de Roderhusten, à raison d'un quart d'arpent par chaque habitant, concession qui fut confirmée par un autre arrêt du conseil de 1786.

L'affaire portée à la cour de Nancy, en exécution du Code forestier, les habitants avaient été maintenus dans tous leurs droits, par arrêt du 10 juin 1831.

Mais par arrêt du 10 mars 1835, la section civile a cassé la disposition qui maintenait la nouvelle concession de 1763, « attendu qu'une pareille concession rentre évidemment dans la classe des affectations de coupes de » bois ou délivrances, soit par stères, soit par pieds d'arbres qui ont été concédées à des communes, nonobstant les prohibitions établies par les lois et ordonnances » alors existantes sur lesquelles statue l'art. 58 du Code » forestier, *puisque en 1763 et 1786 le domaine de l'Etat, en Lorraine comme en France, était inaliénable; — qu'il » suit de là que si, en jugeant que la concession primitive » de 1629, relative au bois mort et mort-bois, devait » être maintenue au profit de l'universalité des habitants » de Saint-Louis, l'arrêt attaqué a fait une juste application desdites lettres-patentes, cet arrêt n'a pu néanmoins convertir ce droit d'usage, en droit de propriété, » ni proroger, au-delà du délai fixé par le Code forestier, » la durée d'une convention et d'une affectation qui, aux » termes de cet article, devait cesser d'avoir son effet » au 1<sup>er</sup> septembre 1837 (1).*

La conséquence à tirer de cette jurisprudence, c'est que, dans une matière qui dépend de l'appréciation des

(1) D., pag. 191, de 1835. — V. aussi pag. 198, de 1834, l'arrêt du 7 mai 1834.



titres et de la législation du pays où ils ont été passés, il serait difficile de poser aucune règle fixe.

L'affectation a-t-elle été concédée par un particulier, ou une corporation ecclésiastique aujourd'hui représentés par l'Etat, alors ce n'est point l'Etat, possesseur actuel, qu'il faut considérer, mais l'auteur de la concession, et il n'y a pas de doute qu'elle doit être maintenue, à moins que l'acte ne soit infecté d'un vice qui n'aurait pas été couvert par la possession.

Si, au contraire, la concession a été faite par un prince souverain, c'est à la loi qui régissait les états de ce prince, que l'on doit s'attacher. La question à examiner, dans ces cas, est celle de savoir si ces lois prohibaient comme en France, non-seulement les droits d'usage, mais toute concession de fruits ; car l'affectation n'étant qu'une servitude imposée sur la forêt et non une véritable aliénation, je crois que l'inaliénabilité du domaine public ne suffirait pas, pour faire déclarer nulle et prohibée une concession de cette nature.

### § 3.

*De la distinction entre les affectations perpétuelles ou seulement temporaires.*

414. Le droit d'affectation n'est autre chose qu'un droit d'usage, une charge imposée sur une forêt pour l'utilité d'un établissement d'industrie. C'est donc une servitude réelle, qui, par sa nature, doit durer tant que durera l'établissement pour l'avantage duquel elle a été constituée.

Ce principe est applicable à plus forte raison, lorsque la concession a eu pour objet la création d'une commune, corps moral dont la durée est perpétuelle.

Il me semble donc que dans l'application des titres d'affectation, le droit doit être considéré comme perpétuel, à moins qu'il ne résulte des termes exprès de l'acte que la concession n'avait été faite que pour un temps.

La continuité du droit, pendant la durée de l'établissement, est à ce qu'il me paraît, la règle générale, la conséquence naturelle de la destination du bois, à moins d'exception contraire, formellement énoncée dans le titre.

Dans son *Traité des Prescriptions*, M. Troplong paraît adopter un autre système.

« Avant de terminer, dit-il, sur la prescriptibilité des  
 » droits d'usage, je dirai qu'il y a un de ces droits qui,  
 » à moins qu'il ne soit concédé, à perpétuité, *par des*  
 » *titres exprès*, me paraît, par sa nature, être essentielle-  
 » ment *précaire* : c'est le droit d'affectation, dont le but  
 » a été de procurer à des établissemens industriels le  
 » moyen de surmonter les premières difficultés qui s'op-  
 » posaient à leur création, mais non pas de leur servir  
 » de dotation irrévocable, lorsque surtout ils seraient en  
 » possession de leur plein développement. Il est donc  
 » difficile de trouver une pensée de perpétuité, dans la  
 » permission donnée par un propriétaire de bois à une  
 » usine, d'alimenter son chauffage par une affectation.  
 » Par leur nature, les affectations n'ont été qu'un se-  
 » cours provisoire accordé à l'industrie, et il faut des  
 » preuves bien certaines pour les regarder comme ir-  
 » révocables : c'est en quoi le droit d'affectation diffère  
 » des droits d'usage proprement dits (1). » L'auteur in-  
 voque à cet égard la jurisprudence de la cour de  
 Nancy.

(1) Commentaire sur l'art. 2232 du Code civil, n° 408.

S'agissant ici d'interprétation d'actes, la jurisprudence ne peut être d'un grand secours. Voyons donc sur quoi l'honorable auteur fonde la présomption de non perpétuité des affectations.

Si les concessions de cette nature n'avaient d'autre objet que celui de créer l'établissement, de procurer, par exemple, des bois de construction qui lors de cette création étaient nécessaires pour les bâtimens, la raison que donne M. Troplong pourrait être de quelque poids. Mais le but de la concession a été d'alimenter l'établissement, telle qu'une forge, ou une autre usine; et quand le titre n'a apposé aucun terme à cette alimentation, n'est-elle pas censée avoir été faite pour tout le temps que durerait l'usine? Comment serait-il possible de révoquer arbitrairement une concession semblable? C'est pour aider l'établissement, que le droit a été constitué; eh! qu'importe? de ce que l'usine est arrivée à un plus grand développement et consomme beaucoup plus que l'affouage qui lui a été fixé par le contrat, le possesseur n'a sans doute pas droit à une augmentation; mais pourquoi serait-il privé de la quantité de bois qui a été fixée, lors de la création? Il s'agit ici d'une convention synallagmatique dont une des parties n'a pas plus que l'autre le droit de violer les clauses.

Je persiste donc à croire, qu'à moins d'un terme formellement exprimé dans l'acte, la concession est censée avoir été faite pour tout le temps que durera l'établissement. C'est une servitude à laquelle on ne saurait appliquer d'autres règles que celle tracée par l'article 703 du Code civil. « Les servitudes cessent, lorsque les choses » se trouvent en tel état que l'on ne peut plus en user. »

Terminons ce qui concerne les affectations, en faisant observer que l'art. 88 du Code a rendu l'art. 58 applicable aux forêts du domaine de la couronne.

Il peut exister aussi d'autres propriétaires dont les bois soient assujettis à des droits de cette nature. Mais les dispositions sur les affectations ne leur étant pas applicables, les usagers, à ce titre, restent soumis aux règles tracées pour l'exercice des droits d'usage ordinaires.

Cette bigarrure prouve, qu'au lieu de corriger les dispositions relatives aux affectations, par des amendemens qui ont bouleversé le système de l'administration, mieux eût valu rejeter entièrement le projet. L'inaliénabilité du domaine public n'était pas un motif pour établir une distinction entre les affectations et les autres droits d'usage, puisque la loi qui prohibait les unes proscrivait de même les autres. Il eût donc été plus rationnel et beaucoup plus juste de faire pour les forêts de l'Etat ce qui a été fait pour les bois des particuliers. Dès l'instant que la loi a maintenu les affectations qui n'auraient pas été prohibées par la loi existante, à l'époque des concessions, qu'était-il besoin d'en faire une classe à part, au lieu de laisser à l'administration le droit de se refuser à l'exécution des titres nuls, droit qui ne saurait lui être contesté, et qu'elle peut exercer pour tous les droits d'usage, quelles que soient leur nature et leur dénomination.



---

---

## CHAPITRE II.

De l'impossibilité d'acquérir à l'avenir aucune espèce de droits d'usage dans les bois et forêts soumis au régime forestier.

415. APRÈS avoir tracé les règles pour la reconnaissance des anciens titres qui auraient assujetti à des droits d'usage les forêts de l'Etat, ou en auraient affecté quelques produits au service d'un établissement d'industrie, le Code forestier proscrit *pour l'avenir* toute espèce de concession de ce genre; et cette défense ne concerne pas seulement les forêts de l'Etat, elle est appliquée à tous les bois soumis au régime forestier, notamment à ceux des communes.

Avant de donner le texte d'une disposition législative aussi importante, je crois devoir rappeler la législation antérieure.

Sous l'ancienne monarchie, le domaine de l'Etat était inaliénable et imprescriptible.

Dès le commencement du 14<sup>e</sup> siècle, nos rois s'étaient placés dans l'heureuse impuissance de pouvoir disposer du patrimoine de leurs ancêtres, qui, par le seul fait de leur élévation au trône, était incorporé au domaine de la couronne, confondu alors avec le domaine de l'Etat (1).

Malgré ces édits, plusieurs aliénations néanmoins avaient été pratiquées, lorsque la célèbre ordonnance de 1566, rendue sous Charles IX dans l'assemblée des

(1) On peut voir à cet égard l'édit de Philippe-le-Long, du 29 juillet 1318; ceux donnés par Charles-le-Bel, en 1321, 1333 et 1334; par Charles VII, en 1436 et 1437; Charles VIII, en 1484, etc.

Etats tenue à Moulins, consacra définitivement l'inaliénabilité et l'imprescriptibilité du domaine de la couronne.

Cette loi fut regardée comme un principe fondamental et invariable du royaume : aussi les ventes de biens dépendant du domaine public n'étaient que de simples engagements : quelles que fussent les expressions employées dans le contrat, l'acquéreur ne possédait qu'à titre d'antichrèse, d'une manière précaire et toujours révocable.

L'ordonnance de 1669 (titre 27, art. 1) avait renouvelé, en ce qui concerne les bois, la prohibition d'aliéner faite par l'ordonnance de Moulins. Et c'est par suite de cette prohibition générale que, comme on vient de le voir dans la section précédente, les articles 1 et 10 du titre 20 avaient déclaré éteints et supprimés, sauf un très petit nombre d'exceptions, tous les droits d'usage au bois, moyennant toutefois indemnité, à ceux des usagers qui justifieraient d'une possession antérieure à l'édit de 1566.

Enfin l'article 11 du même titre prohiba spécialement toutes concessions d'usage : « Ne sera fait à » l'avenir *aucun don ni attribution de chauffage*, pour » quelque cause que ce soit. Et si, par importunité ou » autrement, aucunes lettres ou brevets en avaient été » accordés ou expédiés, défendons à nos cours de » parlement, chambres des comptes, grands-maitres et » officiers, d'y avoir égard. »

Comme on le voit, les dispositions de l'ordonnance ne portaient que sur les droits de chauffage et non sur ceux de pâturage et de panage. Les concessions de ces droits n'avaient reçu aucune atteinte, ils furent seulement réglés, suivant le nombre des *maisons usagères*, afin d'éviter à l'avenir tout accroissement.

Tel était l'état de la législation domaniale, avant la révolution.

416. Le principe fondamental de l'inaliénabilité du domaine de l'Etat fut un de ceux que l'assemblée constituante s'empessa de renverser.

L'article 8 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 déclare que « les domaines nationaux et les droits qui en dépendent sont et demeurent inaliénables, sans le consentement et le concours *de la nation* ; mais ils peuvent être vendus et aliénés, à titre *perpétuel et incommutable*, en vertu d'un décret formel du corps législatif, sanctionné par le roi, en observant les formalités prescrites pour la validité de ces sortes d'aliénations. »

L'article 12 de la même loi exceptait néanmoins, de la vente et aliénation des biens nationaux *les grandes masses de bois et forêts nationales* ; une loi du 2 nivôse an 4 a décidé que cette exception devrait être entendue d'un bois de la *contenance de 150 hectares* (300 arpens forestiers environ).

L'imprescriptibilité n'étant que la conséquence de l'inaliénabilité, dès que le domaine était déclaré aliénable, les biens qui en dépendent devaient être soumis à la prescription. Aussi l'article 36 de la loi du 1<sup>er</sup> décembre porte-t-il que « la prescription aura lieu à l'avenir pour les domaines nationaux *dont l'aliénation est permise* par les décrets de l'assemblée nationale, et tous les détenteurs d'une portion quelconque desdits domaines, qui justifieront en avoir joui par eux-mêmes ou par leurs auteurs, à titre de propriétaires, publiquement et sans trouble *pendant quarante ans continuels*, à compter du jour de la publication du présent décret, seront à l'abri de toutes recherches (1). »

(1) Il ne faut pas confondre, comme l'ont fait plusieurs auteurs, le

417. En déclarant aliénables les biens du domaine de l'Etat, pour l'avenir, l'assemblée nationale eut soin de déclarer de nouveau que les aliénations postérieures à l'édit de 1566 seraient sujettes à un rachat perpétuel; mais à l'égard des provinces réunies à la France depuis l'ordonnance de 1566, l'article 37 décide que, le rachat ne sera exécuté qu'en ce qui concerne les aliénations faites depuis la date de leur réunion, les aliénations précédentes devant être réglées *suivant les lois lors en usage dans ces provinces*. Et, en effet, dans plusieurs pays tels que la Franche-Comté, le domaine était aliénable, avant la conquête.

Cette première loi a été suivie de celles des 3 et 17 septembre 1792, et 10 frimaire an 2, qui avaient prononcé la reprise de possession des biens domaniaux aliénés avant la révolution. Est survenue ensuite la loi du 14 ventôse an 7, qui a ouvert, aux détenteurs des immeubles provenant du domaine, le moyen d'en devenir propriétaires incommutables, en payant *le quart de la valeur actuelle*, sans aucune imputation de finances et sans indemnité pour les améliorations. Enfin la loi du 12 mars 1820 a mis un terme à l'imprescriptibilité des domaines engagés, en déclarant que si, à l'expiration de 30 années, à dater de la publication de la loi du 14 ventôse an 7 (4 mars 1799), il n'avait été fait aucune réquisition, aux détenteurs, d'avoir à se soumettre à cette

*domaine de l'Etat*, qui, se composant de biens productifs, est aliénable et prescriptible, avec le *domaine public*. Tous les objets qui font partie du domaine public soit national, soit municipal, sont inaliénables et imprescriptibles tant qu'ils conservent cette destination. Cette distinction et les conséquences qui en résultent sont parfaitement établies dans le *Traité du domaine public*, que vient de publier M. Proudhon.



loi, ils demeureraient à l'abri de toute espèce de recherches.

Ce serait m'éloigner de mon sujet que d'entrer dans le développement des principes relatifs à l'application des lois domaniales. Qu'il me soit seulement permis de le dire, car c'est la vérité : sous l'empire du principe de l'inaliénabilité du domaine, jamais ces lois ne furent appliquées avec autant de sévérité.

418. La prescription de quarante ans qu'avait établie, pour l'avenir, la loi du 1<sup>er</sup> décembre 1790 a été réduite à 30 ans par l'article 2227 du Code civil, et même à celle de 10 et 20 ans, d'après l'article 2265, lorsque le bien domanial a été possédé par un tiers détenteur, avec titre et bonne foi (1).

Il est cependant une observation à faire, relativement aux forêts d'une contenance de 150 hectares et au-dessus. L'aliénation des bois de cette étendue était interdite, comme on vient de le voir, et cette interdiction a subsisté jusqu'en 1817. L'article 143 de la loi du 25 mars de cette année, ayant affecté à la caisse d'amortissement, tous les bois de l'Etat, l'article 145 a décidé, que les bois affectés à cette dotation pourraient dorénavant être aliénés en vertu d'une disposition législative. Cette loi est donc la première qui ait dérogé au principe d'inaliénabilité dont les forêts ayant 150 hectares et

(1) On avait élevé des doutes sur la question de savoir si la prescription de 10 et 20 ans était applicable aux tiers-détenteurs d'un domaine engagé, attendu que la loi de 1820 ne parle que de la prescription trentenaire. Mais cette loi ne concerne que les engagistes, qui, étant censés ne posséder que précairement, étaient avant cette loi dans l'impossibilité de prescrire. Quant aux tiers-acquéreurs, les articles 2265 et 2227 du Code civil établissent une règle générale applicable à tous les cas. — V. les arrêts de la cour de cassation des 23 février 1831, 8 et 10 mai 1832; 9 juillet 1833; 2 juin 1834 et 4 février 1835; D., pag. 175, de 1831; 126, de 1832; 300, de 1833; 267, de 1834, et 143, de 1835.

plus étaient demeurées frappées par la législation précédente. Ces forêts ayant été ainsi *hors de commerce* jusqu'en 1817, époque à laquelle leur aliénation a été permise, je crois qu'à l'égard de cette partie du domaine, la prescription n'a pu commencer à courir, qu'à dater de cette époque. L'article 2226 du Code civil a dû recevoir ici son application.

Mais aujourd'hui, la propriété de tous les immeubles dépendant du domaine public, sans en excepter les bois, peut être transférée avec les formes qu'exige la loi, pour ces sortes d'aliénations. La propriété peut aussi en être acquise par le seul effet de la prescription.

419. Il n'en est pas de même des droits d'usage et d'affectation. Le Code forestier prohibe de la manière la plus expresse, toute concession des servitudes de ce genre.

#### ARTICLE 60.

« A l'avenir il ne sera fait dans les bois de l'Etat aucune affectation ou concession de la nature de celles dont il est question dans les deux articles précédens. »

#### ARTICLE 62.

« Il ne sera plus fait, à l'avenir, dans les forêts de l'Etat, aucune concession de droits d'usage, *de quelque nature* et sous quelque prétexte que ce puisse être. »

Cette prohibition est générale : n'étant pas restreinte, comme dans l'ordonnance de 1669, aux droits de chauffage et autres usages en bois, dans les forêts de l'Etat, elle s'étend aux droits de *pâturage, panage et autres*.

Les articles 88, 89, 112 et 113 du Code, appliquent cette prohibition aux bois des communes et à toutes les forêts soumises au régime forestier.

Cependant les biens des communes et des établissements publics ne furent jamais frappés d'inaliénabilité absolue. Seulement les communautés d'habitans et autres gens de main-morte étant, sous plusieurs rapports, assimilés aux mineurs, il fallait jadis le décret du juge, et ensuite il a fallu un acte de la puissance souveraine, pour les autoriser à aliéner.

L'article 2227 du Code assujettit les biens des communes à la prescription ordinaire; et déjà avant le Code, ces biens étaient prescriptibles par une possession de trente ans, sauf quelques coutumes locales qui exigeaient la prescription de 40 ans (1).

Ainsi, comme je l'ai fait observer ailleurs (2), ce n'est plus que dans les bois des particuliers qu'un droit d'usage ou de pâturage pourrait être aujourd'hui constitué. Dans les forêts de l'Etat, des communes et dans tous autres bois soumis au régime forestier, il ne peut plus être passé de titres valables, la prohibition de la loi étant, à cet égard, on ne peut pas plus formelle.

Et de là il résulte, qu'aucun droit d'usage dans ces forêts ne pourrait être non plus acquis par la possession. D'après l'art. 2226 du Code civil, on ne peut prescrire le domaine des choses *qui ne sont pas dans le commerce*; et ce principe est ici applicable : dès l'instant qu'un droit d'usage ne peut être concédé dans un bois soumis au régime forestier, il y a par-là même impossibilité d'acquérir un droit de cette nature par la

(1) Voy. M. MERLIN, *Répertoire*, v<sup>o</sup> *prescription*, sect. 3, § 5; — et M. TROPLONG, *des prescriptions*, n<sup>o</sup> 191 et suiv.

(2) V. mes observations à la suite du chap. I, titre I, tom. 1, page 458, n<sup>o</sup> 326.

prescription qui suppose et fait présumer un titre.

La question relative au possessoire, en matière d'usage en général qui a reçu les plus grands développemens dans le chap. XI, titre I<sup>er</sup>, est donc tout-à-fait étrangère aux bois soumis au régime forestier.

L'usager qui serait muni d'un titre de concession *antérieur au nouveau Code*, pourrait, sans doute, intenter l'action en complainte, s'il était troublé dans sa jouissance. Mais à défaut d'un titre semblable, son action devrait être rejetée, quand bien même il justifierait par des actes de délivrance, du consentement de l'administration forestière, parce qu'il n'appartient à aucune autorité, de légitimer une possession contraire à la prohibition d'acquérir, qui est écrite dans la loi.



---

## CHAPITRE III.

De l'exercice des droits d'usage dans les bois et forêts soumis au régime forestier.

420. LES dispositions que présente à cet égard le nouveau Code, sont étendues : il en est plusieurs dont il suffira de faire connaître le texte ; il en est aussi qui méritent d'être éclaircies.

C'est dans la section 8, titre 3, *des bois et forêts faisant partie du domaine de l'Etat*, que se trouvent les articles 65 et suivans, qui renferment les diverses prescriptions imposées aux usagers, pour l'exercice de leurs droits.

Mais les articles 88, 89 et 112 du même Code ont rendu ces dispositions applicables aux usagers dans tous les bois soumis au régime forestier, et même à la jouissance des habitans des communes et des établissemens publics, dans leurs propres bois, sauf un très petit nombre d'exceptions, que l'on fera remarquer, en traitant *des biens communaux*.

On verra aussi, chapitres VI et VII, que le Code a rendu communes aux usagers dans les bois des particuliers, la plupart des règles établies pour les forêts de l'Etat.

Un grand nombre de ces règles sont relatives aux droits de pâturage et panage ; d'autres concernent l'exercice du droit à des livraisons de bois ; il en est enfin qui s'appliquent à tous les usages. Le commentaire de ces dispositions sera l'objet de trois sections différentes,

la quatrième sera consacrée aux règles de compétence de la matière.

## SECTION I.

### *Dispositions générales.*

Ces dispositions se trouvent renfermées dans l'article suivant.

#### ARTICLE 65.

**421.** « Dans toutes les forêts de l'Etat qui ne seront point affranchies, au moyen du cantonnement ou de l'indemnité, conformément aux articles 63 et 64 ci-dessus, l'exercice des droits d'usage pourra toujours être réduit par l'administration *suivant l'état et la possibilité des forêts*, et n'aura lieu que conformément aux dispositions contenues aux articles suivans.

» En cas de contestation sur la possibilité et l'état des forêts, il y aura lieu à recours au conseil de préfecture. »

*Suivant l'état et la possibilité de la forêt.* De ces expressions, il résulte que l'administration doit vérifier, si les délivrances que peuvent requérir les usagers sont compatibles avec *l'état de la forêt*, c'est-à-dire la position où elle se trouve, d'après l'aménagement réglé par l'administration; et avec *la possibilité* de la même forêt, savoir les ressources que présentent son étendue, le genre et la quantité de ses produits. L'exercice de l'usage doit être concilié avec ce qu'exige la conservation de la forêt; mais que ses produits suffisent pour remplir la totalité

des droits, ou qu'il soit besoin de les réduire, l'usager doit être servi en nature, sans pouvoir, en aucun cas, exiger une indemnité.

En rapportant les anciennes ordonnances dont l'article 65 du nouveau Code n'est que l'écho, l'auteur de ce traité attribuait à ces mots, *eu égard à l'état et à la possibilité des forêts*, une interprétation, suivant laquelle, les droits d'usage dans les forêts royales pourraient être réduits, dans le cas même où les produits suffiraient pour satisfaire aux besoins des usagers, si la délivrance en nature doit porter un préjudice notable aux revenus que le trésor public retire de la vente des coupes, cas auquel l'exercice du droit doit être liquidé en argent (1).

Mais, comme je l'ai déjà fait observer, le nouveau Code n'ayant point renouvelé la disposition que portait, à cet égard, l'article 5, titre 20, de l'ordonnance de 1669, cette disposition se trouve abolie; d'ailleurs elle était restreinte à quelques droits de chauffage accordés pour fondations pieuses, et qui aujourd'hui n'existent plus.

Dans les forêts de l'État, de même que dans les bois des particuliers, les usagers doivent donc être servis en nature, autant que peuvent le comporter l'état et la possibilité de la forêt.

L'article 5, titre 20, de l'ordonnance de 1669, renfermait, pour les droits de pâturage et panage que cette ordonnance avait conservés, une disposition semblable à celle portée par le nouveau Code; et voici comment M. Merlin explique le motif de cette disposition. « Il y a » des siècles, dit-il, que la législation et la jurisprudence » se sont fait un devoir d'apporter aux servitudes d'usage concédées en termes indéfinis, dans les forêts, à » une époque où la valeur des bois n'était pas appréciée,

(1) V. chap. VIII, n° 161, titre 1<sup>er</sup>, tom. 1, pag. 231.

» comme elle l'a été depuis, les restrictions qu'exigeait  
 » la conservation précieuse des propriétés publiques et  
 » privées, et qu'autorisait le principe général puisé dans  
 » les lois romaines, que, *servitus indefinitè concessa ità*  
 » *interpretenda est, ut fundus serviens minimo quam fieri*  
 » *potest detrimento afficiatur.* » L'auteur rappelle une foule  
 de dispositions semblables qui avaient précédé l'ordon-  
 nance des eaux et forêts, et plusieurs réglemens rendus  
 en exécution (1).

Ainsi, l'article 65 du nouveau Code, n'a rien que de  
 conforme au droit commun.

C'est à l'administration forestière qu'est confié le soin  
 de combiner et de réduire, s'il y a lieu, l'exercice des  
 droits d'usage, suivant l'état et la possibilité des forêts.  
 Mais dans le cas où soit les usagers dans une forêt de  
 l'Etat, soit les communes pour ce qui concerne leurs  
 propres bois, auraient à se plaindre du règlement des  
 agens forestiers, la loi a ouvert un recours devant le  
 conseil de préfecture.

On verra, section IV, comment et dans quel cas ce  
 recours peut être exercé.

## SECTION II.

### *De l'exercice des droits de pâturage et de panage.*

#### ARTICLE 66.

422. « La durée de la glandée et du panage  
 ne pourra excéder trois mois.

» L'époque de l'ouverture en sera fixée chaque  
 année par l'administration forestière. »

(1) Répertoire, v<sup>o</sup> pâturage, § 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 17.



L'article 3, titre 17, de l'ordonnance de 1669, déclarait que la glandée ne sera ouverte que depuis le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 1<sup>er</sup> février, c'est-à-dire pendant quatre mois.

Le nouveau Code a cru devoir restreindre à *trois mois* la durée de l'exercice de ce droit, en confiant aux *agens forestiers* le soin de fixer l'époque de l'ouverture qui peut dépendre de la maturité des fruits, suivant les localités.

#### ARTICLE 67.

**423.** « Quels que soient l'âge et l'essence des bois, les usagers ne pourront exercer leurs droits de pâturage et de panage que dans les cantons qui auront été déclarés défensables par l'administration forestière, sauf le recours au conseil de préfecture, et ce nonobstant toutes possessions contraires. »

Cette disposition ( qui a été puisée dans le titre 19 de l'ancienne ordonnance, article 1<sup>er</sup> ) est absolue; il ne peut y avoir ni exception, ni excuse, en cas d'infraction. Quelque évidente que puisse être la défensabilité d'un ou de plusieurs cantons de la forêt, fût-elle peuplée de hautes futaies que la dent du bétail ne saurait atteindre, l'exercice des droits de pâturage et de panage n'en serait pas moins un délit, si le bois n'a pas été déclaré défensable par l'administration forestière.

Tout ce que peuvent faire les usagers et les habitants des communes, pour ce qui concerne leurs propres bois, c'est de s'adresser au conseil de préfecture, dans le cas où les *agens forestiers* refuseraient de permettre

l'introduction du bétail dans des coupes dont la *défensabilité* serait évidente (1).

## ARTICLE 68.

424. « L'administration forestière fixera , d'après les *droits des usagers* , le nombre de porcs qui pourront être admis au panage , et des bestiaux qui pourront être admis au pâturage. »

*D'après les droits des usagers.* C'est la cour de cassation qui a demandé que ces termes fussent ajoutés au projet de l'article , afin d'enlever tout prétexte à l'arbitraire . Aussi , et comme on le verra ci-après , section IV , les usagers ont-ils le droit de recours devant les tribunaux , contre le règlement des agens forestiers qui ne serait pas conforme à leurs droits.

L'article 68 doit être combiné avec l'article 65 : ainsi , quelles que puissent être la valeur et l'étendue des titres , l'exercice des droits de pâturage et de panage peut toujours être réduit , suivant l'état et la possibilité de la forêt.

On verra , au TITRE IV , en traitant de la *jouissance des biens communaux* , comment doit se faire , entre les habitans , la répartition du nombre des porcs et bestiaux fixé et réduit par les agens forestiers.

## ARTICLE 69.

425. « Chaque année , avant le 1<sup>er</sup> mars ,

(1) L'art. 119 du Code renfermant , pour les bois des particuliers , une disposition semblable à celle que porte l'art. 67 , excepté ce qui concerne la compétence , j'ai eu devoir renvoyer à la suite du chapitre VI plusieurs questions importantes , et qui peuvent s'appliquer à tous les bois quelconques.

pour le pâturage, et un mois avant l'époque fixée par l'administration forestière pour l'ouverture de la glandée et du panage, les agens forestiers feront connaître aux communes et aux particuliers jouissant des droits d'usage, les cantons déclarés défensables et le nombre des bestiaux qui seront admis au pâturage et panage.

» Les maires seront tenus d'en faire la publication dans les communes usagères. »

Pour l'exécution de cette disposition du Code, les articles 118 et 119 de l'ordonnance réglementaire prescrivent aux maires des communes et aux usagers, de remettre *chaque année*, à l'agent forestier local, l'état des bestiaux que chaque habitant possède. Les agens forestiers doivent aussi, *chaque année*, constater *par des procès-verbaux*, d'après la nature, l'âge et la situation des bois, l'état des cantons qui pourront être délivrés pour le pâturage et le panage dans les forêts soumises à ces droits, avec indication du nombre des animaux qui pourront y être admis, et des époques où l'exercice de ces droits d'usage pourra commencer et devra finir. — La proposition des agens forestiers doit être soumise à l'approbation du conservateur, avant le 1<sup>er</sup> février, pour le pâturage, et avant le 1<sup>er</sup> août, pour le panage et la glandée.

De ces dispositions de l'ordonnance, il résulte que c'est au conservateur qu'il appartient de statuer, d'après les documens fournis par l'agent local; la durée du pâturage ainsi que son ouverture doivent être fixés, quoique le Code ne parle de cette fixation qu'en ce qui concerne le panage.

426. Mais une question bien plus importante qui

s'élève, au sujet de l'article 69, est celle de savoir, s'il est nécessaire que la déclaration de *défensabilité* soit renouvelée *tous les ans*; si les habitans et usagers seraient passibles des peines portées par la loi, en continuant de conduire leur bétail dans des coupes qui ont été déclarées défensables, les années précédentes, et sur la foi de cette déclaration? La négative semblerait, au premier coup-d'œil, ne pas devoir souffrir de difficulté.

Les bois, en effet, ne sont déclarés défensables que quand les rejets ont atteint une hauteur suffisante, pour préserver les bourgeons de la dent du bétail : une fois donc que des coupes ont été ouvertes au pâturage, pourquoi ne continuerait-il pas à y être autorisé, *à moins de défense contraire*? qu'est-il besoin de renouveler, tous les ans, la déclaration de *défensabilité* d'une même coupe?

Cependant, par deux arrêts, l'un à la date du 6 août 1829, l'autre du 29 février 1834, la cour de cassation a jugé qu'il en devait être ainsi, et que des habitans qui s'étaient crus autorisés à continuer le parcours dans une coupe, en vertu du règlement de l'année précédente, auraient dû être punis comme délinquans.

Dans l'espèce du premier de ces arrêts, les bois avaient été déclarés défensables sous l'empire de l'ordonnance de 1669, dont l'article 4 prescrivait déjà la publication *au prône des messes des paroisses usagères*, l'un des dimanches du mois de février *de chaque année*, des cantons assignés, pour le pâturage, par les officiers de la maîtrise.

Un arrêt de la cour de Toulouse avait renvoyé les prétendus délinquans, par le motif que les cantons déclarés défensables l'année précédente, l'étaient, par-la-même, l'année suivante. Mais cet arrêt a été cassé, « attendu qu'au conservateur seul il appartenait de



» déclarer la défensabilité; qu'elle devait l'être par  
» un acte formel et légal; — attendu que les bois  
» n'auraient été ouverts au pâturage, que pendant  
» l'année seule, pour laquelle la défensabilité aurait été  
» déclarée; — attendu que l'administration forestière  
» n'était point tenue de faire connaître, aux habitants  
» et usagers, les bois non défensables, mais, seulement  
» de leur faire connaître les bois qui auraient été déclarés  
» défensables. — Attendu que, *lorsqu'il n'intervenait pas,*  
» *chaque année dans le mois de février, de déclaration de*  
» *défensabilité par le conservateur, il y avait, de droit, et*  
» *en vertu des articles précités, interdiction du pâturage;*  
» — attendu que le pâturage, dans un bois non déclaré  
» défensable, est un délit; que ce délit, ayant été com-  
» mis sous l'empire du Code forestier, devait être  
» puni des peines portées par ce Code; — qu'en refu-  
» sant de décider que le bois dont il s'agit, n'était pas  
» défensable, et de condamner les prévenus aux peines  
» du délit qu'ils avaient commis, en menant pacager  
» leurs bestiaux dans un bois non déclaré défensable, la  
» cour royale de Toulouse a contrevenu aux principes  
» sur la matière, fait une fausse application des art. 67  
» et 69 du Code forestier, quant à la défensabilité; ou-  
» vertement violé les art. 1, 3 et 4 de l'ordonnance de  
» 1669, violé aussi les articles 176 et 199 du Code fo-  
» restier (1). »

Dans l'espèce de l'autre arrêt, celui du 10 février 1834, le tribunal correctionnel, appliquant les dispositions du nouveau Code, avait condamné des habitants, pour avoir fait pâturer, en 1833, dans un bois communal déclaré défensable, l'année précédente; et sur appel, le tribunal de Nevers, réformant, avait renvoyé ces

habitans de la plainte. Mais la section criminelle a également cassé par les motifs suivans :

« Vu les articles 67 et 69 du Code forestier ; — attendu qu'il résulte de la combinaison de ces deux articles, que les usagers ne peuvent exercer leur droit de pâturage que dans les cantons qui ont été, *chaque année*, déclarés défensables par l'administration forestière ; qu'il ne suffit donc pas que la déclaration de défensabilité ait été faite *pour l'année précédente*, l'art. 69 voulant textuellement que *chaque année* les agens forestiers fassent connaître aux usagers les cantons où ils peuvent conduire leurs bestiaux. Il suit de là qu'en jugeant que la déclaration de défensabilité, une fois donnée, n'avait pas besoin d'être renouvelée *tous les ans*, le jugement attaqué a faussement interprété et par suite violé les articles précités (1). »

Cependant la cour de Bourges, saisie de l'affaire, ensuite du renvoi, a jugé, comme l'avait fait le tribunal de Nevers, sans adopter l'opinion de la cour suprême, et les habitans ont été déchargés des condamnations prononcées contre eux par les premiers juges. Voici les motifs de ce dernier arrêt, à la date du 25 avril 1834.

« Considérant qu'à la vérité, suivant les dispositions de l'art. 67, Code forestier, les usagers, quels que soient l'âge et l'essence des bois, ne peuvent exercer leur droit de pâturage que dans les cantons qui auront été déclarés défensables par l'administration forestière ; mais que, ni textuellement, ni par aucune induction fondée, il n'est prescrit que cette déclaration de défensabilité, *une fois faite*, doive être renouvelée *chaque année*, et qu'à défaut de ce renouvellement, l'exercice du droit se trouve suspendu ; que si l'article 69 oblige

(1) D., pag. 210, de 1834.

» les agens forestiers à faire connaître, chaque année,  
» avant le 1<sup>er</sup> mars, aux communes et aux particuliers  
» jouissant des droits d'usage, les cantons déclarés dé-  
» fensables, le sens naturel de ces expressions et la  
» raison indiquent, qu'il ne peut s'agir ici d'une décl-  
» ration de défensabilité déjà connue, mais seulement de  
» la défensabilité des parties de bois sur lesquelles,  
» jusque-là, le pâturage était interdit, et qui peuvent  
» être maintenant livrées à son exercice; — que le Code  
» forestier, qui, dans son art. 66, détermine à trois  
» mois la durée de la glandée et du panage, dont l'ad-  
» ministration forestière doit fixer l'ouverture chaque  
» année, n'a aucune disposition semblable, en ce qui  
» concerne le droit de pâturage; qu'il ne s'explique ni  
sur son ouverture, ni sur sa clôture annuelle; d'où il  
suit que sa durée reste indéterminée, et que, pouvant  
s'exercer aussitôt que la défensabilité des bois soumis  
au pâturage a été déclarée, il se proroge naturelle-  
ment, jusqu'à ce que l'administration forestière ait fait  
légalement connaître que l'état et la possibilité des  
bois exigent la suspension de l'exercice du droit; — con-  
» sidérant que dans cet état de choses, et bien que le fait  
» matériel de la dépaissance des bestiaux appartenant aux  
» appelans dans le canton de bois dont il est question, soit  
» suffisamment établi, tant par le procès-verbal régulier  
» du garde forestier que par l'aveu des prévenus, cette  
» dépaissance ne présente aucun caractère de délit, puis-  
» que les ayant droit étaient suffisamment autorisés par la  
» déclaration de défensabilité faite, l'année précédente,  
» conformément à l'article 67 du Code forestier, et qu'en  
» conséquence il n'y avait lieu à leur appliquer les peines  
» voulues par les art. 199 et 202 du Code (1). »

(1) D., pag. 2, part. 2, de 1835.

Quelque imposante que soit l'autorité de deux arrêts de cassation, les motifs de celui de la cour de Bourges me paraissent préférables. Il implique, en effet, que l'on puisse considérer, comme un délit, le pâturage dans des coupes qui, une fois déclarées défensables, le sont, à plus forte raison, dans les années qui suivent cette déclaration. En interprétant ainsi les articles 67 et 69 du Code forestier, n'est-ce pas en forcer le sens? Que résulte-il du premier de ces articles? que le pâturage ne peut être exercé que dans les cantons déclarés défensables: et si l'art. 69 veut que, chaque année avant le 1<sup>er</sup> mars, les agens forestiers fassent connaître les cantons de forêt déclarés défensables, cela ne peut s'entendre que des coupes qui n'auraient pas encore été ouvertes au pâturage; en résulte-t-il expressément la nécessité de renouveler tous les ans la même déclaration?

La disposition que renferme l'article 119 de l'ordonnance réglementaire n'est guère conciliable avec cette idée. Si les procès-verbaux détaillés qu'exige cet article devaient comprendre, *chaque année, avant le 1<sup>er</sup> février*, tous les bois, même ceux déclarés défensables précédemment, quel est l'agent forestier qui pourrait remplir une pareille tâche, et suffire, au temps marqué, à de semblables visites? Il paraît donc que ces dispositions ne s'appliquent qu'aux cantons qui, n'ayant pas encore été déclarés défensables, sont susceptibles de l'être.

D'ailleurs, pour appliquer une peine, il faut que la loi soit claire et positive: ce n'est point dans l'art. 69, c'est dans l'article 76 que se trouve ici la disposition pénale, et cet article prononce contre le pâtre une amende, et l'emprisonnement en cas de recidive, *lorsque les bestiaux seront trouvés hors des cantons déclarés défensables*. Or, une coupe qui a été déclarée défensable en 1834, l'est, à plus forte raison, en 1835 et les



années suivantes, jusqu'à la nouvelle exploitation, à moins que l'administration forestière ne trouve convenable de remettre le bois en défense. Sans cela, la déclaration de *défensabilité* subsiste; et comment pouvoir appliquer la peine que l'art. 76 ne prononce que pour le cas où le bétail serait introduit dans des coupes non déclarés défensables? Ajoutons que l'art. 76 ayant été rendu applicable aux bois des particuliers, quoique l'article 69 leur soit étranger, cet article n'est qu'une mesure d'ordre pour les bois de l'Etat; l'article 76 est le seul qui renferme une disposition pénale applicable aux usagers dans tous les bois quelconques.

## ARTICLE 70.

**427.** « Les usagers ne pourront jouir de leurs droits de pâturage et de panage que pour les bestiaux à leur propre usage, et non pour ceux *dont ils font commerce*, à peine d'une amende double de celle qui est prononcée par l'article 199. »

*Dont ils font commerce* : ces expressions doivent être entendues sainement : les bestiaux destinés au commerce sont ceux qu'un négociant achète pour les revendre; tel serait, par exemple, l'habitant chargé d'un approvisionnement; le boucher qui achèterait des bœufs pour les engraisser et en livrer la viande au public. Il serait par trop rigoureux d'exclure du pâturage les animaux élevés par le cultivateur, qui, comme cela se pratique dans les campagnes, est dans l'habitude d'aller aux foires, soit pour vendre, soit pour échanger le bétail de ses écuries.

Dans les montagnes, où l'éducation du bétail et la

fabrication du fromage forment le principal genre d'industrie que comporte le sol de ces contrées, que deviendraient les habitans, si, en interprétant judaïquement la disposition dont il s'agit, on prétendait exclure du pâturage des forêts soumises à l'usage, et même des bois communaux auxquels l'article a été rendu applicable, le grand nombre de vaches que les habitans entretiennent pour la fruitière (1), ainsi que les bœufs et les chevaux qu'ils élèvent pour vendre.

C'est ici le cas d'appliquer, par assimilation, l'article 638 du Code de commerce, qui ne regarde point comme acte de négoce la vente faite par un propriétaire, cultivateur ou vigneron, des denrées *provenant de son cru*.

#### ARTICLE 71.

**428.** « Les chemins par lesquels les bestiaux devront passer pour aller au pâturage et au pannage et en revenir, seront désignés par les agens forestiers.

» Si ces chemins traversent des taillis ou des recrues de futaies non défensables, il pourra être fait, à *frais communs*, entre les usagers et l'administration, et d'après l'indication des agens forestiers, des fossés suffisamment larges et profonds, ou toute autre clôture, pour empêcher les bestiaux de s'introduire dans les bois. »

D'après l'article 698 du Code civil, les ouvrages nécessaires pour user de la servitude, ne pouvant être aux frais du propriétaire du fonds asservi, la loi forestière

(1) V. mes observations à la suite du chapitre VII, titre I<sup>er</sup>, n° 119.

n'avait point à s'occuper de la viabilité des chemins destinés à conduire le bétail au pâturage.

Il en est autrement des fossés qu'il serait nécessaire d'établir, pour préserver, de la dent du bétail, les coupes non défensables. L'article 12, titre 19, de l'ordonnance de 1669 voulait que les fossés fussent établis et entretenus *aux frais et dépens des communautés usagères* ; et dans le projet du nouveau Code, ces fossés avaient été mis entièrement à la charge des usagers. C'est la commission de la chambre des députés qui, sur l'observation de plusieurs cours royales, a fait décider que les fossés seraient confectionnés *à frais communs* ; disposition infiniment juste, puisque cette mesure tend tout à la fois à conserver la propriété, et à faciliter l'usage de la servitude, qui, sans cela, exposerait les usagers à une multitude de poursuites occasionnées par l'introduction du bétail dans les jeunes rejets.

L'article 112 du Code forestier applique l'article 71 aux bois communaux, sans exception. Cependant le § 2 ne saurait être applicable à ces bois. Si dans les forêts soumises à l'usage, la cause du propriétaire est distinguée de celle de l'usager, il n'en est pas ainsi des bois communaux. L'Etat n'y ayant aucun droit de propriété, l'administration forestière, c'est-à-dire le trésor public, ne peut être tenu de participer aux frais des fossés dont il est question dans cet article. Ces frais sont entièrement à la charge de la commune, ou doivent être répartis entre les habitants, suivant le nombre de bestiaux que chacun d'eux abandonne au pâturage de la forêt communale.

En discutant l'article suivant, j'examinerai la question de savoir, si les habitants d'une même commune ont le droit de requérir la désignation de plusieurs chemins pour conduire, chacun de son côté, le bétail au pâturage.

## ARTICLE 72.

429. « Le troupeau de chaque commune ou section de commune devra être conduit par un ou plusieurs pâtres communs, choisis par l'autorité municipale ; en conséquence les habitans des communes usagères ne pourront ni conduire eux-mêmes ni faire conduire leurs bestiaux, à garde séparée, sous peine de 2 francs d'amende par tête de bétail.

» Les pores ou bestiaux de chaque commune ou section de commune formeront un troupeau particulier, et sans mélange de bestiaux d'une autre commune ou section, sous peine d'une amende de 5 à 10 francs pour le pâtre, et d'un emprisonnement de 5 à 10 jours, en cas de récidive.

» Les communes et sections de communes seront responsables des condamnations pécuniaires qui pourront être prononcées contre lesdits pâtres ou gardiens, tant pour les délits et contraventions prévus par le présent titre que pour tous autres délits forestiers commis par eux, pendant le temps de leur service et dans les limites du parcours. »

Les différens paragraphes de cet article sont susceptibles de plusieurs observations.

§ 1<sup>er</sup>.

430. *Le troupeau de chaque commune.* L'article 12,



section 4, de la loi sur la police rurale autorise tout propriétaire ou fermier de renoncer au troupeau commun, et de faire garder, par troupeau séparé, un nombre de têtes de bétail *proportionné à l'étendue des terres qu'il exploitera dans la paroisse*. Mais cette disposition, qui concerne la vaine pâture, sur les terres, ne pouvait être admise pour les bois.

C'est afin d'en faciliter la garde et de prévenir les délits, que la loi prescrit à tous les usagers exerçant leurs droits, en vertu d'un même titre, de n'avoir qu'un troupeau commun.

Quelques corps administratifs et judiciaires avaient fait observer que dans beaucoup de localités, surtout dans les montagnes, les villages se composant d'habitations éparses sur une grande surface, il serait infiniment rigoureux d'obliger les habitans éloignés du centre à réunir leur bétail au troupeau commun, pour se rendre au pâtûrage par les chemins désignés, et qu'il serait juste d'établir, en ce cas, une exception à la règle générale.

Mais, comme le fait remarquer M. Baudrillard, cette considération n'a point paru de nature à faire changer ce que prescrivait déjà l'article 6, titre 19, de l'ancienne ordonnance, lequel obligeait tous les habitans d'une communauté, sans distinction, à assembler leur bétail *dans un même lieu, pour de là être conduit, par un seul chemin, sous la baguette du pâtre commun*.

*Ou section de commune.* Une section de commune peut avoir un titre et des droits différens de ceux des habitans du chef-lieu, et, dans ce cas, les habitans de la section ne peuvent être tenus à réunir leur troupeau à celui de la commune. « Il y a souvent (disait le rapporteur » de la chambre des députés qui a fait admettre cet » amendement) des sections de communes qui jouis-

» sent séparément d'un droit de pacage dans les forêts ;  
» il est dès-lors nécessaire de les désigner dans l'article  
» d'une manière spéciale, *parce que leur droit est étranger*  
» *au chef-lieu de la commune.* »

Ainsi le droit de troupeau à part n'appartient ni aux habitans de maisons éloignées du centre , ni même à une portion de la commune dont les habitations, agglomérées sur un certain point, sembleraient former un hameau séparé. Pour qu'il y ait *section de commune* dont les habitans soient dispensés d'amener leur bétail au chef-lieu, pour être réuni au troupeau commun, il faut que ces habitans aient un titre particulier, un intérêt distinct de celui du surplus de la commune dont ils font partie, sous le rapport de l'administration.

Il peut se faire aussi que les propriétaires d'une métairie jouissent, en vertu d'un titre spécial, du droit de pâturage sur une forêt domaniale, particulière, ou communale ; cas auquel ces particuliers peuvent avoir un troupeau séparé, sans être tenus de réunir leur bétail à celui de la commune. La loi ne s'explique pas, d'une manière explicite, sur ce point : mais un membre de la chambre des pairs en ayant fait l'observation (séance du 18 mai 1827), le commissaire du roi répondit : « que  
» l'article 72 ne saurait être applicable qu'au cas où le  
» droit d'usage appartient à la commune ou à la section  
» de commune. S'il appartient, au contraire, à *tel ou tel*  
» *individu*, en vertu d'un *titre particulier*, et non en  
» qualité d'habitant de la commune, le mode de jouis-  
» sance sera réglé par le titre et par les dispositions  
» générales qui s'appliquent à tous les droits d'usage. »

L'article 72 du nouveau Code a été puisé dans les dispositions de l'ordonnance de 1669, dont l'article 8, tit. 19, faisait défense de conduire les bestiaux dans les forêts, à garde séparée à toutes personnes indistinctement

*qui jouissent du droit comme habitans ; les particuliers ayant un titre distinct, un droit séparé de celui de la commune étaient exceptés, par-là même, de l'obligation de réunir leur bétail ou troupeau commun ; et sous l'empire de la loi nouvelle, il en doit être de même.*

*Par un ou plusieurs pâtres communs.* — Dans le cas où le bétail d'une commune serait trop considérable pour être confié à la surveillance d'un seul individu, alors il peut y avoir plusieurs pâtres ; mais dans ce cas, le bétail de la commune ne doit pas moins être réuni en un seul et même troupeau.

*Choisis par l'autorité municipale.* — L'administration forestière avait proposé que les pâtres des communes fussent âgés de 21 ans, que leur choix fut soumis à l'agrément des agens forestiers, et qu'ils prêtassent serment comme les gardes. Cette proposition n'a point été adoptée ; ce n'est qu'à l'autorité municipale qu'appartient la nomination des pâtres d'une commune ou section de commune : l'article 120 de l'ordonnance réglementaire veut en conséquence que, *choisis par le maire*, ils soient agréés *par le conseil municipal* ; ils ne sont assujettis à aucune autre formalité.

*Les habitans ne pourront ni conduire eux-mêmes, ni faire conduire leurs bestiaux à garde séparée, sous peine, etc.* — Ainsi, que le bétail ait ou non causé du dommage, la garde séparée suffit seule pour constituer le délit et rendre le propriétaire des animaux passible de l'amende.

## § 2.

**431.** L'obligation de réunir en un seul troupeau le bétail d'une commune ou section de commune, serait illusoire, si dans l'exercice du pâturage les trou-

peaux pouvaient être mélangés, alors il serait impossible, aux gardes, de désigner les auteurs de délits, et de connaître quelle est la commune ou section de commune, qui, comme on va le voir, est civilement responsable du fait de son pâtre. Voilà pourquoi le § 2 défend, à peine d'amende contre le pâtre, et d'emprisonnement en cas de récidive, le mélange des bestiaux d'une commune ou section de commune avec ceux d'une autre.

Mais pour l'exécution de cette disposition, il est nécessaire que des cantons différens aient été assignés à chaque commune ou section de commune usagère. L'article 3, titre 19, de l'ordonnance le prescrivait ainsi : « Les officiers assigneront à chacune paroisse, hameau, » village ou communauté usagère, une contrée *particulière*, la plus commode qu'il se pourra, en laquelle, és » lieux défensables seulement, les bestiaux puissent être » menés et gardés *séparément*, sans mélange de trou- » peaux d'autres lieux; le tout à peine de confiscation » des bestiaux, etc. »

On s'étonne que les rédacteurs du nouveau Code n'aient pas renouvelé cette disposition; mais la désignation d'une contrée particulière à chaque commune ou section de commune est de droit; elle résulte implicitement de la défense de mélanger les troupeaux, disposition qui, on le répète, serait inexécutable, sans cette mesure d'ordre.

**452.** Terminons ce qui concerne les deux premiers paragraphes de l'article 72, par une observation importante. D'après l'article 71, les chemins pour aller au pâturage et en revenir, doivent être désignés par les agens forestiers, en ce qui concerne les bois de l'Etat et des communes, désignation qui, comme on le verra plus bas, appartient au propriétaire d'un bois particulier.



Souvent il s'élève des contestations, sur le point de savoir quel est le nombre de chemins que l'administration ou le propriétaire est obligé de fixer dans la forêt, pour conduire le bétail aux cantons défensables; si les habitans de maisons éloignées du centre de la commune, n'ont pas droit à un chemin particulier, etc.

Toutes les difficultés de ce genre se trouvent résolues par ce qui vient d'être dit. Dès l'instant que les habitans d'une commune, jouissant du droit de pâturage, en vertu du même titre, sont tenus d'amener leur bétail au chef-lieu, afin de ne former qu'un seul troupeau, sous la conduite du même pâtre, alors, quelque éloignées que puissent être les maisons d'une partie de ces habitans, ils ne peuvent exiger du propriétaire de la forêt, l'assignation d'un chemin particulier. A quoi pourrait leur servir ce chemin, puisque la loi leur défendant de conduire eux-mêmes ou de faire conduire leurs bestiaux à garde séparée, il n'y a que le troupeau commun qui puisse être introduit dans la forêt?

Il en est autrement des habitans d'une section de commune, qui aurait un droit distinct de celui du chef-lieu, ou de particuliers ayant aussi un titre spécial; cette section de commune et ces particuliers, qui, comme on vient de le voir, peuvent avoir un troupeau à part, sans être tenus de le réunir à celui de la commune dont ils font partie, ont, par cela même, le droit d'obtenir de l'administration ou du propriétaire de la forêt, un chemin particulier pour conduire leur bétail, dans les coupes défensables qui leur sont assignées pour l'exercice de leur droit.

### § 3.

435. Ce troisième paragraphe relatif à la responsa-

bilité des communes est important ; le principe qui a réglé cette responsabilité, est applicable à une foule d'autres cas que celui prévu par l'article 72.

Pour l'intelligence de la disposition que renferme ce paragraphe, il faut prémettre, que, quand il s'agit de l'introduction, dans une forêt, du bétail d'un individu qui n'y a aucun droit d'usage, la condamnation à l'amende de même qu'aux dommages-intérêts, pèse sur le *propriétaire des animaux* ; ainsi le veut l'article 199 du Code : les poursuites seraient illusoires, si elles ne pouvaient être dirigées que contre le conducteur du bétail qui, souvent n'est qu'un enfant et ne présente aucune solvabilité.

Il en est de même de tous les cas où le délit a été commis par le bétail isolé d'un individu ; qu'il ait ou non des droits d'usage dans la forêt, c'est lui qui est présumé avoir commandé l'introduction de son bétail, à garde séparée.

Mais quand le délit a été occasionné par le troupeau d'une commune, ou section de commune usagère, cela est différent : alors ce n'est plus un fait individuel, c'est un fait communal ; la faute n'étant imputable qu'au pâtre commun, il serait injuste de poursuivre les habitants *ut singuli*. Voilà pourquoi les peines portées par l'art. 72 sont infligées au pâtre.

Si cependant les poursuites n'étaient dirigées que contre le pâtre, l'administration, ou le propriétaire de la forêt n'aurait aucune garantie pour les dommages-intérêts résultant du délit : c'est pour prévenir cet inconvénient que la loi a rendu les communes responsables du fait de leurs pâtres.

Il s'agit maintenant de savoir en quoi consiste cette responsabilité.

L'ordonnance de 1669 (tit. 18, art. 4, tit. 19, art. 9

et 13, et tit. 32, art. 7 et 10), avait rendu les communes, les pères et mères, les maîtres et les commettans responsables des condamnations prononcées contre leurs pâtres, leurs enfans et leurs ouvriers ; et la jurisprudence avait étendu cette responsabilité à l'amende, aussi-bien qu'aux dommages-intérêts, restitutions et frais. Cette dérogation au droit commun se trouve aussi dans plusieurs lois spéciales, notamment dans celles du 30 avril 1790 sur la chasse, du 28 août 1791, sur les douanes, et dans le décret du 1<sup>er</sup> germinal an 13, sur les droits réunis.

Cependant l'article 7, tit. 2, de la loi du 6 octobre 1791 concernant la police rurale, n'astreignait qu'à une responsabilité civile, les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, etc., pour les délits commis par leurs femmes, enfans, domestiques, ouvriers, etc. Et au nombre de ces délits, les articles 36, 37 et 38, ont prévu le maraudage et le vol *dans les bois taillis, futaies, des particuliers ou communautés*, ainsi que les dégâts faits, dans les mêmes bois, par des bestiaux ou troupeaux. Il résultait de ces dispositions une variété assez singulière dans la jurisprudence. S'agissait-il de délits commis dans les bois des particuliers, la cour de cassation bornait la responsabilité aux dommages-intérêts, en appliquant la loi du 6 octobre 1791, dont le principe a été depuis généralement consacré par l'article 1384 du Code civil. Mais lorsqu'il était question de délits commis dans les bois de l'Etat, la responsabilité était étendue aux amendes, par suite de l'interprétation qui avait été attribuée, dans ce sens, aux dispositions de l'ordonnance de 1669.

Les auteurs du projet du Code, avaient cru devoir ériger en loi générale, pour toutes les forêts, la jurisprudence établie, à cet égard, pour les bois de l'Etat ; et afin de lever toute équivoque, sur ce point, on avait eu

soin d'ajouter le mot *amendes* à celui de *condamnations*, non-seulement dans la disposition concernant la responsabilité, en général, mais à tous les articles, où il est question d'une responsabilité particulière.

La commission de la chambre des députés a fait rejeter ce système. « Suivant les articles 9 et 464 du Code » pénal, disait le rapporteur, l'amende est une peine » comme celle de l'emprisonnement. Or, toute peine est » essentiellement personnelle, elle ne saurait atteindre » celui qui ne s'est pas rendu coupable; et la responsa- » bilité à laquelle sont soumis des tiers étrangers au » délit qui donne lieu à des condamnations, est essen- » tiellement civile : elle est réglée par le droit civil qui, ne » voulant pas que des tiers souffrent d'un défaut de sur- » veillance des pères, maîtres, etc., oblige ces derniers » à réparer le mal qu'ils auraient pu empêcher. Cette » distinction entre l'amende et la réparation civile, se » trouve encore marquée dans l'article 10 du même » Code pénal, où il est dit que la condamnation aux » peines prononcées par la loi est indépendante de la » restitution et des dommages-intérêts dus aux parties. — » Le droit civil, la loi de 1791, le Code pénal affran- » chissent donc les personnes responsables civilement » du paiement des amendes. Convient-il d'introduire, » dans le Code forestier, une disposition contraire ? — » Cette disposition contrarierait les principes du droit » commun, porterait atteinte à l'uniformité que la lé- » gislation doit offrir; elle introduirait une exception » aux principes généraux; elle ferait supporter une » peine par une personne qui n'est pas coupable, qui » n'est pas jugée telle; elle dénaturerait enfin le carac- » tère de la peine qui dégénérerait alors en une simple » condamnation pécuniaire, etc., etc. »

Tels sont les motifs qui déterminèrent la commission



à borner la responsabilité aux condamnations purement civiles, et à retrancher en conséquence le mot *amende* qui se trouvait dans l'article du projet relatif à la responsabilité pour les délits forestiers, en général.

Cet amendement de la commission a éprouvé la plus vive résistance, de la part des commissaires du gouvernement, prétendant que les condamnations seraient illusoires, si l'on n'étendait pas aux *amendes* la responsabilité des pères et mères, maîtres et commettans, qui souvent, disait-on, provoquent eux-mêmes les délits.

Mais dans la séance du 7 avril 1827, l'amendement de la commission a été adopté, et l'article 206 du Code a été rédigé en ces termes : « Les maris, pères, mères et » tuteurs, et en général tous maîtres et commettans seront *civilement* responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfans mineurs et » pupilles, *demeurant avec eux et non mariés*, ouvriers, » voituriers et autres subordonnés, sauf tous recours de » droit. — Cette responsabilité sera réglé conformément » au paragraphe dernier de l'article 1384 du Code » civil, et s'étendra *aux restitutions, dommages-intérêts et » frais* ; sans toutefois pouvoir donner lieu à la contrainte par corps, si ce n'est dans le cas prévu par » l'article 46. »

J'examinerai tout à l'heure les conséquences qui résultent du principe adopté par le nouveau Code, pour la responsabilité des délits forestiers *en général*. Reprenons les termes du troisième paragraphe de l'art. 72.

*Les communes et sections de communes seront responsables des CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES qui pourront être prononcées contre lesdits pâtres et gardiens.* — On prétendrait vainement que ces termes *condamnations pécuniaires* doivent s'étendre aux amendes. La règle générale portée dans l'article 206, suffirait pour repousser

cette idée, si le contraire n'avait pas été spécialement décidé pour le cas particulier.

Ainsi qu'on l'a déjà fait observer, le projet de l'article 72, portant que les communes seraient responsables *des AMENDES et condamnations pécuniaires*, la commission proposa de retrancher le mot *amende*; et comme ce retranchement tenait au système général qu'elle avait adopté pour la responsabilité de tous les délits forestiers, amendement qui devait subir une longue discussion lorsqu'on en serait à l'article 206, il fut résolu, dans la séance du 24 mars 1827, où se discutait l'article 72, de renvoyer l'amendement tendant à retrancher de cet article le mot *amende*, après la discussion de l'article 206. Cet article fut adopté, comme on vient de le voir, dans la séance du 7 avril; et dans celle du 9, l'amendement de la commission relatif à l'article 72 ayant été rappelé, le mot *amende* en a été retranché, ainsi que la chambre venait de le faire pour l'art. 206 (1).

La règle du droit commun, que la commission a fait adopter pour la responsabilité en général, est donc applicable aux cas prévus par l'article 72, cette responsabilité des communes pour le fait de leur pâtre, se borne aux restitutions, dommages-intérêts et frais.

*Tant pour délits et contraventions prévus par le présent titre.* — Ces expressions étendent la responsabilité des communes à tous les délits quelconques relatifs au pâturage, et dont le pâtre se rendrait coupable, non-seulement dans l'étendue des coupes abandonnées au parcours, mais dans toute l'étendue de la forêt.

*Que pour TOUS AUTRES DÉLITS FORESTIERS commis*

(1) On peut voir dans le *Moniteur* les résolutions qui ont été prises à la chambre des députés, séance des 26 mars, 8 et 9 avril 1827. Cette discussion est aussi rapportée par M. Baudrillard, tom. 1, de son *Commentaire sur le Code*, pages 226, 479 et 485.

*pendant le temps de leur service et DANS LES LIMITES du parcours.* Rien de plus juste que ces deux restrictions : hors le temps où le bétail est conduit au pâturage, les pâtres n'étant plus dans l'exercice de leur commission, les communes ne peuvent être responsables des délits forestiers qu'ils peuvent commettre. Il en est de même si, pendant le temps de son service, le pâtre coupe du bois *hors les limites du parcours.*

Cependant ces derniers termes, ajoutés au projet par la chambre des députés, ont été l'objet de la critique du rapporteur à la chambre des pairs. « Les communes ; » disait-il, ne peuvent pas n'être point responsables des » condamnations pécuniaires, pour les délits qu'ils commettent *hors des limites du parcours*, car ce n'est qu'en » qualité de préposés de la commune, et pour l'exercice » de ses droits d'usage, qu'ils sont admis dans la forêt : » d'ailleurs, s'il en était autrement, ils pourraient impunément conduire les troupeaux de la commune dans les » jeunes taillis qui ne sont pas défensables. »

Et en rapportant cette opinion, M. Baudrillard témoigne son regret de ce que la résolution prise par la chambre des pairs de ne faire aucun changement au projet, tel qu'il avait été amendé par la chambre des députés, n'ait pas permis de supprimer la disposition finale de l'article 72.

Cette disposition me semble, au contraire, infiniment juste, et le véritable sens de la loi paraît avoir échappé aux lumières de l'honorable rapporteur de la commission des pairs.

La responsabilité des communes, pour le fait de leurs pâtres, porte sur deux objets, les délits de pâturage, et tous autres délits forestiers.

Quant aux délits de pâturage, cette responsabilité ne se borne pas aux délits et contraventions dont parle

l'article 72, mais à tous ceux prévus *par le présent titre*. Pour ce qui concerne ces délits, la responsabilité des communes est donc on ne peut pas plus générale; et si le pâtre se rend passible de l'amende et même de l'emprisonnement que lui inflige l'article 76, dans le cas où les porcs et bestiaux seraient trouvés hors des cantons déclarés défensables, ou hors des chemins indiqués pour se rendre au pâturage et panage, il est évident que la commune sera responsable des dommages-intérêts qui pourraient être dûs au propriétaire, puisque cet article 76 se trouve dans la même section que l'article 72.

Quant à la responsabilité des communes *pour tous autres délits forestiers*, commis par les pâtres *pendant le temps de leur service*, il était aussi juste que naturel de faire ajouter, comme l'a voulu la chambre des députés, *et dans les limites du parcours*. En effet, quand, au lieu de garder son troupeau, le pâtre s'éloigne de la coupe désignée pour le pâturage, afin de couper du bois dans un canton voisin, délinquant, en ce cas, hors de l'exercice de ses fonctions, il commet comme tout autre individu, un délit dont la réparation ne peut lui être que personnelle: et comment la commune pourrait-elle être responsable d'un fait absolument étranger à la commission de son préposé, la garde du troupeau commun? C'est déjà beaucoup que l'article 72 laisse peser, sur la commune, la responsabilité des délits forestiers, c'est-à-dire du vol de bois dont le pâtre se rendrait coupable, dans les limites même du parcours.

De l'article 72 et des principes qui viennent d'être développés sur la responsabilité en général, en matière de délits forestiers, résultent les conclusions suivantes:

1° L'article 206 du Code forestier, dont le paragraphe 2 borne la responsabilité civile aux *restitutions, dommages-intérêts et frais*, est une règle générale appli-



cable à tous les délits et à toutes les personnes quelconques, à moins de dispositions particulières et spéciales, qui étendent *nommément* cette responsabilité aux amendes. C'est ainsi que les articles 28 et 46 statuent que les adjudicataires et leurs cautions sont solidairement responsables et contraignables par corps, *au paiement des AMENDES, dommages et restitutions.*

2° L'article 199 du même Code statuant aussi que les *propriétaires d'animaux* trouvés en délits dans les bois seront condamnés à *l'amende*, il en résulte que c'est à ces propriétaires que l'amende doit être infligée, soit que le bétail ait été introduit par eux-mêmes dans la forêt d'autrui, soit qu'il ait été gardé par leurs enfans ou leurs domestiques. Dans ce dernier cas, ils sont présumés légalement avoir autorisé le pacage.

L'article 199, qui a été porté principalement pour l'introduction du bétail dans une forêt sur laquelle le propriétaire des animaux n'a aucun droit, serait de même applicable à l'usager qui ferait paître son bétail, *à garde séparée*, dans la forêt soumise à l'usage.

3° Mais il en est autrement, si le bétail d'un habitant se trouve réuni au troupeau commun. Dans ce cas, il n'y a que le pâtre qui puisse être condamné à l'amende, et le délit étant un fait communal, c'est la commune qui est responsable des dommages-intérêts. La poursuite, en ce cas, ne pourrait donc être dirigée contre le propriétaire des animaux ; la condamnation devrait être prononcée contre le maire, au nom de la commune, sauf la répartition à faire par voie administrative, et conformément à la loi du 11 frimaire an 7, de la somme allouée pour dommages-intérêts, sur les propriétaires des bestiaux trouvés en délits.

C'est ce qu'enseigne M. Henrion de Pansey, lequel cite deux arrêts qui l'ont décidé ainsi, pour des faits

d'indu pâturage sur des terres, par le troupeau d'une commune (1).

Et loin d'être opposées à cette doctrine, les dispositions du nouveau Code sont en parfaite harmonie avec le principe consacré par les arrêts cités à l'appui.

4<sup>e</sup> En ce qui concerne la juridiction devant laquelle peut être portée l'action à diriger contre les maires des communes et autres personnes civilement responsables d'un délit forestier, il est à observer que les tribunaux correctionnels ou de police ne sont compétens pour statuer sur l'action civile dirigée contre les personnes responsables, qu'autant que cette action est poursuivie, en même temps que l'action criminelle, contre le délinquant. Il n'en est pas de ces tribunaux comme des cours d'assises que les articles 358 et 359 du Code d'instruction criminelle autorisent à prononcer des dommages-intérêts, dans le cas même où il n'y a plus de dispositions pénales à appliquer. Devant les tribunaux correctionnels et de police, l'action civile est placée *sous la tutelle de l'action publique*, elle ne peut s'exercer, sans son appui; et ce n'est qu'en cas de condamnation à une peine que ces tribunaux peuvent statuer sur les dommages-intérêts. L'action qui y serait dirigée contre les personnes civilement responsables, n'est donc recevable qu'autant que l'on actionne en même temps l'individu à qui est imputé le fait de la contravention (2).

5<sup>e</sup> Malgré le texte de l'article 442, qui, comme on l'a vu, applique à la jouissance des habitans, dans les bois communaux, l'article 72 et les autres dispositions con-

(1) *Traité de la compétence des juges de paix*, pag. 186 et suiv.

(2) Arrêts du 11 septembre 1818 et 9 juin 1832; D., pag. 607, de 1818, et 317, de 1832.

cernant les usagers dans les forêts de l'Etat, les communes ne sauraient être responsables des délits commis par leur pâtre dans les bois communaux; cette responsabilité que la loi borne aux restitutions, dommages-intérêts et frais, serait ici un être de raison, ou du moins ne pourrait être applicable qu'aux frais. En effet, la commune étant propriétaire, c'est à elle seule qu'appartiennent les restitutions et dommages-intérêts; c'est envers elle que le pâtre doit y être condamné. Et comment la commune pourrait-elle être responsable d'un dommage dont elle ressent le préjudice : ne serait-ce pas une absurdité de poursuivre un maire, comme représentant la commune, pour faire condamner cette commune à restituer ce qui lui appartient ?

J'aurai occasion de faire la même remarque, au sujet de plusieurs autres dispositions.

#### ARTICLE 73 ET 74.

454. « Les porcs et bestiaux seront marqués d'une marque spéciale; cette marque devra être différente pour chaque commune ou section de commune usagère. — Il y aura lieu, par chaque tête de porc ou de bétail non marqué, à une amende de 3 francs.

» L'usager sera tenu de déposer l'empreinte de la marque au greffe du tribunal de première instance, et *le fer servant à la marque*, au bureau de l'agent forestier local; le tout sous peine de 50 francs d'amende. »

Ces articles n'expriment pas d'une manière formelle que la marque sera opérée avec un fer chaud, ainsi que

le prescrit l'article 55 , pour les porcs que les adjudicataires peuvent introduire dans les ventes ; mais l'article 14 parlant d'une empreinte faite *avec un fer*, il est évident qu'il ne peut être question que d'un fer chaud.

Plusieurs fonctionnaires avaient réclamé contre cette disposition puisée dans l'article 6<sup>e</sup>, titre 19, de l'ancienne ordonnance ; et dans la séance du 26 mars , M. Duhamel présenta un amendement tendant à ne faire marquer que les porcs avec un fer chaud , et les bestiaux avec une matière colorée et durable ; mais cet amendement a été rejeté.

On a seulement adopté un autre amendement de la commission , qui dispense les habitans de l'obligation de faire marquer leurs porcs et bestiaux pour l'exercice du pâturage dans les bois des communes : cette obligation ne leur est imposée que pour exercer leur droit de pâturage et de panage dans les bois d'autrui.

#### ARTICLE 75.

**455.** « Les usagers mettront des clochettes au cou de tous les animaux admis au pâturage, sous peine de 2 francs d'amende pour chaque bête qui serait trouvée sans clochette dans les forêts. »

Cet article n'est que la répétition de l'article 7, titre 19, de l'ordonnance de 1669 ; il a pour but de faciliter la garde des bestiaux, ainsi que l'exprimait cet article : « Les particuliers seront tenus de mettre au col de leurs » bestiaux des clochettes dont le son puisse avertir des » lieux où ils pourront s'échapper et faire dégâts, afin » que les pâtres y courent et que les gardes se saisissent



» des bêtes écartées et trouvées en dommage, hors les  
» cantons désignés et publiés défensables. »

## ARTICLE 76.

436. « Lorsque les porcs et les bestiaux des usagers seront trouvés *hors des cantons déclarés défensables*, ou désignés pour le panage, ou *hors des chemins indiqués pour s'y rendre*, il y aura lieu contre le pâtre à une amende de 3 à 30 francs. En cas de récidive, le pâtre pourra être condamné en outre à un emprisonnement de 5 à 15 jours. »

Cet article n'est que la sanction des dispositions que renferment les articles 67 et 71.

La loi ne prononce que contre le pâtre; mais comme on vient de le faire observer, en discutant l'article 72, les communes sont responsables des dommages-intérêts qui pourraient être dûs au propriétaire de la forêt pour dégâts commis par le fait du pâtre, et par suite de sa négligence dans la garde du bétail.

## ARTICLE 77.

437. « Si les usagers introduisent au pâturage un plus grand nombre de bestiaux, ou au panage un plus grand nombre de porcs que celui qui aura été fixé par l'administration, conformément à l'article 68, il y aura lieu, pour l'excédant, à l'application des peines prononcées par l'article 199. »

Ici, comme dans le cas précédent, la loi ne fait que sanctionner la disposition renfermée dans l'article 68.

Voir (n° 424) les observations qui ont été faites sur cet article.

#### ARTICLE 78.

**438.** « Il est défendu à tous usagers, nonobstant *tous titres et possessions contraires*, de conduire ou faire conduire des *chèvres, brebis ou moutons*, dans les forêts ou sur les terrains qui en dépendent, à peine, *contre les propriétaires*, d'une amende qui sera double de celle qui est prononcée par l'article 199, et contre les *pâtres ou bergers*, de 15 francs d'amende. En cas de récidive, le pâtre sera condamné, outre l'amende, à un emprisonnement de 5 à 15 jours.

» Ceux qui prétendraient avoir joui du pacage ci-dessus, *en vertu de titres valables ou d'une possession équivalente à titre*, pourront, s'il y a lieu, réclamer une indemnité qui sera réglée de gré à gré, ou, en cas de contestation, par les tribunaux.

» Le pacage des moutons pourra néanmoins être autorisé, dans certaines localités, *par des ordonnances du roi.* »

Le pâturage des bêtes à laine, surtout des chèvres, est un fléau désastreux pour les bois.

L'article 13, titre 19, de l'ordonnance de 1669 défendait, sous des peines sévères, l'introduction dans les forêts de cette espèce d'animaux (1).

(1) Il n'est pas nécessaire de faire ici la remarque très juste, mais par

Un décret du 17 nivôse an 13, et l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, avaient renouvelé cette prohibition, que la jurisprudence a constamment regardée comme une mesure de police et d'ordre public, qui aurait anéanti toutes les transactions précédentes.

On peut s'étonner, après cela, de la disposition renfermée dans le second paragraphe de l'article 78, lequel accorde le droit de réclamer une indemnité aux usagers qui prétendraient avoir joui du pacage des *chèvres*, *brebis* ou *moutons*, en vertu de titres valables, ou d'une possession équivalente.

Mais il a été observé que, dans les pays qui comme la Lorraine, la Franche-Comté et la Corse, avaient été réunis à la France, depuis la publication de l'ordonnance de 1669, cette loi ne pouvait avoir d'effet rétroactif, même pour les forêts de l'Etat (1). Et sans entrer dans cette question, le rapporteur de la commission de la chambre des députés, en proposant cet amendement, a fait remarquer qu'il n'était que le résultat du système adopté par cette commission, savoir : que la loi forestière ne devait rien préjuger ni porter atteinte à aucun droit, sauf aux tribunaux à apprécier le mérite des titres et la valeur des exceptions qui pourraient y être opposées (2).

trop naïve, qui se trouve dans un petit commentaire assez peu connu du nouveau Code, savoir, que « la défense de faire paître des chèvres » s'étend également aux boucs, attendu que le mot *chèvres* s'entend évidemment de tous les individus soit mâles soit femelles de cette classe d'animaux. » Je dois seulement faire observer que la défense étant absolue, s'applique même aux chèvres que, dans certains pays on a l'usage de placer à la tête des troupeaux comme *menons* ou conducteurs. Arrêts du 7 mai 1830 et 16 mars 1833. D., pag. 259, de 1830, et 206, de 1833.

(1) Opinion de M. Sébastiani (séance du 28 mars).

(2) Même séance du 28 mars.

Enfin il a été vérifié que, malgré la prohibition de l'ordonnance, le pacage des moutons avait été autorisé et continuait de subsister dans quelques provinces du Midi, où il n'y avait guère que des bestiaux de ce genre (1). ●

Voilà pourquoi il a été réservé que le pacage des moutons, dans les forêts de l'Etat, pourrait être autorisé dans certaines localités, par ordonnances spéciales, autorisation qui, comme on le verra au titre IV, peut être aussi accordée aux habitans, dans leurs bois communaux.

Mais pour cela, l'autorisation du souverain est indispensable : celle qui aurait été accordée par l'autorité municipale ou le préfet, serait insignifiante et ne pourrait excuser le délit (2).

En cas d'introduction, dans une forêt soumise à l'usage, de chèvres, brebis ou moutons, l'article 78 prononce deux peines : indépendamment de l'amende de 15 francs contre les pâtres ou bergers, et de l'emprisonnement en cas de récidive, le *propriétaire des animaux* est passible d'une autre amende, double de celle prononcée par l'article 199; c'est-à-dire, qu'au lieu de l'amende de 2 francs pour un mouton et de 4 francs pour une chèvre, que cet article prononce contre celui qui n'a aucun droit dans un bois de dix ans et au-dessus, l'usager sera condamné à 4 francs et à 8 francs pour le même fait, amende qui devra encore être doublée, si le bois a moins de dix ans.

(1) Dans plusieurs forêts réunies au domaine par suite de la confiscation des biens ecclésiastiques, il existait des usagers dont les titres autorisaient le pacage des moutons, et M. Merlin soutient que ces titres devraient être exécutés, nonobstant les dispositions prohibitives de l'ordonnance de 1669. (*Répertoire*, v<sup>o</sup> *usage*, sect. 2, § 5, art. 6.)

(2) Arrêts du 8 novembre 1826; D., pag. 39, de 1827, et 11 février 1832, p. 347, de 1833.



Que cette peine soit applicable à l'habitant d'une commune usagère qui fait pâturer des bêtes à laine dans la forêt, sous la conduite d'un berger *particulier*, rien de plus certain ; la loi punit tout à la fois le berger et le propriétaire, qui, dans ce cas, est censé avoir autorisé le fait de son préposé.

439. Mais en sera-t-il de même, si les chèvres ou moutons étaient réunis au troupeau commun, sous la conduite du pâtre du village ?

L'affirmative semble résulter des motifs d'un arrêt de la cour de cassation du 29 mai 1829.

« Vu les articles 78, 110, 199, 202 et 206 du Code  
 » forestier ; — attendu que l'article 110, en disposant que  
 » les habitans des communes ne peuvent introduire, ni  
 » faire introduire des chèvres, brebis et moutons dans  
 » les bois appartenant à ces communes, sous les peines  
 » prononcées par l'article 199, contre ces habitans, et  
 » par l'article 78, contre les pâtres et gardiens, n'a point  
 » entendu, par cette disposition, affranchir ces habitans  
 » des peines de l'article 199, lorsqu'ils n'auraient pas  
 » personnellement introduit ces bestiaux dans les bois,  
 » ou qu'il ne serait pas prouvé qu'ils ont permis de les  
 » y introduire, pour ne soumettre que les pâtres ou  
 » gardiens à une amende de 15 francs ; que cette inter-  
 » prétation serait ouvertement contraire à l'esprit et au  
 » but de la nouvelle législation, qui ont été la conserva-  
 » tion si précieuse des forêts, puisque leur dévastation  
 » demeurerait impunie, les propriétaires de grands trou-  
 » peaux ne les conduisant pas eux-mêmes dans les bois,  
 » et étant impossible de prouver, en justice, qu'ils ont  
 » permis de les y conduire ;

» Attendu que l'article 110 se réfère à l'article 199,  
 » et que celui-ci prononce une amende par chaque tête  
 » de bétail, sans faire aucune distinction entre les pro-

» propriétaires dont les bestiaux auraient été introduits  
» dans les bois à leur insu, et les propriétaires qui les  
» auraient introduits eux-mêmes, ou qui auraient permis  
» de les y introduire ; qu'ainsi cet article 110 est évi-  
» demment applicable aux habitans des communes, qui  
» sont propriétaires des bestiaux trouvés en délit (1). »

Il faut observer néanmoins que, dans l'espèce de cet arrêt, ce n'était point le pâtre du troupeau commun du village, mais bien le berger particulier de *Pierre Barnaud*, propriétaire d'un troupeau de 60 bêtes à laine, qui avait conduit ces animaux en dépaissance, dans les bois de la commune de Volvent. Ce propriétaire ne pouvait donc échapper à l'amende que prononce l'article 78, rendu applicable aux communes par l'article 110 du Code forestier.

Mais ces dispositions, encore une fois, peuvent-elles s'appliquer au fait de l'introduction des bêtes à laine, par le pâtre chargé de la conduite du troupeau commun d'un village ? Je ne le pense pas.

C'est ici le cas d'appliquer la doctrine de M. Henrion de Pansey, que l'on a indiquée plus haut.

« Les dégâts dans les fruits et récoltes, dit ce magistrat, lorsqu'ils sont commis par des animaux confiés à la garde du pâtre commun, sont à la charge de ce pâtre ; et c'est contre lui et non contre le propriétaire des animaux, que le plaignant doit diriger son action. Ainsi jugé par arrêt de la cour de cassation, du 14 frimaire an 14, dans l'espèce suivante.

» Deux poulains avaient dévasté une terre ensemencée en blé ; le propriétaire avait traduit devant le juge de paix, et celui auquel les poulains appartenaient, et le

(1) D., pag. 257 et 258, de 1829. — L'arrétiste fait remarquer que le même jour il a été rendu 13 autres arrêts semblables.

pâtre à la garde duquel ils étaient confiés. Le premier avait demandé son renvoi de la cause; le juge de paix l'avait ordonné, et avait condamné le pâtre seul.

» Le propriétaire du champ dégradé, qui voyait plus de solvabilité dans le maître des poulains que dans le pâtre, s'était pourvu en cassation : sa requête a été rejetée par les motifs suivans : « attendu que les poulains » qui ont fait les dégâts ayant été confiés par Richy, » leur propriétaire, à la garde du pâtre établi pour les » bestiaux de la commune, le jugement attaqué a dû le » condamner, et non le propriétaire, *qui, naturellement,* » *a dû s'en reposer sur les soins du pâtre,* et qu'en pro- » cédant ainsi, il n'est point contrevenu à l'article 12 » de la loi citée; et que l'article 1385 du Code civil, » rendant responsable du dommage causé par un ani- » mal, celui sous la garde duquel il était, le jugement » n'a pas fait une fausse application de cet article, en » condamnant le pâtre à l'amende encourue pour le » dommage causé par sa négligence (1). »

Cette doctrine, fondée sur la loi du 6 octobre 1791, me paraît d'autant plus applicable à l'exécution du Code forestier, que l'article 206 de ce Code rappelle, comme on l'a vu sous le n° 423, les principes du droit commun consacrés par l'article 1384 du Code civil, lequel dégage de toute responsabilité les commettans lorsqu'ils n'ont pu empêcher le fait.

Pourquoi l'article 78 a-t-il infligé une peine au propriétaire des animaux? c'est, on le répète, parce qu'il est légalement présumé avoir autorisé le fait de son berger particulier. On conçoit aussi que le propriétaire

(1) *Compétence des juges de paix*, pag. 186. — V. aussi un autre arrêt de la cour de cassation, du 30 juillet 1825; *Règlemens forestiers* de M. Baudrillard, tom. 3, pag. 375.

d'animaux puisse être condamné, si le troupeau commun auquel il a réuni des chèvres ou moutons, n'était destiné qu'à la dépaissance de la forêt. Mais je suppose que le troupeau n'ait été confié au pâtre que pour l'envoyer au vain pâturage sur les communaux ou les terres dépouillées de fruits. L'habitant qui, dans ce cas, remet, au pâtre, des chèvres et des moutons, n'a ni faute ni négligence à s'imputer, la loi autorisant même le prolétaire à envoyer, au vain pâturage de la commune, six bêtes à laine. Et si au lieu d'être tenu sur les terres en jachères, le troupeau commun qui renferme des chèvres et des moutons s'échappe dans la forêt voisine, ou qu'il y soit mené par le pâtre du village, comment le propriétaire de ces animaux pourrait-il être non-seulement responsable des dommages-intérêts, mais condamné à une amende rigoureuse, pour un fait qu'il a été dans l'impossibilité d'empêcher?

Il me semble que, dans ce cas, le pâtre seul doit être condamné à l'amende, et que, s'agissant d'un fait *communal* et non d'un délit *particulier*, l'action en dommages-intérêts ne pourrait être dirigée que contre le maire de la commune : le garde qui constate un délit commis par le pâtre du village, n'est pas même à portée de connaître et de distinguer à qui appartiennent les différens animaux dont se compose le troupeau commun.

### SECTION III.

*De l'exercice des droits d'usage, consistant dans des livraisons de bois.*

Cet exercice est réglé par les dispositions suivantes :



## ARTICLE 79.

**440.** « Les usagers qui ont droit à des livraisons de bois, de quelque nature que ce soit, ne pourront prendre ces bois qu'après que la délivrance leur en aura été faite par les agens forestiers, *sous les peines portées par le titre 12 pour les bois coupés en délit.* »

*A des livraisons de bois de quelque nature que ce soit.*  
— Ainsi l'obligation d'obtenir la délivrance s'étend à tous les droits dont l'auteur a donné la nomenclature au chapitre VII, sect. 3 du TITRE I<sup>er</sup>, à l'exception toutefois du bois mort *sec et gisant*, comme on le verra dans l'article qui suit.

Si le droit d'usage appartient aux habitans d'une commune, c'est au maire que l'administration forestière doit faire la délivrance. Ainsi le décide l'article 122 de l'ordonnance réglementaire : « Pour les communes usagères, la délivrance du bois de chauffage sera faite *au maire*, qui en fera effectuer le partage entre les habitans. »

On verra au TITRE IV, sur quelle base et dans quelle proportion doit être effectué, entre les habitans, le partage des bois délivrés, par l'administration ou le propriétaire, aux communes usagères.

Et à la suite du chapitre VII du présent titre, on examinera plusieurs questions concernant la délivrance que doivent obtenir les usagers, questions que j'ai cru devoir renvoyer à ce chapitre, parce qu'elles peuvent s'appliquer à toutes les forêts quelconques.

## ARTICLE 80.

**441.** « Ceux qui n'ont d'autre droit que celui de prendre le bois mort, sec et gisant, ne pourront, pour l'exercice de ce droit, se servir de crochets ou ferremens d'aucune espèce, sous peine de 3 fr. d'amende. »

Comme on l'a vu au titre 1<sup>er</sup>, chap. VI, n° 122, il y a deux sortes de *bois mort*, le bois mort *gisant* qui est absolument détaché de la terre, et le bois mort *en cime et racine*, qui étant encore debout a perdu sa qualité végétative.

L'usager qui a droit au bois mort, sans restriction, est obligé de demander la délivrance; c'est ce qui résulte de l'article précédent lequel impose cette obligation à tous ceux qui ont droit à des livraisons de bois *de quelque nature que ce soit*.

Il en est autrement de l'usager dont le droit se borne à prendre seulement le bois mort *sec et gisant* dans la forêt : celui-ci, d'après l'article 80, peut se servir de ses propres mains, sans toutefois pouvoir employer des crochets ou autres instrumens pour appréhender ou couper les branches sèches des arbres.

## ARTICLE 81.

**442.** « Si les bois de chauffage se délivrent par coupes, l'exploitation en sera faite, aux frais des usagers, par un *entrepreneur spécial* nommé par eux, et agréé par l'administration forestière.

» Aucun bois ne sera partagé *sur pied*, ni abattu

par les usagers *individuellement*, et les lots ne pourront être faits qu'après l'entière exploitation de la coupe, à peine de confiscation de la portion de bois abattu afférente à chacun des contrevenans.

» Les fonctionnaires ou agens qui auraient permis ou toléré la contravention, seront passibles d'une amende de 50 fr., et demeureront en outre *personnellement* responsables, et *sans aucun recours*, de la mauvaise exploitation et de tous les délits qui pourraient avoir été commis.

La loi ne s'occupe que des bois de chauffage qui se délivrent *par coupes*; et cet article, relatif aux usagers dans les bois de l'Etat, étant rendu applicable à la jouissance des habitans dans leurs propres bois, on expliquera au titre IV, en traitant *de l'affouage*, comment doit être entendue cette disposition, et quelles en sont les conséquences.

Mais dans les forêts domaniales d'ancienne origine, la plupart des droits d'usage sont fixés à une quantité déterminée de cordes ou de stères.

Il existe aussi grand nombre de communes qui ont droit aux bois nécessaires pour la construction et réparation de leurs bâtimens.

Les livraisons de ces différentes espèces tenant à l'ordre administratif, l'ordonnance réglementaire a suppléé à cet égard au silence du Code.

A l'égard des bois de chauffage qui se délivrent par stères, l'article 122 décide qu'ils seront mis en charge *sur les coupes adjudgées*, et *fournis aux usagers par les adjudicataires*, aux époques fixées par le cahier des charges.

L'article 123 veut qu'il en soit de même pour les bois de construction. Mais la délivrance de ces bois ne doit être faite que sur la présentation d'un devis dressé par les gens de l'art et constatant *les besoins*. Ce devis doit être remis, avant le 1<sup>er</sup> février de chaque année, à *l'agent forestier local* qui en *donne reçu* et le transmet au conservateur, lequel, après avoir fait effectuer les vérifications nécessaires, adresse l'état de toutes les demandes de cette nature au directeur général, pour être revêtu de son approbation, ce qui nécessite une complication de démarches et d'écritures.

Cependant, il peut arriver qu'un incendie, une inondation, la ruine imminente d'un bâtiment nécessite des besoins urgents et qui ne permettent point de remplir les formalités dont on vient de parler, ni d'attendre l'autorisation du directeur général. L'ordonnance réglementaire y a pourvu, en statuant que, *dans le cas d'urgence constaté par le maire de la commune*, la délivrance pourra être faite, en vertu d'un arrêté du préfet rendu sur l'avis du conservateur.

Dans ce cas, l'abattage et le façonnage des arbres sont aux frais de l'usager.

Et comme on l'a vu (tome I<sup>er</sup>, n° 130), l'usager aux bois de construction n'ayant droit qu'à la partie de l'arbre qui peut y être appliquée, l'article 123 décide que, dans le cas d'urgence, où les bois ne sont pas délivrés par l'adjudicataire, les branchages doivent être vendus comme *menus marchés*, c'est-à-dire sans l'observation des formalités prescrites pour l'adjudication des coupes ordinaires.

#### ARTICLE 82.

445. « Les entrepreneurs de l'exploitation



des coupes délivrées aux usagers se conformeront à tout ce qui est prescrit aux adjudicataires pour l'usage et la vidange des ventes ; ils seront soumis à la même responsabilité et passibles des mêmes peines, en cas de délits ou contraventions.

« Les usagers ou communes usagères seront garans solidaires des condamnations prononcées contre lesdits entrepreneurs. »

L'article 112 du Code, ayant rendu cet article applicable, sans restriction, aux coupes de l'affouage dans les bois dont les communes sont propriétaires, ces dispositions sont importantes, et d'une pratique journalière.

Les obligations et la responsabilité des adjudicataires que la loi impose également aux *entrepreneurs des coupes* des communes, soit usagères, soit propriétaires, sont extrêmement multipliées ; elles se trouvent tracées dans les articles 29 et suivans, jusques et y compris l'article 51 du Code.

Il suffit d'indiquer ici celles de ces obligations qui peuvent atteindre le plus fréquemment les entrepreneurs des communes.

1° Il leur est défendu d'effectuer aucune coupe avant le lever, ni après le coucher du soleil, à peine de 100 fr. d'amende ( art. 35 ).

2° Toute contravention au mode fixé pour l'abattage des arbres et le nettoiemnt des coupes, est puni d'une amende qui peut être portée à 500 fr., sans pouvoir être moindre de 50 fr.

3° Enfin l'entrepreneur, de même que l'adjudicataire, est responsable de tous les délits forestiers commis par des tiers dans la coupe, et à l'ouïe de la cognée, c'est-à-

dire à la distance de 250 mètres, à moins qu'il n'ait dressé procès-verbal de ces délits.

Les adjudicataires et entrepreneurs sont aussi responsables et contraignables par corps au paiement des AMENDES et restitutions encourues pour délits et contraventions commis, soit dans la vente, soit à l'ouïe de la cognée, par les ouvriers et autres gens qu'ils emploient ( art. 31, 45 et 46 ).

Le second paragraphe de l'article 82 rend les communes usagères responsables, garantes solidaires des condamnations prononcées contre leurs entrepreneurs.

Ici se représente la question qui a été traitée en discutant l'article 72. ( V. n° 433. )

444. La responsabilité, la garantie solidaire que la loi impose non-seulement aux communes usagères dans les bois de l'Etat, mais à celles qui sont propriétaires, peut-elle s'étendre aux amendes prononcées pour contraventions et délits commis par les entrepreneurs, ou même par des tiers dont l'article 45 rend ces entrepreneurs responsables?

Un arrêt de la cour de cassation, du 24 septembre 1830, a jugé l'affirmative; et l'arrêtiste fait observer que, le même jour, il en a été rendu deux autres semblables.

Voici les motifs de ces arrêts : « Vu les articles 82 et 112 du Code forestier; — attendu que la garantie solidaire des communes, pour les condamnations prononcées contre les entrepreneurs de l'exploitation des coupes affouagères, établie par l'art. 82 ci-dessus cité, diffère essentiellement de la responsabilité civile dont parle l'art. 206 du même Code, et comprend, dans la généralité de ses termes, l'amende aussi-bien que les dommages-intérêts et frais; — attendu que néanmoins le jugement attaqué a refusé d'appliquer à l'amende

» la garantie solidaire à laquelle était soumise la commune d'Harmonville, pour le délit commis par l'entrepreneur de sa coupe affouagère, se fondant, pour le juger ainsi, sur l'art. 206 du Code forestier; en quoi ledit jugement a fait une fausse application dudit article 206, et violé l'article 82 du même Code; — par ces motifs, casse le jugement du tribunal correctionnel d'appel d'Epinal, du 24 avril dernier (1). »

Qu'il me soit permis de présenter quelques observations sur cette jurisprudence.

Observons d'abord que, dans l'espèce, il ne s'agissait pas même d'une commune usagère; c'était l'entrepreneur de la coupe affouagère d'une commune propriétaire qui avait commis le délit, et l'on déclare responsable de l'amende la commune qui a souffert le préjudice.

Quoi! l'entrepreneur d'une coupe communale aura coupé, par exemple, un ou plusieurs arbres qu'il s'est appropriés, ou le délit ayant été commis par des tiers dans la coupe, ou à l'ouïe de la cognée, l'entrepreneur en sera responsable; et dans ce cas, la commune, qui souffre le préjudice, serait de plus condamnée à l'amende comme garante solidaire! Le gouvernement qui est le tuteur suprême des communes profiterait ainsi de leur désastre! le délit dont elles sont victimes serait un motif pour enrichir le trésor public à leurs dépens!

Pour faire résulter de la loi cette étrange conséquence, il faudrait une disposition aussi claire que positive : alors la loi, quelle qu'en soit l'injustice, n'en serait pas moins une loi, *dura lex, sed lex*; et tant que le législateur n'en aurait pas brisé les tables, les tribunaux devraient l'appliquer, quoique à regret.

(1) D., pag. 371, de 1830.

Mais l'arrêt qui vient d'être rapporté est-il bien conforme au texte de l'article, et surtout à l'esprit qui a dirigé les auteurs du Code ?

Qu'est-ce que l'entrepreneur d'une coupe communale ! c'est le préposé de la commune. Que cet entrepreneur soit commis à la coupe d'une forêt soumise à l'usage ? la commune doit être responsable du délit ; mais l'article 206 du nouveau Code borne la responsabilité du commettant aux *restitutions, dommages-intérêts et frais*. Comment, après cela, une commune propriétaire pourrait-elle être responsable de l'amende prononcée pour délit commis, dans son propre bois, quand la commune usagère ne pourrait pas même être condamnée à cette responsabilité, d'après l'article 206 ?

Cet article, dit l'arrêt, n'est point applicable ; l'article 82 renferme une disposition qui comprend, *dans la généralité de ces termes, l'amende aussi-bien que les dommages-intérêts et frais* ! disposition spéciale pour le cas particulier.

A cela plusieurs réponses.

1° L'article 206 a établi, pour tous les commettans, une règle générale. Après avoir déclaré qu'ils sont responsables des délits et contraventions de leurs préposés, le paragraphe 2 établit en principe, que cette responsabilité ne pourra s'étendre aux *amendes*, et qu'elle sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'article 1384 du Code civil, c'est-à-dire que la responsabilité, même pour les dommages-intérêts, ne peut avoir lieu, s'il n'a pas été au pouvoir du commettant d'empêcher le délit.

Or, il n'y a pas de commettant qui puisse être placé dans l'impossibilité d'empêcher un délit, aussi-bien que le corps moral d'une commune.

2° Pour qu'il soit dérogé à ce principe général qui,



étant à la fin du Code, règle tous les cas de responsabilité, il faudrait que la disposition spéciale étendit *nommément* la garantie des communes à l'amende. Ainsi l'article 28 déclarant les cautions contraignables, solidairement et par corps, *au paiement des dommages, restitutions et AMENDES* qu'aurait encourus l'adjudicataire, l'article 46 déclarant également les adjudicataires et leurs cautions, responsables *des AMENDES et restitutions*, la responsabilité établie, dans ces deux cas, est absolue.

Mais le mot *amendes* ne se trouvant pas formellement exprimé dans l'article 82, cet article ne déroge donc point au principe établi pour la responsabilité en général, par l'article 206.

3° Serait-il possible de faire ressortir une pareille dérogation de ces termes, *les usagers ou communes seront garans solidaires des CONDAMNATIONS prononcées contre lesdits entrepreneurs*? L'article 72 renferme des expressions équivalentes, *les communes ou sections de communes seront responsables des CONDAMNATIONS PÉCUNIAIRES prononcées contre leurs pâtres*. Ces mots *condamnations pécuniaires* sembleraient comprendre, dans leur généralité, l'amende qui est une condamnation *pécuniaire* aussi-bien que les dommages-intérêts. Cependant les auteurs du projet avaient eu soin d'ajouter le mot *amendes*; et comme on l'a vu (n° 433), ce terme a été retranché par amendement de la commission, par suite du principe général que la loi a consacré dans l'article 206: si un semblable retranchement n'a pas été effectué ici, c'est que l'article 82 ne parlant que des *condamnations*, sans y ajouter *l'amende*, tout retranchement devenait inutile, d'après la règle établie par l'article 206.

4° Pourquoi la commission a-t-elle fait retrancher le mot *amendes* qui se trouvait dans les articles 72 et 206?

C'est parce que, comme le disait le rapporteur, cette disposition introduirait une exception au droit commun et ferait supporter une peine à une personne qui n'est pas coupable (1), observation qui s'applique à plus forte raison au corps moral de la commune, qui, dans le cas particulier, est victime du délit, loin de pouvoir en être considéré comme coupable.

Quelle était la réponse du commissaire du gouvernement, en s'opposant à la règle que la commission proposait d'établir pour la responsabilité, en général? « Votre » commission, disait-il, a pensé qu'il était convenable de » supprimer le mot *amendes*, des diverses énonciations » qui se rattachent à la responsabilité établie par le para- » graphe 1<sup>er</sup>. Il est très vrai qu'en règle générale, l'amende » doit être considérée comme une peine qui ne peut être » appliquée qu'à celui qui a commis le délit; mais il » n'en est pas de même en matière spéciale. Dans les » délits spéciaux, l'amende est considérée comme une » sorte de *dédommagement*, accordé à l'Etat par suite du » *préjudice qu'il a éprouvé*! » Cette considération n'a été d'aucune influence sur l'esprit des législateurs. Ils ont refusé de soumettre les usagers dans les forêts de l'Etat, à la responsabilité de l'amende qui pouvait être considérée comme un dédommagement; et pour des délits dont la commune seule ressent le préjudice, on voudrait qu'il fût entré dans la pensée des mêmes législateurs de rendre responsable, de l'amende, une commune victime du délit commis dans ses bois!

« La chambre, ajoutait M. de Martignac, a voté *deux articles* dans lesquels elle a reconnu que l'amende peut être étendue à d'autres qu'à ceux qui sont condamnés pour un délit quelconque. *Les articles 28 et 46, qui ont*

(1) V. pag. 94, l'opinion de M. Favard.

*été adoptés du consentement de la commission*, portent que les cautions peuvent être solidairement contraintes au paiement des dommages, restitutions et amendes qu'aurait encourues l'adjudicataire. Ainsi le principe de la responsabilité civile n'est pas tellement résolu qu'il n'y ait, comme vous le voyez, des exceptions (1). »

De cette discussion il résulte bien évidemment, qu'à l'exception des articles 28 et 46 du Code, qui étendent textuellement la responsabilité aux *amendes*, le principe que la commission a fait adopter par l'art. 206, malgré la vive résistance de l'administration, domine les différents cas de responsabilité prévus par le Code, et notamment celui dont parle l'article 82 ; car si cet article eût été adopté comme faisant exception à la règle générale, le commissaire du roi n'eût pas manqué de l'indiquer, de joindre cette exception à celles que renferment les articles 28 et 46.

Mais ces articles sont conçus en termes positifs : la responsabilité, on le répète, porte nommément sur *l'amende*, aussi-bien que sur les dommages-intérêts, tandis que l'article 82 ne parle point d'amende. Il n'y a donc aucun motif pour soustraire à l'application du principe général établi par l'art. 206, le cas prévu par l'article 82. Assujettir, en ce cas, à la responsabilité de l'amende un corps de commune, c'est punir, pour le fait d'autrui, celui qui, de tous les commettans, inspire le plus d'intérêt et mérite le plus de faveur ; interpréter ainsi la loi, c'est aller contre l'intention manifeste du législateur, c'est le mettre en contradiction avec lui-même.

Ainsi, malgré mon respect pour les décisions de la cour régulatrice, les arrêts du 24 septembre 1830, ne me

(1) Séance du 7 avril 1827.

paraissent pas devoir fermer toute discussion sur le point dont il s'agit.

445. Il me semble que, pour appliquer la responsabilité établie par l'article 82, il faut faire la distinction suivante :

S'il s'agit d'une commune *usagère* dans les forêts de l'Etat, elle est responsable du fait de l'entrepreneur de la coupe ; mais cette responsabilité doit se borner aux restitutions, dommages-intérêts et frais, d'après le prescrit de l'article 206.

Si, au contraire, il s'agit de l'entrepreneur de la coupe affouagère d'une commune dans ses propres bois, alors il ne peut y avoir lieu à garantie de la part de la commune.

En ce qui concerne les restitutions et dommages-intérêts, il serait comme on l'a déjà dit, absurde de condamner une commune propriétaire à se payer elle-même, à restituer ce qui lui appartient.

Quant à l'amende, indépendamment du principe établi par l'article 206, il est difficile de se faire à l'idée de faire supporter à cette commune la peine d'un délit dont elle est victime.

Et qu'on ne dise pas que l'article 112 du Code, ayant appliqué sans restriction, aux coupes affouagères des communes, l'article 82 relatif aux coupes délivrées aux usagers dans les forêts de l'Etat, le dernier paragraphe de cet article resterait sans application pour les communes propriétaires. On remarque plusieurs autres dispositions que l'article 112 applique également aux bois communaux et dont l'application intégrale à ces bois serait impraticable. On vient de faire observer une inadvertance semblable, sur l'article 71 relatif aux fossés des chemins. D'où proviennent ces erreurs ? C'est qu'au lieu de répéter, dans le titre relatif aux bois des com-



munés, les règles qui pouvaient réellement s'y appliquer, les auteurs du Code ont cru devoir, pour abréger, renvoyer aux articles concernant les usagers dans les forêts de l'Etat. Mais ce renvoi ne peut être entendu que *secundum subjectam materiam*, et pour celles des dispositions seulement qui, renfermées dans ces articles, sont conciliables avec le régime communal.

J'aurai occasion de renouveler plus d'une fois cette remarque au titre IV, en traitant du régime spécial des bois communaux.

## SECTION IV.

*De la compétence au sujet des difficultés relatives à l'exercice des droits d'usage dans les bois soumis au régime forestier.*

446. On a vu plus haut (1), qu'en déclarant réductible l'exercice des droits d'usage, suivant l'état et la possibilité des forêts, l'article 65 ajoute que, « en cas de » contestation sur cet objet, il y aura lieu à recours au » conseil de préfecture. »

C'est la commission de la chambre des députés qui a proposé cette mesure.

L'article 67 prononce le même recours pour ce qui concerne les coupes qui ne peuvent être livrées au pacage, sans avoir été préalablement déclarées défensables par l'administration forestière (2).

Ce moyen de recours a été adopté sur les observations de MM. de Fussy et Devaux.

« Si vous ne donnez pas, disait M. de Fussy, aux usa-

(1) N° 421, pag. 72.

(2) N° 423, pag. 75.

» gers un recours, en cas de contestation, il est évident  
» que vous laissez aux agens forestiers la faculté de leur  
» interdire l'exercice des droits de pâturage et de pa-  
» cage, puisqu'ils pourront, à leur gré, ne pas déclarer  
» les cantons défensables. Les agens forestiers sont des  
» hommes; ils peuvent quelquefois, par humeur, ne pas  
» vouloir déclarer des bois défensables lorsque réelle-  
» ment les bestiaux pourraient entrer dedans sans dom-  
» mage. Je crois que, pour rendre l'article plus complet,  
» il est nécessaire d'ajouter, que dans ce cas il y aura  
» recours au conseil de préfecture. »

« L'administration comme représentant le propriétaire,  
» disait M. Devaux, est *débitrice de la servitude d'usage*;  
» il est impossible de lui reconnaître la puissance d'être  
» maîtresse d'accorder ou de refuser l'exercice d'un  
» droit qui perd cette qualité, s'il dépend de la volonté  
» de l'administration. Le concours nécessaire du pro-  
» priétaire du droit, à une vérification de fait qui para-  
» lyse son droit, exige l'intervention d'un tiers, ou le  
» recours à une autorité intermédiaire qui décide sur  
» la contestation. Au surplus, on est fort quand on se  
» fonde sur l'expérience. Or, je connais des communes  
» qui, au moment où je parle, sont privées de leur pâ-  
» turage dans des bois âgés de plus de quinze ans, parce  
» que l'administration refuse de les déclarer défensables.  
» J'en pourrais citer d'autres où l'abus du pouvoir admi-  
» nistratif est porté bien plus loin, puisque des bois fu-  
» taies âgés de plus de cent ans, n'ont pas été déclarés  
» défensables. Les usagers ont été considérés comme en  
» délit par le seul fait de l'introduction de leurs bes-  
» tiaux. Ce que je dis ici n'a pas pour but de compro-  
» mettre la haute administration; je suis persuadé  
» qu'elle ignore toutes les vexations locales que ses su-  
» bordonnés parviennent même souvent à colorer du

» prétexte du bien public : mais elle les connaîtra mieux,  
 » si elles osent se reproduire, par le recours même que  
 » je sollicite, pour les usagers, au conseil de préfecture.  
 » C'est évidemment un contentieux qui lui appartient,  
 » puisque le contentieux existe toutes les fois que l'in-  
 » térêt de l'administration est en conflit avec l'intérêt  
 » privé (1). »

L'adoption de ces amendemens a éprouvé la plus vive résistance de la part de l'administration. Le directeur général des forêts, prétendant que cette mesure tendrait à faire passer la conservation des bois, dans les mains des conseils de préfecture, a beaucoup insisté pour que l'administration forestière conservât le pouvoir discrétionnaire que l'ancienne ordonnance avait attribué aux maîtrises.

Un pareil système ne pouvait être admis. Le raisonnement de M. le directeur général, n'était basé que sur l'erreur qui, avant la publication du nouveau Code, a souvent égaré l'administration, confondant les attributions purement administratives des agens forestiers actuels, avec la juridiction des anciens officiers des maîtrises.

Comme le fait remarquer M. Merlin, la déclaration de *défensabilité* des bois de l'Etat, de la part des grands maîtres, était un acte de juridiction proprement dit. Il était rare, sans doute, que l'exercice qu'ils faisaient de leur droit exclusif de déclarer les bois défensables, donnât lieu à des contestations ; mais enfin leur refus de déclarer défensable un canton de bois que les usagers prétendaient être dans le cas d'être déclaré tel, pouvait motiver de justes réclamations ; et les usagers avaient,

(1) Séance du 24 mars, *Moniteur*, supplément du lundi 26 mars 1827.

pour s'en plaindre, la voie d'appel aux tribunaux institués pour réformer les ordonnances de ces officiers (1).

M. Merlin soutenait en conséquence que, par l'abolition des maîtrises, la *défensabilité* des bois de l'Etat était retombée, de plein droit, dans le domaine des tribunaux ordinaires : il critique, avec amertume, l'avis du conseil-d'état du 16 frimaire an 14, qui attribuait à l'administration le droit de déterminer, dans chaque localité, le temps et l'âge où les bois seront défensables, sous le prétexte que les administrateurs généraux des forêts tiennent la place des grands-maîtres. « Il est impossible, » dit-il, de ne pas reconnaître que c'est par la plus » étrange des innovations, par une dérogation arbitraire » aux lois existantes, que, tout en paraissant se borner à » les interpréter, l'avis du conseil-d'état déclare l'admi- » nistration forestière seule compétente pour déclarer » les bois défensables. »

D'après ces observations, sur lesquelles j'ai cru devoir insister, parce qu'elles s'appliquent à toutes les difficultés que l'exercice des droits d'usage peut faire naître, comment eût-il été possible de priver les usagers de toute espèce de recours, dans le cas extrêmement rare sans doute, où ils auraient à se plaindre du règlement de l'administration forestière ?

En ce qui concerne la jouissance des habitants des communes, dans leurs propres bois, la compétence des conseils de préfecture ne peut être sujette à critique ; à l'autorité administrative appartient le pouvoir de régler le mode de jouissance des biens communaux.

Quant aux usagers dans les forêts de l'Etat, on a lieu de s'étonner que le tribunal administratif ait été investi de la connaissance des difficultés pouvant s'élever,

(1) *Répertoire*, v<sup>o</sup> *pâturage*, § 1, n<sup>o</sup> 20.



dans les cas prévus par les articles 65 et 67, qui tiennent bien réellement ici à l'exercice d'un droit de propriété.

Cette observation n'a point échappé au rapporteur de la chambre des pairs. « Il est évident; disait M. le comte » Roy, que la connaissance des contestations qui pour- » ront s'élever relativement à la possibilité ou à la dé- » fensabilité de la forêt, n'est attribué aux conseils de » préfecture que parce qu'on a considéré qu'il s'agissait » de questions de droit de propriété; mais alors il est » également évident qu'elle ne pouvait être renvoyée » que par-devant les tribunaux ordinaires. L'article 121, » relatif aux bois des particuliers, renvoie indistincte- » ment devant les tribunaux, les difficultés qui pourront » s'élever entre le propriétaire et l'usager. Les disposi- » tions du projet de loi ne sont donc pas en harmonie » entre elles; elles créent une juridiction spéciale pour » les droits d'usage qui peuvent appartenir aux usagers » dans les bois de l'Etat, et elles soumettent les questions » de propriété qui les intéressent, à des autorités admi- » nistratives, et en définitive au gouvernement qui est » leur contradicteur. »

La loi ayant passé, malgré ces observations, il ne s'agit plus que d'examiner comment il doit être procédé, en cas de recours devant le conseil de préfecture, contre le règlement des agens forestiers.

Nous verrons ensuite, si la compétence de ces conseils peut s'appliquer à d'autres dispositions analogues, au sujet desquelles le législateur n'a point parlé de recours.

**447.** I. Le conseil de préfecture n'est appelé qu'à la vérification d'un fait. La forêt présente-t-elle des ressources suffisantes, afin de pourvoir à tous les droits reconnus des usagers, ou du moins pour y satisfaire d'une

manière plus large que celle réglée par les agents forestiers? Voilà la seule question que le conseil de préfecture ait à examiner, en exécution de l'art. 65.

Mais si, dans une forêt dont la possibilité ne serait pas contestable, à raison de son étendue et de ses produits, l'administration venait à fixer les émolumens du droit d'une manière qui ne fût pas en rapport avec les titres et les besoins des usagers, alors ce serait aux tribunaux à déterminer la quantité qui devra leur être délivrée annuellement, sauf à réduire momentanément cette quantité, dans le cas où l'état de la forêt ne pourrait pas y suffire chaque année : la compétence du conseil de préfecture se bornant, encore une fois, à vérifier cette possibilité, et non point à statuer sur le droit.

C'est ce qui résulte d'un arrêt de la cour de Besançon, que j'ai déjà eu occasion de rappeler (1).

Les anciens souverains du comté de Bourgogne ayant accordé, dans une forêt considérable de leur domaine, des droits d'usage fort étendus, aux habitans de Champagne et d'autres communautés, ces droits furent réduits après la conquête de cette province, par un règlement du commissaire réformateur Maclot, à la date du 1<sup>er</sup> avril 1727, à la simple faculté de ramasser le bois sec et gisant, et de prendre les *queues*, *souches* et *rémanens*, lors des exploitations.

Les dispositions de ce règlement, quoique approuvées par l'ancien conseil du roi, furent changées, par un décret impérial du 15 avril 1806, concernant le bail des salines du Jura. Au lieu de la faculté (qui ne laissait pas d'être avantageuse) de prendre dans les exploitations annuelles, les *queues*, *souches* et *rémanens* des coupes d'une grande étendue, ce décret réduisait le droit des

(1) V. n° 119, tom. I<sup>er</sup>, pag. 157 et suiv. .

communes usagères à la délivrance annuelle d'une quantité fixe et déterminée de stères qui était loin de satisfaire aux besoins des habitans. Quoique non inséré au Bulletin des lois, ce décret n'en avait pas moins été exécuté, pendant plus de vingt ans, sans opposition.

Les choses étaient en cet état, lorsqu'en exécution du Code forestier, les communes s'étant pourvues contre le préfet du Jura, afin de faire reconnaître leurs droits, l'administration prétendit que ces droits ayant été fixés par le décret de 1806, elle ne pouvait être tenue qu'aux délivrances réglées par ce décret.

Mais par arrêt du 18 mai 1831, la cour considérant, entre autres motifs, « que, si, depuis le décret de 1806, » les communes ont été forcées de se contenter de la » distribution par stères, on ne peut voir dans ce fait » qu'un abus de la force, puisque aucune loi ni ordonnance n'a jamais aboli les droits qu'elles tenaient du » règlement, » a statué en ces termes :

« La cour, prononçant sur les appellations, tant principale qu'incidente, émendant, déclare que les communes intimées ont droit à tout le bois nécessaire à leur chauffage, à prendre dans les queues, souches et rémanens, et de ramasser les bois secs, morts et gisans par terre, à charge de payer chaque année les redvances fixées par le gouvernement. Et, dans le cas où d'après les nouveaux modes d'exploitation, les queues, souches et rémanens ne seraient plus suffisans pour le chauffage desdites communes, condamne le préfet du Jura et l'administration générale des domaines, en la qualité qu'ils agissent, à délivrer à ces communes tous les bois nécessaires à leur chauffage, en consultant toutefois la possibilité des forêts soumises à leur usage. »

Il en est du recours, que l'article 67 accorde aux usagers et aux communes, comme de celui relatif à l'état et à la possibilité des forêts. La compétence du conseil de préfecture se réduit toujours à l'examen d'un fait. L'exercice du pâturage serait-il dangereux dans tels et tels cantons pour la forêt; ou au contraire les rejets des coupes ne sont-ils pas d'une hauteur suffisante et dans un état capable d'être préservés de la dent du bétail? Voilà la seule question à examiner.

Mais si le paturage était interdit arbitrairement dans une forêt dont la *défensabilité* ne serait pas contestée, alors il y aurait atteinte portée à l'exercice du droit, et ce ne serait plus à l'autorité administrative, mais aux tribunaux, à statuer sur la réclamation des usagers.

448. En cas de recours contre le règlement de l'administration forestière, en vertu, soit de l'art. 65, soit de l'article 67 du Code, le conseil de préfecture ne pouvant statuer, en connaissance de cause, sans recourir à un avis d'experts, j'ai entendu soutenir que, dans ce cas, l'expertise ne devait être confiée qu'à des agens forestiers.

Cette prétention me paraît dénuée de fondement.

Sans doute les conseils de préfecture ne doivent pas admettre les réclamations des usagers ou des communes légèrement, et sans prendre égard aux renseignemens donnés par les agens forestiers, qui possèdent toutes les connaissances de la matière, et sont, en général, à l'abri de tout soupçon de partialité.

Mais si la requête des usagers est basée sur des faits présentant quelque apparence de fondement, alors il devient nécessaire de les vérifier; et le conseil de préfecture étant ici un véritable tribunal, il n'a pu entrer dans l'esprit de la loi de commander à la conscience du



juge, en lui prescrivant de ne placer sa confiance que dans des personnes de telle ou telle qualité.

De quoi s'agit-il d'ailleurs dans les contestations de ce genre? D'éclaircir les moyens que présentent réciproquement les usagers et l'administration, de contrôler par conséquent l'opération des agens forestiers. Et comme elle a dû être approuvée par le conservateur, il serait peut-être difficile de trouver, dans l'administration même, des hommes disposés à la critique d'un acte de leur chef:

Il me paraît donc extrêmement naturel que le conseil de préfecture s'adresse à des experts étrangers pour la vérification dont il s'agit.

Cette marche au surplus vient d'être approuvée par une ordonnance à la date du 11 octobre 1833.

Des contestations s'étant élevées entre la commune de Beuvry et les agens forestiers, le conseil de préfecture du Nord avait nommé des experts et fixé, d'après leur rapport, le mode d'exercice du droit d'usage de la commune. — Recours du ministre des finances pour incompétence et excès de pouvoir.

Mais le pourvoi a été rejeté par le motif, entre autres, « qu'aux termes de l'article 65 du Code forestier, en » cas de contestation sur la possibilité et l'état des forêts, » il y a lieu à recours au conseil de préfecture; que dès- » lors ce conseil n'a point excédé ses pouvoirs (1). »

449. En matière ordinaire, les arrêtés administratifs sont exécutoires tant qu'ils n'ont pas été réformés par l'autorité supérieure.

L'ordonnance réglementaire en a ici décidé autrement; L'article 117 déclare que le pourvoi contre les arrêtés rendus par les conseils de préfecture, en exécution des

(1) D., part. 3, pag. 19, de 1834.

articles 65 et 67 du Code forestier, *aura effet suspensif jusqu'à la décision par nous rendue en conseil-d'état.*

Cette disposition rendrait tout-à-fait illusoire le moyen de recours que la loi accorde aux usagers et aux communes, si, comme le décide la cour de cassation, le règlement de l'administration forestière n'est que temporaire et doit être renouvelé tous les ans. (V. n° 426.)

En effet, la plus grande partie de l'année serait nécessairement absorbée par les délais de l'instruction au conseil de préfecture, et par les longueurs du pourvoi de l'administration au conseil-d'état, pourvoi qui oblige l'usager ou la commune à constituer à Paris un avocat au conseil pour proposer ses moyens de défense.

Il est vrai qu'en cas de confirmation de l'arrêté, les usagers pourraient être fondés à réclamer des dommages-intérêts résultant du défaut de jouissance de leurs droits; et comme on l'a vu à la suite du chapitre IX, titre I<sup>er</sup>, n° 191, non-seulement le refus, mais le retard de la délivrance de ce qui est dû aux usagers donne lieu à des dommages-intérêts contre le gouvernement. La cour de cassation décide même que l'administration des forêts peut être condamnée à une indemnité, en cas de poursuites injustes qu'auraient intentées ses agens (1).

Mais il faudrait être doué d'une ténacité qu'il est rare de trouver dans des maires de campagne, pour se résoudre à subir deux procès, l'un administratif, l'autre judiciaire, au sujet d'une opération des agens forestiers, si surtout leur règlement ne doit subsister que pour une année.

450. II. Les attributions de l'administration forestière ne se bornent point à reconnaître la possibilité des forêts, et à déclarer si les coupes sont défensables.

(1) Arrêt du 7 janvier 1832. D., pag. 52.

On a vu dans les deux sections précédentes que l'article 68 chargeait cette administration de fixer, *d'après les droits des usagers*, le nombre des porcs et des bestiaux qui doivent être admis au pâturage et au panage.

L'article 71 veut aussi que les chemins par lesquels les bestiaux devront passer soient désignés *par les agents forestiers*.

Enfin, d'après l'article 79, c'est aux agents forestiers à faire la délivrance des bois qui sont dus aux usagers.

Pour l'exécution de ces articles, la loi ne parle pas de recours. Peut-on dire que, dans les cas extrêmement importants, que ces dispositions ont prévus, l'usager n'aura d'autres ressources que celle d'adresser des réclamations au directeur-général des forêts; que du moins c'est au conseil de préfecture (sauf l'appel au conseil-d'état) qu'il faut recourir, en suivant, par analogie, la marche tracée par les art. 65 et 67?

Pour résoudre cette question, il est nécessaire de rappeler que l'administration forestière n'a aucun pouvoir juridictionnel : régir et surveiller les forêts, dans l'intérêt de l'Etat et des communes, c'est à quoi se bornent les fonctions des agents et des chefs de cette administration. Si donc les actes qui leur sont confiés portent atteinte à l'exercice d'un droit, il n'est pas possible que l'usager ou la commune, dont l'intérêt serait froissé, puisse être privé de recours devant un tribunal quelconque.

Un autre principe également constant et qui domine toutes les questions de compétence, c'est que le conseil de préfecture n'est qu'un tribunal d'exception, et les attributions des tribunaux de ce genre, loin de pouvoir être étendues, demeurent restreintes aux cas expressément spécifiés par la loi.

Si donc le législateur a gardé le silence sur d'autres cas

même analogues, il est toujours censé s'en être rapporté au droit commun.

Cela prémis, reprenons chacune des dispositions qui viennent d'être rappelées.

451. D'abord en ce qui concerne la délivrance, sans laquelle il est défendu aux usagers de prendre les bois auxquels ils ont droit, si l'administration forestière refusait d'effectuer cette délivrance, il est bien certain que c'est aux tribunaux qu'il faudrait recourir, après sommation préalable, afin de faire décider que la délivrance sera effectuée dans un délai passé lequel, le jugement vaudra délivrance.

Telle est la marche à suivre pour forcer à la délivrance, dans toutes les forêts quelconques, le propriétaire ou ses agens, comme on l'expliquera au chapitre VII, sect. I, questions 2 et 3.

Le refus de l'administration ne pourrait être justifié qu'autant qu'il porterait sur la non possibilité de la forêt, cas extrêmement rare et qui est le seul que le conseil de préfecture soit appelé à vérifier.

452. Ce serait aussi aux tribunaux que les usagers devraient porter la réclamation qu'ils auraient à former sur l'exécution de l'art. 68, qui confie à l'administration forestière le soin de fixer le nombre des porcs et bestiaux à admettre au pâturage et au panage.

On prétendrait en vain qu'il existe une parfaite analogie entre cette fixation et la réduction des droits d'usage, suivant l'état et la possibilité de la forêt, que l'une de ces opérations n'est que la suite et la conséquence de l'autre; car il existe entre elles une grande différence. Pour opérer aux termes de l'art. 65, il n'y a qu'un simple fait à vérifier, celui de l'état de la forêt et des produits que comporte sa possibilité, tandis que, d'après l'art. 68, c'est *d'après les titres*, que le nombre



des animaux doit être fixé. Cette opération tient donc immédiatement au plus ou moins d'étendue que doit avoir la servitude de pâturage dans les bois d'autrui ; or, n'en est-il pas de la question de savoir quelle est l'étendue d'une servitude, comme de celle de savoir si une servitude existe ou n'existe pas ? Et si les tribunaux sont incontestablement compétens et seuls compétens pour connaître de la seconde, comment ne le seraient-ils pas également pour connaître de la première ?

C'est ainsi que le rapporteur éclairé de la chambre des pairs a envisagé la question. Après avoir fait sentir, comme on vient de le voir, l'inconvénient de soumettre au conseil de préfecture des contestations relatives à l'exercice de la propriété ; « c'est aussi, disait-il, l'administration forestière qui fixera le nombre des bêtes »  
 » tiaux qui, d'après les titres, devront être envoyés au  
 » pâturage ; et comme, à cet égard, l'article 68 ne dé-  
 » termine pas la juridiction qui, en cas de difficulté,  
 » devra en connaître, il faut bien penser que cette juri-  
 » diction (malgré l'analogie avec les deux autres cas)  
 » *devra être celle des tribunaux ordinaires*, seuls juges du  
 » droit de propriété, surtout lorsque l'article exprime  
 » formellement que la fixation sera faite *d'après les*  
 » *titres*. »

453. Quant à la désignation des chemins qui, d'après l'article 71, doit être faite par les agens forestiers, c'est également aux tribunaux que les usagers devraient recourir, sur le refus de cette désignation, ou dans le cas de l'extrême incommodité des chemins désignés.

« Quand on établit une servitude, dit l'art. 696 du  
 » Code civil, on est censé accorder tout ce qui est né-  
 » cessaire pour en user. — Ainsi la servitude de puiser  
 » de l'eau à la fontaine d'autrui emporte nécessairement

» le droit de passage (art. 696 du Code civil) (1). »

Cette disposition est applicable à la servitude de passage dans un bois, d'autant mieux que les parties défensables se trouvant fort souvent au centre de la forêt, il est nécessaire, pour y pénétrer, de traverser d'autres cantons non abandonnés au pâturage : le propriétaire est donc obligé de livrer passage sur sa propriété ; et si le passage doit être pris dans l'endroit le moins domma-geable, il faut, d'un autre côté, qu'il ne soit pas incom-mode pour l'usager. Ainsi, il ne peut dépendre du propriétaire, ou de l'administration qui le représente dans les forêts de l'Etat, de rendre illusoire la servitude, en formant à son exercice un obstacle presque insur-montable.

De toutes les attributions confiées à l'administration forestière, la désignation des chemins est celle dont l'exécution peut présenter le plus de difficultés ; et comment serait-il possible de refuser aux tribunaux la con-naissance de contestations qui tiennent essentiellement à l'exercice, on peut même dire au fond du droit ?

Cependant à la chambre des députés, la désignation des chemins semble n'avoir été considérée que comme un acte de simple administration, qui ne pouvait rien avoir de contentieux.

MM. Devaux et de Fussy avaient proposé chacun un amendement tendant à ce qu'en cas de contestation sur ce point, le débat fût renvoyé au conseil de préfecture.

« Il est arrivé, disait M. de Fussy, que pour aller à un » panage éloigné de dix minutes du chemin, les agents » forestiers ont indiqué un passage qui exigeait jusqu'à » une heure et demie de marche ; c'est évidemment » abuser de son droit. Quand un chemin sera ouvert et

(1) Loi 11, ff. *communis prædiorum*, lib. 8, tit. 4.

» qu'il sera le plus direct, je ne vois pas pourquoi on  
 » n'y passerait pas de préférence à un autre plus  
 » éloigné.

» Le principe, disait M. Devaux, qui vous a fait ad-  
 » mettre l'amendement à l'article 67, doit vous faire ac-  
 » cueillir celui que je propose à l'article 71. Pourquoi a-  
 » t-on renvoyé au conseil de préfecture les contestations  
 » sur les déclarations administratives que les bois sont  
 » ou non défensables ? Pour ne pas abandonner le droit  
 » d'usage au pouvoir discrétionnaire de l'administration.  
 » L'existence d'un droit est incompatible avec l'exi-  
 » stence d'un pouvoir qui peut en empêcher l'exercice,  
 » quand il lui plaît. Si l'administration a le pouvoir  
 » absolu de désigner les chemins pour l'exercice de l'u-  
 » sage, elle a la faculté d'annuler le droit, en indiquant  
 » des circuits tellement onéreux à l'usager, qu'il soit  
 » porté de renoncer à son droit plutôt que de se servir  
 » des chemins indiqués. Le débiteur de la servitude de  
 » pacage est par cela même débiteur du chemin néces-  
 » saire au pacage. En droit civil, le débiteur d'une ser-  
 » vitude ne peut rien faire au préjudice du créancier de  
 » la servitude. Le contentieux *administratif* existe toutes  
 » les fois qu'un intérêt administratif est en conflit avec  
 » un intérêt privé, et le contentieux administratif ap-  
 » partient aux conseils de préfecture. Il est impossible  
 » qu'un droit purement civil soit abandonné, sans garan-  
 » tie, aux abus possibles de l'administration. »

Prétendre, comme le faisaient ces orateurs, que la désignation des chemins indispensables à l'exercice d'une servitude rentre dans le contentieux administratif, c'est une erreur : leur opinion, au surplus, sur la nécessité d'un recours était parfaitement fondée.

Cependant les deux amendemens ont été rejetés sur les observations du commissaire du roi. Je dois pour être

exact, mettre sous les yeux du lecteur les raisons qui paraissent avoir déterminé ce rejet.

« Je conçois très bien, disait M. de Martignac, que  
» pour les dispositions importantes qui sont contenues  
» dans les art. 65 et 67, on ait cru utile d'établir un juge  
» entre les prétentions de l'administration forestière et  
» celles des usagers. Mais il me semble que, parvenue à  
» l'article 71, la chambre ne peut reconnaître un recours  
» sur des questions *qui appartiennent tout-à-fait à l'inté-*  
» *rieur de l'administration forestière.* D'après l'ordon-  
» nance de 1669, le troupeau doit être conduit par un  
» seul chemin désigné par les officiers forestiers, sans  
» qu'il soit possible d'en prendre un autre. Nous avons  
» conservé cette législation, en adoucissant beaucoup les  
» peines destinées à réprimer les contraventions. Il serait  
impossible de concevoir l'exercice de l'administration  
forestière, si l'on arrivait à ce résultat que, toutes les  
» fois qu'une discussion serait élevée par un usager sur  
» la route à traverser, il y aurait lieu à recourir devant  
» le conseil de préfecture, lequel entraîne nécessaire-  
» ment le recours devant le conseil-d'état; la mauvaise  
» volonté des usagers pourrait appeler nécessairement le  
» conseil-d'état à décider sur des questions de ce genre.  
» Je ne crois pas que la loi puisse consacrer une pareille  
» disposition. »

L'influence qu'a dû avoir le commissaire du roi dans la discussion du Code, n'a rien d'étonnant. M. de Martignac est un de ces hommes dont le caractère et les talens honorent la France; on ne saurait rendre trop de justice à sa mémoire. Mais ici peut-on concevoir que son raisonnement ait pu être regardé comme spécieux?

Quoi! c'est un acte *appartenant tout-à-fait à l'admini-*  
*stration intérieure*, que la désignation de chemins for-  
mant une partie intégrante, un accessoire indispensable



de la servitude ! Cette désignation peut-être faite de manière à rendre l'exercice du droit impraticable, et quand elle serait marquée au coin de l'arbitraire le plus injuste, il n'y aurait pas possibilité de recours !

Comme on le verra au chapitre VI, l'article 119 du Code donne aux particuliers, dans leurs propres bois, le même pouvoir que celui accordé par l'article 71 à l'administration, pour les forêts soumises au régime forestier. Qui oserait prétendre qu'il dépendra d'un propriétaire de rendre l'accès des parties défensables de sa forêt tellement difficile, que les usagers se verront forcés de ne pas y envoyer leur bétail au pâturage ? Qui oserait dire que, dans le cas même où ce propriétaire n'offrirait pour chemin que les détours d'un labyrinthe, toute réclamation sera interdite sous le prétexte que c'est là *un acte d'administration intérieure de la propriété* ? Il faudrait cependant pousser les choses à ce point, si l'on veut que les habitans soient obligés de souffrir, sans se plaindre, les chemins qui leur seront fixés dans les forêts de l'Etat et des communes, quelque incommode que puisse être cette fixation.

Aussi à la chambre des pairs, la question a-t-elle été envisagée, sous un tout autre point de vue, qu'à la chambre des députés.

Cette question tient de trop près à l'intérêt des communes usagères, pour ne pas mettre sous les yeux du lecteur la discussion qui eut lieu, sur ce point, dans la séance du 18 mai 1827.

« Un pair ( *M. le comte de Saint-Roman* ) obtient la parole : une réclamation relative à des intérêts privés dont il s'est chargé d'être l'interprète, lui fournit l'occasion de soumettre à la chambre quelques observations, qui s'appliqueront à l'art. 65 et aux articles suivans. On sait assez que l'exercice des droits d'usage a été, de tout

temps, une source féconde de difficultés et de procès, il faut nécessairement un juge à ces procès; et quant aux contestations qui s'élèvent entre particuliers, elles doivent évidemment être portées devant les tribunaux ordinaires; mais la juridiction ne paraît pas aussi bien déterminée relativement à celles qui naîtraient entre l'usager et l'Etat. L'article 65, il est vrai, attribue aux conseils de préfecture le droit de statuer sur les contestations relatives à l'état ou à la possibilité des forêts: l'article 67 établit le même recours pour les questions concernant la défensabilité.

» Mais on ne trouve aucune disposition semblable dans l'article 71; c'est précisément sur cet article que s'élève la difficulté dont le noble pair est chargé d'entretenir la chambre.

» Plusieurs propriétaires riverains d'une des principales forêts de l'Allier jouissaient, depuis un temps immémorial, d'un droit de glandée dans cette forêt. Sommés, en vertu des lois de la révolution, de produire leurs titres, ils avaient été maintenus dans leur possession, et depuis ils n'avaient essuyé aucun trouble, lorsqu'il y a environ *un ou deux ans*, une mesure prise par les agens de l'administration forestière, vint changer entièrement le mode d'exercice de leur droit. Jusqu'alors leurs bestiaux s'étaient rendus *par un chemin direct*, dans la partie de la forêt soumise à la glandée, et qui n'est éloignée des métairies que de quelques cent mètres. Mais la fourniture de cette route les oblige maintenant à entreprendre, pour aller à la glandée, *un véritable voyage qui commence au point du jour et finit à son déclin*. Par suite de cette mesure arbitraire, les usagers se trouvent véritablement frustrés de leurs droits; ils demandent devant quelle autorité ils devront porter légalement leurs plaintes. Déjà ils ont fait entendre quelques

réclamations : on leur répond que l'Etat est maître de sa propriété, et qu'il peut en user comme bon lui semble. Et s'ils font observer qu'il peut en être ainsi, lorsque la propriété n'est pas grevée de servitude, mais que toute servitude restreint essentiellement la liberté du propriétaire, on ajoute alors que l'intérêt particulier doit céder à l'intérêt général. Le noble pair est loin de contester les applications raisonnables de ce principe.

» Oui, sans doute, l'intérêt général doit l'emporter sur l'intérêt privé, lorsque l'existence de la société est compromise ( le noble pair en donne ici plusieurs exemples ). Mais hors ces cas, qui sont fort rares, la maxime que l'on invoque ici, n'est en réalité qu'une maxime révolutionnaire..... » A côté de ce principe, il en est un autre sur lequel repose l'existence des sociétés; c'est que les hommes sont faits pour vivre ensemble, et que les gouvernemens sont établis, pour faire respecter les droits de chacun et ses propriétés.

« Tel est sans doute le principe que l'administration a pris pour règle de sa conduite ; mais cependant il faut songer à l'esprit de fiscalité qui, par la nature des choses, est le vice des administrations constituées pour veiller au bien public : elles recueillent, avec soin, toutes les notions qui peuvent y avoir rapport ; elles donnent des avis aux propriétaires inhabiles ; mais des avis aux injonctions, il n'y a pas loin, et de ces injonctions au désir d'usurper sur la propriété, pour favoriser l'intérêt général, il n'y a qu'un seul pas.

» Il n'y a donc pas lieu de s'étonner, si les usagers ont pu concevoir quelque défiance. Après avoir examiné les dispositions du projet, il leur a paru résulter de son esprit, que le recours au conseil de préfecture devait leur être accordé. Le noble pair sollicite une explication à cet égard, de MM. les commissaires du roi.

» M. DE BOUTHILLIER, directeur des forêts, déclare qu'il n'a point connaissance du cas particulier qui a motivé la réclamation du noble pair. Si les usagers s'étaient adressés à l'administration, elle se serait empressée de faire cesser les motifs de plainte qu'ont pu occasionner ses agens inférieurs.

» Quant à la question générale, le commissaire du roi observe que l'article 71 ne fait que reproduire une disposition consacrée par l'ordonnance de 1669, qui disait, à l'article 6 du titre 19, que les chemins à suivre pour les bestiaux, pour se rendre au pâturage, seraient désignés par les officiers de la maîtrise, sauf le recours au grand-maître. Bien que le directeur général des forêts ne soit pas investi de toutes les attributions confiées au grand-maître, on a pensé que, dans le cas de l'article 71, le recours à l'administration supérieure était une garantie suffisante pour les usagers, et qu'il n'était point nécessaire d'ouvrir, sur un objet aussi simple, un pourvoi au conseil de préfecture, et de là au conseil-d'état.

» L'AUTEUR de l'observation (*M. le comte de Saint-Roman*), tout en rendant justice à la sollicitude paternelle de l'administration pour faire cesser les désordres et les abus de ses agens, observe néanmoins que, dans les cas prévus par l'art. 71, il peut se rencontrer telle hypothèse, où une commune entière serait intéressée à la conservation d'un chemin qui aurait été intercepté par les agens locaux. Il demande quel serait alors le moyen d'obtenir justice dans l'intérêt public, si une réclamation, faite à l'administration supérieure, demeurerait sans résultat. »

Cette discussion a été terminée par l'observation suivante de M. le comte Roy, rapporteur de la commission.



« Les droits de servitude, et particulièrement les droits d'usage dans les bois, doivent être exercés avec le moindre dommage possible pour la propriété asservie : ce qui ne veut pas dire, sans doute, que les droits des usagers doivent être sacrifiés aux intérêts des propriétaires, mais qu'ils doivent être conciliés de la manière la plus utile et la moins dommageable pour tous. On sent bien qu'il y aurait beaucoup de désordre, si les bestiaux pouvaient être conduits au pâturage par une multitude de chemins; c'est aussi dans l'intérêt des usagers, et pour qu'ils puissent jouir plus promptement de leurs droits, que les agens forestiers sont appelés à désigner les chemins par lesquels les bestiaux devront passer, pour aller au pâturage et au panage. Si les usagers étaient fondés à se plaindre de la désignation des chemins, ils pourraient s'adresser à l'administration supérieure, et *enfin* AUX TRIBUNAUX, *juges ordinaires, toutes les fois que la loi n'indique pas une juridiction d'exception* (1). »

Cette discussion, à la chambre des pairs, fait crouler toutes les inductions que l'on prétendrait faire ressortir, du rejet des amendemens qui avait été proposés à la chambre des députés. Chacun sait que, dans une assemblée délibérante, on ne sent pas toujours la portée d'une proposition dont le rejet ou l'adoption est souvent le résultat de la lassitude qu'entraîne la discussion d'une loi compliquée.

Ce qu'il y a de certain, c'est que la désignation des chemins étant un accessoire indispensable du droit, elle ne saurait être abandonnée à la discrétion absolue des agens forestiers ou du propriétaire, et que l'usager doit avoir un recours assuré contre tous les actes tendant à diminuer son droit ou à en gêner l'exercice.

(1) *Moniteur* du 21 mai 1827, n° 141, pag. 828 et 829.

Ce qui est certain aussi, c'est que les tribunaux ordinaires sont compétens pour statuer sur toutes les contestations, à moins d'une disposition formelle et spéciale, qui sortirait de leur juridiction la connaissance de certaines difficultés; et cette exception au droit commun ne saurait être puisée dans des inductions, elle ne peut résulter que du texte clair et précis de la loi.

Ainsi l'article 71, pour ce qui concerne les chemins, de même que les articles 68 et 79, relatifs à la délivrance du bois et à la fixation du nombre d'animaux à introduire au pâturage, ayant gardé le silence sur les difficultés qui pourraient s'élever dans l'exécution de ces articles, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de statuer sur ces difficultés. Leur analogie avec celles que peut faire naître l'application des articles 65 et 67 serait un mauvais prétexte pour en attribuer la connaissance aux conseils de préfecture.

454. Cependant il faut à cet égard faire une distinction entre les réglemens des agens forestiers relatifs aux bois communaux et les actes de la même administration concernant les usagers dans les forêts de l'Etat.

Ce n'est que dans ce dernier cas que la réclamation des usagers doit être portée devant les tribunaux.

En ce qui concerne les bois des communes, l'autorité administrative étant seule compétente pour régler le mode de jouissance des biens communaux, c'est au tribunal administratif, par conséquent, à statuer sur toutes les difficultés relatives à cette jouissance; et qui intéressent les habitans en général. Le pouvoir judiciaire n'est appelé à prononcer que sur les questions de propriété, lorsque le fond du droit communal est contesté, ou s'il s'agit d'une difficulté élevée entre un habitant et la commune refusant de faire participer ce particulier au produit des biens communaux.

Pour ce qui regarde les usagers, je dois faire observer, en terminant, que ce n'est point contre l'administration forestière que devrait être dirigé le recours devant les tribunaux, mais bien contre les fonctionnaires chargés de représenter l'État, la couronne, la commune ou l'établissement public à qui appartient la forêt grevée d'usage, et au sujet de laquelle serait intervenu le règlement de l'administration forestière. Les fonctions des agens forestiers se bornent à la surveillance des bois dont l'administration leur est confiée; la loi leur a seulement attribué le droit de poursuivre la réparation des délits qui s'y commettent. Quant aux actions civiles concernant les droits d'usage ou leur exercice, l'administration forestière est sans qualité pour agir ou défendre.

Ainsi la commune usagère dans une forêt de l'Etat, qui, dans les trois hypothèses que l'on vient de discuter et d'autres semblables, aurait à réclamer contre l'opération des agens forestiers, devrait, après avoir présenté un mémoire au préfet du département où est située la forêt, ajourner devant les tribunaux cet administrateur, lequel est chargé de défendre à toutes les actions qui intéressent le domaine de l'Etat.

## CHAPITRE IV.

De la délimitation et du bornage des bois et forêts soumis au régime forestier.

455. L'ORDONNANCE de 1669 avait prescrit l'abornement des forêts de l'Etat, ainsi que celui des bois appartenant aux communautés et autres gens de mainmorte, *en présence des riverains*, sans tracer aucune règle de délimitation, ce qui eût été inutile, la même loi attribuant, aux maîtrises, la connaissance spéciale de toutes les difficultés incidentes à leurs opérations.

La loi du 29 septembre 1791 prescrivit aussi la reconnaissance des limites des forêts de l'Etat et des communes. Et l'on trouve dans le recueil des *règlements forestiers*, publié par M. Baudrillard, plusieurs instructions traçant la marche à suivre pour les délimitations.

Mais ces instructions se ressentaient de la confusion de pouvoirs dont furent entachés la plupart des actes administratifs, depuis la suppression des officiers auxquels étaient confiées l'administration et la justice, en matière forestière.

En ce qui concerne particulièrement la séparation d'une forêt royale d'avec d'autres bois, l'ordonnance renfermait une disposition infiniment rigoureuse pour les propriétaires. « Tous les riverains, porte l'art. 4, tit. 27, » *possédant bois joignant nos forêts et buissons*, seront » tenus de les séparer des nôtres par des *fossés* ayant » quatre pieds de largeur et cinq pieds de profondeur, » qu'ils entretiendront en état, à peine de réunion. »



Un arrêté du directoire exécutif, du 19 pluviôse an 6, ordonnait que cette disposition fût exécutée à l'égard des forêts nationales ayant appartenu *aux ci-devant gens de mainmorte et aux émigrés*; et par suite de l'erreur que l'on vient de faire remarquer, relativement à la compétence en matière forestière, cet arrêté attribuait, aux administrations centrales, la connaissance des contestations.

Enfin l'administration avait élevé, dans un temps, la prétention d'appliquer aussi aux possesseurs de bois adjacens à des forêts communales, l'obligation imposée par l'article 4, titre 27 de l'ordonnance.

Le Code forestier ayant tracé, pour la délimitation des forêts, des règles qui bouleversent entièrement l'ancien système, nous n'avons plus à nous en occuper : et il serait inutile de reproduire les questions qu'à cet égard l'auteur avait soulevées et résolues avec sa précision ordinaire, dans la première édition de ce traité (1).

Le nouveau Code et l'ordonnance réglementaire renferment à ce sujet des dispositions fort étendues, et dont je me bornerai à donner l'analyse, s'agissant d'une matière qui s'éloigne un peu du titre de cet ouvrage.

Ces dispositions ne concernent point les bois des particuliers : mais elles ne s'appliquent pas seulement aux forêts de l'Etat, les bois de communes y sont également assujettis, ainsi que tous les autres soumis au régime forestier.

La loi nouvelle a prévu deux cas : celui d'une délimitation partielle, qui ne serait faite qu'avec un ou plusieurs riverains, et la délimitation générale de la forêt avec tous les bois et héritages qui l'entourent.

(1) Tom. 6, pag. 317 et suiv. de cette édition.

456. La délimitation partielle est on ne peut pas plus simple.

L'article 9 du Code porte que l'action *sera intentée* soit par l'Etat, soit par les propriétaires riverains, *dans les formes ordinaires*, c'est-à-dire devant les tribunaux.

Mais les articles 57 et 129 de l'ordonnance réglementaire exigent qu'avant d'introduire l'action en bornage de sa propriété avec une forêt, soit *domaniale*, soit *communale*, le propriétaire riverain présente un mémoire au préfet.

Ce préliminaire a pour objet d'éviter, au besoin, les frais d'une procédure judiciaire, qui peut être inutile, dans plusieurs circonstances.

En effet, quoique le bornage et la délimitation soient souvent pris dans le même sens, ce sont néanmoins deux opérations distinctes.

La délimitation sert à indiquer la ligne sur laquelle doivent être placées les bornes; tandis que le bornage proprement dit a pour objet de constater cette ligne d'une manière invariable.

Il ne doit donc y avoir lieu à la délimitation, que dans le cas où, les parties n'étant point d'accord sur les limites, il est besoin de les apprécier, d'après les titres ou la possession. Le bornage, au contraire, peut être requis, tant que la séparation des deux propriétés contiguës n'a pas été fixée contradictoirement entre les voisins, ou lorsque les bornes anciennement convenues ont disparu. Quelque claire et apparente que puisse être la ligne délimitative, quand bien même les deux héritages seraient séparés par un mur ou une haie, l'un des propriétaires n'en a pas moins le droit d'exiger une plantation de bornes (1).

(1) V. Dans le *Recueil de M. Dalloz*, pag. 176, de 1819, l'arrêt du 30 décembre 1818.

Ainsi, quand les parties conviennent de la ligne délimitative, l'opération se borne à un travail purement matériel.

C'est ce que prévoit l'article 58 de l'ordonnance. Si les parties sont d'accord sur l'objet de la délimitation, et qu'il ne s'agisse que de faire vaquer des experts pour le bornage, l'un est nommé par le propriétaire riverain, l'autre par le préfet, après avoir pris l'avis du conservateur des forêts et du directeur des domaines, s'il s'agit d'un bois de l'Etat, et celui du maire, s'il est question d'une forêt communale. Le bornage peut ainsi se terminer, *sine strepitu judicii*.

Mais il en est autrement, si les parties ne sont pas d'accord dès le principe, ou s'il s'élève, dans le cours de l'opération, des difficultés qui n'auraient pas été prévues; alors l'affaire doit être renvoyée aux tribunaux.

Cependant l'article 9 du Code décide que, dans ce cas, il sera sursis à statuer sur l'action intentée par l'un des riverains, si l'administration offre de faire droit à la demande, *dans les six mois*, en procédant à la délimitation générale de la forêt.

457. Pour arriver à la délimitation et au bornage d'une forêt, avec la généralité des héritages limitrophes, les formes sont beaucoup plus compliquées; voici en quoi elles consistent :

1° L'opération doit être annoncée *deux mois d'avance* par un arrêté publié et affiché *dans les communes limitrophes*, et de plus signifié à la personne ou au domicile des propriétaires riverains, ou à celui de leurs fermiers, gardes et agens. Ce n'est qu'après ce délai que l'administration forestière procède à la délimitation, en présence ou en l'absence des propriétaires riverains (art. 10 du Code.)

2° Le préfet nomme, pour l'Etat ou la commune, les

agens forestiers et les arpenteurs qui devront procéder à la délimitation, et indique le jour fixé pour le commencement des opérations et le point de départ (art. 59, ord. rég.).

Il n'est pas dit expressément que les riverains pourront nommer des experts, mais cela résulte du contexte de l'article attribuant au préfet le choix des experts qui doivent vaquer *dans l'intérêt de l'Etat ou de la commune, ainsi qu'il est prescrit par l'article précédent*; et d'après cet article relatif à la délimitation partielle, on vient de voir que chaque partie doit nommer son expert. Les riverains appelés à une délimitation générale peuvent donc nommer, chacun en ce qui concerne sa propriété, un ou plusieurs experts pour vaquer avec ceux de l'administration.

Mais à défaut par les riverains de paraître et de prendre part à l'opération, il doit être passé outre.

3° L'article 61 de l'ordonnance prescrit la forme du procès-verbal de délimitation. Il doit être divisé *en autant d'articles qu'il y aura de propriétaires riverains*: chacun de ces articles, clos *séparément*, est signé *par les parties intéressées*, et il sera fait mention de l'absence, ou du refus de ceux qui ne voudraient pas concourir à l'opération. Les réquisitions, dires et observations contradictoires doivent aussi être consignés au procès-verbal.

4° L'article 11 du Code veut que ce procès-verbal soit déposé au secrétariat *de la préfecture*, et par extrait au secrétariat de la sous-préfecture, en ce qui concerne *chaque arrondissement*, dépôt dont il doit être donné avis par un *arrêté du préfet publié et affiché dans les communes limitrophes*.

5° Les parties ont une année, à dater de cette publication, pour s'opposer au procès-verbal de délimitation.



Dans le même délai, le gouvernement déclare, s'il approuve ou s'il refuse d'homologuer l'opération, déclaration qui doit encore être publiée et affichée dans les communes limitrophes (art. 11 du Code, 62 et 65 de l'ordonnance).

6° Mais si, à l'expiration du délai d'une année, à partir de la publication du procès-verbal, il n'a été élevé aucune réclamation de la part des riverains, et si, dans le même délai, le gouvernement n'a pas déclaré son refus d'homologuer, alors l'opération est *définitive*.

Et dans le mois suivant, les agents de l'administration forestière sont tenus de procéder au bornage, en présence des parties intéressées ou elles dûment appelées, dans la même forme que celle qui vient d'être tracée pour la délimitation (art. 12 du Code).

La marche administrative que prescrivent les articles dont on vient de donner l'analyse, n'a rien, au surplus, qui puisse préjuger les questions de propriété.

L'article 13 du Code décide, au contraire, que, « en cas » de contestations élevées soit pendant les opérations, soit » par suite d'opposition formée par les riverains, en vertu » de l'article 11, elles seront portées par les parties intéressées, devant les tribunaux compétents, et il sera » sursis à l'abornement jusqu'après leur décision. »

Le même article veut qu'il y ait également recours devant les tribunaux, de la part des propriétaires riverains, dans le cas où les agents forestiers se refuseraient à procéder au bornage, dans le mois à partir de l'année expirée, après la publication du procès-verbal.

Et pour les difficultés élevées par les riverains au sujet de la délimitation générale, l'article 64 de l'ordonnance réglementaire exige aussi que les actions en justice soient précédées d'un mémoire adressé au préfet.

Telles sont, en résumé, les formalités prescrites par le Code forestier et l'ordonnance pour parvenir à la délimitation générale d'une forêt soumise au régime forestier.

Simplifier l'instruction de ces sortes d'affaires, tel est le but que l'on a cru atteint sans doute; mais la marche tracée par le Code et l'ordonnance réglementaire est éloignée de ce but, il faut en convenir; il serait difficile d'y reconnaître le *faire* d'un habile praticien.

A quoi peut aboutir ici une opération administrative environnée de tant de formalités? A prolonger les débats, à entraver la délimitation, et rien de plus.

Il serait difficile qu'une masse de propriétaires appelés à y concourir pût convenir des limites avec l'administration. Les experts étant choisis parmi les agens forestiers, c'est comme si l'opération était confiée à la partie elle-même, car le zèle des administrateurs pour les intérêts qu'ils sont chargés de soutenir peut les entraîner au-delà des bornes de l'impartialité, et l'on a vu souvent élever pour l'Etat et les communes des contestations aussi minutieuses que peu fondées.

L'instruction administrative, qui devra éprouver des longueurs infinies, à raison des débats sans nombre qui y seront élevés, n'est au surplus qu'une tentative de conciliation sur les limites : toutes les difficultés devant être soumises à la justice, les tribunaux ne pourront statuer en connaissance de cause, sans nommer eux-mêmes des experts pour l'application des titres; et chaque riverain ayant le droit de saisir, par une action particulière, le juge de la situation, soit pendant le cours des opérations (cas auquel il doit y être sursis) soit dans l'année qui suivra la publication du procès-verbal, l'affaire peut ainsi devenir interminable.

Que sera-ce, si le gouvernement refuse d'homologuer le procès-verbal? Alors seront en pure perte les frais multipliés qu'aura occasionnés la délimitation déjà inutile pour ceux qui auront fait accueillir leur demande par les tribunaux.

Mieux eût valu que la loi ordonnât de commencer par où il deviendra indispensable de finir. Portée directement en justice ordinaire, la délimitation générale eût été opérée à vue d'un rapport d'experts désignés par les tribunaux, et toutes les difficultés se trouvant ainsi décidées par un seul et même jugement, c'est alors que l'opération matérielle du bornage eût pu être renvoyée à l'administration.

Il ne faut pas moins rendre aux auteurs du Code cette justice que, loin d'avoir entendu porter la moindre atteinte au droit de propriété, leur intention manifeste a été de ne léser aucun intérêt; les parties trouveront une garantie puissante dans le recours aux tribunaux ordinaires, pour toutes les difficultés qui peuvent surgir, au sujet de la délimitation.

458. Venons à la disposition la plus essentielle, et qui termine la section 1, titre 3, du nouveau Code, sur les délimitations.

#### ARTICLE 14.

« Lorsque la séparation ou délimitation sera effectuée par un simple bornage, elle sera faite à frais communs.

» Lorsqu'elle sera effectuée par des fossés de clôture, ils seront exécutés aux frais de la partie requérante, et pris en entier sur son terrain. »

Pour faire sentir l'importance de cette disposition, il est bon de prémettre, qu'à l'égard des fossés délimitatifs, le premier projet du Code tendait à maintenir ce qu'avait prescrit l'ordonnance des eaux et forêts.

Le projet rectifié par le comité de révision; et présenté aux autorités, décidait déjà que le fossé délimitatif serait établi en entier sur le terrain de celui qui requerrait ce mode de délimitation; mais on avait ajouté la restriction suivante : *Dans le cas où les fossés dégraderaient les arbres de lisière, l'administration pourra s'opposer à ce genre de clôture*, addition qui avait pour but de rendre inapplicable, aux propriétaires riverains des forêts de l'Etat et des communes, le § 3 de l'art. 672 du Code civil.

Cette disposition fut un des objets de la critique à laquelle je crus devoir m'élever, sur plusieurs articles du projet, dans un petit ouvrage qui fut imprimé et distribué aux chambres, lors de la discussion.

« Le fossé, disais-je, est le genre de bornage qui convient le mieux, soit à la forêt pour la garantir de l'invasion du bétail, soit à la propriété voisine pour empêcher le bois de gagner sur le plain. — Pourquoi, d'après cela, l'administration forestière aurait-elle le droit de s'opposer à une clôture de ce genre? C'est sans doute dans la crainte que le creusage du fossé ne nuise à quelques racines. »

» Mais l'article 672 du Code civil accorde à tout voisin la faculté de couper *lui-même* celles qui avancent sur son héritage; et à moins d'expropriation du terrain, pour cause d'utilité publique, moyennant une juste et préalable indemnité, le droit du propriétaire ne saurait être paralysé, parce que son terrain joint une forêt soumise au régime forestier, et que le fossé établi pour la clôture pourra endommager quelques racines qui



portent le plus grand préjudice à sa propriété (1). »

La commission de la chambre des députés sentit toute la portée du paragraphe intercalé dans l'article 14, au sujet des fossés de délimitation : elle proposa de supprimer ce paragraphe comme étant contraire au droit commun qui, sur ce point, devait régir les forêts de l'Etat et des communes aussi-bien que les propriétés particulières (2).

Cet amendement a été adopté, malgré la résistance de l'administration qui ne dissimula point son véritable but, celui de soustraire les arbres des forêts soumises au régime forestier, à l'application de l'article 672 du Code civil (3). Et l'on verra dans un autre chapitre, l'administration tenter aussi, mais en vain, de faire consacrer une exception au même article 672, pour ce qui concerne l'élagage des arbres des forêts.

Ainsi le propriétaire d'un bois ou de tout autre héritage joignant une forêt de l'Etat ou des communes, ne peut être assujetti à séparer sa propriété, autrement que par de simples bornes : le bornage, au moyen de fossés, est purement facultatif. Si l'administration et le propriétaire sont d'accord pour borner ainsi, alors il est bien certain que le fossé devra être pris par moitié sur chacune des deux propriétés contiguës ; et les frais en seront supportés en commun. Mais si l'administration veut borner de cette manière, sans que le propriétaire riverain le juge convenable, et *vice versâ*, ce sera à la partie qui requerra ce mode d'abornement, à établir le fossé à ses frais et sur son propre terrain.

459. Ici se présente une question transitoire.

(1) *Observations* sur le projet du Code forestier, pag. 51.

(2) Rapport de M. Favard de Langlade.

(3) Séance du 20 mai 1827.

Que deviendront les fossés de séparation établis sous l'empire de l'ordonnance entre une forêt domaniale et le bois d'un particulier? L'Etat ou l'adjudicataire, en cas de vente de la forêt, conservera-t-il le fossé ainsi établi, et le propriétaire voisin demeure-t-il obligé de tenir ce fossé en état, ainsi que le prescrivait la loi ancienne?

La solution de cette question doit être puisée dans l'article 218 du nouveau Code, qui, abrogeant *pour l'avenir* toutes les lois antérieures, conserve néanmoins *les droits acquis*, lesquels *devront être jugés d'après les anciennes lois et ordonnances*.

La confection du fossé étant une servitude établie pour l'avantage de la forêt de l'Etat, sous l'empire de la loi ancienne, il est bien certain que cette servitude doit subsister, d'après le second paragraphe de l'article 218 du nouveau Code, qui en cela n'a fait que suivre le principe de droit commun que consacre l'art. 2 du Code civil.

La question de savoir si le propriétaire du bois limitrophe demeurera obligé désormais à tenir le fossé en état, c'est-à-dire à le curer à ses frais, paraît plus difficile : je crois néanmoins le riverain exempt de toutes charges à l'avenir ; et voici mes motifs :

De la disposition de l'article 4, titre 27, de l'ordonnance, résultaient deux obligations bien distinctes, l'une réelle, l'autre personnelle.

Quant à la servitude réelle, il n'y a pas de doute qu'elle ne doive être maintenue, d'après les raisons qui viennent d'être expliquées.

Il en est autrement de l'obligation personnelle, laquelle consiste non dans une charge accomplie sous l'empire de la loi ancienne, mais dans un fait qui, devant se renouveler continuellement, se passerait sous la

loi nouvelle, et doit par conséquent être réglé par cette loi (1).

Or, le Code ayant abrogé *pour l'avenir* les lois antérieures, a fait cesser, par-là même, toutes les obligations que ces lois avaient imposées ; il n'y a d'exception que pour les droits acquis, pour les faits entièrement consommés.

Si l'on décidait que le propriétaire riverain demeure tenu de l'obligation que lui avait imposée l'ordonnance, de curer le fossé séparatif, à *peine de réunion*, il faudrait aller jusqu'à dire que cette peine doit encore être appliquée ! Conséquence qui serait absurde.

On croit même que, si l'administration ne jugeait pas à propos d'entretenir le fossé séparatif, si surtout la forêt venait à être délimitée d'une autre manière, le riverain, dans ce cas, serait autorisé à disposer du terrain qui lui avait été pris pour le fossé.

460. Mais a-t-il dû fournir, sur son terrain, la totalité ou seulement la moitié de l'emplacement du fossé ? C'est ici le cas de placer ce qu'a écrit, sur cette question, l'auteur de ce traité, en commentant l'article 4, tit. 27, de l'ordonnance des eaux et forêts

« Jousse, dit-il, en son commentaire sur cet article, » enseigne que l'espace occupé par le fossé doit être totalement pris sur le terrain du particulier, et même » que les terres en doivent être rejetées du côté du bois » du roi, et que c'est par cette raison qu'il est tenu de » l'entretenir.

» Mais cette doctrine est évidemment erronée, et le » raisonnement de cet auteur manque tout-à-fait de justesse ; car c'est ajouter à la loi une disposition qu'elle

(1) V. les principes développés par M. Meilin, dans ses *Additions au Répertoire*, v<sup>o</sup> *effet rétroactif*.

» ne porte pas ; et comme en matière de servitude , tout  
» doit être interprété en faveur de la liberté, il faut dire  
» au contraire que, du moment que le particulier n'a pas  
» été expressément chargé de fournir le terrain du fossé,  
» il doit être, comme séparation commune, pris autant  
» sur le fonds de l'Etat que sur le sien, et que les terres  
en doivent être également rejetées des deux côtés ,  
» parce que telles sont les règles du droit commun qui  
» doivent l'emporter, par tout où il n'y a pas de privi-  
» lège positivement établi.

» Aussi, par l'article 16 d'une instruction du ministre  
» des finances du 19 septembre 1811, il a été décidé  
» que les fossés dont il s'agit devaient être établis par  
» moitié de chaque côté de la ligne de fond. Cela est  
» plus juste que l'opinion de Jousse ; car c'est bien assez  
» d'imposer au particulier le devoir de faire et entrete-  
» nir les fossés, sans l'obliger à en fournir encore tout  
» le terrain.

» Il suit de là que les ronces et épines, ou autres bois  
» qui peuvent croître, depuis la ligne du fond dans le  
fossé ou sur ses bords, du côté du particulier, doivent  
lui appartenir, comme étant le produit de son terrain ;  
» et que, par la même raison , les plantes qui peuvent  
» naître de l'autre côté, doivent appartenir à l'Etat. »

De ces réflexions infiniment justes , il résulte que dans  
le cas où le fossé abandonné par l'administration ne  
servirait plus de limites, le propriétaire riverain ne pour-  
rait disposer que de la moitié de son emplacement.

461. Je crois devoir terminer ce chapitre, par  
quelques observations sur les frais de la délimitation.  
Dans le siècle où nous vivons, les frais sont un objet  
essentiel ; c'est quelquefois la partie la plus importante  
du litige.

En ce qui concerne le bornage, l'article 646 du Code



civil décide qu'il doit être opéré à *frais communs* ; et l'article 14 du Code forestier statuant que, si la délimitation est effectuée par un *simple bornage*, elle sera faite à *frais communs*, est en harmonie avec le droit civil.

Mais il ne faut pas perdre de vue la distinction qui vient d'être établie entre le bornage proprement dit et la délimitation, laquelle exige une vérification des lieux, un procès-verbal d'experts et souvent un plan, pour constater l'application des titres. Il en doit être des frais de cette opération préliminaire au bornage, comme de ceux auxquels entraînent toutes les autres difficultés ; ces frais sont à la charge d'une seule partie, celle qui a contesté mal à propos, ou doivent être répartis suivant les torts respectifs.

Cependant l'article 66 de l'ordonnance réglementaire paraît avoir confondu ces deux objets, en décidant que *les frais de DÉLIMITATION et de BORNAGE seront établis par articles séparés, pour chaque propriétaire riverain, et devront être supportés EN COMMUN entre l'administration et lui. L'état en doit être dressé par le conservateur des forêts ; il est visé par le préfet et remis au directeur des domaines, pour en poursuivre le recouvrement par voie de contrainte, sauf toutefois l'opposition sur laquelle il sera statué par les tribunaux.*

Confier à l'agent de l'une des parties la fixation des frais que doit supporter l'autre, cela n'est guère conforme à ce qui se pratique en justice ordinaire. Je suis assurément fort éloigné de vouloir suspecter, de partialité, des fonctionnaires aussi dignes de confiance que les chefs de l'administration forestière ; mais la disposition n'est pas moins fort extraordinaire.

Voyons donc dans quel cas elle peut être appliquée, et s'il n'y a pas moyen d'éviter les frais considérables

qui seront la suite nécessaire de l'opération administrative.

S'il s'agit d'une délimitation partielle, du simple bornage opéré administrativement, quand il ne s'élève aucune constation sur les limites, il est juste que le prix de la main-d'œuvre, des bornes, et les frais de vacation des experts employés à les placer, soient supportés en commun.

Si, au contraire, les parties ne sont pas d'accord sur les limites, la délimitation, qui, en ce cas, doit précéder le bornage, devant être portée en justice, l'administration n'a pas à en fixer les frais; c'est le tribunal qui devra les régler, et y condamner la partie en tort, ou répartir ces frais, suivant les torts respectifs.

En ce qui concerne la délimitation générale, il en doit être de même, puisque l'affaire est renvoyée aux tribunaux, dès l'instant qu'il s'élève une contestation sur les limites. Si la prétention élevée au nom de l'Etat ou de la commune est rejetée par la justice, alors la délimitation administrative étant inutile, et devant être déclarée non avenue, comment pourrait-on contraindre le propriétaire riverain à en supporter les frais?

Je ne vois donc qu'un seul cas auquel l'article 66 de l'ordonnance puisse être réellement applicable : c'est celui où le propriétaire serait convenu avec l'administration de la ligne délimitative, dans le cours de l'opération, ou dans l'année de la publication du procès-verbal auquel il n'aurait pas pris part.

Mais personne ne pouvant être forcé à entrer dans une contestation administrative ou judiciaire, le propriétaire riverain de la forêt qu'il s'agit de délimiter, doit avoir un moyen d'échapper aux frais de cette délimitation, que le Code forestier distingue du bornage, l'une et l'autre de ces opérations étant, comme on vient

de le voir, assujettie à des formes différentes. Si la limite est certaine, qu'aucune des parties ne puisse la contester raisonnablement, à quoi peut aboutir le fracas d'une instruction administrative pour constater l'évidence? Pourquoi ne serait-il pas possible de mettre la partie adverse en tort, au moyen d'une offre préalable?

Il me semble donc que, pour ne contribuer qu'aux frais de bornage et ne supporter aucuns des frais considérables que, la délimitation administrative ne peut manquer d'entraîner, une voie facile est ouverte au possesseur paisible appelé à la délimitation, et dont la propriété ne présente aucune incertitude relativement aux limites. Ce serait de présenter au préfet un mémoire qu'on lui ferait signifier au besoin, dans lequel il serait déclaré que, le propriétaire riverain entend que les bornes soient posées conformément à sa possession actuelle, ou sur telle autre ligne bien précise et clairement déterminée; protestant en conséquence de l'inutilité de tous les frais de délimitation en ce qui concerne la propriété dont il s'agit, et de faire condamner par les tribunaux l'Etat ou la commune, en cas de contestation de la ligne indiquée.

Si l'administration reconnaît la justesse de cette ligne (et il existe une foule de circonstances où il en doit être ainsi), alors il suffit de borner; le riverain ne pourra être tenu aux frais d'une délimitation qui, en ce qui le concerne, est parfaitement inutile.

Si, au contraire, l'administration conteste, l'affaire, en ce cas, étant portée devant les tribunaux, le propriétaire dont la demande sera trouvée juste ne sera certainement passible d'aucuns frais.

Il peut même se rencontrer plusieurs cas, où il serait de l'avantage du riverain de s'en rapporter à la ligne

délimitative que l'administration jugera convenable d'adopter. Possédant, par exemple, sur la lisière de la forêt, une friche ou un champ de peu de valeur, peu m'importe de perdre ou de gagner quelques pieds de plus ou de moins. Qu'en ce cas, l'on me force à contribuer à une plantation de bornes, rien de plus légitime. Mais disposé à toute espèce de sacrifices pour obtenir la paix, je me sou mets d'avance à tout ce qui peut convenir à mon voisin. Pourquoi serais-je obligé d'intervenir dans les débats d'une délimitation générale? Comment, malgré mes soumissions expresses adressées d'avance au préfet, pourrais-je être salué d'une contrainte, afin de payer une partie des frais considérables qui doivent être le résultat de l'opération extraordinaire que le Code a prescrite?



---

## CHAPITRE V.

Des servitudes imposées aux propriétés particulières pour la police et conservation des bois soumis au régime forestier.

462. LES dispositions qui viennent d'être traitées, relativement au bornage, n'ont rien de contraire au droit commun.

Il n'en est pas de même des règles qui vont être développées.

Ici le législateur a cru nécessaire de restreindre l'exercice de la propriété particulière, afin d'assurer la police et de pourvoir à la conservation de certaines forêts.

Les servitudes qu'avait imposées, à cet égard, l'ordonnance de 1669 étaient au nombre de cinq.

1° L'article 4, titre 27, obligeait, comme on l'a vu, les possesseurs de bois joignant une forêt royale d'établir des fossés séparatifs, et de les tenir en état, à peine de réunion.

2° L'article 6 du même titre défendait à toutes personnes de planter bois à *cent perches de distance*, sans permission expresse.

3° L'article 12 défendait aussi de *faire de la chaux* à la même distance de cent perches.

4° Les articles 17 et 18 prohibaient la construction d'*aucuns châteaux, fermes et maisons à demi-lieue* des forêts royales. Les *maisons sur perches* étaient même prohibées dans un rayon de distance de *deux lieues*.

5° L'article 23 défendait aux *cercliers, vanniers, sabotiers, et autres de parcille condition*, de tenir ateliers dans la distance d'une demi-lieue desdites forêts.

Des réglemens postérieurs avaient établi d'autres pro-

hibitions, mais pour quelques localités seulement. Par exemple, un arrêt du conseil du 28 janvier 1750 et un autre du 22 mars 1788, rendus pour les Pyrénées, défendaient l'établissement de toute usine à scier le bois, à la distance d'une demi-lieue des forêts domaniales, sous peine de 1000 fr. d'amende, de démolition et de confiscation des matériaux. Et, en cas d'autorisation d'une usine de ce genre, elle était assujettie à une police sévère.

Ces dispositions étaient infiniment rigoureuses; aussi la plupart étaient-elles tombées en désuétude.

On vient de voir, au chapitre précédent, que l'obligation sévère qu'imposait l'ordonnance au possesseur d'un bois joignant une forêt de l'Etat n'existe plus; le riverain ne peut être tenu qu'à contribuer aux frais qu'exige la plantation de simples bornes. Si l'administration juge convenable de délimiter, au moyen de fossés, c'est à elle à en faire les frais, et le fossé doit être pris en entier sur la forêt.

La défense de faire des plantations de bois à moins d'une distance de plus de deux cent perches d'une forêt de l'Etat est également abrogée.

Quant aux autres servitudes négatives, les auteurs du Code ont cru devoir les renouveler, mais avec des modifications. Et la loi nouvelle a étendu à toutes les forêts soumises au régime forestier, par conséquent aux bois communaux, ces mesures de conservation que l'ordonnance avait restreintes aux forêts de l'Etat beaucoup moins étendues alors qu'elles ne le sont aujourd'hui.

Il serait donc inutile de reproduire la discussion à laquelle s'était livré l'auteur, d'après les anciens réglemens (1); il suffit d'en avoir rappelé les dispositions.

(1) Première édition, tom. 6, pag. 330 et suiv.

Venons au commentaire des nouvelles règles tracées, à ce sujet, par les art. 151 et suivans du Code forestier, sous le titre de : *Dispositions de police applicables aux bois et forêts soumis au régime forestier.*

## ARTICLE 151.

**463.** « *Aucun four à chaux ou à plâtre, soit temporaire, soit permanent, aucune briqueterie et tuilerie, ne pourront être établis dans l'intérieur, et à moins d'un kilomètre des forêts sans l'autorisation du gouvernement, à peine d'une amende de 100 à 500 fr., et de démolition des établissemens.* »

Quel a été le motif de cette disposition ? Est-ce pour éloigner l'action du feu et l'incendie de la forêt ? Non : autrement, la prohibition eût porté sur les fourneaux à mine, les feux de forge, etc. ; tandis qu'elle ne s'applique qu'aux fours à chaux ou à plâtre, aux tuileries et briqueteries. Le législateur a cru, sans doute, que le voisinage d'établissemens de cette nature pouvait occasionner le maraudage du combustible nécessaire à leur alimentation, crainte chimérique, à ce qu'il me paraît, et qui n'était pas suffisante pour paralyser le genre d'industrie sur lequel frappe la défense de la loi. La fréquence des incendies, dont les habitans des campagnes sont victimes, provient surtout de ce que les bâtimens sont construits en partie et couverts le plus souvent en bois ou en chaume ; il est donc d'un intérêt général de multiplier, le plus possible, tout ce qui peut contribuer à prévenir d'aussi affreux ravages ; et les ateliers, propres à la confection de la chaux et de la tuile, méritaient par cela même plus de faveur.

Quoi qu'il en soit, la loi existe; elle doit être exécutée; mais comme il s'agit d'une disposition rigoureuse qui, par cela même, doit être plutôt restreinte qu'étendue, il faut préciser, dans quels cas elle doit recevoir son application.

464. La seule question qui puisse présenter quelques doutes à cet égard, c'est de savoir si, par ces expressions, *aucun four à chaux soit TEMPORAIRE, soit PERMANENT*, l'article 151 a entendu proscrire non-seulement les ateliers à demeure, mais la simple fosse qu'un propriétaire fait creuser *instantanément*, afin de se procurer la chaux nécessaire à des constructions.

Ceux qui, pour l'interprétation de la loi, ne s'attachent qu'aux mots, sans en rechercher le sens, sans en examiner les rapports, ne manqueront pas de dire : Les termes *soit temporaire, soit permanent*, sont génériques et embrassent toute espèce de fours à chaux.

Cependant il est clair que la loi n'a eu ni pu avoir en vue que de véritables établissemens : quant aux fours à chaux, elle a bien entendu proscrire les ateliers qui ne travaillent qu'une partie de l'année, de même que ceux qui roulent continuellement, mais non le four à chaux que pratique un propriétaire qui n'en fait pas commerce. Le four à chaux de ce genre ne peut être considéré comme un établissement : il n'est ni *temporaire*, ni *permanent*, mais *instantané* ; la prohibition ne saurait donc l'atteindre.

Cette interprétation sort des termes mêmes du Code et de l'ordonnance d'exécution, comparés avec les décrets et ordonnances concernant les ateliers et manufactures qui ne peuvent être établis sans autorisation.

Pour saisir le véritable sens de l'article 151, il faut observer d'abord que l'ordonnance de 1669 défendait, en général, de *faire de la chaux* à cent perches de dis-



tance des forêts royales; et si les auteurs du Code eussent entendu renouveler cette défense générale, ils se seraient servis des mêmes expressions, au lieu de parler de *four à chaux soit temporaire, soit permanent*.

Aussi, à la peine de l'amende, la loi ajoute-t-elle la *démolition des établissemens*; voilà bien la preuve qu'elle n'a entendu parler que des véritables ateliers construits à demeure et non des simples fosses à chaux dont on vient de parler, qui ne sont pas des établissemens susceptibles de démolition.

Mais ce qui lève tous les doutes, c'est l'article 177 de l'ordonnance réglementaire.

« Les *établissemens* et constructions mentionnés dans  
 » les art. 151, 152, 153, 154 et 155 du Code forestier  
 » ne pourront être autorisés que par nos ordonnances  
 » spéciales. Lorsqu'il s'agira des *fours à chaux ou à plâtre*,  
 » des briqueteries et tuileries, il sera d'abord statué par  
 » nous, sur la demande d'autorisation, *sans préjudice des*  
 » *droits des tiers et des oppositions qui pourraient s'élever*.  
 » Il sera ensuite procédé, *suivant les formes prescrites*  
 » *par le décret du 15 octobre 1810, et par nos ordonnances*  
 » *des 14 janvier 1815 et 29 juillet 1818.* »

Le premier paragraphe de cet article ne parle toujours que d'*établissemens et constructions*, termes qui, encore, une fois, ne sauraient s'appliquer à un four à chaux établi, pour une fois seulement. Conçoit-on, d'ailleurs, que pour brûler les fagots qui proviennent de ses coupes, un propriétaire ait besoin d'une autorisation *spéciale*? Interpréter ainsi la loi, ce serait lui prêter un ridicule!

Le second paragraphe de l'article 177 est plus positif. encore. Indépendamment de l'ordonnance spéciale, à obtenir, pour les *fours à chaux*, de même que pour les briqueteries et tuileries, il faut procéder ensuite, suivant les formes auxquelles sont assujettis ces sortes d'éta-

blissemens, lorsqu'il n'est pas question de les construire au voisinage des forêts. L'article 151 du Code ne s'applique donc qu'aux fours à chaux dont il est question dans les réglemens auxquels renvoie l'ordonnance.

Or, il suffit de jeter les yeux sur ces réglemens, pour être convaincu qu'ils ne s'appliquent qu'à des ateliers à demeure.

L'objet de ces réglemens a été de parer, autant que possible, aux inconvéniens que présente l'établissement des manufactures et ateliers dont le voisinage est incommodé et même insalubre. Ces établissemens sont divisés en trois classes.

Pour la formation des manufactures ou ateliers de première classe (ceux dont l'insalubrité est constante), une ordonnance royale est indispensable.

Ceux de seconde classe, dont le voisinage n'est qu'incommodé peuvent être autorisés par le préfet.

Quant aux établissemens de troisième classe, qui ne présentent que peu ou point d'incommodité, l'autorisation du sous-préfet est suffisante.

Le décret du 15 octobre 1810 est le premier règlement qui soit intervenu à cet égard; et dans le tableau annexé à ce décret, pour classer les établissemens qui ont besoin d'autorisation, les *fours à chaux et à plâtre* se trouvaient rangés dans la première classe. Les termes du décret sont encore plus génériques que ceux employés dans l'article 151 du Code forestier, il en résultait qu'aucun four à chaux ou à plâtre ne pouvait être établi sans l'autorisation du gouvernement; l'administration impériale était d'une sévère exigence; jamais cependant il n'est venu à l'idée que le décret pût être applicable à un four que fait creuser instantanément un propriétaire pour se procurer de la chaux!

L'ordonnance du 14 janvier 1815, a distingué les *fours à chaux et à plâtre qui roulent continuellement*, des établissemens de ce genre qui *ne travaillent que pendant un certain temps de l'année* : voilà bien les fours à chaux *permanens* ou *temporaires*, dont parle l'article 151 du nouveau Code.

L'ordonnance du 14 janvier avait laissé dans la première classe les fours à chaux permanens, tandis que les fours à chaux et à plâtre *ne travaillant pas plus d'un mois par année*, sont rangés dans la troisième classe.

Enfin, pour favoriser l'industrie, une autre ordonnance du 29 juillet 1818, a même rangé dans la seconde classe les fours à chaux et à plâtre permanens.

Tels sont les statuts à l'exécution desquels renvoie l'ordonnance réglementaire. D'après cela, n'est-il pas évident que l'article 151 du Code ne s'applique qu'aux ateliers d'industrie prévus par ces réglemens ? Celui qui veut construire un four à chaux permanent, est tenu de se faire autoriser par le préfet, qui statue sur les oppositions que pourraient former les voisins ; et si cet établissement n'est que temporaire, qu'il ne soit pas destiné à travailler *plus d'un mois par année*, l'autorisation du sous-préfet suffit. Mais dans le premier, comme dans le second cas, il faudra indépendamment de ces formalités, une ordonnance spéciale, pour être autorisé à placer le siège même de ce dernier établissement, à moins d'un kilomètre d'une forêt soumise au régime forestier. Voilà ce qui résulte de la disposition du Code, combinée avec les réglemens antérieurs.

Ainsi que ces réglemens, le Code n'est applicable qu'à de véritables constructions ou ateliers à demeure. Un four à chaux est *permanent*, lorsqu'il est destiné à travailler pendant une bonne partie de l'année ; il n'est

que *temporaire*, quand il ne roule qu'un ou deux mois par an, cas auquel ce n'en est pas moins un établissement construit à demeure.

Mais il n'en est pas ainsi du four à chaux dont on vient de parler, il n'est ni permanent, ni temporaire. Appliquer, à ce genre de fabrication d'un instant, l'article 151 du Code, ce serait donc choquer les règles du langage, aussi-bien que celles de la raison.

Que, dans l'intérêt public et privé, l'on exige une autorisation, pour construire un établissement d'industrie, cela se conçoit et l'on a pu craindre, pour les forêts, qu'un semblable voisinage ne fût une occasion de délits. Mais conçoit-on que, pour l'exercice *momentané* et souvent très urgent d'un simple acte de propriété, il ait pu entrer dans la pensée du législateur, d'astreindre les citoyens à se faire autoriser du gouvernement, à subir les chances d'un refus, et à éprouver, dans tous les cas, les retards infinimens préjudiciables qu'exigent les démarches et les formalités nécessaires pour obtenir l'autorisation?

Cette observation sur l'article 151 du Code, m'a paru importante, et j'ai cru devoir y insister, parce que, faute de réflexion, on est généralement prévenu par l'idée que la défense portée, dans cet article, doit s'étendre à toute espèce de fabrication de chaux.

Mais quand il s'agit d'appliquer une disposition rigoureuse et exceptionnelle, ce n'est point à l'écorce des termes que l'on doit s'attacher, il faut en pénétrer le véritable sens, peser les motifs de la loi, ses rapports avec les règles générales; et je crois avoir attribué à l'article 151, la seule interprétation raisonnable dont soit susceptible la disposition que renferme cet article.



## ARTICLE 152.

463. « Il ne pourra être établi sans l'autorisation du gouvernement, sous quelque prétexte que ce soit, *aucune maison sur perches, loge, baraque ou hangar*, dans l'enceinte et à moins d'un kilomètre des bois et forêts, sous peine de 50 fr. d'amende et de la démolition, dans le mois à dater du jour du jugement qui l'aura ordonnée. »

En prescrivant la démolition des maisons bâties sur perches à une demi-lieue des forêts, l'ordonnance de 1669 avait étendu pour l'avenir la prohibition à deux lieues, distance qui fut restreinte à deux kilomètres par un avis du conseil-d'état approuvé le 22 brumaire an 14. Le nouveau Code a réduit encore de moitié cette dernière distance.

Mais observons, 1<sup>o</sup> que l'ordonnance de 1669 ne parlait que des *maisons bâties sur perches par des vagabonds et gens inutiles*, tandis que le Code étend la prohibition à toutes *loges, baraques, hangars*, et sans distinction des personnes; 2<sup>o</sup> que l'ordonnance bornait sa défense aux forêts royales, tandis que le nouveau Code étend sa disposition à tous les bois soumis aux régime forestier.

J'examinerai tout à l'heure, si la prohibition peut s'appliquer aux *loges et hangars* dépendant de maisons situées dans l'intérieur d'un village.

## ARTICLE 153.

466. « Aucune construction de *maisons ou fermes* ne pourra être effectuée, sans l'autorisation

du gouvernement, à la distance de *cinq cents mètres* des bois et forêts soumis au régime forestier, sous peine de démolition.

» Il sera statué, *dans le délai de six mois*, sur les demandes en autorisation; passé ce délai, la construction pourra être effectuée.

» Il n'y aura point lieu à ordonner la démolition des maisons ou fermes *actuellement existantes* : ces maisons ou fermes pourront être *réparées, reconstruites et augmentées*, sans autorisation.

» Sont exceptés des dispositions du paragraphe premier du présent article les bois et forêts appartenant aux *communes*, et qui sont d'une contenance *au-dessous de 250 hectares*. »

*Aucune construction de maisons ou fermes.* — La disposition de l'ordonnance qui prohibait à une *demi-lieue* de distance des forêts royales toutes constructions quelconques, était tombée en désuétude, lorsque le conseil-d'état, dans son avis du 22 brumaire an 14, sous la couleur d'une interprétation de la loi ancienne, en fit une nouvelle. Il restreignit à un kilomètre la distance d'une demi-lieue, en appliquant la disposition aux forêts domaniales de nouvelle origine, ainsi qu'aux bois communaux d'une contenance de plus de 250 hectares. Le projet du Code avait adopté la distance d'un kilomètre fixée par l'avis du conseil-d'état; mais la commission de la chambre des députés l'a fait réduire à 500 mètres, et comme on le verra bientôt, la prohibition de bâtir ne s'applique qu'aux endroits isolés; quelque rapproché que puisse être des forêts, le centre d'une commune ou d'un hameau, il est permis d'y bâtir des maisons et fermes, sans autorisation.

*Il sera statué dans le délai de six mois.* — C'est la faveur que méritent les habitations et les bâtimens destinés à l'agriculture, qui a aussi déterminé la commission à exiger que l'administration statuât, sur la demande, dans les six mois. Passé ce délai, les maisons ou fermes peuvent être construites, sans autorisation.

Et, afin de constater, d'une manière invariable, le jour à partir duquel doit courir le délai de six mois, l'article 178 de l'ordonnance réglementaire veut que la requête en autorisation soit remise à l'agent forestier supérieur de l'arrondissement, en double minute, dont l'une, revêtue du visa de cet agent, sera rendue au déclarant.

*Il n'y aura point lieu à ordonner la démolition des maisons ou fermes ACTUELLEMENT existantes.* — Ainsi pour les maisons et fermes seulement, la loi a voulu jeter un voile sur le passé. Quoique établies à la distance la plus rapprochée des forêts, les constructions de cette nature doivent subsister, dès l'instant qu'elles existaient à l'époque de la publication du Code. Le silence qu'avait gardé l'autorité a été considéré comme une autorisation tacite; et l'administration ne peut se prévaloir à l'égard de ces habitations anciennes, de la disposition du nouveau Code, et encore moins de celle de la loi antérieure.

Mais il n'en est pas ainsi des maisons et fermes, et de toutes autres constructions établies, depuis le Code, dans la distance prohibée. Malgré le silence gardé par l'administration, elle n'en serait pas moins fondée à requérir la démolition. Je crois cependant qu'à cet égard son droit doit se prescrire par le temps fixé pour les actions ordinaires, c'est-à-dire par le laps de 30 ans.

*Ces maisons et fermes pourront être reconstruites, réparées et AUGMENTÉES sans autorisation.* — Cette faculté,

qui a été ajoutée à l'article, sur la proposition de M. Hyde de Neuville, me paraît illimitée et sans restriction.

Que la maison ou ferme existant à l'époque de la publication du Code, ait besoin ou non de reconstruction, le propriétaire peut y ajouter, toutes les dépendances, toutes les augmentations qu'il croira convenables pour sa commodité ou celle de sa famille, pour sa culture, pour l'utilité d'un commerce établi ou à établir, et même pour son propre agrément. En un mot, toute augmentation est permise ; il n'y aurait que la construction d'une nouvelle maison ou ferme absolument indépendante de l'ancienne, pour laquelle il serait besoin d'autorisation.

Comment concevoir, après cela, l'observation faite par M. de Martignac, commissaire du roi, à la chambre des pairs que, « sans doute, il peut résulter *quelques abus* » de la permission donnée par le troisième paragraphe » de l'article ; mais il a paru à la chambre des députés, » qu'il serait trop rigoureux de prohiber *toute augmen-* » *tation légitime et de bonne foi*, pour prévenir une » *fraude* qu'il ne fallait pas supposer : enfin ce sera à » l'administration à veiller, à ce que l'exercice de cette » faculté ne devienne pas une *cause d'abus* et de préjudice » pour les forêts. »

Il faut le dire, puisque c'est une vérité : la défense des intérêts qui leur sont confiés entraîne souvent les hommes les plus judicieux, les plus impartiaux d'ailleurs, à tenir un langage opposé aux principes du droit et de la justice.

Que peut signifier ici la supposition de *fraude* dont l'administration serait appelée à surveiller l'abus ?

Le pouvoir de disposer de sa propriété, de la manière la plus absolue, voilà la règle générale, le principe fon-



damental de toute société : la défense de bâtir à certaine distance de quelque forêt n'est qu'une exception, exception rigoureuse et dont il est même difficile de justifier le motif. La faculté d'augmenter les maisons anciennement construites, n'est donc qu'un retour au droit commun : puisque la loi laisse aux propriétaires, cette faculté, sans restriction, il ne peut donc y avoir fraude et abus, dans l'exercice d'un droit aussi sacré ; *non facit injuriam, qui jure suo utitur*. Et si la loi n'était pas aussi claire, qu'elle pût présenter des doutes, ce serait le cas d'appliquer la maxime, *odia sunt restringenda, favores ampliandi*.

Au surplus, ce n'est que pour les maisons construites avant le Code, dans la distance prohibée, que l'art. 153 accorde la faculté de reconstruire, de réparer et augmenter. De cette limitation, il semble résulter qu'il serait besoin de se faire autoriser, sinon pour les réparations ( cela serait un peu trop fort ), du moins pour la reconstruction et augmentation d'un bâtiment autorisé depuis le Code. Cette conséquence est fort singulière. En effet, l'autorisation de bâtir dans la distance prohibée n'a pu être accordée que par la considération que le bâtiment est sans danger pour la forêt. Pourquoi alors exiger une nouvelle autorisation, dans le cas où le propriétaire a besoin d'augmenter, et si surtout il est dans la nécessité de reconstruire ?

**467.** *Sont exceptés les bois et forêts appartenant aux communes, et qui sont d'une contenance au-dessous de 250 hectares.* — Cette exception est difficile à concilier avec le motif de l'article 153. Si c'est la conservation des bois qui a déterminé cette disposition, pourquoi les bois communaux ne jouissent-ils pas tous du même privilège ? Une forêt de 249 hectares, n'a-t-elle pas autant besoin de protection que celle qui en a 250 ?

Quoi qu'il en soit, la servitude imposée aux propriétés particulières, est singulièrement allégée par cette exception; mais comment doit-elle être entendue? Pour former les 250 hectares, doit-on réunir la contenance de tous les bois d'une commune, quoique situés sur différens points du territoire; ne doit-on pas même calculer la contenance des cantons appartenant à plusieurs communes ayant des bois contigus?

Il me semble qu'il faut distinguer : ou les bois de la même commune et même ceux de plusieurs communes différentes ne forment qu'une seule masse de forêts contiguës et seulement séparés par des bornes ou des fossés; ou bien ces bois se trouvant éloignés les uns des autres, au moyen de propriétés intermédiaires, forment autant de corps distincts ayant chacun une dénomination différente.

Dans ce dernier cas, la contenance de tous les bois d'une ou de plusieurs communes ne doit pas être calculée : la défense de bâtir dans la distance de 500 mètres n'existe, qu'autant que l'un de ces bois aurait à lui seul, une contenance de 250 hectares.

Mais si une ou plusieurs communes possèdent des bois absolument contigus, et qui ne soient séparés que par des bornes ou fossés, sans autre solution de continuité, il me paraît qu'il y a lieu à la défense de construire à la distance de 500 mètres de l'entrée de ces forêts, qui alors ne forment qu'une seule masse de bois appartenant *aux communes*, et d'une contenance de 250 hectares.

#### ARTICLE 154.

468. « Nul individu habitant des maisons ou fermes actuellement existantes dans le rayon ci-dessus fixé, ou dont la construction y aura été

autorisé ; en vertu de l'article précédent , ne pourra établir dans lesdites maisons ou fermes aucun atelier à façonner le bois , aucun chantier ou magasin pour faire le commerce de bois , sans la permission spéciale du gouvernement , sous peine de 50 fr. d'amende et de la confiscation des bois.

» Lorsque les individus qui auraient obtenu cette permission auront subi une condamnation pour délits forestiers , le gouvernement pourra leur retirer ladite permission.

Cette disposition est extrêmement gênante pour les habitans de certaines localités.

Dans les montagnes de Franche-Comté , par exemple , où l'hiver est long et rigoureux , et la plupart des habitations isolées , et entourées de bois , chaque maison , en hiver , devient une espèce d'atelier , où femmes , vieillards , enfans , chacun s'occupe à façonner du bois en roues de chariots , sceaux , cuiviers , pèles , rateaux et autres instrumens aratoires qui se vendent à l'époque des récoltes.

M. TERRIER DE SANTANS a plaidé la cause de cette partie intéressante du département qui l'avait député. « Avez-  
» vous envie , disait-il , de contrarier une pareille industrie ? non , sans doute . Cependant l'article 155 s'exprime  
» dans ce sens ; il ne réserve rien : sans l'autorisation  
» du gouvernement , une population nombreuse restera  
» oisive tout l'hiver , etc. » L'honorable membre avait proposé un amendement tendant à faire délivrer l'autorisation par l'autorité locale. « Evitez au moins à ces  
» habitans , disait-il , le recours long et dispendieux au  
» gouvernement ; qu'il leur suffise d'obtenir l'autorisation  
» du préfet , ou du sous-préfet. »

Cet amendement, appuyé par M. Hyde de Neuville, a été rejeté, attendu que le Code modifiant déjà de beaucoup les dispositions de l'ancienne ordonnance, il était indispensable de maintenir la nécessité d'obtenir l'autorisation du gouvernement.

## ARTICLE 155.

**469.** « Aucune usine à scier le bois ne pourra être établie *dans l'enceinte et à moins de DEUX KILOMÈTRES de distance des forêts*, qu'avec l'autorisation du gouvernement, sous peine d'une amende de 100 à 500 fr., et de la démolition, dans le mois à dater du jugement qui l'aura ordonnée. »

De toutes les distances prévues par le Code, pour qu'il soit permis de bâtir sans autorisation, au voisinage des forêts, celle-ci est la plus forte. Une usine à scier le bois ne peut être établie qu'à moins de deux kilomètres. Et l'on verra tout à l'heure les entraves que l'article 158 apporte à l'exploitation des usines de ce genre.

Mais ces dispositions ne sont applicables qu'aux scieries isolées. L'article suivant en excepte, comme on va le voir, celles qui sont placées dans le centre d'un village ou hameau.

## ARTICLE 156.

**470.** « Sont exceptées des dispositions *des trois articles précédens les maisons et usines qui font partie de villes, villages ou hameaux formant une population agglomérée*, bien qu'elles se trouvent dans les distances ci-dessus fixées des bois et forêts. »



Cette disposition tempère beaucoup la rigueur des sacrifices qu'impose le Code au droit de propriété.

L'exception portée en cet article est claire et positive. Cependant à la séance de la chambre des pairs, du 19 mai 1827, M. de Mortemart a demandé, *comment il serait possible de distinguer, d'une manière précise, dans les campagnes, où les maisons des villages sont souvent éparses et assez éloignées les unes des autres, si une maison nouvellement construite doit être considérée comme faisant partie du village, ou comme maison isolée?* A quoi il a été répondu par le commissaire du roi, qu'il était difficile de trouver des expressions plus précises que celles dont la loi s'est servie; que d'ailleurs si quelques difficultés sur ce point venaient à s'élever, elles seraient nécessairement soumises aux tribunaux, qui jugeraient, d'après les circonstances. »

Il serait difficile, en effet, de tracer à cet égard un motif général de décision.

Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'en exceptant les maisons et usines faisant partie des villes, villages, ou hameaux formant une population agglomérée, l'intention du législateur a été de donner à cette exception la plus grande latitude.

Pour être dispensé de l'autorisation, il ne suffit pas, il est vrai, de construire dans l'étendue du territoire d'une commune, autrement la disposition serait insignifiante; car il n'existe pas de terrain qui ne dépende d'un territoire quelconque.

Mais si, dans certaines communes, dans les villes surtout, les maisons sont rapprochées, il existe un grand nombre de villages où elles sont, au contraire, fort éloignées les unes des autres; l'ensemble de ces habitations n'en forme pas moins une population agglomérée. Il me semble donc que, pour sortir de l'exception portée dans

l'article 156, il faudrait que celui qui construit affectât de s'isoler, d'une manière notable, de l'entrée, ou de la sortie d'un village ou hameau, pour aller se placer sur un autre point du territoire plus rapproché des forêts, ce qui dépend des circonstances.

Au surplus, et en cas de doute sur le point de savoir si la défense est applicable, ou s'il y a lieu à l'exception, les tribunaux ne perdront pas de vue qu'il s'agit ici de dispositions contraires au droit commun, et que, dans le doute, c'est la liberté qui mérite faveur ; *in dubio, pro libertate respondendum*.

L'article 156 ne parle que des *maisons et usines*, mais il rappelle les articles 153, 154 et 155 ; l'exception embrasse par conséquent tous les établissemens dont il est parlé dans ces trois articles. Elle porte donc 1° sur les maisons et fermes ; 2° sur les ateliers, chantiers et magasins propres au commerce de bois ; 3° sur les scieries : quelque rapproché que soit d'une forêt soumise au régime forestier la ville, le village, ou hameau formant une population agglomérée, les constructions et établissement ci-dessus peuvent y être pratiqués sans autorisation et ne sont soumis qu'aux règles du droit commun.

471. Mais l'exception dont il s'agit ne s'applique point aux constructions mentionnées dans les articles 151 et 152. Ainsi les *fours à chaux et à plâtre, briqueteries et tuileries, les maisons sur perches, loges, baraques ou hangars* ne peuvent être établis même au sein d'une ville, ou d'un village, sans autorisation, à moins d'un kilomètre de distance d'une forêt domaniale ou communale, quelle qu'en soit la contenance.

C'est ainsi que la loi a été appliquée par un arrêt de la cour de cassation du 13 novembre 1828.

Il s'agissait d'une construction en *colonnes de bois remplies de potasse de terre en rouleaux*. La cour de Be-

sânçon avait maintenu cette construction, par le motif *qu'elle faisait partie d'un hameau*. Mais la section criminelle a cassé « attendu que l'article 156 ne s'appliquant » qu'aux trois articles qui le précèdent, ne s'applique » point par conséquent à l'article 152, dont les dispositions doivent être pleinement exécutées (1). »

Cet arrêt n'est que l'application littérale du texte de la loi, mais sa disposition n'est-elle pas infiniment rigoureuse? Que la construction isolée d'une loge ou baraque soit interdite au voisinage d'une forêt, rien de plus sage que cette mesure tendant à prévenir les délits; il serait même à désirer qu'elle fût applicable à tous les bois. Mais interdire un pareil établissement dans le centre d'un village! La conservation d'une forêt domaniale ou communale était-elle donc un motif, pour enlever ainsi au malheureux qui n'a pas les moyens de se loger commodément, la ressource d'une humble cabane où il puisse reposer sa tête?... Valait autant proscrire, au pauvre, l'entrée d'une commune située au voisinage des forêts!

Quoi qu'il en soit, la défense, portée dans l'art. 152, d'établir, sans autorisation, *sous quel prétexte que ce soit, aucune maison sur perches, loge, baraque ou HANGAR*, à moins d'un kilomètre des forêts soumises au régime forestier étant absolue, doit être exécutée, tant qu'elle n'aura pas été modifiée.

**472.** Mais quelque générale que soit cette disposition, peut-on l'appliquer aux loges et hangars servant de dépendances aux maisons d'habitation ou aux établissements d'industrie placés dans une commune? On ne le pense pas.

Dès l'instant que la construction principale est permise

(1) D., pag. 14, de 1829.

sans autorisation, il en est de même des dépendances. Quel a été ici le motif de la loi ? C'est sans doute de prévenir les délits que commettraient journellement les vagabonds et les gens sans aveu auxquels les loges et hangars servent de retraite. Ce motif ne saurait être applicable à un propriétaire, un cultivateur ou un manufacturier, qui, pour son utilité et sa convenance, veut joindre une loge ou un hangar à la maison qu'il possède, au sein d'une population agglomérée. Ce n'est là qu'une aisance dépendant de la maison ou ferme exceptée par l'art. 156, et sur laquelle, par conséquent, porte cette exception. Cette interprétation de la loi ressort des termes mêmes de l'article, qui, dans l'exception qui y est portée, comprend, comme on vient de le voir, les ateliers, magasins et chantiers propres au façonnage et commerce de bois qui sont établis au centre d'une population agglomérée. Il est rare que ces ateliers, chantiers et magasins, même dans les villes, ne consistent pas dans des hangars dépendans de l'habitation principale.

En interprétant la loi d'une manière littérale et judaïque, il ne serait pas même permis à un cultivateur d'établir une loge à porcs, sans une ordonnance spéciale accordée, sous le bon vouloir de l'administration forestière !

#### ARTICLE 157.

**473.** « Les usines, hangars et autres établissemens autorisés en vertu des articles 151, 152, 154 et 155, seront soumis aux visites des agens et gardes forestiers qui pourront y faire toutes perquisitions, *sans l'autorisation d'un officier public*, pourvu qu'ils se présentent *au nombre de deux au*



*moins, ou que l'agent ou garde forestier soit accompagné de deux témoins domiciliés dans la commune. »*

*Sans l'assistance d'un officier public.* — Cette disposition déroge à la règle du droit commun consacrée par l'art. 16 du Code d'instruction criminelle, et par l'article 161 du Code forestier, lequel défend aux gardes « de » s'introduire dans les maisons, bâtimens, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence soit du juge » de paix ou de son suppléant, soit du maire du lieu ou » de son adjoint, soit du commissaire de police. »

Les visites domiciliaires que prescrit l'article 157 ne s'appliquent qu'aux constructions et établissemens pour lesquels la loi exige une autorisation.

Ainsi se trouvent assujettis à cette mesure de police :

1° Les fours à chaux et à plâtre, briqueteries et tuileries qui auraient été autorisés, en vertu de l'art. 151.

2° Les maisons sur perches, loges, baraques et hangars, pour l'établissement desquels on aurait obtenu l'autorisation exigée par l'art 152.

3° Les ateliers propres à façonner le bois, établis dans les maisons isolées qui existaient à l'époque de la publication du Code, dans le rayon prohibé par l'article 153, ou qui auraient été autorisés, depuis, dans le même rayon, en vertu de l'art. 154.

4° Enfin les usines à scier le bois, placées hors d'une commune, et pour l'établissement desquelles on aurait obtenu l'autorisation exigée par l'art. 155.

Mais l'article 157 ne s'applique, ni aux scieries, ni aux ateliers propres à façonner le bois, qui se trouvent placés au centre d'une ville, village ou hameau formant une population agglomérée et que, comme on l'a vu (n° 470), l'article 156 dispense d'autorisation.

## ARTICLE 158.

474. « Aucun arbre , bille ou *tronce* (1), ne pourra être reçu dans les scieries dont il est fait mention en l'article 155, sans, avoir été préalablement reconnu par le garde forestier du canton et marqué de son marteau, ce qui devra avoir lieu dans les cinq jours de la déclaration qui en aura été faite, sous peine, contre les exploitans desdites scieries, d'une amende de 50 à 300 fr. En cas de récidive, l'amende sera double, et la suppression de l'usine pourra être ordonnée par le tribunal. »

La mesure ordonnée par l'article 158 ne s'applique qu'aux scieries isolées dont l'établissement aurait été autorisé dans un rayon de deux kilomètres des forêts; elle n'est point applicable aux usines de ce genre qui, se trouvant placées dans le centre d'une population agglomérée, n'ont pas besoin d'être autorisées; et heureusement.

Car, de toutes les dispositions du Code, celle-ci est la plus rigoureuse, et l'on peut dire la moins exécutable.

M. TERNIER DE SANTANS a renouvelé, mais toujours sans succès, ses observations, en faveur des montagnes, où se trouvent placées grand nombre de scieries, dans le

(1) Plusieurs éditions du *Code forestier* portent le mot *tronche*, qui se trouve même dans le *Moniteur*, par suite d'une erreur typographique. Le véritable terme, celui employé dans le *Bulletin des lois*, est *tronce*, expression principalement employée en Lorraine, pour désigner la grosseur relative des pins et sapins que l'on délivre aux usagers, ou qui sont conduits aux scieries. (V. le *Commentaire de M. Baudrillard, sur l'article 158.*)

fond de vallées, couvertes de plusieurs pieds de neige pendant l'hiver, sur le bord escarpé des torrens et au milieu de sapins que l'on est obligé de précipiter du haut des roches, pour les convertir en planches, lattes ou chevrons. « Dans de pareilles positions, disait-il, la » déclaration que vous exigez par l'article 158, la re- » connaissance et la marque des billes par les gardes » forestiers, dans l'espace de cinq jours, sont impossibles » pendant six mois de l'année. »

L'ordonnance réglementaire est venue encore ajouter à la rigueur du Code, en décidant (art. 180) que « les » possesseurs de scieries, dont il est fait mention en » l'article 155 du Code forestier, seront tenus, *chaque* » *fois* qu'ils voudront faire transporter dans ces scieries, » ou dans les bâtimens et enclos qui en dépendent, des » arbres, billes ou troncs, d'en remettre à *l'agent fores-* » *tier local* une déclaration détaillée, en indiquant de » *quelles propriétés ces bois proviennent*, — Ces déclara- » tions énonceront le nombre et le lieu de dépôt des » bois, etc. »

De cette disposition de l'ordonnance, combinée avec l'article 158 du Code, il résulte que, dans les scieries placées dans un rayon d'une grande étendue, de deux kilomètres de distance d'un bouquet de bois domanial ou communal, le possesseur de l'usine est tenu 1° de s'adresser à l'agent forestier local, pour lui déclarer le nombre exact des arbres, billes ou troncs qui doivent être transportés dans les dépendances de son établissement; 2° de lui faire connaître de quelles forêts proviennent ces arbres, billes ou troncs; 3° de faire reconnaître, *dans les cinq jours* de la déclaration, les objets dont il s'agit par le garde forestier du canton qui doit les marquer de son marteau. Les arbres ne peuvent être livrés à la scierie qu'après l'observation de toutes

ces formalités ; une amende de 50 à 300 fr. est attachée à leur inobservation.

Il faut convenir que le rédacteur de ces dispositions n'en a pas compris toute la portée : il s'est figuré que le possesseur d'une scierie n'exploitait que pour le commerce les bois dont il faisait lui-même l'acquisition ; mais il en est de la plupart de ces usines, comme des moulins qui ne travaillent que pour autrui, ce sont des tiers qui amènent la plus grande partie des bois dont le sciage leur est nécessaire.

Alors, outre l'impossibilité qu'a signalée M. de Santans, à l'égard des montagnes où la mauvaise saison rend inabordables ces sortes d'établissements pendant une grande partie de l'année, comment celui qui en dirige l'exploitation pourrait-il déclarer d'avance à l'agent forestier local les bois qui seront amenés à l'usine ? Comment peut-il savoir d'où proviennent des bois qui ne lui appartiennent pas ? Pourra-t-il du moins les faire déposer dans un chantier, en attendant l'observation des formalités prescrites par le Code ? Non : un arrêt de la cour de cassation du 13 mars 1829 a décidé « que le » chantier d'une scierie est une partie intégrante de cette » usine ; que les billes trouvées sur ce chantier, à sept » mètres de distance de l'usine, doivent être envisagées, » sous le rapport de la contravention, comme si elles » avaient déjà été transportées dans la scierie même. » Cet arrêt a cassé en conséquence le jugement d'un tribunal correctionnel qui, sur un procès-verbal constatant le dépôt de cinq billes dans le chantier dont il s'agit, sans avoir été reconnues et marquées par le garde forestier, n'avait pas cru devoir appliquer l'amende que prononce l'art. 158 du Code forestier (1).

(1) D., pag. 178 et 179, de 1829.



∴ Ainsi, en prenant à la lettre les mesures prescrites par le Code et l'ordonnance, l'exploitation de la plupart des scieries serait impraticable, et l'autorisation obtenue pour leur établissement deviendrait illusoire. Cependant les usines de cette nature sont d'une nécessité indispensable; et dans plusieurs localités, il est impossible de les placer ailleurs que sur des torrens isolés qui se trouvent dans un rayon de moins de deux kilomètres d'une forêt communale.

L'article 158 du Code termine les sacrifices, ou servitudes imposées à la propriété particulière, afin de mieux assurer la police et conservation des bois soumis au régime forestier.

475. Pour compléter la discussion, il est à propos de faire connaître la disposition transitoire que renferme l'ordonnance réglementaire pour les constructions établies, sans autorisation, sous l'empire des lois anciennes, et ayant la publication du nouveau Code.

L'article 179 de cette ordonnance a prescrit aux propriétaires des usines et constructions mentionnées dans les articles 151, 152 et 155 du Code forestier, et non compris dans les dispositions exceptionnelles de l'article 156, de remettre aux conservateurs, dans les six mois, les titres en vertu desquels ces constructions avaient été établies; et si les possesseurs ne justifient pas d'une autorisation suffisante, le même article veut que l'administration forestière poursuive la démolition de leurs usines et constructions, *en vertu des lois et réglemens ANTÉRIEURS à la publication du Code forestier, ainsi qu'il est prescrit par le paragraphe 2 de l'article 218 de ce Code.*

On ignore s'il a été exercé beaucoup de poursuites, en vertu de cette disposition transitoire, contre laquelle

j'ai cru devoir m'élever, dans le temps, avec la plus grande force (1).

L'article 218, § 2, du Code, auquel renvoie l'ordonnance réglementaire, porte, il est vrai, que « les droits » acquis antérieurement au présent Code seront jugés » d'après les lois anciennes, » que le § 1<sup>er</sup> n'a révoquées que pour l'*avenir*.

Mais de quelle application pourrait être ici cette disposition fondée sur le principe de non rétroactivité? Quand le nouveau Code permet de bâtir à une distance moindre que celle prescrite par les lois et réglemens antérieurs, l'administration peut-elle prétendre avoir acquis un droit à la démolition d'un édifice que la loi actuelle permet de construire, sans autorisation?

Cette prétention me paraît contraire à tous les principes, en matière de police et de dispositions pénales.

Le fait qui est l'objet d'une poursuite ne peut être réprimé, qu'autant qu'il était prohibé, soit par la loi sous l'empire de laquelle il s'est passé, soit par la loi existante à l'époque du jugement; et si, à cette dernière époque, la loi permet ce qui était défendu auparavant, alors il ne peut plus y avoir lieu à condamnation. C'est aussi suivant la loi nouvelle que doit être prononcée la peine, quand la loi nouvelle est moins sévère que la loi ancienne (2).

Ainsi de deux choses l'une : ou la construction qui était prohibée par les anciennes lois et réglemens l'est encore par le nouveau Code, ou bien elle ne l'est plus. Dans la première hypothèse, ce n'est point aux lois et réglemens antérieurs que le juge doit recourir, pour as-

(1) V. mon *Code forestier*, tom. 2, pag. 5 et suiv.

(2) V. le *Répertoire*, au mot *peine*, n° 9, et les *Additions*, aux mots *peine* et *prescription*.

seoir une condamnation, le nouveau Code qui est moins rigoureux doit seul être consulté.

Et, dans le cas extrêmement fréquent (attendu la réduction des distances), où le Code forestier permet des constructions que prohibaient les lois sous l'empire desquelles ces constructions ont été pratiquées, comment serait-il possible de recourir à ces lois antérieures pour réprimer ce que la loi nouvelle ne défend plus ?

Il n'y a d'exception à cette règle que pour les dommages-intérêts résultans de la contravention, lesquels doivent être réglés, d'après le principe de non rétroactivité de la loi civile.

Mais il n'est pas ici question de dommages-intérêts auxquels le gouvernement, qui n'a pas cru devoir user du droit de faire démolir que lui accordait l'ancienne loi, prétendrait avoir un droit acquis. Car à quoi pourrait tendre aujourd'hui la démolition, puisqu'il serait loisible au propriétaire de rétablir le lendemain, en vertu de la loi actuelle, ce qui aurait été détruit, la veille, sous le vain prétexte d'une prohibition qui n'existe plus.

L'ordonnance de 1669, qui défendait de bâtir à certaine distance des forêts royales, n'était pas une loi civile pouvant constituer un droit acquis, à l'administration ; c'était une loi de police que la puissance législative avait établie et que la même puissance a pu abroger ou modifier, ainsi que cela a été fait par le nouveau Code. Les constructions pour lesquelles l'ancienne ordonnance exigeait, par exemple une demi-lieue de distance des forêts royales n'étant plus aujourd'hui prohibées qu'à la distance d'un kilomètre ou de cinq cents mètres, comment serait-il possible, on le répète, de faire résulter un droit acquis à la démolition d'un établissement placé dans un rayon où la loi actuelle permet de construire, sans autorisation ?

Je crois devoir borner là mes réflexions sur une disposition qui n'étant que réglementaire, ne peut avoir force de loi. Il est à croire, au surplus, que cette disposition transitoire ne sera désormais l'objet que d'un très petit nombre de contestations.

476. Qu'il me soit permis de terminer ce chapitre en rappelant les considérations que j'ai déjà fait valoir sur l'inopportunité de la plupart des mesures spéciales qui viennent d'être discutées (1).

Malgré les modifications que le nouveau Code a apportées aux lois et réglemens antérieurs, ses dispositions ne laissent pas d'être fort rigoureuses, la loi nouvelle les ayant étendues à une masse de forêts beaucoup plus considérable que les anciennes forêts royales, à l'avantage desquelles l'ordonnance de 1669 avait borné ses prohibitions.

Aussi l'adoption de ces mesures exceptionnelles et contraires au droit commun a-t-elle éprouvé la plus vive résistance.

Plusieurs orateurs se sont élevés contre le privilège accordé à certaines forêts, au détriment de la liberté, privilège qui est en opposition avec des intérêts au moins aussi sacrés que celui des bois.

On était loin d'adresser à l'administration le reproche d'une injuste rigueur : il a été démontré aux chambres que, sur 1402 demandes formées en 1825 et 1826, 1333 autorisations avaient été accordées.

Mais le pouvoir de refuser une juste demande sans discussion, sans possibilité de recours devant un tribunal quelconque, ne prête pas moins à l'arbitraire. La nécessité d'une supplication, pour l'exercice d'un acte de propriété n'est-elle pas déjà une entrave fort gênante

(1) V. INTRODUCTION, pag. xv.



pour les citoyens? Eh! faut-il compter pour rien les démarches sans nombre, les écritures sans fin, et les retards souvent préjudiciables qu'entraîne une autorisation qui doit sortir des bureaux de Paris? Plus à même de juger des convenances de chaque localité, l'administration ordinaire devrait au moins suffire; pas du tout: il faut que la demande parcoure toutes les filières de la centralisation!

Et quelle est ici l'autorité dont le propriétaire est réduit à solliciter la permission? C'est l'administration intéressée à la défense et chargée de la provoquer. De l'agent forestier local, la requête en autorisation passe au conservateur qui la fait parvenir au directeur-général des forêts, celui-ci au ministre des finances; et c'est sur le rapport de ce ministre qu'est rendu l'ordonnance, laquelle ne peut être que l'expression de la volonté du chef local, ou plutôt des subordonnés dont l'avis a servi de guide à ce conservateur.

Ainsi le sort de l'agriculture et de l'industrie se trouve, en quelque sorte, dans les mains de l'administration forestière, il est livré à la discrétion des agens de cette administration, qui, par état ne peuvent voir que les forêts, dont l'attention naturelle doit être de chercher les moyens d'alléger le poids de la surveillance confiée à leurs soins, et qui demeurent étrangers à toute autre considération. Il serait difficile de signaler une anomalie plus frappante.

Ainsi que je l'ai déjà démontré, les propres de l'agriculture, du commerce et de l'industrie inspirent un intérêt aussi général et tout aussi pressant que la conservation des bois; etsi cette conservation a paru un motif suffisant pour établir des prohibitions qui frappent les sources de la prospérité publique, pourquoi faire de cette mesure une espèce de privilège? en restreignant, à

un petit nombre, les défenses jugées indispensables, telles que celles des loges ou baraques au voisinage des forêts, n'eût-il pas été plus rationnel, plus juste, plus conforme à l'intérêt général, au but que l'on a dû se proposer, de rendre communes à tous les bois quelconques les dispositions de police qui n'ont été établies que pour la conservation de la moindre partie du sol forestier ?

La loi ayant été adoptée, il faut s'y soumettre : l'abrogation seule peut en arrêter l'empire.

Mais en reconnaissant que le nouveau Code était généralement bon, qu'il était utile de substituer aux dispositions incohérentes qui régissaient cette partie essentielle de l'administration publique, un seul et unique corps de lois forestières, il a été reconnu par les chambres et par le gouvernement lui-même, qu'un aussi grand travail ne pouvait être exempt d'imperfections, et qu'il était susceptible d'être révisé. Plusieurs de ses parties peuvent donc subir les modifications dont la théorie et l'expérience feront sentir chaque jour la nécessité ; et il n'en est point de plus dignes de fixer l'attention du législateur que les dispositions qui sont l'objet de ce chapitre.

---

## CHAPITRE VI.

### De l'exercice des droits de pâtreage et de panage dans les bois des particuliers.

477. LES dispositions qui règlent l'exercice de ces droits sont toutes renfermées dans les articles 119, 120 et 121 du Code forestier. Deux de ces articles ont rendu applicables aux usagers dans les bois des particuliers, la plupart des règles établies pour l'exercice des droits de pâtreage, panage et autres usages dans les forêts de l'Etat, et l'article 121 règle la compétence.

Ce dernier article n'a pas besoin d'être développé : il se borne à poser un principe général, savoir que, EN CAS DE CONTESTATION ENTRE LE PROPRIÉTAIRE ET LES USAGERS, IL SERA STATUÉ PAR LES TRIBUNAUX.

Ainsi, ce n'est que pour les forêts soumises au régime forestier, que, comme on l'a vu au chapitre III, section IV, le Code attribue aux conseils de préfecture la connaissance de quelques difficultés, en matière d'usage. Dans les bois appartenant à des particuliers, c'est au pouvoir judiciaire à statuer sur toutes les contestations qui peuvent s'élever entre le propriétaire et les communes usagères, relativement à l'exercice de leurs droits.

Les droits d'usage qui consistent dans des livraisons de bois, seront traités dans le chapitre suivant; je me bornerai dans celui-ci à ce qui concerne les droits de pâtreage et de panage, et à l'examen de plusieurs questions qui peuvent s'élever au sujet de l'exercice de ces

droits, en cherchant à concilier, autant que possible, les règles spéciales du Code, avec les principes du droit commun.

## SECTION I.

*Des dispositions spéciales établies par le Code pour l'exercice des droits de pâturage et de panage.*

### ARTICLE 119.

478. « Les droits de pâturage, parcours, panage et glandée, dans les bois des particuliers, ne pourront être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables par l'administration forestière, et suivant l'état et la possibilité des forêts reconnus et constatés par la même administration.

» Les chemins par lesquels les bestiaux devront passer pour aller au pâturage, et en revenir, seront désignés par le propriétaire. »

Les dispositions que renferme la première partie de cet article, sont conformes à celles portées dans les articles 65 et 67, relatifs aux bois soumis au régime forestier (1).

Il existe néanmoins quelque différence dans la rédaction. L'article 65 porte que *l'exercice DES DROITS D'USAGE pourra toujours être RÉDUIT par l'administration, suivant l'état et la possibilité de la forêt*, disposition qui paraît s'appliquer aux usages de toute espèce, tandis que l'article 119 est borné aux droits de *pâturage et de panage*, sans parler de réduction.

(1) V. chap. III, nos 421 et 423, pag 72 et 75.



Mais ce n'est là qu'une différence de mots : au fond, les deux articles ont eu le même objet, et l'on doit en tirer des conséquences semblables. Dès l'instant que, dans les bois des particuliers comme dans ceux de l'Etat, les droits de pâturage et de panage ne peuvent être exercés *que suivant l'état et la possibilité de la forêt*, c'est assez dire que l'exercice en doit être réduit, si la forêt ne peut pas le comporter, sans danger pour sa conservation.

Il en est de même des droits d'usage consistant dans des livraisons de bois. Si l'article 119 ne parle que des droits de pâturage et de panage dont l'état de la forêt exige le plus souvent la réduction, il n'en est pas moins vrai que, dans un bois de particulier tout aussi-bien que dans une forêt soumise au régime forestier, force serait de réduire les livraisons, si les besoins des usagers ne pouvaient être satisfaits, sans nuire à l'état de la forêt, sans déranger son aménagement.

C'est l'administration forestière que l'article 119 désigne aussi pour vérifier l'état et la possibilité des forêts, et pour reconnaître les cantons défensables. Mais on verra dans la section suivante comment doit être entendue cette disposition, en ce qui concerne les bois des particuliers.

Le second paragraphe de l'article 119 n'est que la répétition du § 1<sup>er</sup> de l'article 71, à cette différence près que, dans les bois soumis au régime forestier, c'est aux agens de l'administration à désigner les chemins pour arriver aux cantons livrés au pâturage et panage ; tandis que, dans les bois des particuliers, cette désignation appartient *au propriétaire*, sauf le recours aux tribunaux dans l'un et l'autre cas, ainsi qu'on l'a expliqué au chapitre III, section IV.

Il suffit donc de renvoyer aux observations que ren-

ferme ce chapitre, sur l'obligation imposée à l'administration et au propriétaire de fournir un seul et même chemin à tous ceux qui, jouissant des droits de pâturage en vertu du même titre, sont obligés de réunir leur bétail en un seul troupeau, pour de là être conduit dans la forêt par le pâtre commun (1).

479. Remarquons néanmoins que le Code n'ayant point rendu applicable aux bois des particuliers la disposition du second paragraphe de l'article 71, on peut demander, aux frais de qui seront établis les fossés ou clôtures d'un autre genre qui seraient jugés nécessaires, pour préserver les rejets des coupes que traverseront les chemins.

Le propriétaire pourra-t-il se prévaloir encore de l'article 12, titre 19, de l'ancienne ordonnance, qui voulait que les fossés fussent entièrement à la charge des usagers ? Prétendra-t-on, au contraire, que, le Code n'imposant aux usagers l'obligation d'y contribuer que pour les forêts de l'Etat, c'est sur le propriétaire seul d'un bois de particulier que doivent peser les frais d'établissement de fossés destinés à protéger sa forêt de l'invasion du bétail ?

Je crois que, malgré le silence gardé à cet égard par l'article 119, il faut s'en tenir à la règle établie par l'article 71, car il n'existe ici aucun motif de différence.

Le nouveau Code ayant aboli toutes les lois antérieures, le propriétaire ne pourrait pas se prévaloir d'une disposition de l'ancienne ordonnance, qui d'ailleurs n'avait été portée que pour les forêts de l'Etat, et qu'il lui eût été difficile d'invoquer, sous l'empire même de cette loi.

Quant aux usagers, ils peuvent d'autant moins se refuser à contribuer aux frais des fossés, que c'est pour

(1) V. nos 430, 431 et 432, et sect. 4, n° 453.

l'avantage réciproque des deux parties qu'ils sont établis, ainsi que je l'ai fait voir sous le n° 428.

Ainsi la règle établie pour les usagers dans les forêts de l'Etat par le second paragraphe de l'article 71, doit être observée pour les bois des particuliers, si ce n'est *ratione imperii*, du moins *imperio rationis*.

Au reste, comme le dit Jousse sur l'article 12 de l'ordonnance, « il serait difficile que cette disposition » fût observée, à cause de la quantité considérable de » fossés qu'il faudrait faire, et de la grande dépense que » cela occasionnerait aux usagers. » Quoique cette dépense doive être aujourd'hui supportée pour moitié par le propriétaire, cependant les tribunaux ne doivent ordonner l'établissement des fossés que dans le cas où la nécessité en serait bien démontrée : il ne faut pas céder légèrement, sur ce point, à l'exigence du propriétaire ou de l'administration.

#### ARTICLE 120.

**480.** « Toutes les dispositions contenues dans les articles 64, 66, § 1; 70, 72, 73, 75, 76, 78, § 1 et 2; 79, 80, 83 et 85 de la présente loi, sont applicables à l'exercice des droits d'usage dans les bois des particuliers, *lesquels y exercent, A CET EFFET, les mêmes droits et la même surveillance que les agens du gouvernement dans les bois soumis au régime forestier.* »

Avant de reprendre en détail celles des règles auxquelles renvoie cet article, il est bon de s'arrêter à ses derniers termes, savoir que pour toutes les dispositions établies pour les forêts de l'Etat, et qui sont rendues

communes aux bois des particuliers, le propriétaire y exerce, à cet effet ( c'est-à-dire pour l'exécution de toutes les dispositions que cet article déclare applicables ), les mêmes droits et la même surveillance que les agens du gouvernement, dans les forêts soumises au régime forestier.

Voilà bien la preuve de ce que j'ai fait observer plus haut, que, relativement aux communes usagères et aux habitans qui jouissent de leurs bois communaux, l'administration des agens forestiers est renfermée dans les mêmes bornes que celle du propriétaire dans ses propres bois. L'administration n'a pas plus de pouvoir juridictionnel que les particuliers. Dans l'un comme dans l'autre cas, toutes les difficultés que peuvent présenter les actes d'administration de la propriété, doivent être déferées à un tribunal quelconque.

Les dispositions relatives à l'exercice des droits de pâturage et de panage dans les forêts de l'Etat, ayant été commentées dans le chapitre III, section II, du présent titre, il suffit de les reprendre sommairement, en expliquant les motifs qui ont déterminé le législateur à en appliquer plusieurs aux bois des particuliers, et à rejeter cette application pour d'autres en petit nombre.

#### *Article 65.*

481. Cet article, relatif à la réduction des droits de pâturage, suivant l'état et la possibilité des forêts, n'a point été appliqué aux bois des particuliers, parce qu'à l'égard de ces bois, cet article est remplacé par la disposition renfermée dans l'article 119, qui vient d'être commenté ( n° 478 ).

#### *Article 66.*

482. Le premier paragraphe de cet article, qui



borne à trois mois la durée du panage et de la glandée, est applicable aux bois des particuliers.

Mais le deuxième paragraphe ne s'y applique pas, parce que l'article 120 attribuant, comme on l'a vu, aux particuliers *les mêmes droits et la même surveillance* que celle exercée par les agens de l'administration, dans les bois soumis au régime forestier, ce n'est point à l'administration forestière, mais au propriétaire, qu'il appartient de fixer l'ouverture du panage dans ses propres bois, sauf toutefois le recours aux tribunaux, dans le cas où cette fixation serait intempestive.

#### *Article 67.*

483. Il en est de cet article relatif à la *défensabilité* des coupes, comme de l'article 65; ces deux articles étant remplacés par l'article 119, il était inutile de les rendre applicables aux bois des particuliers.

#### *Article 68.*

484. Le propriétaire n'est point investi du droit que cet article accorde à l'administration forestière, de fixer le nombre des porcs et bestiaux qui doivent être admis au pâturage et au panage.

Si le nombre des porcs est déterminé par le titre, il faut s'y conformer; dans le cas, au contraire, où le titre ne renfermerait aucune limitation, alors le propriétaire doit souffrir l'exercice indéfini du droit, à moins toutefois que cet exercice ne soit incompatible avec l'état et la possibilité de la forêt, cas auquel le propriétaire doit, en vertu de l'article 119, s'adresser au conservateur, pour faire vérifier le fait par un agent forestier, et sauf le recours aux tribunaux, dans le cas où l'une ou l'autre des parties aurait à se plaindre de l'opération de cet agent.

*Article 69.*

485. Cet article, qui enjoint à l'administration de faire connaître *chaque année* aux communes et autres usagers les cantons déclarés défensables, n'a point été non plus rendu applicable aux bois des particuliers.

On ne pourrait donc élever, relativement à ces bois, la question de savoir si la déclaration de *défensabilité* doit être renouvelée tous les ans, question qui, comme on l'a vu ( n° 426 ), a été jugée, pour l'affirmative, par deux arrêts de la cour de cassation, mais à l'égard de bois soumis au régime forestier.

Dans les bois des particuliers, il est évident qu'une fois que des coupes ont été déclarées défensables par les agents forestiers, ou reconnues telles par le propriétaire, les usagers peuvent continuer à y envoyer leur bétail, jusqu'à l'exploitation de ces coupes, à moins que les circonstances n'obligent à remettre le bois en défense, cas auquel les usagers devraient en être prévenus légalement.

*Article 70.*

486. Cet article, qui interdit aux usagers l'exercice des droits de pâturage et de panage, pour les animaux *dont ils font commerce*, étant applicable aux bois des particuliers, on renvoie à l'observation faite sur le sens de cet article. ( V. n° 427. )

*Article 71.*

487. Cet article, qui charge les agents forestiers de désigner les chemins pour aller au pâturage et panage et pour en revenir, ne pouvait être appliqué aux bois des particuliers : il est remplacé par le second paragraphe de l'article 119, qui accorde le même droit au propriétaire. ( V. nos 478 et 479. )

*Article 72.*

488. Les dispositions importantes que renferment les trois paragraphes de cet article, sont toutes applicables aux bois des particuliers. Il suffit donc de renvoyer aux développemens dans lesquels je suis entré sur les troupeaux communs. ( V. nos 429 et suiv. )

*Article 73.*

489. L'obligation que cet article impose aux usagers dans les forêts de l'Etat, de faire marquer leurs bestiaux, l'est également aux usagers dans les bois des particuliers. ( V. n° 434. )

*Article 74.*

490. Cet article, qui oblige les usagers de déposer l'empreinte de la marque *au greffe du tribunal*, et le fer servant à la marque, *au bureau de l'agent forestier local*, n'est que l'exécution du précédent. Cette mesure, cependant n'a point été rendue applicable aux usagers dans les bois des particuliers.

Sur quoi l'on peut demander, quels sont les moyens à employer, par le propriétaire, pour faire exécuter l'article 73, lequel deviendrait illusoire, si l'empreinte de la marque n'était pas fixée, et que les communes usagères pussent, à cet égard, agir *ad libitum*.

On croit que, faute par les usagers de remettre dans un dépôt public l'empreinte et la marque dont ils entendent se servir, le propriétaire peut lui-même faire fabriquer un double fer à marque, dont il déposerait l'un au greffe du tribunal, et l'autre serait présenté au maire, avec sommation d'avoir à en faire usage, pour le bétail de la commune usagère.

C'est ainsi que l'ont pratiqué des propriétaires, sous l'empire de l'ordonnance de 1669.

Le duc de Berwick et d'Albe, seigneur espagnol, ayant acquis du gouvernement français et annexé à sa terre de Villedieu, la forêt de *Neuillay*, grevée du droit de pâturage et panage envers les habitants de la commune, voulut assujettir ces usagers à l'obligation de faire marquer leurs bestiaux. Ayant fait en conséquence fabriquer deux timbres en fer propres à tracer à chaud les lettres A. B. sur les bestiaux, il avait déposé l'un de ces timbres au greffe du tribunal de Châteauroux, et avait annoncé ses intentions aux habitans de la commune par deux avis affichés aux portes principales de l'église et de la municipalité; enfin il avait notifié ces dispositions au maire.

Les habitans n'en tinrent compte, et des procès-verbaux ayant été dressés contre eux, une consultation, délibérée par MM. *Grappe*, *Loyseau*, *Darieux*, *Nicod* et *Dalloz*, décida que les dispositions de l'article 6 de l'ordonnance étaient applicables à ces usagers (1).

L'article 120 du nouveau Code ayant appliqué textuellement aux bois des particuliers l'article 73, qui oblige les usagers à faire marquer leurs bestiaux, aujourd'hui cette obligation ne peut être contestée, sous aucun prétexte.

Et ce qu'il y a de certain, c'est que la marque doit être uniforme pour tout le bétail d'une même commune et non sujette à variation. Voilà pourquoi l'article 74 exige des usagers dans les forêts de l'Etat, qu'ils déposent l'empreinte de la marque au greffe du tribunal, et le fer, au bureau de l'agent forestier. En ce qui concerne les bois des particuliers, les usagers sont bien forcés à exécuter la même mesure ou une équivalente, puisqu'ils

(1) On peut voir l'extrait de cette consultation dans le *Recueil* de M. Dalloz, pag. 330 et suiv., de 1822.



ne peuvent, sans délit, introduire au pâturage, des porcs ou bestiaux qui ne seraient pas marqués. Et si, pour éviter toute confusion et tout changement, le propriétaire juge convenable de tenir lui-même la marche qui vient d'être indiquée, les usagers seront tenus de s'y conformer.

*Article 75.*

491. L'obligation de mettre des clochettes au cou de tous les bestiaux admis au pâturage, sous les peines portées par cet article, est aussi imposé aux usagers dans les bois des particuliers. ( V. n° 435. )

*Article 76.*

492. Dans les bois des particuliers, les pâtres ou gardiens des bestiaux, sont également passibles des peines portées par l'article 76, pour le cas où les porcs et bestiaux seraient trouvés hors des cantons déclarés défensables ou désignés pour le panage, ou hors des chemins indiqués pour s'y rendre. ( V. n° 436. )

*Article 77.*

493. Cet article, infligeant l'amende prononcée par l'article 199, aux usagers qui introduiraient au pâturage et au panage, un plus grand nombre de porcs ou bestiaux que celui fixé par l'administration, conformément à l'article 68, n'a pas été, non plus que cet article, rendu applicable aux bois des particuliers.

Cependant, si, dans ces bois, les usagers excédaient le nombre déterminé par leur titre, ou celui qui aurait été réduit, eu égard à l'état et à la possibilité de la forêt, on croit que l'introduction de cet excédant n'en devrait pas moins être considéré comme un délit; car l'usager dont le droit se borne au pâturage ou panage d'un certain nombre d'animaux, est, pour l'introduction de l'ex-

cédant, dans le même cas que celui qui introduit son bétail dans la forêt d'autrui, sans aucun titre.

*Article 78.*

494. Cet article, qui intime aux usagers la défense d'introduire, dans les forêts, des chèvres, brebis et moutons, nonobstant tous titres et possessions contraires, a été rendu applicable aux bois des particuliers, à l'exception toutefois du § 3, statuant que, dans certaines localités, le pacage des moutons pourra être autorisé par des ordonnances du roi.

Ce n'est que pour les forêts de l'Etat et des communes, qu'une autorisation semblable peut intervenir. A l'égard des bois des particuliers, il n'était pas possible d'accorder au gouvernement, un droit d'autorisation qui, tenant à l'intérêt privé, ne peut appartenir qu'au propriétaire.

Mais l'article 120 n'a pas excepté de l'application aux bois des particuliers, le § 2 du même article 78, lequel accorde un recours en indemnité aux usagers qui prétendant avoir joui du droit de pacage des chèvres et des moutons, en vertu de titres valables, se trouveraient privés de l'effet de ces titres, par la prohibition que porte le § 1<sup>er</sup>. De sorte que, si l'on prenait à la lettre les articles 78 et 120, il en résulterait que le propriétaire, dans ses propres bois, se trouverait dans l'impossibilité d'exécuter le titre, et forcé de payer l'indemnité à l'usager, sans pouvoir même jouir dans sa propriété, du droit d'autoriser le pacage des moutons que la loi accorde au gouvernement pour les forêts de l'Etat dont il n'est que l'administrateur.

Interpréter ainsi la loi, ce serait prêter au législateur une intention absurde : l'anomalie que paraît présenter la combinaison des deux articles 78 et 120, provient

d'un vice que j'ai déjà eu occasion de signaler, de ce qu'au lieu de répéter dans les titres relatifs aux bois des particuliers et à la jouissance des biens communaux, les règles de police qui devaient s'appliquer à ces deux objets, on a trouvé plus court de renvoyer en masse à la plupart des articles concernant les forêts de l'Etat, sans réfléchir que, sur certains points, l'application en serait impossible.

Ce qui est certain, c'est que la loi regardant le pacage des chèvres et des moutons comme pernicieux, a bien pu déclarer qu'à l'égard des forêts de l'Etat, les titres seraient désormais sans effet, sauf l'indemnité due à toute personne dépouillée de son droit, pour cause d'utilité publique, et en accordant même au gouvernement le droit d'autoriser le pacage des moutons, dans les lieux où il le jugera convenable.

Mais, à l'égard des propriétés particulières, la puissance du législateur ne peut aller jusqu'à anéantir les titres, et il n'a pu entrer dans la pensée des auteurs du Code, que le propriétaire pût être forcé à subir une condamnation à des dommages-intérêts, s'il consent d'exécuter l'acte qui a conféré aux usagers le droit de pacage des bêtes à laine. Profitant de la disposition de l'article 78, il pourra, sans doute, interdire ce pacage, moyennant indemnité, mais rien ne l'empêche d'en laisser continuer l'exercice.

Prétendrait-on que la défense portée par le Code étant d'ordre public, il n'est permis à qui que ce soit d'y contrevenir ?

Mais si cette disposition, qui déjà se trouvait dans l'ordonnance, avait été d'ordre public, les titres contraires étant invalides, il ne pourrait être question d'indemnité. La défense d'introduire des bêtes à laine dans les bois, tient si peu à l'ordre public, que, même dans les forêts

de l'Etat et des communes, elle peut-être levée par ordonnance. Enfin, si cette défense était d'ordre public, le propriétaire lui-même ne pourrait pas faire pacager des chèvres et des moutons dans ses propres bois.

495. Cependant on ne saurait contester ce droit au propriétaire : c'est ici le cas de le démontrer.

« La propriété d'un bois, dit M. Merlin, emporte pour » celui à qui elle appartient, le droit d'en user et d'en » abuser, et par suite celui d'y introduire ses bestiaux » avant que les bois soient défensables. — Ce droit en- » traîne tout naturellement, pour le propriétaire d'un » bois défensable ou non, celui d'y introduire ses mou- » tons et ses chèvres. — Il entraîne donc aussi celui de » permettre qu'on y introduise des moutons et des chè- » vres appartenant à autrui (1). »

Il est vrai que, par deux arrêts à la date des 16 octobre et 5 novembre 1807, la cour de cassation avait décidé que le propriétaire d'un bois particulier ne pouvait pas permettre que des chèvres ou des moutons y fussent introduits, « attendu que la prohibition portée par l'art. 13, tit. 19, de l'ordonnance de 1669, est d'ordre public et de police générale, etc. »

Mais, comme le faisait observer M. Merlin, cette manière de juger était en opposition directe avec les principes établis dans l'avis du conseil-d'état, du 18 brumaire an 14 : aussi la cour de cassation n'a pas tardé à en revenir.

Un arrêt du 26 juillet 1811 a formellement jugé que l'introduction des chèvres dans un bois, avec la permission du propriétaire, ne pouvait constituer un délit. — « Attendu qu'il est reconnu, dans l'espèce, que Georget, » J. B. Balbri et Jacques Canetto, n'ont introduit des

(1) *Répertoire*, v<sup>o</sup> *pâturage*, § 1, n<sup>o</sup> 5.



» chèvres dans le bois dont il s'agit qu'avec le consente-  
 » ment du propriétaire de ce bois, consentement avoué par  
 » le propriétaire lui-même; attendu qu'en pareille circon-  
 » stance, l'arrêt attaqué, loin de contrevenir expressé-  
 » ment à aucune loi, en déchargeant les prévenus, n'a  
 » fait qu'appliquer des principes consacrés par le décret  
 » du 18 brumaire an 14. »

Un autre arrêt du 18 octobre 1811, a jugé de même (1).

Les dispositions du Code forestier sont en parfaite harmonie avec cette dernière jurisprudence.

Ce n'est qu'aux usagers, que les articles 78 et 120 font la défense de faire pacager des chèvres, brebis et moutons dans les forêts.

Pour prétendre que cette défense est absolue et s'applique au propriétaire lui-même, il faudrait que la loi renfermât une disposition expresse et qui fût sanctionnée par une peine, en cas d'infraction. Existe-t-il une disposition semblable? Non. Le Code défend bien au propriétaire de procéder au défrichement de ses bois, sans une déclaration qui mette l'administration à même de s'y opposer; et pour assurer l'exécution de cette mesure, la loi a eu soin de prononcer une peine, en cas de contravention, et de tracer le mode de poursuites. Mais point de défense semblable, concernant le fait du pâturage des bêtes à laine du propriétaire, dans ses propres bois.

496. Il y a plus : dans la séance du 31 mars 1827, un membre de la chambre des députés ayant proposé deux articles additionnels qui tendaient à défendre aux propriétaires, sous peine d'amende, d'introduire pour leur propre compte, ou de permettre à d'autres l'introduction

(1) V. ces deux arrêts, Répertoire, v<sup>o</sup> pâturage, § 1, n<sup>o</sup> 8.

*des chèvres, brebis et moutons, dans leurs bois, et à ce qu'il fût accordé, en conséquence, à l'administration forestière, le droit de poursuivre les délits de ce genre; cette proposition, loin d'avoir été accueillie, n'a pas même été appuyée. Quoique motivé sur la conservation des forêts, le vœu de l'honorable membre a été regardé comme contraire au droit de propriété.*

Cela posé, comment pourrait-il être défendu à un propriétaire de laisser continuer l'exercice du pacage des chèvres et moutons à l'usager muni d'un titre qui lui attribue ce droit, quand rien n'empêche ce propriétaire d'exercer lui-même le pacage de cette nature, ou de le permettre à d'autres, envers lesquels il n'est lié par aucun titre ?

Telles sont, en ce qui concerne l'exercice des droits de pâturage et de panage, les règles que le nouveau Code a appliquées aux usagers dans les bois des particuliers. L'article 120 a également rendu applicables plusieurs autres dispositions établies pour les forêts de l'Etat ; mais ces dispositions étant étrangères à l'objet de ce chapitre, elles seront traitées ailleurs.

## SECTION II.

*Examen, d'après les principes du droit commun combinés avec les règles spéciales de la matière, de plusieurs questions touchant l'exercice des droits de pâturage et panage.*

**497.** La loi des contrats, la volonté des parties ne doivent fléchir devant la règle spéciale qu'autant qu'elle le commande expressément. Après avoir discuté les dispositions du Code forestier concernant l'exercice des

droits de pâturage et de panage, et surtout la défense faite aux usagers d'introduire leur bétail dans les bois, à moins qu'ils n'aient été déclarés défensables par l'administration forestière, je dois donc examiner si ces dispositions sont tellement absolues qu'il ne soit pas permis d'y déroger, par des titres contraires.

Des questions importantes soumises à cet examen, les unes ne concernent que les bois des particuliers, les autres peuvent s'appliquer à toutes les forêts quelconques.

### PREMIÈRE QUESTION.

*498. Pour reconnaître si les coupes sont défensables, est-il toujours besoin d'un procès-verbal des agents forestiers? L'usager qui introduirait son bétail dans la forêt, du consentement et sur la simple permission du propriétaire, ne serait-il pas à l'abri de poursuites?*

Il faut distinguer, à cet égard, les bois des particuliers, des forêts de l'Etat et des communes.

Dans ces forêts, le procès-verbal des agents forestiers est indispensable; il ne peut être dérogé par aucun acte conventionnel, à ce que prescrit la loi, pour reconnaître la *défensabilité* des coupes.

Il en est autrement des bois d'un particulier. On ne saurait contester au propriétaire le droit de disposer des produits de sa propriété, comme il le juge convenable. Ainsi, quoique l'article 119 du Code forestier décide que les droits de pâturage et de panage ne pourront être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables par l'administration forestière, rien n'empêche le propriétaire d'un bois de reconnaître lui-même la défensabilité des coupes, et d'y permettre l'introduction du bétail des usagers.

A l'égard des bois des particuliers, l'intervention de

l'administration forestière n'a donc rien de forcé : les agens forestiers sont seulement des experts légaux que la loi a établis, dans l'intérêt des parties, parce qu'ils sont spécialement doués de toutes les connaissances nécessaires. Mais ce n'est que sur la réquisition du propriétaire ou des usagers, que ces agens peuvent s'entre-mettre dans la forêt.

L'ordonnance de 1669 (art. 41, titre 1, et 2, titre 26) prescrivait déjà aux officiers des maîtrises de n'exercer des actes de police et de juridiction dans les bois des particuliers, que *quand ils en seraient requis par l'une ou l'autre des parties*. L'ordonnance réglementaire du nouveau Code est conforme à cette disposition.

« Lorsque, dit l'article 151, les propriétaires ou les » usagers seront **DANS LE CAS de requérir l'intervention** » *d'un agent forestier*, pour visiter les bois des particuliers, à l'effet d'en constater l'état et la possibilité, ou » de déclarer s'ils sont défensables, ils en adresseront la » demande au conservateur, qui désignera un agent » forestier pour procéder à cette visite. — L'agent forestier, ainsi désigné, dressera procès-verbal de ses » opérations, en énonçant toutes les circonstances sur » lesquelles sa déclaration sera fondée. »

De cette disposition, il résulte bien évidemment que ce n'est que sur la demande de l'une des parties, et dans le cas où elles ne seraient pas d'accord, qu'un agent forestier peut être désigné par le conservateur pour reconnaître, soit l'état et la possibilité de la forêt, soit la défensabilité des coupes. Et par conséquent, si le propriétaire reconnaît lui-même ces faits, qu'il donne à la commune usagère un permis d'introduire son bétail au pâturage et au panage, alors l'opération des agens forestiers devient inutile, leur intervention intempestive ne serait qu'une usurpation de pouvoir.



Il y a plus : c'est que l'usager, poursuivi pour avoir fait pâturer son bétail dans un bois non déclaré défensable, devrait être renvoyé de la plainte du ministère public, s'il justifiait de l'assentiment du propriétaire.

C'est ce qui a été jugé par plusieurs arrêts de la cour de cassation sous l'empire du décret du 18 brumaire an 14, qui, comme l'art. 119 du nouveau Code, confiait à l'administration forestière le soin de déclarer défensables les bois des particuliers. Dans l'espèce de ces arrêts qui viennent d'être rapportés (n° 495), il s'agissait de l'introduction des chèvres dans un bois, genre de pâturage expressément prohibé par les lois de tous les temps, et la cour suprême a reconnu l'omnipotence du propriétaire dans ses propres bois, en décidant que son consentement avoué mettait les prévenus à l'abri de toutes poursuites.

Mais l'usager alléguerait en vain le consentement du propriétaire; il ne pourrait être admis à le prouver par témoins, parce qu'ayant pu et même dû se procurer une reconnaissance ou déclaration écrite, l'art. 1341 du Code civil interdit, en ce cas, la preuve vocale (1).

## DEUXIÈME QUESTION.

**499.** *Le fait d'introduction du bétail des usagers ne doit-il pas être déclaré légitime et non délictueux, si, à raison de l'âge des bois, et d'autres circonstances, leur défensabilité est évidente, et qu'il soit démontré que le pâturage n'a pu causer aucune espèce de préjudice ?*

Les art. 67 et 119 du Code forestier renferment des dispositions absolues et qui n'admettent ni exception, ni excuse, en cas d'infraction.

(1) V. tom. 1, n° 327, pag. 500, et les arrêts rapportés ci-après, à la suite du chap. I, tit. III.

Ainsi, quel que soit l'âge des bois, l'introduction du bétail de l'usager est un délit, par cela seul que les coupes n'ont pas été déclarées défensables par l'administration forestière, à moins que le propriétaire, reconnaissant cette *défensabilité*, n'ait permis l'introduction du bétail, s'il s'agit d'un bois de particulier.

C'est ce qu'a jugé, sous l'empire des lois anciennes, un arrêt de la cour de cassation du 25 mai 1810.

Dans l'espèce qui a donné lieu à cet arrêt, les coupes ayant de 14 à 19 ans d'âge, la cour de justice criminelle du département du Cher avait jugé que l'introduction du bétail pouvait être d'autant moins considérée comme un délit, que les usagers, voyant le propriétaire mener lui-même ses bestiaux dans les bois dont il s'agit, et en affermer, qui plus est, le pacage à plusieurs particuliers, avaient été fondés à croire que les coupes étaient défensables; qu'ainsi le propriétaire qui poursuivait étant sans intérêt, puisqu'il n'éprouvait aucun tort, le ministère public seul aurait pu être fondé à se plaindre de la prétendue infraction à la loi.

Malgré ces considérations, l'arrêt de cette cour a été cassé : « attendu qu'il résulte du décret du 17 nivôse » an 13, et de l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire » an 14, que l'usager ne peut introduire ses bestiaux » dans les bois et forêts, avant que les bois aient été » déclarés défensables, et qu'avant cette époque, le » délit résulte de *la seule introduction* ; — que la cour, » dont l'arrêt est attaqué, ne s'est pas prévalu, avec » plus de fondement, de ce que le réclamant avait lui-même envoyé ses bestiaux dans lesdits bois, et de ce » qu'il avait affermé le pacage à quelques particuliers ; » qu'en effet, d'après les principes de droit rappelés » dans l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, le » propriétaire n'exerce ni un usage, ni une servitude ;

» que la propriété consiste , au contraire , *dans le droit*  
 » *d'user et d'abuser* , droit qui doit être respecté à moins  
 » qu'il n'en résulte de graves abus ; que , par conséquent ,  
 » l'exercice des droits de propriété n'était pas la base  
 » de l'exercice du droit d'usage (1). »

La disposition que renferment les art. 67 et 119 du Code n'étant ni moins formelle ni moins absolue que celle portée dans les décrets de l'an 13 et de l'an 14, il en résulte que, quel que soit l'âge de la forêt, quelles que soient les circonstances qui paraîtraient éloigner toute idée de préjudice, l'introduction du bétail dans les coupes non déclarées défensables ou qui n'auraient pas été reconnues telles, constitue, par cela seul, un délit inexcusable.

### TROISIÈME QUESTION.

**500.** *En défendant aux usagers d'introduire leur bétail dans les bois à moins qu'ils n'aient été déclarés défensables par l'administration forestière, les articles 67 et 119 du Code forestier ont-ils dérogé aux anciennes coutumes locales qui avaient fixé l'âge auquel les coupes devant être considérées comme défensables, le bétail pourrait y être introduit ?*

Nous avons vu au titre I<sup>er</sup> de cet ouvrage, que plusieurs coutumes avaient fixé l'ouverture du pacage dans les bois après la quatrième, la cinquième ou la sixième feuille (2). C'est pour faire cesser l'application de ces lois locales, que déjà l'ordonnance de 1669 (art. 1 et 3, titre 19) avait porté une disposition générale, défendant

(1) D., pag. 185 et suiv., de 1815.

(2) Tom. 1, n° 360, pag. 583.

aux usagers d'introduire leur bétail en d'autres lieux que ceux *qui auront été déclarés défensables*, et l'article dernier de cette ordonnance abrogeait toutes dispositions contraires.

Le Code forestier est encore plus formel : *quels que soient l'âge et l'essence des bois*, dit l'article 67, *les usagers ne pourront exercer leurs droits de pâturage et de pannage que dans les cantons qui auront été déclarés défensables par l'administration forestière ; et ce, nonobstant toutes possessions contraires*. L'article 149 a été rédigé dans le même esprit ; et l'article 218 abroge aussi toutes les lois et réglemens antérieurs.

Ainsi pour la déclaration de *défensabilité*, la seule règle à consulter, c'est l'état de la forêt ; la seule question à examiner est celle de savoir si les rejets sont assez élevés, pour que l'introduction du bétail ne leur fasse éprouver aucun dommage, ce qui peut varier, non-seulement suivant les localités, mais d'après la nature du sol de chaque forêt. Une décision du conseil de préfecture, ou des tribunaux (s'il s'agit de bois de particuliers), qui serait fondée sur ce que, d'après la coutume, ou l'usage local, le bois est défensable, par cela même qu'il a acquis tel ou tel âge, serait donc infailliblement annulée. Il en serait de même d'un jugement ou d'un arrêt qui, réglant l'exercice des droits d'usage déciderait, qu'à l'avenir, le bétail des usagers pourra être introduit dans les coupes, lorsqu'elles auront atteint tel ou tel âge. Quelque éloigné de la dernière exploitation que put être l'époque de la défensabilité fixée ainsi par avance, un règlement semblable ne renfermerait pas moins un excès de pouvoir, parce que, dans les forêts de l'Etat, et même dans les bois des particuliers (lorsque les parties ne sont pas d'accord), c'est à l'administration forestière qu'il appartient de déclarer les coupes défensables, à



chaque révolution, sauf le recours, s'il y a lieu, contre cette déclaration, au conseil de préfecture, s'il s'agit de bois soumis au régime forestier, et devant les tribunaux dans le cas contraire.

#### QUATRIÈME QUESTION.

**501.** *Que doit-on penser d'une loi spéciale, tel qu'un arrêt de règlement, qui aurait fixé l'époque à laquelle les coupes devant être considérées comme défensables, le bétail pourra y être introduit ?*

Cette question s'est présentée à la cour de cassation, sous l'empire de l'ordonnance de 1669. Un arrêt de règlement du parlement de Besançon, à la date du 28 avril 1751, ayant fait défense « à tous habitans des paroisses, communautés séculières et régulières, propriétaires et usagers, de conduire ou faire conduire leurs porcs, dans les assiettes nouvellement exploitées, jusqu'à ce que les rejets soient au moins de six ans, ou que lesdites assiettes aient été déclarées défensables (1), » le tribunal de Saint-Hippolyte et la cour de justice criminelle du Doubs, fondés sur cet arrêt de règlement, avaient renvoyé, de la plainte, les habitans d'une commune traduits en police correctionnelle, pour avoir fait paître leurs porcs dans une coupe âgée de plus de six ans, et qui n'avait pas été déclarée défensable.

Mais la section criminelle a cassé, par arrêt du 1<sup>er</sup> avril 1808, motivé sur l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, et attendu que l'arrêt de règlement du 28 avril 1751 est aujourd'hui sans autorité, dans la ci-devant province de Franche-Comté (2).

(1) *Recueil des édits enregistrés au parlement de Franche-Comté*, tom. 4, pag. 142.

(2) *Répertoire*, v<sup>o</sup> usage, § 5, art. 3.

« Cet arrêt, dit M. Merlin, n'a-t-il pas été rendu un peu trop légèrement ? »

» D'une part, s'il est évident que le parlement de Besançon avait excédé ses pouvoirs, en dérogeant, par son arrêt de règlement, aux dispositions formelles des articles 1 et 3 du titre 19 de l'ordonnance de 1669, il ne l'est pas moins que cet arrêt n'ayant été ni révoqué par cette cour elle-même, ni annulé par l'autorité supérieure, conservait toute la force d'une loi proprement dite (*questions de droit*, v<sup>o</sup> *arrêt de règlement*), et que par conséquent il formait, pour la Franche-Comté, au moment où a paru l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, une loi spéciale sur le mode d'exercice du droit de pâturage.

» D'un autre côté, il est de principe que les lois générales ne sont jamais censées déroger aux lois spéciales (*Rép.* v<sup>o</sup> *lois*, § 11, n<sup>o</sup> 3).

» Eh ! comment, dès-lors, l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14 aurait-il pu abroger l'arrêt de règlement de 1751 ? Il est, sans doute, bien général, mais il ne peut pas même être considéré comme une loi nouvelle sur la matière ; il n'a pour objet que de résoudre quelques questions dérivant de la règle générale, d'après laquelle il y a délit, de la part de tout usager qui introduit ses bestiaux dans un canton de bois non préalablement déclaré défensable, par un acte spécial de l'autorité compétente, etc. (1). »

Si ces réflexions pouvaient être fondées à l'époque où l'auteur les a écrites, aujourd'hui elles ne sont plus de saison.

Le Code forestier est non-seulement une loi générale, mais l'article 248 abroge pour l'avenir toutes les lois et

(1) *Répertoire*, v<sup>o</sup> *usage*, § 5, tom. 17, pag. 835

règlemens antérieurs sur les matières réglées par le présent Code, en tout ce qui concerne les forêts : lois générales et dispositions spéciales, tout est donc abrogé.

Ainsi, quand l'arrêt de règlement de 1751 aurait conservé son empire, nonobstant les dispositions contraires de l'ordonnance de 1669 et des décrets qui en ont rappelé l'exécution, aujourd'hui cet arrêt de règlement et toutes lois spéciales semblables se trouvent anéantis par les articles 67 et 119 du nouveau Code.

### CINQUIÈME QUESTION.

**502.** *En défendant aux usagers d'introduire leur bétail dans les bois qui n'auraient pas été déclarés défensables, les lois forestières ont-elles anéanti tous les titres antérieurs et contraires à cette disposition? les transactions qui y dérogeraient, pour l'avenir, devraient-elles rester sans effet?*

La solution de cette question présente beaucoup de difficultés.

La défense que renferme à cet égard l'article 67 du Code forestier est faite, *nonobstant toutes possessions contraires* ; et si l'article 119 ne répète pas les mêmes termes, pour ce qui concerne les usagers dans les bois des particuliers, cet article, comme on l'a vu, n'est pas moins fondé sur le même principe.

Ainsi les usagers, dans tous les bois quelconques, invoqueraient en vain l'usage qui avait été pratiqué de temps immémorial, pour prétendre, qu'avant la loi nouvelle, ils avaient prescrit le droit d'introduire leur bétail dans les coupes parvenues à tel ou tel âge, sans qu'il fût besoin de les déclarer défensables. En thèse générale, le mode de la servitude se prescrit comme la servitude elle-même (art. 708 Cod. civ.) Et l'on a vu, que l'étendue

du droit, la manière d'en user, peuvent être établis par la possession, quoique la servitude elle-même ne puisse être acquise de cette manière (1). Ici la loi rejette toutes possessions contraires à sa disposition.

Mais en est-il de même des titres? L'article 67 garde le silence sur ce point; il ne s'exprime pas comme l'article 78, lequel défend tranchément le pacage des chèvres, brebis et moutons, *nonobstant tous titres et possessions contraires*.

De cette différence dans les expressions des deux articles, il semble donc résulter qu'en ce qui concerne la *défensabilité* des coupes, l'article 67, et l'article 119 à plus forte raison, n'ont pas entendu déroger à des titres positifs et qui seraient absolument contraires à la disposition de la loi.

Je dis à *des titres positifs et absolument contraires*, car on ne saurait prendre en considération des titres anciens qui seraient censés n'avoir exprimé que l'usage des lieux; d'ailleurs les anciens titres auraient été, au besoin, révoqués par la disposition finale de l'ordonnance de 1669 : « Si donnons en mandement à nos conseillers les gens » tenant notre cour de parlement et chambre de nos » comptes, que ces présentes ils fassent publier et enregistrer, et le contenu en icelles garder, observer et entretenir, *sans permettre qu'il y soit contrevenu en aucune* » *sorte et manière que ce soit*, car tel est notre plaisir, » *nonobstant tous édits, déclarations, ordonnances, régle-* » *glements, arrêts et AUTRES CHOSES A CE CONTRAIRES aux-* » *quels et aux dérogatoires y contenues nous avons dérogé* » *et dérogeons par lesdites présentes.* »

Ce dernier article de l'ordonnance paraît donc avoir dérogé à tous les titres antérieurs.

(1) Tom. 1, n° 105, pag. 138.



505. Mais je suppose que, postérieurement à l'ordonnance et même à l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, il ait été convenu formellement d'y déroger, ou qu'aujourd'hui une dérogation semblable soit consentie par le propriétaire d'un bois particulier, (car pour les autres forêts, l'administration ne pourrait obliger l'Etat, ni les communes.) Une convention de ce genre devrait-elle être considérée comme non avenue?

Au premier coup-d'œil, cette convention semblerait devoir être réprouvée, comme étant contraire à la prohibition que portent les lois forestières. *Nullum pactum*, dit la loi 5, au cod. *de legibus*, *nullam conventionem, nullum contractum, inter eos volumus subsequutum, qui contrahunt, lege contrahere prohibente*.

Mais, comme le dit cette loi elle-même, le principe qui y est rappelé n'est applicable que dans le cas où le législateur, qui prescrit une obligation ou une autre mesure, défend toute convention contraire à la disposition, *lege contrahere prohibente*. Or, en défendant aux usagers d'introduire leur bétail dans des coupes, avant qu'elles aient été déclarées défensables par l'administration forestière, le nouveau Code, de même que l'ancienne ordonnance, ne prohibe aucune convention dérogatoire. On a même vu que, d'après l'ordonnance réglementaire, le recours à l'administration forestière, de la part des usagers ou du propriétaire à qui appartient un bois, n'était que facultative.

Prétendra-t-on que, s'agissant ici d'une mesure de police tenant à l'ordre public et à l'intérêt général, la défense d'y déroger résulte de la nature même de la disposition? Ce serait une erreur, à ce qu'il me paraît.

« La prohibition, dit Dunod, est censée faite par rapport à l'intérêt public, lorsque son premier et principal objet, est le bien de la société, la conservation des

» choses et des droits qui appartiennent au public ; et  
 » qu'elle statue sur ce qui concerne les bonnes mœurs ,  
 » ou qui est hors du commerce, par les droits naturel ,  
 » des gens, ou civil. Telles sont les dispositions des lois  
 » au sujet des actes qui emportent quelque délit ou quel-  
 » que turpitude, de ceux qui ne produisent pas même  
 » une obligation naturelle, ou qui contiennent l'aliéna-  
 » tion de ce dont le commerce est interdit, pour une  
 » cause publique et perpétuelle, comme sont les choses  
 » sacrées et le domaine. La nullité qui résulte de la pro-  
 » hibition, en ce cas, est absolue, parce que la loi résiste  
 » continuellement et par elle-même à l'acte qu'elle dé-  
 » fend ; elle le réduit à un pur fait qui ne peut être ni  
 » confirmé ni autorisé, et qui ne produit aucun droit,  
 » aucune action ni exception, etc. (1). »

L'intérêt public, le bien de la société, ont-ils été le premier objet, le principal mobile de la disposition qui nous occupe ? S'il en était ainsi, la défense de faire pâturer des coupes non déclarées défensables n'aurait pas été portée pour les usagers seulement, elle aurait dû l'être pour tous autres, même pour le propriétaire. Cependant le contraire a été reconnu par le conseil-d'état, en exécution de l'ordonnance dont le Code forestier n'est ici que l'écho.

Écoutons, à cet égard, M. Merlin : « Propriétaire d'un  
 » bois, dit-il, je puis, comme le décide expressément  
 » l'avis du conseil-d'état du 18 brumaire an 14, y in-  
 » troduire mes bestiaux, sans que l'administration fores-  
 » tière l'ait préalablement déclaré défensable.

» Je peux donc permettre à qui il me plaît d'en user  
 » de même, sans qu'on puisse lui opposer la prohibi-  
 » tion dont il s'agit ; car, ce que je puis faire par

(1) *Traité des prescriptions*, pag. 47.

» moi-même, je puis incontestablement le faire par  
» d'autres.

» Et ce que je peux permettre à qui il me plait, de  
» faire une fois, je peux, sans aucun doute, le lui permettre  
» pour toujours. Je peux par conséquent, en lui accor-  
» dant par un contrat synallagmatique un droit per-  
» pétuel de pâturage dans mon bois, lui permettre de  
» l'exercer, sans déclaration préalable de *défensabilité*,  
» de la part de l'administration forestière. »

L'auteur cite un arrêt du 9 juillet 1818, qui a consacré l'exécution d'un titre *dérégatoire* à l'ordonnance de 1669; et soulevant la question de savoir si la décision eût dû être la même, dans l'hypothèse d'un titre antérieur, soit à l'ordonnance, soit au décret du 17 nivôse an 13, qui en avait renouvelé la disposition, il convient que l'on pourrait citer pour la *négative* deux arrêts de la cour de cassation, à la date des 26 janvier et 10 septembre 1824; dont le dernier est fondé sur le motif « que l'ordonnance » de 1669, qui est *une loi de police et d'ordre public*, en » établissant, dans l'intérêt général de l'Etat, des règles » pour la conservation des bois et forêts, a, par cela » même, dérogé à tous statuts et usages contraires; et » même à tout titre de concession antérieur à la promulga- » tion de cette ordonnance. »

Mais, dit M. Merlin, en examinant les espèces sur lesquelles ont été rendus ces arrêts, on reconnaîtra facilement que, l'un a laissé la question entière, et que l'autre l'a seulement préjugée, par un motif tout-à-fait surrégatoire (1).

Postérieurement aux deux arrêts que cite cet auteur, il en est intervenu trois autres qui paraissent avoir confirmé le même principe.

(1) *Répertoire*, v<sup>o</sup> usage, sect. 2, § 5, art. 6, n<sup>o</sup> 2.

Le premier, à la date du 22 juin 1826, décide tout à la fois que l'ordonnance avait dérogé à tous titres antérieurs et qu'elle s'opposait, à *plus forte raison*, à tout traité postérieur qui serait contraire à sa disposition (1).

Des usagers avaient demandé leur renvoi à fins civiles, se fondant sur un titre dérogatoire à l'ordonnance de 1669. Mais par arrêt du 9 septembre 1826, la cour de cassation a cassé le jugement du tribunal des appels de police correctionnelle, qui avait admis cette exception préjudicielle. « Attendu, porte cet arrêt, qu'il est constant, en droit, qu'aucun titre ou aucune convention » *même postérieure* à la promulgation de l'ordonnance de » 1669, n'ont pu déroger aux règles de police établies » par cette ordonnance pour la conservation des forêts : » — que, dans l'espèce, il est constaté que les demandeurs avaient conduit leurs bestiaux dans la forêt de » Tarentaise ou de Montviol, lorsqu'elle était déclarée » non défensible par l'autorité administrative compétente ; — que c'était vainement qu'ils prétendaient » n'avoir fait qu'user d'un droit de pâturage acquis par » des titres précis et authentiques aux habitans de la » commune de Tarentaise, *puisque aucun titre ne peut » déroger aux dispositions de l'article 10 du titre 32 de » l'ordonnance de 1669, qui défend d'une manière absolue d'introduire des bestiaux dans les parties des bois » non déclarées défensibles* (2). »

Enfin, le même principe a été consacré par un dernier arrêt du 2 février 1831.

« Attendu que l'ordonnance de 1669, qui est une loi » *d'ordre public* et un règlement de police pour la conservation des bois et forêts, par son mandat final

(1) D., pag. 388, de 1826.

(2) D., pag. 340, de 1827.



» d'exécution *a dérogé* en termes explicites à tous édits,  
» déclarations, ordonnances, réglemens, arrêts et autres  
» choses à ce contraires, et par conséquent à toutes con-  
» ventions qui auraient cessé d'être en harmonie avec  
» ses dispositions (1). »

Frappé par les raisonnemens de M. Merlin, j'avais d'abord pensé que rien ne pouvait empêcher le propriétaire de convenir avec les usagers, que l'introduction du bétail serait permise quand les coupes auraient atteint tel ou tel âge, sans qu'il fût besoin de les déclarer défensables; et malgré mon respect pour les décisions de la cour suprême, je crois devoir persister dans cette opinion.

Des cinq arrêts qu'on vient de rappeler, il en est trois qui ont été rendus sur des titres antérieurs à l'ordonnance de 1669; et d'après la disposition finale de cette ordonnance (v. pag. 218), la cour de cassation a pu décider avec raison que ces réglemens antérieurs étaient abrogés.

Restent les deux arrêts des 22 juin et 9 septembre 1826.

D'abord, l'autorité de ces arrêts se trouverait contrebalancée, par celui du 9 juillet 1818, que rapporte M. Merlin, lequel a rejeté le pourvoi formé par l'administration forestière, contre un jugement qui avait décidé, qu'attendu la dérogation apportée au droit commun par le contrat de vente du 3 messidor an 4, les sieurs Rouvelet et consorts ont pu exercer leur droit de dépaissance, *sans distinction des bois défensables d'avec les bois non défensables* (2). »

D'ailleurs, les deux arrêts de 1826 se justifient par-

(1) D. ; pag. 94 et suiv. de 1831.

(2) Répertoire, v<sup>o</sup> usage, tom. 17, pag. 847.

faitemment, d'après les faits et circonstances qui y ont donné lieu.

Dans l'espèce du premier, il s'agissait de l'introduction de bêtes à laine dans des coupes non déclarées défensables ; et la transaction de 1746, dont se prévalait la commune usagère, loin d'autoriser ce fait, accordait seulement aux habitans, le droit de faire paître leurs bestiaux dans un bois appartenant au baron de Bouillac, à l'exception des chèvres, et sans rien régler sur la *défensabilité*.

Quant à l'arrêt du 9 septembre, on ne voit pas même quelle était l'espèce du titre dont se prévalaient les usagers, et il paraît que leur exception était absolument étrangère à la question actuelle.

Qu'importe, après cela, le motif surabondant qui s'est glissé dans la rédaction de ces deux arrêts ? Est-il vrai que les dispositions forestières soient des lois d'ordre public auxquelles il n'est permis de porter atteinte, par aucun acte conventionnel ?

Mais on le répète, s'il en était ainsi, si la prohibition d'introduire le bétail des usagers dans les coupes, avant qu'elles eussent été déclarées défensables par l'administration forestière, avait été portée non dans l'intérêt particulier, mais dans l'intérêt public, et pour le bien de la société à qui importerait la police et conservation de toutes les parties du sol forestier, alors il ne serait pas plus permis au propriétaire qu'aux usagers, d'introduire le bétail dans des coupes non déclarées défensables.

Cependant le contraire est reconnu et avéré. Par son avis du 18 brumaire, approuvé le 16 frimaire an 14, le conseil-d'état, interprétant l'ordonnance de 1669, a décidé que, la propriété consistant dans le droit d'*user et d'abuser*, le pâturage des bestiaux du propriétaire ne

pouvait être assujéti à aucune limitation ni défense, et la cour de cassation a consacré aussi ce principe, en décidant que le propriétaire pouvait non-seulement faire pacager lui-même dans ses bois toute sorte d'animaux sans en excepter les chèvres, mais encore transférer cette faculté à d'autres (1).

Dès qu'il est avoué que le propriétaire peut permettre à des tiers l'introduction de toute sorte d'animaux dans sa forêt en quelque temps que ce soit, il faut, pour être conséquent, décider que rien n'empêche le propriétaire d'accorder la même faculté à des usagers, et de déroger ainsi aux dispositions de la loi, qui n'ont été établies que dans son intérêt.

EN RÉSUMÉ, sur cette question : la défense faite aux usagers d'introduire leur bétail dans les coupes non déclarées défensables, n'ayant été portée que dans l'intérêt de la propriété, rien n'empêche le propriétaire de déroger à cette disposition ou de la modifier, comme il le juge convenable.

Mais cette dérogation ne saurait être présumée; il faut qu'elle soit formelle et précise, que l'acte conventionnel indique d'une manière expresse l'intention qu'auraient eue les parties, de faire un règlement pour modifier la disposition de la loi, afin d'éviter, par ce moyen, les difficultés sans cesse renaissantes que peut entraîner son exécution.

## SIXIÈME QUESTION.

304. *Quel serait l'effet d'un jugement contradictoire qui, réglant l'âge auquel les coupes d'une forêt seront susceptibles d'être ouvertes au pâturage, déciderait, qu'à cet*

(1) V. n° 495, p. 206.

*âge, les usagers pourront y introduire leur bétail, sans qu'il soit besoin de les faire déclarer défensables.*

On a vu plus haut qu'une pareille décision devrait être réformée, ou annulée, par la voie de cassation, comme étant contraire aux dispositions des articles 67 et 119 du Code forestier (1).

Mais si un jugement ou un arrêt de cette nature avait acquis la force de chose jugée, alors il devrait être exécuté, nonobstant les articles ci-dessus.

On ne pourrait pas même opposer ici, le motif des arrêts qui viennent d'être cités sur la question précédente, que la nécessité de faire déclarer les coupes défensables, est une mesure d'ordre public à laquelle il ne peut être dérogé; parce qu'il n'en est pas d'un jugement comme d'une convention. L'exécution d'un acte, lorsqu'il est contraire à l'ordre public, n'en couvre pas la nullité, tandis qu'un jugement, quels que soient les vices dont il peut être affecté, soit dans la forme, soit au fond, n'acquiert pas moins l'autorité de la chose jugée, s'il n'est point attaqué par les voies légales, dans le délai fixé par le Code de procédure.

### SEPTIÈME QUESTION.

505. *Peut-on considérer comme étant contraire à l'ordre public et par conséquent non susceptible d'exécution le titre conventionnel, ou le jugement qui aurait autorisé les habitans d'une commune à faire pâturer leur bétail dans une forêt, A GARDE SÉPARÉE.*

On a vu (n° 429, 430 et 488) que, pour les bois des particuliers, de même que pour les forêts de l'Etat, les

(1) V. troisième question, n° 500.



articles 72 et 120 du nouveau Code, avaient renouvelé l'obligation imposée aux habitans d'une commune usagère par l'art. 8, tit. 19, de l'ancienne ordonnance, de réunir leurs bestiaux en un troupeau commun ; et l'exception qu'avaient réclamée à cet égard plusieurs corps administratifs et judiciaires, pour les communes dont les habitations seraient éloignées les unes des autres, n'ayant point été adoptée, la règle est générale ; rien de plus certain.

Mais il peut exister des titres qui auraient statué le contraire, à raison de la localité et pour des motifs particuliers. D'après ce qui vient d'être dit sur les deux questions précédentes, de pareils titres ne sauraient être considérés comme ayant été abrogés par le nouveau Code.

Cependant la cour de cassation vient de décider, dans l'espèce suivante, que ces titres étaient anéantis.

Placée dans le *val de Servance*, la communauté qui porte ce nom, se compose d'une multitude d'habitations éparses dans les Vosges, et sur une surface de très grande étendue : c'est par cette raison, sans doute, que le titre des habitans leur avait accordé le droit de faire pâturer leur bétail à garde séparée, dans des forêts de l'Etat.

Lors de la publication de l'ordonnance de 1669, dans le ressort du parlement de Besançon, la révision des titres des usagers ayant été soumise à des commissaires réformateurs, les jugemens du tribunal de réformation avaient maintenu les habitans dans le droit de faire *proie séparée* ; et dans l'état général des *panages et pâturages, sur les bois et forêts de S. M. dans le comté de Bourgogne*, état arrêté au conseil, en exécution de l'ordonnance, le droit de ces habitans se trouve rappelé en ces termes :

« Les habitans et communauté du val de Servance » jouiront, conformément au jugement desdits sieurs commissaires des 4 et 18 mars 1730 et 5 mai 1734, du droit » de pâturage pour leurs bêtes aumailles, sur toutes » les forêts de cette gruerie, et de la faculté de faire proie » séparée (1). »

Les habitans de Servance jouissaient, sans contestation du droit qui leur était assuré par leurs titres (droit dont l'exercice serait impraticable s'ils étaient obligés de réunir leurs bestiaux en troupeau commun), lorsque l'administration les ayant fait poursuivre en vertu de l'article 72 du nouveau Code, un jugement du 8 novembre 1834, du tribunal des appels de police correctionnelle de Vesoul a rejeté la plainte, sur le fondement que la proie séparée était ici autorisée par un titre exprès.

Mais par arrêt du 7 mai 1835, la section criminelle a cassé ce jugement : « attendu que la prohibition pour » les habitans des communes usagères de conduire leurs » bestiaux à garde séparée, est une mesure de police générale et d'ordre public qui, en établissant des règles » nécessaires à la conservation des forêts, déroge nécessairement à tous statuts, TITRES et possessions contraires; » — qu'ainsi, quels que soient les titres sur lesquels la » commune de Servance appuie ses prétentions, ces » titres ne peuvent prévaloir sur la disposition précitée » de l'article 72, laquelle est d'ordre public; — que ces » prétentions ne peuvent non plus s'appuyer sur le § 2 » de l'article 218 du Code forestier, parce que ces » mêmes prétentions ne sont pas relatives au droit de » dépaissance en lui-même, lequel n'est pas contesté,

(1) *Recueil des édits enregistrés au parlement de Besançon*, tom. 3, pag. 928.

„ mais seulement au mode d'exercer ce droit, mode qui  
» ne saurait être soustrait aux mesures générales et  
» d'ordre public prises pour la conservation des fo-  
» rêts. » -

Et sur le renvoi de la cause à la cour de Besançon, cette cour, par arrêt du 5 août 1835, entraînée par l'autorité de la cour suprême; a décidé, par les mêmes motifs, que le pâturage, à proie séparée, des habitans de Servance, était un délit.

Ces décisions concernent des forêts de l'Etat; mais l'article 120 du Code, appliquant aux bois des particuliers l'article 72 sans restriction, ce qui sera jugé dans un cas doit l'être de même pour l'autre : cette question est donc aussi grave qu'importante.

Sur quoi s'est fondée la cour de cassation pour anéantir un titre aussi formel que celui des habitans de Servance? Sur le motif banal que les dispositions du Code forestier, l'article 72 notamment, sont d'ordre public! J'ai déjà eu occasion de critiquer ce motif, en discutant la 5<sup>e</sup> question. Mais il n'en est pas même de la défense que porte l'article 72, comme de celle d'introduire le bétail dans les coupes non déclarées défensables. Ainsi qu'on l'a fait observer, l'obligation imposée aux habitans de réunir leur bétail en un seul troupeau, n'a eu d'autre objet que de faciliter la surveillance des gardes. Si donc il n'est pas permis de déroger à cette mesure d'ordre, sous le prétexte que toutes les dispositions du Code forestier, tiennent à l'ordre public, il faudra dire aussi qu'un propriétaire ne peut pas permettre aux usagers d'introduire leur bétail dans des coupes qu'il reconnaîtra défensables; il ne pourra pas prolonger la durée de la glandée, que l'article 68 a réduite à trois mois, tandis qu'elle était de quatre, d'après l'ancienne ordonnance. Il sera interdit au propriétaire d'autoriser le pacage des

bêtes dont un habitant fait le commerce, parce que l'article 70 le défend. Le propriétaire n'aura pas même la faculté de dispenser les usagers de l'obligation que leur imposent les articles 73 et 75, de mettre des clochettes au cou de leurs bestiaux, et de les faire marquer, etc.!..... Partir du principe que toutes les dispositions forestières étant d'ordre public, il ne peut exister de titres contraires, ne serait-ce pas méconnaître les premières notions du droit, et s'exposer à tomber d'aberrations en aberrations?

L'article 72 du Code n'est pas une innovation; ayant été puisée dans l'ordonnance de 1669, la disposition de la loi nouvelle ne tient pas plus à l'ordre public que l'ancienne. Or, est-il possible de prétendre sérieusement que la défense de faire pâturer le bétail à garde séparée, était destructive de tous titres contraires? S'il en eût été ainsi, les membres éclairés du bureau de la réformation auraient-ils maintenu le droit des habitants de Servance? Le conseil du roi, qui, d'après l'ordonnance, devait fixer et arrêter les droits des usagers, n'aurait-il pas proscrit la faculté de proie séparée qui avait été accordée à ces habitants? Le parlement de Besançon, qui a enregistré les lettres-patentes données sur l'arrêt du conseil, aurait-il sanctionné une exception contraire à la règle générale tracée par l'ordonnance, si cette règle eût intéressé l'ordre public? Pour établir un pareil système, il faut donc accuser d'ignorance ou de violation d'une mesure inviolable d'ordre public, les autorités les plus respectables du royaume, qui ont cru devoir respecter le titre des habitants de Servance!

Et si ce titre a dû être exécuté, sous l'empire de l'ordonnance, pourquoi serait-il atteint par le Code forestier, dont l'article 218 maintient formellement tous les droits acquis par des actes antérieurs à sa publication.



« Si les lois anciennes, disait le rapporteur de la commission de la chambre des députés, perdent leur autorité par la publication du nouveau Code, à l'égard de tout ce qui se fera, à partir de cette époque, au moins elles seront toujours la règle, et la règle unique des transactions passées et des droits acquis sous leur empire. Elles seront le guide obligé des tribunaux, même pour les contestations dont ces transactions et ces droits pourraient être l'objet par la suite. »

Le § 2 de l'article 218, a dit l'arrêt, n'est point relatif au mode de jouissance, mais aux titres constitutifs du droit, et ici la servitude de dépaissance n'est pas contestée! — Ce motif renferme une double erreur.

D'abord si, comme il le paraît, d'après la position particulière de la commune du val de Servance, l'obligation de réunir les bestiaux en troupeau commun rend le droit illusoire et son exercice impraticable, la faculté de proie séparée, est bien réellement de l'essence du droit; c'est une condition *sine quâ non*, qui a été prévue et qu'il était indispensable de stipuler dans le titre de concession.

Mais, en maintenant les droits acquis, sous l'empire des lois anciennes, l'article 218 n'a pu avoir en vue que les objets dont il était question dans le Code; et comme on l'a fait observer plusieurs fois, les dispositions forestières n'ont rien de commun avec la constitution du droit, elles n'en règlent que l'exercice; c'est donc relativement à cet exercice, au mode de jouissance, que l'article 218 a maintenu les droits antérieurs. D'ailleurs, quand le législateur a voulu qu'il fût spécialement dérogé aux titres, il a eu soin de l'exprimer d'une manière formelle. C'est ainsi que l'article 78, renouvelant la prohibition, que portait déjà l'ordonnance, d'introduire des chèvres et des moutons dans les forêts, ajoute, *nonobstant tous*

*titres et possessions contraires*, et sauf indemnité pour les usagers qui justifieraient de leurs droits. L'article 72 ne disant rien de semblable, les titres y relatifs restent donc sous la sauvegarde de la règle du droit commun qui se trouve dans l'article 218.

Ainsi, plus on examine la question, moins il est facile de comprendre comment un titre, aussi positif que celui des habitans de Servance pourrait être anéanti : et si sur des poursuites semblables à celles qui ont donné lieu à l'arrêt de la cour de cassation, la question se représente pour la même commune, ou pour d'autres qui se trouveraient dans un cas semblable, on croit que les motifs de cet arrêt ne pourraient résister au choc d'une discussion approfondie.

### HUITIÈME QUESTION.

306. *Les bois peuplés d'arbres résineux et qui ne s'exploitent qu'en jardinant, peuvent-ils être déclarés défensables? le pâturage doit-il y être continuellement interdit aux usagers?*

Cette question pourrait paraître extraordinaire, si elle n'avait pas été agitée, lors de la discussion du Code forestier.

Dans la séance de la chambre des pairs, du 18 mai 1827, M. le duc de Praslin demandait que, dans l'ordonnance d'exécution, il fût réglé que les bois de cette nature ne pourraient jamais être déclarés défensables. — M. le comte Roy, rapporteur de la commission, a répondu : « qu'en effet, les bois exploités, en jardinant, à » des époques rapprochées, ne sont, par le fait, *jamais* » *défensables* ; mais il est impossible que la loi, ni même » l'ordonnance, s'explique à cet égard d'une manière

» générale. Il peut arriver [en effet, et il en est ainsi,  
 » dans plusieurs provinces, que le jardinage ait lieu à  
 » des époques assez éloignées, pour que, dans l'inter-  
 » valle, les parties de bois coupées redeviennent désen-  
 » sables, au moins pendant quelques années. Il serait  
 » injuste de priver, à cet égard, les usagers de leurs  
 » droits, d'une manière absolue, lorsqu'il peut se pré-  
 » senter des cas où ils les exerceraient, sans préjudice  
 » pour la propriété. »

Dans la séance du lendemain 19 mai, au sujet de l'article 119, concernant les bois des particuliers, M. le duc de Praslin est revenu à son observation de la veille, prétendant toujours que les bois exploités par *furetage* ne devaient jamais être déclarés défensables. — Et la discussion a été terminée par la déclaration de M. le directeur général des forêts, que *JAMAIS l'administration n'a considéré comme défensables, A AUCUNE ÉPOQUE, les bois qui s'exploitent de cette manière ; et si l'exercice du pâturage y a quelquefois été TOLÉRÉ, c'est UN ABUS QUI DEVRA ÊTRE RÉPRIMÉ.*

Cette opinion du chef de l'administration des forêts doit exciter la surprise.

D'abord est-il vrai que le pâturage dans les bois qui s'exploitent en jardinant, ait toujours été considéré comme *un abus toléré* quelquefois, mais susceptible de *répression* ?

Les montagnes de Franche-Comté, par exemple, sont couvertes de vastes forêts de sapin appartenant la plupart au domaine de l'Etat, d'autres à des communes ou à des particuliers ; et les communes usagères ou propriétaires y ont toujours fait pâturer leur bétail.

De tous les réglemens de l'administration forestière, l'un des plus importans est celui publié en 1727, par le grand-maître Maclot, pour la réformation des

forêts appartenant à l'Etat, peuplées de sapins pour la plupart, qui étaient affectées aux salines de Salins, règlement qui a été approuvé par le conseil du roi. Loin que l'on puisse accuser ce commissaire réformateur d'avoir voulu favoriser les communes usagères, les tribunaux retentissent encore journellement du reproche contraire. Il est peu d'officiers qui aient montré plus de sévérité pour la conservation des bois ; cependant il a maintenu une foule de communautés dans leurs droits de pâturage sur les forêts dont il s'agit.

Ces forêts néanmoins ne sont exploitées qu'en *jardinant*. Un arrêt du conseil du 29 août 1730 le prescrivait ainsi ; et ce mode d'exploitation paraît avoir été adopté par le nouveau Code : l'article 93, qui ordonne la mise en réserve du quart des bois des communes et des établissemens publics, en excepte les bois totalement peuplés *en arbres résineux* ; et l'article 72 de l'ordonnance réglementaire prescrit que, « pour les forêts » d'arbres résineux où les coupes se feront *en jardinant*, » l'ordonnance d'aménagement déterminera l'âge ou la » grosseur que les arbres devront atteindre , avant que » la coupe puisse en être ordonnée. »

Le mode d'exploitation des forêts de ce genre est un mauvais prétexte pour y interdire le parcours. En concédant ce droit, le propriétaire ignorait-il, qu'au lieu d'être aménagés en coupes réglées, les bois de cette nature ne se coupent qu'en *jardinant*, c'est-à-dire que, chaque année, on abat dans les différens cantons de la forêt, une certaine quantité des arbres qui, ayant atteint leur maturité, ne sont plus susceptibles de croissance ?

De l'opinion émise par le directeur général des forêts, il résulterait que la concession des droits de pâturage dans les bois peuplés d'arbres résineux serait tout-à-fait illusoire : un pareil système ne peut se soutenir.



Je crois donc que, dans les bois de sapins et autres arbres de cette nature, le bétail des habitans et des usagers doit être admis au pâturage, de même que dans les autres forêts, en se conformant toutefois aux articles 67 et 119 du Code, qui exigent la déclaration de *défensabilité*, pour tous les bois, *quels qu'en soient l'âge et l'essence*. En cas de refus de l'administration forestière, sous le prétexte que l'on coupe annuellement dans ces bois çà et là et en jardinant, le conseil de préfecture, pour ce qui concerne les forêts soumises au régime forestier, et les tribunaux en ce qui regarde les bois des particuliers, devraient donc y autoriser le pâturage, s'il était vérifié qu'il ne porte pas un dommage notable aux bois.

Que certains cantons d'une forêt de sapins se trouve dépeuplés en partie par la coupe ou le bris d'une assez grande quantité d'arbres occasionné par les vents ( ce qui est assez fréquent ), dans ce cas, sans doute, le pâturage devra être interdit, étant nuisible à la pousse des sapinaux qui croissent dans les clairières; mais la coupe ordinaire, qui ne se pratique qu'en jardinant doit, à ce qu'il me semble, former si peu d'obstacle à l'exercice du pâturage, que le tronc d'un arbre résineux étant coupé, ne reproduit pas comme les autres essences, des rejets qu'il est nécessaire de préserver de la dent du bétail.

### NEUVIEME QUESTION.

**507.** *La disposition que renferment les articles 67 et 119 du Code, est-elle applicable au droit de superficie? Celui dont le droit consiste dans la propriété des bois qui croissent sur le fonds, pourrait-il traduire le propriétaire foncier devant le tribunal correctionnel ou de police pour avoir fait pâturer son bétail dans les coupes non déclarées défensables?*

Cette question peut se présenter dans la pratique ; car, comme on l'a vu au chapitre XIII du titre I<sup>er</sup>, il n'est pas rare, surtout dans les montagnes, de trouver des fonds dont l'herbe, le pâturage appartient à l'un, et les arbres à l'autre. J'ai vu des titres qui indiquaient le *bois de la commune*, comme étant situé *sur la pâture d'un particulier*.

Dans ce cas, le *tréfoncier* et le *superficiaire* ont chacun une propriété distincte sur le même terrain ; mais il n'en est pas ici comme de la propriété ordinaire, qui consiste dans le droit d'user et d'abuser ; l'exercice des deux droits doit être concilié de manière à ce que l'un préjudicie à l'autre, le moins possible.

Le droit qui consiste dans la tonte perpétuelle du bois croissant sur le terrain, deviendrait illusoire, s'il était permis au propriétaire de l'herbe d'y faire pâturer son bétail en tout temps ; et voilà pourquoi l'auteur de ce traité enseigne que le pâturage peut lui être interdit, jusqu'à ce que le bois soit défensable (1).

C'est d'après le même principe que la cour de Besançon a décidé, par arrêt du 29 juin 1826, que le superficiaire ne pouvait pas non plus porter atteinte au droit de pâturage, en coupant arbitrairement.

Il s'agissait, dans l'espèce, d'un pré-bois peuplé de sapins, dont un partage avait adjugé la tonte perpétuelle à Pierre-Joseph Parent, tandis que Jean-François devait avoir la propriété de l'herbe. Pierre-Joseph Parent ayant fait coupe blanche, ses enfans assignèrent l'acquéreur de Jean-François en dommages-intérêts, pour avoir fait pâturer son bétail dans la coupe, et pour qu'il lui fût interdit d'y faire parcourir à l'avenir jusqu'à ce que le bois ait été déclaré défensable. Mais le tribunal de Mont-

(1) V. tom I<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 370, pag. 599.

béliard les a déboutés de leurs conclusions, attendu qu'il s'agissait de bois sapins qui, d'après l'arrêt du conseil du 29 août 1730, ne devaient se couper qu'en jardinant.

Et sur l'appel, la cour a confirmé : « Attendu que, » quoique les appelans puissent soutenir avec fondement » que le droit de superficie accordé à leur auteur par le » titre de 1671, soit un droit de propriété, il doit être » restreint dans les bornes que les parties lui ont nécessaires » sairement fixées; que, pour les bien connaître, il faut » se reporter à l'époque du contrat et à l'usage alors » généralement reçu dans les montagnes du Jura; qu'il » est certain que le terrain litigieux était en pré-bois; » que ce genre de propriété était constamment parcouru, nonobstant les coupes de sapin qui pouvaient » s'y faire, et qui n'avaient lieu qu'en jardinant; que » les appelans, en faisant coupe blanche, n'ont pu nuire » au propriétaire du fonds, dont les droits deviendraient » illusoires, si les appelans pouvaient, à leur gré, renouveler ce genre de coupe; que, s'ils ont le droit comme » propriétaires d'user et d'abuser, ce droit ne peut » s'entendre que de celui d'abuser de leur propriété et » non pas de celle d'autrui; qu'en faisant coupe blanche, sans doute ils ont nui beaucoup à leurs intérêts, » mais n'ont pu préjudicier à ceux de l'intimé, ni le » priver du droit de parcours qui lui appartient d'après » le partage de 1671, que le préjudice qui peut résulter » pour les appelans, étant la suite de leur propre fait, » ne leur donne aucun droit à des dommages-intérêts (1). »

Fondée sur des circonstances particulières, sur l'essence des arbres dont le terrain était peuplé et qui n'au-

(1) *Recueil des arrêts*, de 1826.

raient dû se couper qu'en jardinant, cette décision ne serait pas applicable à une superficie en taillis. Dans ce cas, il est bien certain que le pâturage, après la coupe, devrait y être interdit jusqu'à sa défensabilité, et qu'un pareil fait, de la part du trésancier, donnerait lieu à des dommages-intérêts.

La question de savoir, si les dispositions du Code forestier sont ici applicables, est beaucoup plus difficile.

Pour l'affirmative, on peut dire que, le droit de superficie consistant dans un bois, le superficiaire peut par-là même requérir l'application de toutes les mesures de police établies par la loi forestière.

Mais ici l'intérêt de ce propriétaire est entièrement à l'abri, son action civile en dommages-intérêts est incontestable, comme on vient de le dire. La question se réduit à savoir si le trésancier peut être poursuivi correctionnellement, s'il est passible des peines décernées en cas d'infraction aux lois forestières; et, en matière pénale, on ne doit raisonner, ni par induction, ni par analogie; le juge ne peut prononcer qu'en vertu d'une disposition législative expressément applicable au cas spécial sur lequel il a à statuer (1).

Or, ici quelle est la disposition pénale applicable? Sera-ce l'article 199 du Code forestier prononçant une amende contre l'individu qui, sans aucun droit, introduit son bétail dans la forêt d'autrui? Mais c'est son propre terrain que le propriétaire trésancier fait parcourir. Invoquera-t-on les articles 67 et 119 du même Code? Ces articles n'ont été établis que pour les usagers; ce

(1) Ce principe incontestable est consacré par une jurisprudence constante. — V. notamment les quatre arrêts de la cour de cassation, du 8 septembre 1809, D., pag. 385 et suiv; et ceux du 27 janvier 1826, page 208, 7 octobre 1826, pag. 362, de 1827, et 6 décembre 1828, pag. 54, de 1829.



n'est que contre le pâtre des usagers dont les porcs et bestiaux seront trouvés hors des cantons défensables, que l'article 76 prononce une amende et même l'emprisonnement en cas de récidive; et ce n'est point un droit d'usage, c'est un acte de propriété qu'exerce le trésorier sur le terrain dont la superficie appartient à un autre.

Le Code forestier n'a donc pas de disposition qui puisse s'appliquer au cas dont il s'agit. Ce cas, à ce qu'il me semble, doit être assimilé à celui de deux copropriétaires dont l'un abuserait de son droit au détriment de l'autre; et dans le silence de la loi pénale, le superficiaire n'a qu'une action civile à poursuivre par les voies ordinaires, soit en dommages-intérêts, soit en interdiction du pâturage, jusqu'à ce que les coupes de son bois soient en état de défense.

## DIXIÈME QUESTION.

308. *Les dispositions du Code forestier, quant à la nécessité de faire déclarer les coupes défensables, sont-elles applicables aux prés-bois?*

Les prés-bois des montagnes sont des terrains en nature de parcours, appartenant à des communes ou à des particuliers. La surface de ces terrains est couverte en partie de bouquets de bois et même çà et là de quelques gros arbres d'essences diverses, et principalement de sapins dans les hautes montagnes.

En traitant des bois des communes, on verra que le Code n'ayant assujéti au régime forestier que les bois des communes qui sont susceptibles d'aménagement ou d'une exploitation régulière, les prés-bois ne peuvent être régis par l'administration forestière; l'article 67 du Code sur la *défensabilité* des coupes ne saurait par con-

séquent être applicable aux bois qui y croissent et qu'il est même nécessaire de nettoyer, pour y faciliter le parcours.

Et par la même raison l'article 119 du même Code ne peut s'appliquer aux prés-bois appartenant à des particuliers.

Cependant, après la coupe des arbres qui couvrent en partie ces terrains abandonnés à la vaine pâture après la récolte des foins (on n'y coupe pas de regains), les rejets doivent être préservés des dégâts qu'occasionnerait la dent du bétail; et puisque les dispositions forestières sont inapplicables, il s'agit de savoir comment ces dégâts peuvent être réprimés.

Ici doivent être appliquées, à ce qu'il me semble, les dispositions que renferme le Code rural du 6 octobre 1791. L'article 12, titre 2, porte que, « les dégâts que les » bestiaux de toute espèce, laissés à l'abandon, feront » sur les propriétés d'autrui, soit dans l'enceinte des habitations, soit dans un enclos rural, soit dans les » champs ouverts, seront payés par les personnes qui » ont la jouissance des bestiaux : si elles sont insolubles, ces dégâts seront payés par celles qui en ont la » propriété. Le propriétaire qui éprouvera les dommages » aura le droit de saisir les bestiaux, sous l'obligation » de les faire conduire dans les vingt-quatre heures au » lieu du dépôt qui sera désigné à cet effet par la municipalité. Il sera satisfait aux dégâts par la vente des » bestiaux, s'ils ne sont pas réclamés, ou si le dommage n'a point été payé, dans la huitaine du jour du » délit. »

Cet article ne parle que des dommages-intérêts résultant du délit, sans spécifier aucune peine; mais les articles 2 et 3 du même titre y ont pourvu, en décidant que *tous les délits ci-après mentionnés* seront de la com-

pétence des tribunaux de police et punissables *d'une amende ou d'une détention, soit municipale, soit correctionnelle, ou de détention et d'amende réunies, suivant les circonstances et la gravité du délit, sans préjudice de l'indemnité, etc.*

Il y aurait donc lieu à l'application d'une peine de police, pour les dégâts commis dans les prés-bois.

Et si le dégât avait été occasionné par des chèvres, on devrait appliquer l'article 18, titre 2, du même Code rural, lequel exige que les chèvres qui ne sont pas rassemblées et conduites en troupeau commun à la vaine pâture, ne soient menées aux champs qu'*attachées*, sous peine *d'une amende* de la valeur d'une journée de travail *par tête d'animal*. Le même article ajoute que, dans tous les cas, *en quelque circonstance que ce soit*, lorsque les chèvres auront fait du dommage *aux arbres fruitiers, ou AUTRES, vignes, jardins*, l'amende sera double, sans préjudice du dédommagement dû au propriétaire.

Telles sont, à ce qu'il me paraît, les dispositions pénales applicables au cas où les bourgeons des arbres et des bouquets de taillis qui se trouvent dans les prés-bois auraient été abroutis après les coupes. Ceux qui y conduisent le bétail à la vaine pâture doivent donc faire attention à les maintenir dans les parties en prés, sans laisser divaguer les animaux dans les parties de bois qui ne seraient pas défensables.

---

---

## CHAPITRE VII.

De l'exercice des droits qui consistent dans des livraisons de bois , et de l'obligation d'en demander la délivrance au propriétaire.

509. DANS la première édition de son *Traité d'usufruit et d'usage*, l'auteur avait consacré à l'explication de l'ancienne jurisprudence deux chapitres, l'un ayant pour titre *du règlement de coupes qui peut être imposé aux usagers*, l'autre *des actions par lesquelles les usagers, qui abusent, peuvent être poursuivis soit au civil, soit en police correctionnelle*.

Les longs développemens que renferment ces deux chapitres reposent tous sur la même base, savoir, que, d'après les lois alors existantes, les usagers dans les bois des particuliers pouvaient couper, sans délivrance.

Dans les forêts de l'Etat, disait M. Proudhon, les usagers ne peuvent, sans se rendre délinquans, prendre le bois qui leur est dû, qu'en vertu de la délivrance qui doit leur être faite par les agens de l'administration. Il en est de même des habitans des communes, pour ce qui concerne les bois communaux. Tel est le prescrit de l'ordonnance.

Quant aux bois des particuliers, les dispositions de cette ordonnance n'y sont point applicables. Le propriétaire pouvait s'adresser aux tribunaux pour obtenir un règlement de coupes ; mais, à défaut de ce règlement, l'usager n'est nullement tenu de demander la délivrance ; il a le droit de s'entremettre dans la forêt pour y prendre



ce qui lui est dû ; et s'il n'excède pas la mesure de ses besoins, qu'il ne touche à d'autres espèces de bois que celles qui lui sont assurées par son titre, il ne peut être répréhensible, pour s'être servi par ses propres mains.

Les règles du raisonnement, les principes du droit commun, l'explication des lois et réglemens forestiers, la pratique des anciennes cours souveraines, la doctrine d'une foule d'auteurs ; le savant doyen n'avait rien omis pour fonder son opinion : telles étaient les armes avec lesquelles il combattait le sentiment contraire de M. Merlin, ainsi que les motifs d'un arrêt du 10 octobre 1820, qui, pour la nécessité d'obtenir la délivrance, avait appliqué aux usagers, dans les bois des particuliers, les dispositions de l'ordonnance relatives aux forêts de l'Etat.

Depuis cet arrêt, la cour suprême en a rendu plusieurs autres semblables : et le Code forestier ayant érigé cette jurisprudence en loi positive, il n'est plus possible de discuter sur ce point.

Ainsi quelque pressante qu'aît pu être à cet égard la doctrine de M. Proudhon, lorsqu'il a publié son ouvrage, il est inutile de reproduire les longs développemens auxquels il avait jugé nécessaire de se livrer alors (1).

Au nombre des dispositions établies pour les forêts de l'Etat, et que l'article 120 a rendues applicables aux usagers dans les bois des particuliers, se trouvent les articles 79 et 80, qui imposent aux usagers ayant droit à des livraisons de bois *de quelque nature que ce soit*, l'obligation de demander la délivrance, à la seule exception de ceux qui n'ont que la faculté de ramasser le *bois sec et gisant* (2).

(1) Première édition, tom. 8, page 13 jusqu'à 258.

(2) Voyez nos 440, 441 et 480,

Ainsi, dans les bois des particuliers, de même que dans les forêts de l'Etat, l'usager ne pourrait plus se servir par ses propres mains, sans s'exposer à être poursuivi comme délinquant; il est tenu de demander la délivrance, et ne peut couper aucun bois, qu'après l'avoir obtenue.

C'est au propriétaire que la demande doit être adressée; la délivrance doit être effectuée par lui ou par ses agens. Dans les bois des particuliers, l'administration forestière n'est nullement chargée de ce soin.

On pourrait croire le contraire, en prenant à la lettre les termes de l'article 79, portant que la délivrance sera faite *par les agens forestiers*, et j'avais pensé d'abord que les usagers pouvaient s'adresser à ces agens, pour obtenir la délivrance (1); mais c'est une erreur évidente.

A l'égard des bois des particuliers, l'intervention des agens forestiers ne peut avoir lieu que dans les cas expressément prévus par la loi. Or, ce n'est que pour les droits de *pâturage* et de *panage* que l'article 119 du Code porte qu'ils ne pourront être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables *par l'administration forestière*, et suivant l'Etat et la possibilité des forêts reconnus *par la même administration*. Ce n'est que pour les cas prévus par cet article, que l'ordonnance réglementaire déclare que les agens forestiers pourront être requis, s'il y a lieu, par le propriétaire ou les usagers (2).

Quant à la délivrance dans les bois des particuliers, loin de commettre ce soin aux agens forestiers, l'article 120 dit, au contraire, que pour cet objet, de même que

(1) Voy. mon *Commentaire sur le Code forestier*, tom. 2, pag. 310.

(2) Voy. nos 478 et 498, pag. 191 et 209.

pour les autres dispositions établies dans le titre relatif aux forêts de l'Etat, et que cet article applique aux bois des particuliers; *ceux-ci y exercent, à cet effet, les mêmes droits et la même surveillance que les agents du gouvernement dans les forêts soumises au régime forestier.* L'article 79 n'est donc applicable aux bois des particuliers qu'en ce qui concerne l'obligation imposée aux usagers de demander la délivrance; quant à la personne qui doit l'opérer, le propriétaire dans ses propres bois remplit ici la même fonction que les agents forestiers dans les forêts soumises à leur surveillance.

En théorie, l'article 79 est aussi simple que clair; mais il n'en est pas ainsi dans la pratique : de toutes les dispositions de Code forestier, l'obligation de délivrance est celle dont l'exécution présente le plus de difficultés.

Pour éclaircir cette matière importante, je crois devoir suivre la même marche que dans le chapitre VI : je vais présenter, au sujet de la délivrance, une série de questions pour la solution desquelles je puiserai, dans la doctrine de M. Proudhon, tout ce qui peut se concilier avec la législation actuelle.

## PREMIÈRE QUESTION.

510. *L'usager est-il toujours obligé de demander la délivrance? Si son titre lui accordait expressément la faculté de couper à discrétion et de sa propre autorité, ce titre ne devrait-il pas être exécuté, nonobstant la disposition contraire du Code? Ne pourrait-il pas être encore aujourd'hui dérogé à l'obligation de délivrance, par un titre conventionnel?*

« Un bois de particulier, dit M. Proudhon, est une

chose entièrement à la disposition du propriétaire comme étant entièrement dans le commerce, sauf les servitudes pour cause d'utilité publique (1); cette espèce de propriété peut être aliénée par son maître, sans aucune réserve et dans le sens le plus absolu : à plus forte raison elle peut n'être aliénée qu'en partie et sous toutes les modifications réservées par le propriétaire : il pouvait tout aliéner, parce que le tout lui appartenait; il a pu de même s'associer un copropriétaire ou un communier dans sa jouissance, encore que l'un ne soit point mis à l'égal de l'autre; d'où il faut conclure que si l'usager a un titre positivement contraire à la demande en règlement de coupes, le propriétaire ou celui qui représente le propriétaire qui l'a consenti, doit en subir la loi.

« La raison de cela c'est que, comme on vient de le dire, tout est ici aliénable, et que d'ailleurs le droit d'usage peut n'être pas absolument pur; que, dans sa nature mixte, il peut comporter une participation plus ou moins considérable à la propriété du fonds, et que celui qu'on appelle usager peut avoir le droit de revendiquer les avantages de la copropriété avec plus ou moins d'étendue, encore qu'il ne dût pas être considéré comme étant à l'égal du propriétaire primitif; que le droit d'exploiter sans permission est un des avantages attachés à celui de propriété; qu'il peut par conséquent être cédé ou acquis comme tous autres; qu'ainsi il doit être permis à l'usager qui a acquis ce droit de couper, sans autre autorisation, comme il est permis aux communiens d'user de la chose commune tant qu'elle est indivise entre eux, et d'en user, sans que l'un soit soumis à l'autorité de l'autre pour s'en servir (2). »

(1) V. chap. V, pag. 163 et suiv.

(2) Première édition, tom. 8, pag. 36 et 37.



511. Quoique développés au sujet d'une autre question qui ne peut plus être agitée, ces principes ne sont pas moins applicables aujourd'hui.

En effet, le propriétaire d'un bois est le maître de disposer des produits, comme bon lui semble. C'est à lui à faire la délivrance des bois nécessaires aux usagers. Au lieu de leur faire marquer annuellement une coupe ou de leur délivrer une certaine quantité de stères, rien ne l'empêche assurément de leur permettre d'aller couper dans la forêt tout ce qu'ils croiront nécessaire à leurs besoins; et ce que le propriétaire peut faire une fois, pourquoi ne lui serait-il pas permis de le consentir pour toujours, par un titre conventionnel? Comment pourrait-on dire qu'un titre de cette nature, antérieur au Code, aurait été anéanti par les art. 79 et 120, quand l'article 218 du même Code réserve, au contraire, de la manière la plus expresse, tous les droits acquis antérieurement à sa publication?

Aussi, malgré la propension de la cour suprême à considérer toutes les dispositions forestières comme des mesures de police générale et d'ordre public, excluant tout ce qui pourrait y être opposé, voici des arrêts qui jugent nettement, qu'en ce qui concerne l'obligation de délivrance, la disposition de l'ordonnance (et par conséquent du Code forestier) doit fléchir devant les titres conventionnels.

« En 1820, le sieur Bernadach, propriétaire de la forêt de Surède, intente une action correctionnelle contre plusieurs habitans de la commune du même nom, usagers de cette forêt, pour y avoir coupé du bois, sans délivrance préalable de sa part.

» Ils répondent qu'ils n'ont fait que ce qui leur est expressément permis par une convention passée, le 12 septembre 1442, entre la commune et le seigneur de

Surède, alors propriétaire de la forêt, et confirmée par deux arrêts du conseil souverain de Roussillon, des 15 novembre 1698 et 26 janvier 1778.

» Le 27 novembre 1820, arrêt de la cour royale de Montpellier, qui renvoie les parties devant le tribunal civil.

» Attendu que les prévenus excipent de différens » titres, tous également respectables et par leur date » et par l'autorité de laquelle ils émanent; — attendu » que c'est d'après les titres, que les droits des parties » doivent être réglés, et que *les titres peuvent déroger* » *aux droits facultatifs des parties*; — attendu que, » pour statuer sur ces titres, il faut renvoyer les parties » à fins civiles.

» Recours en cassation de la part du sieur Bernadach; mais, par arrêt du 4 janvier 1821, ce recours est rejeté.

» Attendu que la cour royale de Montpellier, saisie, » par le renvoi de la cour, de la connaissance du juge- » ment du tribunal de Guéret, qui avait renvoyé les pré- » venus des poursuites, avait caractère pour connaître » de tous les moyens qui se liaient à ces poursuites, et » pouvaient en modifier ou suspendre les effets ou les » droits.

» Attendu *qu'il peut être dérogé par des conventions* » *stipulées entre les propriétaires et usagers aux règles gé-* » *nérales prescrites par les ordonnances, pour l'exercice du* » *droit d'usage*;

» Que, dans l'espèce, les prévenus ont excipé de titres » communs au propriétaire de la montagne et forêt de » Surède, et aux habitans de ladite commune de Surède, » dont ils font partie, d'après lesquels ils ont allégué » que lesdits habitans étaient autorisés à couper du bois » dans la forêt de Surède, pour leur chauffage, sans » délivrance du propriétaire; que, si ce droit était re-

» connu dériver, en faveur desdits habitans, de leurs  
» titres, il anéantirait le délit qui a été la base des pour-  
» suites ;

» Qu'en prononçant donc qu'il était sursis à ces pour-  
» suites, jusqu'à ce qu'il eût été statué, au civil, sur le  
» droit que pouvaient donner aux habitans les titres qui  
» pourraient être par eux produits relativement à la dé-  
» rogation aux règles générales sur l'exercice du droit  
» de chauffage, la cour royale n'a contrevenu à aucune  
» loi (1). »

512. Mais pour dispenser l'usager de l'obligation de demander la délivrance, que lui imposent les lois forestières, il faudrait un titre formel et positif qui lui assurât la faculté de prendre du bois à discrétion, et sans qu'il fût besoin de délivrance.

A une époque où, la valeur des bois n'étant pas appréciée, les usagers n'étaient assujettis à aucune mesure de police, les actes de concession accordaient aux habitans d'une commune le droit de prendre, d'aller couper dans les forêts du souverain et des particuliers le bois nécessaire à leur chauffage, ou pour les réparations et entretien de leurs bâtimens, et quelquefois même d'en vendre.

Ces expressions et d'autres semblables, qui se trouvent dans tous les anciens titres, sont indifférentes : c'est précisément pour prévenir les abus de la faculté illimitée qui semblait en résulter, que les anciennes ordonnances avaient imposé aux usagers l'obligation de demander la délivrance, obligation que le nouveau Code a consacrée de nouveau, en levant tous les doutes sur la question de savoir si elle ne frappait pas sur les

(1) Répertoire, v<sup>o</sup> usage, sect. 2, § 5, art. 6, n<sup>o</sup> 3, tom. 17, page 845.

usagers dans les bois des particuliers aussi-bien que sur ceux dans les forêts de l'Etat.

Pour soustraire des usagers à cette règle générale, il faudrait donc qu'ils excipassent d'une convention formelle et positive qui y aurait dérogé.

C'est ce qu'a décidé la cour de cassation relativement aux usagers dans la forêt de Surède, qui, comme on vient de le voir, prétendant avoir le droit de couper sans délivrance, avaient été renvoyés à fins civiles, sur les poursuites correctionnelles dirigées contre eux.

La cour de Montpellier, chargée de statuer sur la question préjudicielle, décida, par arrêt du 24 avril 1827, que les habitans ne pouvaient être dispensés de la délivrance, « attendu qu'aucun des titres produits » par la commune ne parle de délivrance, seul objet du » procès actuel, ni pour l'exiger, ni pour en dispenser ; » que ce silence sur une formalité aussi essentielle pour » la conservation des bois, ne saurait être considérée » comme une dérogation aux dispositions des lois et ordon- » nances qui, dans l'intérêt public, en prescrivent l'obser- » vation ; qu'une telle dérogation, pour être admise, » devrait formellement résulter des actes, etc., etc. »

La cour ajoutait que, si, malgré ces considérations, on pouvait penser que les habitans de Surède, en vertu de l'arrêt de 1698, avaient le droit de couper des bois sans délivrance, *il aurait été dérogé à ce droit exorbitant et destructif des forêts, par l'ordonnance de 1669 qui ne fut enregistrée au conseil souverain de Roussillon qu'en 1723, et postérieurement à l'arrêt de 1698.*

Cet arrêt, motivé sur une appréciation d'actes, ne pouvait être susceptible de censure ; c'est ce qu'a d'abord décidé l'arrêt du 21 août 1828, qui rejette le pourvoi. Mais la section des requêtes considère, en outre : « que, » si l'arrêt attaqué a terminé ses motifs par des considé-



» rations générales tirées de l'ordonnance de 1669, cette  
 » partie de son arrêt pourrait encore, si cela était né-  
 » cessaire, trouver sa justification sur la nécessité des  
 » délivrances préalables, nonobstant les dispositions ré-  
 » glementaires d'un arrêt *qui n'est basé sur aucune stipu-*  
 » *lation PRÉCISE des parties*, et qui, comme règlement  
 » d'ordre public, a pu être abrogé par la publication  
 » postérieure de l'ordonnance de 1669, devenue, en  
 » 1723 seulement, par son enregistrement au conseil  
 » souverain de Roussillon, le droit commun de cette  
 » partie de la France (1). »

De ces deux arrêts, il résulte que, s'il peut être déro-  
 rogé à la disposition des lois forestières qui exigent la  
 délivrance, cette dérogation doit être stipulée par un  
 titre conventionnel, d'une manière formelle et précise.

Autrement, l'obligation imposée aux usagers est une  
 règle générale et de droit commun qui régit tous les  
 droits, quels que puissent être leur étendue et les termes  
 du titre.

On opposerait en vain un arrêt du 28 juillet 1820,  
 pour prétendre que le titre qui accorde le droit de  
 prendre du bois à discrétion, *même d'en vendre*, dis-  
 pense, par cela seul, l'usager de la délivrance.

Dans l'espèce qui a donné lieu à cet arrêt, il s'agis-  
 sait d'une transaction du 18 mars 1664, par laquelle le  
 seigneur avait accordé aux habitants des quatre com-  
 munes d'Esparros, Labastide, Laborde et Arrodet, des  
 droits d'usage fort étendus; il leur était permis de  
 prendre toute sorte de bois pour leur chauffage, et  
*même d'en vendre*.

Deux habitants étaient poursuivis, à requête des sieurs  
 Perrin, propriétaires de la forêt, pour avoir coupé du

(1) D., pag. 396, de 1828.

bois sans délivrance, et le tribunal de Tarbes avait considéré qu'un titre de cette nature devait faire regarder les habitans non comme usagers, mais comme des *copropriétaires*, ou comme ayant un droit assez étendu pour *participer à la propriété*. Obligée de s'arrêter devant cette interprétation des actes et des droits des parties, la cour suprême a raisonné dans l'hypothèse d'un *propriétaire* qui coupe des arbres dans sa propre forêt, et a reconnu qu'il avait incontestablement ce droit.

On ne peut donc tirer aucune espèce d'induction de cet arrêt de rejet rendu, par la section criminelle, le 28 juillet 1820.

On le peut d'autant moins que la cour de cassation, ayant eu à statuer, sur une affaire semblable, et en vertu du même titre, a cassé un autre jugement du tribunal de Tarbes, qui n'attribuait pas la qualité de *copropriétaires* aux usagers. N'étant plus dominée par les mêmes motifs que dans la première affaire, la cour suprême n'a pas hésité d'appliquer les vrais principes en matière d'usage, par un arrêt du 18 octobre 1821.

« Attendu que le tribunal de Tarbes, en statuant (sur  
» l'exception opposée par les délinquans), n'a point dé-  
» claré qu'il résultât des titres produits devant lui un  
» droit de propriété en faveur des habitans d'Esparros,  
» Labastide, Laborde et Arrodet, sur les montagnes des  
» demandeurs, ni même la faculté d'y faire paître leurs  
» bestiaux en tout temps et avant qu'elles eussent été  
» déclarées défensables; — que ce n'est donc qu'un droit  
» d'usage étendu qui a été reconnu appartenir aux inter-  
» venans, et que, si ce tribunal a fini par déclarer que  
» leurs droits n'étaient pas de simples droits d'usage,  
» mais des droits d'une nature toute particulière, qui,  
» en raison de leur étendue, sortaient du droit commun  
» en matière d'usage, l'ensemble de ses motifs prouve

» qu'il a entendu parler seulement de droits excédant les  
 » bornes d'un droit d'usage ordinaire, et nullement dé-  
 » clarer *une propriété indivise* entre les sieurs Perrin et  
 » les communes sus-nommées; — attendu *que l'étendue*  
 » *plus ou moins grande d'un droit d'usage* n'en change  
 » point la nature et ne peut lui imprimer le caractère  
 » et les attributs de la propriété (1). »

## DEUXIÈME QUESTION.

**513.** *Comment doit être formée la demande en délivrance des bois que l'usager prétendra lui être dus, chaque année?*

Les émolumens à percevoir pour l'exercice du droit d'usage sont quérables (2); l'usager n'a le droit d'exiger que ce qui est nécessaire à ses besoins, et le propriétaire n'est point obligé d'aller au-devant. Il ne peut donc être constitué en tort qu'en cas de refus; ce n'est que lorsque ce refus a été légalement constaté, qu'il peut demeurer passible de dommages-intérêts, car les prestations d'usage ne s'arréragent pas.

Ainsi les usagers doivent adresser leur demande en délivrance, soit à l'administration, s'il s'agit de bois soumis au régime forestier, soit au propriétaire, s'il est question de bois appartenant à des particuliers.

Telle était déjà, avant la publication du nouveau Code, la marche tracée par la cour de cassation.

Un arrêt du 24 août 1820 a cassé un jugement du tribunal des appels de police correctionnelle de Perpignan pour violation des anciennes ordonnances : « Attendu

(1) V. ces deux arrêts, D., pag. 59 et 60, de 1822.

(2) V. tom. I<sup>er</sup>, pag. 253.

» qu'il résulte de ces lois que les usagers qui ont le droit  
 » de prendre du bois ou des arbres dans les forêts, soit  
 » pour leur chauffage, soit pour les réparations de leurs  
 » maisons, ou pour de nouvelles constructions, ne peu-  
 » vent couper, abattre ni enlever aucun bois, de leur  
 » autorité privée ; qu'ils doivent, sous peine d'être con-  
 » sidérés comme délinquans et punis comme tels, s'a-  
 » dresser, soit aux officiers chargés de l'inspection et con-  
 » servation des forêts de l'Etat, soit aux propriétaires des  
 » bois et forêts particulières, leur exposer leurs besoins  
 » de bois de telle ou telle autre espèce, et former leur  
 » demande en délivrance, lesquels officiers ou proprié-  
 » taires ont le droit de faire vérifier les besoins allégués,  
 » les restreindre, s'il y a lieu, d'accorder ou de refuser  
 » toute délivrance, selon la réalité ou l'étendue de ces  
 » besoins reconnus ; et selon que l'état de la forêt su-  
 » jette à l'usage le permet ou ne le permet pas ; à la  
 » charge toutefois par l'usager, dans le cas de délivrance,  
 » de se conformer pour l'exploitation aux dispositions  
 » des lois forestières, etc. (1). »

Et le 9 mai 1822 il est intervenu un autre arrêt qui a également cassé, par les mêmes motifs, un arrêt de la cour de Limoges (2).

S'il en était ainsi, à une époque où les lois forestières ne renfermaient pas de dispositions bien positives concernant la délivrance dans les bois des particuliers, il en doit être de même, à plus forte raison, sous l'empire du nouveau Code, lequel porte la défense expresse aux usagers dans tous les bois quelconques de couper sans délivrance, à peine d'être poursuivis comme délinquans.

(1) D., pag. 293 et 299, de 1824.

(2) D., pag. 413, de 1822.



## TROISIÈME QUESTION.

**514.** *Lorsque le propriétaire, sommé par les usagers de procéder à la délivrance de leurs usages, n'obtempère pas à leur réquisition, quel parti doivent-ils prendre ?*

Voici comment le savant auteur du *Traité d'usufruit et d'usage* répond à cette question, d'après l'ancienne jurisprudence.

« Lorsqu'il s'agit d'usagers dans les bois de l'Etat, ou d'affouagers dans les bois des communes, c'est une règle invariable qu'il ne peut leur être permis d'y couper, sans que la marque de l'administration y ait été apposée, ou, en d'autres termes, sans qu'ils aient reçu leur bois d'usage ou d'affouage par la délivrance qui s'opère, en le leur marquant.

» Les usagers ou les affouagers dans ces bois ont sans doute la faculté d'inviter, et même de requérir au besoin, les agents de l'administration forestière à leur faire les marque et délivrance de leurs usages et affouages : ils auraient même le droit de recourir à l'autorité supérieure pour faire vaincre la résistance que les agents subalternes pourraient apporter à l'exécution de cette partie de leurs fonctions ; mais dans quelque état de privation qu'ils se trouvent, dans quelque attente qu'on les laisse, c'est toujours un point d'ordre public, qu'ils ne peuvent aller couper dans ces deux genres de forêts, sans avoir reçu les marque et délivrance de leur usage, soit qu'il s'agisse d'arbres futaies, soit qu'il s'agisse de bois taillis. La raison de cela, c'est que les forêts de l'Etat ne peuvent cesser d'être dans le domaine de la loi, et qu'il en est de même pour celles des communes, dans tout ce qui touche à leur administration : or, les lois ne permettent

d'y toucher qu'au moyen de la marque préalable ; par conséquent les usagers ou affouagers doivent s'abstenir jusqu'à ce que cette formalité ait été remplie.

» Les règles ne sont point aussi rigoureuses à l'égard des usagers dans les bois des particuliers. Lors même qu'on leur aurait imposé un règlement de coupes, leur soumission doit être moins absolue, parce que les principes qui régissent cette classe de forêts, sont eux-mêmes moins absolus.

» D'une part, les bois de particuliers rentrent dans le droit privé, comme tout autre genre de propriétés ; et par cela seul qu'ils ne sont que des propriétés privées, ils ne doivent être soumis qu'aux règles civiles des propriétés ordinaires, pour tout ce qui touche à la jouissance et à l'administration du propriétaire, ainsi que pour tout ce qui a rapport aux dispositions qu'il peut en faire, et à l'exécution des droits qu'il peut y avoir accordés à des tiers.

» D'autre côté, il faut considérer :

» Que les besoins des usagers sont toujours pressans ; que, suivant le prescrit des lois forestières, les bois ne doivent être coupés qu'en saison morte, c'est-à-dire dans les derniers mois d'automne et ceux d'hiver ; qu'ainsi, soit qu'il s'agisse de bois à brûler pour le chauffage, soit qu'il s'agisse de bois de constructions et réparations de maison pour se couvrir et s'abriter, il y a toujours urgence dans le paiement à faire aux usagers ;

» Que, quand même le propriétaire de la forêt se mettrait contradictoirement en refus de délivrer, sur la sommation qui lui en a été faite, c'est une règle constante, en jurisprudence (1), que la provision est due au titre, surtout lorsque, comme dans le cas particulier, il s'agit

(1) Voy. l'art. 135 du Code de procéd.

de choses qui rentrent dans nos besoins alimentaires ;

» Que, si le règlement de coupes fut imposé aux usagers pour les forcer à la demande préalable en délivrance, il ne fut pas moins imposé au propriétaire lui-même, pour l'obliger à délivrer sans retard ; qu'ainsi, en confirmant le titre primitif des usagers, il y a ajouté l'action de la chose jugée, qui doit toujours être immédiatement suivie d'exécution.

» C'est par ces considérations que, suivant la jurisprudence des arrêts qui ont statué sur cette matière, et la doctrine de tous les auteurs qui s'en sont occupés, si le propriétaire sommé de faire la délivrance de leurs bois aux usagers, n'obtempère pas dans un bref délai, ceux-ci sont en droit de se transporter dans la forêt pour y couper et se servir par leurs propres mains, sans se rendre aucunement répréhensibles, nonobstant qu'ils auraient été soumis à un règlement de coupes.

» Mais quel doit être précisément le délai durant lequel les usagers sont obligés d'attendre leur prise de bois, après avoir requis le propriétaire de la leur faire délivrer ?

» Suivant l'article 25, tit. 15, de la coutume de Lorraine, l'assignal demandé pour bois de marronnage, ce qui s'entend de bois à bâtir, dans cette province, doit être fourni dans les vingt-quatre heures, après lesquelles, en cas de refus ou de retard, l'usager peut couper ou faire couper.

» Aux termes de l'art. 12, chap. 17, de celle du Nivernais, les usagers au bois pour bâtir doivent en demander la délivrance, à quoi l'article 13 ajoute : « Et » si lesdits usagers requièrent la marque et délivrance » audit seigneur, ou son forestier ou commis, et il en est » refusant ou délayant, ils pourront sommer en justice, » ou par-devant notaire : et ce fait, *huit jours après*,

» pourront user de leurs usages franchement, sans péril  
» d'amende. »

» Le délai fixé à vingt-quatre heures par la coutume de Lorraine, a été généralement regardé comme insuffisant dans les autres provinces ; et celui de huit jours, accordé par la coutume du Nivernais, a le plus souvent été pris pour exemple par les cours de parlemens, lorsqu'elles statuaient sur des réglemens de coupes.

» Nous n'avons aucune loi qui ait fixé ce délai pour les autres parties de la France, et cela par la raison que, dans les autres provinces, les usagers n'ayant jamais été soumis de plein droit à demander la délivrance de leurs usages dans les bois de particuliers, il aurait été bien superflu de fixer aux propriétaires un délai durant lequel ils eussent dû répondre à des sommations qu'on ne devait pas leur faire.

» Cependant, comme les cours de parlemens s'étaient mises en pratique d'établir des réglemens de coupes, au moyen desquels il était défendu aux usagers de couper leur bois sans en avoir demandé la délivrance, il fallait bien fixer un délai durant lequel les propriétaires seraient tenus de faire exécuter cette délivrance, faute de quoi les usagers, rentrant sous la règle du droit commun, pourraient se servir de leurs propres mains comme auparavant.

» Quoi qu'il en soit, le législateur n'ayant jamais fixé ce délai, puisqu'il n'y a jamais eu de loi générale là-dessus, les cours des parlemens ne pouvaient le prescrire que d'une manière arbitraire, sans avoir, en cela, d'autres règles à suivre que celles qu'elles pouvaient rechercher dans la convenance des localités. Quelquefois elles se sont contentées d'ordonner que la délivrance serait faite sans délai, plus souvent qu'elle serait faite dans le délai de huitaine ; mais ce qu'il y a de remarquable,



c'est qu'on ne voit aucun règlement de coupes qui ne contienne, à cet égard, une injonction faite au propriétaire, et qui, en cas de refus ou de retard opposé ou apporté, ne permette aux usagers de couper de leur propre autorité. C'est là un point de doctrine et de jurisprudence unanimement attesté par tous les auteurs, entr'autres :

» Par IMBERT, en son *Enkiridion juris*, au mot *usus rei* ;

» Par PAPON, en ses Arrêts notables des cours souveraines, liv. 14, tit. 3, n° 9 ;

» Par CHENU, l'annotateur de Papon, au même endroit ;

» Par SAINT-YON, en son Recueil des réglemens des eaux et forêts, liv. 3, tit. 23, art. 51 ;

» PAR FILLEAU, en son Recueil d'arrêts et de réglemens, part. 2, tit. 8, chap. 3, p. 367, et vers la fin du chap. 10, p. 381 ;

» Par BOUVOT, en son Recueil d'arrêts notables de Bourgogne, au mot *usage*, question 2, tome 2, page 1196 ;

» Par COQUILLE, sur les art. 13 et 14, chap. 17, de la coutume du Nivernais ;

» Par LEGRAND, sur l'article 168 de la coutume de Troyes, glose 2, n° 24 ;

» Par le président BOUHIER, au chap. 62, sur la coutume de Bourgogne, nos 67 et 68 ;

» Enfin, par GUI DU ROUSSEAU-DE-LA-COMBE, en son Recueil des arrêts de réglemens notables, chap. 10, page 82.

» Tous ces auteurs sont unanimes sur ce point, et tous ont puisé cette doctrine dans une foule d'arrêts de règlement des cours souveraines qui l'ont ainsi ordonné, sans qu'on puisse en citer aucun dans lequel on se soit

écarté de cette règle, sinon pour restreindre plus ou moins les délais accordés aux propriétaires.

» Il résulte de là une conséquence qu'il faut encore bien remarquer ici : c'est qu'à supposer que le propriétaire n'eût point encore provoqué de règlement de coupes contre les usagers, il ne pourrait le faire intempestivement et de manière à les retenir dans un état de privation absolue, en s'opposant à toute coupe à exercer de leur part lorsqu'on est parvenu dans les mois d'automne, qui commencent à être la saison de l'exploitation des bois, et qui commencent aussi à être le temps d'urgence pour les approvisionnemens de chauffage. Il est sensible qu'un acte d'opposition signifié à cette époque aux usagers, avec ajournement pour procéder sur une demande en règlement de coupes, ne devrait point être considéré comme suffisant pour les arrêter, à moins qu'on ne leur offrit une provision d'une consistance raisonnable. Cela doit être ainsi, puisque, lors même qu'il y a règlement de coupes défendant aux usagers de couper sans délivrance préalable, ils peuvent encore se servir par leurs propres mains, si le propriétaire n'obtempère pas à leur réquisition dans un délai si court, qu'il serait impossible d'instruire une procédure en règlement de coupes durant le même temps (1). »

515. Les articles 79 et 120 du nouveau Code ayant assujetti tous les usagers à la demande en délivrance, aujourd'hui peu importe qu'il y ait eu, ou non, un règlement de coupes. La distinction que faisait l'auteur entre les forêts de l'Etat et les bois des particuliers n'est pas non plus admissible.

Dans l'un des cas comme dans l'autre, la sommation ne fait que constituer le propriétaire en demeure ; c'est

(1) Première édition, tom. 8, pag. 61 jusqu'à 67.

le principe d'une action en dommages-intérêts ; d'ailleurs la commune usagère peut obtenir une audience à bref délai, afin de se faire adjuger une provision. Mais la sommation de délivrer n'autorise point les usagers à se faire eux-mêmes une justice qu'ils doivent attendre des tribunaux.

C'est ainsi, du moins, que la cour de cassation applique le nouveau Code.

Le tribunal correctionnel de Guéret avait décidé que des particuliers ne pouvaient être considérés comme délinquans, pour avoir coupé dans une forêt, après avoir fait constater, par des sommations, le refus du propriétaire. Mais par arrêt du 6 mai 1830, la section criminelle a cassé pour violation des articles 79 et 120 du Code forestier.

« Attendu qu'alors même que les prévenus auraient » droit à des livraisons de bois dans la forêt de la dame » d'Ammonéville, ils ne pouvaient exercer ce droit qu'a- » près que la délivrance leur en aurait été faite *par le » propriétaire*. Que des actes de sommation, afin de dé- » livrance, ne pouvaient tenir lieu de cette délivrance et » constituaient seulement le principe d'une action qui, » en cas de refus du propriétaire, devait être portée de- » vant les tribunaux ; que néanmoins le jugement, attaqué » a relaxé les prévenus, sur le motif qu'ayant fait des » actes de sommation à l'agent du propriétaire, et ayant » fait constater son refus de leur accorder la délivrance, » ils avaient fait tout ce qui dépendait d'eux pour obte- » nir le bois nécessaire à leur usage, et avaient pu, sans » délit, prendre ce bois dans la forêt ; en quoi ledit » jugement a violé les articles 79 et 120 ci-dessus » cités (1). »

(1) D., pag. 359, de 1830.

516. Les usagers, après sommation, doivent donc s'adresser aux tribunaux, afin de faire statuer que le propriétaire sera tenu d'opérer la délivrance dans le délai qui sera fixé par le jugement, passé lequel, ils seront autorisés à prendre le bois qui leur est nécessaire, dans les cantons et suivant la quantité fixés par le tribunal.

Et si le propriétaire refuse d'effectuer la délivrance dans le délai qui lui sera fixé, alors les usagers pourront s'entremettre dans la forêt, sans sa participation.

C'est ainsi qu'il a été statué dans l'espèce suivante.

La commune d'Aulnay avait, dans la forêt d'Evreux, appartenant aux héritiers de Bouillon, des droits de pâture et de panage, plus celui de *bois mort sec et gisant*, ainsi que du bois vert *cassé et rompu sans câble et sans maléfices*, ensemble tout *mort-bois* (sur pied) suivant la charte normande.

Les propriétaires s'étant obstinément refusés à opérer la délivrance aux usagers, suivant leurs droits, la chambre civile de la cour de Rouen, par arrêt du 6 janvier 1829, condamna la princesse de Rohan (qui avait recueilli la forêt d'Evreux dans la succession du duc de Bouillon), à délivrer aux usagers une ou plusieurs ventes ou cantons *défensables*, pour y exercer leurs droits de pâture et de ramage, et, en cas de refus de délivrance dans la quinzaine de la signification, le même arrêt autorisait les habitants à exercer leurs droits dans les cantons *défensables de la forêt qu'ils jugeront convenables*. Enfin, la cour avait condamné la princesse de Rohan à 9000 francs de dommages-intérêts.

Pourvoi en cassation, motivé sur ce que le droit avait été éteint par le non-usage, et sur la violation des articles 79 et 120 du Code forestier, en ce que la cour de Rouen avait autorisé les usagers à exercer leurs droits dans tels cantons *défensables de la forêt qu'ils jugeront*



convenables. « La loi, disait-on, est absolue et d'ordre public ; il ne peut appartenir à aucun tribunal , sous quelque prétexte que ce soit , d'affranchir des usagers de la mesure de police qui prohibe l'exercice des droits d'usage dans les forêts , sans délivrance préalable ; en cette matière plutôt qu'en toute autre , le droit des juges se borne à appliquer l'article 1142 du Code civil d'après lequel toute obligation de faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution. Ainsi , dans l'espèce , les juges devaient ordonner au propriétaire de faire la délivrance , et le condamner à des dommages-intérêts , pour le cas où il ne la ferait pas. »

Ces moyens ne pouvaient réussir. Le droit d'usage serait illusoire si , en cas de refus de délivrance , il n'était pas possible de vaincre l'obstination du propriétaire. L'article 1142 , décidant que l'inexécution d'un contrat se résout en dommages-intérêts , est suivi de l'article 1144 , qui autorise le créancier à faire exécuter lui-même l'obligation. Ainsi en décidant que , sur le refus d'exécuter l'arrêt , les usagers demeureraient autorisés à exercer leurs droits dans les cantons défensables qu'ils jugeraient convenables , la cour de Rouen , avait seulement laissé aux habitans le choix de parcourir et ramager dans les coupes qui seraient réellement défensables ; cette cour n'avait point violé les dispositions du Code forestier.

Cependant le pourvoi fut admis par la section des requêtes ; mais la section civile l'a rejeté par arrêt du 21 mars 1832 :

« Attendu , sur le premier moyen , que la cour royale » a déclaré en fait , qu'il était établi par les actes produits , que les redevances imposées aux habitans » d'Aulnay , ont été constamment et intégralement » payées par eux , pour tous les droits de pâturage et de

» ramage indistinctement, et qu'il en résulte la recon-  
 » naissance de leur usage continu, et en tout cas une  
 » renonciation suffisante à la prescription qui aurait été  
 » acquise; — attendu, sur le deuxième moyen, que  
 » c'est, dans les cantons défensables de la forêt, que  
 » l'arrêt a accordé l'exercice du droit de ramager, et  
 » que cette restriction suffit pour le mettre à l'abri du  
 » reproche d'avoir porté atteinte à une disposition d'or-  
 » dre public (1). »

### QUATRIÈME QUESTION.

**517.** *Dans le cas où, sur le refus du propriétaire d'obtempérer au jugement qui lui ordonne d'opérer la délivrance dans un délai, les usagers sont autorisés à couper sans délivrance, les habitants, si c'est à une commune qu'appartient le droit, peuvent-ils s'introduire tous dans la forêt, afin de couper individuellement les bois qu'ils jugent convenables à leurs besoins?*

L'affirmative semble résulter de deux arrêts que la cour de cassation a rendus, pour ce qui concerne la forêt dont il vient d'être question.

En vertu de l'arrêt de la cour de Rouen du 6 janvier 1829, lequel était exécutoire, nonobstant le pourvoi qui comme on vient de le voir a été rejeté, des particuliers de la commune d'Aulnay ayant été poursuivis, pour avoir été trouvés dans la forêt prenant du *bois sec*, les uns furent condamnés et l'autre absous.

Par arrêt du 29 mai 1830, la cour de cassation a rejeté le pourvoi contre le jugement qui avait renvoyé l'un de ces particuliers de la plainte.

« Attendu que l'arrêt rendu par la cour royale de

(1) D., pag. 204, de 1832.

» Rouen, chambre civile, le 6 janvier 1829, tenait lieu  
 » de la délivrance que la demanderesse était obligée de  
 » faire aux usagers d'Aulnay, dans le délai qui lui a été  
 » fixé, et qu'en jugeant que la signification avait satisfait  
 » au prescrit de la sentence de la maîtrise de l'année  
 » 1787, l'arrêt attaqué n'a violé ni les articles 79 et 120  
 » du Code forestier, ni aucune autre disposition de la  
 » loi; — attendu que l'arrêt précité du 6 janvier 1829,  
 » en autorisant les usagers à exercer leurs droits dans  
 » les cantons défensables de la forêt d'Evreux, n'a pas  
 » distingué entre les droits de *panage* et ceux de *ra-*  
 » *mage*; qu'il n'y a pas deux sortes de défensabilité pour  
 » ces deux sortes de droits, et que ledit arrêt ayant  
 » permis aux usagers d'user de leurs droits *dans tels can-*  
 » *tons défensables qu'ils jugeraient convenable*, Genus a  
 » pu exiger son droit de ramage dans le canton défen-  
 » sable où il a été trouvé; — attendu que Genus, pour-  
 » suivi pour avoir exercé son droit d'usage en vertu de  
 » l'arrêt du 6 janvier 1829, a pu exciper des moyens de  
 » justification que cet arrêt lui fournissait, sans appeler  
 » le maire de la commune d'Aulnay; que, si les droits  
 » d'usage ont dû être établis avec ce maire, chaque  
 » usager a pu user de ce droit légalement reconn, et se  
 » défendre seul de l'action contre lui intentée (2). »

Et par arrêt du même jour, la cour a cassé par les mêmes motifs, le jugement qui avait condamné deux autres particuliers, pour un fait semblable.

Il est à observer que ce fait ne consistait que dans la prise du *bois sec*, que des particuliers d'Aulnay s'étaient crus autorisés à enlever individuellement. Les deux arrêts de la cour criminelle que l'on vient de citer ne sauraient donc être pris pour règle, dans tous les cas.

(1) D., pag. 292 et 293, de 1830.

**518.** Que, sur le refus de délivrer aux usagers les bois auxquels ils ont droit, le jugement vaille délivrance, rien de plus juste : mais lorsque le droit d'usage a été accordé à une commune, l'exploitation, ensuite de la délivrance ou du jugement qui en tient lieu, ne peut être qu'un fait communal. C'est au maire de la commune que doit être accordée la délivrance des bois, afin de les faire exploiter et d'en opérer le partage entre les habitants. L'article 122 de l'ordonnance réglementaire le décide ainsi, pour les communes usagères dans les forêts de l'Etat, et il y a même raison pour appliquer cette règle aux bois des particuliers.

A quels abus l'exercice du droit d'usage dans ces bois ne prêterait-il pas, s'il était permis à chacun des habitants d'aller couper individuellement le bois délivré à la commune?

C'est pour prévenir cet inconvénient que les articles 81, 82 et 112 du Code forestier, ont sagement prescrit que les coupes usagères dans les forêts soumises au régime forestier, et même les assiettes communales seraient exploitées, ensuite de la délivrance, par un entrepreneur spécial nommé par le maire, qui fait ensuite le partage des bois, entre les habitants, auxquels il est expressément défendu de partager sur pied (1).

Il est vrai que l'article 120 du Code, n'ayant point rendu applicables, aux bois des particuliers, les dispositions que renferment les articles 81 et 82, l'exploitation des coupes délivrées aux communes usagères dans ces bois, ne se trouve assujettie à aucune règle spéciale ; les propriétaires n'ont d'autres moyens que celui de faire constater, comme des délits ordinaires, les abus et malversations qui seraient commis par les exploitateurs (2).

(1) V. n° 442, p. 112 et 113.

(2) Sous l'empire de l'ordonnance de 1669, les acquéreurs de coupes



Mais, de ce silence du Code, il ne résulte pas que les habitants *ut singuli* puissent être autorisés à s'introduire dans la forêt, pour y couper le bois qui leur convient. La délivrance étant faite à la commune dans la personne du maire, c'est lui qui doit se charger de faire procéder à son exploitation, pour en opérer ensuite le partage entre les habitants.

Il me semble donc, qu'en cas de refus de la part du propriétaire, le tribunal saisi de la contestation devrait ordonner qu'à défaut par celui-ci d'effectuer la délivrance dans le délai fixé par le jugement, le maire sera autorisé de faire procéder, dans un canton déterminé, à la coupe de la quantité de bois qui sera jugée nécessaire, pour le partage en être ensuite opéré entre les habitants.

### CINQUIÈME QUESTION.

519. *Si le propriétaire, condamné à opérer la délivrance dans le délai fixé par le jugement, offre un canton qui ne soit pas en rapport avec les besoins des usagers et l'étendue de leur titre, ceux-ci peuvent-ils aller couper d'autres cantons, sous prétexte de l'insuffisance de celui dont la délivrance leur a été offerte?*

Cette question doit être résolue négativement, toujours d'après le principe qu'en cas de contestation entre

dans les bois des particuliers, étaient assujettis aux mêmes obligations, à la même responsabilité que les adjudicataires dans les bois de l'Etat; et pour l'exploitation des coupes affouagères à délivrer aux usagers, la règle était aussi la même pour toutes les forêts quelconques. Aujourd'hui c'est différent : le nouveau Code, soit pour la coupe des ventes, soit pour celles délivrées aux usagers dans les bois des particuliers, n'a appliqué aucun mode spécial de répression : c'est une véritable lacune dans la loi nouvelle.

le propriétaire et les usagers, c'est des tribunaux que ceux-ci doivent attendre justice, sans pouvoir se la faire eux-mêmes.

Cette difficulté s'est aussi présentée dans l'affaire de la commune d'Aulnay, relativement à la forêt d'Evreux.

Il paraît, qu'après avoir refusé d'exécuter l'arrêt de la cour de Rouen, qui, comme on l'a vu, autorisait les habitans à exercer leurs droits dans les coupes défensables qu'ils trouveraient convenir, les agens de la princesse de Rohan s'étaient enfin déterminés à offrir, pour cet exercice, un canton que le maire soutenait être insuffisant. Les habitans avaient cru pouvoir continuer l'exercice de leurs droits dans d'autres cantons défensables; et sur les poursuites exercées contre eux, la cour de Rouen (chambre correctionnelle) avait jugé que, dans la circonstance, ce fait ne pouvait être considéré comme un délit.

Mais par arrêt du 29 mai 1830, la section criminelle a cassé : « attendu que, d'après l'arrêt de la cour » royale de Rouen, chambre civile, en date du 6 janvier 1829, les usagers d'Aulnay dans la forêt d'Evreux, » ne peuvent exercer leurs droits d'usage dans tel canton de ladite forêt *qu'ils jugeront convenable*, qu'en cas » de refus de la princesse de Rohan de leur faire délivrance d'un canton défensable. — Attendu que la » princesse de Rohan avait fait, avant le jour où le procès-verbal qui sert de base aux poursuites a été dressé, » délivrance aux usagers d'Aulnay d'un canton défensable, pour l'exercice de leurs droits; qu'il y avait, à la vérité, contestation entre le maire de la commune » d'Aulnay et la princesse de Rohan, sur la suffisance » et la commodité de cette délivrance; mais que, jusqu'au jugement de cette contestation, les usagers ne

» pouvaient user de leurs droits dans un autre canton (1). »

Les difficultés qui se sont élevées sur l'exécution de l'arrêt de la chambre civile de Rouen n'auraient pas eu lieu, si cette cour avait prononcé dans des termes moins vagues, et d'une manière plus complète.

Le juge qui, sur le refus du propriétaire, est saisi de la demande en délivrance, ne doit pas se borner à autoriser les usagers à aller couper dans la forêt, si la délivrance n'est pas faite dans le délai fixé par le jugement. Il faut, pour prévenir toutes contestations ultérieures, que le tribunal détermine, après avoir fait constater les besoins de la commune et l'état de la forêt, le canton dans lequel sera exercé le droit, et le nombre d'hectares, ou la quantité de stères à couper, pour y satisfaire.

## SIXIÈME QUESTION.

**520.** *Que doit-on précisément entendre par la délivrance d'un droit d'usage? Comment, par qui et aux frais de qui doit-elle être faite?*

*Le droit d'usage au bois de constructions et réparations de maisons, est-il soumis aux mêmes règles que le droit d'usage au bois de chauffage?*

Voici comment cette double question est résolue par l'auteur (2) :

« Les règles qui gouvernent la prise de bois pour satisfaire à ces deux espèces d'usages, sont très différentes, et leur diversité résulte de la nature même des choses.

• L'usage au bois de construction n'est et ne peut être,

(1) D., pag. 293, de 1830.

(2) Première édition, tom. 8, pag. 53 et suiv.

par sa nature, que conditionnel dans son exercice. Il faut savoir, avant tout, s'il y a un édifice à construire ou à réparer, pour pouvoir dire qu'il est dû du bois à l'usager ; et il faut encore savoir en quoi consisteront les constructions ou les réparations qui sont à faire, pour pouvoir dire quel est le nombre ou la quantité de pieds d'arbres qui devront être coupés. Ce n'est que sous la condition que ces deux circonstances seront d'abord vérifiées contradictoirement avec le propriétaire de la forêt, qu'il peut être permis à l'usager de couper les arbres par lui demandés, parce que, pour pouvoir exiger un paiement, il faut qu'il soit préalablement constaté qu'il est dû, et combien il est dû.

» Si les parties tombent d'accord sur la quantité et la qualité des arbres nécessaires à l'usager, ils lui seront marqués, et quand il les aura enlevés, tout sera fini à l'égard du propriétaire.

» Mais si les parties ne s'accordent pas sur ces points, il faudra recourir aux gens de l'art, qui seront chargés de dresser un devis des ouvrages à faire, ainsi que de la quantité et qualité des arbres nécessaires à leur exécution ; et si les débats sont portés plus loin par les parties, on aura recours au tribunal d'arrondissement qui, en homologuant purement et simplement, ou avec quelques modifications, les rapports et devis des experts, établira un véritable règlement de coupes, pour l'acte d'usage particulier soumis à sa juridiction.

» Il résulte de là que, quand il s'agit d'un droit d'usage aux arbres de constructions et réparations de maisons, l'usager qui les coupe sans les demander, en démontrant la cause de ses besoins, se rend, par ce seul fait, passible d'une action en dommages et intérêts envers le propriétaire dont il a méprisé le droit de surveillance.



» Il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de l'exécution d'un droit d'usage au bois de chauffage. Ici il n'y a rien de conditionnel dans l'exercice du droit ; ici l'usager n'est point obligé de prouver préalablement ses besoins, parce qu'ils subsistent toujours et qu'ils ne peuvent cesser d'être une des nécessités de son existence. Une fois que le titre constitutif du droit ne peut être révoqué en doute, tout est prouvé, parce qu'on sait bien qu'il faut à l'homme du bois pour cuire ses alimens tous les jours, et encore pour se chauffer durant la saison d'hiver. A la vérité, la quantité de combustible nécessaire à cette double consommation n'est pas rigoureusement fixe, mais elle est au moins approximativement connue, et l'usager ne pourrait considérablement abuser, en coupant trop, sans qu'on s'en aperçût de suite. L'exercice de son droit n'est donc subordonné à la condition d'aucune preuve qu'il doive préalablement fournir sur l'existence de ses besoins. »

521. » La délivrance est la remise ou la tradition qui est faite aux usagers, de la quantité de bois qui leur est due, d'après l'état qui en a été fixé par le règlement de coupes, ou suivant l'arbitrage que le commissaire à l'exécution peut être chargé d'en faire, d'après les circonstances.

» La délivrance doit être faite par *marques et montrées*, comme le portent tous les arrêts en réglemens de coupes qu'on lit dans les recueils de jurisprudence sur cette matière.

» Ainsi, c'est le fait même de l'application de la marque qui constitue celui de la délivrance à l'égard des usagers ; et comme l'un de ces faits se confond nécessairement avec l'autre, puisqu'il n'en est que le mode légal d'exécution, il faut en conclure que partout où il n'y a ni loi ni règlement qui impose l'obligation de faire

marquer le bois avant de l'exploiter, il n'y a pas non plus d'obligation d'en requérir la délivrance préalable.

» S'il s'agit d'une prise de bois de futaies pour constructions ou réparations de maisons, la délivrance en aura lieu par la marque frappée à coups de marteau sur chacun des arbres qui devront être coupés et enlevés par l'usager.

» S'il ne s'agit que d'une prise au bois de chauffage, soit qu'on doive l'exécuter sur le taillis, soit qu'elle ne doive porter que sur les bois mort et mort-bois, la délivrance devra en être faite par des divisions de tranchées séparées les unes des autres par des limites quelconques, et dont une sera annuellement marquée aux usagers pour être par eux exploitée, en se conformant aux réglemens forestiers.

» Dans l'un et l'autre cas, la tradition faite par l'apposition de la marque, met le bois délivré aux risques et périls des usagers, qui seraient obligés de souffrir la perte de tout maraudage qui pourrait y être commis par des étrangers : *materia empti si furto periisset, postquam tradita esset, emptoris esse periculo respondit; si minus venditoris. Videri autem trabes traditas, quas emptor SIGNASSET* (1).

522. « La question de savoir par qui la délivrance doit être faite, n'est pas aussi simple qu'elle le paraît au premier aperçu. Sans doute, c'est le propriétaire de la forêt qui est censé la faire, puisqu'il est le débiteur de la prestation; mais ne doit-elle pas être opérée en son nom, par une personne revêtue de fonctions publiques, afin de mettre obstacle à tout désordre qui pourrait compromettre la paix sur les lieux?

(1) L. 14, § 1, ff. de pericul. et commod. rei vend., lib. 18, tit. 6.  
— Le mot *materia*, employé dans ce texte, signifie *bois de construction*, comme nous l'avons fait observer sous le n° 30.

» Nous croyons que c'est ainsi qu'on doit l'entendre et le décider, par plusieurs raisons.

» 1° La délivrance des droits d'usages n'est ordonnée que comme une mesure d'ordre. Or, s'il est important de prévenir les dégradations d'une forêt en mettant obstacle à des coupes abusives, il l'est bien plus encore de maintenir là paix entre les citoyens, en mettant obstacle aux désordres et voies de fait qui pourraient avoir lieu, si le propriétaire seul et sans l'assistance d'un officier public, se trouvait compromis avec les usagers dans sa forêt.

» 2° La délivrance des bois dus aux usagers dans les forêts de l'Etat ou des communes, n'est faite que par des agens de l'administration forestière, revêtus d'un caractère public, et ayant autorité suffisante pour maintenir le bon ordre durant leur opération : or, ce n'est que par imitation de ce qui se pratique, à cet égard, dans les forêts de l'Etat et des communes, qu'on a imaginé d'admettre en jurisprudence les réglemens de coupes dans les forêts de particuliers ; donc on doit les mettre à exécution avec les mêmes précautions pour y maintenir aussi l'ordre et la paix.

» 3° Dans tous les arrêts de réglemens qui ont été rendus sur cette matière par les anciennes cours de parlemens, nous voyons que ces cours ne manquaient pas de déclarer que les bois dus aux usagers leur seraient délivrés *par marques et montrées*, faites annuellement par le forestier ou le juge des lieux, chargé d'en dresser son procès-verbal : c'est donc là un point de jurisprudence établi depuis plusieurs siècles en France, et dont il n'y aurait pas de raison de s'écarter aujourd'hui.

» Sans doute, si toutes les parties étaient parfaitement d'accord, et si leur union était telle qu'il n'y eût ni trouble ni querelle à redouter, la délivrance faite de gré

à gré aurait toute son efficacité ; mais s'il y a lieu de craindre des disputes , si les usagers ne sont pas convaincus des dispositions du propriétaire à leur livrer tout ce qui leur est dû , ils doivent certainement être fondés à exiger que l'opération soit faite sous la direction d'un fonctionnaire public ayant caractère pour constater les torts de leur débiteur , comme celui-ci ne peut manquer d'avoir la faculté de se faire accompagner d'un agent de l'autorité , pour constater l'exagération des demandes des usagers.

» Mais quel est le fonctionnaire public auquel on devra avoir recours pour procéder à cette opération ?

» La réponse à cette question se tire de la cause même qui a donné naissance à l'obligation en délivrance. De quoi s'agit-il en effet ? Il s'agit de l'exécution d'un règlement de coupes , c'est-à-dire , de l'exécution d'un jugement rendu au civil ; c'est donc par-devant un commissaire délégué par le tribunal d'arrondissement qu'elle doit avoir lieu.

» Mais aux frais de qui l'opération doit-elle être faite ?

» C'est le propriétaire de la forêt qui est ici le débiteur or, les frais de l'exécution d'une obligation ou d'un engagement sont toujours à la charge de celui qui exécute , et le paiement n'est autre chose que l'exécution de l'obligation du débiteur ; donc c'est au propriétaire de la forêt à supporter tous les frais de son paiement (1248).

» D'autre part , les usagers sont des créanciers de la quantité de bois qui leur est due : ils ont droit à un paiement intégral ; et leur paiement ne serait pas entier , s'ils étaient obligés de l'acheter en partie , par la charge d'en acquitter les frais ; c'est donc au propriétaire à supporter tous les frais de la délivrance (1608), comme c'est aux usagers à supporter ceux de l'enlèvement du bois délivré.



« Aussi l'on voit que telle a toujours été la jurisprudence des cours de parlemens, qui, statuant sur les réglemens de coupes qui leur étaient demandés par les propriétaires de forêts, n'ont jamais manqué de déclarer que le bois dû aux usagers leur serait délivré sans frais. »

523. En ce qui concerne la délivrance proprement dite, les *marques* ou *montrées*, l'effet de la tradition et les frais qu'elle entraîne, les principes ci-dessus sont invariables. Mais il n'en est pas ainsi de la forme de procéder : les usagers ne peuvent sous aucun prétexte, s'entremettre dans la forêt, sans avoir obtenu la délivrance du propriétaire : la règle posée à cet égard, par les articles 79 et 120, est générale et sans exception.

A l'égard des bois de construction, la délivrance ne peut être l'objet d'un débat sérieux entre le propriétaire et l'usager. Pour les forêts de l'Etat, l'ordonnance réglementaire exige la présentation d'un devis; et quoique cette formalité n'ait pas été rendue commune aux bois des particuliers, il y a même raison pour qu'elle soit remplie par les usagers dans ces bois. Le propriétaire, en effet, ne peut être obligé de délivrer les bois qui lui sont demandés, pour construire ou réparer, qu'autant que le besoin et la destination en auront été constatés.

La délivrance des bois de chauffage présente plus de difficultés.

La loi n'en a point réglé le mode.

L'article 122 de l'ordonnance réglementaire prévoit seulement le cas où les livraisons ont été fixées à une certaine quantité de stères; alors rien de plus simple : la quantité de bois à livrer est mise en charge dans le procès-verbal d'adjudication et fournie aux usagers par les adjudicataires.

Quant aux bois de chauffage qui se délivrent par

coupes, les articles 81 et 82 du Code se bornent à tracer les règles qui doivent être suivies dans l'exploitation, par les communes usagères, sans rien fixer sur les bases à suivre pour la quotité des délivrances. D'ailleurs, comme on vient de le voir, ces dispositions n'ont pas même été déclarées applicables aux bois des particuliers (1).

De là il résulte que, pour ce qui concerne ces bois, et pour la plupart des usagers dans les forêts de l'Etat la délivrance des bois de chauffage peut être l'objet d'une foule de contestations.

### SEPTIÈME QUESTION.

324. *Quels sont les moyens de terminer, même de prévenir les difficultés qui peuvent s'élever entre le propriétaire et les usagers, sur la quotité des délivrances?*

Dans le chapitre du *Règlement de coupes à opposer à l'usager*, l'auteur établissait à cet égard, une distinction entre les forêts domaniales et les bois des particuliers.

« A l'égard des forêts domaniales, disait-il, l'ordonnance exigeant que la quantité de bois à délivrer aux usagers serait fixée dans des états arrêtés au conseil, le règlement est tout à la fois légal et administratif, puisque d'une part il est prescrit par la loi, et que, d'autre côté, c'est l'autorité administrative qui liquide et règle le montant de la prestation, et que c'est encore une agence administrative qui en délivre le montant. Il n'est donc jamais permis aux usagers dans les forêts de l'Etat de se servir de leurs propres mains. »

A l'égard des bois des particuliers, l'auteur, partant

(1) V. n° 518, pag. 266.

toujours du point que les dispositions forestières relatives à la délivrance ne leur étaient point applicables, soutenait que les usagers pouvaient s'entremettre dans la forêt, sans permission du propriétaire, à moins que celui-ci n'eût provoqué un règlement de coupes.

« Le règlement de coupes, disait-il, est l'effet d'un jugement qui, fixant l'espèce et la quantité de bois de chauffage annuellement dû, pour satisfaire aux usages dont la forêt est grevée, ordonne au propriétaire d'en faire faire à ses frais, et *par le ministère d'un commissaire à ce judiciairement délégué, chaque automne, la délivrance aux usagers, avec défense faite à ceux-ci de couper à l'avenir sans avoir au préalable demandé cette délivrance, ou au moins sans avoir constitué le propriétaire en retard par une sommation le requérant de la faire exécuter.* »

D'après cette définition puisée dans les règles tracées par plusieurs arrêts des anciennes cours de justice (1), l'auteur développait les effets principaux que doit produire le règlement de coupes.

Le premier consiste, suivant lui, à fixer, autant approximativement que possible, la mesure des droits qui sont dûs aux usagers et la quantité de bois qui doit leur être annuellement délivrée, ou à charger *le commissaire à l'exécution d'en faire l'arbitrage, suivant les circonstances.*

Le second consiste à défendre aux usagers d'entrer à l'avenir dans la forêt, pour y couper leur bois de leur propre autorité, *comme auparavant.*

Le troisième consiste à imposer aux propriétaires l'obligation personnelle de faire délivrer annuellement aux usagers la prestation de bois qui leur est due.

(1) Les auteurs qui rapportent ces réglemens viennent d'être cités sous le n° 514, pag. 259.

Le quatrième, enfin, consiste *dans la délégation d'un commissaire*, pour opérer *annuellement* et au nom du propriétaire, la délivrance de la quantité de bois qui aura été reconnue nécessaire pour satisfaire aux droits des usagers. On vient de voir page 272, les raisons sur lesquelles l'honorable auteur appuie la nécessité de la délégation d'un commissaire. .

Ce chapitre du Règlement de coupes dont je me borne à donner ici le plan, renferme des enseignemens utiles que j'ai eu soin d'appliquer, en répondant aux questions qui peuvent être soulevées au sujet des délivrances, d'après les dispositions du nouveau Code. Mais il serait inutile d'entrer à cet égard dans d'autres développemens, les bases sur lesquelles ces développemens sont fondés étant inconciliables avec la législation actuelle.

525. 1° L'article 120 du nouveau Code ayant fait aux usagers dans les bois des particuliers, la même défense qu'à ceux dans les forêts de l'Etat, le défaut de règlement ne saurait excuser leur entremise dans la forêt : que les émolumens du droit soient ou non réglés, il n'est pas moins défendu aux usagers de couper, sans délivrance, sous peine d'être poursuivis comme délinquans.

On ne peut donc plus établir, entre les forêts de l'Etat et les autres bois, la distinction qu'avant le Code, M. Proudhon pouvait fonder alors sur des raisons plausibles, et qui formait le pivot de son système.

526. 2° Quant à la compétence relative au règlement des usages, il n'existe non plus aucune différence entre les forêt de l'Etat et les bois des particuliers.

Si, dans les forêts de l'Etat, la délivrance est faite par les agens forestiers, tandis que c'est au propriétaire à l'effectuer dans ses propres bois, c'est parce que les agens forestiers sont, à cet égard, les mandataires du



gouvernement ; mais s'élève-t-il un débat sur le *quantum* des délivrances, alors ce n'est pas à l'autorité administrative, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient d'en faire le règlement.

Dans une partie des forêts provenant de l'ancien domaine, la quantité de cordes et de fascines à délivrer aux communautés usagères ayant été fixée par des arrêts du conseil, il n'y a plus rien à régler sur cet objet ; la délivrance, en ce cas, ne présente aucun point sujet à litige.

En est-il ainsi de toutes les forêts de l'Etat ? Non : le grand nombre des usagers dans les forêts réunies au domaine par suite des lois de la révolution n'ont point été assujettis au règlement qu'avait prescrit les articles 5 et 7, titre 20 de l'ordonnance. Il existe même plusieurs forêts domaniales d'ancienne origine, dont les usagers n'ont point été réduits à la prestation annuelle d'une certaine quantité de stères ; on peut citer notamment les usagers dans les forêts considérables qui étaient destinées à la consommation des salines du Jura : on va voir que les communes usagères sont actuellement en difficulté avec l'administration, sur la quotité des délivrances, et en instance devant la cour de Besançon pour en obtenir le règlement.

Ainsi donc le gouvernement à l'égard des usagers dans les bois de l'Etat, n'a pas plus de privilège que les particuliers. En cas de débats entre les usagers et l'administration sur le *quantum* des délivrances, l'intervention de la justice est aussi nécessaire que si la contestation concernait un autre propriétaire.

L'administration forestière peut bien réduire les droits d'usage, *suivant l'état et la possibilité de la forêt*, réduction qui doit avoir également lieu pour les bois des particuliers, à cette différence près, que, dans les bois sou-

mis au régime forestier, c'est au conseil de préfecture que le nouveau Code a délégué la connaissance des difficultés qui peuvent s'élever sur cette opération, tandis que, pour les bois des particuliers, la contestation est du ressort des tribunaux.

Mais quand la possibilité de la forêt n'est pas contestée ( et c'est ce qui arrive communément pour les bois de l'Etat qui sont d'une grande étendue ), alors il n'appartient pas plus au gouvernement qu'à tout autre propriétaire de réduire, ni de fixer les émolumens de l'usage ; les tribunaux seuls, on le répète, sont compétens pour statuer sur cette fixation.

C'est ce qu'ont décidé les arrêts de la cour de Besançon, que j'ai déjà cités (1).

Le droit de prendre les *queues, souches et rémanens restant des exploitations*, qu'avait accordé le commissaire réformateur Maclot, à un grand nombre de communautés usagères, par son ordonnance du 1<sup>er</sup> avril 1727, avait été converti par un décret impérial de 1806, en une quantité déterminée de stères à délivrer annuellement à chaque commune ; et ce nouveau règlement administratif n'a point formé d'obstacle aux réclamations des usagers : par arrêt du 16 mai 1831, la cour de Besançon a ordonné l'exécution du règlement de 1727.

La cour a même adjugé aux communes des dommages-intérêts pour la privation qu'elles avaient éprouvée, pendant le cours de l'instance, de ce qu'elles auraient dû obtenir, d'après leur titre ; et le pourvoi du préfet du Jura contre cette dernière disposition a été rejeté par arrêt du 8 août 1832 (2).

(1) V. *suprà*, n° 447, pag. 128 et suiv.

(2) D., pag. 332 et 333, de 1832.

En exécution de ces arrêts, il est arrivé ce qui ne peut manquer d'avoir lieu pour la délivrance de tous les usages dont la prestation n'est pas fixe : l'administration n'a pu s'accorder avec les usagers, et par un autre arrêt à la date du 19 novembre 1834, la cour a nommé des experts, afin d'évaluer, 1° quel était le nombre des feux de chaque commune, 2° quelle était la quantité de bois nécessaire pour chaque feu, 3° quelles pouvaient être les ressources de ces communes dans leurs propres bois, 4° enfin, quelle serait, déduction faite de ce que chaque habitant retire de l'affouage communal, la quantité de bois à prendre dans la forêt soumise à l'usage, pour compléter les besoins des habitans.

Dans une autre circonstance, le gouvernement lui-même a reconnu que la fixation des émolumens de l'usage dans les forêts de l'Etat n'appartenait qu'aux tribunaux.

Le règlement rendu par le commissaire Maclot, en 1727, et dont on vient de parler, accordant à plusieurs communautés le droit à des bois de construction, *en cas d'incendie*, avait affecté à cet usage un canton de cent arpens dans la forêt domaniale dite *de la Joux*.

Lors de l'incendie effroyable qu'ont éprouvé les habitans de Salins en 1825, le maire de cette ville réclama l'exécution du règlement de 1727, et sur sa demande, il intervint, à la date du 5 octobre 1825, une ordonnance royale en ces termes :

« Le canton d'environ cent arpens, qui avait été assigné par un règlement de réformation du 1<sup>er</sup> avril 1727, dans la forêt *de la Joux*, aux communautés de Clucy, Tilleret, Supt et Larderet, à la ville de Salins et à la communauté de Bracon, pour les délivrances de bois de charpente à leur faire, en cas d'incendie et autres cas fortuits, et duquel canton l'emplacement

» ne s'est pas retrouvé, sera remplacé par un autre de  
 » la contenance de 50 hectares à prendre *dans la partie*  
 » *la plus peuplée de la forêt de la Joux.* — Il sera fait dé-  
 » *livrance*, dans ledit canton, à la ville de Salins, de tous  
 » *les arbres mûrs et dépérissant qui ne seront pas jugés*  
 » *nécessaires à la reproduction*, d'après la marque qui en  
 » aura préalablement été faite par les agens forestiers.  
 » — Le nouveau canton continuera d'être affecté aux  
 » *délivrances à faire à la ville de Salins et aux commu-*  
 » *nes dénommées en l'article 1<sup>er</sup>, et pour les cas qui y*  
 » *sont indiqués, le tout conformément au règlement gé-*  
 » *néral de réformation, du 1<sup>er</sup> avril 1727.* »

Le maire de Salins a réclamé contre l'insuffisance de l'apporportionnement fixé par cette ordonnance ; et par une autre à la date du 2 août 1826, il a été renvoyé devant les tribunaux. C'est la cour de Besançon qui, en définitive, a fixé la quantité de bois qui devait être délivré aux habitans de Salins, sans égard au règlement administratif consigné dans l'ordonnance de 1825.

Ainsi, il faut tenir pour constant que dans les forêts de l'Etat, de même que dans les bois des particuliers, c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de régler le *quantum* des délivrances.

527. 3° La compétence du pouvoir judiciaire se trouvant ainsi fixée, voyons si les tribunaux actuels pourraient, de leur propre autorité et sans le consentement des parties, faire, *pour l'avenir*, un règlement général et irrévocable entre le propriétaire et les usagers ; si surtout ils pourraient déléguer le soin d'opérer, chaque automne, la délivrance, à un commissaire qui serait, au besoin, chargé d'arbitrer, suivant les circonstances ?

D'abord en ce qui concerne les forêts de l'Etat, c'est aux agens forestiers à faire la délivrance de ce qui a été réglé ; et pour les bois des particuliers l'article 120 du



Code, accordant, au propriétaire, le même droit dans ses propres bois, il ne pourrait pas plus en être dépouillé que l'administration forestière.

L'ancienne jurisprudence reconnaissait déjà que ce n'était qu'au propriétaire que l'on devait s'adresser pour obtenir la délivrance. C'est ce qui résulte des différens réglemens que rapportent les auteurs. Il s'agissait alors de grands seigneurs, de corporations ecclésiastiques, qui, ne régissant pas leurs bois par eux-mêmes, avaient des forestiers, des agens, des officiers de justice, aux quels était confiée la charge de pourvoir à la délivrance des bois nécessaires aux usagers.

*Regiis constitutionibus et pluribus supremæ-parisiensis curiæ arrestis sancitum est, ut qui usum non solum ligni sed etiam materiæ in nemore habent, ii non possent ligna vel materiam cædere, nisi priùs eos qui nemoris custodiæ præfecti sunt interpellent, ut partem nemoris, in quâ ligna cædantur designent, vel arbores ad materiam aptas præci-dant; idque loco ei, qui usu illo potitur, opportuno, et intrâ commodum tempus. (Imber, en son Enkiridion juris Galliæ, vº usus rei.)*

L'arrêt du 23 mars 1561, rapporté par Papon, liv. 6, tit. 3, nº 10, ordonne que le seigneur sera tenu d'avoir un forestier à résidence sur les lieux, et que les usagers seront tenus, de leur côté, de s'adresser à ce forestier, pour obtenir la délivrance de leur usage.

Filleau, part. 2, tit. 8, chap. 3, cite entre autres réglemens pour les bois et usagers entre les seigneurs et leurs sujets, l'arrêt rendu à la table de marbre de Paris, le 14 février 1742, pour le duc de Guise contre les habitans de plusieurs communautés, « par lequel, » dit-il, pour obvier aux dégâts et malversations que les » défenseurs eussent pu commettre sous ombre de l'u- » sage qu'ils avaient au bois Normant dont était ques-

» tion, fut ordonné que, *par l'exécuteur dudit arrêt*, serait  
 » arbitré quelle quantité de bois était nécessaire pour  
 » chacun an, au défendeur pour leur chauffage; lequel  
 » bois ainsi arbitré serait délivré *par les officiers dudit*  
 » *demandeur* par marques et montrées sans en prendre  
 » aucun salaire, et ce par arpens et mesures, où il se  
 » trouverait aucun bois abattu par terre, il serait le pre-  
 » mier pris et délivré, et à faute de ce, sera délivré ledit  
 » chauffage par arpens, etc. Et quant au bois nécessaire  
 » pour lesdits défendeurs à bâtir et édifier, leur serait  
 » pareillement ledit bois baillé et délivré *par lesdits offi-*  
 » *ciers*, par marque et montrée, sans aucun salaire, visi-  
 » tation préalablement faite des lieux et édifices qu'il  
 » conviendra faire et édifier, et rapport aussi préalable-  
 » ment fait auxdits officiers par charpentiers et gens à  
 » ce connaissant de la qualité requise pour lesdits édi-  
 » fices, et lequel bois ainsi délivré seraient lesdits défen-  
 » deurs tenus mettre en œuvre un an après ladite déli-  
 » vrance, sur peine de confiscation dudit bois et d'amende  
 » arbitraire. Et outre fut inhibé et défendu auxdits dé-  
 » fendeurs de mener leurs bêtes ès endroits dudit bois  
 » Normant non défensables, sur peine de confiscation de  
 » leursdites bêtes et d'amendes arbitraires : aussi de ne  
 » prendre doresnavant aucun bois, soit pour chauffer  
 » ou bâtir, *sinon en la forme et manière susdite*, sur peine  
 » de privation de leurs droits et de tous dommages-in-  
 » térêts envers le demandeur : et aussi enjoint *à sesdits*  
 » *officiers* de faire délivrer incontinent et sans délai aux-  
 » dits défendeurs ledit bois, et à leur refus ou délai fut  
 » permis auxdits défendeurs d'en prendre aux charges  
 » susdites. »

L'arrêt rendu pour les chartreux de Dijon, le 11 août 1610, que cite Bouvot, et qui est rapporté par le président Bouhier, ( Observations sur la coutume de

Bourgogne , chap. 62) prononce aussi que les habitans de Longchamp « ne pourraient couper ni faire » couper bois à bâtir dans les bois de cette seigneurie , » *sans la permission des chartreux ou de leurs officiers.....* » Et en ce qui concernait les bois taillis , auxquels ces » habitans avaient un simple droit d'usage pour leur » chauffage, la cour ordonna que certaine quantité leur » en serait donnée par coupe pour leurdit usage, en » égard au nombre des feux de ce village, quantité et » qualité des bois , lesquels ils seraient tenus de couper » par ordons, tire-aire et fleur charbonnier, et de laisser » par chaque arpent la quantité de huit baliveaux. »

Il en est de même des arrêts rapportés par Guy du Rousseau-de-la-Combe, chap. 10, arrêts qui exigent que les habitans s'adressent aux juges du seigneur pour obtenir la délivrance.

Le but de ces réglemens était d'obvier aux dégâts que pratiquaient les usagers, en coupant arbitrairement les bois qui leur étaient accordés par leur titre; et c'est ce qui a fait introduire la jurisprudence aujourd'hui érigée en loi, touchant la nécessité de la délivrance.

Quoi qu'il en soit, les dispositions renfermées dans plusieurs de ces réglemens tenaient de l'omnipotence des cours souveraines d'alors, qui avaient la police du royaume et prenaient part à la puissance législative au moyen de leurs arrêts de réglemant.

Ce pouvoir n'existe plus ! Les tribunaux actuels n'ont le droit de statuer que sur les difficultés particulières et présentes qui leur sont soumises. On ne peut donc plus argumenter de ce qui existait jadis, ni par conséquent présenter pour règle ce qui était pratiqué par les anciens parlemens et les tablés de marbre. Le tribunal saisi d'une affaire peut bien désigner un de ses membres pour procéder à l'instruction, et même commettre, à

cet effet, un juge inférieur; mais ordonner à un propriétaire de commissionner un forestier ou autre agent pour faire la délivrance, réduire pour l'avenir et d'une manière invariable l'usage en une obligation personnelle, en une prestation d'une quantité déterminée de bois, abandonner, qui plus est, la fixation de cette quantité à l'arbitrage d'un commissaire exécuteur : aujourd'hui de pareilles décisions seraient autant d'excès de pouvoir.

528. Les principes ainsi rétablis, d'après le Code forestier et la nouvelle jurisprudence, il s'agit d'en faire l'application, et c'est là le point difficile.

Tous les usagers sont soumis à la délivrance et ne peuvent couper sans l'avoir obtenue; rien de plus clair encore une fois que cette disposition.

Mais pour réclamer le paiement d'une créance et pour l'acquitter, il faut que la dette soit liquidée ou que les parties soient d'accord sur le *quantum*; et, comme on vient de le voir, la plus grande partie des usagers dans les forêts de l'Etat, et la totalité de ceux qui affectent les bois des particuliers, n'ont rien de réglé. Or, comment supposer qu'il puisse exister la moindre harmonie entre des parties dont l'intérêt est diamétralement opposé?

La demande de l'usager ne peut manquer d'être exagérée; le propriétaire, de son côté, se montrera très parcimonieux; et en ce qui concerne les forêts de l'Etat, les administrateurs ne seront pas plus disposés à la générosité. L'intervention de la justice devient donc indispensable à chaque délivrance; et ici paraît dans toute sa force le raisonnement du savant auteur de ce traité, sur la nécessité d'un règlement.

Voyons comment, dans son système, peuvent se résoudre les points de controverse qui doivent naturelle-



ment se présenter dans une demande de cette nature ; nous examinerons ensuite, si aujourd'hui le propriétaire pourrait être forcé à adopter un règlement perpétuel et irrévocable.

529. « Pour statuer, dit M. Proudhon, sur le *quantum* de la délivrance qui devra être annuellement faite au nom du propriétaire, il faudra, d'une part, ordonner la vérification du nombre des parties prenantes, c'est-à-dire des feux qu'il s'agit d'alimenter, et l'estimation ou l'aperçu de la quantité de bois jugée nécessaire à la consommation de chaque feu. Et il faudra, d'autre part, ordonner encore la vérification de l'étendue et de l'état de peuplement de la forêt usagère, pour savoir quelle en est la possibilité de produit, pour pouvoir fournir aux besoins des usagers. Tous ces préparatoires ayant été ordonnés et exécutés, le règlement de coupes, auquel on doit arriver et sur lequel il s'agit de statuer en définitive, peut, suivant les circonstances, être assis de deux manières, et il n'y en a pas d'autre. Il doit consister à déclarer que chaque année il sera marqué et délivré, au nom du propriétaire, aux usagers, un certain nombre d'arpens de bois, pris autant que possible à leur convenance, et dont ils exploiteront la superficie pour leur chauffage, en se conformant aux réglemens forestiers, soit sur le mode et le terme de la coupe, soit sur la conservation des arbres de réserve ; ou à ordonner que, sur les coupes annuelles du propriétaire exploitant ou faisant exploiter lui-même sa forêt, il sera délivré, chaque automne, aux usagers, suivant le nombre de leurs feux et ménages, la quantité de cordes ou de stères de bois et de voitures de fagots reconnue nécessaire à leur consommation.

• Lorsque les usagers n'ont le droit qu'aux bois mort et mort-bois, leur aménagement ne peut être rigoureuse-

ment réglé que par des tranchées plus ou moins grandes, à prendre successivement sur toute la forêt, et à charge par le propriétaire de leur en faire marquer une chaque année, sauf à les faire surveiller durant leur exploitation, pour s'assurer qu'ils ne font leurs fagots qu'avec les menus bois dont la coupe leur est permise.

» Suivant ce qu'on remarque dans plusieurs ordonnances, les usagers dans les bois nationaux sont plus communément réglés par des états dressés au conseil du roi, portant le nombre de cordes et de voitures de fagots qu'ils doivent leur être remis par les adjudicataires des coupes annuelles qui se font dans ces forêts, conformément au cahier des charges des adjudications; et toujours ces délivrances doivent être faites en lieux propres et convenables pour la commodité des usagers. Voici, en effet, ce que porte à cet égard une ordonnance de 1540 : « Et » pour obvier, y est-il dit, que lesdits usagers n'aient occasion d'eux plaindre que lesdites ventes fussent trop » loin de leurs maisons et demeures, et ne pussent commodément recouvrer le bois de leur droit d'usage, » soit pour édifier ou chauffer, nous enjoignons et ordonnons aux maîtres particuliers de nosdites eaux et » forêts de Normandie, qu'ils aient à départir et égaler » lesdites ventes en plusieurs et divers lieux et endroits les moins dommageables pour nous et plus commodes » pour lesdits usagers que faire se pourra; et que du bois » qui proviendra d'icelles, il leur fassent bailler et délivrer ledit droit d'usage, comme le contient leur privilège (1). »

» Lorsqu'il s'agit des usagers dans les bois de particuliers, on doit sans doute observer à leur égard les mêmes

(1) V. dans SAINT-YON, liv. I, tit. 29, art. 21.

convenances pour les localités sur lesquelles ils auront à recevoir leurs usages, parce qu'on doit regarder comme sous-entendu dans le titre constitutif, que ce qui leur fut accordé pour leur aisance ne devrait jamais que le moins possible leur devenir onéreux par la difficulté d'en faire la perception dans des lieux trop écartés, ou dont l'abord présenterait des obstacles plus ou moins grands; mais lorsqu'il s'agit de savoir si le bois qui leur est dû doit leur être marqué sur pied et par tranchées distinctes dans la forêt, ou s'il doit leur être délivré par la remise de cordes ou fagots déjà fabriqués, les lois ne prescrivent aucun de ces deux modes à suivre plutôt que l'autre, pour établir le règlement de coupes. En conséquence, nous croyons que, d'après le principe du droit commun qui veut que, dans tout cas d'alternative, le choix appartienne au débiteur (1190), le propriétaire doit être le maître d'offrir à l'usager, ou la coupe d'une telle tranchée de superficie par an, ou une telle quantité de cordes et de fagots à prendre sur les coupes qu'il mettra lui-même en exploitation, pourvu que, dans l'un ou l'autre cas, l'offre soit reconnue suffisante, et qu'il n'y ait d'ailleurs rien de contraire aux convenances qui ne permettraient pas de mettre l'usager dans une position trop difficile pour la jouissance de son droit; mais en supposant que toutes les convenances soient d'ailleurs respectées, c'est la proposition du maître de la forêt qui doit être plutôt adoptée, par la raison qu'il est le débiteur (1). »

530. Rien de plus juste que l'indication de ces mesures pour parvenir à un mode équitable de délivrance. Il faut cependant y ajouter l'appréciation des ressources que les habitans d'une commune usagère peuvent retirer

(1) Première édition, tom 8, pag. 39 et suiv.

de leurs bois communaux. Tous les arrêts de la cour de Besançon qui ont statué en matière d'usage, ordonnent que, soit pour les délivrances, soit pour le cantonnement, il doit être fait déduction de ces ressources ; et ces décisions sont conformes à la nature du droit qui ne peut jamais excéder les besoins des usagers.

Mais les tribunaux actuels pourraient-ils régler pour l'avenir un mode de délivrance perpétuel, en accordant, aux usagers, l'exploitation annuelle d'un canton déterminé de la forêt, ou bien, en obligeant le propriétaire à leur délivrer, chaque année, une quantité fixe de stères et de fagots.

De ces deux modes de réglemens, le premier me paraît impraticable ; l'intérêt même de l'usager semble s'y opposer.

En effet, il doit être servi, chaque année, jusqu'à concurrence de ses besoins, déduction faite de ses propres ressources. Or, comment fixer d'avance, *in perpetuum*, le canton d'une étendue suffisante pour pourvoir aux besoins annuels des habitans d'une commune dont la population varie continuellement ?

La nature du sol, l'inconstance des saisons et mille autres circonstances s'opposent aussi à ce qu'on puisse calculer quel pourra être, dans une longue suite d'années, le produit de telle ou telle partie de la forêt.

Et si le droit d'usage est borné au bois mort et mort-bois, la difficulté augmente encore : le canton qui présente aujourd'hui telle ou telle quantité de bois de cette nature, peut en produire beaucoup plus, par la suite, ou n'en produire que peu ou point.

D'ailleurs la désignation d'un canton déterminé, pour en livrer annuellement les coupes à l'usager, constituerait une espèce d'aménagement qui ne peut être imposé



au propriétaire et qui même n'entre plus dans l'économie de la loi nouvelle, comme on le verra plus loin.

531. Au lieu de faire un règlement de coupes proprement dit, ne pourrait-on pas du moins adopter l'autre mode, celui de fixer pour le présent et pour l'avenir une quantité de stères et de fagots que le propriétaire serait tenu de délivrer, chaque année, aux habitans de la commune usagère ?

L'effet d'un règlement de cette nature étant de convertir l'usage en une prestation annuelle, le moyen de rendre cette prestation fixe, invariable, présente aussi des difficultés, attendu les variations qu'éprouve, chaque année, le nombre des habitans d'une commune, et la nécessité de réduire la prestation, dans la suite, suivant l'état et la possibilité de la forêt.

Cependant un règlement de cette nature serait le meilleur moyen de prévenir des difficultés, qui, sans cela, peuvent se renouveler tous les ans, à chaque délivrance.

Une fois que les besoins de la commune auraient été fixés, quand il serait réglé que telle quantité de stères est nécessaire à chaque feu, et que l'affouage communal n'attribuant à l'habitant que la moitié ou le quart de cette quantité, il doit être suppléé pour l'autre moitié, ou les trois quarts, par le propriétaire de la forêt soumise à l'usage, alors la quotité de la délivrance annuelle se trouverait déterminée ; pour en former la masse, il suffirait, à l'avenir, de calculer, chaque année, quel est le nombre des habitans.

Il serait donc à désirer que les parties convinssent de faire réduire en une prestation de ce genre les émolumens du droit ; et si le propriétaire formait une demande en justice, pour faire prononcer un pareil règlement,

les usagers n'auraient pas le droit d'y contredire, leur opposition devrait être écartée par la plus invincible des fins de non recevoir, le défaut d'intérêt.

Mais les usagers eux-mêmes pourraient-ils demander que leur usage fût converti en une prestation de ce genre ? On ne le pense pas.

Ainsi qu'on vient de le voir (n° 529), le choix appartient au débiteur ; et à la demande qui lui serait faite d'un règlement de cette nature, le propriétaire ne pourrait-il pas répondre : « Je suis tenu à la délivrance, la loi ne m'impose pas d'autre obligation ; que la commune m'adresse, chaque année, sa demande, c'est alors que j'aurai à examiner, si cette demande est juste, si elle ne surpasse pas le besoin réel des habitants, si elle est conciliable avec l'état et la possibilité de la forêt ; et alors j'offrirai la coupe d'un canton suffisant pour satisfaire à ce qui pourra être justement dû (1). Mais provoquer à l'avance un règlement perpétuel et irrévocable, une pareille prétention n'a rien de fondé ; me forcer à y souscrire, n'est-ce pas excéder les bornes de la loi, touchant la délivrance ? »

Je crois donc que, si le propriétaire s'opiniâtre à refuser le règlement qu'on voudrait lui imposer, il sera difficile de vaincre sa résistance.

EN RÉSUMÉ : la coupe arbitraire des usagers tendrait à la dévastation des forêts, et c'est avec raison que le nouveau Code a érigé en loi l'ancienne jurisprudence qui déjà obligeait les usagers, dans tous les bois quelconques, à demander la délivrance.

Mais l'exécution de cette sage mesure peut entraîner une foule de difficultés. Pour y mettre un terme, le véritable moyen, c'est de faire cesser, par la voie du can-

(1) V. les arrêts cités n° 513, pag. 253 et 254.

tonnement , l'exercice d'une servitude onéreuse, et que la succession des temps rendra de plus en plus dévorante. L'administration , pour ce qui concerne les forêts de l'Etat , doit sentir, aussi bien que les particuliers , la nécessité d'en venir à cette opération qui est toute dans l'intérêt du propriétaire.

---

---

## CHAPITRE VIII.

De la défense faite aux usagers d'aliéner les bois qui leur ont été délivrés.

552. Après avoir développé les règles concernant la délivrance, vient la question de savoir si l'usager peut disposer, comme il le juge convenable, des bois qui lui ont été délivrés.

Dans la première édition de cet ouvrage, M. Proudhon avait posé trois hypothèses :

« Lorsque l'usager, disait-il, a reçu la délivrance de ce qui lui est dû dans une forêt de l'État, il ne lui est pas permis de vendre; plusieurs ordonnances interdisent cette faculté; mais il en est autrement quand il s'agit de l'exercice d'un droit d'usage établi sur le bois d'un particulier; enfin rien ne peut empêcher un habitant de vendre la portion d'affouage provenant de la forêt communale (1). »

Sur ce dernier point, le Code a adopté l'opinion de l'auteur, comme on le verra au titre de *la jouissance des biens communaux*, parce que l'usage des habitants dans leurs propres bois diffère de l'usage ordinaire, étant une participation, en quelque sorte, au droit de propriété.

Quant aux usagers dans les forêts de l'État et des particuliers, il ne peut plus être fait de distinction, d'après le nouveau Code, qui a établi, à cet égard, une règle générale; et l'on ne voit pas, en effet, quel eût pu être

(1) Première édition, tom. 7, pag. 152 et suiv.



, le motif de différence, l'usage, dans tous les bois quelconques, étant de même nature, et n'ayant d'autre objet que celui de satisfaire les besoins, suivant la destination prévue dans le titre.

## ARTICLE 83.

**333.** « Il est interdit aux usagers de vendre ou d'échanger les bois qui leur seront délivrés, et de les employer à aucune autre destination que celle pour laquelle le droit d'usage a été accordé.

» S'il s'agit de *bois de chauffage*, la contravention donnera lieu à une amende de 10 à 100 fr.

» S'il s'agit de *bois à bâtir ou de tout autre bois non destiné au chauffage*, il y aura lieu à une amende double de la valeur des bois, sans que cette amende puisse être au-dessous de 50 francs.

L'article 120 applique aux usagers dans les bois des particuliers cette disposition, qui est trop positive pour avoir besoin de commentaire.

Je ferai seulement remarquer que le projet du gouvernement ajoutait à l'amende la privation de l'affouage pendant une année.

Mais cette aggravation de peine a été rejetée. « La » commission (disait le rapporteur à la chambre des » députés) a trouvé trop rigoureux de prononcer une » amende contre les délinquans, et de les priver, en » outre, de leur droit. Comme souvent la pauvreté aura » pu les porter à vendre leur bois de chauffage pour » acheter des objets de première nécessité, il y aurait » de la cruauté à les priver, l'année suivante, de leur » affouage : ce serait accroître leur misère et les por-

» ter, peut-être, à commettre de nouveaux délits forestiers. »

## ARTICLE 84.

534. « L'emploi des bois de construction devra être fait *dans un délai de deux ans*, lequel néanmoins pourra être prorogé par l'administration forestière; ce délai expiré, elle pourra disposer des arbres non employés. »

Le projet infligeait une amende de 50 fr. à l'usager qui n'aurait pas employé, dans le délai de deux ans, les bois qui lui ont été délivrés. C'est encore la commission qui a fait substituer à l'amende le droit de disposer de ces bois accordé à l'administration. Il eût été par trop rigoureux d'appliquer une peine à celui qui n'ayant pas vendu les bois, a seulement été empêché de les employer, soit parce que les moyens pécuniaires lui manquaient, soit à raison d'autres circonstances qui ne lui ont pas permis de bâtir, comme il en avait le projet.

L'article 84 n'ayant point été rendu applicable aux usagers dans les bois des particuliers, on ne croit pas que le propriétaire puisse user de la faculté accordée à l'administration de disposer des bois de construction non employés dans le délai de deux ans.

On prétendrait en vain faire résulter ce droit de la disposition finale de l'article 120, qui, après avoir déclaré applicables aux bois des particuliers la plupart des dispositions établies pour les usagers dans les forêts de l'Etat, ajoute : *lesquels y exercent, A CET EFFET, les mêmes droits et la même surveillance que les agents du gouvernement dans les forêts soumises au régime forestier. Ce*

n'est qu'aux dispositions nominativement indiquées dans cet article, que se rattachent ses derniers termes; ce n'est qu'à cet effet, c'est-à-dire pour l'exécution de ces dispositions, que la loi confère les mêmes droits aux propriétaires qu'aux agens forestiers; et l'article 84 n'étant pas du nombre de ceux énumérés dans l'article 120, il en résulte que cet article 84 est parfaitement étranger aux bois d'un particulier.

Cependant s'il était vérifié qu'après avoir obtenu, du propriétaire, des bois de construction, l'usager n'a plus l'intention ou la possibilité de construire, il ne pourrait s'opposer à la demande en revendication de bois qui ne lui ont été délivrés que pour une destination spéciale, et dont l'article 83 lui défend de faire un autre usage.

Ce qui est certain, c'est que pour établir le délit prévu par le § 3 de cet article, le propriétaire et l'administration n'ont pas besoin de prouver la vente. Le défaut de représentation ou d'emploi d'une partie seulement des bois délivrés suffit pour rendre l'usager passible de l'amende et des dommages-intérêts. Ainsi jugé par arrêt de la section criminelle, du 20 septembre 1832 (1).

L'article 83 du nouveau Code étant aussi clair que positif, son application présente peu de difficultés. Voici cependant des questions qui peuvent être soulevées à ce sujet.

### PREMIÈRE QUESTION.

**335.** *Dans la plupart des scieries, il est d'usage d'exiger pour émolument une partie des planches provenant de l'arbre scié. La défense de vendre ou échanger le bois*

(1) D., pag. 348, de 1833.

*délivré à l'usager peut-elle être étendue au point de lui interdire la faculté de s'acquitter ainsi en nature ?*

L'affirmative avait été résolue par l'administration forestière, dans une circulaire que rapporte M. Baudrillard dans son *Recueil de réglemens forestiers*, sous la date du 23 pluviôse an 13. Et sur les plaintes élevées contre ce soi-disant abus, les préfets de la Haute-Garonne et de l'Arriège avaient même pris chacun un arrêté approuvé par le ministre des finances, portant défense, sous peine d'amende, et de confiscation qui plus est, « à tous particuliers auxquels il est dû des bois à » bâtir soit dans les forêts appartenant aux communes, » soit dans celles nationales, à titre d'usage, et qui sont » destinés à être convertis en planches, d'en donner » aucune partie, en paiement, aux propriétaires des scieries, pour la relente desdits bois. »

L'auteur de ce traité s'est élevé, et avec raison, contre cette circulaire.

« Nous ne pouvons qu'éprouver ici, dit-il, toute la peine qu'on ressent à contredire une autorité qu'on respecte ; mais la raison ne se plie pas toujours aux mouvemens du cœur : et la nôtre se refuse à approuver un tel système de sévérité ; et puisqu'on a voulu lui donner quelque consistance en l'appuyant sur l'ordonnance, il ne sera peut-être pas inutile de l'accompagner aussi de quelques réflexions.

» Supposons qu'il s'agisse d'un droit d'usage qui aurait pour objet une prestation en blé ; il serait tout-à-fait de même nature que celui qui a pour objet une prestation en bois : dans l'un comme dans l'autre cas, l'usager ne devrait toujours exiger ou recevoir que ce qui serait nécessaire à ses besoins ; dans l'un comme dans l'autre cas, il ne pourrait rien demander au-delà,



pour vendre ou aliéner une partie de ce qu'il aurait reçu. Hé bien ! que penserait-on d'un jugement qui aurait condamné un usager à manger en grains, l'orge reçue pour son usage, crainte qu'en la faisant conduire au moulin, pour la convertir en farine et en faire du pain, le meunier ne perçût en nature la coupe de mouture qui lui serait due sur ce blé ?

» Quand un usager a reçu un pelot de bois qui doit être converti en planches, il est bien certainement en droit de s'en servir ; mais que pourra-t-il en faire si le propriétaire de la scierie ne veut le refendre que sous la condition d'avoir une des planches ? qu'en fera-t-il s'il lui est défendu de souscrire à cette condition ? et comment la concession du droit d'usage n'entraînerait-elle pas, comme conséquence nécessaire, pour l'usager, la faculté de faire fabriquer conformément à la coutume du lieu, le bois qui lui aura été délivré ?

» On cite vaguement l'ordonnance de 1669, pour appuyer cette décision ; tandis qu'en fait, elle ne renferme aucune disposition qui soit applicable à l'espèce : et comment cela serait-il possible autrement ? cette ordonnance n'avait-elle pas aboli, dans le sens le plus absolu, tous les droits d'usage à la prise d'arbres futaies dans les bois de l'Etat ? et dès-lors comment pourrait-elle contenir aucune disposition réglementaire sur l'exercice d'un usage par elle expressément aboli ?

» Quoiqu'il puisse arriver aujourd'hui qu'un droit d'usage de cette nature ait lieu sur un bois qui aurait été réuni au domaine par suite des lois de la révolution, cela n'empêche point que l'ordonnance de 1669 ne soit et ne doive être absolument muette sur un fait aussi imprévu pour elle que celui dont il s'agit ici.

» On veut que les préfets puissent prendre des arrêtés portant confiscation des roubles ou pelots, ou planches

qui auraient été fabriqués sous la condition dont on vient de parler ; mais n'est-il pas constant que les préfets ne peuvent , par leurs arrêtés , lorsqu'ils sont autorisés à en prendre en matière de simple police , prescrire qu'une amende de la valeur d'une à trois journées de travail , ou un emprisonnement d'un à trois jours ?

» Le vrai génie conservateur des bois doit planer de plus haut : il n'est pas de sa dignité de descendre dans des tracasseries aussi minutieuses ; c'est sur les défrichemens qu'il doit porter ses regards. C'est véritablement là qu'est la principale source du mal , et c'est là surtout qu'il faut la chercher. »

Ces raisonnemens , qui étaient sans réplique sous l'empire des lois anciennes , me paraissent également justes , malgré la disposition de l'article 83 du nouveau Code. En défendant la vente ou l'échange des bois qui sont délivrés aux usagers , la loi n'a pas entendu interdire l'usage qui se pratique dans certains lieux ; et comme les bois de construction ne peuvent être employés , sans les scier , l'usager se trouve bien obligé d'accorder au propriétaire de la scierie la prestation en nature qu'il exige pour cette opération.

## DEUXIEME QUESTION.

**536.** *L'usager qui a demandé des bois pour la réparation ou reconstruction de sa maison d'habitation , peut-il employer ces bois dans une maison autre que celle indiquée dans le devis ?*

Le droit d'usage accordé aux habitans d'une commune devant s'appliquer à toutes les constructions faites dans l'étendue du territoire , la question dont il s'agit semblerait ne pas devoir souffrir de difficulté , dans le cas où

les deux maisons se trouvent situées dans le même lieu.

Cependant un arrêt de la cour de cassation du 7 mai 1830 a décidé que, dans ce cas même, le simple changement de destination suffisait pour constituer le délit prévu par l'article 83; et le jugement qui avait renvoyé le prévenu a été cassé par les motifs suivans :

« Attendu qu'il est de principe rigoureux, que les  
» usagers ne peuvent disposer des bois qui leur sont dé-  
» livrés que pour leurs besoins; attendu que tout usager  
» qui veut jouir de son droit d'usage, relatif au bois de  
» constructions, doit, aux termes de l'article 123 de l'or-  
» donnance d'exécution, présenter des devis dressés par  
» les gens de l'art, constatant les besoins; attendu que  
» les dispositions de l'article 83 sont absolues, et qu'il  
» est défendu d'employer les bois à une autre destina-  
» tion qu'à celle pour laquelle ils ont été délivrés;  
» que cette destination ne peut-être que celle indiquée  
» dans la demande des usagers, et *détaillée dans les*  
» *devis* fournis à l'administration qui doit vérifier les  
» besoins ;

» Attendu que, par des procès-verbaux réguliers, il a  
» été constaté que les bois délivrés au sieur Favre, pour  
» réparation et construction de sa maison d'habitation,  
» n'ont pas été employés à cette maison pour laquelle il  
» avait fourni sa demande, et présenté à l'appui son de-  
» vis détaillé des bois nécessaires à ses besoins; mais que  
» l'emploi de ces bois a été fait *dans une maison neuve,*  
» *autre que celle indiquée*, et que dès-lors il y a eu chan-  
» gement de destination dans le sens de la loi; que le  
» tribunal de Saint-Mihel en renvoyant le prévenu ab-  
» sous, par le motif que le bois n'avait été employé qu'à  
» la destination pour laquelle le droit d'usage avait été  
» accordé par les actes de concession à l'usager, a créé

» une distinction qui n'est pas dans la loi , et fait  
» une fausse application de l'article 83 du Code fores-  
» tier (1). »

### TROISIÈME QUESTION.

**537.** *La défense faite aux usagers de vendre les bois qui leur sont délivrés pour leur usage est-elle applicable à ceux auxquels le titre de concession aurait accordé la faculté de vendre?*

Chacun étant le maître de disposer de sa propriété comme il lui plaît, il est bien certain que la disposition de l'article 83 du Code forestier devrait céder, devant un titre conventionnel qui autoriserait formellement l'usager à disposer par vente, ou autrement, du bois qui lui sera délivré, et dérogerait ainsi d'une manière formelle à la disposition de la loi.

Mais on suppose cette faculté écrite dans un ancien titre de concession, et cette supposition n'est pas chimérique; dans un temps où les bois n'avaient aucune valeur, plusieurs propriétaires accordaient aux habitans le droit de prendre tous bois dans leurs forêts et même *d'en vendre* (j'ai vu une foule de titres de concessions faites par les anciens comtes de Bourgogne qui étaient conçus de cette manière), et l'on demande, si les lois forestières n'ont pas dérogé à une faculté aussi exorbitante?

L'affirmative me paraît évidente, parce qu'il est de l'essence du droit d'usage qu'il soit borné aux besoins de l'usager : tout ce qui excède ces besoins peut donc être réduit; c'est ce qu'a fait le législateur, en prohibant

(1) D., pag. 259, de 1830.



aux usagers de couper sans délivrance préalable et de vendre le bois qui leur serait délivré ; et l'on a vu plus haut la cour de cassation décider que quelque puisse être l'étendue de l'usage, cette étendue ne changeait pas la nature du droit (1).

Cette question a été, sinon jugée d'une manière positive, du moins fortement préjugée par un arrêt de la cour de cassation du 20 août 1833.

Le préfet de l'Ain, s'étant pourvu contre un arrêt de la cour de Lyon, prétendait que cet arrêt ayant maintenu des habitants dans l'exercice d'un droit d'usage, tel qu'il avait été concédé en 1309, c'est-à-dire avec la *faculté de vendre* insérée dans le titre, avait, par cela même, violé l'article 83 du Code forestier. Et si le pourvoi a été rejeté par la section des requêtes, c'est par le motif :  
« que le jugement et l'arrêt ne contiennent aucune dis-  
» position qui autorise les défendeurs éventuels à *vendre*  
» le bois provenant de leurs usages ; que si ces décisions  
» maintiennent les usagers dans les droits concédés par  
» la transaction de 1309, elles déclarent en même temps  
» que l'exercice des droits d'usage, *quelque étendus qu'ils*  
» *soient*, est soumis à des règles particulières ; et pour ré-  
» gler à l'avenir cet exercice et obtenir la délivrance des  
» bois auxquels ils ont droit, elles renvoient les défen-  
» deurs éventuels par-devant l'administration ; qu'il suit  
» de cette disposition que les droits de l'Etat sont en-  
» tiers sur le mode et la quantité des délivrances à  
» opérer (2). »

De ces motifs, on peut tirer la conséquence que l'arrêt de Lyon n'eût pu échapper à la censure de la cour suprême, si au lieu de prononcer comme elle l'a fait,

(1) V. n° 512, pag. 252.

(2) D., pag. 341 et 342, de 1833.

cette cour avait maintenu les habitans dans la faculté de vendre.

Et ce qui eût été décidé, en ce dernier cas, à l'égard d'usagers dans les forêts de l'Etat, devrait l'être de même pour ce qui concerne l'exercice de l'usage dans un bois de particulier, la prohibition de vendre étant applicable aux usagers dans tous les bois et forêts quelconques.

---

---

## CHAPITRE XI.

Des affectations spéciales des bois des particuliers à des services publics.

538. « NUL ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique, et moyennant une juste et préalable indemnité. » ( Art. 145 du Code civil. )

C'est par suite de ce principe d'une éternelle justice, mais dont l'application a souvent prêté à l'arbitraire, que les lois de tous les temps ont affecté les bois des particuliers à divers services publics.

Avant le Code forestier, les services publics qui avaient des affectations sur les bois et forêts, étaient au nombre de quatre, savoir : la marine, les ponts-et-chaussées, l'artillerie, et l'administration des poudres et salpêtres.

L'affectation des bois propres aux trains d'artillerie et celle du bois de *Bourdaine* pour le service des poudres surtout, étaient extrêmement gênantes pour le propriétaire : un arrêté des consuls, du 25 fructidor an 11, autorisait l'administration à faire faire des recherches *en tout temps* dans les forêts des particuliers situées à six myriamètres des fabriques de poudre, rayon qui fut étendu ensuite à 15 myriamètres par un décret du 16 floréal an 13. Plusieurs conseils généraux de départements ont réclamé contre ce privilège, et malgré l'insistance du ministre de la guerre, la commission chargée

de réviser le projet de la loi décida que ces deux affectations ne pouvaient être maintenues.

L'article 218 du nouveau Code, ayant aboli toutes les lois et réglemens antérieurs, en ce qui concerne les forêts, cette disposition anéantit tous les anciens privilèges que la loi nouvelle n'a pas renouvelés. C'est d'ailleurs ce qui a été positivement reconnu, pour ce qui concerne les deux services de l'artillerie et des poudres.

Des explications à ce sujet ayant été demandées à la chambre des pairs, dans la séance du 19 mai 1827, le directeur général des forêts, *commissaire du roi*, répondit : « que le système du projet, à cet égard, ne doit pas être » attribué à une simple omission : c'est en toute con- » naissance de cause et à la suite d'une longue corres- » pondance entre l'administration des poudres, le mi- » nistre de la guerre et les rédacteurs du projet du » Code, qu'il a été reconnu que le mode d'approvisionne- » ment par le commerce libre était préférable au mode » actuel. » — Le commissaire du roi ajoute, « qu'il en » est de même des affectations auxquelles avait droit le » service du train d'artillerie et qui se trouvent égale- » ment supprimées par le Code. »

Le Code n'a conservé d'autres affectations que celles concernant le service de la marine, et celui des ponts-et-chaussées pour les travaux du Rhin.

## SECTION I.

### *Des bois destinés au service de la marine.*

539. L'article 3, titre 26, de l'ordonnance de 1669, défendait aux possesseurs de bois de futaies assis à dix lieues de la mer et à deux des rivières navigables, *de les*



*vendre et faire exploiter, sans en avoir donné avis, six mois auparavant, au contrôleur général des finances, à peine de 3,000 fr. d'amende et de confiscation des bois coupés ou vendus.*

Et par un règlement du 1<sup>er</sup> mars 1757, cette disposition de l'ordonnance avait été étendue à tous les propriétaires de bois de futaies, quelque éloignés qu'ils fussent de la mer et des rivières navigables.

Cette affectation que l'article 6, titre 1, de la loi du 29 septembre 1791, avait révoquée en accordant aux particuliers la faculté illimitée de disposer de leurs bois, fut rétablie, avec des modifications, par la loi du 9 floréal an 11.

L'intervention de la puissance législative eût été nécessaire, pour ajouter à cette loi la sanction pénale qui lui manquait; mais la volonté du chef du gouvernement était alors la loi suprême; et un simple décret du 15 avril 1811 infligea une amende de 45 fr. par mètre de tour, pour chaque arbre qui serait abattu sans déclaration.

En 1816, le roi crut pouvoir, par une ordonnance du 28 août, remettre en vigueur les lois existantes avant la révolution : c'était une erreur qui ne tarda pas à être réparée; une autre ordonnance du 22 septembre 1819, rappela l'exécution de la loi du 9 floréal an 11 et du décret de 1811.

Lors de la discussion du Code forestier, plusieurs membres auraient désiré voir cesser entièrement le privilège de la marine, et qu'à cet égard, comme pour les autres services publics, le gouvernement ne pût se pourvoir des bois nécessaires que dans les forêts de l'Etat, ou par la voie du commerce. Mais on a cru devoir conserver encore et seulement pour un temps, à la marine, le droit de choisir, dans les propriétés particulières, les arbres qui lui sont nécessaires.

Au surplus, la loi nouvelle a singulièrement modifié les réglemens antérieurs; des mesures infiniment sages sont prescrites, dans l'intérêt de la propriété; et l'on n'aura plus à redouter cet arbitraire, qui, sous l'empire des lois antérieures, avait rebuté les possesseurs de bois à un tel point, que plusieurs prenaient la détermination de ne plus conserver de futaies dans leurs forêts.

Les articles 124 et suivans du Code forestier, jusques et y compris l'article 135, règlent tout ce qui concerne le droit d'affectation de la marine, dans les bois *des particuliers* (1).

#### ARTICLE 124.

**340.** « Pendant dix ans, à compter de la promulgation de la présente loi, le département de la marine exercera le droit de choix et de martelage sur les bois des particuliers, futaies, arbres de réserve, avenues, lisières et arbres épars.

» Ce droit ne pourra être exercé que sur les arbres *en essence de chêne*, qui seront destinés à être coupés, et dont la circonférence, mesurée à un mètre du sol, sera de quinze décimètres au moins.

» Les arbres qui existeront *dans les lieux clos* attenant aux habitations, et qui ne sont point aménagés en coupes réglées, ne seront point assujettis au martelage. »

*Pendant dix ans, — c'est sur les réclamations dont*

(1) Au titre IV, *de la jouissance des biens communaux*, on examinera ce qui est réglé, à cet égard, pour les bois et autres propriétés des communes.

on vient de parler, que la commission de la chambre des députés a fait réduire à dix ans le privilège de la marine, dont la durée, suivant le projet, aurait été illimitée. Ainsi, ce privilège doit cesser en 1837, à moins qu'il ne soit prorogé par une loi nouvelle.

*Sur les bois, futaies, arbres de réserve, avenues, lisières et arbres épars.* — Le choix de la marine porte non-seulement sur les bois, mais sur tous les arbres propres à son service qui existent dans des propriétés quelconques, sauf l'exception énoncée dans le § 3.

*Ce droit ne pourra être exercé que sur les arbres en essence de chêne.* — L'article 2 du décret du 15 avril 1811 comprenait aussi les ormes; mais la loi nouvelle réduit le choix de la marine aux arbres d'une seule essence.

*Qui seront destinés à être coupés.* — Ainsi, le propriétaire ne peut être forcé à livrer des arbres qu'il voudrait conserver sur pied; et, comme on le verra tout à l'heure, lors même qu'il a déclaré l'intention où il est de couper, cette déclaration ne le lie point; ce n'est qu'en cas d'abattage des arbres, que la marine exerce son choix.

*Et dont la circonférence, mesurée à un mètre du sol, sera de 15 décimètres au moins.* — Le décret de 1811 comprenait les arbres de 13 décimètres, aujourd'hui il faut qu'ils en aient 15. Ainsi, tous les chênes au-dessous de cette dimension peuvent être coupés par le propriétaire, sans déclaration. On verra plus bas quel est le genre de preuve que devrait faire l'administration, prétendant qu'un arbre façonné ou qui n'existe plus, avait plus de 15 décimètres et qu'il a été coupé en contravention à la loi.

*Les arbres qui existeront dans les lieux clos attenants aux habitations, et qui ne seront point aménagés, ne seront point assujettis au martelage.* — Le décret du 15 avril 1811

exceptait les arbres situés *dans les lieux clos et fermés de murs ou de haies vives avec fossés*, et le projet du Code avait été rédigé dans les mêmes termes. Mais le § 3 de l'article 124 exceptant les *lieux clôs* en général, sans désigner aucun genre de clôture, a voulu par-là même rendre l'exception plus large.

Plusieurs lois ont défini ce qu'on devait entendre par un terrain clos.

L'article 6, section 4, du Code rural, spécifie quels sont les moyens de clore, pour soustraire un héritage à l'exercice de la vaine pâture (1).

Et l'article 391 du Code pénal, définit la clôture d'une manière encore plus précise. « Est réputé parc ou en- » clos, tout terrain environné de fossés, de pieux, de » claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de » murs, de quelque espèce de matériaux que ce soit, » quelle que soit la hauteur, la profondeur, la vétusté, » la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y » aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou » quand la porte serait à claire-voie ou ouverte habi- » tuellement. »

Est-ce à cette dernière disposition qu'il faut s'attacher, pour appliquer l'exception portée dans l'article 124 du nouveau Code? L'affirmative me semble résulter des termes généraux de cet article et de la discussion dont il a été l'objet.

A la chambre des pairs ( séance du 19 mai 1827 ), M. le comte de Tournon demandait si, par ces mots, *lieux clos*, on a entendu ceux qui sont fermés de fossés, de haies, ou généralement *par l'un des moyens indiqués dans l'article 391 du Code pénal*, ou si l'on n'a entendu que les parcs ou jardins clos de murs? Sans doute, a

(1) V. tom. I, n° 340, page 539.



dit le noble pair, c'est l'interprétation la plus générale qui doit prévaloir ; mais peut-être une explication positive serait-elle nécessaire pour lever toute incertitude à cet égard. — Le commissaire du roi a répondu, « que » par cela seul que la loi ne s'explique pas sur le mode » de clôture, *l'exception doit s'étendre à tous les genres de » clôture sans exception.*

541. Les autres articles du Code concernant le martelage de la marine, traçent les formalités à observer pour l'exercice de ce droit, le mode de poursuite et les peines applicables, en cas de contravention : il serait inutile de donner le texte de ces articles ; leur simple analyse fera mieux ressortir l'ensemble des dispositions qu'ils renferment.

1<sup>o</sup> Les possesseurs de forêts sont tenus de faire *six mois d'avance*, à la sous-préfecture, la déclaration des arbres qu'ils sont dans l'intention d'abattre, à peine d'une amende de 18 fr. par mètre de tour, *pour chaque arbre susceptible d'être déclaré.* ( Art. 125 du Code. )

L'article 154 de l'ordonnance réglementaire a tracé les formes de cette déclaration, qui doit être faite en *double minute*, dont l'une visée par le sous-préfet est remise au déclarant.

2<sup>o</sup> Sont exceptés de la déclaration, les arbres que les propriétaires eux-mêmes voudraient employer à des constructions ou réparations.

Le projet du Code exigeait qu'il y eût *nécessité urgente*, pour le propriétaire ; mais les articles 125 et 131 ayant substitué à ces mots, les termes *besoins personnels* qui sont beaucoup moins restrictifs, le propriétaire est libre de soustraire au choix de la marine tous les arbres dont il peut avoir besoin. Pour cela, il est tenu, avant de procéder à l'abattage, de faire constater ses besoins *par le maire de la commune qui en dresse procès-verbal,*

lequel est déposé à la sous-préfecture, et transmis aux agens de la marine.

Mais l'article 131 du Code prononce une amende de 18 fr. par mètre de tour contre tout propriétaire convaincu d'avoir, *sans motifs valables*, donné en tout ou en partie, une destination autre que celle qui aura été énoncée dans le procès-verbal, constatant les besoins personnels. Il est possible qu'un arbre, qui sur pied était regardé comme étant propre à tel ou tel service, n'y soit pas trouvé convenable lorsqu'il est abattu et façonné. Il est possible aussi que le propriétaire qui était réellement dans l'intention de bâtir ou de réparer lorsqu'il a fait constater ses besoins, en soit empêché par la suite; mais la loi ne condamne le changement de destination que lorsqu'il aura été fait, *sans motifs valables*. Dans les cas que l'on vient d'indiquer et autres semblables, afin d'éviter toutes tracasseries, il est prudent de faire constater, par le maire, les motifs qui ont déterminé le défaut d'emploi, le changement de destination.

3° Les agens de la marine sont obligés d'opérer le martelage des bois qu'ils auront choisis, et qui ne seraient pas destinés aux besoins personnels du propriétaire, *dans les six mois, à compter du jour de l'enregistrement de la déclaration à la sous-préfecture*, à défaut de quoi les adjudicataires, les maires des communes et les particuliers pourront disposer, comme bon leur semblera, des arbres déclarés.

Et, pour donner connaissance au propriétaire du choix fait par les agens de la marine, ceux-ci sont tenus de dresser des procès-verbaux de martelage, de les faire viser par le maire, dans la huitaine, et d'en déposer immédiatement une expédition à la mairie de la commune où le martelage aura eu lieu.

Aussitôt après ce dépôt, les propriétaires peuvent disposer des bois non compris dans le procès-verbal de martelage.

Quant à ceux empreints de la marque, ils ne peuvent être distraits de leur destination, sous peine d'un amende de 45 fr. par mètre de tour de chaque arbre. ( Art. 126 et 133 du Code. )

4° Pour opérer la vente des arbres à la marine, le martelage ne suffit pas.

La marine a, *jusqu'à l'abattage*, la faculté d'annuler les martelages opérés pour son service. ( Art. 129 du Code. )

Mais une fois que les arbres ont été abattus, la marine doit prendre tous ceux qu'elle avait marqués, ou les abandonner *en totalité*. Et si, *dans les trois mois*, après la notification de l'abattage faite à la sous-préfecture, la marine *n'a pas pris livraison de la totalité des arbres marqués, appartenant au même propriétaire, et n'en a pas acquitté le prix*, dans ce cas, les propriétaires et adjudicataires peuvent disposer librement des arbres qui avaient été marqués pour la marine. ( Art. 128. )

5° L'article 156 de l'ordonnance réglementaire veut que les arbres marqués soient abattus *du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> avril*. Mais ce n'est que pour le cas où le propriétaire persisterait dans l'intention d'abattre.

Le martelage de la marine ne l'oblige point à cet abattage : seulement, s'il n'y procède pas dans le délai d'un an à dater de la déclaration, l'article 130 du Code décide qu'elle sera renouvelée.

La faculté de conserver sur pied les arbres marqués pour le service de la marine, ensuite de déclaration, résulte bien évidemment de cet article.

C'est d'ailleurs ce qui a été reconnu formellement à la chambre des pairs ( séance du 19 mai 1827 ). M. le

duc d'Escars ayant réclamé contre le droit que l'article 129 conférait à la marine, de refuser, même après l'abattage, les arbres qu'elle aurait marqués sur pied, M. de Martignac, commissaire du roi, à fait observer, que l'obligation absolue de prendre les arbres marqués dénaturerait le droit de martelage; que, si on l'admettait, il faudrait, par réciprocité, que la marine eût le droit de contraindre le propriétaire à abattre les arbres qui auraient été marqués. Or, personne, disait-il, ne veut aller jusque-là, et il est évident que, même après le martelage, le propriétaire a toujours le droit de conserver ses arbres sur pied. Il n'y a donc pas de contrat, pas d'obligation réciproque.

6° Les arbres marqués pour le service de la marine sont livrés en grume et en forêt, à moins de convention entre les propriétaires ou adjudicataires et la marine, pour l'équarrissage et le transport. -

Dans tous les cas, les agents de la marine doivent déterminer leur choix, d'après l'examen extérieur des arbres: il leur est défendu, sous peine d'une amende de 45 fr. par mètre de tour de chaque arbre, de les équarrir avant la livraison, ni de faire aucun sondage, aucune entaille avec des haches, scies, sondes ou autres instrumens. ( Art. 133 du Code et 158 de l'ordonnance réglementaire ).

Les auteurs du Code ont voulu prévenir, à cet égard, l'abus et les vexations auxquels donnait souvent lieu l'exécution des lois précédentes.

7° L'article 127 du Code détermine le mode de paiement. Le prix des arbres délivrés à la marine doit être réglé de gré à gré entre l'administration et les propriétaires ou adjudicataires; et en cas de contestation, l'estimation doit être faite par deux experts nommés contradictoirement; si ces experts ne tombent pas



d'accord, c'est le président du tribunal civil de l'arrondissement qui doit désigner un tiers (sur la requête de la partie la plus diligente).

La loi veut que l'expertise soit faite à *frais communs*, ce qui semblerait n'être pas d'une exacte justice; l'expertise n'ayant lieu que pour l'exercice du privilège de la marine, il eût été naturel de mettre les frais à la charge de cette administration, ou de les faire supporter par celle des parties qui aurait refusé de consentir au prix fixé par l'autre. Les experts au surplus peuvent avoir égard, dans leur estimation, au montant des frais, dont la moitié, que doit supporter le vendeur, diminue, d'autant, le prix qu'il aurait retiré de ses arbres.

8°. Les délits et contraventions aux dispositions ci-dessus peuvent être constatés, soit par les agents et gardes forestiers, soit par les maîtres, contre-maîtres et aides-contre-maîtres assermentés de la marine, aux procès-verbaux desquels l'article 134 du Code veut que la même foi soit ajoutée qu'à ceux des agents et préposés de l'administration forestière. Mais cette administration ayant seule caractère pour exercer des poursuites, l'article 160 de l'ordonnance réglementaire veut, qu'à cet effet, les procès-verbaux des agents de la marine lui soient remis.

542. Ici se présente la QUESTION de savoir comment, en cas de poursuites, la dimension de l'arbre pourra être constatée.

Quand l'arbre coupé sans déclaration se trouve encore en grume et en forêt, rien de plus facile que de le mesurer, pour savoir s'il a la dimension prévue par la loi.

Mais comment constater la contravention, si l'administration prétend qu'un arbre façonné et même employé avait au moins 15 décimètres de circonférence mesuré à trois pied du sol?

M. Baudrillard soutient que, dans ce cas, il faut appliquer l'article 193 du Code, lequel, pour constater les délits forestiers et évaluer l'amende qui doit être graduée suivant la grosseur de l'arbre, décide que « si les » arbres auxquels s'applique le tarif établi par l'article » précédent ont été enlevés et façonnés, le tour en sera » mesuré sur la souche, et si la souche a été également » enlevée, le tour sera calculé dans la proportion du » cinquième en sus de la dimension totale des quatre faces de l'arbre équarri. Lorsque l'arbre ou la souche auront disparu, l'amende sera calculée suivant la grosseur de l'arbre arbitrée par le tribunal, d'après les documents du procès. »

Appliquer cette disposition au fait particulier, ce serait une erreur évidente.

M. Baudrillard a beau dire que le premier projet de l'article 124, rédigé par l'administration forestière, indiquait le moyen de reconnaître la circonférence des arbres propres au service de la marine, qui, après avoir été coupés sans déclaration, auraient été façonnés; mais que la même question se représentant dans le titre *des peines et condamnations*, on a pensé qu'il suffisait que ce moyen fût indiqué dans l'article 193 (1). Peu importe ici la pensée que peuvent avoir eue les agens forestiers chargés de la rédaction du premier projet; quand il s'agit de l'application d'une peine, la loi doit être expresse et il n'est pas permis de recourir à ce qui a été décidé pour un cas, afin d'en faire l'application à un autre, lors même qu'il y a analogie (2).

Ici d'ailleurs il n'en existe aucune. De quoi s'agit-il dans l'article 193? Du vol d'un arbre dans le bois d'au-

(1) *Commentaire de M. Baudrillard*, sur l'art. 124.

(2) V. *suprà*, les arrêts cités pag. 238.

trui : le délinquant ayant fait disparaître les traces de son délit, il était naturel et même indispensable de fixer un mode rigoureux d'évaluation : au civil, les tribunaux pourraient même s'en référer à l'affirmation du propriétaire sur la valeur de l'objet volé.

Ici, au contraire, il s'agit d'un acte de propriété. La loi n'exige la déclaration que pour les chênes ayant 15 décimètres au moins de circonférence; elle ne punit d'une amende de 18 francs par mètre de tour que pour les arbres *susceptibles d'être déclarés*. Si donc l'administration prétend que le propriétaire a contrevenu à cette disposition, en abattant, sans l'avoir déclaré, un arbre susceptible de l'être, c'est à elle à prouver, de la manière la plus claire, que cet arbre avait réellement la dimension voulue par la loi. Le procès-verbal du garde ou du contre-maître de la marine ne peut être d'aucune considération, lorsque l'arbre a été façonné, ou ne se retrouve plus; et si dans ce cas la preuve est plus difficile à établir, les agens de l'administration doivent s'imputer la faute de n'avoir pas fait reconnaître la circonférence de l'arbre, au moment de la coupe.

Ce qui est certain, c'est que le possesseur, en coupant sur son terrain, n'a fait qu'un acte légitime de propriété, et ne peut être présumé avoir contrevenu à la loi : pour établir cette contravention, et déterminer le juge à lui infliger une amende plus ou moins considérable, il faut une preuve positive; et s'agissant ici d'une disposition exceptionnelle au droit commun, les tribunaux ne peuvent recourir à l'évaluation approximative et arbitraire que le législateur a cru devoir tracer pour le cas d'une soustraction frauduleuse dont il ne s'agirait plus que de fixer la valeur.

Cependant, afin de prévenir les difficultés, on conseille à tous ceux qui font abattre des chênes non sus-

ceptibles d'être déclarés, d'en faire vérifier la dimension par des témoins dignes de foi, qui, en cas de poursuites témérement intentées, pourraient attester, à la justice, que l'arbre abattu et façonné n'avait pas 15 décimètres de tour.

La loi, telle qu'elle a été adoptée et modifiée par les amendemens de la commission, n'a rien, comme on vient de le voir, qui s'écarte des principes de la justice et qui puisse prêter à l'arbitraire.

Le propriétaire pouvant conserver, pour son propre usage, les bois qu'il jugera nécessaires à ses besoins personnels, n'est obligé de livrer à la marine que ceux qu'il aurait destinés au commerce : cette livraison n'est faite que moyennant la juste et préalable indemnité qu'exige l'article 145 du Code civil, puisque le prix doit en être payé avant l'enlèvement, et qu'en cas de difficulté sur le règlement, il est fixé par une expertise qui présente toutes les garanties désirables.

543. Le choix des arbres propres au service de la marine n'est pas exercé dans toute la France : les dispositions du Code ne sont applicables qu'à certaines localités.

L'article 135 a voulu que le gouvernement fit dresser et publier un état des départemens, arrondissemens et cantons qui ne seront pas soumis à l'exercice de ce droit, et que la même publicité fut donnée au rétablissement de cet exercice dans les localités exceptées, lorsqu'il serait jugé nécessaire.

Une ordonnance du 26 août 1827 renferme l'état exigé par le Code. Une autre ordonnance du 14 août 1833 a apporté des changemens à la première.

Ces ordonnances sont insérées au Bulletin des lois : tous les départemens, arrondissemens et cantons qui n'y sont pas désignés, demeurent par-là même soumis aux



dispositions du Code, concernant le martelage de la marine.

## SECTION II.

*Des bois affectés au service des ponts-et-chaussées.*

544. Le cours variable et impétueux du Rhin menace continuellement ses rives. Ce n'est qu'à force de soins et de vigilance que l'on parvient à prévenir les ravages qu'occasionneraient les crues extraordinaires de ce fleuve.

C'est pour cet objet que les bois qui croissent sur les terrains avoisinans sont affectés au service des ponts-et-chaussées.

Un décret du 6 novembre 1813 obligeait, *sous peine d'amende*, les propriétaires de bois taillis ou autres, dans les îles, sur les rives, et à une distance de *quinze kilomètres* du cours du Rhin, à déclarer leur volonté d'abattre telle ou telle portion de leurs bois, afin que l'administration pût y prendre les quantités nécessaires pour les travaux du Rhin (1).

Et lors de la discussion du Code forestier, M. Becquey, ancien directeur-général des ponts-et-chaussées, a justifié aux chambres que, pour garantir le territoire des plus effrayans désastres et sauver les belles plaines d'Alsace, on employait chaque année 750 mille fascines qui donnent lieu à l'exploitation de 4000 hectares d'îles et bois.

Cependant, quelque impérieux que paraissent à cet égard les besoins du service public, la députation du Bas-Rhin a d'abord réclamé contre le maintien de l'affecta-

(1) V. aussi le décret du 27 octobre 1808, établissant une commission connue sous la dénomination de *magistrats du Rhin*.

tion établie par le décret de 1813; mais tout en considérant cette mesure comme le résultat *des fausses doctrines administratives que le régime impérial nous avait léguées*, on a pensé que ce n'était qu'avec le temps qu'elles pouvaient être extirpées; et la discussion s'est bornée à faire adopter l'amendement de la commission qui a réduit à *cinq kilomètres* le rayon du privilège, qu'à l'instar du décret, le projet de loi étendait à 15 kilomètres. L'affectation par ce moyen ne frappe que sur une faible partie des bois d'un ou deux départemens.

Il serait inutile de donner le texte des dispositions que renferme le Code, à cet égard.

Il suffit de faire observer que, si l'affectation se trouve réduite aux bois situés à la distance de 5 kilomètres des bords du Rhin, elle est d'ailleurs plus rigoureuse que celle des bois destinés à la marine.

D'abord l'affectation dont il s'agit ici n'est pas établie seulement pour un temps, la loi n'a assigné aucune limite à sa durée.

Le service de la marine n'exige, comme on l'a vu, que la livraison de quelques arbres d'une certaine dimension, si le propriétaire juge à propos de les abattre, au lieu que, dans le cas particulier, lorsqu'il y a *urgence constatée par le préfet*, la délivrance des bois ou oseraies est requise d'abord dans les bois de l'Etat, ensuite dans ceux des communes et des établissemens publics, et subsidiairement dans les bois des particuliers, qui sont obligés de laisser exploiter, sans attendre la maturité des coupes, sauf toutefois indemnité pour celles exécutées hors des saisons convenables.

Et lors même qu'il n'y a pas urgence, les propriétaires ne peuvent procéder à la coupe sans en faire la déclaration *trois mois d'avance*, à la sous-préfecture, sous peine d'une amende d'un franc par are de bois exploité. A

défaut de réquisition *dans les trois mois de la déclaration*, le propriétaire peut disposer librement de ses bois ; mais en cas de réquisition dans ledit délai , il serait passible d'une amende de 4 francs par are , s'il les détournait de leur destination.

Les bois et oseraies requis pour les ponts-et-chaussées doivent être payés, *trois mois après l'abattage* ; l'article 141 trace pour le règlement du prix le même mode d'expertise que celui réglé pour les arbres marqués par la marine.

Telle est l'analyse des dispositions des articles 136 jusques et compris l'article 143 du Code, et des articles 162 et suivans de l'ordonnance réglementaire.

---

---

---

## CHAPITRE X.

### De la prohibition des défrichemens.

545. MAÎTRE absolu du sol qui lui appartient, le propriétaire peut, à son gré, en changer et dénaturer les productions ; telle est la règle commune : la propriété consiste dans le droit d'user et d'abuser.

Mais ce droit absolu doit céder, en certains cas, à ce que réclame l'intérêt général ; et de toutes les possessions, les forêts sont celles qui intéressent le plus spécialement la société : l'agriculture, le commerce, la marine, la salubrité même de quelques départemens, tous les intérêts publics et privés se rattachent à la conservation d'une richesse aussi précieuse.

Déjà, en 1669, un ministre de Louis XIV, dans sa haute prévoyance des besoins de l'Etat et d'une population toujours croissante, manifestait la crainte que la France ne périclît un jour faute de bois. Depuis cette époque, les forêts ont beaucoup perdu de leur étendue, tandis que l'aisance et l'industrie augmentent de plus en plus la consommation des bois ; et la prévision du grand Colbert serait bientôt vérifiée, si l'on n'avait pas senti l'importance de mettre à profit une autre richesse enfouie dans le sein de la terre ; mais, pour une grande partie des besoins, la houille est loin de pouvoir suppléer au défaut de bois.

La défense de défricher les bois est donc extrêmement salutaire, et d'autant plus indispensable qu'ici l'intérêt



particulier se trouve presque toujours en opposition avec l'intérêt général.

Car ce serait une erreur de regarder la propriété forestière comme la plus productive pour le possesseur. Que l'on calcule ce que rapporte un hectare de bois dont il faut attendre la coupe pendant 20 à 25 ans ; que l'on fasse, sur ce produit, la déduction de l'intérêt du prix du fonds, des frais de garde et des impôts aussi-bien que de l'intérêt des sommes qui y sont employées ; que l'on compare ensuite le produit net d'un pré ou d'un champ dont l'impôt est mis à la charge du fermier, sans aucuns frais de garde ; le résultat de ces calculs comparatifs sera que, pour le propriétaire qui afferme, et pour celui qui cultive lui-même, à bien plus forte raison, le revenu d'un pré, d'une vigne, et celui du champ le plus médiocre, surpasse de beaucoup le produit d'une pareille étendue de bois.

Aussi la propriété des forêts ne convient-elle qu'à la grande aisance que le morcellement des héritages rendra de jour en jour plus rare. Sans la prohibition des défrichemens, on ne tarderait pas à voir, en France, le sol forestier dénaturé et presque entièrement anéanti (1).

Le défrichement des bois fut, dans tous les temps, regardé comme un sacrifice que l'intérêt général devait commander à la propriété. La défense de défricher avait été portée par diverses ordonnances rendues en 1518, 1520, 1528, et par un grand nombre d'arrêts du con-

(1) Les partisans de la liberté illimitée citent l'exemple de l'Angleterre, où les défrichemens ne sont pas prohibés. Mais il faut observer que, dans ce pays, il n'y a point de petite propriété, et que loin d'y être, comme en France, porté aux défrichemens, on se livre avec ardeur à des plantations qui pourvoient à une partie des besoins, indépendamment du charbon de terre qui, pour le chauffage et les usines, est généralement employé.

seil, intervenus, depuis 1701 jusqu'en 1789. Telle était aussi la conséquence des dispositions de l'ordonnance des eaux et forêts astreignant les bois des particuliers à un aménagement et à la conservation des réserves.

Ces réglemens furent abolis par la loi du 29 septembre 1791, qui laissa aux propriétaires la faculté d'user et d'abuser de leurs bois; et l'expérience ne tarda pas à démontrer les funestes effets de cette liberté indéfinie.

Depuis 1670 jusqu'en 1791, il n'avait été défriché que deux millions d'arpens de bois, et dans le court espace de 11 à 12 années, on opéra le défrichement de trois millions d'arpens. La plupart des bois nationaux vendus ont été réduits en culture, dépopulation qui eût été bien autrement considérable, si le décret de 1790 n'avait pas interdit la vente des forêts de 150 hectares et au-dessus. La loi du 25 mars 1817 est, comme on l'a vu, la première qui, en autorisant l'aliénation de ces masses de forêts élevées, les a ainsi soustraites au régime conservateur des biens du domaine et des anciennes corporations ecclésiastiques auquel elles étaient soumises depuis des siècles.

Un cri général s'étant élevé contre la fureur des défrichemens effectués ensuite de la loi de 1791, le gouvernement régulier qui succéda à l'anarchie révolutionnaire sentit la nécessité de garantir des caprices de la génération présente, l'ouvrage des générations passées et l'espoir de celles à venir, et jugea qu'il était temps de mettre un terme à la dépopulation des forêts.

Une loi du 9 floréal an 11 (29 avril 1803) renouvela, pour 25 ans, la défense de défricher sans autorisation.

Ce terme était à la veille d'expirer, lors de la présentation du Code. Le besoin d'une prorogation était

généralement senti, et parut tellement urgent au législateur, que c'est ce qui a précipité la discussion de la loi nouvelle. La chambre des pairs a cru devoir s'abstenir de plusieurs amendemens désirables, et ce, dans la crainte de retarder la publication d'un corps de loi renfermant une mesure salubre, et dont l'absence, quoique momentanée, n'en aurait pas moins ouvert de nouveau la porte aux abus que la loi de 1803 avait fait cesser.

Quelque impérieux que paraissent les motifs d'intérêt public pour empêcher le défrichement des bois, néanmoins cette défense ne saurait être absolue. Il existe des terrains couverts de quelques bois, mais peu propres à la production de bonnes essences; quand le produit est infructueux ou la conservation difficile, empêcher, en ce cas, le propriétaire de tirer un meilleur parti de sa propriété, ce serait une injustice, une vexation gratuite.

546. C'est à l'autorité qu'il appartient de balancer la convenance du propriétaire avec l'intérêt général, de distinguer, sans partialité ni faveur, les déclarations faites dans un but d'utilité, de celles qui ne tendent qu'à la destruction des bois.

Tel était le système suivi par l'administration, sous l'empire de la loi ancienne :

« Nous nous entourons, disait le ministre des finances » à la chambre des députés, pour la décision de ces » questions, de toutes les lumières que nous pouvons » nous procurer. L'administration forestière donne son » avis; il peut tendre à trop conserver les bois, qui sont, » pour ainsi dire, un domaine avec lequel elle s'identifie : aussi nous ne nous en rapportons pas toujours » à elle : nous demandons l'avis de l'autorité locale, du » préfet; et c'est après avoir pris cet avis que nous prononçons dans l'intérêt général, c'est-à-dire dans l'in-

» téréêt de la conservation de tous les bois qui peuvent  
» être utiles ; et nous permettons le défrichement de  
» terrains qui , plantés en bois , ne produisent presque  
» rien , mais qui , défrichés , peuvent être cultivés avec  
» avantage (1). »

M. de Villèle a donné , dans la même séance , l'état des déclarations de défrichement faites depuis 1821 jusques et y compris 1826 : sur 26,715 demandes formées pendant ces six années , 17,154 ont été refusées ; le ministre n'en avait accueilli que 9561 (2).

C'est sur ces renseignemens qu'a été fondée la disposition du nouveau Code , qui proroge *pour vingt ans* , à dater de sa publication , la défense de défricher sans autorisation ; à l'expiration de ces vingt années , ce sera au législateur à voir si les circonstances exigent une nouvelle prorogation.

Ce n'est qu'en ce qui concerne les bois des particuliers que cette disposition prohibitive est temporaire. Les forêts dépendant du domaine de l'Etat et de la couronne sont assujetties à des règles de police et de conservation sévères et incompatibles avec l'idée de défrichement.

Il en est de même des bois appartenant aux communes et aux établissemens publics : l'article 91 du Code déclare d'ailleurs qu'aucun défrichement ne pourra avoir

(1) Séance du 9 avril 1827.

(2) Dans sa session de 1835 , la chambre des députés a rejeté la proposition qui lui avait été faite par l'un de ses membres de rapporter la loi qui prohibe le défrichement : on a même lieu de s'étonner qu'une proposition aussi extraordinaire ait pu être prise en considération. La défense de placer à certaine distance des forêts soumises au régime forestier des constructions et d'autres établissemens utiles offre un vaste champ à ceux qui voudraient proposer des modifications salutaires à la législation forestière , dans l'intérêt de l'agriculture et de la liberté des possessions. Quant à la défense de défricher les forêts , c'est de toutes les prohibitions celle qui , selon moi , offre le moins de prise à la critique.



lieu ; dans ces bois , *sans une autorisation expresse et spéciale du gouvernement*, et que ceux qui l'auraient ordonné ou effectué seront passibles des mêmes peines que celles qui , comme on va le voir ; sont infligées aux particuliers.

Ces observations m'ont paru nécessaires ; avant d'examiner les dispositions du nouveau Code sur cette matière. Ces dispositions se trouvent renfermées dans les sept derniers articles de ce Code, sous le titre de *dispositions transitoires*. Je crois devoir en donner le texte, avec quelques observations :

#### ARTICLE 219.

**547.** « Pendant *vingt ans* , à dater de la promulgation de la présente loi , aucun particulier ne pourra arracher, ni défricher *ses bois* , qu'après en avoir fait préalablement la déclaration à la *sous-préfecture*, au moins *six mois d'avancé*, durant lesquels l'administration pourra faire *signifier* au propriétaire *son opposition* au défrichement. Dans les *six mois* , à dater de cette signification , il sera *statué* sur l'opposition par le *préfet* , sauf le recours au *ministre des finances*.

» Si , dans les *six mois après la signification de l'opposition* , la décision du ministre n'a pas été rendue et *signifiée* au propriétaire des bois , le *défrichement* pourra être effectué. »

*Pendant vingt ans* , aucun particulier ne pourra arracher ni défricher *ses bois*. — Ces termes ne doivent être entendus que d'un véritable défrichement ayant pour objet de dénaturer le sol forestier : L'extirpation de

quelques plantes, l'exploitation par éclaircie, l'ouverture de chemins dans une forêt, ne peuvent être regardés comme un défrichement sujet à autorisation. C'est ainsi que, sur l'observation faite par un membre de la chambre des pairs, M. le directeur général des forêts est convenu que la loi devait être entendue.

La défense faite au propriétaire de défricher *ses bois*, ne peut s'appliquer qu'aux forêts proprement dites. Dans les *prés-bois* des montagnes, par exemple, dont la principale destination est le pâturage du bétail, on ne saurait regarder comme défrichement d'un bois, l'extirpation des plantes qui, sans cela, étoufferaient l'herbe, qui est le produit le plus avantageux de ce genre de propriété. C'est par cette raison que les *prés-bois* des communes ont été soustraits au régime forestier, comme on le verra au titre IV, *de la jouissance des biens communaux* : la même règle doit s'appliquer aux *prés-bois* des particuliers, surtout en ce qui concerne la défense de défricher.

*Qu'après en avoir fait préalablement la déclaration à la sous-préfecture, au moins six mois d'avance. Ce n'est point une demande en autorisation que doit former le propriétaire qui veut défricher : la loi n'exige qu'une simple déclaration de volonté, afin de mettre l'administration à même de s'y opposer, s'il y a lieu. Pour cela, l'article 192 de l'ordonnance réglementaire veut que la déclaration soit faite en double minute, dont l'une, visée par le sous-préfet, est rendue au déclarant, et l'autre est transmise à l'agent forestier supérieur de l'arrondissement.*

548. *Durant lesquels l'administration pourra faire signifier au propriétaire son opposition.* — Pour l'exécution de cette disposition, les articles 193 et 194 de l'ordonnance réglementaire tracent les formalités à rem-

plir. L'agent forestier auquel est remis un double de la déclaration du propriétaire dresse procès-verbal de l'état et de la situation du bois à défricher, en indiquant les motifs d'intérêt public qui peuvent s'y opposer, et ce procès-verbal est adressé au conservateur, avec la déclaration. Si le conservateur estime que le bois ne doit pas être défriché, alors il fait signifier son opposition au propriétaire, et transmet les pièces au préfet avec ses observations. Dans le cas contraire, le conservateur en réfère au directeur-général des forêts, qui en rend compte au ministre des finances, lequel peut faire signifier l'opposition, nonobstant l'avis opposé du conservateur.

*Dans les six mois à dater de cette signification, il sera statué sur l'opposition par le préfet.* L'opposition du conservateur doit être signifiée dans les six mois de la déclaration; autrement le propriétaire peut défricher. Mais la signification de cette opposition fait courir un nouveau délai de six mois, pendant lequel le préfet et le ministre doivent rendre leur décision. Celle du préfet doit être motivée. (Art. 195, ord. rég.)

*Sauf le recours au ministre des finances.* De ces termes il semblerait résulter que le préfet statuant en premier ressort, sa décision devient irréfragable, à défaut de pourvoi de la part du propriétaire ou de l'administration; mais non : d'après l'article 195 de l'ordonnance réglementaire, le recours au ministre a lieu d'office. Cet article veut que le préfet, après avoir fait signifier son arrêté tant au propriétaire qu'à l'agent forestier, le soumette, avec les pièces, au ministre des finances, qui doit rendre et faire signifier au propriétaire sa décision définitive *dans les six mois à dater du jour de la signification de l'opposition.* C'est ce qui résulte, d'ailleurs, du dernier paragraphe de l'article 219 du Code, comme on va le voir.

549. *Si, dans les six mois après la signification de l'opposition, la décision du ministre n'a pas été rendue et signifiée au propriétaire des bois, le défrichement pourra être effectué.* — Ainsi l'opposition formée par le conservateur et l'arrêté approubatif du préfet ne sont que des mesures dilatoires ; l'opposition ainsi formée n'opère son effet qu'autant que le ministre a rendu et fait signifier sa décision définitive dans les six mois à dater de la notification de l'opposition.

Ce second paragraphe de l'article 249 semblerait impliquer contradiction avec la dernière phrase du premier, déclarant qu'il sera statué par le préfet *dans les six mois, à dater de la signification de l'opposition*. Si ce délai est accordé au préfet, pour statuer, comment est-il possible que le ministre puisse rendre et faire signifier, dans le même délai, sa décision définitive ? L'article 495 de l'ordonnance a fait disparaître à cet égard toute équivoque, en exigeant que le préfet statue, *dans le délai d'un mois*, sur l'opposition du conservateur ; qu'il fasse signifier son arrêté *dans le délai de huit jours*, et que, dans la même huitaine, il le soumette au ministre des finances. Ainsi, de la part du préfet, tout doit être consommé dans l'espace de 38 jours, à partir de la signification de l'opposition. Le ministre a par conséquent plus de quatre mois pour rendre et faire signifier lui-même sa décision définitive dans les six mois, à partir de l'opposition du conservateur.

On s'étonne que ce soit au ministre des finances, qu'il soit référé d'une affaire qui n'intéresse nullement le trésor public, et qui naturellement devrait dépendre du département de l'intérieur. C'est une observation qu'a faite M. de Villèle dans la séance dont on vient de rendre compte.

Ici se présente la question de savoir si la décision du



ministre est inattaquable. Indépendamment des termes de la loi qui ne parlent que du recours contre l'arrêté du préfet, l'exclusion de toute voie contre la décision définitive du ministre semblerait résulter du rejet d'un amendement de la commission de la chambre des députés, lequel tendait à faire statuer sur l'opposition au défrichement par *le conseil de préfecture, sauf recours au conseil-d'état*; sur quoi le ministre a prétendu que, s'agissant de statuer sur une question *d'intérêt général*, l'affaire ne présentait rien de contentieux.

Ce raisonnement me touche peu. Quoique déterminé par un motif d'intérêt public (motif qui domine toutes les affaires administratives), l'opposition au défrichement n'en est pas moins une contestation élevée entre l'administration et le propriétaire. C'est sur les observations respectives des deux parties, que le ministre doit statuer; il y a donc bien ici discussion contradictoire; et dans la hiérarchie administrative, le conseil-d'état étant le juge suprême de tout ce qui est attribué à la connaissance du ministre, comme supérieur du préfet, on ne voit pas comment le silence de la loi pourrait soustraire la décision dont il s'agit à la marche ordinaire; le recours au conseil-d'état est une règle tellement générale, qu'elle se pratique, dans le cas même où l'arrêté du ministre est revêtu de la sanction royale (1).

Pour compléter la discussion sur l'article 219, observons que, quoique la loi ne prescrive point la forme des diverses significations qu'elle exige, il n'en est pas moins évident que ces significations doivent être faites par un huissier, ou par les gardes forestiers à qui l'article 173 du Code accorde ce droit, *dans toutes les*

(1) *Droit administratif* de M. de Cormenin, tom. 1, page 33.

*actions et poursuites exercées au nom de l'administration forestière.* La connaissance qu'aurait eue le propriétaire de l'opposition et autres actes par la voie de communications administratives, ou autrement, serait insignifiante, et ne pourrait remplacer la signification que la loi exige pour empêcher le défrichement.

## ARTICLE 220.

550. « En cas de contravention à l'article précédent, le propriétaire sera condamné à une amende calculée à raison de 500 *francs* au moins et de 1500 *francs* au plus par hectare de bois défriché, et, en outre, à rétablir *les lieux* en nature de bois dans le délai qui sera fixé par le jugement, et qui ne pourra excéder trois années. »

L'article 3 de la loi du 9 floréal an 11 était beaucoup moins sévère. Le *maximum* de l'amende n'était que le vingtième, et le *minimum* le cinquième de la valeur du bois arraché; tandis qu'ici l'amende équivaut à cette valeur, et la surpassera même, en plusieurs cas.

Le propriétaire avait aussi la faculté de remettre en nature de bois un autre terrain que celui défriché. Mais d'après la loi nouvelle, le contrevenant n'a plus cette alternative; ce sont *les lieux* mêmes qu'il doit être condamné à rétablir en bois.

## ARTICLE 221.

551. « Faute par le propriétaire d'effectuer la plantation ou le semis dans le délai prescrit par le jugement. Il y sera pourvu, à *ses frais*, par

l'administration forestière, sur l'autorisation préalable du préfet, qui arrêtera le mémoire des travaux faits, et le rendra exécutoire contre le propriétaire. »

Cet article n'a pas besoin de commentaire.

#### ARTICLE 222.

**552.** « Les dispositions des trois articles qui précèdent sont applicables aux semis et plantations exécutées, par suite de jugemens, en remplacement de bois défrichés. »

La prohibition de défricher n'aboutirait à rien, s'il en était des semis et plantations exécutés en vertu de jugement, comme de ceux pratiqués volontairement, lesquels sont exceptés des dispositions de la loi, ainsi qu'on va le voir.

#### ARTICLE 223.

**553.** « Seront exceptés des dispositions de l'article 219 :

» 1° Les jeunes bois pendant les 20 premières années après leur semis ou plantations, sauf le cas prévu en l'article précédent;

» 2° Les parcs ou JARDINS clos et attenant aux habitations :

» 3° Les bois non clos, d'une étendue au-dessous de 4 hectares, lorsqu'ils ne feront point partie d'un autre bois qui compléterait une contenance de 4 hectares, ou qu'ils ne seront pas situés sur le sommet ou la pente d'une montagne. »

*Pendant les vingt premières années après leur semis ou plantation.* — Il est juste de réserver au propriétaire dont les semis ou plantations n'ont pas obtenu le résultat qu'il s'en promettait, la faculté de donner une autre destination à son terrain.

*Les parcs ou jardins clos, attenans aux habitations.* — Ces termes n'étant que la répétition de ceux employés dans l'article 124, relatif aux affectations de la marine, étendent par-là même l'exception à toute espèce de clos attenant à une habitation quelconque (1).

On doit s'étonner de voir reproduit, dans le Code, le mot *jardin* qui avait été glissé dans l'article 5 de la loi du 9 floréal an 11. Un jardin est ordinairement clos et attenant à une habitation ; mais qu'il le soit ou non, il n'a pu entrer dans la pensée du législateur d'empêcher le propriétaire d'arracher les arbres fruitiers ou d'agrément d'un jardin quelconque. Ce n'est que pour le défrichement de *ses bois* que l'article 219 exige une déclaration du propriétaire ; et un jardin n'est pas un bois.

354. *Les bois non-clos, d'une étendue au-dessous de quatre hectares, qui ne font pas partie d'un AUTRE bois.* — Que signifient ces dernières expressions ?

Dans son commentaire sur cet article, M. Baudrilard dit : que cela ne doit pas seulement s'entendre de deux bois appartenant au même propriétaire, mais d'un bois contigu qui appartiendrait à un autre. « Il est évident, dit-il, que la prohibition s'applique à tout bois non clos, formant par lui-même, ou par sa réunion à un autre bois, *quel qu'en soit le propriétaire*, une étendue de quatre hectares. »

Mais cette interprétation choque ouvertement les règles de la grammaire et les principes du droit.

(1) V. le n° 540, pag. 309 et 310.



Si le législateur avait voulu soustraire de l'exception les bois *au-dessous de quatre hectares* touchant le bois d'une autre propriétaire, et dont la réunion formerait cette contenance, il aurait dit : *qui ne sont pas contigus à un autre bois*. L'article dit, au contraire, *qui ne font pas partie d'un autre bois*, ce qui ne peut s'entendre d'un bois voisin, quel qu'en soit le propriétaire. Car le bois qui appartient à *Pierre*, ne peut faire partie d'un bois appartenant à *Paul*; quoique contigus, ces deux bois forment chacun une propriété distincte, séparée par des bornes ou des fossés, et portant souvent une dénomination différente. Le boqueteau d'un particulier peut même être contigu à une forêt appartenant à l'Etat, à une commune; et prétendre que ce petit bois particulier *fait partie* de la forêt domaniale ou communale, eût serait blesser les premières notions du langage.

Si de cette observation décisive on passe aux règles de droit, n'est-il pas de principe que, dans les lois, comme dans les contrats, l'interprétation doit toujours être faite de manière à restreindre l'obligation, plutôt qu'à l'aggraver : *Semper in obscuris quod minimum est sequimur*; et c'est surtout lorsqu'il s'agit de dispositions exceptionnelles tendant à gêner la liberté, que les termes obscurs doivent être interprétés d'une manière restrictive.

La seule raison un peu spécieuse que donne M. Baudrillard, c'est que, *si le bois contigu à celui dont parle l'article, appartenait au même propriétaire, l'un et l'autre bois ne formerait alors qu'une seule et même propriété, et la disposition ne signifierait plus rien*. Quand cela serait vrai, mieux vaudrait encore regarder les expressions comme non écrites, que de les appliquer d'une manière choquante.

Mais veut-on que la rédaction obscure et vicieuse

dont il s'agit produise quelque effet , alors il me semble que ces mots : *qui ne font pas partie d'un autre bois* , peuvent très bien s'appliquer à deux bois , qui , quoique appartenant au même propriétaire , portent chacun une dénomination particulière , et pourraient même , quoique contigus , être situés sur deux territoires différens. On pourrait aussi appliquer ces termes à deux portions de bois contiguës portant la même dénomination , et qui , ne formant autrefois qu'un seul bois ayant appartenu au même propriétaire , auraient été récemment divisées entre plusieurs , par suite de partage ou de vente partielle.

Que l'on donne , au surplus , aux expressions de l'article telle ou telle interprétation , toujours est-il qu'il me paraît impossible de regarder comme faisant partie l'un de l'autre , deux bois appartenant à des propriétaires différens , et qui , quoique contigus , n'ont jamais eu la même dénomination , et ont toujours formé deux propriétés parfaitement distinctes.

Cette question ayant été élevé par l'administration , sous l'empire de la loi du 9 floréal an 11 , le ministre des finances n'a pas hésité de décider , le 12 avril 1820 , « qu'on doit considérer *isolément* l'étendue du bois à » défricher , pour reconnaître si le défrichement peut » ou non être effectué sans déclaration préalable ; et » qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter à la contenance *des » bois voisins* , attendu que la loi du 9 floréal an 11 , » qui règle les devoirs et les droits de chacun *séparément* , n'impose d'autre condition qu'une étendue » moindre de deux hectares (1). »

Fondée sur les plus justes motifs , cette décision me

(1) Cette décision est rapportée dans les *règlemens forestiers* recueillis par M. Baudrillard , tom. 2 , pag. 812.

paraît devoir également s'appliquer à l'exécution du nouveau Code.

Il est vrai que l'article 5 de la loi du 9 floréal an 11, en exceptant de la prohibition les bois au-dessous de deux hectares, n'ajoutait pas, comme le fait l'article 223, ces mots : *qui ne font pas partie d'un autre bois*. Mais le Code n'en a pas moins été rédigé dans le même but et par les mêmes motifs que la loi de l'an 11. L'obligation imposée au particulier qui veut défricher ses bois est, comme dans la loi ancienne, une obligation individuelle, qui ne peut rien avoir de commun avec les bois d'un autre propriétaire.

#### ARTICLE 224.

**555.** « Les actions ayant pour objet des défrichemens commis en contravention à l'article 219, se prescriront *par deux ans*, à dater de l'époque où le défrichement aura été consommé. »

Les contraventions de cette nature doivent être constatées, comme les délits ordinaires, par les gardes forestiers et même par les maires et adjoints, qui, en leur qualité d'officiers de police judiciaire, ont caractère suffisant. Aussi l'article 196 de l'ordonnance réglementaire décide-t-il que, si ces fonctionnaires dressent des procès-verbaux relatifs à un défrichement, ils doivent, indépendamment de la remise qui en est faite au procureur du roi, en adresser une copie certifiée à l'agent forestier.

La loi du 9 floréal an 11 n'établissant aucune prescription particulière, les actions se prescrivaient par trois mois, comme les délits forestiers ordinaires ; mais

la cour de cassation jugeait que, cette prescription ne devant s'appliquer qu'à l'amende, le repeuplement du bois défriché n'en devait pas moins être ordonné par les tribunaux correctionnels (1).

Cette jurisprudence ne peut plus recevoir d'application. En cas de défrichement, l'action de l'administration a le double objet de faire condamner le contrevenant à l'amende, et au rétablissement des lieux en nature de bois. Dès l'instant donc, que l'article 224 a décidé que cette action serait prescrite par deux ans, à dater du défrichement, cette prescription, qui, en matière pénale, doit être appliquée d'office, met l'administration dans l'impuissance de former aucune demande relative à la contravention.

#### ARTICLE 225.

**556.** « Les semis et plantations de bois sur le sommet et le penchant des montagnes et sur les dunes, seront exempts de tout impôt pendant 20 ans. »

Dans la vue de favoriser l'accroissement du sol forestier, l'article 1130 de la loi du 3 frimaire an 7 portait déjà que « la colisation des terres en friche depuis » dix ans, qui seront plantées et semées en bois, ne » pourra être augmentée pendant les trente premières » années du semis ou de la plantation. »

Les rédacteurs du nouveau Code, ne trouvant pas cette disposition assez favorable, ont voulu que ces plan-

(1) Arrêt du 8 janvier 1808; D., pag. 36, suppl. de 1808.



tations fussent exemptes de tout impôt pendant vingt ans, si elles étaient pratiquées *sur le sommet et le penchant des montagnes et sur les dunes.*

557. Terminons ce chapitre par la question déjà soulevée plus haut, savoir si *le propriétaire, malgré la défense de défricher, peut abandonner ses bois à tout âge, au pâturage de toutes sortes d'animaux?*

Pour soutenir la négative, on peut dire qu'en général, le pâturage dans les coupes non défensables, et surtout celui des chèvres et moutons, tend à opérer la ruine des forêts, d'une manière sinon aussi prompte, du moins aussi certaine que le défrichement.

Mais il faut observer qu'il s'agit ici d'une dérogation au droit commun, à la faculté de disposer de la propriété; et, alors, la prohibition doit être restreinte au cas que la loi a formellement prévu. « Si la disposition est contraire au droit commun, dit M. Merlin, elle ne doit recevoir d'extension, ni d'un cas à un autre, ni d'une personne à une autre, ni d'une chose à une autre. »

Or, le Code forestier n'a exigé de déclaration que pour le défrichement; c'est dans ce cas seulement que l'administration a la faculté de s'opposer au droit d'user et d'abuser qu'a le propriétaire; ce n'est que pour les contraventions en matière de défrichement, que la loi inflige des peines aux particuliers.

Enfin, et comme on l'a vu, la chambre des députés a rejeté la proposition faite par l'un de ses membres, dans la séance du 31 mars 1827, d'ajouter à la loi sur les défrichemens, une disposition tendant à interdire au propriétaire le pâturage des chèvres dans ses bois (1).

(1) Voyez nos 495 et 496, pag. 206 et 207.

Quelque salulaire qu'eût pu être une pareille mesure, pour la conservation des forêts, elle n'a point été adoptée. Comment alors serait-il possible de poursuivre une contravention, quand la défense ne repose sur aucun texte de loi. N'est-ce pas le cas d'appliquer le principe, que *tout ce qui n'est pas défendu par la loi est permis*?

558. Je crois devoir ajouter ici quelques réflexions sur un fait assez singulier, et qui n'est pas étranger au défrichement.

Les événemens de juillet 1830, ayant nécessité des crédits extraordinaires, une loi du 27 mars 1831 a autorisé le ministre des finances à créer et à émettre des obligations du trésor, pour un capital de deux cents millions; et afin de couvrir le remboursement de ces effets, la même loi a ordonné la vente des bois de l'Etat jusqu'à concurrence de quatre millions de revenu net, en abrogeant la loi de finances du 25 mars 1817, qui avait réservé, sur les bois de l'Etat, la quantité nécessaire pour former un revenu net de quatre millions destiné à doter les établissemens ecclésiastiques.

Dans la discussion de cette nouvelle loi, quelques membres ayant fait observer que l'aliénation des forêts de l'Etat était une mesure désastreuse, tendant à amener une disette absolue de bois de construction, parce que les particuliers ne pourraient pas être obligés de laisser croître leurs forêts en futaies, le ministre a répondu qu'il ne pouvait pas s'interdire de vendre des futaies, puisqu'il fallait arriver au but, c'est-à-dire à procurer au trésor deux cents millions; mais qu'il vendrait, de préférence, les bois où se trouvent des espaces en friche.

L'article 4 de cette loi, portant que, « *le cahier des charges indiquera quelles parties de bois pourront être*

» *défrichées*, a été aussi l'objet de quelque discussion : On aurait voulu du moins , borner le défrichement aux parties de bois indiquées dans la vente , et qu'il fût interdit au gouvernement de l'autoriser dans la suite , pour d'autres parties des mêmes bois.

Les amendemens qui tendaient à ce but ont été rejetés.

« Il faut , disait M. THIERS , sous-secrétaire d'état » au département des finances , que l'administration » déclare d'avance les bois qui doivent être défrichés , » et que postérieurement elle puisse accorder la fa- » culté de défrichement aux bois auxquels elle ne l'au- » rait pas accordée d'abord. La convenance peut chan- » ger , on peut vendre les bois par portions. Il y a des » bois susceptibles d'être défrichés à une époque , qui » peuvent ne plus l'être à une autre. »

Mais qu'est-il arrivé ? Au lieu de borner , à quelques parties seulement des bois vendus , l'autorisation de défricher ainsi donnée d'avance , on a jugé à propos de l'accorder en masse.

Dans l'annonce des ventes faites en exécution de cette loi , on remarque la condition suivante : *Le bois sera vendu avec faculté de défricher* ; on assure même que dans les évaluations , cet appât offert aux enchérisseurs a été considéré comme pouvant élever d'un cinquième le prix des bois à vendre.

Quoi qu'il en soit , cette mesure financière me paraît désastreuse , et tend à rendre illusoire la défense salutaire des défrichemens que les auteurs du Code ont jugé si nécessaire de proroger.

Qu'un propriétaire veuille défricher quelques arpens peu productifs de ses propres bois , on ne manquera pas de lui opposer la nécessité de conserver le sol forestier ; et voici une foule d'acquéreurs privilégiés

qui, au moyen de l'autorisation indéfinie que portera leur titre, ne manqueront pas de convertir en champs ou en prés des forêts considérables et dont le régime sévère avait successivement augmenté les productions, surtout en futaies, depuis des siècles.



---

---

## CHAPITRE XI.

Dés règles de police et de conservation applicables à tous les bois et forêts en général.

559. IL ne s'agit point ici des règles établies pour la répression des délits forestiers proprement dits. Cette matière importante est étrangère à ce traité, elle a été développée dans un autre ouvrage (1).

Mais le Code forestier renferme, sous le titre de *Police et conservation des bois et forêts*, un grand nombre de dispositions qui remplacent les règles tracées par les lois antérieures et commentées dans la première édition du traité actuel. De ces dispositions, les unes sont applicables à tous les bois et forêts en général, les autres sont spéciales et ne concernent que les bois et forêts soumis au régime forestier.

Ces dispositions spéciales, qui consistent dans des servitudes que la loi impose à la propriété particulière, pour l'avantage de certaines forêts, ont été traitées dans le chapitre V (2).

Celui-ci a pour objet les règles de conservation applicables à tous les bois quelconques.

Ces règles sont tracées par les articles 144 et suivants dont je vais donner le texte, avec quelques observations.

(1) V. mon *Commentaire sur le Code forestier*, tom. 2, page 415 et suivantes.

(2) V. pag. 163 et suiv.

## ARTICLE 144.

**360.** « Toute extraction ou enlèvement *non autorisé* de pierres, sable, minéral, terre ou gazon, tourbe, bruyères, genêts, herbages, feuilles vertes ou mortes, engrais existans sur le sol des forêts, glands, faines et autres fruits ou semences des bois et forêts, donnera lieu à des amendes qui seront fixées ainsi qu'il suit : — Par charretée ou tomberau, de 10 à 30 fr. pour chaque bête attelée; — par chaque charge de bête de somme, de 5 à 15 fr. ; — par chaque charge d'homme de 2 à 6 francs. »

Cet article a peu besoin de commentaire.

Bornons-nous à faire observer que deux décrets de la convention nationale, des 12 et 28 fructidor an 2, avaient autorisé tout particulier à enlever des glands et faines dans tous les bois quelconques, sans qu'il fût besoin de justifier d'aucun titre.

Cette disposition révolutionnaire étant une atteinte formelle au droit de propriété, le ministre de la justice avait pensé qu'elle n'était que temporaire et n'avait pu survivre aux circonstances. (*Circulaire du 1<sup>er</sup> thermidor an 10.*)

Mais par arrêt du 24 août 1827, la cour de cassation a décidé, au contraire, que les lois de l'an 2 devaient continuer à être observées, tant qu'elles ne seraient pas abrogées (1).

Cette abrogation est prononcée par l'article ci-dessus

(1) D., pag. 491, de 1827.

et par l'article 218, qui révoque toutes dispositions antérieures au nouveau Code.

La défense portée par l'article 144, concerne les personnes qui n'ont aucun droit dans la forêt ; mais l'article 85, défend aux usagers dans les bois de l'Etat, *d'abattre, de ramasser ou d'emporter des glands, faines, ou autres fruits, semences ou productions des forêts, sous peine d'une amende DOUBLE de celle qui est prononcée par l'article 144.* Et les articles 112 et 120 du Code, ont appliqué aux usagers dans les bois des particuliers, et aux habitans des communes dans leurs propres bois, cette disposition de l'article 85.

La loi ne prohibe que l'enlèvement *non autorisé* : sa disposition ne serait donc pas applicable à celui auquel un titre accorderait la faculté d'extraire, dans un bois, des substances intérieures ou d'en enlever quelques productions superficielles, autres que le bois. Ce serait une espèce de droit d'usage, mais qui ne pourrait être exercé sans la délivrance du propriétaire ou de l'administration, comme le prescrit, même pour l'enlèvements des *feuilles mortes*, une circulaire du 20 juillet 1811, laquelle porte que les usagers ne peuvent exercer ce droit, que *dans les endroits indiqués par les agens forestiers, et avec les précautions prescrites pour qu'il n'en résulte aucun dommage* (1).

A défaut de titre, l'extraction et les enlèvements prohibés peuvent aussi être autorisés non-seulement par le propriétaire d'un bois particulier, mais par l'administration forestière, lorsqu'il s'agit des bois de l'Etat, et par les maires ou administrateurs, s'il est question de bois appartenant aux communes ou à des établissemens publics ; mais dans ces deux derniers cas, l'article 169 de

(1) *Recueil des réglemens forestiers*, tom. 2 ; pag. 435.

l'ordonnance réglementaire exige l'approbation du directeur-général des forêts ; et le prix des substances intérieures et des productions superficielles à extraire ou enlever, doit être fixé par le préfet, sur la proposition du maire ou des administrateurs de l'établissement.

ARTICLE 145.

561. « Il n'est point dérogé au droit conféré à l'administration *des ponts et chaussées* d'indiquer les lieux où doivent être faites les extractions de matériaux *pour les travaux publics* ; néanmoins les entrepreneurs seront tenus envers l'État, les communes et établissemens publics, comme envers les particuliers, de payer toutes les indemnités de droit, et d'observer toutes les formes prescrites par les lois et réglemens en cette matière. »

Plusieurs membres ayant élevé des réclamations contre l'abus des lois et réglemens, énoncés dans cet article, le commissaire du roi a déclaré qu'il n'avait point pour objet de consacrer, d'une manière irrévocable, la législation relative aux ponts-et-chaussées. Et, tout en reconnaissant que ces lois et réglemens (surtout en ce qui concerne l'extraction de matériaux, dans les propriétés, pour services publics), *étaient susceptibles d'améliorations fort désirables*, la commission de la chambre des députés a fait observer que cette législation étant étrangère au Code forestier, ce n'était pas le moment de s'en occuper.

En attendant ces améliorations *désirables* pour toutes les propriétés, les articles 170 et suivans de l'ordonnance réglementaire tracent, en ce qui concerne les forêts



soumises au régime forestier, des mesures tendant à prévenir les abus, autant que possible.

A l'égard des bois des particuliers, on doit se conformer aux règles du droit commun, combinées avec les lois spéciales de la matière. (Voyez notamment, pour ce qui concerne les *mines et minières*, la loi du 21 avril 1810).

Quant à l'extraction de matériaux pour services publics, il est bon d'observer qu'à l'égard des forêts particulières, de même que pour celles soumises au régime forestier, c'est au conseil de préfecture qu'appartient la connaissance des réclamations qui peuvent s'élever relativement à l'exécution des travaux et à l'évaluation des indemnités, en vertu de l'article 4 de la loi du 28 pluviôse an 8, que rappelle l'article 175 de l'ordonnance réglementaire (1).

#### ARTICLE 146.

**562.** « Quiconque sera trouvé dans les bois et forêts, *hors des routes et chemins ordinaires*, avec *serpes, cognées, haches, scies et autres instrumens de même nature*, sera condamné à une amende de 10 francs, et à la confiscation desdits instrumens. »

*Hors des routes et chemins ordinaires.* — L'ordonnance de 1669 disait, *les routes et grands chemins*; et M. Baudrillard pense que les termes du nouveau Code sont

(1) Ceux qui voudront connaître à fond les lois de cette matière et les règles de compétence, peuvent consulter l'excellent *Traité du domaine public* que vient de publier le professeur Proudhon (tom. 1<sup>er</sup>, nos 260, 265 et suivans).

synonymes, qu'ils ne désignent que les routes et chemins qui servent aux communications ordinaires des habitans, et non les chemins, laies et sentiers qui sont établis pour la vidange des bois. On conçoit que, si ces chemins ne sont plus frayés, ils ne peuvent être considérés comme des chemins ordinaires ; mais il existe dans les bois des particuliers, des chemins qui quoique privés, sont très battus et extrêmement fréquentés : regarder comme un délit le passage sur ces chemins avec un instrument tranchant, ce serait, à ce qu'il me paraît, étendre outre mesure, une disposition déjà fort rigoureuse.

L'ancienne ordonnance (art. 34, tit. 27) bornait la défense dont il s'agit aux usagers et autres personnes trouvées DE NUIT, dans les forêts, hors les routes et grands chemins, avec serpes, scies, haches ou cognées ; il est difficile, en effet, de supposer de bonnes intentions et un motif plausible, à celui qui, la nuit, dans un bois, étant armé d'un instrument tranchant, s'écarte des chemins ordinaires. Mais le nouveau Code ne rappelant pas la circonstance de nuit, le trajet de jour est aussi bien défendu ; et après ces mots, avec serpes, cognées, haches, scies, qu'énonçait l'ordonnance, l'article ajoute, et autres instrumens de même nature ; ce qui pourrait s'entendre de toute espèce d'instrument tranchant. D'où il résulte que cette disposition, si elle était exécutée à la rigueur, donnerait lieu à des poursuites continuelles, pouvant s'appliquer à tout cultivateur qui, afin d'abrégier sa marche, ou d'éviter la chaleur, traverse un canton de bois, pour aller travailler aux champs avec les instrumens nécessaires à ce travail.

Une cour royale avait proposé que le trajet de l'homme ainsi armé ne pût être regardé comme un délit que dans le cas où il y aurait absence de motifs légitimes : on doit regretter que cette exception n'ait pas été ad-

mise; car en matière de délits forestiers, le fait seul est punissable, sans que la bonne foi puisse servir d'excuse; et ici la loi, qui a voulu punir la simple tentative, en fait résulter l'intention d'un fait qui peut être le plus innocent du monde, et qui doit arriver fréquemment, la plupart des habitans ne se doutant même pas de cette prohibition.

## ARTICLE 147.

**563.** « Ceux dont les voitures, bestiaux, animaux de charge ou de monture, seront trouvés dans les forêts *des hors routes et chemins ordinaires*, seront condamnés, savoir : — Par chaque voiture, à une amende de 10 fr. pour les bois de dix ans et au-dessus, et de 20 fr. pour les bois au-dessous de cet âge; — par chaque tête ou espèce de bestiaux non attelés, aux amendes fixées pour délit de pâturage par l'article 199; — le tout sans préjudice des dommages-intérêts. »

La loi réprime le seul fait de passage des voitures et des animaux hors les chemins qui se trouvent dans une forêt, parce que ce simple passage peut froisser les rejets.

Ici revient l'observation faite sur l'article précédent; il est bien évident que, par ces expressions *hors les routes et chemins ordinaires*, la loi entend ici désigner les chemins de toute espèce. En effet, que le chemin soit public ou particulier, dès l'instant qu'il est battu et fréquenté, le passage des voitures et des animaux ne peut causer aucun dommage à la forêt. Mais le passage avec voiture sur un ancien chemin qui avait seulement servi

à la vidange de la forêt, ne peut être considéré comme ayant eu lieu sur un chemin ordinaire. Ainsi jugé par arrêt du 29 avril 1830 (1).

La loi sur la police rurale (6 octobre 1791) porte, art. 41, tit. 2, que « les voyageurs et voituriers ont droit » de passer sur les propriétés riveraines, lorsque le chemin ordinaire est impraticable. » Est-il dérogé à cette disposition en ce qui concerne les bois ?

Non : les lois forestières doivent se concilier avec les dispositions générales que commande la nécessité ; et c'est par ce motif qu'un arrêt de la cour de cassation du 16 août 1828 a décidé, que le passage d'un voiturier dans la forêt de Compiègne ne pouvait constituer un délit, dès l'instant que le grand chemin joignant cette forêt était reconnu impraticable (2).

#### ARTICLE 448.

**364.** « Il est défendu de porter ou allumer du feu dans l'intérieur et à la distance de 200 mètres des bois et forêts, sous peine d'une amende de 20 à 100 fr., sans préjudice, en cas d'incendie, des peines portées par le Code pénal, et de tous dommages-intérêts, s'il y a lieu. »

L'article 434 du Code pénal punit de mort quiconque a volontairement mis le feu à des édifices, forêts, bois taillis, etc. ; et l'article 458 prononce une amende de 50 fr. au moins, et de 500 fr. au plus, contre celui qui aurait occasionné un incendie, par des feux allumés dans les

(1) D., pag. 253, de 1830.

(2) D., pag. 385, de 1828.



## RÈGLES GÉNÉRALES DE POLICE.

*champs, à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, etc.*

Dans le premier cas, il s'agit d'un crime atroce, la loi réprime la méchanceté; et dans le second, elle punit la seule imprudence, mais qui a été la cause de l'incendie.

La disposition que l'on discute ici, n'est que préventive : il n'est pas nécessaire que le *feu* ait occasionné un préjudice quelconque; le délit existe, par cela seul qu'il a été porté ou allumé du feu à deux cents mètres de distance d'un bois.

Les lois de tous les temps ont établi de semblables dispositions pour prévenir les incendies.

En ce qui concerne les forêts, l'article 32, titre 27, de l'ordonnance de 1669, défendait seulement de porter et d'allumer du feu *dans l'intérieur*, ainsi que *dans les landes et bruyères*, à peine de punition corporelle et d'amende arbitraire.

Mais un édit du 13 novembre 1714 avait prononcé des peines sévères contre les pâtres et autres qui auraient allumé du feu, non-seulement dans l'intérieur, mais à moins d'un quart de lieue de distance des forêts.

Cette disposition a été abrogée par l'article 10, titre 2 de la loi sur la police rurale. « Toute personne qui aura » allumé du feu, *dans les champs*, plus près que cinquante » toises des maisons, BOIS, bruyères, vergers, haies, meules » de grains, de pailles ou de foïns, sera condamné à une » amende égale à la valeur de douze journées de travail, » et paiera, en outre, le dommage que le feu aura occasionné. — Le délinquant pourra de plus, suivant les » circonstances, être condamné à la détention municipale. »

L'article 148 du Code forestier déroge, en ce qui concerne les forêts, à cette disposition générale. Au lieu de cinquante toises, la distance est de deux cents mètres, et

l'amende, qui n'est que de douze journées de travail pour les autres propriétés, est ici de vingt francs au moins et de cent francs au plus.

Quoique restreinte au feu allumé *en plein champ*, cette disposition du nouveau Code n'en est pas moins rigoureuse et fort gênante pour les habitans.

Dans un pays qui, comme la Franche-Comté, par exemple, est peuplé de bois, une grande partie des propriétés n'en est pas à la distance de 200 mètres.

Le cultivateur qui travaille aux champs dès le matin, et souvent dans la rigueur des saisons, ne pourra donc se garantir du froid, en allumant un peu de feu sur sa propriété? Lui sera-t-il interdit de brûler, dans la distance de deux cents mètres d'un bois quelconque, les ronces, les épines qui encombrant et ruinent ses héritages? Sera-t-il privé du droit de procéder à ce qu'on appelle dans nos montagnes *l'écobuage*, qui consiste à enlever et brûler le chaume des terrains que l'on veut mettre en culture, etc.?

Une vérité qu'atteste l'expérience, c'est que les lois trop générales et trop absolues finissent toujours par tomber en désuétude.

565. L'article 148 du Code forestier n'est point applicable aux adjudicataires de coupes : l'article 38 les autorise à établir, dans l'intérieur même des forêts, des fosses à charbon, aux endroits désignés par l'administration ou le propriétaire ; et l'article 42 permet aux bûcherons d'allumer du feu dans leurs loges et ateliers.

De la combinaison de ces articles avec celui que l'on commente, naît une question qui pourrait paraître une chimère, si elle ne s'était pas souvent présentée.

Qu'au lieu d'établir ses fours à charbon dans la forêt même, le propriétaire ou l'adjudicataire les place, au voisinage, sur un champ ou une friche qui lui appar-

tient, ou qu'il aura amodié à cet effet, pourra-t-on dire qu'il y a contravention, sous le prétexte, qu'au lieu d'avoir été porté dans l'intérieur de la forêt, ainsi que le permet l'article 38, le feu a été allumé à la distance prohibée par l'article 148 ? *fecit quod non potuit, et non potuit quod fecit.*

Pour le juger ainsi, il faudrait interpréter judaïquement le Code forestier, et transformer la disposition de la loi en une véritable absurdité.

Le placement des fosses à charbon dans la forêt portant un préjudice réel, puisque, indépendamment du danger d'incendie, l'action du feu s'oppose au recrû des rejets, et laisse nécessairement des places vides, c'est la nécessité qui exige de cuire les cordes dans la forêt même. Comment, après cela, pourrait-on faire un reproche à l'adjudicataire de ce qu'il ménage la forêt, en en retirant les bois qu'il est indispensable de réduire en charbon ? Loin qu'il puisse résulter de ce fait aucun délit, on croit que le propriétaire pourrait exiger du marchand que les cordes seront cuites sur un terrain voisin de la coupe, au lieu de l'être dans l'intérieur du bois.

#### ARTICLE 149.

**566.** « Tous usagers qui, en cas d'incendie, refuseront de porter secours *dans les bois soumis à leurs droits d'usage*, seront traduits en police correctionnelle, privés de ce droit pendant un an au moins et cinq ans au plus, et condamnés, en outre, aux peines portées en l'article 475 du Code pénal. »

En prescrivant des mesures, pour prévenir les incen-

dies, les lois de tous les temps ont cherché à réprimer l'insouciance et le mauvais vouloir de ceux qui sont à même de porter des secours.

L'article 475, n° 12, du Code pénal, punit d'une amende de 6 fr. jusqu'à 10 fr. inclusivement ; « ceux » qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les » travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils » auront été requis dans les circonstances d'accident, » tumulte, naufrage, inondation, *incendie*, ou autres ca- » lamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, » flagrant délit, clameur publique, ou d'exécution ju- » diciaire. »

L'usager étant plus spécialement obligé de contribuer à la conservation d'un bois dont il retire une partie des produits, sa négligence, en cas d'incendie, est encore moins excusable que celle d'un tiers. Voilà pourquoi le Code forestier ajoute, à l'amende de police que prononce le Code pénal, la privation de l'exercice du droit d'usage pendant une année au moins et cinq ans au plus (disposition qui s'applique au droit de pâturage aussi-bien qu'à celui de prendre bois). Et cette privation étant une peine qui excède la compétence des tribunaux de police, c'est devant le tribunal correctionnel que l'usager doit être poursuivi, pour la faire prononcer.

367. Un arrêté du directoire du 25 pluviôse an 6, relatif à la forêt d'Orléans, avait prescrit, qu'en cas d'incendie, toutes les communes riveraines seraient tenues de se rendre, à la première réquisition des gardes forestiers, pour porter secours, afin d'arrêter les progrès du feu; et l'article 2 décidait que « celles qui s'y refuse- » raient, même les particuliers qui, sans raison valable, » s'en dispenseraient, seront notés et *privés de l'exercice » du droit de pâturage dans ces forêts.* »

Cette disposition se trouve abrogée par le Code fores-



tiër, qui, comme on le voit, ne permet pas d'étendre à plus de cinq ans la privation du droit des usagers qui refuseraient de porter secours, afin d'arrêter l'incendie de la forêt soumise à leur usage.

Dans le cas le plus ordinaire, celui d'une commune usagère dans la forêt d'autrui, il est bien évident que ceux des habitans qui se refuseraient à porter secours seraient seuls privés de leur portion afférente, sans que leur refus pût entraîner cette privation pour le corps entier de la communauté.

#### ARTICLE 150.

**568.** « Les propriétaires riverains des bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672 du Code civil, pour l'élagage des lisières desdits bois et forêts, *si ces arbres de lisière ont plus de trente ans.* »

» Tout élagage qui serait exécuté, sans l'autorisation des propriétaires des bois et forêts donnera lieu à l'application des peines portées par l'article 196. »

Cet article aurait pu être rédigé plus clairement. A la lecture du premier paragraphe, on pourrait croire qu'il a eu pour objet de défendre, *pour l'avenir*, l'élagage des arbres de lisière, dès l'instant que ces arbres auront atteint l'âge de trente ans, ce qui rendrait la disposition absurde, puisque c'est précisément à cet âge que les branches des arbres causent du dommage, en s'étendant sur les fonds voisins.

Mais on va voir que l'exception au droit commun, renfermée dans l'article 150, est purement *temporaire*,

et ne concerne que les arbres de lisière qui, lors de la publication du Code, avaient déjà atteint l'âge de trente ans. *A l'avenir*, les arbres des forêts, quel que soit leur âge, demeureront soumis à la règle établie par l'article 672 du Code civil.

Pour l'intelligence de cette disposition importante, je crois qu'il est nécessaire d'entrer dans quelques détails.

Une observation générale, et qu'il ne faut pas perdre de vue, c'est qu'à moins d'exceptions formellement tracées par les lois forestières, les bois sont assujettis à toutes les règles du droit commun concernant la propriété et le voisinage.

Voici ce que prescrit le Code civil, relativement aux arbres qui avoisinent l'héritage d'autrui.

L'article 671 décide que, « il n'est permis de planter » des arbres de haute tige, qu'à la distance prescrite par » les réglemens particuliers actuellement existans, ou » par les usages constans et reconnus ; et à défaut de » réglemens et usages, *qu'à la distance de deux mètres de » la ligne séparative des deux héritages*, pour les arbres à » haute tige, et à la distance d'un demi-mètre, pour les » autres arbres et haies vives. »

Et l'article 672 porte : « Le voisin peut exiger que les » arbres et haies plantés à une moindre distance soient » arrachés. — Celui sur la propriété duquel avancent » les branches des arbres du voisin, peut contraindre » celui-ci à couper ces branches. — Si ce sont les racines » qui avancent sur son héritage, il a le droit de les y » couper lui-même. »

Avant la publication du Code forestier, on disputait beaucoup sur le point de savoir si ces dispositions du Code civil étaient applicables aux arbres des bois, surtout à ceux des forêts de l'Etat.

L'administration était pénétrée de l'idée que les forêts étaient, à cet égard, hors du droit commun, et le ministre des finances refusait, sous ce prétexte, l'autorisation d'élaguer les arbres des forêts de l'Etat et des communes : il existe une foule de décisions de ce genre.

L'auteur de ce traité s'est élevé, avec la plus grande force, contre cette prétention de l'administration ; et, à l'appui des moyens sans réplique développés dans la première édition, il citait un arrêt de la cour de Paris, à la date du 16 février 1824 (1).

Les dispositions du nouveau Code dispensent de reproduire ces moyens, dont le résumé se trouve dans les motifs de l'arrêt de la cour de cassation, du 31 juillet 1827, qui, sur le pourvoi de l'administration forestière contre l'arrêt de la cour de Paris, a statué en ces termes :

« Attendu, que la disposition de l'article 672 du Code » civil est *absolue et générale*, et ne contient aucune exception en faveur des arbres dépendant des bois et forêts de l'Etat ;

» Attendu que l'obligation de souffrir le dommage causé par l'extension des branches de ces arbres sur les terrains contigus, serait, pour les propriétaires de ces terrains, une véritable servitude qui ne pourrait, dans l'absence de conventions spéciales, résulter que d'une disposition formelle de la loi, et qu'une telle » disposition n'existe pas dans l'état actuel de notre législation ; attendu, en effet, que l'ordonnance de 1669, » ni les autres lois sur le régime des eaux et forêts, ne » contiennent aucune disposition prohibitive du droit » établi en faveur des riverains, par l'article précité du » Code civil ; et que, si des motifs d'intérêt public peu-

(1) Première édition, tom. 6, pag. 337 et suiv.

» vent rendre cette prohibition nécessaire, il n'appar-  
» tient qu'au législateur de modifier, en ce point, la  
» disposition de cet article (1).

Tel était l'état de la jurisprudence, lors de la présentation du Code forestier.

Dans le projet communiqué aux autorités, il avait été glissé deux dispositions tendant à exclure l'application du Code civil, aux forêts soumises au régime forestier.

Comme on l'a vu au chapitre 4 de la *délimitation*, l'article 14 voulait que, dans le cas où les *fossés* pratiqués par le riverain *dégraderaient les arbres de lisières*, l'administration pût s'opposer à ce genre de clôture, ce qui tendait à éloigner l'application du dernier paragraphe de l'article 672 du Code civil.

Et l'article 150 du même projet portait que, « dans  
» tous les bois et forêts *soumis au régime forestier*, l'éla-  
» gage des lisières ne pourra avoir lieu, *sans l'autorisa-*  
» *tion du gouvernement*, sous les peines portées par l'ar-  
» ticle 200. »

Ce privilège accordé aux bois de l'Etat et des communes, ne pouvant être fondé sur aucun motif plausible, le projet communiqué aux chambres l'avait étendu à tous les bois quelconques, et l'article était rédigé en ces termes : « Les propriétaires riverains des  
» bois et forêts ne peuvent se prévaloir de l'article 672  
» du Code civil pour l'élagage des lisières des bois et  
» forêts, à moins d'autorisation du propriétaire ; » disposition générale qui, au lieu de prévenir le mal, ne faisait qu'aggraver la servitude imposée aux propriétés, pour l'avantage de toutes les forêts.

Ces deux dispositions que renfermaient les articles

(1) D., pag. 328 du recueil de 1827.



14 et 150 du projet, ne pouvaient manquer d'exciter de vives réclamations (1).

La première de ces dispositions, fut d'abord rejetée par un amendement de la commission, et cet amendement fut adopté dans la séance du 20 mars 1827, malgré l'opposition du commissaire du roi, soutenant que l'article 672 du Code civil était inapplicable aux forêts, soit quant à la faculté accordée au propriétaire riverain de couper les racines, soit en ce qui concerne l'élagage des branches (2).

L'article 150 donna lieu à de plus fortes discussions. Mais tout ce que l'administration put obtenir, ce fut qu'au lieu de déclarer, d'une manière absolue, l'article 672 du Code civil inapplicable à l'élagage des arbres de lisière des forêts, les propriétaires riverains seraient tenus de respecter ceux qui avaient déjà atteint l'âge de 30 ans.

Voici comment M. Chifflet, membre de la commission, a expliqué la pensée du législateur, dans la séance du 20 mars.

« Les propriétés en bois, disait-il, ne peuvent être  
» privilégiées, et celles de l'Etat ne peuvent pas être  
» d'une classe plus favorisée. La commission a cru, en  
» conséquence, que les règles du droit commun sur les  
» délimitation et bornage, doivent être observées, et  
» elles n'accordent pas à l'administration forestière le  
» droit d'interrompre un fossé de clôture, par la seule  
» crainte de nuire aux racines d'un arbre. Le voisinage  
» des forêts porte déjà, par leur ombrage, un grand pré-  
» judice aux fonds voisins; par la même raison, on ne

(1) Voyez mes *Observations* sur le projet du Code forestier, pages 51 et 58.

(2) V. *suprà*, n° 458, pag. 153 et suiv.

» doit point accroître ce préjudice , en défendant tout  
 » élagage. Notre Code soumet à l'élagage les arbres  
 » fruitiers , qui sont aussi d'une grande valeur , lorsque  
 » les branches se jettent sur un fonds voisin. Pourquoi  
 » sortir du droit commun , en faveur des arbres fores-  
 » tiers ? Sans doute cela peut nuire à quelques pièces de  
 » marine , et cela tient à un intérêt général ; mais réduire ,  
 » à une presque nullité de produits , une immense lisière  
 » de champs , serait aussi contraire à l'intérêt général :  
 » tel serait le résultat de la défense trop absolue d'éla-  
 » guer. La commission a cru devoir , par intérêt *pour*  
 » *les arbres existans* , borner cette défense *aux arbres*  
 » *de plus de trente ans.* » (Séance du 20 mars.)

Cette dérogation au droit commun , quoique bornée aux arbres qui , lors de la publication du Code , auraient plus de trente ans , ne passa cependant pas sans opposition. Plusieurs membres , MM. Pardessus et Labbey de Pompières , entre autres , s'élevèrent contre l'amendement de la commission , aussi-bien que contre le projet ; et la doctrine du savant doyen de la faculté de Dijon fut citée à la tribune , comme autorité prépondérante.

« Je viens , disait M. Labbey de Pompières , com-  
 » battre l'article 150 du projet et l'amendement de la  
 » commission. Je me présente avec quelque espoir ,  
 » parce que je m'appuie de l'opinion d'un des plus  
 » savans jurisconsultes de la France , celle de M. Prou-  
 » dhon , doyen de la faculté de droit de Dijon. Elle est  
 » développée avec le plus grand talent et le raisonne-  
 » ment le plus lucide , dans un ouvrage où ce docteur  
 » profond a trouvé l'art de traiter de toutes les lois ,  
 » sous le titre modeste de *l'usufruit*. — Cet ouvrage  
 » aura d'autant plus de poids , qu'il est antérieur de  
 » quelques années à la présentation de la loi. —

» J'ai pensé qu'une analyse très succincte, mais très  
» fidèle, porterait dans vos esprits une conviction qu'il  
» n'est pas donné à mes faibles connaissances de faire  
» naître. C'est donc l'opinion et les preuves d'un homme  
» dont la science profonde est reconnue, et fait autorité  
» dans la Côte-d'Or et les départemens voisins, que j'ai  
» l'honneur de vous présenter. »

Et après avoir développé les principes de la matière, l'honorable membre finit par proposer un sous-amendement tendant à ce qu'il fût dit que la défense d'élaguer n'aura lieu que *si les arbres de lisière font saillie* DEPUIS PLUS DE TRENTE ANS.

Ce sous-amendement a été rejeté, parce qu'il eût été d'une exécution difficile, pour ne pas dire impraticable. En effet, s'il est facile de juger de l'âge d'un arbre par la grosseur de son tronc, comment serait-il possible de constater que, depuis plus ou moins de trente ans, les branches se projettent sur le fonds voisin ?

Dans la séance du 5 avril 1827, l'article a donc été adopté dans les termes que l'on vient de transcrire.

569. L'ambiguïté que paraît présenter la rédaction de l'article, a été signalée à la chambre des pairs, et la discussion, comme on va le voir, éclaircit tous les doutes. •

Dans la séance du 15 mai 1827, l'un des membres, entre autres (M. le comte d'Aubersart), a fait les observations suivantes.

« Le noble pair ne quittera point la tribune, sans appeler encore l'attention de la chambre sur l'article 150 du projet qui règle la condition des riverains des bois et forêts, relativement à l'élagage des lisières des bois. Cette disposition est grave, car le nombre des riverains dont il intéresse la propriété est inconnu. Tel qu'il avait été rédigé, dans le projet primitif du gouvernement,

l'article 150 avait un but nettement indiqué : il fondait une dérogation *perpétuelle* à l'article 672 du Code civil, qui permet aux riverains de contraindre le propriétaire du fonds voisin, à couper les branches de ces arbres, lorsqu'elles avancement sur leur héritage.

» Un amendement a été fait à cet article par l'autre chambre ; et si, pour apprécier l'intention de cet amendement, on ne s'attachait qu'à la discussion qu'il a fait naître et aux explications données au nom de la commission qui l'a proposé, on serait porté à croire qu'il a eu pour but de substituer une disposition *temporaire* à la disposition *perpétuelle* du projet, en préservant, par une exception *transitoire*, les arbres de lisière qui ont actuellement plus de trente ans, des dégradations que leur eût fait éprouver l'application subite du droit commun sur l'élitage, en sorte que le droit commun reprendrait sur les lisières des bois toute sa puissance, à mesure que ces arbres disparaîtraient. Exécuté en ce sens, l'article 150 paraîtrait exempt de reproche, car on ne pourrait y voir qu'une concession faite à la nécessité de sauver d'un élitage tardif et forcé des arbres déjà vieux, dont cet élitage entraînerait la perte. Mais les termes dans lesquels l'article est conçu, sont loin de se prêter à cette explication. Au lieu de trouver, dans cet article, une disposition transitoire, n'y voit-on pas clairement exprimé que les arbres de lisière, jusqu'à trente ans, sont soumis, pour leur élitage, à l'article 672 du Code civil, et qu'après trente ans, ils cessent d'y être soumis, en sorte qu'à mesure qu'ils atteindront trente ans, tous ces arbres tomberont à *perpétuité* dans le régime d'exception qu'interdit l'article. »

Le noble pair développe les inconvénients qui résulteraient de la disposition, si elle pouvait être appliquée en



ce sens, et les contradictions qu'elle présenterait. « L'article 14, dit-il, laisse les riverains dans le droit commun, *quant aux racines* qu'il leur permet de couper, au moyen de fossés de clôture; et cependant, un arbre ne souffre pas moins de la perte de ses racines, que de celle de ses branches. Enfin, c'est au moment où l'on affranchit les bois des particuliers de la plupart des servitudes qui leur étaient imposées, que les riverains se trouveraient grevés d'une servitude ruineuse qu'ils n'ont jamais subie. On n'y verrait, il faut le dire, qu'un privilège imposé, sous le prétexte d'utilité publique, sur la petite propriété, au profit des grands propriétaires dans les mains desquels se trouvent, en général, les bois et les forêts, etc., etc.

» D'après ces considérations, le noble pair n'hésiterait point, dans des circonstances ordinaires, à proposer à la chambre d'amender l'article 150, soit pour le réduire à une disposition *transitoire*, si la pensée de cet article est de fonder une disposition perpétuelle, soit, si telle n'est point sa pensée, pour en corriger la rédaction. Mais dans la circonstance où la prochaine expiration du terme fixé à la prohibition des défrichemens par la loi de floréal an 11 place la discussion actuelle, l'opinant espère que MM. les commissaires du roi, d'accord avec la commission de la chambre, voudront bien suppléer au vice de rédaction de l'article, *par des explications précises qui pourront être prises, par les tribunaux, pour règle de son application*. Si ces explications sont données dans le sens de restreindre aux seuls arbres qui ont actuellement trente ans la disposition de l'article 150, le noble pair votera, sans amendement, l'adoption du projet de loi. »

En conséquence, et pour lever tous les doutes sur l'application de cet article, M. de Martignac, *commissaire*

du roi, fit, dans la séance du lendemain 16 mai, la déclaration suivante :

Après avoir exposé les motifs qui avaient déterminé les auteurs du projet à proposer d'une manière générale, dans l'intérêt public, non-seulement pour les bois de l'Etat, mais aussi pour ceux des particuliers, l'interdiction aux riverains de réclamer l'élagage, « La chambre » des députés a pensé, disait-il, qu'on avait été trop » loin; elle a considéré qu'il y aurait en effet préjudice » causé et à la marine, en diminuant ses ressources, et » au propriétaire des bois lui-même, si l'on permettait » au riverain de détruire, par élagage, des arbres déjà » parvenus à l'âge où ils acquièrent une valeur considé- » rable, et où ils deviennent propres aux grandes con- » structions; mais qu'au-dessous de cet âge, l'arbre » n'ayant aucune valeur comme bois de construction, » il n'y avait aucun intérêt à en empêcher l'élagage, dans » les termes de droit: elle a donc fixé à trente ans la » limite au-delà de laquelle l'élagage ne pourrait avoir » lieu. Mais *a-t-elle voulu faire de cette prohibition une » règle PERPÉTUELLE? Non, sans doute, et tout annonce,* » au contraire, *qu'il ne faut y voir qu'une disposition » TRANSITOIRE.* C'est, en effet, conformément à la rai- » son que les lois doivent s'interpréter. Or, serait-il » raisonnable de supposer qu'on a voulu d'une manière » absolue autoriser l'élagage à l'époque où la faiblesse » de l'arbre l'empêche de porter préjudice au riverain, et » l'interdire précisément lorsqu'il peut y avoir dom- » mage? Ce qui est raisonnable, au contraire, c'est de » maintenir, pour les arbres déjà âgés de trente ans, au » moment de la publication du Code, l'espèce de droit » acquis résultant de la possession, et d'avertir en » même temps les propriétaires et l'Etat lui-même, qu'à » cette exception près, TOUS LES ARBRES seront sujets à

» *l'élagage*, et qu'ils doivent par conséquent choisir, à une  
» *plus grande distance de la limite*, ceux qu'ils voudraient  
» *laisser monter en futaies*. C'est dans ce sens que le  
» *gouvernement a entendu la disposition et qu'il la fera*  
» *exécuter*. — Le commissaire du roi pense que cette  
» *explication doit satisfaire pleinement aux observations*  
» *faites à cet égard*. »

C'est par suite de ces explications, que le gouvernement a inséré dans l'ordonnance réglementaire une disposition formelle et qui ne permet plus d'élever aucun doute sur le véritable sens de l'article 150 du Code dont la disposition n'est que transitoire.

570. Voici ce que porte à cet égard l'article 176 de l'ordonnance réglementaire :

« Quand les arbres de lisière, qui ont ACTUELLEMENT  
» *plus de trente ans*, auront été abattus, les arbres qui  
» *les remplaceront devront être élagués*, conformément  
» *à l'article 672 du Code civil, lorsque l'élagage en sera*  
» *requis par les riverains*. »

» Les plantations ou réserves, destinées à remplacer les  
» *arbres actuels de lisière*, seront effectuées, en arrière  
» *de la ligne de délimitation des forêts, à la distance*  
» *prescrite par l'art. 671 du Code civil*. »

Cette discussion, un peu longue, m'a paru nécessaire pour fixer le véritable sens de la loi nouvelle.

1° En ce qui concerne la faculté qu'a, de droit commun, tout propriétaire de couper lui-même les racines lorsqu'elles s'avancent sur son héritage, le dernier paragraphe de l'article 672 du Code civil suffirait pour soumettre les bois à cette règle. Comme l'a décidé la cour de cassation par l'arrêt que l'on vient de citer, page 357, la disposition de cet article est absolue, générale, et ne contient aucune exception pour les bois et forêts. D'après le même arrêt, cette exception ne pourrait

résulter que du texte formel d'une loi spéciale ; et loin que le Code forestier ait voulu établir cette exception , on a vu , au contraire , que nos législateurs l'avaient repoussée , en rejetant l'article du projet qui accordait à l'administration le droit de s'opposer à la clôture , au moyen d'un fossé qui tendrait à dégrader les arbres de lisière d'une forêt.

Quant à l'élagage des branches qui se projettent sur le fonds voisin , l'article 672 du Code civil conserve également son empire , à l'égard des arbres des forêts , puisque au lieu d'adopter le projet , d'après lequel le droit d'élagage était interdit d'une manière absolue , l'art. 150 du Code forestier a borné cette interdiction aux arbres qui , à l'époque de sa publication , auraient atteint plus de trente ans d'âge.

A l'égard des arbres qui étaient alors au-dessous de cet âge et de ceux qui croîtront à l'avenir , quelle qu'en soit la grosseur , le droit commun subsiste , et le propriétaire riverain aura le droit d'en requérir l'élagage.

Ainsi , dans le cas où le voisin d'une forêt quelconque requerra l'élagage des branches qui avancent sur son fonds , le propriétaire de la forêt ne pourra s'en dispenser qu'en prouvant qu'à l'époque de la publication du nouveau Code , ces arbres avaient déjà plus de trente ans d'existence (1).

Le propriétaire du fonds contigu à la forêt , ayant pour lui la règle du droit commun , n'a rien à prouver : l'obligation que lui impose l'article 150 du Code forestier , de respecter les arbres qui avaient plus de trente ans d'âge , à l'époque de la publication de ce Code , est une exception dont la charge de la preuve pèse sur celui qui

(1) Le Code forestier a été publié le 31 mai 1827.



l'invoque et qui devient par-la même demandeur dans son exception.

Quant aux racines des arbres qui avancent sur les héritages, il n'existe aucune exception, et le voisin peut les couper lui-même, sans que, ni l'administration forestière, pour ce qui concerne les bois de l'Etat et des communes, ni les particuliers, pour leurs propres bois, puissent s'y opposer.

Le texte et l'esprit du nouveau Code ainsi expliqués, il ne peut plus rester de doute sur l'application des règles du droit commun aux arbres de lisière de toutes les forêts quelconques.

Examinons maintenant les difficultés qui peuvent s'élever à ce sujet, sous le rapport de la prescription. Ici je dois reproduire textuellement la doctrine de M. Proudhon.

571. « IL nous reste à examiner si l'on pourrait opposer le moyen de la prescription aux propriétaires qui se plaignent de l'ombrage causé sur leurs héritages par la trop grande proximité des arbres plantés sur le fonds voisin.

» La question ainsi généralement posée en renferme deux : l'une qui doit être la première en ordre, se rapporte à l'exécution de l'art. 671 et de la première partie de l'article 672 du Code, et l'autre se rapporte à l'application de l'art. 552 rapproché de la seconde partie de l'art. 672, qui n'en est que la conséquence. Ceci s'entendra mieux par les explications qui vont suivre sur les deux espèces.

#### PREMIÈRE ESPÈCE.

» Suivant l'article 671, *il n'est permis de planter des arbres de haute tige qu'à la distance prescrite par les règle-*

*mens, etc. (1). A quoi la première partie de l'article suivant ajoute que, le voisin peut exiger que les arbres et haies plantés à une moindre distance soient arrachés.*

» Avant d'en venir à la question de prescription, que nous nous proposons d'examiner ci-après, il est bon de fixer d'abord nos idées sur le genre d'arbres dont il s'agit dans ces deux dispositions : et c'est ce que nous allons faire, en reprenant les termes principaux dont les auteurs du Code se sont servis pour exprimer leur pensée.

» *Il n'est permis de planter des arbres de haute tige*; ces expressions nous indiquent bien formellement qu'il ne s'agit, dans cet article, que des arbres plantés à main d'homme, et non de ceux qui croissent, soit dans l'intérieur, soit au bord des forêts, par l'effet d'un semis naturel. Cet article s'applique donc principalement aux arbres fruitiers, tels que pommiers, poiriers, noyers, etc., etc.; mais on doit l'entendre aussi, et à plus forte raison, d'arbres forestiers tels que les ormes, tilleuls, chênes, frênes et autres qui sont moins utiles, et dont l'ombrage plus étendu serait encore plus nuisible que celui des arbres fruitiers.

» On doit donc appliquer cette disposition du Code aux arbres de toute nature qui seraient plantés à main d'homme d'une manière éparse dans les clos et jardins ou autres héritages en culture.

» Nous disons *d'une manière éparse*; car nous ne pensons pas qu'on doive faire cette application au cas où il s'agirait de convertir un pré ou un autre fonds en nature de forêt, par le moyen d'un semis pratiqué dans la vue d'obtenir une plantation ou crue de bois en massif. Tout l'ensemble de cet article paraît, en effet,

(1) V. pag. 356, le texte de cet article.

démontrer qu'on a voulu seulement soumettre le voisinage des héritages qui sont les plus précieux, à des règles qui ne s'observent pas à l'égard des fonds de dernière classe qui sont à proximité des forêts.

» *Qu'à la distance prescrite* : on voit par ces expressions qu'il n'est encore ici question que d'écarter l'ombre qui peut être obliquement causée par le voisinage des arbres, lorsque le soleil est peu élevé au-dessus de l'horizon, puisqu'il ne s'agit que de régler la distance qui doit être entre l'arbre planté et les fonds dont on veut écarter l'incommodité de l'ombrage. . .

» *Par les réglemens* ; lorsqu'un homme veut convertir un autre héritage en nature de bois, nous ne connaissons aucun règlement qui l'oblige d'écarter son semis ou sa plantation à une certaine distance, si ce n'est l'article 6 du titre 27 de l'ordonnance de 1669, article qui n'est relatif qu'aux forêts domaniales, pour empêcher qu'il ne soit établi d'autres bois à une distance moindre de cent perches (1). Et comme il s'agit ici de réglemens plus généraux qui s'appliquent même au voisinage des fonds de particuliers, il faut en conclure encore que, comme nous l'avons déjà dit, cette disposition du Code n'a point pour objet de régler une distance qui doive séparer les arbres en forêts, pour les écarter des autres héritages.

» Enfin cet article du Code ne fait que répéter, avec quelques modifications, la règle déjà établie par la loi dernière, au ff. *finium regundorum*, portant que le figuier et l'olivier ne devaient être plantés qu'à neuf pieds de distance du fonds voisin, et que les autres arbres pourraient être plantés seulement à deux pieds du bord, *sin autem olivam, aut ficum, novem pedes ab alieno fundo serat : alias*

(1) Disposition abrégée par le nouveau Code.

*autem arbores, duos pedes.* Or, nous ne voyons pas qu'on ait jamais requis l'application de cette loi aux cas où il s'agissait de faire des semis de bois pour convertir en forêt un fonds d'une autre superficie, ce qui nous porte toujours de plus en plus à croire que la disposition du Code sur la plantation des arbres, n'est faite que pour régler le voisinage des fonds les plus productifs, ou qui sont près des habitations, et non celui des fonds de classes inférieures qu'on voudrait transformer en forêts.

» *Le voisin peut exiger que les arbres plantés à une moindre distance soient arrachés* : ainsi, quoique l'arbre qui vient d'être planté soit encore très jeune et très menu, et qu'il ne puisse dès à présent porter aucune incommodité par son ombrage, néanmoins le voisin a déjà une action pour demander qu'il soit arraché; mais s'il garde le silence pendant trente ans, son action sera-t-elle éteinte par la prescription?

» Pour la négative on peut dire que, du moment que, lors de la plantation de l'arbre, et même pendant longtemps après, il ne pouvait encore porter aucun préjudice au propriétaire voisin, celui-ci n'est censé avoir souffert cet état de choses que par pure tolérance et esprit de bon voisinage, ce qui ne constitue qu'une possession précaire, et incapable d'être le fondement de la prescription (2232), tant qu'il n'y a pas eu acte de contradiction;

» Que si l'arbre planté dans la distance prohibée doit être considéré comme objet d'une servitude continue, il est au moins constant que, dans le premier état des choses, et tant que l'ombre de la jeune plante ne va pas jusqu'à atteindre le fonds du voisin, la servitude n'est point encore apparente, et qu'en conséquence elle n'est point encore prescriptible (691);



» Qu'il n'y a rien de bien déterminé dans la position d'un arbre qui croît, s'avance et marche en quelque sorte continuellement : ce qui a fait dire à VALLA, en son traité de *Rebus dubiis*, que, dans ce cas, la prescription ne pouvait avoir lieu, par la raison que la possession ne peut être absolument fixe.

» Nonobstant tous ces raisonnemens, nous croyons que l'action dont il s'agit ici doit être prescrite par trente ans de silence, à dater du jour de la plantation de l'arbre.

» La justesse de notre décision sera facilement sentie, lorsque nous aurons reproduit la question sous son véritable point de vue ; et pour cela il faut observer :

» Que c'est d'une servitude légale et négative qu'il s'agit ici, puisque nous n'avons à nous occuper que de la règle d'asservissement d'un fonds à l'égard de l'autre, telle qu'elle est tracée par la loi sur la plantation des arbres ;

» Que, quoique servitude légale, on peut en acquérir l'affranchissement, et elle peut être éteinte par la prescription, parce que rien n'empêche que celui auquel elle appartient n'y renonce ou d'une manière expresse, ou d'une manière tacite ;

» Que c'est au fonds sur lequel l'arbre est planté que la servitude est imposée, puisque c'est au préjudice de sa liberté que la plantation ne peut être faite qu'à une certaine distance du bord ;

» Que c'est l'héritage voisin qui est le fonds dominant, puisque c'est pour son avantage, et afin d'en écarter l'incommodité qui pourrait être causée par l'ombre des arbres, qu'on doit en éloigner la plantation.

» Cela étant ainsi bien entendu, il est de toute évidence qu'il ne peut y avoir rien de précaire dans la possession du propriétaire du fonds asservi, qui a fait

planter des arbres près le bord de son héritage. C'est en qualité de propriétaire qu'il possède le fonds, ainsi que l'arbre qui fait partie du fonds : c'est comme maître et agissant en maître qu'il a fait la plantation, et c'est encore en qualité de maître qu'il jouit du tout ; il est donc dans une véritable possession civile de son fonds, et de la liberté de son fonds ; et il le possède paisiblement et en toute franchise, tant qu'aucune action n'a été dirigée contre lui, pour le troubler dans cette jouissance, et faire cesser cet état de choses : or, toute possession publique, paisible, continue, non interrompue, et exercée à titre de maître, doit opérer la prescription ; donc, dans cette hypothèse, le propriétaire du fonds doit en prescrire l'affranchissement au bout de trente ans de jouissance, sans réclamation de la part d'un voisin.

» Inutile de rappeler la distinction qui existe entre les servitudes continues et discontinues, et celles qui sont apparentes ou non apparentes, puisque cette distinction n'a été imaginée que pour signaler celles qui pourraient être acquises sans titre et par le seul effet de la possession ; tandis qu'au contraire il ne s'agit ici que de l'extinction d'une servitude ou de l'affranchissement du fonds qui en était grevé ; et dans ce cas la loi ne fait plus de distinction, puisqu'elle veut que généralement toutes les servitudes soient éteintes par trente ans de non-usage (706), et qu'elle déclare encore sans distinction, qu'à l'égard des servitudes continues, les trente ans se comptent du jour où il a été fait un acte contraire : or, la plantation de l'arbre, faite dans la distance prohibée, est bien certainement un acte contraire à la servitude dont il s'agit ; donc, dès le jour de cette plantation, la prescription commence à courir pour opérer l'affranchissement du fonds.

» Inutile encore de répéter après VALLA, qu'il n'en est pas d'un arbre comme d'une pierre qui reste perpétuellement immobile, tandis que l'arbre est toujours en mouvement par rapport à son accroissement continu; car du moment qu'il a été planté et qu'il existe dans l'espace de terrain prohibé par la loi, peu importe le plus ou le moins de grosseur qu'il peut prendre; puisqu'il n'en est pas moins en totalité trop rapproché du fonds voisin.

» Concluons donc que celui qui a planté un arbre près le bord de son terrain, et dans la distance prohibée par les réglemens, ne peut plus être forcé de l'arracher après trente ans de possession paisible, sans qu'il en ait été requis par le propriétaire du fonds voisin. Telle est aussi la doctrine de M. Toullier sur cette question (1).

#### SECONDE ESPÈCE.

572. » Aux termes de l'article 552 du Code, *la propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous*, d'où résulte la conséquence signalée en l'article 672, *que celui sur la propriété duquel avancent les branches des arbres du voisin, peut contraindre celui-ci à couper ces branches*; mais, en alléguant que cet état de choses a duré depuis plus de trente ans, le propriétaire des arbres pourra-t-il opposer la prescription, pour repousser l'action en élagage intentée contre lui par le propriétaire du fonds voisin?

» Nous croyons qu'ici l'on doit adopter la doctrine de VALLA, de *Rebus dubiis*, TRACTATU 8°, et dire que la prescription ne peut avoir lieu et n'est pas opposable en

(1) Du droit civil français, liv. 2, tit. 4, chap. 2, n° 514.

ce cas , de la part du propriétaire de l'arbre dont les branches font saillie sur le fonds voisin.

» La raison de cela , c'est que la prescription ne peut avoir lieu que là où la possession est absolument fixe et certaine , parce qu'on ne peut admettre un effet sans être sûr que sa cause existe : or , lorsqu'il s'agit des branches d'un arbre qui croissent et s'allongent annuellement , il est impossible de dire quelle était déjà leur longueur il y a trente ans ; il serait impossible d'affirmer avec sécurité qu'alors elles fussent déjà saillantes sur le fonds voisin ; et , malgré toutes les marques de vétusté que leur aspect pourrait offrir , il serait surtout impossible d'assigner le terme précis de la projection que la nature leur aurait fait faire pendant trente ans.

» Mais du moment que , dans le fait , il y a impossibilité de reconnaître quel était l'état de la possession il y a trente ans , il y a de même impossibilité légale d'admettre la prescription , puisqu'on ne peut jamais la déclarer acquise que sur l'état des choses , tel qu'il existait quand elle a commencé son cours ; et c'est là un principe positivement reconnu par la loi romaine , qui veut que , par rapport à leur mouvement naturel , les branches d'un arbre ne soient pas , en fait de prescription , comparées à une construction faite à mains d'homme , dont l'état est immobile , sans pouvoir changer de position ; *quod autem , ædificio meo me posse consequi , ut libertatem usucaperem dicitur : idem me non consecuturum , si arbo-rem eodem loco sitam habuisssem Mucius ait : et rectè ; quia non ità in suo statu et loco maneret arbor , quemadmodum paries , propter motum arboris* (1). »

Ces principes , que le savant auteur a développés ,

(1) L. 7, ff. de servit. urbanor. præd. , lib. 8 , tit. 2.



d'après l'ancienne jurisprudence, sont également applicables à l'exécution du Code forestier.

L'article 150, qui interdit l'élagage des arbres de lisière qui avaient plus de 30 ans; à l'époque de sa publication, n'est, comme on l'a vu, qu'une exception purement temporaire au droit commun. Le législateur n'a pas entendu décider, pour l'avenir, que le droit de faire élaguer serait prescrit, lorsque l'arbre aurait 30 ans d'existence. Loin de là : l'article 156 de l'ordonnance décide que les arbres qui remplaceront les arbres de lisière ayant *actuellement* 30 ans, devront être élagués *conformément à l'article 672 du Code civil*, lorsque l'élagage en sera requis par les riverains.

Et en ce qui concerne les plantations qui pourraient être faites, le § 2 du même article, en décidant qu'elles ne pourront avoir lieu qu'à la distance prescrite par les *règlements*, reconnaît par-là même que le propriétaire riverain a le droit de demander l'extirpation de ceux qui auraient été plantés à moindre distance, à moins que ce droit ne soit éteint par la prescription.

**575.** Les questions qui viennent d'être soulevées au sujet de l'art. 150 du Code forestier, ne pouvaient manquer de trouver place dans le vaste et profond commentaire publié par M. Troplong sur le titre du Code civil, relatif aux prescriptions (1).

L'auteur décide, comme M. Proudhon, que la durée trentenaire des arbres plantés à moindre distance que celle qui est prescrite par l'art. 671 du Code civil, les met à l'abri de la disposition du § 1<sup>er</sup> de l'art. 672 du même Code. Il combat aussi l'opinion contraire de Valla, de *rebus dubiis*, et de Mornac, *ad leg. 13, D. fin. reg.*,

(1) Comment. sur l'art. 2229, n° 346 et 347.

en adoptant toutefois, avec M. Pardessus, le tempérament suivant.

« Nous ferons observer, du reste, que le commencement de la prescription ne date pas *invariablement* du jour de la plantation des arbres. Cette plantation peut être ignorée du voisin; un mur peut la masquer, une haie épaisse peut en intercepter la vue : on devra se souvenir que la continuité n'est pas la seule condition requise pour la possession; qu'il faut aussi qu'elle soit publique : on interrogera donc les circonstances pour connaître l'instant approximatif où l'arbre se sera montré à découvert. »

Dans les forêts, les arbres n'étant masqués par aucun mur ni haie, le riverain ne pourrait pas prétexter qu'il n'a pas eu connaissance de la plantation. Mais, pour les autres propriétés, l'observation de MM. Pardessus et Troplong est fort juste. Le voisin n'ayant pas le droit de pénétrer dans le clos qui touche sa propriété, il est censé ignorer l'existence de la possession tant que l'arbre ne se montre pas à découvert.

En ce qui concerne l'élagage, M. Pardessus enseigne, comme M. Proudhon, que le droit accordé à cet égard au propriétaire par la loi n'est sujet à aucune prescription. Mais M. Troplong n'adopte ce sentiment qu'avec restriction. Suivant lui, le droit du voisin de faire couper les branches incommodes par leur extension, n'est pas une simple faculté, car il se traduit en infraction : d'où l'auteur conclut que, si la prescription ne doit commencer que quand les branches sont assez avancées pour faire dommage, rien ne l'empêche de courir, dès l'instant où leur croissance est parvenue à un degré suffisant pour motiver l'application de l'art. 672 du Code civil.

Quelque spécieux que soient les motifs développés

à l'appui de cette opinion, je n'hésite pas à donner la préférence à celle de MM. Proudhon et Pardessus.

C'est dans ce sens que la disposition du Code forestier paraît avoir été discutée, et que l'ordonnance réglementaire a interprété l'article 672 du Code civil, en décidant que les arbres destinés à remplacer les anciennes lisières seront élagués *lorsque l'élagage en sera requis par les riverains*. Il est reconnu, par là même, que le droit d'élaguer est une faculté dont le riverain peut user quand bon lui semble, et qui n'est soumise à aucune prescription.

D'ailleurs, comment serait-il possible de fixer ici le principe de la possession, *d'assigner*, comme le dit M. Proudhon, *le terme précis de la projection que la nature aurait fait faire aux branches d'un arbre pendant 30 ans*? A quel arbitraire les décisions en cette matière ne seraient-elles pas livrées? et quand la preuve ne présenterait pas autant de difficulté, ce système, s'il était admissible, rendrait le propriétaire riverain victime de sa tolérance. Au moment où les branches, commençant à avancer sur mon héritage, ne lui causeraient que peu ou point de préjudice, le bon voisinage m'a fait garder le silence; mais l'accroissement successif de l'arbre a fini par ombrager totalement mon terrain; je veux y placer de nouvelles productions qui ont besoin de toute l'influence du solcil, j'en sens l'impossibilité, je requiers l'élagage... Et l'on écarterait ma demande, sous le prétexte que j'aurais dû la former à l'instant même où une branche a commencé à se projeter sur mon héritage!

« Vous pouviez, dit M. Troplong, demander la coupe des branches lorsqu'elles étaient moins grandes; votre intérêt était déjà né, il était pressant, et cependant vous l'avez négligé; vous avez souffert que le mal fit

des progrès qui étaient dans sa nature, et que vous deviez prévoir; etc. ! »

Ce raisonnement serait sans réplique, s'il s'agissait, comme dans le § 1<sup>er</sup> de l'article 672, du corps de l'arbre dont la plantation à une distance rapprochée doit nécessairement devenir nuisible par la suite. Mais ici la plantation a été faite à distance convenable; ce n'est point du corps de l'arbre que le voisin avait à se plaindre; sa réclamation ne peut atteindre que les branches, dans le cas où elles lui portent dommage par leur projection; et comment prévoir, on le répète, quel sera dans 30 ans l'effet de la nature ?

A quelles conséquences le système que l'on combat ne conduirait-il pas ? En admettant que le droit du riverain est sujet à prescription, il faut donc décider qu'elle commencera à courir dès l'instant où la moindre petite branche viendra à se projeter sur le terrain voisin. Mais alors il faudra distinguer les diverses branches de l'arbre, et dire qu'il y a autant de prescriptions du droit d'élaguer que de branches soumises à l'élagage, et que c'est pour chacune d'elles seulement que la possession du propriétaire de l'arbre a commencé, dès l'instant où un rameau s'est avancé sur le fonds voisin. On ne voit pas, en effet, par quelle raison la patience du riverain relativement à l'une des branches pourrait entraîner, à l'égard des autres, la prescription de la demande en élagage. Et quand on supposerait que toutes les branches se sont avancées en même temps, comme elles ne couvraient, il y a 30 ans, qu'un faible espace de terrain, pourquoi la servitude serait-elle acquise sur une plus grande étendue qui n'a été ombragée que successivement; la possession à cet égard n'ayant rien de continu, il faudrait donc appliquer la maxime *tantum præscriptum, quantum possessum*.



Ainsi la preuve déjà si incertaine que la projection des branches a commencé à telle année ne suffirait pas, force serait de prouver encore que depuis telle époque elles ont couvert le terrain sur plus ou moins d'espace : Comment admettre un système dont l'application présenterait des difficultés aussi inextricables ?



## TITRE III.

### DE L'EXTINCTION DES DROITS D'USAGE.

#### NOTIONS SOMMAIRES.

**574.** Les principes qui régissent les droits d'usage en général, et les dispositions spéciales qui en règlent l'exercice dans les forêts, ont été développés dans les deux titres précédens.

Il s'agit maintenant d'expliquer comment peuvent s'éteindre les droits d'usage.

Cette extinction a lieu de diverses manières : elle s'opère comme en matière de servitudes ordinaires, d'après les principes du droit commun, et notamment par le non usage.

Mais les lois forestières ont tracé des règles spéciales et étrangères aux autres services fonciers.

Le propriétaire d'une forêt peut s'affranchir des droits d'usage, par la voie du cantonnement et par celle du rachat. D'après l'ancienne jurisprudence, il pouvait aussi concentrer, sur une partie de la propriété, les droits de cette nature, et il s'agira de savoir si cet aménagement est encore praticable.

Ce titre a donc pour objet d'expliquer, en autant de chapitres, les principes qui sont relatifs,

1° A l'extinction des droits d'usage d'après les règles du droit commun qui régissent les servitudes;

2° A l'aménagement des droits d'usage dans une forêt;

3° A l'affranchissement des droits d'usage , par la voie du cantonnement ;

4° A l'affranchissement , par ce moyen, du droit d'affectation ;

5° Au droit de tiers denier , dans ses rapports avec le cantonnement ;

6° Au droit de superficie envisagé sous le même rapport ;

7° A l'affranchissement des droits de pâturage et de panage , dans les forêts , par la voie du rachat.



---

---

## CHAPITRE PREMIER.

De l'extinction des droits d'usage, d'après les principes du droit commun, qui régissent les servitudes.

575. Des différens moyens par lesquels s'opère l'extinction des droits d'usage, ainsi que des autres servitudes, celui de la prescription, par le non usage, exigeant le plus de développemens, sera traité dans une section particulière.

### SECTION I.

*De l'extinction des droits d'usage par les moyens ordinaires.*

576. Le droit d'usage peut prendre fin, de bien des manières dont le détail serait fort long à exposer; mais comme la plupart des causes, capables d'en produire l'extinction, sont les mêmes que celles qui donnent lieu à la cessation de l'usufruit, et comme nous avons amplement traité de toutes ces causes dans les chapitres 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47 et 48 de notre *Traité d'usufruit*, il nous suffira, pour remplir la tâche que nous nous proposons dans celui-ci, de les rappeler successivement, sauf à faire sur quelques-unes d'entre elles, les observations qui seront propres à notre sujet.

1° La constitution du droit d'usage peut être anéantie par la révocation directe du constituant ;

S'il n'a été établi que sur une cause fausse qu'on croyait réelle , comme si l'on en avait fait la délivrance pour se conformer à la disposition d'un testament qu'on trouve avoir été révoqué par un autre ;

S'il n'a été établi que sous des conditions que l'usager s'est refusé d'accomplir ;

S'il n'a été établi qu'à terme et pour un temps , ou sous une condition casuelle résolutoire , à l'événement desquels il doit cesser ;

Si c'est par donation entre-vifs qu'il ait été établi , et que l'usager se soit rendu coupable d'ingratitude , ou qu'il soit survenu quelque enfant au donateur (1).

577. 2° La constitution du droit d'usage peut être , suivant les circonstances , révoquée à requête des créanciers du concédant , si l'aliénation a été faite en fraude de leurs droits (2).

578. 3° Elle peut être révoquée par la résolution des droits du constituant , lorsqu'il est reconnu qu'il n'était pas propriétaire , ou qu'il n'était propriétaire du fonds que sous une condition qui s'est vérifiée contre lui (3).

579. 4° Lorsque le droit d'usage n'a été établi qu'au profit de la personne , il s'éteint par la

(1) Voy. , sur tout cela , les nos 1925 et suiv. du *Traité d'usufruit*.

(2) Voy. sous le n° 1932 , *ibid*.

(3) L. 11, § 1, ff. *quemadmod. servit. amit.*, lib. 8 , tit. 6.

mort naturelle ou civile de l'usager, comme l'usufruit s'éteint par le décès de l'usufruitier (617 et 625) (1).

Et s'il a été établi au profit d'un homme, *tant pour lui que pour ses descendants*, il prend fin par l'extinction de sa postérité, attendu que, dans ces cas, il n'a que la nature de servitude personnelle (2).

580. 5° Suivant la maxime *res sua nemini servit*, consacrée par le droit nouveau (705), comme elle l'était déjà par le droit ancien (3), le droit d'usage s'éteint par confusion, lorsque l'usager acquiert la propriété de la forêt qui en était grevée.

Sur quoi il faut observer que, comme nous l'avons dit en parlant de l'usufruit (4), si l'usager, après avoir acquis la propriété du fonds, venait à en être évincé, son droit d'usage devrait revivre par la révocation de la cause qui en avait produit la cessation.

Mais s'il venait à revendre lui-même la propriété de la forêt, sans s'y réserver son usage, la servitude ne revivrait pas (5), attendu qu'il aurait aliéné un fonds qui en avait été affranchi entre ses mains.

581. 6° Le droit d'usage s'éteint par la re-

(1) Voy. sous les n<sup>os</sup> 1960 et suiv., *Traité d'usufruit*.

(2) Voy. sous les n<sup>os</sup> 11 et suiv., tom. I<sup>er</sup>, pag. 26.

(3) L. 30, ff. *de servit. urb. præd.*, lib. 8, tit. 2; et l. 1, ff. *quemadmod. servit. amit.*, *ibid.*, tit. 6.

(4) Voy. sous le n<sup>o</sup> 2075, *Traité d'usufruit*.

(5) L. 30, ff. *de servit. urban. præd.*, lib. 8, tit. 2.

nonciation de l'usager ayant capacité suffisante pour consentir l'aliénation de ses droits fonciers (1) : sur quoi il faut voir ce que nous avons dit, au chapitre 46 du *Traité d'usufruit*, touchant la renonciation.

Lorsque la concession de l'usage n'avait été faite qu'au moyen d'une prestation annuelle à payer par l'usager, au propriétaire du fonds, cette redevance ne doit être considérée que comme une rente foncière, ou une charge purement réelle affectant seulement la jouissance du droit concédé et pour autant de temps que le concessionnaire en jouira : en conséquence de quoi l'usager est toujours le maître de renoncer à son droit d'usage pour s'affranchir de la redevance, s'il la trouve trop onéreuse.

C'est d'ailleurs là un point de doctrine enseigné, sans contradiction, par les auteurs qui s'en sont occupés, et qui a été consacré par plusieurs arrêts de cours souveraines, comme on peut le voir dans Bouhier en ses observations sur la coutume de Bourgogne, chap. 62, n° 83, et dans Fréminville, dans sa pratique universelle des droits seigneuriaux, tom. 3, p. 31, quest. 41.

582. 7° Aux termes de l'art. 703 du Code, *les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user* ; ce qui ne signifie pas que les servitudes soient toujours éteintes dans un sens absolu, dès le moment qu'on ne peut plus s'en servir ; mais qu'elles cessent seulement

(1) *L. 8, ff. quemadmod. servit. amit., lib. 8, tit. 6.*



dans leur exercice dès que le nouvel état survenu dans les choses s'y oppose, ou qu'il y a extinction dans le droit même de la servitude s'il y a destruction absolue dans la chose, parce que la servitude ne peut exister sans la corrélation de deux héritages auxquels elle doit se rapporter.

La servitude d'usage dans les bois peut, comme toutes les autres, cesser, ou pour un temps ou pour toujours, par le changement arrivé soit dans l'état du fonds servant, soit dans celui du fonds dominant.

ET D'ABORD en ce qui concerne le fonds servant, si la forêt débitrice de l'usage venait à être entièrement ruinée par un incendie ou tout autre accident de force majeure, l'usager ne pourrait plus réclamer aucune prise de bois là où il n'en serait point resté (1); et il ne lui serait dû aucune indemnité de la privation par lui soufferte, puisqu'on la suppose n'avoir pour cause qu'un accident de force majeure, arrivée sans la faute du propriétaire ou d'autres personnes.

S'il ne s'agissait que d'un droit de pâturage pour la nourriture des bestiaux, il est sensible que l'incendie qui aurait frappé la forêt, n'altérerait en rien le droit de pacage dû à l'usager; mais on devrait en restreindre l'exercice dans la mesure ou l'étendue qu'il devait avoir auparavant sur la forêt; parce que si l'accident de force majeure n'a pas dû lui nuire, en ce cas il n'a pas pu

(1) V. dans LEGRAND, sur l'art. 168 de la coutume de Troyes, glose 2, n° 42.

non plus être une cause d'accroissement dans ses droits.

**585.** Si la forêt n'avait été détruite qu'en partie, le surplus resterait toujours grevé du droit d'usage : et comme ce droit est indivisible dans sa nature de servitude *quæ est tota in toto, et tota in quâlibet parte*, ainsi que nous l'avons amplement expliqué au chapitre V, titre I<sup>er</sup>, de cet ouvrage (1), l'usager aurait la faculté de couper encore tout le bois nécessaire à sa consommation, tant que la partie conservée en nature de forêt serait suffisante pour fournir à cette prise; et le propriétaire ne serait pas en droit de s'en plaindre, puisque toutes les autres portions de son fonds se trouveraient, par le fait, affranchies de la servitude.

D'ailleurs l'usager est ici le créancier, et sous le rapport de la réalité de la dette, il est au moins à l'égal d'un créancier hypothécaire; or, quand il s'agit de l'acquit d'une dette, on ne s'informe pas si le débiteur a perdu, ou non, une partie de ses biens, pour soumettre la créance qui pèse sur lui à une réduction quelconque, tant qu'il lui reste de quoi la payer; dût-on épuiser tout ce qu'il a conservé, on le force à payer la dette tout entière : et quand il s'agit d'une créance hypothécaire, on n'en fait pas la réduction non plus, sous le prétexte de la perte ou de la destruction d'une partie quelconque du fonds hypothéqué; il faut toujours l'acquitter sur la valeur de ce qui reste

(1) V. tom. I<sup>er</sup>, pag. 87 et suiv.

dans l'immeuble, et tant que cette valeur peut y fournir.

Comme ce sont là des principes incontestables et généralement reconnus dans le droit, on ne pourrait en refuser l'application à la cause de l'usager, parce qu'il n'y aurait aucun motif raisonnable qui pût justifier un pareil refus.

584. Suivant l'article 704 du Code, les servitudes dont l'exercice avait cessé par changement survenu dans l'état des lieux, *revivent si les choses sont rétablies de manière qu'on puisse en user, à moins qu'il ne se soit déjà écoulé un espace de temps suffisant pour faire présumer l'extinction de la servitude, ainsi qu'il est dit à l'article 707*; d'où il résulte que, si la forêt qui avait été entièrement dévastée par un incendie se repeuplait d'elle-même, ou venait à être implantée de nouveau par un semis pratiqué de la part du propriétaire, les droits de l'usager revivraient, à moins qu'il ne les eût laissé prescrire. La raison de cela, c'est que le droit d'usage, comme toute autre servitude, ne porte pas seulement sur la superficie du sol qui en est grevé, mais qu'il affecte la substance même du fonds productif des fruits qu'on perçoit sur la superficie.

Si la forêt n'avait pas été entièrement détruite, et que l'usager eût continué à jouir intégralement ou en partie de son droit sur la portion épargnée par l'incendie, cette continuation de jouissance serait seule suffisante pour mettre obstacle à la prescription de son usage et le conserver sur les parties dévastées, et qui viendraient à être re-

peuplées en bois dans la suite : quelque espace de temps qui se fût écoulé pour rendre la recrue susceptible d'être exploitée, on ne pourrait, dans cet état de choses, opposer aucune prescription à l'usager. La raison de cela, c'est que, comme le dit la loi romaine, pour prendre, et à plus forte raison pour retenir la possession d'une chose foncière, il n'est pas nécessaire d'insister corporellement sur les diverses parties du fonds et de les parcourir toutes ; il suffit de toucher réellement à quelqu'une, avec l'intention d'étendre ou de conserver son droit sur l'ensemble et jusqu'aux confins de l'héritage entier : *Quod autem diximus, et corpore et animo adquirere nos debere possessionem, non utique ita accipiendum est, ut qui fundum possidere velit, omnes glebas circumambulet ; sed sufficit quamlibet partem ejus fundi introire, uti totum fundum usque ad terminum velit possidere* (1).

585. Mais si la forêt avait été entièrement détruite, et qu'il y eût eu, durant trente ans, cessation absolue dans l'exercice du droit d'usage, sans aucun acte conservatoire fait par l'usager, il y aurait extinction de l'usage, et le propriétaire aurait prescrit, pour l'avenir, la pleine liberté de son fonds ; puisque, suivant l'article précité du Code, la servitude qui avait cessé par le changement survenu dans les choses, ne revit par le rétablissement des lieux dans leur état primitif, qu'autant qu'il ne s'est point encore écoulé un espace de temps suffisant pour en faire présumer l'extinction,

(1) L. 3, § 1, ff. de acquirend. posses., lib. 41, tit. 2.



d'après l'article 707 qui fixe cet espace de temps à trente ans.

Il semble d'abord qu'en ce cas les droits de l'usager devraient être conservés comme étant sous la protection de la maxime *contra non valentem agere non currit præscriptio* ; mais il faut remarquer que, quoiqu'il n'ait pu percevoir son usage durant l'état de ruine où la forêt était réduite, il avait néanmoins la faculté de faire des actes conservatoires de son droit sur le fonds pour le cas où le repeuplement en aurait lieu ; car il a toujours pu requérir la reconnaissance de ce droit comme pesant sur la forêt, pour le temps où il pourrait être exercé, ce qui suffit pour que la prescription ait pu courir contre lui.

**586.** EN CE QUI touche au fonds dominant, c'est-à-dire au fonds pour l'utilité duquel la servitude fut établie, il faut dire de même que l'usage cesse par la destruction de ce fonds, ou sa conversion en une autre espèce pour laquelle le droit n'avait pas été établi.

Ainsi, le droit d'usage aux échalas pour le service d'une vigne, cesse du moment où la vigne est extirpée, pour en réduire le sol en champ ou en pré.

Ainsi, le droit d'usage au bois de chauffage, établi pour l'utilité d'une maison seulement, doit cesser par la ruine totale, la démolition ou l'incendie de l'édifice, puisque dès-lors on ne retrouve plus le fonds qui en était créancier et pour l'avantage duquel il avait été établi.

Mais si la vigne qui avait été extirpée vient à

être réimplantée, ou si la maison qui avait été détruite vient à être rebâtie, et que leur restauration aiteu lieu en temps utile, dans l'un comme dans l'autre cas, le droit de l'usager revivra, par les raisons et conformément aux principes expliqués ci-dessus.

Il faut remarquer encore que, si le droit d'usage au bois de chauffage, établi pour l'utilité d'une maison, doit cesser par la ruine totale ou la destruction de l'édifice, cela ne doit avoir lieu que quand la concession n'avait été faite qu'en contemplation seulement de la maison solitairement considérée, c'est-à-dire d'une maison qui n'avait pas d'autre destination que de servir d'habitation à son maître, parce qu'alors il est bien vrai de dire que, par la chute du bâtiment, tout le fonds dominant se trouve réellement détruit.

587. Mais s'il s'agissait d'une maison servant à l'exploitation d'un domaine, le droit d'usage au bois de chauffage ayant été établi pour l'avantage d'une habitation agricole, ne serait pas dû à la maison seulement; il serait, au contraire, activement inhérent à la masse du domaine, dont les bâtimens ne devraient être eux-mêmes considérés que comme les accessoires : en conséquence de quoi l'incendie qui les aurait détruits ne serait point une cause légitime de cessation de l'exercice du droit d'usage (1); parce qu'en ce cas, le fonds dominant n'ayant pas cessé d'exister, on ne pourrait pas dire que les choses fussent réduites à un

(1) V. n<sup>o</sup> 133, tom. I<sup>er</sup>, pag. 181 et 182.

état tel qu'il n'eût plus possible d'user de la servitude : c'est ainsi que l'usufruit qui n'a été établi que sur un bâtiment, se trouve entièrement éteint par la destruction de l'édifice, tandis que, s'il avait été établi sur un domaine dont le bâtiment faisait partie, l'usufruitier jouirait encore non-seulement du surplus de la métairie, mais même du sol et des matériaux de l'édifice démoli (624).

Il est donc bien important de savoir distinguer le cas où le droit d'usage n'aurait été établi que pour l'avantage d'une maison seulement, et celui où il aurait été concédé pour l'utilité d'un corps de ferme ou d'une métairie; mais à quoi doit-on s'attacher pour faire cette distinction?

Il y a ici trois choses à examiner, et qui sont le titre, l'état de l'usager, et la possession.

Si le titre constitutif du droit d'usage est reproduit, ou si l'on en a des actes de reconnaissance qui en déterminent l'application à l'utilité d'une maison seulement, il doit être borné là, puisqu'il est constant que les parties intéressées n'ont pas voulu lui donner plus d'étendue, et en conséquence il faudra dire que la destruction de l'édifice doit opérer la cessation de l'exercice de la servitude.

Dans le doute sur l'obscurité du titre littéralement pris, l'état de l'usager doit servir à en faire l'interprétation, parce que, s'il est vrai de dire que l'usage, comme servitude réelle, soit attaché à la possession d'un fonds, il est vrai de dire aussi qu'on a voulu l'établir pour l'utilité et les aisances du possesseur, et par conséquent pour lui servir suivant son état et sa condition,

Ainsi, à supposer que le droit d'usage ait été établi pour le service d'un château, ou d'autre habitation de maître, ou d'une maison occupée par un manufacturier, ou par des personnes de la classe ouvrière, la servitude ne sera activement inhérente qu'à l'édifice, parce qu'il n'y aurait pas de motifs de l'étendre plus loin.

Ainsi, au contraire, à supposer que le droit d'usage au bois de chauffage ait été établi pour le service d'une maison occupée par un cultivateur, c'est-à-dire d'une maison attachée et servant à l'exploitation d'un domaine, la servitude devra être considérée comme activement inhérente au corps du domaine lui-même, et son exercice ne sera ni éteint ni suspendu par l'incendie de la maison, puisque c'est au profit d'un cultivateur et pour le favoriser dans sa culture, qu'elle doit être présumée avoir été établie, lorsqu'on l'a rattachée à une maison qui n'était que l'accessoire d'un domaine en culture, à l'usage duquel elle était elle-même destinée.

Enfin la possession, qui, au besoin, tient lieu de tout autre titre, doit surtout nous servir ici de guide quand elle est constante.

Qui est-ce qui a joui du droit d'usage après les mutations successives du fonds dominant ou les partages qui en ont été opérés? N'en a-t-on adjugé les avantages qu'aux acquéreurs de la maison? Les adjudicataires ou les copartageans des terres en culture en ont-ils été exclus ou en ont-ils profité? Depuis quel temps les choses se sont-elles passées de l'une ou l'autre de ces manières? Voilà



ce qu'il y a à examiner sous le rapport de la possession dont la continuité trentenaire doit fixer l'état du droit et faire disparaître tous les doutes.

588. Il est sans difficulté qu'un droit d'usage, soit au bois de chauffage pour la consommation de l'homme, soit au pâturage pour la nourriture des bestiaux, suit le domaine auquel il est activement inhérent, et passe avec lui entre les mains de tous ceux qui en deviennent successivement possesseurs; et ce droit de suite ou cette transmission de l'usage, ont lieu de quelque manière que le domaine soit dévolu en tout ou en partie, d'un propriétaire à l'autre, ainsi que nous l'avons établi au chapitre V, tit. I<sup>er</sup> de cet ouvrage (1).

589. UNE question qui mérite de trouver ici sa place, consiste à savoir si un droit d'usage peut être considéré comme éteint, par cela seul que son exercice se trouverait paralysé par l'effet d'un règlement de police survenu depuis sa constitution. Eclaircissons ceci par un exemple.

Une commune avait, dans la forêt d'un particulier, le droit d'usage à la coupe des liens pour engerber ses moissons; elle était fondée en titre, et elle était en possession de cet usage, lorsqu'est survenu un règlement de police prohibant généralement d'engerber les moissons avec des liens de bois, et ordonnant qu'elles ne seraient plus à l'avenir engerbées qu'avec des liens de paille: peut-il résulter d'un pareil règlement que la commune usagère ait perdu son droit d'usage?

(1) V. sous les nos 85 et 86, tom. I<sup>er</sup>, pag. 108 et suiv.

Il en résulte bien que la commune usagère ne pourra plus couper ses liens comme auparavant, parce que le règlement ne suppose pas qu'antérieurement à sa publication, les moissons n'aient été engerbées qu'avec des bois de maraudage, et qu'il défend, par forme de mesure de police générale, de continuer à engerber par ce moyen, sans prendre égard à la question de savoir si le cultivateur avait, ou non, le droit de couper les liens par lui employés dans sa moisson.

Mais il ne peut en résulter que le droit d'usage en lui-même doive être considéré comme éteint et supprimé :

1° Parce qu'il ne peut être permis de donner aucun effet rétroactif aux lois ou aux réglemens, et qu'il y aurait évidemment ici un effet rétroactif, si l'on ravissait à la commune usagère le droit d'usage qui lui était acquis légitimement.

2° Les lois qui ont pour objet le gouvernement de nos biens, sont essentiellement protectrices de la propriété des citoyens; elles ne peuvent avoir pour effet d'adjuger à l'un ce qui appartient à l'autre, parce qu'elles perdraient leur plus beau comme leur plus essentiel attribut, qui est d'être conservatrices : en conséquence de quoi, ce qui nous appartient ne peut être aliéné que par nous-mêmes; *id quod nostrum est, sine facto nostro ad alium transferri non potest* (1).

3° Aux termes de l'article 543 du Code et de l'article 10 de la charte constitutionnelle, nul ne

(1) L. 11, ff. de regul. jur.

peut être forcé à souffrir le sacrifice de sa propriété, si ce n'est pour cause d'intérêt public et moyennant une indemnité préalable; d'où il résulte que, nonobstant que l'autorité supérieure eût jugé qu'il était de l'intérêt public de défendre d'engerber les moissons avec des liens de bois, l'indemnité n'en reste pas moins due à la commune, et qu'elle peut l'exiger par la voie du cantonnement.

590. 8° Le droit d'usage, comme celui d'usufruit, ne devant être exercé que *salvâ rei substantiâ*, il doit aussi s'éteindre, comme celui d'usufruit, par abus de jouissance de la part de l'usager (618 à 625), lorsque les dégradations reprochées à l'usager sont assez graves pour lui mériter la commise de son droit.

Sur quoi il faut observer que le droit d'usage appartenant à une commune, ne pourrait être justement déclaré éteint en masse et vis-à-vis d'elle, pour des abus de jouissance pratiqués par des particuliers seulement, parce qu'il ne saurait être permis d'infliger une peine, surtout aussi grave, au corps de la commune, par rapport aux délits de quelques individus; il n'y a donc que les délinquans eux-mêmes qui, suivant la gravité des circonstances, pourraient être justement déchus d'y participer pour un temps, ou même pour toute leur vie (1).

Cependant, s'il s'agissait de dégradations commises par un attroupement dans la forêt usagère,

(1) Voy. dans BOUHIER, chap. 62, n° 57.

la commune elle-même pourrait être responsable des dommages et intérêts, et condamnée aux réparations civiles dues au propriétaire, par application de la loi du 10 vendémiaire an 4 (2) et conformément aux règles qui y sont prescrites.

Il résulte de là que, dans ce cas, les tribunaux pourraient prononcer, par forme de dommages et intérêts, contre la commune, la privation de son droit d'usage pendant un temps et même pour toujours, suivant la gravité des circonstances, surtout si ses habitans en nombre considérable avaient fait partie de l'attroupement, sauf à ceux qui n'y auraient pas participé, leur recours en indemnité contre les auteurs du délit, conformément à ce qui est porté en l'article 4, titre 4, de la loi précitée.

591. Mais, abstraction faite de la responsabilité des communes pour les cas d'attroupemens, quelles seraient les conditions exigées pour qu'une commune en corps pût être justement déchue de son droit d'usage, pour cause de dégât commis, par ses habitans, dans la forêt usagère?

Nous trouvons dans les lettres-patentes du 19 août 1766, concernant l'aménagement de la forêt de Chaux en Franche-Comté, une disposition législative suivant laquelle il suffit que la majeure partie des habitans d'une commune usagère aient été pris en délit, pour que la commise du droit doive être prononcée contre la commune elle-même.

(2) V. au bullet. 188, n° des lois 1142, tom. 6, 1<sup>re</sup> sér.



« Les habitans desdites communautés, porte  
» l'article 12, qui se trouveront repris pour quel-  
» ques délits, de quelque espèce que ce soit, dans  
» ladite forêt, seront privés pour toujours, indé-  
» pendamment des peines et amendes prescrites  
» par l'ordonnance de 1669, de leurs parts et por-  
» tions dans lesdites cordes et fascines; à l'effet  
» de quoi les officiers de la maîtrise seront  
» tenus, avant de procéder à la rédaction du  
» cahier des charges de l'adjudication de la forêt,  
» de se faire représenter le rôle des condamnations  
» prononcées contre lesdits habitans pendant  
» l'année, pour diminuer en proportion, dans  
» ledit cahier des charges, le nombre des cordes  
» et voitures de fascines à fournir par les adjudi-  
» cataires; et afin que chaque habitant desdites  
» communautés ait une connaissance suffisante  
» de la présente disposition, seront tenus les  
» commis desdites communautés d'en faire faire  
» lecture auxdits habitans lors de la formation  
» du rôle de distribution des cordes et voitures  
» de fascines. Et dans le cas où *le plus grand nombre*  
» *des habitans* desdites communautés se trouve-  
» raient avoir commis des délits, *la communauté*  
» *entière sera privée pour toujours* desdites cordes  
» et fascines, sans que cette peine puisse être ré-  
» putée comminatoire (1). »

Il serait impossible de se dissimuler que, dans les cas ordinaires, la règle établie par cette dispo-

(1) Voy. dans le *Recueil des édits à l'usage de la Franche-Comté*, tom. 4, pag. 481.

sition ne fût d'une sévérité inadmissible comme étant hors de toute mesure; car, comment concevoir qu'on puisse, avec justice, prononcer la commise d'un droit d'usage, quelque considérable qu'il soit, pour toute espèce de délit, quelque léger qu'il puisse être, et qu'on puisse appesantir cette peine, même sur ceux des habitans qui ne seraient coupables de rien?

Mais il faut remarquer que, comme on le voit dans le préambule de ces lettres-patentes, le droit d'usage des communes dont il s'agit avait été regardé comme supprimé par application de la disposition de l'article 1<sup>er</sup> du titre 20 de l'ordonnance de 1669, qu'il y avait eu des jugemens de la réformation qui le déclaraient anéanti pour l'avenir; que néanmoins, sur leurs remontrances, ces communes avaient obtenu des lettres-patentes en 1730, qui, *par grâce spéciale*, y est-il dit, leur avaient permis de prendre dans la prédite forêt, dès le mois de novembre jusqu'à la fin de février, le bois mort et sec traînant et gisant sur place; et que c'est pour convertir le bénéfice de cette nouvelle concession, en une prestation annuelle et régulière, que, par ces secondes lettres-patentes du mois d'août 1766, le roi leur accordait un certain nombre de cordes et de voitures de fascines à délivrer par les adjudicataires des triages en coupes réglées : en conséquence de quoi, le prince avait pu, sans blesser les règles de la justice, imposer à ce qu'il regardait comme une concession gratuite, les conditions les plus sévères, soit pour que tout

individu qui aurait été repris en délit, fût exclus de toute participation à son bienfait, soit pour engager généralement les habitans à se surveiller mutuellement, et pour les intéresser tous à ce qu'aucun d'eux ne se rendît délinquant dans la forêt usagère (1).

Il résulte de là que la disposition particulière de ces lettres-patentes, fondée sur un motif spécialement applicable au cas pour lequel elle a été portée, ne doit point être prise comme une règle absolue d'ordre public en cette matière; que, s'il est raisonnable d'en tirer des inductions pour les autres espèces, on doit néanmoins n'en faire l'application que suivant ce que la gravité des circonstances pourrait exiger, parce qu'il ne faut jamais que la peine soit en disproportion avec le délit.

**592.** Concluons donc qu'en thèse générale et

(1) Les mots *par grâce spéciale*, qui se trouvent dans les lettres-patentes dont il s'agit, ne sont que des termes de style qui se remarquent dans toutes les ordonnances du temps. Ce qu'il y a de certain, c'est que les droits d'usage des communautés limitrophes de la forêt de Chaux ne pouvaient être supprimés, en exécution de l'ordonnance de 1669, que moyennant l'indemnité accordée par les articles 2 et 10 du titre 20, et que, loin de pouvoir être considérée comme une concession *gratuite* et de *faveur*, la faculté de ramasser le boissec et gisant, convertie ensuite en une livraison de cordes et de fagots, n'était qu'un très faible dédommagement des droits fort étendus que ces communautés tenaient de la munificence des anciens souverains du comté de Bourgogne. (V. *suprà*, pag. 11, 12, 22, 23, 55 et 56.)

. C.

dans les cas ordinaires, nul individu ne doit être privé de son droit d'usage dans une forêt, par cela seul qu'il y aurait été trouvé en délit; qu'en lui interdisant l'exercice de son usage pendant un temps, c'est tout ce que peut exiger la justice, si le délit est assez considérable pour lui mériter cette peine, et que la commise ou la perte absolue du droit lui-même ne doit être prononcée que pour des délits et des abus graves commis avec récidive, ou énormes en eux-mêmes, et qu'en toute autre circonstance il suffit de le condamner aux dommages et intérêts compétens envers le propriétaire.

Qu'en thèse générale encore, chaque fois qu'il y a contestation sur la question de savoir si une commune usagère doit être déclarée déchue de son droit, ou seulement si on doit lui en interdire l'exercice durant un temps quelconque, par rapport aux délits commis par les habitans *ut singuli*, la négative doit être adoptée dès qu'il ne s'agit que de faits et quelques délinquans; quelles que soient d'ailleurs la nature et l'énormité des délits ou des abus dont ils se seraient rendus coupables.

Que si, en majorité, les habitans ont participé aux délits, alors la question reste dans le domaine du luge comme dépendante des circonstances du fait; et pour se décider sur la demande en commise du droit d'usage, les tribunaux ont à apprécier le mérite de l'action, soit d'après le nombre des délinquans, et les actes de récidive constatant l'habitude, l'abus; soit d'après la gravité des dé-



lits et le concert avec lequel ils paraîtraient avoir été commis, sans opposition de la part des autres habitans.

La récidive et l'habitude d'abuser sont les circonstances les plus graves dont le propriétaire de la forêt puisse se prévaloir, parce que, d'une part, il faut bien qu'il ne reste pas toujours exposé à voir sa forêt continuellement dévastée; et que, d'autre côté, il serait difficile qu'elle eût été successivement dégradée à plusieurs reprises de la part des habitans, sans que ce fût tantôt par les uns et tantôt par les autres, et sans qu'ils se trouvassent ainsi finalement tous compromis.

## OBSERVATIONS.

PLUSIEURS des points qui viennent d'être traités sommairement méritent d'être éclaircis.

593. I. L'auteur enseigne ( n° 583 ) que, si la forêt vient à être détruite en partie, l'usage ne subsiste pas moins en entier sur le surplus; telle est, à la vérité, la conséquence de l'indivisibilité du droit. Mais peut-on dire qu'ici, l'usager est *au moins à l'égal d'un créancier hypothécaire*, qui doit être payé des a créance, sans réduction, quelles que soient les pertes survenues au débiteur? Cette comparaison ne me paraît pas exacte. Le débiteur est tenu personnellement : c'est pour la garantie de la créance qu'il engage ses biens, et quelquefois sa liberté; loin donc que les pertes qu'il a subies puissent l'affranchir de tout ou partie de la dette; souvent, au contraire, elle est rendue exigible, quoique à terme, à cause du défaut de sûretés.

Il n'en est pas ainsi du propriétaire dont la forêt est grevée d'usage. En concédant ce droit à une époque où le bois n'avait point de valeur, et la commune usagère n'était presque pas peuplée, le fondateur n'a eu ni pu avoir l'in-

tention de se dépouiller, quoi qu'il pût advenir, de la totalité des produits de la forêt, sans s'en rien réserver; son but a été de n'accorder que ce qui lui paraissait superflu. M. Proudhon convient ailleurs de cette vérité, en disant que le propriétaire n'a voulu que s'associer les concessionnaires dans la jouissance de sa forêt, et qu'ainsi il s'est retenu lui-même un droit de participation sur cette jouissance (1).

Je crois donc que, si la forêt, ou toute autre propriété soumise à l'usage, est détruite en partie, sans aucune faute imputable au propriétaire, et que le surplus ne suffise pas pour satisfaire ses besoins et ceux de l'usager, celui-ci doit nécessairement éprouver une réduction.

594. II. L'usage que la destruction du fonds a fait cesser revit, si les choses viennent à être rétablies dans leur premier état. Cette règle, établie par les articles 703 et 704 du Code, gouverne les droits d'usage dans les forêts, qui, comme je l'ai dit plusieurs fois, sont régis par les principes du droit commun, sur les servitudes, à moins qu'il n'existe une exception spéciale dans les lois forestières.

Mais, c'est ici le cas de faire observer que le Code forestier a établi cette exception, pour ce qui concerne les droits d'usage qualifiés d'affectations.

L'article 59 porte que « les affectations faites *pour le service d'une usine* cesseront en entier, de plein droit et *sans retour*, si le roulement de l'usine est arrêté pendant deux années consécutives, sauf le cas d'une force majeure dûment constatée. »

Cette exception est particulière à une espèce de concessionnaires, que les auteurs du Code ont cru devoir traiter avec plus de rigueur. La règle générale que l'auteur vient de développer sous le n° 586, subsiste pour tous les autres droits; et quand bien même la maison, par exemple, à laquelle est destiné l'usage dans une forêt, aurait été abandonnée volontairement, sans force majeure, le droit que

(1) V. tom. I<sup>er</sup>, n° 169, pag. 215.

cet abandon avait fait cesser, ne devrait pas moins revivre , si la maison venait à être habitée de nouveau, à moins que l'inhabitation n'eût duré pendant trente ans.

595. III. M. Proudhon ( n° 589 ) soulève la question de savoir si un droit d'usage pourrait être considéré comme éteint, dans le cas où son exercice aurait été paralysé par une règle de police établie pour la conservation des forêts. Il donne pour exemple , le droit à la coupe des liens pour engerber les moissons, et la défense qui aurait été faite d'en user, et il pense que la commune pourrait exiger une indemnité par la voie du cantonnement.

L'indemnité serait incontestable, personne, sans cela, ne pouvant être dépouillé de son droit, même pour cause d'utilité publique.

Mais, c'est en argent que cette indemnité devrait être réglée, et la commune ne pourrait, sous ce prétexte, requérir le cantonnement, puisque le nouveau Code n'accorde qu'au propriétaire la faculté de se rédimier de la servitude, par ce moyen , comme on va le voir au chapitre III.

596. IV. L'auteur discute, sous les n°s 590 et suivans , la question de savoir si les usagers en général et les communes en particulier, peuvent être déclarés déchus de leurs droits, pour abus de jouissance.

Les articles 618 et 625 du Code civil , qui se trouvent dans les titres *de l'Usufruit, de l'Usage personnel et de l'Habitation* , ne me paraissent guère applicables aux usagers dans les bois; je crois du moins que, si cette application peut avoir lieu, ce n'est que dans des cas extraordinaires et extrêmement graves.

L'article 636 du Code civil renvoie aux lois spéciales de la matière, ce qui concerne les droits d'usage dans les forêts. Et les lois forestières ont soumis cet exercice à une police sévère. L'usager ne peut s'entremettre dans les bois, sans délivrance, sous peine d'être poursuivi comme délinquant, cas auquel l'amende et les dommages-intérêts satisfont à tout ce que peut exiger la stricte justice.

Dans le projet du Code, il existait plusieurs articles prononçant, en certains cas, l'interdiction du droit; ces

articles ont été amendés par la commission de la chambre des députés. On ne trouve dans la loi qu'une seule disposition, qui ordonne la privation de l'usage, c'est l'art. 149, qui, comme on l'a vu, décide que les usagers qui refuseront de porter secours, en cas d'incendie de la forêt, seront privés de leur droit pour une année au moins et pendant cinq ans au plus (1).

L'article 218 du Code abolit toutes les lois et réglemens antérieurs; ainsi se trouvent abrogés les articles 4, 8, 10, titre 19; 34, titre 27; et 6, titre 32, de l'ordonnance de 1669, qui prononçaient l'interdiction des droits d'usage pour certains délits, et voulaient qu'en cas de récidive, les usagers fussent toujours privés de leurs droits et coutumes, sans espoir de rétablissement. La même abrogation porte aussi sur toutes les dispositions spéciales et semblables à celle qui est renfermée dans les lettres-patentes, du 19 août 1766, concernant les usagers dans la forêt de Chaux.

L'abus de jouissance, qui n'est autre chose qu'un délit, ne peut plus être réprimé que de la manière établie par la loi nouvelle; ajouter aux peines qu'elle prononce celle de la privation du droit, qu'elle n'a point infligée, ne serait-ce pas un excès de pouvoir?

Cependant ce n'est point ce motif qui a déterminé l'arrêt rendu dans l'espèce suivante.

Après avoir fait condamner les habitans d'une commune usagère à l'amende et aux dommages-intérêts, pour dégâts commis dans sa forêt, la dame d'Amonnéville, sur l'action en reconnaissance du titre, avait demandé que le droit fût déclaré éteint par l'abus qui en avait été fait; mais la cour de Limoges a rejeté ces conclusions, par le motif que l'inobservation de la loi qui exige la déclaration de défensabilité, n'avait occasionné aucun domage, et qu'à cet égard les habitans ayant été assez sévèrement punis, n'ont pu encourir la peine infiniment plus grave de la privation d'un droit très précieux pour eux.

Et sur le pourvoi contre cette disposition, la section des

(1) V. n° 566, pag. 353.



requêtes a rejeté par arrêt du 21 janvier 1835, « attendu à » l'égard de *l'abus de jouissance* reproché aux habitants de » Nouaillat, dans l'exercice de leurs droits d'usage, que » l'appréciation des faits constitutifs de cet abus de jouis- » sance rentrait dans les attributions exclusives de la cour » royale, et que l'arrêt dénoncé est, sous ce rapport, inat- » taquable (1). »

De la décision rendue dans cette affaire, il semblerait résulter, qu'indépendamment des amendes et dommages-intérêts à prononcer contre les usagers délinquans par la justice correctionnelle, le propriétaire peut, en outre, intenter une autre action, afin de les faire déclarer déchus de leurs droits pour abus de jouissance, sauf aux tribunaux civils à apprécier si cet abus est suffisant pour entraîner la déchéance. Cette manière de procéder ne serait-elle pas en opposition avec la règle *non bis in idem* ?

Je crois, néanmoins, que le propriétaire qui aurait fait prononcer plusieurs condamnations, contre des usagers insolubles, serait alors fondé à les faire déclarer déchus de leurs droits, attendu l'impossibilité de réparer et de prévenir autrement le dommage résultant des délits.

## SECTION II.

### *De l'extinction des droits d'usage par le moyen de la prescription.*

**597.** Le droit d'usage s'éteint par la prescription lorsque l'usager a négligé de l'exercer durant le temps requis par la loi pour opérer la libération du fonds.

Aux termes du droit ancien, le temps du non

(1) D., pag. 138, de 1835.

usage nécessaire pour opérer cet affranchissement, avait été fixé à dix ans entre présens et à vingt ans entre absens; *censuimus ut omnes servitutes non utendo amittantur, decennio contra præsentés et viginti spatio annorum contra absentes* (1); mais la plupart des coutumes avaient déjà élevé à trente ans cette espèce de prescription.

C'est conformément à l'esprit de cet ancien droit coutumier de la France, que l'article 617 du Code civil veut que le droit d'usufruit soit éteint par le non-usage pendant trente ans; et que l'art. 625 déclare que celui d'usage se perd de la même manière : à quoi l'art. 706 ajoute, comme règle générale, que toute servitude reste éteinte par le non-usage durant le même espace de temps; d'où il faut tirer la conséquence que, soit que l'on considère le droit d'usage dans les forêts, comme destiné à satisfaire aux besoins de l'homme, soit qu'on l'envisage comme servitude réelle, imposée à un fonds pour l'utilité d'un autre héritage, il est également éteint par la prescription dès qu'on a cessé de l'exercer pendant l'espace de trente années.

598. Si le droit d'usage avait été établi au moyen d'une redevance annuelle, et que l'usager eût continué à l'acquitter, il n'y aurait pas de prescription à lui opposer, lors même qu'il aurait négligé de percevoir effectivement son usage, parce que le propriétaire de la forêt n'aurait pu recevoir annuellement le paiement de la redevance, sans

(1) L. 13, *cod. de servit. et aquâ*, lib. 3, tit. 34.

faire par-là même une reconnaissance annuelle de l'existence du droit (1).

599. Dans le cas contraire où l'usager aurait cessé de payer la redevance, tout en continuant de percevoir ou de prendre les émolumens de son usage dans la forêt usagère, il faudrait dire encore que son droit ne serait point périmé, parce qu'on ne peut pas avoir l'idée d'une prescription qui soit acquise contre celui qui n'a pas cessé d'être en possession de la chose.

Ce n'est que par une erreur manifeste que Fréminville a pu avancer le contraire (2); et sans nous arrêter à réfuter les motifs d'une opinion aussi extraordinaire, il nous suffit de dire qu'elle est formellement condamnée par l'article 685 du Code, qui, statuant sur le droit de l'indemnité ou de la redevance qui peut être due au maître d'un fonds, qui, à raison de l'enclave, est obligé d'y livrer un passage pour le défrichement d'un autre héritage, veut que l'action en indemnité pour l'exercice de la servitude soit elle-même prescriptible à défaut de paiement, et que la servitude n'en reste pas moins due et n'en doive pas moins être continuée, nonobstant l'extinction de l'indemnité ou de la redevance.

(1) Voy. dans FRÉMINVILLE, pratique universelle des droits seigneuriaux, tom. 3, pag. 312, quest. 13, à la fin de laquelle il rapporte un arrêt du parlement de Bourgogne du 22 août 1744, qui a décidé qu'effectivement la prescription n'avait pas couru contre l'usager, tant qu'il avait payé la redevance.

(2) *Loco citato*, p. 313, quest. 14.

Il nous reste à examiner, sur cette matière, quelques questions que nous allons chercher à éclaircir.

#### OBSERVATIONS.

AVANT de passer aux questions qui vont être discutées par l'auteur, il convient d'ajouter quelques développemens aux principes qu'il vient d'établir.

600. I. Examinons d'abord une question importante et qui doit trouver ici sa place. Il s'agit de savoir, si la prescription de trente ans est toujours nécessaire pour l'affranchissement des droits d'usage et autres servitudes? Le tiers-acquéreur d'un immeuble qui lui a été vendu franc et libre de toute espèce de charges, ne pourra-t-il pas opposer la prescription décennale et vicennale, établie par l'article 2265 du Code civil?

Cette question est fort controversée.

M. Pardessus tient pour la négative. Il convient de la différence qui existe entre l'hypothèse du tiers-détenteur, et le cas où la prescription est invoquée par la personne qui a consenti la servitude, ou par ses héritiers : à l'égard de ceux-ci, on pourrait dire que c'est une prescription à l'effet de se libérer pour laquelle il faut trente ans, tandis qu'à l'égard du tiers, c'est une prescription à l'effet d'acquérir, pour laquelle dix ou vingt ans suffisent, s'il y a titre et bonne foi. Mais, « il nous semble, ajoute-t-il, plus conforme » aux vrais principes de n'établir aucune distinction. Les » servitudes suivent les fonds tant activement que passive- » ment, et l'obligation de les supporter n'est ni moindre, » ni d'une autre nature à l'égard du tiers-acquéreur d'un » fonds grevé, qu'à l'égard de celui même qui les a consti- » tuées. Dans la personne de ce dernier, la servitude, quoi- » que provenant d'un contrat pour l'exécution duquel il » est tenu personnellement, a tellement le caractère d'un » droit réel, qu'il n'est plus obligé, dès qu'il n'est plus



» propriétaire du fonds grevé ; elle n'est donc pas à son  
» égard d'une autre nature qu'à l'égard des tiers (1). »

M. Toullier qui a prévu toutes les questions de prescription relatives soit aux servitudes personnelles, soit aux servitudes réelles, enseigne que l'*usufruit* des immeubles peut s'éteindre par la prescription de dix et vingt ans, lorsque celui qui l'oppose jouit avec titre et bonne foi (2).

Quant aux servitudes réelles, le même auteur n'admet d'autre prescription que celle de trente ans. Il se fonde, pour cela, sur l'article 2264 du Code portant que, « les  
» règles de la prescription sur d'autres objets que ceux  
» mentionnés dans le présent titre sont expliqués dans les  
» titres qui leur sont propres. » Or, dit-il, le titre des servitudes n'admet d'autre prescription que celle de trente ans ; ce serait donc faire une fausse application de l'article 2265, si l'on admettait que le non-usage pendant dix ou vingt ans peut affranchir de la servitude le fonds possédé par un tiers-détenteur (3).

On a vu en effet ( tome I, page 307 ), un arrêt de cassation décider en principe, que l'article 2265 *n'est point applicable aux servitudes.*

MM. Delvincourt, Vazeille et Duranton soutiennent, au contraire, que le tiers-détenteur avec titre et bonne foi, prescrit l'affranchissement de la servitude par dix et vingt ans (4).

Mais de tous les auteurs qui tiennent cette opinion, M. Troplong est celui qui l'a développée de la manière la plus spécieuse. « Je crois, dit-il, qu'il est plus conforme à  
» l'esprit du Code civil, toujours favorable au tiers-détenteur, de tempérer l'article 706 par l'article 2265. L'article 706 n'est pas conçu en termes exclusifs. Cela suffit,  
» à mon sens, pour laisser à la prescription décennale et  
» vicennale l'empire que le droit commun lui assure. »

(1) *Traité des servitudes*, n° 306, pag. 459, 7<sup>e</sup> édition.

(2) *Droit civil*, tom. 3, pag. 318, n° 458.

(3) *Ibid.*, pag. 476, n° 630.

(4) M. Duranton, tom. 5, n° 691. M. Delvincourt, tom. 1, pag. 582. M. Vazeille, tom. 2, n° 523.

L'auteur, après avoir établi son système, fait observer l'espèce de contradiction qui règne dans celui de M. Toullier, lequel rejette la prescription de dix et vingt ans, dans le cas actuel, tandis qu'admettant cette prescription en ce qui concerne la perte d'usufruit, il n'a été arrêté ni par l'article 2264 du Code civil, dont il se prévaut pour le cas de servitude, ni par la généralité des termes de l'article 617, dont on pourrait dire aussi qu'il rejette toutes les prescriptions qu'il n'admet pas (1).

Dans son *Traité d'usufruit*, tome IV, nos 2123 et suivans, M. Proudhon, soutient comme son collègue de Rennes, que malgré l'article 617 du Code, exigeant le non-usage du droit pendant trente ans, pour opérer l'extinction de l'usufruit, l'usufruitier ne serait pas recevable à en revendiquer l'exercice contre un tiers-acquéreur, après les délais de la prescription de dix et vingt ans.

Quant aux droits d'usage, l'honorable professeur n'a pas discuté la question. Après avoir cité, comme on vient de le voir ( n° 597 ), la loi romaine qui se contentait du non-usage pendant dix et vingt ans, il se borne à rappeler l'article 706, qui exige la prescription de trente ans, sans distinguer le cas du tiers-détenteur qui aurait acquis le fonds franc et libre : l'article 706 lui a paru, sans doute, une règle générale et sans exception.

Je crois, en effet, que la prescription de trente ans est la seule admissible. Indépendamment de l'arrêt qui, conformément à l'opinion de M. Toullier, a consacré le principe que l'article 2265 était étranger aux servitudes, les raisons données par M. Pardessus me paraissent concluantes. Il n'en est pas d'une servitude comme de la propriété, ni même de l'usufruit, qui est un véritable immeuble susceptible d'hypothèque. La servitude étant une charge inhérente au fonds dominant, qui n'est due que par le fonds servant, on ne voit pas pourquoi le changement du maître de ce fonds pourrait changer la position de l'usager ou du créancier de toute autre servitude.

(1) *Prescriptions*, comment. sur l'art. 2265, tom. 2, n° 853.

Aux autorités qui viennent d'être citées, je puis ajouter celle d'un arrêt de la cour de Besançon, du 20 juillet 1824, lequel a décidé que : « les articles 690 et 706 du Code civil » sur le mode d'acquérir et d'éteindre les servitudes par » prescription, sont absolus et n'admettent point d'exceptions au laps de trente ans qu'ils établissent : qu'ainsi le » tiers-acquéreur qui a en sa faveur titre et bonne foi, ne » peut cependant pas prescrire l'exemption d'une servitude, » qui pesait sur la propriété qu'il a acquise, par le laps de » dix années à dater de son contrat (1). »

**601. II.** Ici revient la question de savoir si en cas de vente, par parcelles, de la propriété grevée d'usage, ou en cas de partage de la forêt entre des héritiers ou d'autres copropriétaires, l'exercice de la servitude sur telle ou telle portion seulement, forme obstacle à la prescription du droit sur le surplus; si, au contraire, les portions sur lesquelles l'usage n'a point été exercé, n'en sont point affranchies.

Cette question, ainsi que plusieurs autres relatives à l'indivisibilité du droit d'usage, ayant été traitées avec tous les développemens dont elle est susceptibles, dans le chapitre V, titre I<sup>er</sup>, il suffit d'y renvoyer (2).

**602. III.** Que le paiement d'une redevance, fait par l'usager, suffise pour empêcher la prescription du droit, lors même qu'il n'aurait pas été exercé, c'est un point qui ne saurait être sujet à contestation.

Mais à défaut de paiement pendant trente ans, l'usager peut-il prétendre que la redevance est prescrite, quoique pendant ce temps, l'usage dont la redevance était le prix, ait été exercé?

L'auteur soutient l'affirmative (n° 599); il appuie son sentiment sur l'article 685 du Code statuant qu'en cas d'enclave, l'action en indemnité qu'aurait pu former le propriétaire voisin, se prescrit par le laps de trente ans,

(1) *Recueil des arrêts*, tom. 4, pag. 187.

(2) Tom. I<sup>er</sup>, pag. 87 et suiv. Voyez surtout les n°s 74, 75, 76 et 77.

quoique le passage sur le fonds voisin ait été continuellement exercé.

Il existe, à ce qu'il me semble, une grande différence entre le cas prévu par cet article et l'hypothèse actuelle.

Dans le cas de passage sur l'héritage voisin pour le défruitsment d'un fonds enclavé, il n'existe aucun contrat entre les parties : c'est une servitude légale que commande la nécessité : le propriétaire du fonds asservi pouvait, il est vrai, réclamer une indemnité ; mais s'il garde le silence pendant long-temps, alors son action est prescrite et la servitude subsiste, parce qu'elle ne résulte pas d'une obligation réciproque, c'est l'empire seul de la loi qui l'a établie.

Dans le cas, au contraire, où il s'agit d'un droit d'usage ou de toute autre servitude constituée, moyennant une redevance, l'usager qui n'étant plus en possession du droit en revendique l'exercice, ou même celui qui est attaqué par l'action pétitoire-négatoire ne peut agir ou se défendre, sans exhiber son titre ; et comme il s'agit ici d'un contrat synallagmatique, il paraîtrait conforme aux principes, que l'usager ne pût réclamer l'exécution de ce titre, sans se soumettre à exécuter lui-même l'obligation réciproque et corrélatrice que lui impose le contrat.

Ne serait-ce pas ici le cas d'appliquer le principe développé par Salvaing (1) ?

Après avoir distingué ce qui est de l'essence de l'acte, d'avec ce qui est purement accidentel, cet auteur ajoute : « Mais la distinction que nous venons de faire reçoit une » limitation ; car si ces conventions, qui sont hors de la » nature de l'acte, tiennent les parties respectivement » obligées à faire chacune quelque chose, et que le contrat » tombe dans la nature de celui que les Grecs appellent » *Συνάλλαγμα*, c'est-à-dire, obligatoire de part et d'autre, » dont parle Ulpian, en la loi 7, ff. *de pactis*, alors si Titius » a accompli, de sa part, ce à quoi il est obligé par l'acte,

(1) Voyez contra M. TROPLONG, *prescriptions* ; comment. sur l'article 2241, n° 534.



» Sempronius doit exécuter aussi, de sa part, ce qu'il a  
 » promis, sans qu'il puisse alléguer *qu'il est en possession*  
 » *de ne le pas faire, et qu'il en a prescrit l'exécution.* Et  
 » Conan écrivant sur la loi *Juris gentium* 7, § 2, *sed et si D.*  
 » *de pactis*, lib. 2, cap. 5, sub. list. G., parlant de ces con-  
 » ventions obligatoires de part et d'autre, dit ce qui s'en-  
 » suit : *quùm autem aliquid jam dedi aut feci tuâ causâ, ut*  
 » *aliquid similiter mihi dares aut faceres, non de verbis jam*  
 » *quæstio est, sed de æquitate, quæ non permittit ut ex rebus*  
 » *meis, me invito, lucrum facias; sic aut faciendum tibi est*  
 » *quod promisisisti, aut quod meâ interest, restituendum.* Telle-  
 » ment qu'il faut tenir pour une maxime constante et in-  
 » dubitable, que toutes les fois que quelqu'un produit un  
 » acte en justice, qu'il emploie pour fondement de son in-  
 » tention, ou qu'il en demande l'exécution, si par cet acte  
 » il est obligé à accomplir de sa part quelque chose, alors  
 » il ne peut se défendre d'exécuter ce qu'il a promis, *bien*  
 » *qu' autrement il eût pu s'en garantir par la force de la pres-*  
 » *cription* : car, comme les conventions réciproques sont  
 » *corrélatives* et dépendent mutuellement l'une de l'autre,  
 » et que la nature des corrélatifs est telle, que, posez l'un,  
 » vous posez l'autre, ôtez l'un, vous ôtez l'autre, il s'ensuit  
 » de-là que, demandant l'exécution d'un acte, Vous ouvrez  
 » en même temps à votre partie la voie à en demander  
 » aussi l'exécution, et par ce moyen *vous vous départez de*  
 » *toutes prescriptions que vous pourriez avoir acquises contre*  
 » *lui*; et comme il est constant que, dès qu'un acte a été  
 » produit en justice, il devient commun aux deux parties,  
 » il ne le serait point en effet, si celui contre lequel il est  
 » employé ne s'en pouvait pas servir, s'en trouvant empê-  
 » ché *par la prescription* que le demandeur lui opposerait,  
 » comme il est marqué en la glose de la loi 1<sup>re</sup>, § *editiones*  
 » *D. de edendo* (1). »

Cependant par deux arrêts, l'un à la date du 7 août 1833, et l'autre à celle du 14 mai 1834, la cour de cassation a décidé que la redevance était prescrite par le défaut de paiement

(1) Salvaing, *de l'usage des fiefs*, chap. 94.

pendant plus de trente ans, quoique le droit d'usage eût été exercé par la commune (1).

Ces arrêts sont fondés sur les motifs suivans : « attendu » qu'aux termes de l'article 2241 du Code civil, on peut » prescrire contre son titre, en ce sens que l'on prescrit la » libération de l'obligation que l'on a souscrite ; — que » cette règle, à laquelle aucune loi ancienne n'était con- » traire, s'applique aux obligations réciproques résultant » de contrats synallagmatiques, comme aux autres, tant » parce que la loi ne distingue pas, que parce qu'en effet » ces obligations ouvrent à chaque partie des droits distincts » à la conservation desquels chacune doit veiller ; — » qu'ainsi c'est avec raison que l'arrêt a considéré les com- » munes comme ayant pu, par la prescription, se rédimer » des redevances, tant, quant au fond du droit, que quant » aux arrérages. »

Mais il faut observer que, dans l'espèce, il s'agissait de propriétaires qui, après avoir provoqué, et même consommé le cantonnement, répétaient la redevance, et non point d'usagers exhibant leur titre, pour faire reconnaître un droit contesté : dans ce cas, j'ai peine à m'habituer à l'idée qu'il pût être d'une exacte justice d'ordonner l'exécution de l'acte à l'égard d'une partie, et de soustraire l'autre à l'obligation réciproque que lui impose le contrat, sous le prétexte que la redevance aurait été prescrite.

Après avoir établi les principes concernant la prescription par le non usage, venons aux questions que propose l'auteur sur le mode d'exécution.

### PREMIÈRE QUESTION.

**603.** *Lorsqu'il y a contestation sur le point de savoir si un ancien droit d'usage se trouve éteint par la prescription, quelle est celle des parties qui doit prouver l'extrême de sa demande?*

(1) D., pag. 331 et 332, de 1833; 244 et 245, de 1834.

*Est-ce au propriétaire qui veut faire déclarer l'affranchissement de son fonds , à prouver que l'usager n'a pas joui de son usage depuis trente ans ?*

*Ou , au contraire , est-ce à l'usager qui veut faire reconnaître l'existence de son droit , à prouver qu'il en a joui dans les trente dernières années , et qu'ainsi il a mis obstacle à la prescription qu'on voudrait lui opposer ?*

Cette question doit être résolue d'après la règle du droit commun qui veut que la cause du possesseur l'emporte, *in pari causâ possessor potior haberi debet* (1), et qui veut aussi que celui qui est demandeur soit chargé de la preuve, *quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit* (2).

En conséquence, à supposer que l'usager ne soit pas actuellement en possession de son usage, le propriétaire qui est en possession de la liberté de son fonds ne peut rien avoir à prouver, *quia possessor potior haberi debet*; et c'est à l'usager qui remplit, en ce cas, le rôle de demandeur, à faire la preuve de la possession du droit dans la jouissance duquel il sollicite sa réintégration, *quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit*; c'est à lui à prouver qu'il a fait des actes de possession depuis moins de trente ans, ou que s'il a cessé de jouir dans les derniers temps, cet état de privation ne remonte pas à trente ans.

A supposer, au contraire, que l'usager soit

(1) LL. 125, § 2, et 128, ff. *de regul. jur.*

(2) L. 21, *in fin.* ff. *de probat.*, lib. 22, tit. 3.

actuellement en possession de son usage, il n'aura rien à prouver, parce qu'il sera placé sous l'égide de la maxime *melior est causa possidentis*; et le propriétaire se trouvant alors demandeur en réintégration dans la liberté de son fonds, ce sera à lui à faire ses preuves, *quia semper necessitas probandi incumbit illi qui agit*. Ce sera à lui à établir que quoique l'usager se trouve actuellement en possession, il ne doit néanmoins pas être maintenu dans son usage, soit parce qu'il peut en avoir été déchu, pour abus de jouissance, par quelque ancien jugement, soit encore par la raison qu'il l'avait précédemment perdu pour ne l'avoir pas exercé pendant plus de trente ans avant sa nouvelle entremise, et qu'en conséquence il n'a pu, de sa propre autorité, faire revivre, à son profit, un droit qui n'existait plus.

A la vérité il serait communément difficile au propriétaire de prouver la cessation de l'exercice ou la non-jouissance de l'usage pendant un temps, parce qu'il s'agirait de la preuve d'une chose négative; cependant cela ne serait pas toujours impossible, et il y a des cas même où cette preuve pourrait être facilement administrée, comme, par exemple, quand la jouissance du droit d'usage aurait été interrompue par rapport à un changement de choses qui aurait duré plus ou moins long-temps, dans un état tel que l'usage n'eût pu être exercé.

604. La question qui nous occupe ne saurait avoir lieu que dans le cas où l'existence du droit d'usage aurait été constante dans un temps, puis-



qu'il s'agit de savoir comment il se trouverait ensuite éteint par la prescription libérative. En conséquence nous raisonnons ici dans une hypothèse diamétralement opposée à celle où il s'agirait de décider si un droit d'usage qui autrefois n'existait pas, serait aujourd'hui établi par le moyen de la prescription acquisitive : aussi cette seconde question devrait être résolue par des principes tout contraires à ceux qui sont applicables à la première.

Quand il s'agit de savoir si un droit d'usage qui n'existait point autrefois, ou dont on ne produit aucun titre, se trouve acquis aujourd'hui par l'effet de la prescription, il ne suffit pas que l'usager prouve sa possession actuelle ; il faut encore qu'il établisse que sa jouissance remonte à trente ans, et qu'elle remonte à ce terme sans interruption, parce que la possession trentenaire est nécessaire pour l'acquisition de la servitude, et qu'en conséquence la simple possession actuelle n'est pas suffisante pour vaincre la présomption de liberté du fonds.

Mais lorsqu'au contraire il s'agit de savoir, si un droit d'usage anciennement établi, se trouve aujourd'hui périmé par la prescription, la présomption de liberté ne peut plus exister de même pour le fonds, puisque son asservissement se trouve prouvé par le titre constitutif de la servitude. En conséquence de quoi, l'on doit appliquer à la cause de l'usager qui est en jouissance, la règle tracée par l'article 2234 du Code civil, qui veut que le possesseur actuel qui prouve avoir possédé an-

ciennement, soit présumé avoir possédé dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

## OBSERVATIONS.

605. L'USAGER qui est en possession de son droit, avec un titre constitutif, ne peut-être tenu à aucune preuve; c'est au propriétaire prétendant qu'il a acquis l'affranchissement de son fonds par le non usage, à justifier sa demande. Rien de plus incontestable.

Dans le cas, au contraire, où l'usager muni d'un ancien titre n'est plus en possession, c'est à lui à prouver qu'il a interrompu la prescription, par des actes de jouissance exercés depuis moins de trente ans. Ce point de doctrine est aussi convenu par tous les auteurs; il a été consacré par deux arrêts de la cour de cassation, des 6 février et 3 avril 1833, dont voici les motifs.

« Attendu que la servitude, lors même qu'elle est établie » par des titres, se perd par le non usage pendant trente » ans; que la loi n'admet la présomption d'une possession » intermédiaire qu'en faveur du possesseur actuel, qui » prouve avoir possédé anciennement; que celui qui n'est » pas possesseur actuel ne peut pas se prévaloir d'une an- » cienne possession pour en induire la présomption que sa » possession s'est continuée pendant une partie quelconque » des trente dernières années; — que c'est, par consé- » quent, à lui, lors même qu'il représente un titre consta- » tant qu'il a autrefois possédé, à prouver qu'il est » possesseur actuel, et qu'à ce titre il a conservé la servi- » tude (1). »

Le principe général que la possession ancienne ne fait présumer ni la possession actuelle, ni la jouissance intermédiaire, ne saurait être ici le véritable motif de décision, comme on va le voir.

M. Proudhon en donne un autre : il se fonde sur la règle du droit commun qui rejette le fardeau de la preuve sur le

(1) D., pag. 170 et 171, de 1833.

demandeur, qui veut que la cause du possesseur l'emporte; *in pari causâ melior est conditio possidentis*. Ces raisons ne me paraissent pas non plus satisfaisantes.

Sans doute, c'est à l'usager demandeur au pétitoire à établir le fondement de son action. Mais ne remplit-il pas cette obligation, en produisant le titre de concession? Le propriétaire qui lui oppose que ce titre est prescrit, ne devient-il pas, à son tour, demandeur dans son exception, ne doit-il pas en justifier? C'est ainsi que, dans la demande en revendication d'un immeuble, il suffit au demandeur de produire un titre de propriété *causæ idoneæ ad transferendum dominium*, sans même qu'il soit besoin que ce titre émane de son adversaire ou de son auteur. La propriété une fois établie par la production de ce titre, c'est au défendeur prétendant que l'effet en est éteint par la prescription, à justifier de cette exception pour laquelle il devient réellement demandeur; c'est à lui à prouver que sa possession actuelle remonte à plus de trente ans.

M. Merlin appuie, sur un autre motif, l'obligation imposée à l'usager qui n'est plus en possession, de prouver lui-même qu'ayant joui depuis moins de trente ans, le titre qu'il produit n'est pas atteint par la prescription. Il invoque, à cet égard, l'article 2263 du Code, lequel oblige le débiteur d'une rente à fournir un titre nouvel à son créancier, après vingt-huit ans de la date de l'obligation (1).

Mais cette disposition ne concerne que les rentes. Le propriétaire d'un fonds grevé d'usage n'est point assujéti à l'obligation de renouveler le titre que cet article impose au débiteur; M. Pardessus est le seul auteur prétendant que le propriétaire du fonds servant peut être tenu à ce renouvellement (2). M. Troplong pense avec M. Toullier, que le créancier de la servitude échouerait, s'il voulait forcer le propriétaire à lui en passer, à ses frais, un titre nouvel (3).

(1) *Questions de droit*, v<sup>o</sup> usage, § 9, n<sup>o</sup> 3.

(2) *Traité des servitudes*, n<sup>o</sup> 306, 7<sup>e</sup> édition, pag. 460.

(3) *Prescriptions*, comment. sur l'art. 2263, n<sup>o</sup> 844.

Le principe sur lequel est fondé l'article 2263, peut néanmoins recevoir ici son application, parce que, dans le cas du titre constitutif d'une servitude, de même que dans celui d'une obligation de rente, c'est une prescription libératoire qui est opposée; et voilà ce qui distingue le cas du créancier d'une servitude agissant par l'action confessoire de celui du demandeur en revendication de la propriété d'un immeuble.

Pourquoi dans l'action en revendication, est-ce au défendeur, quoique en possession, à prouver que le titre est éteint par la prescription, à justifier que sa possession actuelle remonte à plus de trente ans? C'est parce qu'il s'agit d'une prescription tendant à acquérir la propriété que le titre démontre avoir appartenu à un autre. Celui qui prétend avoir acquis par ce moyen, est nécessairement obligé de prouver ce genre d'acquisition.

Au contraire, dans l'hypothèse d'un droit d'usage ou de toute autre servitude, comme dans celle d'une rente constituée, celui qui prétend être affranchi par le non-usage ou par le défaut de paiement (ce qui est la même chose), n'oppose point la prescription pour acquérir, il n'en excipe qu'afin de se libérer de l'obligation consignée dans le titre. Il suffit donc que le titre obligatoire ait plus de trente ans, pour qu'il soit fondé à le rejeter comme ayant perdu son effet. La prescription libératoire est établie par la date même du titre; c'est une présomption légale que le créancier de la rente ou de la servitude ne peut faire rejeter qu'en prouvant lui-même que le titre n'est pas éteint, parce que le droit qu'il lui confère a été exercé depuis moins de trente ans; que par conséquent la prescription qui résulterait de la date de ce titre a été interrompue.

## SECONDE QUESTION.

606. *Lorsque l'usager n'est pas dans la possession actuelle du droit d'usage dont il jouissait*



*autrefois, et qu'il prétend l'avoir encore exercé durant les trente dernières années, par quel moyen peut-il faire la preuve de cet exercice?*

M. Merlin, qui s'est proposé cette question (1), soutient que, dans cette position, l'usager n'est point admissible à constater ses faits de jouissance par la simple preuve vocale, et qu'il faut qu'il rapporte les procès-verbaux d'actes par lesquels le propriétaire lui aurait annuellement fait la délivrance de son usage.

Tout ce que dit l'illustre jurisconsulte pour justifier cette opinion singulière, se trouve, en résumé, dans les raisonnemens suivans :

L'usager ne peut légalement jouir de son usage qu'autant qu'il en reçoit annuellement la délivrance de la part du propriétaire : tout autre fait de coupe ne serait qu'un délit punissable ; or, un délit ne peut jamais être transformé en un acte de possession légitime ; donc on ne peut être recevable à offrir la preuve de faits de coupe, sans prouver qu'ils n'ont eu lieu qu'en vertu d'une délivrance préalable.

C'est l'acte de délivrance qu'il faut prouver, puisque cet acte est un antécédent nécessaire pour que la coupe puisse être légalement faite ; or, l'acte en délivrance est au rang des actes judiciaires qui ne se prouvent que par écrit, parce qu'ils ne peuvent se prouver que par eux-mêmes ;

(1) V. dans le tom. 6 de ses *Questions de droit*, au mot *usage*, § 9, pag. 841.

donc la preuve vocale ne peut être recevable en cette matière.

On voit par ces raisonnemens, que l'honorable jurisconsulte suppose, comme un principe constant, qu'aucun usager ne peut légalement jouir de son droit s'il n'en a reçu la délivrance préalable; cependant nous avons clairement démontré au chapitre XI, titre I<sup>er</sup>, de cet ouvrage, qu'il n'y a que les usagers dans les forêts de l'Etat ou des communes, et ceux auxquels il a été judiciairement imposé des réglemens de coupes dans les bois de particuliers, qui soient soumis à cette formalité.

Mais ce n'est pas là ce qui doit nous occuper ici, et il ne nous sera pas difficile de faire voir que, même en admettant qu'il s'agisse d'un usager qui aurait été soumis à un règlement de coupes et auquel il aurait été défendu de prendre son usage sans délivrance préalable, il suffit qu'il l'ait perçu, même de sa propre autorité, pour que la prescription ne puisse lui être opposée, et que les raisonnemens contraires que nous venons de rapporter, ne reposant que sur une confusion du droit et du fait, sont désavoués par les principes de la matière.

Pour mieux démontrer toute l'illusion de ces raisonnemens, fixons bien l'état de la question.

Il s'agit d'un droit d'usage qui fut, dès le principe, fondé en titre, ou dont l'ancienne existence n'est pas contestée; mais le propriétaire soutient que, par la suite des temps, il a prescrit l'affranchissement de son fonds, faute par l'usa-

ger d'avoir joui de son droit pendant les trente dernières années; et celui-ci, de son côté, prétend que, s'il y a eu, de sa part, cessation de jouissance pendant un temps, elle n'a pas eu lieu consécutivement durant les trente ans; que, loin de là et au contraire, il a, en temps utile, fait des coupes, ou prises de bois, qui ont opéré une interruption dans la prescription opposée par le propriétaire, et qu'en conséquence son droit lui a été conservé.

Voilà bien le véritable état de la question. Il ne s'agit plus que de faire voir comment elle doit être résolue, et c'est ce que nous allons démontrer, en partant des notions les plus simples de la matière.

Chacun sait que la prescription peut être interrompue de deux manières, ou civilement, ou naturellement.

L'interruption civile se fait par une citation en justice, un commandement ou une saisie (2244). Sur quoi il est essentiel de remarquer que de cette manière il ne se fait aucun déplacement dans la possession actuelle de la chose, laquelle ne change pas de main; qu'en conséquence, s'il y a nullité dans l'acte ainsi notifié au possesseur, ou si cet acte est illégal, il n'y aura aucune interruption opérée dans la prescription, puisque, d'une part, il ne se trouvera aucune dépossession de fait qui interrompe la jouissance du possesseur; et que, d'autre côté, un acte nul et illégal ne pouvant produire aucun effet civil, doit rester comme non avenu,

Ce n'est pas de cette espèce d'interruption qu'il s'agit dans la question qui nous occupe, puisqu'il n'y a eu aucune citation, aucun commandement, ni autre acte notifié au propriétaire par l'usager, pour faire judiciairement reconnaître le droit d'usage de celui-ci.

607. L'interruption naturelle a lieu lorsque le possesseur, qui était en voie de prescrire, se trouve, par le fait, dépossédé ou privé de sa jouissance pendant plus d'un an. Ici la loi ne rattache l'interruption qu'à un fait simple : la jouissance de la chose a-t-elle passé des mains de l'un dans celles de l'autre? voilà tout. Comme, en ce cas, le fait d'interruption n'a rien de commun avec des actes civils dont il ne peut emprunter aucune forme, il en résulte qu'on n'a point à s'enquérir si c'est légalement ou illégalement, licitement ou illicitement qu'il a eu lieu, puisqu'il suffit toujours que, pour opérer ce genre d'interruption, il y ait eu cessation de jouissance dans l'un et reprise de jouissance dans l'autre, de quelque manière que cette mutation soit arrivée.

Certes, en matière de trouble dans nos possessions, il n'y a rien de plus illégal et de plus illicite que le fait de la violence par lequel on vient arracher à quelqu'un la chose qu'il possède, ou le priver de la jouissance d'un héritage par lui retenu à titre de maître; cependant, aux termes de la loi romaine, il y a interruption naturelle dans la possession de celui qui est ainsi dépouillé par voie de fait, et alors la prescription est interrompue, non-seulement dans l'intérêt de celui qui



à commis la violence, mais encore à l'égard et à l'avantage de toutes autres personnes intéressées : *naturaliter interrumpitur possessio, cum quis de possessione vi deicitur, vel alicui res eripitur : quo casu non adversus eum tantum qui eripit interrumpitur possessio, sed adversus omnes* (1). Il n'est donc pas douteux que la possession de celui qui est en voie de prescrire, ne puisse être naturellement interrompue, même par des faits illicites et très illégalement opérés ; et c'est là une vérité qui a été proclamée, dans tous les temps, par nos lois ; témoin l'ordonnance de 1667, qui, statuant, au titre 18, sur les actions possessoires en complainte ou réintégrande, veut, article 2, que celui qui aura été dépossédé par violence ou voie de fait, puisse demander sa réintégrande par action civile et ordinaire, ou extraordinairement par action criminelle ; et c'est encore dans le même esprit qu'est conçu l'article 2243 de notre Code civil, qui, sans rattacher l'interruption à autre chose qu'au fait de la dépossession, porte qu'il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

Ainsi, le possesseur a-t-il été intégralement ou partiellement privé de sa jouissance, par le procédé d'un autre qui s'en est emparé totalement ou en partie ? toute la question est dans ce fait. S'il est vrai qu'il ait été troublé de cette manière

(1) L. 5, ff. de usurpat. et usucap., lib. 41, tit. 3.

et qu'il n'ait pas réclamé dans l'année, il y aura infailliblement eu interruption naturelle dans sa possession, puisque les lois ne rattachent cette espèce d'interruption qu'au seul-fait de la dépossession ou de la privation de jouissance soufferte par le précédent possesseur.

Il est donc bien clairement démontré que celui qui allègue le moyen d'interruption naturelle pour écarter la prescription qu'on lui oppose, ne peut être tenu d'établir que cette interruption a eu lieu d'une manière légale, puisque toutes les lois veulent que, quand même elle aurait été illégitimement causée, elle opère également son effet contre le possesseur qui ne réclame pas judiciairement dans l'année : qu'ainsi celui auquel on oppose la prescription doit toujours être reçu à prouver, par témoins, ses faits propres de possession, ou la privation temporaire de jouissance de sa partie adverse, puisque c'est simplement de ces points de fait que la loi veut qu'il tire tout le droit de sa défense, et qu'elle serait en contradiction avec elle-même, si elle lui accordait l'usage d'une telle exception, tout en lui refusant le moyen généralement légal et qui est le plus naturel pour l'établir.

608. Des notions aussi claires sont au-dessus de toute contradiction ; il ne s'agit donc plus que d'en faire l'application à la question qui nous occupe.

Le propriétaire prétend avoir prescrit la liberté de son fonds par le non-exercice de l'usage pendant trente ans : l'usager soutient, au contraire,

qu'il n'y a pas trente ans qu'il a encore coupé le bois qui lui est dû dans la forêt usagère. Il s'agit donc ici, et il s'agit uniquement de l'interruption naturelle de la prescription libérative du droit d'usage; c'est-à-dire qu'il s'agit d'une interruption qui doit opérer tous ses effets, nonobstant toute l'illégalité qu'on pourrait trouver dans la manière dont elle aurait eu lieu; et dès-lors il n'y a et ne peut y avoir qu'un seul point à vérifier, lequel consiste à savoir si, en fait, le propriétaire a été, ou non, dans l'espace des trente dernières années, privé, pendant un temps, d'une partie de la jouissance intégrale que comporte le droit de propriété sur une forêt libre de toute servitude: or, il est impossible que le propriétaire ait réellement joui de tout le produit de sa forêt, lorsque l'usager en coupait une portion pour lui; d'où il faut tirer cette conséquence qu'il y a eu interruption naturelle dans la possession du propriétaire, toutes les fois que l'usager a perçu les émolumens de son droit d'usage dans la forêt; et que comme, en fait d'interruption naturelle, on n'a pas à s'informer si l'acte dont elle procède, est légal ou illégal, légitime ou illégitime, pour être admis à en faire la preuve, l'usager doit être reçu à établir sa jouissance ou ses faits de coupes, par témoins, sans prendre égard à la question de savoir s'il y aurait eu, ou non, des actes de délivrance préalablement consentis par le propriétaire.

Mais, dit-on, c'est l'acte de délivrance qu'il faut prouver, parce qu'il est un antécédent nécessaire à l'exercice légal du droit d'usage.

Oui, c'est l'acte en délivrance qu'il faudrait prouver, s'il était reconnu que les droits de l'usager avaient été éteints par le non-usage pendant trente ans, et qu'il fallût établir que le propriétaire a voulu renoncer à la prescription qui lui était acquise, et faire revivre la servitude par l'exécution qu'il lui aurait ensuite donnée volontairement et en connaissance de cause.

Mais non, ce ne sont pas les actes en délivrance qu'il faut prouver lorsqu'il s'agit d'établir que la prescription n'a pas eu lieu pour avoir été interrompue, puisque alors c'est seulement au fait de coupe et de prise de bois de l'usager qu'on doit s'attacher, et qu'il suffit d'ailleurs que le propriétaire ait souffert l'entreprise sans se plaindre dans l'année, pour que de tels actes aient légalement produit tous leurs effets possessoires.

#### OBSERVATIONS.

609. La question qui vient d'être discutée est de la dernière importance ; de sa solution dépend le sort d'une foule de communes usagères, et ce qui s'est passé depuis la publication du *Traité d'usufruit et d'usage*, exige de nouveaux développemens.

J'ai déjà eu occasion de traiter d'une manière très sommaire la question dont il s'agit, dans mon *Code forestier* comme il existait alors une divergence d'opinions entre deux jurisconsultes également célèbres, celle de M. Proudhon me parut la meilleure, et je n'hésitai pas de l'adopter.

J'ai été, depuis, d'autant mieux confirmé dans cette opinion, que M. Merlin lui-même a fini par s'y rendre. Dans les dernières additions aux *Questions de droit* qu'il



fait publier en 1830, ce jurisconsulte rectifie, de la manière suivante, la doctrine qu'il avait développée dans les recueils précédens :

« Ce qui à la première vue, dit-il, semblerait devoir faire  
 » décider que la preuve de jouissance des usagers, depuis  
 » moins de trente ans, ne peut pas être faite par témoins,  
 » c'est que les droits d'usage dans les forêts, ne peuvent  
 » être exercés, qu'après des formalités dont il est indispen-  
 » sable pour ceux qui en jouissent, de prouver, par écrit,  
 » l'accomplissement préalable.

« Mais, si de ce premier aperçu, on remonte à un prin-  
 » cipe que je crois avoir démontré au mot *triage*, § 3, sa-  
 » voir, que la possession acquise par voie de fait, mais  
 » publiquement et à titre non précaire, n'en est pas moins  
 » une possession civile et suffisante pour interrompre la  
 » prescription, on arrivera nécessairement à une décision  
 » toute différente; car, s'il résulte de ce principe qu'un  
 » usager qui, en vertu d'un titre tout récent et non encore  
 » exécuté, aurait exercé, pendant un an, ses droits d'usage  
 » sans acte préalable de délivrance, de la part du proprié-  
 » taire, aurait par cela seul, acquis le droit d'intenter  
 » complainte contre le propriétaire lui-même qui viendrait  
 » l'y troubler, à plus forte raison doit-on en conclure que  
 » si, après avoir exercé légalement ses droits d'usage,  
 » pendant une longue suite d'années, il en a continué  
 » illégalement l'exercice, cette continuation suffit pour le  
 » maintenir dans sa possession, et par conséquent pour  
 » mettre ses droits à l'abri de la prescription trente-  
 » naire (1). »

610. Cette rétractation aussi loyale que positive fai-  
 sant disparaître la divergence qui existait entre les auteurs,  
 semblait devoir lever tous les doutes, lorsque la nouvelle  
 jurisprudence de la cour de cassation est venue renouveler  
 la difficulté.

Sur la demande formée contre l'Etat, par la commune  
 d'Annat, en réclamation de droits d'usage qui étaient fon-

(1) *Questions de droit*, v° usage, § 9, tom. 9, pag. 485.

dés sur des titres auxquels on opposait la prescription, sous le prétexte que cette commune ne justifiait pas d'actes de délivrance, la cour de Montpellier avait rejeté cette exception par les motifs suivans :

« Attendu que la commune ayant produit, conformément à la loi du 28 Ventôse an 11, et dans le délai déterminé par cette loi, les titres sur lesquels elle fondait ses droits dans les forêts assises sur son territoire, elle n'a point encouru de déchéance, etc. ; — que l'arrêté administratif, du 16 février 1810, a reconnu que cette déchéance n'était point encourue, puisque en déclarant insuffisans les titres produits, il accorde à la commune un délai de trois mois, pour en rapporter d'autres qu'il indique ; — attendu que les titres, tels qu'ils existent, établissent suffisamment que la commune d'Annat avait sur les portions de forêts de Linas et Sarrebiau, ayant appartenu au chapitre de Saint-Paul, des facultés de dépaissance et de lignerage que ce chapitre lui avait concédées depuis plusieurs siècles, etc. ; — attendu que, dès-lors, la preuve de la possession, soit trentenaire, soit immémoriale, offerte par la commune, devient inutile, et qu'il n'est pas nécessaire de l'admettre ; — attendu que la prescription des titres invoquée par l'Etat ne saurait être accueillie, puisque la possession, invoquée par la commune n'est pas déniée par l'Etat, qui se borne à soutenir que cette possession ne serait pas légale ; que, si l'on peut admettre, en droit, *que les usagers aient besoin de la délivrance annuelle de leurs droits d'usage, ce principe doit être restreint au cas où les usagers invoquent leur possession, comme le seul moyen d'acquérir un droit qui ne serait pas constaté par titre ; mais qu'il en doit être autrement lorsque la possession invoquée, quel que soit son caractère, n'est invoquée que pour servir d'appui à des titres préexistans.* »

Mais par arrêt du 3 avril 1833, la section civile a cassé par les motifs suivans.

« La cour, — vu les articles 707, 2234 et 2262 du Code » civil : attendu, qu'il suit de ces articles, qu'après trente » ans, les titres sont prescrits, s'ils ne sont soutenus par » une exécution constante ; qu'étant éteints, ils ne font pas

» preuve de cette exécution ; que conséquemment la pres-  
 » cription est acquise, si l'exécution n'est légalement éta-  
 » blie par d'autres preuves ; qu'il s'ensuit également ,  
 » qu'après ce temps, le porteur du titre, à qui on oppose  
 » la prescription, est tenu de prouver qu'il possédait, lors  
 » de sa demande, le droit qu'il réclame, en vertu de ce  
 » titre, ou du moins qu'il en a joui pendant un temps suffi-  
 » sant pour interrompre la prescription, faute de quoi la  
 » prescription est acquise, sans que celui qui l'allègue soit  
 » tenu de faire aucune preuve ; qu'il est aussi de principe  
 » certain, que la preuve de la possession des droits de pa-  
 » tage, chauffage et lignerage *dans les forêts de l'Etat, des*  
 » *établissements publics, des communes et des particuliers,* est  
 » non recevable, si elle n'est faite, *par des procès-verbaux*  
 » *de délivrance ou des actes équipollens*, capables d'y sup-  
 » pléer *dans des circonstances particulières* ; — qu'en effet,  
 » d'après les articles 1341 et 1348 du Code civil, conformes,  
 » à cet égard, aux ordonnances de Moulins et de 1667, nul  
 » ne peut-être reçu à la preuve *par témoins*, d'une chose  
 » excédant la valeur prescrite, s'il a dépendu de lui de s'en  
 » procurer la preuve *par écrit* ; — que les prétendants à ces  
 » usages, dans les forêts, ont non-seulement pu, mais dû  
 » se procurer la preuve littérale de leur possession, puisque,  
 » suivant l'ordonnance du mois de janvier 1529, l'édit de  
 » janvier 1583, et l'article 33, titre 27, de l'ordonnance de  
 » 1669, ils n'ont pu couper ni enlever du bois pour leurs  
 » usages, qu'après en avoir obtenu la délivrance de l'au-  
 » torité compétente, ni suivant les articles 1 et 3, titre 19,  
 » de cette dernière ordonnance, mener leurs bestiaux  
 » paître dans ces forêts, que dans les lieux officiellement  
 » déclarés défensables, et à eux assignés comme tels pour  
 » l'exercice du pacage, ce qui a dû être constaté par écrit,  
 » et ne peut l'être autrement.

» Que les actes exercés, sans l'observation de ces forma-  
 » lités, ne sont que des voies de fait, des délits punissables  
 » de peines correctionnelles, et des actes clandestins et de  
 » violence, qui, d'après les articles 2229 et 2233 du même  
 » Code, en ce point conformes aux anciens principes, sont

» incapables de fonder une juste possession ; seule suffisante pour interrompre la prescription : d'où il suit, qu'à défaut d'une preuve légale d'une possession légitime des usagers, l'action est prescrite et la demande non recevable (1). »

Cet arrêt avait été rendu par défaut contre la commune d'Annat : elle y a formé opposition, et, par arrêt du 26 janvier 1835, la section civile a persisté à casser l'arrêt de Montpellier, par les mêmes motifs que ceux qui avaient déterminé l'arrêt de 1833 (2).

**611.** Plusieurs cours jugent, comme celle de Montpellier, que la commune usagère munie d'un titre peut établir par la preuve testimoniale qu'elle a interrompu la prescription, sans qu'il soit besoin de produire des actes de délivrance.

C'est ce qu'a décidé la cour de Toulouse par arrêt du 13 juin 1833, et la cour de Besançon, par plusieurs arrêts, notamment par celui du 28 novembre, entre la commune de Montagney et le sieur Rouget. Il s'agissait d'un droit de pâturage dans un bois de particulier, et indépendamment des principes de droit, l'arrêt était motivé sur l'appréciation d'une transaction du 27 avril 1698, qui autorisait la commune à exercer son droit, *après la revenue de la quatrième feuille*.

Cependant la section civile a cassé par arrêt du 3 juin 1835, par les motifs suivans :

« Vu les articles 1<sup>er</sup> et 3, tit. 19 de l'ordonnance de 1669 ;  
 » l'art. 9, tit. 6, de la loi du 29 septembre 1791 ; l'art. 1<sup>er</sup>  
 » du décret du 17 nivôse an 13, et les articles 1341 et 1348  
 » du Code civil ; — attendu que l'ordonnance de 1669,  
 » par la nature et l'objet des dispositions qu'elle renferme  
 » et particulièrement, sous le rapport des prohibitions  
 » énoncées en ses articles 1 et 3, titre 19, est une loi  
 » d'ordre public et un règlement de police générale fait  
 » pour la conservation des forêts ; — qu'elle a dérogé, en

(1) D., pag. 171, de 1833.

(2) D., pag. 123, de 1835.



» termes explicites , à tous édits , déclarations , ordonnances et arrêts , et qu'elle a , de plus , par son caractère de loi d'ordre public , rendu sans effet *toutes conventions contraires à ses dispositions* ;

» Qu'ainsi , la cour de Besançon n'a pu déclarer , comme elle l'a fait , que la stipulation , par laquelle la commune était autorisée à exercer son droit de parcours , après la *revenue de la quatrième feuille* , lui tenait lieu de fixation de l'époque de défensabilité des bois ; qu'elle l'a pu d'autant moins , que cette *revenue de la quatrième feuille* aurait dû être préalablement constatée conformément à la loi , et que rien ne constate qu'elle l'eût été ; qu'elle n'a pu aussi s'appuyer sur l'article 5 de la loi du 29 septembre 1791 , qui laissait chaque propriétaire libre d'administrer ses forêts et d'en disposer comme bon lui semblait , lorsque , indépendamment du décret du 17 nivôse an 13 , portant , en termes exprès , que les droits de pâturage ou de parcours ne peuvent être exercés par les communes qui en jouissent en vertu de leurs titres ou des statuts et usages locaux , que dans les parties de bois qui auront été déclarées défensables , conformément à l'ordonnance de 1669 , un article de la loi du 3 brumaire an 4 avait déjà , depuis long-temps et postérieurement à cette loi de 1791 , rappelé et ordonné l'exécution des dispositions précitées de l'ordonnance de 1669 , en prescrivant , aux tribunaux correctionnels , d'appliquer les peines qu'elles prononçaient ;

» Attendu qu'aux termes des dispositions précitées , tant de l'ordonnance de 1669 que de la loi de 1791 et du décret de l'an 13 , les droits de pâturage et de parcours dans les bois et forêts appartenant soit à l'Etat , aux communes ou établissemens publics , soit aux particuliers , doivent être fondés sur des titres ou des statuts et usages locaux , et , de plus , ne peuvent être exercés que dans les parties de bois déclarées défensables , et *publiées comme telles par l'administration forestière* (1) ; qu'il en résulte ,

(1) Cette publication n'est exigée que pour les forêts soumises au ré-

» comme principe certain , que la preuve de la possession  
 » de ces droits est non recevable , si elle n'est faite par des  
 » procès-verbaux de délivrance ou des actes équipollens ,  
 » capables d'y suppléer dans des circonstances parti-  
 » culières. »

Suivent les mêmes motifs que ceux de l'arrêt précédent, fondés sur les articles 1341 et 1348 du Code civil , qui ne permettent pas de prouver, par témoins, les actes de délivrance, et sur ce que l'exercice de l'usage, sans l'observation de ces formalités, ne consiste que dans des voies de fait, des délits incapables d'établir une juste possession (1).

En ce qui concerne les moyens particuliers à la cause de Montagney, la loi du 29 septembre 1791, qu'avait invoquée la cour de Besançon, ne pouvait être, il est vrai, d'aucune influence, parce qu'elle est étrangère aux usagers. Seulement, cette loi avait fait cesser la prohibition des défrichemens et les affectations spéciales de certains bois à des services publics. A l'exception de ces charges ou servitudes que les lois postérieures ont rétablies sur la propriété forestière, le propriétaire a toujours pu disposer librement de sa forêt. J'ai démontré ailleurs le peu de fondement du motif *d'ordre public* qui, selon la cour de cassation, formerait obstacle à toute convention contraire aux règles prescrites pour l'exercice des usages. Ainsi, nonobstant les dispositions de l'ordonnance, rien n'eût empêché le propriétaire de dispenser la commune de la déclaration de *défensabilité*. Pour cela, toutefois, il eût fallu une dérogation formelle, précisé, et il était difficile de considérer comme telle la simple indication que les coupes pourraient être ouvertes au pâturage, *après la revenue de la quatrième feuille* (2).

gime forestier et non pour les bois des particuliers où les agens forestiers n'interviennent que sur la réquisition de l'une des parties intéressées. (V. n° 498, pag. 209.)

(1) D., pag. 310 et 311, de 1835. — V. dans le même recueil, page 312, un arrêt du même jour 3 juin 1835, qui casse l'arrêt de la cour de Toulouse.

(2) V. *suprà*, n° 498 et 505, pag. 209, 226 et suiv.

Quoi qu'il en soit de cette circonstance particulière, revenons au moyen général sur lequel s'appuyait puissamment l'arrêt de la cour de Besançon, ainsi que ceux des cours de Toulouse et de Montpellier.

**612.** Sur quoi se fonde la cour de cassation pour écarter la preuve testimoniale des faits de possession interruptive articulés par les usagers? Sur ce que les droits d'usage n'auraient pu être exercés légalement, sans des actes de délivrance qui ne peuvent être prouvés que par écrit.

Si les faits de possession étaient articulés pour acquérir un droit d'usage à défaut de titre, ce motif serait sans réplique. Comme je l'ai démontré ailleurs, la preuve testimoniale ne peut être admise en ce cas, et pourquoi? Parce que le droit d'usage étant rangé dans la classe des servitudes discontinues, pour l'établissement desquelles les articles 691 et 695 du Code civil exigent un titre constitutif ou reconnaîtif, la possession est insignifiante. Sans cela, il n'y aurait pas de raison pour écarter la preuve des faits matériels de possession. Aussi a-t-on vu la cour de cassation décider, par plusieurs arrêts, que, dans les pays où, avant la publication du Code, les servitudes discontinues pouvaient être établies par la possession, la preuve qui en était articulée par les usagers devait être admise.

Mais sous l'empire même de la nouvelle législation, quand l'usager, satisfaisant à la condition que lui impose l'art. 691 du Code civil, produit un titre formel et positif dont le propriétaire conteste l'effet, sous le prétexte qu'il est éteint par le non usage, alors ce n'est plus pour acquérir, pour suppléer à l'absence du titre, que des faits de possession sont articulés; la preuve n'a pour objet que de démontrer l'exécution d'un titre préexistant; le but de cette preuve est d'établir que la prescription a été interrompue, et cette interruption peut être naturelle ou civile : comment alors refuser la preuve des faits matériels de possession, seul moyen d'établir l'interruption naturelle?

Mais, dit-on, les actes de possession, sans délivrance, ne seraient que *des voies de fait, des délits punissables de peines correctionnelles, des actes clandestins et de violence qui sont*

*incapables de fonder une juste possession, seule suffisante pour interrompre la prescription !*

La doctrine que vient de développer l'auteur (n° 607) renverse de fond en comble ce motif, que M. Merlin détruit aussi d'un seul mot, dans le passage cité (n° 609).

Les moyens pour acquérir la possession ne doivent pas être confondus avec ceux qu'on emploie pour la retenir, cas auquel la loi, loin d'exiger que la possession ait tel ou tel caractère, se contente de la possession matérielle, et va jusqu'à admettre la possession, par violence ou voie de fait : *naturaliter interrumpitur possessio, quum quis possessione vi deicitur*. Quelque abusif que puisse être l'exercice d'une servitude réelle ou personnelle, celui qui jouit d'une manière abusive n'en a pas moins la possession : pour l'en déjouer, il faudrait, d'après les articles 618 et 625 du Code civil, faire prononcer la déchéance du droit, pour abus de jouissance articulé par le propriétaire, et par lui dûment justifié. Comment admettre que la prescription, qui est une présomption de renonciation, puisse être opposée à l'individu qui, loin de renoncer à sa jouissance, aurait usé jusqu'à l'excès ?

Invoker, comme l'a fait le rédacteur des arrêts dont il s'agit, les articles 2229 et 2233 du Code civil, c'est en faire une fausse application ; ces articles ne concernent que les qualités que doit avoir la possession pour acquérir ; c'est l'article 2243 qui signale celle qui est exigée pour interrompre, et cet article ne parle que d'une possession quelconque, comme le décidait la loi romaine.

Cette distinction, qui a été faite par la cour de Toulouse, dans son arrêt du 13 juin 1833, ne pouvait échapper à un auteur aussi versé dans la connaissance du droit que M. Troplong ; aussi s'élève-t-il avec force contre la jurisprudence que l'on discute. « La cour de cassation, dit-il » (après avoir indiqué les vrais principes de la matière), » a cependant établi, dans quelques arrêts, que la possession » illégale est insuffisante pour interrompre la prescription ; » ces décisions ont été rendues dans le cas où des usagers » s'étaient servis par leurs propres mains, sans demander



» la délivrance au propriétaire. Il s'agissait de savoir, non  
 » pas s'ils avaient acquis le droit d'usage par ces actes de  
 » possession injuste, mais s'ils l'avaient conservé, ce qui  
 » était bien différent. Et cependant la cour de cassation,  
 » par une passion d'ordre public, louable en elle-même,  
 » mais exagérée, se prononça contre le maintien de la  
 » possession. J'ai montré ailleurs ce que cette jurisprudence  
 » a de vicieux ; il me suffira de dire d'une manière géné-  
 » rale que les qualités nécessaires, pour acquérir, sont dé-  
 » terminées par les articles 2229 et suivans du Code civil ;  
 » que la possession violente elle-même devient utile pour  
 » prescrire, dès que la violence a cessé, et qu'il n'appar-  
 » tient à personne d'exiger des conditions de possession que  
 » la loi ne requiert pas, etc. (1). »

La cour de cassation elle-même a reconnu cette vérité. Le motif qui a déterminé les arrêts de 1833 et 1835 est d'autant plus extraordinaire qu'il est en contradiction formelle avec sa jurisprudence antérieure.

D'abord, comme on vient de le dire, la cour suprême a décidé constamment que, pour les droits d'usage acquis avant la publication du Code civil, et que l'article 691 excepte de sa disposition, la preuve des faits de possession immémoriale articulés par les usagers devait être admise, sans qu'il fût question des actes de délivrance qu'exigeait l'ordonnance de 1669 (2).

Et s'il en était ainsi pour l'établissement même du droit, à une époque où il pouvait s'acquérir par la possession, cela doit être, à plus forte raison, quand il ne s'agit que d'interrompre la prescription.

Voici, au surplus, un arrêt qui, dans cette hypothèse, a jugé la question *in terminis*.

Les communes de Véronnes ayant été réintégrées dans un bois possédé par leur seigneur à titre de triage, la sen-

(1) *Prescriptions*, comment. sur l'art. 2228, n° 264, et sur l'article 2243, nos 546 et suiv.

(2) V. tom. I<sup>er</sup>, pag. 492 et suiv., les arrêts des 5 floréal an 12, 17 mai 1820, 9 novembre 1826, 29 février et 23 mai 1832.

tence arbitrale avait été annulée et devait être considérée comme non avenue ; il ne restait aux communes d'autre moyen que leur jouissance, pour échapper à la prescription de cinq ans établie par la loi du 28 août 1792. La cour de Dijon avait regardé cette possession comme illégale et insuffisante, attendu que les habitants avaient joui, sans délivrance de l'administration forestière, quoique les bois dont il s'agit eussent été incorporés au domaine de l'Etat, pendant l'émigration du duc de Saulx-Tavannes.

Mais, par arrêt du 29 novembre 1825, la cour suprême a cassé, par le motif « que la cour royale de Dijon n'a pas » méconnu les actes possessoires exercés par les communes, » soit en faisant paître leurs bestiaux dans lesdits bois, soit » en y coupant des liens, soit en ramassant les bois-morts ; » que cette cour a, en effet, déclaré, qu'en supposant ces » actes constans, bien loin de constituer une possession » réelle et légitime, ils constitueraient *des délits*, et que ces » communes ne pourraient s'en prévaloir qu'autant qu'ils » auraient été autorisés par l'administration forestière ; » que cette possession était cependant bien légitime, puis- » qu'elle avait été exercée exclusivement et sans contra- » diction, en vertu du droit de propriété, dérivant de la » loi du 28 août 1792 et de la sentence arbitrale ; qu'en » supposant même que l'autorisation de l'administration » forestière eût été nécessaire, sous le rapport de la police » des forêts, les faits dont il s'agit n'en seraient pas moins » des *actes possessoires*, puisqu'ils auraient eu lieu *en » vertu d'un titre de propriété* (1).

En comparant cet arrêt à ceux de 1833 et 1835, c'est le cas de déplorer la fragilité des opinions, et surtout la fluctuation de la jurisprudence. En 1825, la cour de cassation casse, pour violation des articles 2229, 2242 et 2243 du Code civil, et pour fausse application des lois forestières, un arrêt de la cour de Dijon, qui avait rejeté comme illégale et insuffisante la possession sans délivrance, en vertu d'une sentence arbitrale, quoiqu'elle eût été annulée. Et

(1) D., pag. 14, de 1826.

en 1833 et 1835, la même cour casse, pour violation des mêmes lois, les arrêts qui ont regardé comme suffisante la possession exercée en vertu de titres incontestables!

Si, comme il a été décidé pour les communes de Véronnes, la possession sans délivrance, dans une forêt domaniale ou communale, peut être regardée comme légitime et suffisante pour interrompre la prescription, il en doit être ainsi, à bien plus forte raison, de l'exercice d'un droit d'usage, en vertu de titre, dans les bois des particuliers. Car, comme je l'ai fait observer plusieurs fois, malgré la disposition du Code forestier qui défend aux usagers de s'entremettre dans les bois sans délivrance, il arrive souvent que le propriétaire consent, de vive voix, soit à abandonner au pâturage les cantons qu'il juge défensables, soit à faire marquer les arbres nécessaires aux usagers, sans souscrire aucun acte de délivrance. Comment serait-il possible de faire considérer comme une *voie de fait*, un *délit punissable*, un *acte clandestin et de violence*, des faits de possession semblables? Pourquoi refuser la preuve articulée par l'usager que les choses se seraient passées ainsi, au vu et su du propriétaire?

En résumé sur cette question : si les faits de possession articulés pour acquérir un droit d'usage doivent être rejetés, c'est parce que l'art. 691 du Code civil, exigeant un titre pour l'établissement des servitudes discontinues, n'admet aucune espèce de possession ; sans cet article, rien ne pourrait empêcher la preuve d'un fait matériel. Dans le cas, au contraire, où l'usager produit un titre, il n'est plus question d'acquérir, mais de conserver ; il ne s'agit pas de prouver l'existence, mais l'exécution du titre ; et l'on ne voit pas sur quel fondement pourrait être rejetée la preuve de faits matériels tendant à prouver l'interruption naturelle.

Ainsi, quelque positive que soit la jurisprudence de la cour de cassation, je n'en persiste pas moins à l'opinion unanime de tous les auteurs, à laquelle s'est rangé M. Merlin, après avoir été d'un avis contraire ; opinion qui d'ailleurs est consacrée par les arrêts de trois des cours

souveraines les plus distinguées du royaume, sous le rapport de la doctrine.

**613.** En repoussant la preuve testimoniale, par le motif que les faits de possession de l'usager, sans des actes de délivrance justifiés par écrit, ne seraient que des voies de fait incapables d'opérer la prescription, la cour suprême admet néanmoins toute autre preuve écrite.

Ainsi, par arrêt du 10 février 1835, elle a décidé que, « s'il est vrai que c'est par la représentation des actes de » délivrance que l'on doit justifier l'exercice légal de certains droits d'usage, il est vrai aussi que cette justification » est faite par équipollent et à suffisance, toutes les fois » que, comme dans l'espèce, il a été reconnu en fait qu'il » existait des actes légaux, publics et authentiques, et » notamment des paiemens de redevance qui, en écartant » toute jouissance clandestine, violente ou précaire, » prouvent un exercice légal, admis et reconnu par le propriétaire de la forêt lui-même (1). »

**614.** Par autre arrêt du 21 janvier 1835, l'inscription au rôle et le paiement de la moitié de la contribution foncière d'une forêt, à raison des droits d'usage et de pacage dans cette forêt, ont été jugés suffisans, pour prouver que les usagers avaient joui, au vu et su du propriétaire, et pour rendre ce dernier non recevable à opposer la prescription, pour défaut d'exercice du droit d'usage (2).

**615.** La cour de cassation a aussi jugé que des faits de possession justifiés par des actes, de la part d'une commune qui avait agi comme propriétaire de la forêt, avaient interrompu la prescription du droit d'usage.

Les habitans de la commune de Menet ayant des droits d'usage et de chauffage dans le bois de Cournil, appartenant aux sieurs de Chabanes, s'étaient emparés de la forêt, par suite de l'émigration des propriétaires, et avaient fait divers actes de propriété, tels que nominations de gardes constatées par des délibérations, procès-verbaux de

(1) D., pag. 136 et 137, de 1835.

(2) D., pag. 137 et 138, de 1835.



délits suivis de condamnations au profit de la commune, distribution à chacun des habitans de leurs portions d'afouage, d'après le rôle tenu à cet effet, etc.; et malgré ces actes, la dame de Miramon, au nom de ses enfans, à qui la propriété de la forêt était dévolue, ayant opposé la prescription contre le titre d'usage des habitans, ils furent maintenus dans leurs droits par arrêt de la cour de Riom, motivé sur les actes ci-dessus.

Et par arrêt du 25 août 1830, la chambre civile a rejeté le pourvoi, « attendu que rien dans l'arrêt attaqué ni dans » les pièces produites, n'indique que les droits d'usage concédés aux habitans aient jamais été prescrits, à leur » préjudice; qu'au contraire, l'arrêt attaqué déclare qu'ils » en avaient toujours joui; que, si cette jouissance n'est » pas constatée, *suivant le vœu de la loi*, par des procès-verbaux de délivrance, l'arrêt attaqué déclare encore, en » fait, que, *dans les circonstances toutes particulières de cette » affaire*, les habitans avaient été dans l'impossibilité de » se procurer ces procès-verbaux, et qu'ils y suppléaient » par des actes publics et authentiques faits au vu et su de » l'administration, et approuvés par elle, ce qui écarte » l'application des lois invoquées à l'appui du moyen (1). »

**616.** La reconnaissance du droit des usagers, par des arrêtés administratifs, suffit, à plus forte raison, pour former obstacle à la prescription, ainsi que le décide un arrêt du 13 mai 1834, « Attendu que, si la prescription opposée » aux usagers, et résultant de la cessation d'une jouissance » légale, pendant 30 ans, n'est pas interrompue par le fait » seul de la possession, *lorsqu'elle n'est pas accompagnée » de la représentation d'actes de délivrance constatant sa légalité*, cette exception ne peut être appliquée à l'espèce, » parce que la jouissance des défendeurs éventuels et de » leur auteur est justifiée par des actes légaux émanés des » administrations publiques, et qui doivent être considérés comme équipollens à des actes de délivrance (2). »

(1) D., pag. 329, de 1830.

(2) D., pag. 244, de 1834.

Il est à observer que , dans l'espèce de cet arrêt , il était intervenu , à la date du 24 septembre 1817, un arrêté du conseil de préfecture, qui avait maintenu les droits des usagers et réglé le mode d'exercice , arrêté qui , malgré son incompétence , n'en avait pas moins reconnu les titres.

**617.** Mais, dans le cas où l'administration s'est bornée à constater le dépôt qu'avaient exigé les lois de l'an 11 et de l'an 12 , ce dépôt a-t-il suffi pour interrompre la prescription ?

L'affirmative paraît résulter de la nature même des choses. Le dépôt fait , en vertu d'une loi qui l'ordonne , est une diligence faite par l'usager , envers le gouvernement représenté par l'administrateur que la loi a désigné à cet effet ; c'est l'introduction d'une espèce d'instance administrative ordonnée par la loi , et qui , par conséquent , semblerait devoir interrompre la prescription.

Cependant , la cour de cassation juge le contraire. Dans l'espèce de l'arrêt qui vient d'être rapporté (n° 610) , la commune d'Annat avait produit ses titres ; un arrêté administratif du 16 février 1810 , regardant cette production comme insuffisante , lui avait accordé un délai de trois mois pour en faire une autre ; et c'est ce qui avait déterminé la cour de Montpellier à décider que cette commune ne pouvait avoir encouru la déchéance. Mais la cour suprême a cassé , sans égard à ce motif.

Par un autre arrêt du 21 mars 1832 , la même cour a considéré que le dépôt des titres d'une commune usagère ne suffisait pas pour interrompre la prescription. Cet arrêt décide en même temps que des actes émanant de la justice d'un ci-devant seigneur ne pouvant pas non plus être considérés comme une reconnaissance du droit , de la part du propriétaire , ces actes étaient insuffisants pour interrompre la prescription (1).

Ainsi , tout en reconnaissant que la production des actes de délivrance n'est pas d'une nécessité absolue , que par

(1) D. pag. 200 et suiv. , de 1832. — V. aussi dans le même recueil , page 350 , un autre arrêt du 19 janvier 1832.

conséquent la possession des usagers peut être jugée légitime, sans la preuve de l'observation de ces formalités, la cour de cassation exige, pour y suppléer, des écrits formels; ce qui confirme toujours la résolution qu'elle a prise de repousser la preuve testimoniale.

Cette jurisprudence est d'une rigueur excessive pour les communes, et je la crois inconciliable avec les règles du droit sur la possession.

Les décisions de la cour régulatrice inspirent le respect sans doute; mais on a vu les cours souveraines repousser cette influence avec une immobile fermeté; et mieux éclairé, le tribunal suprême adopte quelquefois l'opinion qui venait d'être l'objet de sa censure. Espérons qu'il en sera ainsi de la question grave et importante qui vient d'être discutée, et que, par un glorieux retour sur elle-même, la cour de cassation finira par consacrer les vrais principes de la matière.

### TROISIÈME QUESTION.

618. *Lorsqu'il s'agit de savoir si un droit d'usage est, ou non, prescrit pour n'avoir pas été exercé pendant trente ans, quel est le point de départ qu'on doit assigner à cet espace de temps? Doit-il être compté à partir du dernier acte de jouissance exercé par l'usager; ou ne doit-on partir que de l'époque à laquelle l'usager aurait eu le droit d'exiger une nouvelle délivrance de bois ou de retourner dans la forêt pour satisfaire à de nouveaux besoins?*

La position de cette question va s'éclaircir par les hypothèses suivantes :

Une commune a, dans la forêt voisine, un droit d'usage pour s'y faire délivrer tous les corps d'arbres nécessaires aux constructions et recon-

struction d'un pont : il y a trente-deux ans que ce pont a été fait avec des bois délivrés dans la forêt usagère; mais il tombe de vétusté, et il faut le refaire. Dans cette position, la commune s'adresse au propriétaire de la forêt pour en obtenir les bois nécessaires à sa nouvelle construction, et celui-ci prétend que ce droit d'usage est aujourd'hui éteint pour n'avoir pas été exercé depuis plus de trente ans : la commune ne peut-elle pas répondre qu'elle n'avait rien à demander tant que le pont était en bon état; que, son action n'ayant été ouverte qu'au moment où la reconstruction en est devenue nécessaire, ce n'est que depuis cette dernière époque qu'on pourrait faire courir la prescription contre elle, et qu'ainsi il faudrait encore une révolution de trente ans, sans demande intentée de sa part, pour qu'on pût lui opposer cette fin de non-recevoir?

Ce que nous venons de dire à l'égard d'une commune, peut se présenter aussi, dans beaucoup de circonstances, à l'égard des particuliers qui seraient fondés en titre, à l'effet de jouir de divers droits d'usage qui ne s'exercent que de loin en loin, et cela suffit pour bien entendre la question proposée.

Nous croyons que la question ci-dessus proposée doit, en thèse générale, et sauf ce que nous dirons plus bas, être résolue en faveur du propriétaire de la forêt, parce que cette solution nous paraît être une juste application de l'article 707 du Code civil, portant que les trente ans de la prescription libérative des servitudes commencent



à courir, selon leurs diverses espèces, ou du jour où l'on a cessé d'en jouir, lorsqu'il s'agit de servitudes discontinues, ou du jour où il a été fait des actes contraires à la servitude, lorsqu'il s'agit de servitude continue : or, le droit d'usage est bien certainement une servitude discontinue, et bien certainement encore la communé usagère avait cessé d'en jouir dès le jour où, enlevant de la forêt la dernière prise de bois par elle employé à la construction de ce pont, elle avait cessé d'avoir aucun point de contact ni aucune relation de jouissance ou de possession effective qui fût appliquée à cette forêt; donc c'est, dès ce jour-là même, qu'on doit prendre le point de départ de la prescription.

Vainement la commune dit-elle que son action en délivrance de nouveau bois pour rebâtir son pont, n'a été ouverte que dès l'époque où la première construction est tombée en caducité, et qu'en conséquence, jusque-là, la prescription n'a pas dû courir contre elle : car, s'il est vrai qu'elle n'ait pas eu d'action pour exiger du bois tant qu'il n'était pas nécessaire de rétablir un nouveau pont, il est vrai aussi que, dans tous les temps, elle a pu agir pour faire reconnaître l'existence de son droit d'usage, et qu'ayant pu le conserver ainsi, c'est à elle à s'imputer de l'avoir laissé prescrire.

649. Cependant il faut remarquer, sur cette question, que si la forêt usagère était encore possédée par l'auteur de la concession du droit d'usage, ou par ses héritiers, ou même par un tiers

acquéreur par lequel la commune aurait fait reconnaître son droit, il faudrait raisonner d'après d'autres principes. Alors on trouverait dans le propriétaire qui avait fait la concession de l'usage, ou dans ses héritiers, ou dans le tiers acquéreur qui en aurait reconnu l'existence, une obligation personnelle de délivrer le bois nécessaire à la construction. Et cette obligation ne serait que conditionnelle ou à terme, puisqu'elle n'aurait été contractée qu'éventuellement pour le cas où il faudrait refaire le pont, et pour être exigible seulement à l'époque où cette réfection serait devenue nécessaire, d'où il résulte qu'en ce cas, on devrait appliquer à la cause des parties, la disposition de l'article 2257 du Code civil, portant que la prescription ne court point à l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive, ni à l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce que le terme fixé soit arrivé (1).

## OBSERVATIONS.

**620.** AL'EXEMPLE, que vient de citer l'auteur, d'un droit au bois pour la reconstruction d'un pont, on peut ajouter l'hypothèse très réelle de plusieurs communautés du département du Jura, auxquelles le commissaire réformateur Maclot, par son règlement du 1<sup>er</sup> avril 1727, dont il a été déjà plusieurs fois question, a conservé le droit d'obtenir, dans les forêts domaniales, des bois de construction, *en cas d'incendie ou autre cas de force majeure seulement*.

Ces cas fortuits n'arrivant que de loin en loin, la doc-

(1) Voy. le développement de ce principe dans mon *Traité d'usufruit*, n° 2137 et suivans.

trine de l'auteur s'applique parfaitement à cette hypothèse, et d'après la distinction faite entre le concédant ou ses successeurs à titre universel, et le tiers-détenteur qui n'aurait pas reconnu le droit, les communautés dont il s'agit ne seraient tenues à aucune diligence pour interrompre la prescription contre l'Etat, à qui les forêts grevées d'usage appartiennent aujourd'hui, de même qu'en 1727.

Mais je crois que si, au commencement des trente années un incendie ou autre cas fortuit ayant détruit une ou plusieurs maisons de la commune, il n'avait point été réclamé de bois, ce silence devrait faire courir la prescription.

Je crois aussi que, dans ce cas, la réclamation faite par un ou plusieurs habitans qui auraient été victimes du désastre suffirait, pour interrompre la prescription et conserver le droit de toute la commune (1).

(1) V. sur cette question M. Troplong, *Prescriptions*, comment. sur l'article 2257, n° 789.

---

---

## CHAPITRE II.

De l'aménagement des droits d'usage dans les forêts.

**621.** IL n'est pas ici question de l'aménagement dont nous avons donné la définition, dans notre *Traité d'usufruit*, sous le n° 1169, aménagement qui consiste dans la disposition méthodique que fait le propriétaire des produits de son fonds, pour en jouir de la manière la plus avantageuse et avec le plus d'économie possible.

L'aménagement dont nous entendons traiter, dans ce chapitre, est l'effet d'un jugement prononcé sur la demande du propriétaire, par lequel on assigne aux usagers un canton dans la forêt usagère, non en toute propriété, comme dans le cantonnement, mais en jouissance exclusive et entière, pour y faire la coupe de leur bois, à condition qu'ils n'en pourront plus couper ni exiger, à l'avenir, dans le surplus de la forêt.

Nous avons un exemple frappant des aménagemens d'usages, dans ce qui se pratique, en vertu de l'ordonnance de 1669, à l'égard des bois communaux.

Suivant cette ordonnance, un quart des bois des communes doit être, dans chaque localité, séparé du surplus et mis en réserve pour y laisser croître des futaies, qui seront, en cas de besoin,



et quand il y aura lieu, vendues pour en employer le prix dans l'intérêt du corps de la commune seulement; et les trois autres quarts, dont la commune ne cesse pas d'avoir la propriété foncière, doivent être distribués par assiettes en usance, qui sont annuellement délivrées aux habitans pour les remplir de leur droit d'usage dans la forêt communale : au moyen de quoi il ne leur est rien dû dans le produit du quart en réserve.

Cet aménagement des usages dans les bois communaux est tout à la fois légal et administratif. Il est légal, en ce qu'il est prescrit par l'ordonnance; il est administratif, en ce que c'est sous la direction et par les ordres de l'autorité administrative, que la division des quarts en réserve et des assiettes en usance doit être faite.

622. Il n'en est pas de même des aménagemens d'usage dans les bois de particuliers : ils n'ont jamais été ordonnés par aucune loi; et à moins qu'ils ne soient le résultat d'une convention faite de gré à gré entre le propriétaire et les usagers, ils ne peuvent être que l'effet d'un jugement émané de la justice ordinaire, parce que leur établissement exige une appréciation de droits de propriété, sur lesquels il n'appartient qu'aux tribunaux ordinaires de statuer.

Quoique les oppositions d'aménagemens, dans les forêts usagères appartenant à des particuliers, ne soient plus de mode aujourd'hui, néanmoins, comme il n'y a aucune disposition dans nos lois qui résiste à l'adoption de cette mesure, qui avait été introduite par la jurisprudence des temps plus

anciens, l'on doit dire que le propriétaire d'une forêt serait encore actuellement recevable à la provoquer contre ses usagers, et que ceux-ci seraient forcés d'y souscrire, à moins qu'ils ne voulussent eux-mêmes demander le cantonnement, comme ils y sont autorisés.

Il y a cette différence entre l'aménagement dont nous parlons ici et le cantonnement dont nous traiterons dans un autre chapitre, que, par l'aménagement, les usagers ne deviennent point propriétaires de la portion de forêt qui leur est assignée pour y couper leur bois, en sorte qu'ils n'exercent toujours sur cette contrée qu'une servitude d'usage, sans qu'il se soit opéré de novation dans leur titre; tandis qu'au contraire, les usagers avec lesquels il est procédé à un cantonnement, deviennent exclusivement propriétaires de la portion de forêt qui leur est adjudgée en rachat de leur droit d'usage.

Une seconde différence qui résulte de la première, et qui a trait à l'exécution de l'une et l'autre mesure, c'est que, dans le cas de l'aménagement, les usagers ne devenant pas propriétaires du fonds, mais restant toujours dans leur condition d'usagers sur la portion de forêt qui leur est attribuée en jouissance, pour que l'opération soit juste à leur égard, il faut nécessairement que cette portion soit telle, par son étendue ou sa fertilité, qu'elle puisse fournir entièrement la quantité de bois qui leur est due sur toute la forêt, autrement ils seraient lésés. Il n'en est pas de même dans le cas du cantonnement. Ici les usagers de-

venant propriétaires de la portion de forêt qui leur est adjugée, il faut, au contraire, que la jouissance de cette portion ne soit pas tout-à-fait équivalente à la jouissance qu'ils exerçaient sur l'ensemble de la forêt, autrement c'est le propriétaire qui se trouverait lésé : mais c'est là un point sur lequel nous reviendrons, en traitant du cantonnement.

L'aménagement des usages, tel que nous venons de le définir, ne fut jamais une institution directe de la loi, mais une mesure introduite dans le régime forestier par la jurisprudence des anciens parlemens. Néanmoins la pratique en paraît reconnue par l'article 22 du titre 3 de l'ordonnance de 1669, qui semble en attribuer la connaissance de l'exécution aux grands-maîtres, lorsqu'il dit généralement que ces officiers régleront les *partages* des eaux, bois, prés et pâtis communs, tant pour le triage prétendu par les seigneurs, que pour l'usage *et la division* entre eux et les habitans.

623. On voit dans les auteurs qui ont traité cette matière, que les demandes en aménagement formées par les seigneurs ont d'abord éprouvé beaucoup de difficulté, parce que les usagers se plaignaient de ce qu'on voulait dénaturer leurs titres, en limitant sur une portion de forêt l'exercice d'un droit qui leur appartenait sur le tout. Ils opposaient que, d'après le texte de la loi romaine, qui était regardée comme constitutive du droit commun sur cette matière, il est de la nature de toute servitude foncière d'être indivisible; qu'il

est de son essence de s'étendre sur tout le fonds, *ita diffusa est ut omnes glebæ servant* (1); qu'en conséquence on ne pourrait, sans dénaturer leur droit, en limiter l'exercice sur une partie seulement du tout qui en était intégralement grevé.

Mais on répondait que le principe allégué sur l'indivisibilité de la servitude se trouve, dans l'espèce, en conflit avec un autre qui veut qu'on ne puisse forcer personne à rester dans l'indivision de jouissance, lequel est le plus impérieux, puisqu'il est fondé sur l'exigence de la paix publique : *æquissimum est communi dividendo iudicium dari. Cur enim ad arma et rixam procedere patiatur prætor, quos potest jurisdictione sua componere* (2)? que la loi romaine veut elle-même que l'usager soit obligé de se soumettre à la décision du juge, lorsqu'il prescrit un mode ou des bornes raisonnables à l'exercice de son usage (3); qu'en abandonnant à la jouissance des usagers une portion de la forêt dans laquelle ils pussent prendre annuellement toute la quantité de bois qui leur était due, ils restaient sans intérêt pour s'opposer à la mesure proposée, et que, d'autre part, le propriétaire y trouvant son avantage, devait avoir le droit de l'exiger, puisque en l'exécutant, personne n'en ressentait de lésion; *prodesse enim sibi quisque, dum alii non nocet, non prohibetur. Nec quem-*

(1) L. 13, § 1, ff. de servit. rusticor. præd., lib. 8, tit. 3.

(2) L. 13, § 3, ff. de usufructu, lib. 7, tit. 1.

(3) L. 22, § 2, ff. de usu et habitat., lib. 7, tit. 8.



*quam hoc nomine teneri* (1). En un mot, et pour nous servir d'une comparaison qui ne convient pas mal à notre sujet, on faisait alors, vis-à-vis de l'usager dont on voulait réduire l'usage à une partie de la forêt, les mêmes raisonnemens qu'on fait aujourd'hui vis-à-vis du créancier hypothécaire dont on demande la réduction des hypothèques, quand elles portent sur une quantité de fonds qui s'étendent au-delà de ce qu'il en faut pour la parfaite sécurité de ses créances.

624. C'est ce dernier sentiment qui prévalut, et nous voyons, dans la série des auteurs qui ont successivement écrit sur cette matière, que, dès le milieu du seizième siècle, l'aménagement par distraction d'une portion de forêt, assignée en jouissance aux usagers, ordonné par les divers parlemens, sur la demande des propriétaires qui en requéraient l'application à leurs bois, avait été introduit dans la jurisprudence française comme une mesure salulaire à la conservation des forêts, et qu'enfin la demande de cette mesure n'était plus susceptible de controverse.

Papon, en ses Arrêts notables, livre 14, titre 3, n° 1, s'explique à cet égard dans les termes suivans :

« Ayant usage de bois pour son chauffage, ou  
 » pour bâtir, peut soutenir que tel droit lui ap-  
 » partient en toute la forêt et en chacune partie  
 » d'icelle, *l. usûs pars, in fine ff. de usu et habitat.*  
 » Si est-ce pourtant qu'afin d'éviter difformité de

(1) L. 1, § 11, ff. *de aquâ pluviâ arcendâ*, lib. 39, tit. 3.

» la forêt, son droit d'usage lui doit être limité  
» à un certain endroit, et défendu de s'élargir  
» plus avant, le reste demeurant quitte et libre  
» dudit usage *au seigneur propriétaire ce requérant* :  
» et ainsi fut jugé par arrêt de Paris, contre Bide-  
» laine, le 5 mars 1531 ; c'est le texte de la loi  
» *divus*, § *sine*, et de la loi *denique* in princip. ff.  
» *de usu et habitat.*, qui sont fort notables pour  
» cette limitation. »

On peut voir la même doctrine établie en des arrêts semblables, rendus, depuis, par diverses cours de parlemens, et rapportés

Par Saint-Yon, liv. 4, tit. 29, art. 26, au commentaire ;

Par Grivel, en sa soixante-sixième décision du parlement de Dole ;

Par Charondas, sur le Code Henri, liv. 16, tit. 18, art. 1 ;

Par Filleau, en son Recueil des édits, arrêts et réglemens, part. 2, tit. 8, chap. 2 ;

Par Legrand, sur l'art. 168 de la coutume de Troyes, glose 2, n° 7 ;

Par le président Bouhier, en ses Observations sur la coutume de Bourgogne, chap. 62, n° 84 et suivans. Cet auteur, après avoir cité divers arrêts du parlement de Dijon, rendus sur cette matière, en ajoute un de la table de marbre de Paris, du 23 septembre 1581, intervenu entre le seigneur de Tilchâtel et Bourberain, et les usagers de la forêt de Velours, par lequel il fut ordonné que, sur la totalité de la forêt, il serait fait, au profit des usagers, distraction d'un canton de bois dont

l'étendue serait déterminée à raison de trois arpens par chaque feu.

« A quoi il fut ajouté que les usagers seraient  
 » tenus de mettre la portion de bois à eux laissée,  
 » en coupes ordinaires à la révolution de dix ans,  
 » et d'y laisser huit baliveaux de l'âge du bois en  
 » chaque arpent, outre ceux qui se trouveraient  
 » délaissés des précédentes coupes, suivant l'or-  
 » donnance. De laquelle coupe chacune année  
 » serait faite assiette, par chacun an de proche  
 » en proche, et à droite ligne, attendant les der-  
 » nières coupes, *par officiers de la seigneurie*, et  
 » serait distribuée entre les habitants, par les maire  
 » et procureur du village, sans pouvoir toucher  
 » aux baliveaux que par marques desdits officiers  
 » qui seraient tenus de leur en marquer selon la  
 » nécessité, *sans pour cela prendre aucun salaire.*  
 » N° 90.

» Dans laquelle portion laissée auxdits habitants,  
 » le seigneur ne pourra dorénavant, prendre  
 » aucune chose, fors la propriété nue avec la  
 » chasse, justice, amendes, forfaiture et confis-  
 » cation. Et lui demeurera le surplus de ladite  
 » forêt franc et quitte de tout usage, charges et  
 » servitudes quelconques envers lesdits habitants.  
 » N° 92. »

625. Ce texte nous fournit l'occasion de faire remarquer en passant :

1° Que cette manière d'en agir avec les usagers suppose bien qu'on ne les considérait pas alors comme obligés à former la demande en délivrance du bois nécessaire à leur usage, ou du moins que

cette obligation ne leur était point imposée par le droit commun ; car autrement le propriétaire n'aurait certainement pas eu d'intérêt à leur céder ainsi une portion de sa forêt ;

2° Que c'est une chose qui a toujours été considérée comme d'ordre public, que, quand il y a lieu à faire aux usagers une délivrance de bois, elle doit être exécutée par des officiers revêtus d'une autorité compétente pour cette opération ; qu'en conséquence ce n'est point au propriétaire à la faire lui-même ;

3° Qu'il a aussi toujours été reçu que la délivrance ne doit rien coûter aux usagers, puisqu'elle doit leur être faite sans que les officiers chargés de l'exécuter puissent, pour cela, recevoir aucun salaire : et cela est conforme au principe qui veut que le créancier reçoive tout ce qui lui est dû, sans qu'il soit tenu de supporter aucune charge pour l'obtenir.

**626.** Il résulte encore de tout ce qu'on vient de dire, que dans le cas de l'aménagement des usagers, ils deviennent maîtres de la superficie de la portion de forêt qui est abandonnée à leur jouissance, et que l'ancien propriétaire de toute la forêt ne retient plus, sur cette partie, que la nue propriété avec les faibles avantages que nous avons signalés ailleurs (1) ;

Que les usagers acquérant ainsi la jouissance totale du canton qui leur est remis, doivent dès-lors en supporter les impôts fonciers, tandis que

(1) V. sous le n° 147, tom. I<sup>er</sup>, pag. 205.



c'était au propriétaire à les payer, lorsque l'usage était généralement dû sur toute la forêt, et c'est là une chose à laquelle on doit prendre égard pour la fixation de la portion cédée par l'aménagement, laquelle doit être d'autant plus étendue, attendu que le propriétaire du fonds doit toujours payer, d'une manière ou de l'autre, aux usagers tout ce qui leur est dû.

## OBSERVATIONS.

**627.** QUOIQUE l'aménagement ne soit plus aujourd'hui en usage, c'est un point de législation forestière dont la connaissance peut être utile en plusieurs occasions, lors surtout qu'il s'agit de discerner de l'opération du cantonnement, celle de l'aménagement dont les effets sont totalement différens, ainsi que vient de le démontrer l'auteur.

Le cantonnement est, comme on le verra bientôt, une institution nouvelle : mais la faculté accordée au propriétaire de circonscrire l'usage, sur une partie de la forêt, avait été reconnue très anciennement.

Déjà au treizième siècle, une ordonnance de Philippe-le-Hardi décidait que les usages pourront être restreints *és lieux propres et commodes*, sans que les usagers puissent *indifféremment prendre par toute la forêt*.

Une autre ordonnance donnée par François I<sup>er</sup>, au mois d'août 1545, renouvelle la même prescription. Voici les termes de cette ordonnance, rapportés par Saint-Yon, liv. 1, tit. 29, art. 26, pag. 381 : « Aux vrais usagers voulons être » *baillé quelque triage à part, le plus prochain d'eux et le* » *moins dommageable pour nous et le bien de notre forêt ;* » *à la charge de clore ce qui leur sera délivré et d'entre-* » *tenir la clôture, et aussi qu'ils ne pourront entrer au reste* » *de la forêt, ni y prendre aucun usage ; et, en ce faisant,* » *seront déchargés des rentes et devoirs qu'ils font pour la* » *rate portion de ce qui leur sera ôté.* »

Les termes de ces ordonnances ne tendaient qu'à restreindre l'exercice du droit sur un certain triage, et non point à faire cesser entièrement cet exercice, au moyen de l'abandon d'une partie de la propriété.

L'aménagement, une fois établi pour les forêts royales, ne tarda pas à être appliqué aux bois des particuliers. *Joannes Faber* qui écrivait en 1340, atteste, dans son *Commentaire sur les institutes*, titre *de usufructu*, § *nè tamen*, que telle était déjà la jurisprudence de son temps (1).

Quoi qu'il en soit de ces recherches purement historiques, l'aménagement n'a guère survécu à l'institution du cantonnement qui est beaucoup plus avantageux pour le propriétaire.

Après avoir ainsi donné une idée de l'origine de l'aménagement, il s'agit d'examiner 1° si, d'après le Code forestier, cette opération serait encore praticable; 2° si les aménagemens consentis, par d'anciens titres, ne doivent pas être maintenus; 3° enfin, si le propriétaire peut faire cantonner l'usager qui aurait été aménagé.

628. I. L'opération de l'aménagement ne me paraît pas compatible avec les dispositions du nouveau Code.

L'article 218 abrogeant toutes les lois, ordonnances et réglemens antérieurs, en ce qui concerne les forêts, et ne parlant que du cantonnement, les anciens édits concernant l'aménagement pour les forêts royales sont par-là même abrogés.

Cette abrogation formelle résulterait d'ailleurs des dispositions que renferment les articles 63, 64 et 65, pour les forêts de l'Etat, et des articles 118, 119 et 120 touchant les bois des particuliers.

D'après ces articles, les droits d'usage dont la forêt n'a point été affranchie *par la voie du cantonnement ou du rachat* ne pouvant être exercés que suivant les règles tracés dans le titre relatif aux droits d'usage, il en résulte que l'aménagement ne serait plus un moyen de soustraire les

(1) V. les auteurs cités dans mon *Commentaire sur le Code forestier*, tom. 2, page 351.

usagers à l'obligation de demander la délivrance, de faire déclarer les coupes défensables, de supporter la réduction des droits, suivant l'état et la possibilité de la forêt soumise à l'usage, etc., etc.

Par arrêt du 3 juillet 1828, la cour de Bourges a annulé un acte d'aménagement, attendu, « que la conservation » des bois tient essentiellement à l'intérêt public, et que » l'aménagement, qui avait pour objet de fixer les parties » dans lesquelles les usagers pouvaient exercer leurs droits, » atteignait ce but, en préservant le surplus des dégâts que » l'exercice des droits d'usage et pacage entraîne toujours » avec lui; — mais que cette mesure n'existe plus aujourd'hui; que le cantonnement est le seul moyen légal offert » au propriétaire, pour faire réduire la part des usagers » sur les biens soumis à l'usage, et que le tribunal, en réduisant l'usage sur treize cantons de bois, quelle que soit » leur étendue, a fait ce que la loi ne permet pas (1). »

Cet arrêt me paraît conforme aux principes. Au surplus, il n'est pas presumable que des propriétaires se montrent assez opposés à leur intérêt pour former une demande en aménagement, au lieu de prendre la voie du cantonnement.

**629. II.** En abolissant, *pour l'avenir*, les lois et réglemens antérieurs, l'article 218, § 2, a maintenu formellement les droits acquis; disposition conforme au principe de non rétroactivité que proclame l'art. 2 du Code civil.

De là il résulte que les transactions ou jugemens qui, avant le Code, ont réglé l'aménagement des usagers, conservent tous leurs effets.

C'est d'ailleurs ce qui a été reconnu lors de la discussion du Code. Dans la séance du 23 mars 1827, un membre de la chambre des députés ayant témoigné des craintes sur le sort des usagers aménagés, M. de Martignac, commissaire du roi, a répondu que les usagers dont il s'agit ayant pour eux des décisions souveraines, *nul doute que les arrêts rendus en leur faveur doivent être exécutés, et que leurs droits sont à l'abri de toutes contestations.*

(1) D., pag. 187, part. 2, de 1829.

**630. III.** Mais le propriétaire ne peut-il pas faire cesser les effets de l'aménagement, en provoquant le cantonnement des usagers qui ont été aménagés ?

Comme on vient de le voir, le résultat de l'aménagement n'est point d'affranchir la forêt du droit d'usage, puisque le propriétaire conserve la nue propriété du canton qui a été ainsi abandonné aux usagers, et dont ceux-ci ne jouissent qu'en cette qualité. Rien ne peut donc empêcher le propriétaire de s'affranchir entièrement d'un droit qui n'avait été que circonscrit sur une partie de la forêt.

Cette opinion que j'avais annoncée dans mon *Code forestier*, a été consacrée, depuis la publication de cet ouvrage, par trois arrêts de la cour de Dijon, confirmés par la section des requêtes. Voici l'espèce d'un de ces arrêts.

Par transaction passée en 1544, les usages des habitans de Meures, Sancicourt et Sexfontaines, avaient été circonscrits sur 1141 arpens, formant la moitié environ des bois soumis à l'usage. En 1827, les héritiers de Béthune-Sully, propriétaires de la forêt, s'étant pourvus en cantonnement, furent déclarés non-recevables par le tribunal de Chaumont, attendu que la transaction de 1544 caractérisait un véritable cantonnement. Mais ce jugement a été réformé par arrêt de la cour de Dijon du 26 mai 1832, lequel, après avoir considéré que la transaction de 1544 n'était qu'un aménagement, a décidé que le cantonnement devait être opéré sur la moitié des bois abandonnée par cette transaction à la jouissance des habitans, sans faire entrer l'autre moitié d'une manière fictive dans la masse à partager, ainsi que le demandaient subsidiairement les communes.

La section des requêtes a rejeté le pourvoi par un arrêt du 7 août 1833. Je crois devoir transcrire les motifs de cet arrêt important non-seulement pour la question actuelle, mais sous d'autres rapports.

» Attendu en droit que l'art. 4, titre 25 de l'ordonnance  
 » de 1669, n'était relatif qu'à l'action *en triage*, action  
 » toute différente de celle *en cantonnement*, laquelle n'a été  
 » introduite que *postérieurement à cette ordonnance*, par la  
 » jurisprudence ; que les lois de 1790, 1791, 1792, en



» faisant désormais dériver de la législation l'action en  
 » cantonnement, se sont bornées à déclarer que cette action  
 » continuerait d'être exercée comme ci-devant dans les cas  
 » de droit; — qu'aucune loi antérieure ni postérieure n'a  
 » subordonné l'exercice de l'action en cantonnement, de la  
 » part du propriétaire du sol, à cette circonstance que, par  
 » le cantonnement, *les besoins des usagers seraient aussi*  
 » *pleinement satisfaits qu'auparavant*; — que, d'ailleurs,  
 » cette action admise dans le but utile de constituer, de  
 » part et d'autre, des propriétés libres et distinctes, *com-*  
 » *pense en propriété, ce qu'elle ôte en droit d'usage.*

» Attendu, d'ailleurs, et en fait, qu'il résulte de l'arrêt  
 » attaqué que l'aménagement qui avait précédé la demande  
 » en cantonnement a été fait, d'après les besoins des  
 » usagers.

» Sur le deuxième moyen tiré de la violation du prin-  
 » cipe, *cantonnement sur cantonnement ne vaut*: attendu,  
 » en droit, que l'aménagement ne constitue qu'une con-  
 » centration des droits d'usage, qui ne fait qu'en déterminer  
 » l'assiette, sans restreindre ces droits; qu'ainsi l'*aména-*  
 » *gement antérieur ne peut pas faire obstacle à la demande en*  
 » *cantonnement*;

» Attendu, en fait, que l'arrêt attaqué déclare expressé-  
 » ment que l'opération faite en 1544 avait, à tort, été  
 » considérée par les premiers juges, comme un *cantonnement*  
 » et qu'elle ne constituait qu'un *aménagement*; — que cette  
 » interprétation d'acte, irréfragable devant la cour de  
 » cassation, est, d'ailleurs, confirmée par le fait *constant*,  
 » que le cantonnement était inconnu en 1544.

» Sur le troisième moyen, tiré d'une seconde violation  
 » de l'art. 8 de la loi du 27 septembre 1790, et des prin-  
 » cipes constitutifs du cantonnement: — attendu que, par  
 » la nature de l'aménagement, la partie du bois sur laquelle  
 » les droits d'usage se trouvent concentrés, représente  
 » *dans leur entier* ces droits, sans diminution de la con-  
 » sistance qu'ils avaient lorsqu'ils étaient disséminés sur la  
 » forêt entière; — que, d'ailleurs, l'arrêt attaqué a con-  
 » staté, en fait, que l'aménagement de 1544 n'avait nulle-

» ment restreint les droits antérieurs des communes usa-  
» gères; — qu'ainsi, cet arrêt n'a violé aucune loi, en  
» décidant que c'était seulement *sur la moitié sur laquelle les*  
» *droits d'usage avaient été concentrés*, et, non sur le surplus  
» de la forêt, que le cantonnement serait opéré, sauf (comme  
» il l'a fait) à tenir compte de cette concentration, pour la  
» fixation de la part à allouer, en pleine propriété, aux  
» usagers (1). »

(1) D., pag. 333, de 1833. — V. dans le *Recueil* de la même année, pag. 331 et 332, un arrêt semblable du même jour 7 août 1833, et pag 103, de 1835, un arrêt du 15 janvier 1835.

---

---

## CHAPITRE III.

De l'affranchissement des droits d'usage par la voie du cantonnement.

**631.** Nous avons à examiner successivement dans ce chapitre,

1° Ce que c'est que le cantonnement, et en quoi il diffère de l'aménagement dont nous avons traité au chapitre qui précède;

2° Quelle est l'origine de l'action en cantonnement; sur quoi elle est fondée; par qui elle peut être intentée; et quelle est l'autorité compétente pour en connaître;

3° Quels sont les droits d'usage à raison desquels on peut former l'action en cantonnement;

4° Quels sont les forêts ou terrains sur lesquels on peut exiger le cantonnement;

5° Quelles sont les convenances qu'on doit observer dans l'exécution du cantonnement;

6° Comment on doit procéder sur la demande en cantonnement;

7° Dans quelle proportion la forêt ou autres terrains usagers doivent-ils être partagés?

## SECTION I.

*Ce que c'est que le cantonnement, et comment il diffère de l'aménagement.*

**632.** I. Le cantonnement consiste dans la distraction d'une portion de la forêt usagère, laquelle est cédée en toute propriété aux usagers pour leur tenir lieu des droits d'usage qu'ils exerçaient auparavant sur le tout.

Le cantonnement participe tout à la fois de la nature du rachat, de celle d'une aliénation à titre commutatif, et de celle du partage.

Il participe de la nature du rachat, parce qu'il est un moyen employé par le propriétaire de la forêt usagère, pour forcer les usagers à en recevoir une partie en acquit de leur droit d'usage, et sous la condition que le surplus restera franc de la servitude entre ses mains.

Il participe de la nature d'un acte d'aliénation à titre commutatif, puisque, d'une part, il emporte cession en toute propriété d'une partie de la forêt usagère au profit des usagers, et que, d'autre côté, ceux-ci abandonnent leur usage sur ce qui reste au propriétaire.

Enfin il participe surtout de la nature du partage, puisqu'il est opéré pour mettre fin à l'indivision de jouissance où les parties étaient auparavant, et pour attribuer à chacune d'elles une portion divise correspondante à la valeur de ses droits sur le tout.



Quelque simples que paraissent ces notions, elles ne sont pas sans importance. Nous en ferons voir les applications plus bas.

**633.** II. Le cantonnement diffère de l'aménagement dont nous avons parlé au chapitre précédent, en ce que par l'exécution de l'aménagement il ne s'opère qu'une simple division de jouissance : division qui ne change pas la condition des parties ; tandis que par le cantonnement les usagers deviennent propriétaires de la portion de forêt qui leur est adjugée.

D'où résulte encore cette autre différence que, dans le cas de l'aménagement, la portion distraite de la forêt pour servir aux usagers, doit être plus considérable que celle qu'ils ont le droit d'obtenir par la voie du cantonnement, puisqu'ici le droit de propriété qui leur est cédé doit être pris en considération pour réduire ce qui leur sera adjugé.

#### OBSERVATIONS.

**634.** L'USAGER, par l'aménagement, a dû recevoir un canton dont la superficie était suffisante pour satisfaire à ses besoins annuels, tandis que, par la voie du cantonnement, il doit être fait état de la valeur et des avantages de la propriété du sol. Tel est le motif qui, comme on vient de le voir (n° 630), a déterminé la cour de Dijon et celle de cassation à décider que le cantonnement d'une commune devait être opéré non sur la totalité de la forêt primitivement soumise à l'usage, mais sur la partie seulement dans laquelle avait été concentré le droit, par l'aménagement, attendu que cette partie représentait en entier les droits que les usagers pouvaient exercer, et que l'action en canton-

nement a pour résultat de *compenser en propriété ce qu'elle ôte en droits d'usage.*

## SECTION II.

*De l'origine de l'action en cantonnement : sur quoi est fondée cette action : par qui elle peut être intentée : quelle est l'autorité compétente pour en connaître ?*

**655.** I. L'action en cantonnement est née de la jurisprudence des tribunaux : nous ne connaissons aucune loi qui l'ait décrétée dans son principe.

**656.** II. Cette action eut d'abord pour fondement la maxime du droit naturel, suivant laquelle il doit être permis à toute personne de se libérer de ce qu'elle doit, lorsqu'aucune convention ou aucune loi positive ne le lui défend ; et encore sur ce que c'est une maxime du droit commun que personne ne doit être forcé à demeurer dans l'indivision de jouissance.

C'est sous ce double point de vue que les propriétaires de forêts usagères se sont d'abord présentés devant les tribunaux pour forcer les usagers à recevoir le rachat de leurs usages, par la voie du partage qu'on appelle cantonnement.

L'action en cantonnement, qui n'avait été introduite d'abord que par l'usage, fut implicitement reconnue par l'article 22 du titre 3, ainsi que par les articles 19 et 20, titre 25, de l'ordonnance de 1669, qui attribuaient à la juridiction des maîtrises la connaissance des partages de forêts, tant

pour les triages prétendus par les seigneurs, que pour la division des usages et communaux à faire entre eux et les habitans des communes. Et cette action a été plus explicitement consacrée par les lois nouvelles dont nous allons parler.

Suivant le principe de compétence établi par les dispositions de cette ordonnance, il faut dire que l'action en cantonnement est surtout fondée sur la règle du droit commun, qui ne veut pas que personne soit forcé à rester en communion de jouissance, puisque c'est comme en matière de partage que cette ordonnance en attribuait la connaissance aux grands maîtres.

637. III. Autrefois les tribunaux n'admettaient l'action en cantonnement qu'autant qu'elle était intentée par le propriétaire pour obtenir l'affranchissement du surplus de son fonds : les usagers n'étaient pas reçus à la proposer, parce qu'il n'y a que celui qui est copropriétaire d'un fonds qui puisse en exiger le partage pour en avoir à lui seul une portion, et que le droit d'usage n'étant alors regardé que comme une simple servitude, les usagers ne devaient point être considérés comme associés dans la propriété.

C'est en conséquence de cette ancienne tradition que l'article 8 de la loi du 27 septembre 1790, déclare que les demandes en cantonnement *de la part des propriétaires* contre les usagers de bois, prés, marais et autres terrains, continueront d'être exercées comme ci-devant, et seront portées aux tribunaux de districts, qui sont aujourd'hui les tribunaux d'arrondissemens.

Cette disposition fut confirmée encore par la loi du 6 octobre 1791, dont le texte a été transcrit ci-devant (1).

Jusque-là il n'y avait que le propriétaire qui fût admis à proposer l'action en cantonnement pour obtenir par ce rachat, fait en nature, la liberté du surplus de son fonds; mais la loi du 28 août 1792 a opéré un changement considérable à cette ancienne jurisprudence, en statuant, article 5, que le cantonnement pourra être demandé tant *par les usagers* que par les propriétaires; d'où il résulte que, dans l'état actuel de notre législation, celui qui a un droit d'usage établi à perpétuité, doit être considéré comme étant en quelque sorte associé au droit de propriété, puisque la loi lui accorde une action en partage pour obtenir l'adjudication de sa part du fonds.

638. IV. L'action en cantonnement n'ayant pour objet que des droits de propriété à balancer et compenser de part et d'autre, il est de toute évidence qu'elle reste exclusivement dans les attributions de la justice ordinaire; et comme elle est toute réelle dans son objet, il est évident encore que c'est par-devant le tribunal d'arrondissement de la situation du fonds qu'elle doit être portée en première instance.

#### OBSERVATIONS.

639. LE Code forestier ayant dérogé aux règles établies

(1) V. n° 342, tom. I<sup>er</sup>, pag. 543.



par les lois précédentes, il est nécessaire d'ajouter de nouveaux développemens à cette section.

I. Il importe d'abord, pour l'interprétation des titres anciens, de bien se fixer sur l'origine du cantonnement.

Ce n'est qu'à la jurisprudence qu'est due cette origine : à cet égard M. Proudhon est d'accord avec tous les auteurs. Mais quelle est l'époque à laquelle l'usage du cantonnement fut introduit ?

Le cantonnement *est une institution moderne qui ne remonte pas au-delà du 18<sup>e</sup> siècle*, dit M. Henrion de Pansey, *Dissertations féodales*, § 16.

Dans un plaidoyer du 24 mars 1807, M. Merlin attestait aussi, à la cour de cassation, que le plus ancien arrêt de cantonnement qu'il eût pu découvrir est celui qui fut rendu au conseil le 24 décembre 1726, entre le duc de Nevers et les habitans de Cussy-les-Beaune (1).

Cette assertion semblerait démentie par une sentence du 15 novembre 1636, que rapporte Legrand, sur la coutume de Troyes, art 168, glose 2, n<sup>o</sup> 8.

Après avoir cité plusieurs arrêts d'aménagemens par lesquels l'usage sur la totalité de la forêt avait été limité et restreint dans une partie seulement, l'auteur ajoute :  
« Même partage a été fait entre le roi, les sieurs abbé et  
» religieux de Molesme et les usagers de la forêt de Ro-  
» milly, suivant une sentence rendue par M. Mérault,  
» maître des comptes et commissaire en cette partie, du 8  
» novembre 1636, en exécution de laquelle, par autre  
» sentence rendue le 15 du même mois, aurait été adjugée  
» aux habitans usagers une certaine quantité de bois, et  
» aux seigneurs aussi usagers une autre certaine quantité,  
» aux uns plus, aux autres moins, suivant la qualité et la  
» valeur de leurs fiefs, et ladite sentence porte, *pour en*  
» *jouir par lesdits usagers, à l'avenir, en tout droit de propriété,*  
» *tant en fonds, tréfonds que superficie, des parts et portions*  
» *ci-dessus à eux délaissées, ainsi que vrais propriétaires pour-*  
» *raient faire.* »

(1) *Répertoire*, au mot *communaux*, § 4.

Mais ces termes échappés à un commissaire chargé seulement de l'exécution d'une autre sentence étaient trop contraires à ce qui se pratiquait alors pour faire autorité, et Legrand a soin d'observer qu'ils ne doivent pas être pris à la lettre : « Ce sont, dit-il, les termes de la sentence, » laquelle, quoique conçue de la sorte, néanmoins j'estime » que nous la devons entendre suivant l'intention du commissaire, qui était vraisemblablement d'adjuger aux » usagers les quantités de bois y énoncées, pour en jouir » par eux *en qualité d'usagers seulement*, et de certaine » partie et quantité de bois, au lieu de l'usage indiscret » que lesdits usagers auraient par toute la forêt, etc. » L'auteur établit cette interprétation par une foule de raisonnemens, ajoutant que d'ailleurs le commissaire à l'exécution n'aurait pas eu le droit d'accorder à des usagers une propriété transmissible à leurs héritiers.

Les triages et partages dont l'ordonnance de 1669 attribuait le règlement aux grands-mâîtres des eaux et forêts n'avaient rien de commun avec le cantonnement. Ces dispositions prévoyaient seulement le cas d'une copropriété à diviser entre le seigneur et les communautés, ou du droit de triage exercé par le seigneur sur un bois dont la commune était propriétaire; et dans l'arrêt qui vient d'être rapporté (n° 630), on a vu la cour de cassation reconnaître que l'art. 4, tit. 25, de l'ordonnance de 1669, *n'était relatif qu'à l'action en triage, action toute différente de celle en cantonnement, laquelle n'a été introduite que postérieurement à cette ordonnance.*

Aussi, loin que les cantonnemens fussent réglés par les grands-mâîtres, c'était devant le conseil qu'étaient portées les actions de ce genre; si l'on en excepte un petit nombre de transactions et d'arrêts rendus par quelques parlemens, les expertises, les arpentages, les procès-verbaux qui devaient préparer et consommer les cantonnemens dans les bois des particuliers, étaient ordonnés par le grand conseil, qui statuait en conséquence, ou en déléguait la connaissance à d'autres juridictions.

De même que l'aménagement, le cantonnement étant

une faculté que la faveur de la libération avait fait introduire, ce n'était qu'au propriétaire qu'appartenait le droit de requérir ce mode d'affranchissement; et comme le fait remarquer M. Merlin, dans son Répertoire, au mot *usage*, § 6, c'est à la suite de l'aménagement, des quarts de réserve établis par l'ordonnance de 1669, et du droit de triage réglé par la même ordonnance, qu'a été amenée insensiblement la faculté de faire cesser entièrement l'exercice du droit d'usage, au moyen d'une portion du terrain abandonnée aux usagers, en toute propriété.

Quoiqu'il ne puisse plus être aujourd'hui question de partages et triages à opérer entre un seigneur et des communautés, et que l'aménagement ne soit pas non plus praticable, ainsi qu'on l'a démontré dans le chapitre précédent, néanmoins il ne faut pas perdre de vue ce qui se pratiquait anciennement dans ces différens cas. La confusion d'actes, qui présentent quelque ressemblance dans l'exécution, a souvent occasionné des méprises, et la question de savoir à quel titre le détenteur d'une portion de forêt en est devenu propriétaire peut prêter encore à des difficultés.

Pour les résoudre, il est donc essentiel de se reporter à l'époque où les actes ont été passés, et d'examiner le droit qui en a été la cause.

Ce n'est que dans le cas d'une véritable copropriété entre le seigneur et les habitans qu'avait lieu le partage proprement dit.

Le triage, dont il sera traité dans le titre *de la jouissance des biens communaux*, supposait au contraire dans la commune la qualité de propriétaire; ce droit accordé au seigneur comme premier habitant ne devait s'exercer qu'à l'égard des biens provenant de sa concession gratuite, et qui appartenaient par-là même à la communauté.

L'aménagement n'était pratiqué qu'à l'égard de l'usager; il n'opérait, comme on l'a vu, aucune novation dans le titre, l'usage étant seulement concentré dans une partie de la forêt.

Le cantonnement, au contraire, que l'on a fini par substituer à l'aménagement, forme une véritable interversion

de titre, l'usager demeurant plein propriétaire de la portion de forêt qui lui est attribuée, en remplacement de son droit.

Après avoir établi l'état de choses, tel que l'avait fixé l'ancienne jurisprudence, venons aux changemens qui y ont été apportés par les lois de la révolution.

**640.** II. Le décret de l'assemblée constituante du 19-27 septembre 1790, se borna à fixer, sur ce point, la jurisprudence, sans toucher au fond du droit. « Les demandes en cantonnement, porte l'article 8, *de la part des propriétaires contre les usagers de bois, prés, marais et autres terrains, continueront d'être exercées comme ci-devant, et seront portées devant les tribunaux ordinaires.* »

La loi du 6 octobre 1791 (art. 8, sect. 4, tit. 1), tout en maintenant le cantonnement, accorda au propriétaire une autre faculté, celle du rachat du droit de pâturage dans les bois, et même de la vaine pâture sur les autres terrains, lorsque le droit avait été établi par titre *entre particuliers*; à l'égard d'une commune, la voie du cantonnement était seule praticable.

Jusqu'à-là le législateur n'avait reconnu, qu'en faveur du propriétaire, la faculté de s'affranchir des droits d'usage.

Mais survint la loi du 28 août 1792, dont l'article 5 prononce que, « conformément à l'article 8 du décret du » 19 septembre 1790, les actions en cantonnement continueront d'avoir lieu dans les cas de droit; et *le cantonnement pourra être demandé tant par les usagers que par les propriétaires.* »

Ainsi, d'après les lois nouvelles, non-seulement le droit d'usage consistant dans des livraisons de bois, mais la simple servitude de vain pâturage sur une propriété quelconque, pouvait donner lieu à l'action en cantonnement, dont la faculté était réciproque pour l'usager aussi-bien que pour le propriétaire.

**641.** III. Le Code forestier, en ce qui concerne les bois, a dérogé, d'une manière notable, à la législation précédente.

1° Ce n'est que pour l'usage consistant dans des livrai-



sons de bois que le cantonnement est admis. En ce qui concerne les autres droits, tels que ceux de pâturage et de panage, la forêt ne peut en être affranchie que par le moyen du rachat en argent.

2° Ce n'est qu'au propriétaire que le Code accorde la faculté de se rédimer des droits d'usage, soit par le moyen du cantonnement, soit par la voie du rachat. On a vu plus haut les motifs qui, à cet égard, ont déterminé le législateur à revenir à l'ancienne jurisprudence, motifs puisés dans la nature même du droit d'usage, qui n'est qu'une servitude dont le propriétaire seul doit avoir le droit de s'affranchir (1).

Le rachat des droits de pâturage et de panage devant être l'objet du chapitre VII et dernier de ce titre, j'en dois me borner ici à donner le texte des dispositions relatives au cantonnement.

### ARTICLE 63.

« Le gouvernement pourra affranchir les forêts de l'Etat de tout droit d'usage *en bois*, moyennant un cantonnement qui sera réglé *de gré à gré*, et, en cas de contestation, *par les tribunaux*.

» L'action en affranchissement d'usage par voie de cantonnement n'appartiendra *qu'au gouvernement*, et *non aux usagers*. »

L'article 112 a rendu cette disposition applicable aux bois des communes et des établissemens publics, qui seraient grevés de droits d'usage. Et l'article 118 du même Code l'a appliquée aussi aux bois des particuliers.

« Les particuliers jouiront, de la même manière que le » gouvernement, et *sous les conditions déterminées par l'article 63*, de la faculté d'affranchir leurs forêts de tous » droits d'usage en bois. »

(1) V. ces motifs nos 9 et 10, tom. I<sup>er</sup>, pag. 20 et suiv.

Ainsi plus de difficultés sur la compétence, ni sur la question de savoir quelle est la partie recevable à demander le cantonnement.

Dans tous les bois quelconques, ce n'est qu'au propriétaire qu'appartient cette action.

Dans les forêts de l'Etat comme dans les bois des particuliers, le cantonnement peut être réglé et consenti à l'amiable; mais si les parties ne s'accordent pas, l'action doit être portée devant les tribunaux.

**642.** La faculté de demander le cantonnement n'appartenant qu'au propriétaire qui, par conséquent, ne peut être forcé d'exercer cette action, qu'arrivera-t-il si la forêt grevée d'usage est partagée entre plusieurs héritiers, ou qu'elle ait été vendue par portions? L'un des détenteurs pourra-t-il forcer la commune usagère à accepter un cantonnement partiel, ou obliger ceux qui détiennent les autres portions de la forêt à se réunir à lui pour opérer le cantonnement sur la totalité?

Il est bien certain que le droit d'usage pesant sur la totalité de la forêt, l'indivisibilité du droit s'oppose à ce que la commune puisse être forcée de n'accepter le cantonnement que sur une portion (1). L'action doit donc être dirigée ou consentie par les divers détenteurs. Et si l'un refuse d'adhérer à la demande formée par l'autre, je ne vois pas qu'il puisse y être forcé; alors le cantonnement devient impraticable.

Cette question s'est présentée à la cour de Besançon dans l'espèce suivante.

La commune de Dournon est usagère dans une forêt appartenant à l'Etat, laquelle est traversée par une route formant la limite de deux départemens. La partie située sur le Jura a été aliénée par le gouvernement, et MM. Bailly-Vandel, qui s'en étaient rendus adjudicataires, voulant s'affranchir des droits d'usage, ont prétendu forcer l'Etat à en user de même. Le tribunal de Pontarlier avait accueilli cette prétention, en ordonnant qu'il serait procédé au can-

(1) V. tom. I<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 68 et 69, pag. 94.

tonnement sur la totalité de la forêt, malgré la résistance de l'administration.

Sur l'appel du préfet du Jura, je soutenais pour l'Etat que, d'après le nouveau Code, l'action en cantonnement étant laissée à la libre volonté des propriétaires, l'un d'eux ne pouvait forcer l'autre à prendre cette voie. La commune, de son côté, disait que, ne pouvant être obligée d'accepter un cantonnement partiel, MM. Bailly-Vandel devaient être déboutés de leur demande, dans le cas où le refus fait par l'Etat serait jugé légitime.

Et par arrêt du 9 juillet 1831, la cour, réformant le jugement de première instance, a rejeté la demande en cantonnement :

« Attendu que le droit d'usage concédé à la commune  
» de Dournon dans la forêt de Chalesmes, appartenant  
» autrefois en totalité à l'Etat, constitue une véritable ser-  
» vitude en faveur de ladite commune ; que, par sa na-  
» ture, ce droit est affecté d'une manière indivisible sur  
» la totalité des bois qui la composent, et pouvait être  
» exercé sur toutes ses parties ; que si, par suite de la  
» division de la France en départemens, cette forêt a été  
» attribuée à différens territoires, cette nouvelle circon-  
» scription n'a été fixée que relativement à l'administration  
» qui devait les régir ; mais que la commune de Dournon  
» a continué à exercer son pâturage et les autres droits qui  
» lui appartenaient en vertu de ses titres, indistinctement  
» sur toutes les portions de l'objet soumis à son usage ; que  
» cette circonstance n'ayant donc pas changé le mode de  
» la jouissance, n'a pu ni le restreindre ni le rendre divi-  
» sible ; qu'il est de principe que l'usager ne peut être  
» forcé de recevoir un cantonnement par parties, puisque  
» son droit portant sur l'ensemble du fonds, il ne peut  
» être racheté que par un paiement unique ; que depuis la  
» promulgation du nouveau Code forestier, le propriétaire  
» seul de la forêt grevée du droit d'usage a la faculté de  
» l'en affranchir moyennant un cantonnement ; mais que  
» cet abandon d'une partie de propriété étant une véri-  
» table aliénation, le possesseur de la servitude ne peut

» forcer celui qui la lui doit à ce délaissement ; qu'on ne peut  
 » non plus soutenir que l'usager a un droit de copropriété  
 » dans la chose qui est grevée du droit d'usage à son pro-  
 » fit, puisqu'il ne peut que percevoir une partie de ses  
 » produits et n'a nul droit au sol, le propriétaire, d'après  
 » la nouvelle loi, étant seul le maître de lui en faire assigner  
 » une partie, pour lui tenir lieu de son usage ; qu'ainsi on  
 » ne peut forcer la commune de Dournon à recevoir tout  
 » à la fois et un cantonnement partiel qui serait fixé sur la  
 » partie de la forêt qui appartient à MM. Bailly-Vandel,  
 » et une jouissance en nature sur celle dont l'Etat est  
 » resté propriétaire ; que ces derniers ne peuvent pas non  
 » plus, par leur demande en cantonnement, priver l'Etat  
 » de la faculté qui lui est accordée de maintenir l'ancien  
 » état des choses, et de laisser la commune de Dournon  
 » exercer ses droits comme du passé. »

### SECTION III.

*Quels sont les droits d'usage à raison desquels on peut former l'action en cantonnement ?*

L'usage peut être personnel ou réel ; il peut avoir pour objet la coupe du bois, ou le pâturage des bestiaux.

643. I. Lorsqu'il s'agit d'un droit d'usage servitude-personnelle, la division du fonds, par forme d'aménagement, peut bien être demandée de part et d'autre ; mais l'action en cantonnement ne peut être forcément exercée ni par le propriétaire, ni par l'usager.

La division par aménagement est proposable, parce qu'elle ne tend point à changer la condition des parties ; et elle doit être communément



accueillie, parce qu'elle a pour but de faire cesser l'indivision dans la jouissance.

Nous disons *communément*, parce qu'il serait possible qu'eu égard à l'exiguïté du droit d'usage, qui néanmoins serait répandue sur tout un domaine, on trouvât des difficultés insurmontables à faire sur le fonds un partage convenable aux intérêts des parties.

Au contraire, la division par forme de cantonnement ne peut être exigée pour opérer le rachat du droit d'usage servitude-personnelle, parce que la valeur de ce droit est absolument incertaine, pris égard à l'incertitude où l'on est nécessairement sur la longévité de l'usager; d'où il résulte que le rachat n'aurait que l'effet d'un jeu purement aléatoire, ce qui fait qu'il ne peut être forcément ordonné, parce que personne ne peut être condamné à jouer son bien.

Nous croyons encore qu'on devrait admettre la même décision à l'égard du droit d'usage qui aurait été concédé à quelqu'un, tant pour lui que pour sa postérité, sans le rattacher, comme servitude réelle, à la possession d'aucun fonds; car, quoique en ce cas la durée du droit d'usage dût être plus étendue, néanmoins son terme étant également incertain, il y aurait toujours même impossibilité d'en faire l'estimation, et même jeu aléatoire dans le rachat.

Ainsi, sous le rapport de sa nature propre, il n'y a que le droit d'usage servitude-réelle, à raison duquel l'action en cantonnement soit recevable.

644. II. En considérant le droit d'usage comme servitude-réelle, la règle générale est que l'action en cantonnement est admissible de part et d'autre pour en opérer le rachat; et cela est sans difficulté, lorsqu'il s'agit d'un droit d'usage qui a pour objet une prise de bois quelconque dans la forêt d'autrui.

Mais doit-on admettre aussi l'action en cantonnement de la part des usagers, lorsqu'ils n'ont qu'un droit de vaine pâture dans la forêt grevée de leur usage?

#### OBSERVATIONS.

645. IL serait inutile de reproduire ici la discussion à laquelle s'était livré l'auteur dans la première édition, sur la question de savoir si, d'après la loi du 28 août 1792, l'usager dans une forêt ne pouvait pas forcer le propriétaire au cantonnement pour le simple droit de pacage comme pour celui d'usage au bois.

Cette question, dont l'affirmative ne pouvait être douteuse, d'après les lois alors existantes, ne peut plus être agitée, puisque, comme on vient de le voir (n° 641), le Code forestier n'admet l'action en cantonnement que pour affranchir la forêt des droits d'usage au bois, ceux de pâturage et de panage ne pouvant être rachetés qu'en argent; et ce n'est qu'au propriétaire que le Code accorde la faculté de demander soit le cantonnement, soit le rachat.

Mais les lois antérieures ne conservent-elles pas leur empire, pour ce qui concerne les propriétés autres que les bois?

L'affirmative me paraît sans difficulté. Ce n'est qu'aux bois proprement dits, que s'appliquent les dispositions du Code forestier; ce n'est que *sur les matières réglées par le présent Code, en tout ce qui concerne les forêts*, que l'article 218 abroge les lois et réglemens antérieurs : ces lois et

réglemens subsistent donc pour toutes les autres propriétés.

Ainsi dans les *prés-bois* et autres terrains , la demande en cantonnement peut encore être formée par les usagers au droit de *bouchoyage*, droit dont il sera question dans le titre de *la jouissance des biens des communes*, et qui est susceptible de cantonnement aussi-bien que le droit de chauffage dans une forêt.

Il en est de même d'un simple droit de pacage sur un terrain étranger au sol forestier. La loi du 6 octobre 1791 regardant cette servitude comme étant susceptible de cantonnement, et la loi du 28 août 1792 ayant accordé aux usagers, sans distinction , la faculté de se faire cantonner , ces dispositions doivent conserver leur force , tant qu'elles ne seront pas abolies par la -puissance législative ; et ce n'est que pour les bois , on le répète , que le Code forestier y a dérogé.

Il y a plus , c'est que la loi de 1791 n'ayant accordé au propriétaire la faculté de rachat pour le droit de vaine pâture qu'*entre particuliers*, sans attacher cette restriction au cantonnement , il en résulte qu'une commune fondée en titre au droit de vain pâturage sur une propriété ordinaire , pourrait demander le cantonnement , sans que le propriétaire pût , en ce cas , s'affranchir de la servitude , au moyen du rachat , dont le Code forestier n'autorise le propriétaire à user , envers une commune , que dans le cas où ce droit s'exerce dans un bois , et lorsque le pâturage n'est pas d'une nécessité indispensable aux habitans , comme on le verra au chapitre dernier de ce titre.

Que le créancier d'une simple servitude de pacage dans un terrain ordinaire , puisse requérir lui-même le cantonnement , tandis que le nouveau Code refuse cette faculté au possesseur du droit d'usage le plus étendu , dans une forêt , cela implique contradiction , il est vrai ; mais la dérogation à une loi positive ne peut s'induire de raisonnement , il faut que cette dérogation soit expresse , et qu'elle ait été portée précisément pour le cas qui se présente à décider.

**646.** En ce qui concerne les forêts , il existe une foule

de titres, en faveur des communes, qui renferment tout à la fois des droits au bois pour chauffage et construction, et des droits de pâturage. Dans ce cas, le propriétaire qui veut s'affranchir des droits d'usage *au bois*, peut-il laisser subsister le droit de pâturage et de panage; et s'il veut aussi se rédimmer de ces derniers droits, sera-t-il obligé d'intenter, tout à la fois, l'action en cantonnement et celle en rachat? Les usagers seront-ils forcés d'accepter une portion de la forêt pour leur tenir lieu de leurs droits d'usage en bois et une indemnité en argent pour leur droit de pâturage?

L'affirmative ne me paraît pas douteuse.

La faculté de demander le cantonnement ainsi que le rachat n'étant accordée qu'au propriétaire, il est d'abord certain que, s'il juge convenable de laisser subsister l'un des droits, rien ne l'empêche de s'affranchir de l'autre. C'est ainsi que cela se pratiquait sous l'ancienne jurisprudence. Dans plusieurs arrêts du conseil, sur lesquels j'ai été à même de discuter devant les tribunaux, j'ai vu, qu'en cantonnant les communes usagères pour leurs droits d'usage en bois, il leur était fait réserve des droits de pâturage dont le propriétaire consentait à souffrir l'exercice.

Dans le cas, au contraire, où le propriétaire voudra s'affranchir de tous les droits qui pèsent sur sa forêt, alors il devra y avoir lieu à deux opérations différentes, à deux estimations diverses, l'une en nature pour l'usage au bois, l'autre en argent pour le droit de pâturage, sans que l'usager puisse exiger d'être indemnisé de l'affranchissement de ces droits d'une seule et même manière, tout en bois ou tout en argent.

En effet, quoique les droits d'usage et de pâturage aient été stipulés dans le même titre, il n'en existe pas moins deux droits absolument distincts, dont l'exercice et l'affranchissement sont soumis, par la loi, à des règles différentes.



## SECTION IV.

*Des bois et terrains sur lesquels on peut exiger le cantonnement.*

647. I. Le cantonnement peut être demandé pour mettre fin à tous les usages servitudes-réelles établis en participation de fruits, sur les forêts et terrains de particuliers, puisque c'est précisément en ce qui touche à ces fonds, que l'action en cantonnement a été introduite par la jurisprudence.

648. II. A l'égard des fonds communaux qui seraient grevés de droits d'usage au profit de personnes étrangères à la commune, quoique ces fonds ne soient pas librement dans le commerce, néanmoins, en ce qui touche à l'exercice du cantonnement, ils doivent être soumis à la même règle que les fonds de particuliers.

La raison de cela est que le cantonnement s'exécute par forme de partage; qu'il en a la nature, et que les aliénations qui ont lieu par cette voie sont forcées.

Cette décision résulte aussi de l'article 8, section 4, de la loi du 6 octobre 1791, rendue sur la police rurale, lequel, statuant sur le rachat qui, entre particuliers, peut être opéré, à dire d'experts, du droit de parcours qui serait fondé en titre, même dans les bois, déclare néanmoins que *c'est sans préjudice du droit de cantonnement, tant pour les particuliers que pour les communautés,*

confirmé par l'article 8 de la loi du 27 septembre 1790, que nous venons de rapporter ci-dessus.

Ainsi, lorsqu'une commune est usagère soit dans une forêt de particulier, soit dans la forêt d'une autre commune, elle peut demander, comme on peut la forcer, à recevoir son cantonnement, puisque la loi veut que le droit de cantonnement ait lieu à l'égard des communes comme à l'égard des particuliers.

Ainsi encore, à supposer qu'un forain ou étranger ait un droit d'usage à exercer dans la forêt ou autre fonds d'une commune, il pourra y demander, comme la commune pourra elle-même le forcer, à recevoir son cantonnement.

Nous disons *un forain* ou *étranger*, car les habitants de la commune n'auraient pas le même droit, aujourd'hui que le partage des fonds communaux leur est défendu.

Mais, en ce qui touche aux étrangers, il n'y a jamais eu et il n'existe pas de défense pour interdire le partage des communaux, et conséquemment l'action en cantonnement doit être admise sur cette classe de fonds, comme sur ceux des particuliers.

649. III. En est-il de même à l'égard des usages qui sont établis sur des bois ou autres fonds nationaux?

Pour la négative, on peut dire que c'est un principe parfaitement avéré, qu'on ne peut aliéner aucun fonds appartenant à l'État qu'en vertu des dispositions d'une loi spécialement consentie par les chambres, et qu'aux termes de l'article 1 du

titre 27, toutes aliénations des forêts, bois et buissons faisant partie du domaine, ont été expressément interdites; qu'en conséquence le cantonnement ne peut être exercé sur les biens de cette classe, puisqu'il emporte aliénation de la portion du fonds qui est cédée à l'usager.

Nonobstant ces raisonnemens, nous croyons que l'action en cantonnement doit être admise à raison des usages établis sur les forêts du domaine, comme à l'égard des forêts des communes ou des bois de particuliers, parce que, si l'exécution du cantonnement entraîne une espèce d'aliénation, c'est là une aliénation forcée comme celle qui s'opère par tout partage destiné à faire cesser l'indivision de jouissance dans laquelle personne ne peut être forcé de rester.

#### OBSERVATIONS.

650. Dans la première édition, l'auteur citait l'ordonnance de François I<sup>er</sup>, du mois d'août 1545, la sentence du 8 novembre 1636, que rapporte Legrand, sur l'article 168 de la coutume de Troyes, et plusieurs décrets et ordonnances récentes pour prouver que jadis le cantonnement était pratiqué dans les forêts royales, et que, depuis la loi du 28 août 1792, plusieurs opérations de ce genre avaient été faites, à la requête des usagers.

L'ordonnance de 1545 et la sentence de 1636 avaient pour objet des aménagemens et non des cantonnemens dont l'institution n'était pas encore connue, ainsi que je l'ai démontré plus haut (1). Quoi qu'il en soit, ces citations sont devenues inutiles au moyen de l'article 63 du nouveau Code, qui, comme on l'a vu, décide que le gouvernement peut affranchir les forêts de l'Etat des droits d'usage au

(1) V. n° 639, pag. 471.

bois par la voie du cantonnement, mais que l'action en affranchissement n'appartient plus aux usagers.

Au surplus, l'administration s'est toujours montrée peu disposée à cette mesure.

Si quelques cantonnemens ont eu lieu avant le nouveau Code, c'est qu'ils avaient été provoqués par les usagers, ensuite de la faculté réciproque que leur accordait la loi du 28 août 1792, et qui se trouve abolie.

Il serait cependant de l'intérêt de l'Etat de faire cesser, par le moyen du cantonnement, une foule de droits dont les forêts domaniales, surtout celles qui proviennent des biens ecclésiastiques, sont grevées, droits que la population des communes augmente tous les jours, et qui finiront par s'accroître à l'infini.

## SECTION V.

### *Des convenances qu'on doit observer dans l'exécution du cantonnement.*

651. Le cantonnement n'est pas un partage dont les lots doivent être tirés au sort, comme dans les cas ordinaires.

Quand il s'agit de partager une succession entre plusieurs héritiers, on peut faire des lots de quotité, pour les tirer au sort, parce que les copartageans ont des droits de parties aliquotes dans le tout; d'où il arrive que le lot de l'un devant être égal au lot de l'autre, on peut faire autant de portions qu'il y a de parties prenantes, pour les adjudger à chacune d'elles par la voie du sort.

On ne peut pas procéder de la même manière avec les usagers, parce que le droit d'usage n'est point une partie aliquote du droit de propriété dans le fonds qui est à partager : il faut donc leur



composer une part qui soit, par estimation spéciale, regardée comme équivalente à la valeur de leur droit, parce que le lot qui leur sera attribué par distraction à prendre sur le tout, doit, en cela, remplir la fonction du paiement de leur créance; et c'est par forme de dation *in solutum* qu'ils deviennent propriétaires exclusifs de la portion qui leur est cédée, plutôt que par l'effet d'un partage ordinaire.

Mais dans quelle partie de la forêt, ou autre terrain usager, doit-on placer cette portion qu'il s'agit d'en distraire au profit des usagers? Comme on n'est pas ici soumis aux arrêts du sort, c'est à l'arbitrage des hommes qu'on doit s'en rapporter sur l'emplacement comme sur l'estimation du canton à adjuger aux usagers; et alors comment doit-on statuer sur les débats qui peuvent s'élever entre les parties, et qui auraient pour objet les convenances locales réclamées de part et d'autre?

C'est encore là une des questions importantes de la matière; parce qu'il est possible qu'il y ait un avantage considérable à être apportonné plutôt dans une partie de la forêt que dans l'autre.

Cette question doit être décidée par application des vérités de principes que nous avons établies plus haut sur l'origine et la nature du droit d'usage servitude-réelle.

La concession des droits d'usage a été faite ou pour attirer, ou pour retenir les colons sur les terres auxquelles ces droits furent attachés comme servitudes-réelles : le principe prédominant de la

concession, comme le motif déterminant de l'acceptation, furent donc de procurer aux usagers, dans la jouissance de leurs usâges, autant d'aïssances qu'il serait possible pour eux-mêmes, et encore autant de facilités qu'il serait possible pour leurs exploitations rurales; et de là il résulte que, quand il s'agit de savoir, entre le propriétaire et les usagers, de quel côté l'on doit faire pencher la balance sur ce qui peut être le plus à la portée de l'un ou des autres, soit dans l'exercice de l'usage, soit dans la délivrance du cantonnement, la question de convenance doit indubitablement être décidée en faveur des usagers, parce que la prime qui leur fut promise dès le principe, ne doit pas consister dans un usage trop difficile à percevoir, et dont les frais ou embarras de perception absorberaient une trop grande partie des avantages.

Il y a ordinairement, sur ce point, une grande différence entre la cause du propriétaire et celle des usagers, en ce qu'il importe peu à l'un de vendre la coupe de son bois dans une partie de la forêt plutôt que dans l'autre, tandis qu'il importe beaucoup à ceux-ci de n'être pas obligés d'aller chercher leurs usages ni leur cantonnement trop loin de leur domicile.

Le principe sur lequel repose cette décision est positivement reconnu, même à l'égard des usagers dans les forêts de l'Etat, par l'ordonnance de 1280, que nous avons citée ailleurs (1), et qui

(1) V. dans la *Conférence des ordonnances*, liv. II, tit. 13, § 1.

porte qu'aux usagers dans les forêts du roi, *seront faites livrées en lieux propres et commodes*. Et la même décision se trouve encore consacrée et appliquée au fait du cantonnement, par l'ordonnance de François I<sup>er</sup>, portant : Qu'aux vrais usagers doit être baillé quelque triage à part *le plus prochain d'eux*, pour leur tenir lieu de leurs usages.

Legrand, sur l'article 168 de la coutume de Troyes, glose 2, n° 7, dit qu'un « arrêt prononcé » le pénultième d'octobre 1555, transcrit par » Vest, chap. 209, fut rendu entre les religieuses, » abbesse et couvent de Jouarre, et les habitans » de Vandenesse et autres, par lequel a été ad- » jugée par provision auxdits habitans, la troi- » sième partie desdits bois et pâturage de Van- » denesse, *au lieu le plus commode* et le moins » dommageable aux parties. » Et il dit que « ce » que l'arrêt ajoute que *la tierce partie* serait déli- » vrée au lieu le plus commode, est conforme à » l'ordonnance de Philippe-le-Hardy, qui veut » qu'aux usagers du roi soient faites livrées aux » lieux propres et commodes. »

Le même principe est encore reconnu dans un décret du 21 janvier 1813, que M. Dupin, en son Recueil des lois forestières, p. 398, rapporte dans les termes suivans :

« La commune de Bièvre-les-Egarés avait été » maintenue dans ses droits d'usage sur une forêt » domaniale de la dix-huitième conservation, et » elle avait formé une demande à l'effet d'obtenir » un cantonnement de trente hectares dans une » partie de la forêt qu'elle avait désignée; mais

» lors de l'expertise faite en présence des agents  
» forestiers, et des maire et adjoint de la com-  
» mune, l'inspecteur forestier avait requis qu'il  
» fût procédé de préférence à l'estimation d'un  
» autre canton : sur cette observation, le maire  
» avait objecté, au nom des habitans, qu'il ne  
» pourrait consentir à prendre pour cantonne-  
» ment le bois indiqué par l'inspecteur, situé à  
» plus de trois kilomètres, de leur hameau, ledit  
» canton n'étant pas, d'ailleurs, abordable en  
» hiver.

» Néanmoins les experts avaient déféré à la ré-  
» quisition de l'inspecteur forestier, et assis le can-  
» tonnement sur le canton de bois qu'il avait  
» indiqué. Leur rapport fut approuvé par le pré-  
» fet; mais un décret, en date du 21 janvier 1813,  
» fondé sur ce que les experts n'étaient ni ne  
» pouvaient s'établir juges entre l'administration  
» forestière et les usagers, sur la fixation du lieu  
» du cantonnement, a prononcé l'annulation de  
» l'arrêté du préfet, et ordonné qu'il serait procédé,  
» par de nouveaux experts nommés contradictoi-  
» rement, à l'évaluation des droits d'usage, et à  
» la fixation d'un cantonnement en remplacement  
» desdits droits, et que, dans le cas où les parties  
» ne se trouveraient pas d'accord sur la fixation  
» du lieu de cantonnement, elles seraient ren-  
» voyées devant les tribunaux pour y être sta-  
» tué. »

Il résulte de tout ce que nous venons de dire  
et d'exposer dans cette section,

1° Què, dans les questions de cantonnement,



les tribunaux sont appelés à statuer sur les débats qui peuvent avoir lieu relativement aux convenances de localités, comme sur ceux qui s'élèveraient sur le fond du droit des parties;

2° Qu'en thèse générale, les usagers doivent obtenir la préférence sur le propriétaire, en ce qui touche aux convenances de l'emplacement à donner à la portion de terrain qui leur est cédée par forme de cantonnement.

Nous disons *en thèse générale*, parce qu'il en devrait être autrement, si le propriétaire devait souffrir trop de dommages du cantonnement qui serait ainsi rigoureusement exécuté, et que c'est avec ce tempérament d'équité que la règle à suivre dans ces cas, nous est indiquée par les ordonnances dont nous avons rapporté les textes plus haut.

## OBSERVATIONS.

652. LES ordonnances de 1280 et de 1545 n'étaient relatives qu'à de simples aménagemens, puisqu'à ces époques, encore une fois, on était loin de songer au cantonnement. Il en est de même de l'arrêt de 1555, qui, comme le rapporte Legrand, avait adjugé par provision, aux habitans de Vandenesse, le tiers des bois du monastère de Jouarre, au lieu le plus commode et moins dommageable *aux parties*, « sauf à restreindre ledit tiers s'il y échet, » duquel tiers lesdits habitans useraient *pour leurs usages* » selon les ordonnances et arrêts de la cour *comme bons usagers*, sans les gêner ni dissiper. » Ces termes prouvent jusqu'à l'évidence qu'il n'était pas question de cantonnement, mais d'un simple aménagement provisionnel. Si j'insiste sur cette remarque, c'est qu'elle me paraît importante. En effet, le propriétaire ayant le droit de faire

cantonner les usagers qui ont été aménagés, sur la portion de forêt qui leur avait été accordée en aménagement, comme je l'ai démontré (n° 630), il est essentiel, par conséquent, de ne pas confondre l'aménagement avec le cantonnement; et pour cela il faut s'attacher aux époques où se pratiquaient ces deux opérations tout-à-fait diverses.

Revenant au point traité dans cette section, la doctrine de l'auteur n'en est pas moins incontestable. Il est bien certain que pour le cantonnement on doit consulter la convenance de l'usager, comme on le faisait jadis pour l'aménagement.

## SECTION VI.

*Comment doit-on procéder sur la demande en cantonnement?*

655. Pour arriver au cantonnement, il y a une instruction préparatoire à acquérir, et c'est de cette instruction que nous avons à nous occuper dans la présente section, sauf à examiner, dans la section suivante, la question du fond portant sur la proportion suivant laquelle la division de la forêt devra être opérée.

Le cantonnement est un partage, ou pour mieux dire encore, c'est un rachat qui s'opère au moyen d'un partage; il faut donc, sous l'un et l'autre points de vue, recourir à une expertise qui sera faite par trois personnes choisies pour estimer les droits des parties et former des lots correspondant à leur estimation.

Lorsqu'il s'agit d'un cantonnement à régler dans une forêt de l'Etat, l'un des experts doit être nommé par l'administration agissant ou défendant au nom du gouvernement, un autre par la partie

contradictoirement intéressée, et le troisième par le président du tribunal d'arrondissement de la situation de la forêt (1).

Lorsqu'il ne s'agit que de forêts communales ou de bois privés, les experts doivent être nommés suivant la forme ordinaire et de la manière prescrite par le titre 14, livre 2, du Code de procédure; et dans tous les cas, ils doivent faire le serment requis, ou par-devant un commissaire du tribunal, ou par-devant le juge de paix des lieux, commissionné à cet effet.

654. Si le cantonnement était un partage ordinaire, dans lequel chaque partie prenante dût emporter une partie aliquote du tout, il serait absolument nécessaire de commencer par bien déterminer l'état et la consistance de la forêt, pour y former les lots des copartageans dans la proportion de leurs droits.

Mais le cantonnement est un rachat; en conséquence de quoi il peut n'y avoir pas toujours nécessité absolue de reconnaître préalablement la consistance de la forêt, comme s'il était indispensable de rechercher quelle est la portion qui devra rester au propriétaire.

(1) Voyez l'art. 2 du décret du 11 juillet 1812, n° 8125, tom. 17, pag. 20, 4<sup>e</sup> série; — et la circulaire administrative du 24 février 1813, n° 488.

\* Le décret impérial du 11 juillet 1812 n'a eu d'autre objet que celui de déterminer *la forme et les conditions des actes d'échange avec le domaine de la couronne*. L'article 2 de ce décret ne peut donc recevoir d'application aux cantonnemens. V. *infra*, n° 659.

Ce qu'il faut absolument reconnaître, c'est le montant et la valeur des usages qu'il s'agit de racheter, afin de pouvoir acquitter la créance après l'avoir exactement liquidée, créance qu'il faut payer entièrement, parce qu'elle est entièrement due, et qu'il faut payer nonobstant qu'il ne resterait qu'une moindre portion de forêt au propriétaire; parce que le créancier est en droit d'exiger tout ce qui lui est dû, sans être tenu d'en souffrir aucun retranchement pour le laisser au débiteur.

Cette observation est surtout importante dans les cas très fréquens où il y a eu, par la suite des temps, des défrichemens plus ou moins considérables, pratiqués par les propriétaires en diminution des forêts usagères, défrichemens qui n'ont pu atténuer en rien la somme des droits des usagers.

On pourrait donc, rigoureusement parlant, opérer le cantonnement, et l'exécuter d'une manière très juste, en estimant simplement la somme des usages, et en cédant aux usagers une portion de la forêt égale à l'estimation de leur droit, sans faire aucune reconnaissance du surplus, ou s'embarasser de la reconnaissance de la portion qui restera au propriétaire; et c'est ainsi qu'un cantonnement fut réglé au conseil d'état du roi par arrêt du 7 septembre 1779, que nous rapporterons ci-après.

655. Cependant, comme on ne peut trop chercher à éviter toutes erreurs et toutes surprises, il est important de commencer par bien vérifier en quoi consiste la forêt usagère et quel est son état de production. Pour cela,



Il faut, 1° en bien reconnaître les limites et les confins, et faire cette reconnaissance contradictoirement avec les riverains.

Il faut, 2° en déterminer exactement la contenance ; en faire vérifier le plan, s'il y en a un, ou en faire lever un, s'il n'y en a point encore :

Il faut, 3° s'il y a eu des défrichemens, ou des ventes partielles opérées par les propriétaires sur la forêt usagère, les signaler et les renfermer avec leur contenance dans le plan, parce que les usagers ne doivent point en souffrir.

Il faut, 4° faire marquer sur le plan général la distinction des climats ou cantons particuliers qui seraient peuplés de diverses espèces de bois ; ceux où il y aurait des claires-voies ou des portions peu peuplées, et signaler spécialement la contenance de chacun de ces cantons.

Il faut, 5° faire l'estimation du sol, non pas généralement pris, mais en la rattachant au parcellaire des cantons qui seront spécialement estimés.

Il faut, 6° procéder à l'évaluation de la superficie en distinguant le taillis des futaies ; comme encore en distinguant les diverses essences de bois, surtout par rapport à la nature du sol qui serait propre à produire plutôt les uns que les autres, et cette évaluation doit être parcellairement faite (1).

Il faut, 7° et il faut surtout qu'en évaluant le

(1) V. le décret du 20 juillet 1808, bullet. tom. 9, page 26, 4<sup>e</sup> série.

sol et la superficie, les experts estiment ce que le fonds, bien aménagé, doit produire annuellement de l'espèce de bois qui est due aux usagers.

Il faut, 8° distinguer la partie de la forêt qui se trouve le plus à la portée ou à la convenance des usagers, et qu'on pourrait en distraire à leur profit sans porter un trop notable dommage de convenance au propriétaire.

Il faut, 9° que les experts aient soin d'indiquer les chemins de traite ou de défruitement qu'il pourrait être nécessaire de pratiquer sur une des parties de la forêt pour desservir l'autre.

656. Toutes ces indications préliminaires seraient certainement bien suffisantes pour procéder en pleine connaissance de cause, s'il ne s'agissait que d'un partage ordinaire dans l'exécution duquel il n'y eût autre chose à faire qu'à adjuger des portions de quotité connues, aux diverses parties intéressées, parce qu'en prenant les estimations du sol et de la superficie pour unique base, on n'aurait plus à opérer que sur des chiffres; et c'est ainsi que l'administration forestière paraît l'avoir envisagé dans sa circulaire du 24 février 1813; mais elle a commis une grande erreur, si elle a pensé que les instructions par elle données dans cette pièce, fussent assez complètes pour être applicables à la formation des cantonnemens. Quelque exact que puisse être le tableau matériel de la forêt, il ne représente encore qu'une face de la chose, et il faut nécessairement rechercher encore, d'autre part, quel est le montant des droits qu'il s'agit de payer aux usagers.

Le cantonnement est un partage, mais un partage qui participe du rachat : telle est l'idée mère d'après laquelle on doit procéder ici.

Il y a deux questions à distinguer dans tout partage, l'une de droit, l'autre de fait.

La question de droit consiste à savoir quelle est la quote-part qui doit revenir à chacun des copartageans sur la masse qui est à diviser. Dans le partage d'une succession, par exemple, la question de droit consiste à savoir si tous ceux qui se présentent comme héritiers sont appelés à recueillir chacun des portions égales, ou si les uns, venant par droit de représentation ou par droit de ligne, doivent emporter des parts plus fortes que celles des autres.

La question de fait se rapporte à l'opération matérielle du partage; elle consiste à faire la division de la masse, entre les parties prenantes, de manière que le lot de chacune d'elles soit autant que possible égal au droit qu'elle avait dans le tout.

Dans les partages ordinaires qui doivent s'exécuter ainsi, la question de droit dérive toujours de la disposition immédiate de la loi ou du testament, et s'il s'élève du doute à cet égard, cette question doit toujours être préjudiciellement décidée avant qu'on puisse en venir à l'exécution du partage : en conséquence de quoi les experts nommés pour opérer la division de la masse commune, n'ont jamais à s'occuper de la question de droit, laquelle est entièrement en dehors de leur commission et de leur compétence.

Il n'en est pas de même du partage par lequel

il s'agit d'opérer le cantonnement. Ici la proportion des parts qui doivent revenir aux copartageans dans la forêt usagère, est absolument indéterminée et inconnue; en sorte que ce n'est que par le moyen de l'expertise elle-même qu'on doit d'abord chercher à fixer les bases de la question de droit avant d'en venir à la division du fonds.

Il ne suffit donc pas aux experts d'avoir bien reconnu la consistance de la forêt et d'en avoir formé le tableau dont nous avons parlé ci-dessus : ce n'est encore là qu'une partie de leur opération; et ce n'est que la partie la moins nécessaire, puisqu'on pourrait absolument s'en passer, ainsi que nous l'avons dit ci-dessus : il faut de plus, et il faut de toute nécessité, qu'ils procèdent à l'estimation des usages, afin de déterminer le montant de ce qui est dû aux usagers dans le produit de la forêt; puis ils doivent rechercher quel doit être, par aperçu, l'étendue de la portion qu'il conviendrait leur céder, comme pouvant justement servir au rachat de leur créance; et tout cela doit être soigneusement signalé et expliqué par détail, dans le rapport d'expertise, pour mettre le tribunal à portée de prononcer en pleine connaissance de cause sur l'homologation de ce rapport, ou les rectifications qui en seraient demandées de part et d'autre.

657. Prenons pour exemple l'un des cas qui se présentent le plus souvent dans l'usage, et supposons qu'il s'agisse de former le cantonnement d'une commune usagère en bois de chauffage, dans la forêt de son ancien seigneur.



Pour apprécier le montant des usages, les experts devront d'abord s'assurer du nombre des feux qui sont à alimenter par le chauffage : ils détermineront ensuite la quantité de bois qui doit être annuellement consommée par chaque feu, en prenant pour base un usage exercé civilement et avec la modération que le bon père de famille sait mettre dans la dépense de son ménage.

S'il y a quarante feux dans la commune, et qu'il soit reconnu que 15 stères de bois sont nécessaires à la consommation de chaque feu, le montant du produit annuellement dû aux usagers sera, par-là même, reconnu s'élever à 600 stères de bois de chauffage.

Si, d'après les titres des usagers, leur usage porte aussi sur les bois nécessaires à la confection de leurs meubles aratoires, les experts devront encore s'assurer du nombre des charrues, herses, voitures et charrettes habituellement employées dans le lieu, comme nécessaires à l'exercice de la culture des habitans, et augmenter la masse des usages de tout le produit qu'ils estimeront nécessaire à remplir spécialement ce besoin, suivant le calcul qu'ils en auront fait.

Si le droit d'usage s'étend au bois de construction et réparations des maisons, les experts devront compter le nombre et vérifier l'étendue des bâtimens à l'avantage desquels la servitude aura été établie, et estimer en conscience le nombre des arbres futaies qu'ils croiront nécessaires pour remplir annuellement cette destination.

Si le titre des usagers ne leur donnait le droit

qu'à la prise des bois mort et mort-bois, qui ne forment qu'un produit bien restreint, les experts devraient, comme dans le cas du droit de parcours, estimer la valeur annuelle de ce que la forêt peut fournir dans ce genre de produit; et en supposant que le tout fût nécessaire à la consommation des usagers, il faudrait aussi le capitaliser entièrement pour pouvoir en opérer le rachat au moyen de l'abandon d'une portion de forêt qui serait capitalisée à l'équivalent.

Mais si, pris égard au petit nombre des usagers et à l'amplitude de la forêt, tous les bois mort et mort-bois n'étaient pas nécessaires à la consommation de leur chauffage, on ne devrait estimer et capitaliser que la quantité qui leur serait annuellement due, pour la compenser par la cession d'un canton capitalisé à l'équivalent.

Enfin, s'il ne s'agissait que d'un droit d'usage à la coupe des échalas pour le service d'un vignoble, les experts devraient d'abord s'occuper de la quantité qui en serait annuellement nécessaire pour servir de tuteurs aux vignes maintenues en bon état d'entretien; ils devraient ensuite estimer et capitaliser cette valeur, pour qu'on pût opérer conformément à ce que nous venons de dire sur les espèces précédentes (1).

Nous avons commencé cette section par l'indication des mesures à prendre de la part des experts,

(1) Voy. sur l'objet de cette estimation ce que nous avons remarqué dans notre *Traité d'usufruit*, au chap. 27, sous le n<sup>o</sup> 1197, à la note 2.

pour parfaitement constater la possibilité de la forêt, et c'est là la première partie du tableau que doit présenter leur rapport; et nous venons d'indiquer aussi les diverses mesures qu'ils ont à prendre pour constater la somme des usages qu'il s'agit de racheter par un équivalent pris en nature sur la forêt; et c'est là la seconde partie du tableau qu'ils avaient à composer.

Mais toute cette opération n'est encore que préparatoire : c'est une instruction indispensablement nécessaire pour conclure au cantonnement; mais elle n'est pas le cantonnement lui-même.

Les usagers vont acquérir une qualité qu'ils n'avaient pas : ils doivent devenir propriétaires du canton qui leur sera délivré en rachat de leurs droits; sur quelle base et dans quelle proportion faudrait-il donc estimer la différence entre le droit de propriété qu'ils auront acquis, et celui d'usage qu'ils avaient auparavant? Si c'est pour eux un avantage d'être rendus propriétaires, l'étendue de la portion de bois qui leur sera cédée devra être d'autant moins considérable, et ils ne devront pas obtenir un canton qui doive leur produire la même somme d'émolumens que celle qu'ils percevaient auparavant sur toute la forêt, autrement ils obtiendraient plus qu'il ne leur est dû; il faut donc rechercher une base d'après laquelle on doive estimer cet avantage, et voir s'il n'est pas compensé, pour le propriétaire, par le résultat du cantonnement même. Telle est la question du fond que nous nous proposons d'examiner dans la section suivante.

## OBSERVATIONS.

Sur la manière de procéder au cantonnement, trois choses sont à considérer : 1<sup>o</sup> la forme de la procédure; 2<sup>o</sup> les bases de l'instruction; 3<sup>o</sup> les frais que nécessite cette opération.

658. I. Les articles 112, 113, 114 et 115 de l'ordonnance réglementaire tracent le mode d'exécution de l'article 63 du Code, pour ce qui concerne les forêts de l'Etat.

La proposition du cantonnement doit être adressée par le conservateur au directeur-général, qui la soumet au ministre des finances : et si ce ministre approuve, alors il prescrit au préfet de procéder aux opérations préparatoires, afin de mettre l'administration à même de faire une offre aux usagers, et de tenter ainsi le cantonnement à l'amiable.

Ces opérations préparatoires sont faites par un expert choisi par le directeur des domaines, et deux agens forestiers désignés l'un par le conservateur, l'autre par le préfet.

Ces experts estiment, *d'après les titres des usagers*, quelle est la somme fixe *en argent* représentant les droits d'usage, et désignent la partie de bois d'une valeur équivalente à abandonner pour le cantonnement. Le procès-verbal doit détailler l'assiette, l'abornement, l'essence dominante, l'évaluation en fonds et en superficie du canton désigné par les experts, ainsi que les avantages résultant des routes, rivières ou canaux qui servent aux débouchés, et de la proximité des villes et usines à la consommation desquelles les bois sont employés.

La proposition du cantonnement, fixée de cette manière, est signifiée par le préfet aux usagers.

Si ceux-ci acceptent, alors il en est passé acte entre eux et le préfet. Le cantonnement s'opère ainsi à l'amiable : cependant l'acte passé avec le préfet ne devient définitif qu'au moyen de l'homologation, par ordonnance rendue sur la proposition du ministre des finances, après avoir pris l'avis de la direction générale des domaines et de celle des forêts.



Mais l'article 115 décide que « si l'usager refuse de  
» consentir au cantonnement qui lui est proposé, et élève  
» des réclamations soit sur l'évaluation de ses droits  
» d'usage, soit sur l'assiette et la valeur du cantonnement,  
» le préfet en référera à notre ministre des finances, lequel  
» lui prescrira, s'il y a lieu, d'intenter action contre  
» l'usager *devant les tribunaux*, conformément à l'art. 63  
» du Code forestier. »

Ainsi le gouvernement n'est lié ni par la proposition du cantonnement, ni même par l'acceptation de l'usager : tant que l'acte passé entre lui et le préfet n'a pas été suivi d'homologation, l'administration est libre de renoncer au cantonnement, en laissant continuer l'exercice des droits d'usage. Ce n'est que la contestation en cause, devant les tribunaux, qui, comme on va le voir, peut former à cet égard un contrat judiciaire.

Les dispositions de l'ordonnance dont on vient de faire l'analyse sont applicables à toutes les forêts soumises au régime forestier; mais elles n'ont pas été rendues communes aux bois des particuliers. C'est au propriétaire à prendre toutes les mesures qu'il juge convenables pour tenter un cantonnement à l'amiable; à cet égard, la loi ne pouvait lui imposer des conditions.

Cependant les particuliers pourraient employer avec succès la formalité d'une offre préliminaire, d'après les bases indiquées par l'ordonnance pour les bois de l'Etat.

**659.** En ce qui concerne ces forêts, de même que pour les bois des particuliers, les opérations préparatoires qui auraient été essayées pour l'offre de cantonnement restent sans valeur, si l'offre n'est pas acceptée. Le recours devant les tribunaux est alors indispensable, de la part du propriétaire qui persiste à demander le cantonnement. L'action, en ce cas, doit être instruite dans les formes ordinaires; le choix des experts n'appartient pas plus à l'administration qu'aux particuliers; il n'y a d'autres règles à suivre que celles qui sont tracées par les articles 303 et suivans du Code de procédure, décidant que les experts seront nommés d'office, à moins qu'ils ne soient convenus

par les parties, cas auquel il leur en est donné acte par le jugement.

Quoique le cantonnement ne dépende que de la volonté du propriétaire, qui ne peut plus être forcé à cette mesure, cependant, lorsque l'action a été engagée devant la justice, alors le propriétaire qui, par le résultat des opérations préparatoires ou autrement, verrait que l'issue de son action lui sera plus désavantageuse qu'il ne l'avait prévu, ne pourrait l'abandonner, à moins que le désistement ne fût accepté par l'usager (art. 402 et 403 du Code de procédure), parce que la contestation en cause forme un contrat judiciaire qui oblige à donner suite à l'action jusqu'au jugement définitif, contrat qui, de même que les compromis et les conventions ordinaires, ne peut être dissout que du consentement des deux parties (1).

**660. II.** En ce qui concerne l'instruction préparatoire, indépendamment des vérifications dont parle l'auteur, il en est une autre non moins essentielle : elle consiste à évaluer les ressources que les habitants de la commune usagère peuvent retirer de leurs propres bois.

L'usage ne pouvant s'étendre au-delà des besoins de l'usager, c'est aussi à ces besoins que doit être proportionné le cantonnement destiné à remplacer le droit. Si donc la commune retire de ses propres bois de quoi pourvoir à une partie notable de la consommation de chaque feu et ménage, le propriétaire de la forêt soumise à l'usage qui, lors des délivrances était seulement obligé de suppléer à ce qui manquait aux usagers, ne peut, par la même raison, être tenu qu'à ce supplément, lorsqu'il est question d'abandonner une portion de la propriété en échange du droit.

Telle est la jurisprudence constante de la cour de Besançon, qui, à raison du grand nombre de forêts situées

(1) Voy. les conclusions et l'arrêt rapportés dans le *Nouveau Répertoire*, au mot *désistement d'appel*, § 1<sup>er</sup>; les conclusions de M. Daniels, qui précèdent l'arrêt du 19 août 1814, dans les *Additions aux Questions de droit*, au mot *péremption*, § 6; et l'arrêt du 9 décembre 1824, D., pag. 131, de 1825.

dans son ressort, et qui sont grevées de droits d'usage, a fréquemment à statuer sur des affaires de ce genre.

Voici même ce qui s'est pratiqué dans l'instance en cantonnement formée par le sieur Chavelet contre la commune de Burgille-les-Marnay.

En vertu d'un premier arrêt ordonnant l'évaluation des besoins et des propres ressources de la commune, les experts avaient estimé que, pour alimenter annuellement les feux et ménages, il fallait (terme moyen) à chacun d'eux quatre cordes charbonnières et cinquante fagots, et que les forêts communales, si elles avaient été conservées en état produiraient de quoi fournir 66 feux de cette quantité de bois. D'après le rôle d'affouage de l'année 1830, époque à laquelle avait été formée la demande en cantonnement, il n'existait que 65 feux et ménages. Le propriétaire prétendait, en conséquence, devoir être affranchi du droit; sans qu'il fût besoin de cantonnement, puisque les bois de la commune devaient suffire et au-delà, pour pourvoir aux besoins de ses 65 feux et ménages.

Mais la commune prétendit que le rôle de 1830 était incomplet; et par arrêt du 14 février 1833, la cour en a ordonné la vérification, en décidant que si les feux et ménages n'excédaient pas le nombre de 66, alors il serait inutile de procéder au cantonnement : « Attendu que, d'après les » bases adoptées par le présent arrêt sur l'étendue et les » produits annuels des bois de la commune usagère, et sur » la quantité de cordes nécessaires à chaque feu et ménage » annuellement, la commune ne justifierait pas de besoins, » si les feux et ménages ayant existé en 1830 n'excédaient » pas le nombre de 66, et que, dans ce cas, toute opération » ultérieure deviendrait inutile et sans objet. »

En conséquence et pour le cas où, le nombre de feux excédant 66, les forêts communales ne seraient plus suffisantes pour alimenter cet excédant, la cour ordonne aux experts « 1° de procéder à la formation d'un capital qui sera le produit de la valeur vénale (frais de coupe et de façon déduits), de quatre cordes charbonnières et cinquante fagots pour chaque feu et ménage, multipliés par vingt, puis ce

dernier produit par le nombre de ménages ayant excédé 66 en 1830 ;

» 2° A la désignation d'une portion de la forêt de la Vaire, le plus à proximité et à la convenance de la commune usagère, sans porter un préjudice notable au propriétaire ;

» 3° A l'évaluation de la valeur vénale de l'hectare de bois dans cette portion, en prenant en considération la valeur de la superficie, d'après l'âge des bois, la valeur du sol, puis la valeur du minerai, s'il en existe ;

» 4° Ordonne qu'après avoir déterminé la valeur de l'hectare ainsi grevé d'usage, les experts désigneront une valeur vénale égale au produit ci-devant déterminé. »

Il est à observer que, pour évaluer les ressources de la commune, le même arrêt y avait fait entrer fictivement la valeur d'un bois qu'elle possédait à l'époque de la constitution du droit, et que depuis elle avait défriché et vendu. Le produit du quart de réserve a été aussi évalué, attendu que le titre de concession était antérieur à l'ordonnance de 1669, qui avait ordonné la mise en réserve, au profit des communes, du quart de leurs forêts, lequel était auparavant destiné, comme le surplus, à l'usage des habitants *ut singuli*.

661. On a vu plus loin qu'en thèse générale, d'après la maxime *præsens tempus semper intelligitur, si aliud comprehensum non est*, qui règle l'interprétation de tous les contrats, le droit d'usage devait être restreint aux habitations existantes à l'époque de la concession, ou du moins à celles qui, ayant plus de 40 ans d'existence, sont réputées anciennes ; mais qu'il en était autrement, quand le titre démontre que l'intention du fondateur a été d'étendre le droit à tous les habitants qui viendront s'établir sur le territoire à perpétuité. Et dans ce cas même l'auteur de ce traité veut que le droit soit restreint, si l'accroissement de la commune provient d'une autre cause que celle résultant de l'étendue ou de la fertilité du territoire, la concession n'ayant eu pour but que de favoriser l'agriculture (1).

(1) V. nos 138 et 140, tom. I<sup>er</sup>, pag. 188 et suiv.



Ce sont là des points qu'il faut aussi vérifier et juger pour établir le cantonnement.

Mais quand, d'après le titre, le droit s'étend à tous les habitans de la commune dont l'accroissement n'est dû qu'à l'agriculture, et non à des établissemens industriels, alors comment fixer d'une manière invariable la partie de forêt destinée à pourvoir aux besoins d'une population qui varie continuellement ? Prendra-t-on, pour évaluer les besoins, le nombre des feux et ménages tel qu'il existait au moment de l'exploit introductif de l'action en cantonnement ? Ne devra-t-on pas avoir égard aux habitans qui seraient survenus ou aux maisons qui seraient bâties pendant le cours d'une instance dont l'instruction peut être longue ?

La cour de Besançon décide, comme on vient de le voir, que c'est au nombre de feux et ménages existant dans l'année où l'action a été introduite qu'il faut s'attacher, sans avoir égard au plus ou moins grand nombre d'habitans qui peuvent survenir ou quitter la commune dans le cours de l'instruction, et cette base me paraît extrêmement juste.

En effet, le cantonnement étant une interversion de titre et devant faire cesser pour jamais l'usage, au moyen de l'abandon d'une partie de la propriété, il en résulte que, quels que puissent être les événemens ultérieurs, il n'y a plus de chances à courir ni pour le propriétaire ni pour les usagers. Que le nombre des habitans de la commune augmente ou diminue par la suite, les parties ne seront pas moins obligées de s'en tenir au cantonnement qui aura été fixé, sans pouvoir requérir plus ou moins. Force est donc de prendre pour base de l'opération un nombre déterminé de feux et de maisons ; et celui qui existe au moment de l'introduction de l'instance est la seule base raisonnable à suivre, puisqu'il en est du jugement définitif en cette matière comme en toute autre, l'adjudé doit toujours se reporter au moment où l'action a été introduite, où le contrat judiciaire a été formé.

662. En matière de cantonnement, l'expertise est le

moyen le plus naturel et le plus efficace pour y procéder en connaissance de cause.

Cependant il n'en est pas ici comme du partage ordinaire, pour lequel l'article 824 du Code civil exige impérieusement une estimation préalable par experts. Cet article n'est point applicable au cantonnement, dont le juge pourrait déterminer les bases, d'après ses propres connaissances ou d'autres documens que l'expertise. Mais les bases une fois fixées, alors il s'agit de partager, et pour opérer ce partage, l'intervention des experts est nécessaire. Ainsi jugé par arrêt de la chambre des requêtes du 23 mai 1832 :

« Attendu que, si depuis 1790 et 1792 l'action en cantonnement, qui, précédemment, ne résultait que de la jurisprudence, dérive de la législation, néanmoins aucune loi n'a fixé aux tribunaux des règles à suivre, soit quant aux bases du cantonnement, soit quant au mode d'instruction pour le régler; que l'article 838 du Code civil, alors qu'en renvoyant à l'article 824, il exige une estimation préalable par des experts, ne s'applique qu'aux partages ordinaires, c'est-à-dire à la détermination des parts, d'après les droits déjà définis et réglés, et point au cantonnement, lequel consiste en une conversion de droits d'usage, en un droit partiel de propriété, c'est-à-dire en une interversion de titre dont les bases ne sont pas fixées, et qui est tellement distincte du partage proprement dit, que celui-ci ne commence qu'après que le cantonnement a été réglé; qu'ainsi la cour royale de Colmar n'a violé aucune loi, en réglant elle-même le cantonnement sans expertise préalable, et qu'elle s'est, au contraire, conformée au vœu des articles 838 et 824 du Code civil, en prescrivant l'estimation par experts relativement au partage, qui est devenu la conséquence du cantonnement réglé (1). »

**663.** III. A l'égard des frais qui, pour arriver au cantonnement, sont considérables, cette opération exigeant plusieurs visites et rapports d'experts, on pourrait distin-

guer les frais nécessaires pour fixer les bases du cantonnement de ceux qu'exige la consommation du partage d'après ces bases.

Quant à ces derniers frais, il est hors de doute qu'ils doivent être supportés par le propriétaire et l'usager, en proportion de ce que chacun d'eux emporte dans la forêt commune, ainsi que cela se pratique dans les partages ordinaires.

Pour ce qui concerne les autres frais, on pourrait dire que le cantonnement étant tout à l'avantage du propriétaire, qui seul a le droit de le provoquer, pour affranchir sa forêt du droit dont elle est grevée, c'est lui qui, par conséquent, doit supporter les frais nécessaires pour fixer les bases du rachat qu'il entend opérer au moyen du cantonnement.

Cependant il est d'usage d'assimiler tous les frais du cantonnement à ceux d'un partage ordinaire, et de les faire supporter aux parties, proportionnellement à la portion de forêt qui, en définitive, est assignée à chacune d'elles, sauf toutefois ceux de ces frais qui seraient occasionnés par de mauvaises contestations, et auxquels devrait être condamnée la partie qui aurait contesté mal à propos.

Je crois même qu'en cas d'offre faite à un usager particulier, avant l'action, ou *à limine litis*, d'une portion de la forêt, si cet usager avait refusé de l'accepter, et qu'il fût démontré, par l'opération des experts, que l'offre était suffisante, alors les frais de cette vérification pourraient être mis à la charge de l'usager, qui les aurait occasionnés, en rejetant une offre raisonnable.

Mais les actions de ce genre concernent ordinairement des communes qui n'ont pas la libre disposition de leurs droits. Et l'on ne saurait accuser de témérité un maire qui ne fait qu'un acte de prudence, en laissant à la justice le soin de déterminer le *quantum* d'un droit pour la fixation duquel il n'a pas capacité suffisante.

L'acceptation d'une offre de cantonnement serait une transaction sur des droits immobiliers, pour laquelle il faudrait remplir les formalités voulues par l'arrêté des consuls

du 21 frimaire an 12 ; et si l'ordonnance réglementaire a tracé les formalités à remplir pour effectuer un cantonnement à l'amiable dans les forêts de l'Etat ; on vient de voir que le traité passé à cet égard avec le préfet ne devient définitif qu'au moyen de l'homologation par ordonnance, ainsi que cela se pratique pour les transactions des communes.

Nous arrivons à la question importante, celle de savoir quelle est la proportion que l'on doit observer dans la détermination du cantonnement. *Hoc opus, hic labor.*

## SECTION VII.

*Dans quelle proportion la forêt usagère doit-elle être partagée ?*

664. Voilà le problème que nous nous proposons de résoudre ici ; mais avant d'exposer tout ce que nous avons à dire sur ce point, voyons d'abord quelles sont les difficultés que les autres y ont trouvées, et comment ils ont raisonné à cet égard.

Le premier jurisconsulte des temps modernes, M. Merlin, s'exprime de la manière suivante, dans le Nouveau Répertoire, au mot *usage*, t. 14, p. 360 :

« Mais quelle est la proportion que l'on doit observer dans la détermination du cantonnement ?

» Cette question n'est pas encore bien éclaircie.

» On a vu plus haut qu'avant l'ordonnance de 1669, six arrêts rendus en 1531, 1553, 1555, 1590, 1621 et 1635, avaient fixé l'aménagement au tiers des usages. Le cantonnement, introduit



» après l'ordonnance', aurait dû naturellement  
» comprendre beaucoup moins, puisque, ren-  
» dant les usagers propriétaires de la partie sur  
» laquelle ils tombent, il leur rend pour ainsi  
» dire, en solidité, ce qu'ils perdent en étendue.  
» C'est sur ce principe que l'arrêt du conseil de  
» 1778 n'a adjugé aux usagers que soixante-cinq  
» arpens sur trois cent vingt-deux, c'est-à-dire, un  
» peu plus d'un cinquième du tout.

» Cependant les arrêts du 16 décembre 1727  
» et du 10 mai 1741, ont fixé le cantonnement  
» au même taux que l'ancienne jurisprudence  
» déterminait l'aménagement, c'est-à-dire au tiers  
» des usages.

» Des arrêts du 24 mai 1726 et du 20 mai 1727,  
» ont porté encore plus loin la faveur des usagers  
» contre les propriétaires : le premier a donné  
» cent soixante arpens aux habitans de Cussy-les-  
» Beaune, et n'en a laissé que deux cents au duc  
» de Nivernais; et le second a adjugé trois cin-  
» quièmes d'un bois à onze communautés qui en  
» avaient l'usage, et n'en a réservé que deux cin-  
» quièmes pour le propriétaire.

» Il résulte de ces variations, qu'il n'y a point  
» d'autres règles à suivre, en cette matière, que  
» celle des circonstances, ou, en d'autres termes,  
» qu'il faut mesurer le cantonnement sur les  
» droits et les besoins des usagers. Une commu-  
» nauté qui a un droit de tourber dans un ma-  
» rais, réuni à celui d'y paître et d'y faucher, doit  
» incontestablement obtenir plus que celle qui  
» n'y a qu'un simple droit de paison; et, toutes

» choses égales, on doit accorder davantage à une  
 » communauté fort nombreuse, qu'à une autre  
 » qui l'est moins. »

OBSERVATIONS. M. Merlin a parfaitement raison de dire que, dans la fixation du cantonnement, il n'y a d'autre règle à suivre que celle des circonstances, puisqu'on ne pourrait pas trouver deux causes de cette espèce qui fussent semblables l'une à l'autre. Jusque-là l'on doit être d'accord avec lui.

665. « Mais, ajoute-t-il, à moins que des raisons de circonstances n'y obligent, on ne doit guère porter le cantonnement au-delà du tiers du fonds usagé.

» En effet, il semble que l'estimation de l'usufruit, qui cependant forme un droit plus étendu que l'usage, n'a jamais excédé le tiers de la propriété. Harmenopule, qui était juge de Thessalonique, nous apprend, liv. 2, tit. 10, § 16, que, dans l'Orient, l'héritier d'un bien grevé d'usufruit pouvait le vendre, en donnant à l'usufruitier le tiers du prix. ( Plaidoyer de M. d'Aguesseau, du 3 avril 1669 ).

» Cette proposition a paru si juste, qu'elle a été suivie dans l'article 27 de l'ordonnance du mois de novembre 1441, pour le rachat des rentes sur les maisons de la ville de Paris. »

Qu'il nous soit permis de le dire, cette suite de raisonnement n'a plus la même justesse que le précédent; car, du moment que le cantonnement doit être mesuré sur les besoins et les droits des usagers, il n'est plus permis d'avancer qu'à

moins que des circonstances n'y obligent, on ne doit pas l'étendre au-delà du tiers de la forêt. Il faut dire, au contraire; qu'il doit généralement comprendre une portion quelconque, fût-ce la moitié, ou les deux tiers, ou les trois quarts de la forêt, et même plus, si tout cela était nécessaire pour acquitter la créance des usagers.

Et d'ailleurs quel parti pourrait-on raisonnablement tirer de cette comparaison du droit d'usufruit, qui est toujours personnel dans l'usufruitier, avec celui d'usage, qui est perpétuel dans sa durée, comme participant de la servitude foncière?

Quel argument peut-on tirer de ce que, dans l'Orient, l'héritier d'un bien grevé d'usufruit pouvait le vendre en donnant à l'usufruitier le tiers du prix? Sans aller aussi loin, n'avons-nous pas la loi du 22 frimaire an 7, qui veut que, pour fixer le droit de mutation, l'usufruit soit toujours estimé à la moitié du prix de la propriété? Et cependant comment pourrait-on conclure de là que l'usufruit est toujours de même valeur, par la raison qu'il est estimé dans le rapport de moitié d'un prix fixe en lui-même? pourrait-on conclure de là que l'usufruit d'un fonds légué à un homme âgé de quatre-vingt-dix ans doit être d'une valeur égale à celle qu'il aurait si le même legs avait été fait à un jeune homme plein de vie et de santé? pourrait-on soutenir une semblable thèse, par la raison que, dans le cas de l'un comme dans le cas de l'autre de ces legs, la loi fiscale veut qu'on estime toujours l'usufruit à la

moitié de la valeur du fonds? Mais puisque le droit d'usufruit n'a et ne peut avoir aucune valeur fixe et connue; puisqu'il ne peut pas être seulement comparable avec lui-même, comment pourrait-il être un juste moyen de comparaison entre des droits de propriété et d'usage avec lesquels il ne peut avoir aucune espèce d'homogénéité?

666. S'il y a eu des arrêts qui n'ont accordé que le tiers de la forêt, aux usagers, pour leur cantonnement, il y en a eu d'autres aussi qui leur en ont accordé bien davantage. Écoutons ce qu'enseigne Saint-Yon à cet égard : « Plus coutumière-  
» ment, dit-il, cela se fait ainsi, non pas toujours,  
» comme par arrêt des juges en dernier ressort du  
» 27 septembre 1586, pour le sieur de Saint-Père  
» du Mont, contre les manans et habitans de Flez,  
» au nombre de quarante-six, de cent quatre-vingt-  
» treize arpens un quartier de bois, en fut adjugé  
» quatre-vingts arpens aux habitans. Par autre arrêt  
» du 11 avril 1589, pour le sieur duc de Nevers,  
» contre les manans et habitans de sieur Pierre  
» de Bagnaux, de trente à quarante arpens de bois,  
» en fut adjugé vingt-cinq aux habitans. Aussi, à  
» mon rapport, j'ai vu débouter un seigneur de  
» partage de quelques usages et pâturages par lui  
» requis, et *les laisser entièrement aux habitans* ;  
» donc il faut tenir que, quand d'une grande  
» quantité de bois et pâturages communaux, eu  
» égard au nombre des habitans, la tierce partie  
» est suffisante ou plus que suffisante pour leur  
» usage, elle leur est adjugée, sinon on leur



» adjuge moitié, ou plus de moitié, ou leur délaisse-  
» t-on le tout, selon qu'on le juge leur être né-  
» cessaire pour la perception de leurs droits, pré-  
» férable à la commodité du seigneur, qui n'est  
» point recevable à demander règlement, sinon  
» quand les habitans ont de quoi se passer largement  
» d'une tierce partie, ou autre part et portion qui  
» leur peut être délaissée (1). »

Filleau enseigne aussi, comme nous l'avons fait voir plus haut (2), que le seigneur n'est pas recevable à demander règlement, *sinon quand les habitans se peuvent passer avec toute commodité d'une tierce partie ou d'autres part et portion.*

Il est vrai que ces auteurs paraissent avoir raisonné pour le cas de l'aménagement comme pour celui du cantonnement, parce qu'on les a souvent confondus l'un avec l'autre; mais il n'en résulte pas moins que c'est toujours à la proportion du montant des usages qu'on doit s'attacher pour fixer le lot des usagers; et c'est conformément à cette doctrine que, par un arrêt du conseil du 7 septembre 1779, statuant sur le cantonnement des usagers dans les bois dépendant de la chartreuse d'Aponay en Poitou, il fut ordonné que 131 arpens 25 perches de bois seraient abandonnés pour les remplir de leurs droits, sans désigner la quantité qui devait rester au propriétaire (3).

(1) SAINT-YON, liv. 3, tit 27, art. 6, à la note n° 3.

(2) Voy. sous le n° 164, tom. I<sup>er</sup>, pag. 236.

(3) Voyez dans le *Recueil par ordre chronologique* de M. Baudrillard, tom. 1, pag. 455.

S'il y a eu des arrêts qui n'ont accordé que le tiers, ou moins, de la forêt aux usagers, cela prouve seulement que dans ces cas les droits et les besoins des usagers ne s'étendaient pas plus loin, et non pas qu'il fût permis de retrancher quelque chose sur ce qui leur était dû.

Et ce qui prouve combien, en cette matière, sont irréfléchis les argumens que l'on s'efforce de tirer d'une espèce à l'autre, c'est qu'il est très possible qu'une commune, qui n'a obtenu, pour son cantonnement, que le quart de la forêt où elle exerçait ses usages, ait néanmoins été beaucoup plus avantageusement traitée qu'une autre commune qui aura obtenu les trois quarts de celle où elle exerçait les siens, parce qu'il peut y avoir une immense disparité entre la contenance de l'une des forêts et celle de l'autre ; entre la population de l'une des communes et celle de l'autre ; entre l'étendue des droits d'usage de l'une et celle des droits de l'autre. Après cela, comment serait-il possible de n'être pas saisi d'étonnement de voir des auteurs graves rechercher, dans de pénibles raisonnemens de comparaison, la solution d'une question dont tous les élémens sont essentiellement disparates partout et sous tous les rapports ?

Au reste, une preuve que la règle générale et prédominante a toujours été de mesurer l'étendue du cantonnement sur l'étendue de la créance des usagers, c'est que nous voyons qu'ils ont obtenu quelquefois environ la moitié, d'autres fois les deux tiers, d'autres fois les trois quarts de la forêt usagère. C'est ainsi

Que, par arrêt du conseil du 25 février 1783, les habitans de la paroisse de Virieu-le-Petit ont obtenu pour leur cantonnement, la quantité de 402 arpens sur 963 dont se composaient les bois et montagnes du marquisat de Valromey, ce qui n'est qu'un peu au-dessous de moitié (1);

Que, par un autre arrêt du conseil du 24 juillet 1787, les habitans et communauté de Bressieux obtinrent par cantonnement, dans les bois dépendant de la baronnie de ce nom, l'adjudication de 1208 arpens sur une contenance entière de 2678 arpens et 56 perches, ce qui s'élève encore à une quotité moindre, mais approximative de la moitié (2);

Que, par un troisième arrêt du conseil du 3 juillet 1781, il fut ordonné que, sur 310 arpens de bois dépendant du prieuré de Saint-Benoît, il en serait distrait 202 au profit des usagers, et par forme de cantonnement (3), c'est-à-dire les deux tiers, à très peu de chose près;

Que, par un quatrième arrêt du conseil du 21 août de la même année 1781, il fut ordonné que les DEUX TIERS justes des bois dépendant de la terre de Lauty, seraient distraits au profit des habitans et leur céderaient en toute propriété, pour leur tenir lieu de leurs droits d'usage (4);

Qu'enfin, et encore par arrêt du conseil du 11

(1) Même recueil, pag. 461.

(2) Même recueil, pag. 474.

(3) *Eodem*, pag. 458.

(4) *Ibidem*.

avril 1780, les habitans de la terre de Menon ont obtenu, pour leur cantonnement dans les bois de cette seigneurie, la quantité de 580 arpens 38 perches, sur 776 arpens 38 perches dont le total était composé, en sorte qu'il n'en est resté que 196 arpens à la comtesse de Damas, en sa qualité de propriétaire; c'est-à-dire que les usagers ont emporté les trois quarts, et qu'il n'en est resté qu'un quart au seigneur (1).

Ces divers arrêts et autres dont nous avons parlé plus haut, suffisent bien pour nous démontrer deux choses :

*La première*, c'est que, si les usagers ont été souvent traités avec trop de dédain, au moins ce n'est pas dans le conseil-d'état de nos rois;

*La seconde*, c'est que le conseil-d'état n'a jamais pensé que ce fût en partant de l'estimation impossible du droit d'usufruit, qu'on pourrait arriver à celle du droit d'usage, puisqu'il n'a nullement suivi cette marche.

667. Aussi, pour peu qu'on y réfléchisse, on reste bientôt convaincu que ce serait-là de toutes les voies la plus trompeuse, puisqu'il faudrait absolument conclure *ab ignoto*; car il n'y a rien au monde de plus inconnu que la vraie valeur d'un droit d'usufruit, puisque l'usufruitier qui se porte bien aujourd'hui peut être mort demain, et qu'ainsi son droit de jouissance, qu'on aurait pu croire, la veille, être d'une valeur considérable, n'existerait plus quelques heures après.

(1) *Eodem*, pag. 456.



Ces comparaisons sont donc tout-à-fait fausses, et si nous étions réduits à nous en servir, nous serions par-là même forcés de convenir que la formation du cantonnement des usagers est une chose absolument aléatoire, et ne peut être comparable qu'à l'effet d'un jeu de hasard. Mais nous ne sommes point dans une position aussi trompeuse. Les droits de propriété et d'usage dans les forêts sont perpétuels l'un et l'autre; sous ce point de vue, ils sont de même nature. Ces deux droits produisent, l'un au profit du propriétaire, l'autre au profit des usagers, des émolumens de même nature; ils peuvent donc être justement comparés ensemble, et nous pouvons arriver à la solution du problème sans recourir à des objets de comparaison qui sont tout-à-fait étrangers à la chose, et qui ne seraient propres qu'à nous égarer.

Nous l'atteindrons, ce point de solution, et nous l'atteindrons avec une justesse égale à celle qu'on peut obtenir dans l'exécution du partage le plus ordinaire, où il y aurait une soulte à estimer en compensation de la mieux-value d'un lot sur l'autre; mais pour cela il faut commencer par écarter deux préjugés qui, quelque accrédités qu'ils soient, n'en sont pas moins évidemment deux sources d'erreurs.

668. Le premier préjugé dont on doit repousser toute idée, comme ne pouvant avoir qu'une influence trompeuse, c'est celui qu'on a toujours voulu puiser dans la jurisprudence des arrêts. Il est, en effet, de toute évidence que le

jugement rendu sur la délivrance d'un cantonnement ne peut être qu'absolument insignifiant pour la formation d'un autre cantonnement, puisque tout gît en fait dans les causes de cette nature.

Celui qui, soit en demandant; soit en défendant dans une instance de cette espèce; veut puiser dans les arrêts de cours un moyen pour soutenir que les usagers qui sont présens en qualité de cause, ne doivent obtenir qu'une telle quantité de bois, ou qu'ils doivent en emporter jusqu'à concurrence d'une plus grande étendue; par comparaison avec d'autres usagers auxquels on en a plus ou moins adjugé, tient un langage si ridicule, que, s'il y a une chose qui doive étonner, c'est l'usage que l'on a si souvent fait d'une argumentation aussi peu réfléchie.

En effet, les droits d'usages qu'on peut racheter par la voie du cantonnement, sont, dans leur consistance, d'une variété tellement indéfinie, qu'on peut dire qu'en cette matière, *nihil est simile sibi*. Ici, les usagers n'ont droit qu'aux bois mort et mort-bois, ou à l'une de ces deux espèces seulement; là, ils ont droit à la coupe du taillis. Ici; ils n'ont droit qu'au bois de chauffage; là, ils ont aussi droit aux arbres de bâtisse pour reconstruire et réparer leurs maisons : ailleurs, ils ont en outre le droit de prendre tout le merrain nécessaire à la fabrication des vaisseaux de leur vignoble, ou des meubles et ustensiles aratoires de leur labourage. Ici, ils ont un droit de parcours joint à celui de la prise de bois; ailleurs, ils n'ont pas le même avantage.

D'autre part, les forêts usagères ne sont jamais de la même étendue; jamais elles n'offrent les mêmes ressources de produits. Ici, il y a eu des défrichemens pratiqués par les propriétaires; là, il y a eu des ventes partielles dont les usagers ne doivent pas souffrir, etc.; etc.

Ce n'est pas tout encore : il faut une moindre quantité de combustibles dans un climat plus chaud que dans un climat plus froid. Il en faut une moindre si le bois est de meilleure essence. Il en faut une moindre pour satisfaire aux besoins d'une petite commune que pour fournir au chauffage d'une plus grande; et, sous tous ces points de vue, on ne trouverait pas deux espèces où les droits des usagers fussent les mêmes.

Cependant l'opération du cantonnement consiste à faire d'abord la liquidation du montant des droits des usagers, pour en effectuer ensuite le rachat par la cession, en toute propriété, d'une portion de la forêt équivalant à ces droits; or, cette liquidation ne peut être justement faite qu'en estimant spécialement pour chaque cantonnement les droits qui sont exercés dans chaque localité; et comme ces droits sont partout différens, soit sous le rapport de leur nature, soit sous le rapport du climat, soit surtout sous le rapport du nombre des usagers, qui n'est jamais le même, comment pourrait-on sérieusement présenter, comme un moyen puisé dans la jurisprudence, un jugement qui aurait ordonné la distraction d'une portion de forêt de TELLE étendue, pour servir de cantonnement à une TELLE commune, et prétendre

en tirer la moindre induction pour établir qu'une semblable portion doit être attribuée de même à une autre commune, pour la remplir aussi de son cantonnement ?

669. Que dirait-on d'un jeune homme qui, devenu majeur, assignerait son tuteur en compte, et qui, sans vouloir s'arrêter à la liquidation spéciale de ses droits pour fixer l'objet de son action, conclurait au paiement d'une somme de 30, 000 l. pour le reliquat du compte demandé, et fonderait ses conclusions sur un arrêt de cour qui aurait prononcé une pareille condamnation dans la cause d'un autre mineur contre son tuteur ? Ou que dirait-on d'un tuteur qui, assigné en reddition de compte pour se voir condamner au paiement du reliquat, offrirait une somme de 300 l., et soutiendrait qu'à tout prendre, on ne peut pas en exiger davantage, parce que c'est là toute la condamnation qui a été prononcée contre un autre tuteur ? La première idée que de pareilles prétentions feraient naître, ne serait-ce pas qu'il conviendrait de remettre en tutelle ceux qui les auraient mises en ayant ?

Ces prétentions, qui paraîtraient si extraordinaires soit dans la bouche d'un mineur devenu majeur, soit dans celle d'un tuteur, sur la fixation de ce qui pourrait être dû à l'un par l'autre, ne sont ni plus ni moins déraisonnables dans la bouche des usagers ou du propriétaire de la forêt grevée d'usage, quand il s'agit de fixer le *quantum* d'un cantonnement, puisque ce *quantum* ne peut toujours être établi, pour chaque cantonnement,



que d'après une liquidation spéciale des droits des usagers, comme le reliquat du compte de chaque tutelle ne peut être fixé que d'après une liquidation spéciale des droits des mineurs.

Concluons donc que les débats qui portent sur la fixation des cantonnemens, ne consistant qu'en questions de faits et de circonstances qui varient à l'infini, la jurisprudence des arrêts ne peut être d'aucune considération pour les décider; que la décision la plus juste, rendue sur une contestation de cette nature, pourrait être le plus mauvais exemple à suivre dans une autre espèce; et que, dans tous les cas, les circonstances toujours spéciales qui ont pu motiver la formation d'un cantonnement, étant toujours inconnues au tribunal qui est appelé à prononcer sur un autre cantonnement, on ne peut, sans faire en quelque sorte une insulte à la justice, se prévaloir du premier jugement pour en obtenir un semblable, puisque les juges ne pourraient le rendre sans prononcer à l'aveugle.

**670.** Le second préjugé que nous avons entendu énoncer plus haut, comme n'étant propre qu'à induire en erreur dans la recherche du cantonnement, c'est la préoccupation qui paraît s'être emparée de plus d'un écrivain sur la matière, lorsqu'ils se sont proposé la question de savoir quelle est, en général, la portion de forêt qu'on doit céder aux usagers pour le rachat de leurs usages, et quelle est celle qui doit rester au propriétaire. Doit-on borner le cantonnement au cinquième ou au quart de la forêt, ou doit-on

l'étendre au tiers ou à la moitié? faut-il communément laisser au maître de la forêt les quatre cinquièmes, ou les trois quarts, ou les deux tiers de son fonds, pris égard à ce que communément la valeur de la propriété doit l'emporter de beaucoup sur celle de la servitude? faut-il que le propriétaire conserve au moins la moitié de sa forêt, par la considération que le droit de propriété ne peut jamais être moindre que celui d'usage?

Toutes ces questions sont vaines, et au moins inutiles : elles sont en opposition avec les principes de la justice commutative; elles sont absurdes en elles-mêmes, et elles sont tout-à-fait impertinentes à la cause du cantonnement.

Elles sont vaines et au moins inutiles, parce qu'elles sont vagues et ne sont fondées sur rien, ni en droit ni en fait. Elles n'ont aucun fondement en droit, parce qu'elles ne se rattachent à aucune disposition législative : elles n'ont aucun fondement en fait, puisqu'il n'y a aucune proportion naturelle entre les valeurs des choses sur lesquelles on les fait porter.

Elles sont en opposition avec les principes de la justice commutative; car le droit d'usage ne peut être une aumône, puisque c'est un droit : on ne peut donc pas dire que, dans le partage à faire, il doit rester au propriétaire une portion quelconque désignée d'avance, comme si celui-ci n'était tenu de céder que ce qu'il voudra : les usagers ne sont pas des hommes mis hors la loi : ils ont le droit de faire liquider leur créance et d'exi-

ger la concession d'un équivalent ; donc jusque-là on ne peut pas dire qu'on ne doit leur délivrer qu'une TELLE portion du fonds, quelle que soit d'ailleurs l'étendue de leurs droits.

Elles sont absurdes en elles-mêmes, parce que la valeur du droit d'usage est incommensurable avec la partie du fonds quotitativement prise. Dire que le droit d'usage qui, en lui-même, n'est qu'une créance ayant pour objet une quantité fixe de voitures ou de cordes de bois à prendre par an, doive être considéré dans sa valeur, comme une partie aliquote du fonds, c'est-à-dire, comme une partie qui est exactement renfermée un certain nombre de fois dans le tout, c'est tout-à-fait déraisonner.

**671.** Elles sont impertinentes à la cause du cantonnement ; car il ne s'agit pas ici de savoir ce qui doit rester au propriétaire, mais bien seulement de fixer ce qu'il doit relâcher aux usagers pour le rachat de leurs usages. Lorsque des créanciers sont aux prises avec leur débiteur, pour faire déterminer le montant de ce qui leur est dû et en obtenir l'adjudication sur lui, on commence par procéder à la liquidation de leurs créances, et on condamne ensuite le débiteur à en faire le paiement, sans s'informer de la quotité de biens qui pourra lui rester après les avoir payés. On doit ici agir de même, et telle est la seule marche qu'il soit permis de suivre pour rendre justice aux parties.

Il faut bien remarquer, en effet, que le propriétaire est ici le débiteur, et que les usagers sont ses

créanciers, parce qu'ils tirent ou sont censés tirer leurs droits de lui.

Le propriétaire a la qualité de débiteur, et il l'a également soit qu'il ait lui-même fait la concession des usages, soit qu'on ne trouve en lui que le successeur de celui qui les avait primitivement établis, parce que, dans ce dernier cas, le fonds ne lui aurait toujours été transmis qu'à la charge d'en supporter la servitude, et qu'en reconnaissant cette charge, il se reconnaît par-là même possesseur obligé à son acquittement.

D'autre part les usagers ont la qualité de créanciers, puisqu'ils sont les successeurs des anciens concessionnaires du droit d'usage.

Que le droit d'usage ait été établi à titre gratuit ou à titre onéreux, cela ne change rien à la qualité des parties; car l'objet d'une donation doit être payé comme celui d'une vente : le propriétaire aura donc toujours la qualité de débiteur, et les usagers celle de créanciers; seulement dans le cas de la donation, ces derniers doivent agir moins rigoureusement contre l'autre, et lui laisser d'une manière plus large ce que peuvent exiger ses aisances, pour ne pas encourir le reproche d'ingratitude, ainsi que nous l'avons déjà observé plus haut.

Nous ne pouvons pas pousser ici plus loin cette discussion, puisque ce point de droit a déjà été amplement développé à la fin du chapitre VIII, titre I<sup>er</sup>, sous les n<sup>os</sup> 144 et suivans, où nous renvoyons le lecteur.

Concluons donc que, pour opérer le canton-



nement, il faut uniquement rechercher quelles doivent être l'étendue et la consistance d'une portion de forêt, pour que la concession qui en sera faite aux usagers puisse les remplir de leurs droits, sans s'occuper de la question de savoir ce qui doit rester au propriétaire.

**672.** Voyons actuellement quelle est la marche qu'on doit suivre pour arriver à l'estimation du rachat des droits des usagers.

Admettons qu'il s'agisse d'une commune usagère ayant le droit de couper, pour tous ses besoins, toutes espèces de bois dans une forêt qui est à sa proximité.

Faisons un moment abstraction du cantonnement qui est l'objet que nous voulons atteindre, et plaçons-nous d'abord dans une hypothèse qui puisse nous offrir un juste point de comparaison pour estimer la valeur de ce qui est à céder pour le cantonnement même.

Supposons donc qu'il ne soit d'abord question que d'assigner à cette commune un aménagement par distraction d'une partie de la forêt, sur laquelle seulement elle exercera son droit d'usage à l'avenir, mais dont elle aura exclusivement tout le produit pour cet objet.

Dans cette hypothèse, les usagers ne doivent pas être rendus propriétaires ; ils ne seront toujours qu'usagers dans la portion de forêt qui leur sera attribuée pour la prise de leurs bois : en conséquence les experts n'auront à opérer que sur la jouissance, sans avoir à s'occuper de la valeur en propriété du fonds.

Ils peuvent se tromper dans leurs estimations , parce qu'ils peuvent n'avoir pas toutes les lumières désirables ; mais ni la loi ni la justice n'abandonne rien à leur arbitraire, et pourvu qu'ils suivent la direction d'une conscience probe et suffisamment éclairée, nous sommes sûrs d'atteindre le but désiré avec le degré de justesse qu'on peut espérer dans tout partage bien réglé.

S'il y a cent feux dans la commune, les experts sont forcés d'en porter cent dans leur rapport, et ils ne pourraient pas en diminuer un seul sans se rendre coupables de prévarication.

S'il faut à la consommation de chaque feu la quantité de quinze stères de bois par an, cet objet s'élèvera à quinze cents stères pour toute la commune ; et en admettant que l'estimation des besoins de chaque feu soit juste, il n'y aura encore rien à rabattre sur cet article.

Si, tout compensé, il faut un pied et demi d'arbres futaies pour l'entretien annuel et les réparations de chaque maison, et que ces bâtimens soient au nombre de quatre-vingts, les experts devront mettre en ligne de compte la coupe annuelle de cent vingt arbres futaies.

Opérant ensuite sur la forêt, et s'attachant à la partie la plus rapprochée ou la plus à portée des usagers, pour y assigner leur aménagement, s'il est reconnu que la coupe du taillis ne doit être faite que tous les vingt ans, et qu'au bout de cette période de temps chaque arpent de cette forêt peut fournir l'équivalent de cent cinquante stères de bois, tant en gros brins qu'en fagotage ,

et qu'il soit reconnu aussi qu'on pourra prendre annuellement douze arbres futaies par arpent, au moyen de la recrue des baliveaux, il faudra, sous l'un et l'autre point de vue, une exploitation de dix arpens par an pour fournir à la commune usagère le bois nécessaire à ses besoins, ce qui porterait déjà l'aménagement total à deux cents arpens, parce qu'il n'y a que cette quantité sur laquelle on puisse prendre, pendant vingt ans, dix arpens par an, et avoir toujours du bois de vingt ans d'âge.

673. Mais l'aménagement ne pourrait être justement borné là, et on devra nécessairement l'étendre plus loin, par la considération qu'au-paravant le propriétaire était chargé des frais de garde et de tous les impôts assis sur sa forêt, et qu'à l'avenir les usagers, qui jouiront de toute la superficie de leur aménagement, devront en supporter les frais de garde et contributions, nonobstant qu'ils n'aient pas été rendus propriétaires du sol, parce que les contributions foncières sont nécessairement à la charge de celui qui jouit exclusivement du fonds, et que telle est la règle observée avec l'usufruitier qui jouit sans être propriétaire.

En admettant que les impôts et frais de garde soient l'équivalent du cinquième du revenu, il faudra augmenter d'autant le canton nécessaire à la production du bois des usagers, ce qui le portera à deux cent quarante arpens.

Il faut nécessairement en venir jusque-là, parce que, rien n'étant changé, ni dans le titre, ni dans

la condition des usagers, ils doivent trouver dans la portion distraite pour leur aménagement toutes les ressources qu'ils percevaient auparavant sur l'ensemble de la forêt : ils doivent les trouver toutes, et les avoir franches comme auparavant : ils ne doivent donc en payer aucune partie, autrement on les constituerait en perte, ce qui ne pourrait être le résultat d'une opération juste.

Tout est de justice rigoureuse de la part des experts vacant à cette opération, parce qu'il ne peut leur être permis de favoriser l'une des parties aux dépens de l'autre.

Et si l'on ne démontre pas que les experts se sont écartés du vrai en estimant trop ou trop peu les objets soumis à leur examen ; ou si leur travail a été soumis à une critique quelconque, et qu'on soit parvenu au dernier terme des vérifications de cette nature, tout sera encore de justice rigoureuse pour le tribunal auquel on demandera l'homologation de leur rapport : il ne pourra délivrer aux usagers ni plus ni moins que ce qui aura été reconnu juste par les estimations des experts, parce qu'il ne peut lui être permis d'adjuger aux uns le bien qui doit rester à l'autre, ou de retrancher une partie des droits des créanciers, pour libérer gratuitement le débiteur d'une partie de sa dette.

674. On voit par-là que cette opération se poursuit et s'exécute, et doit se poursuivre et s'exécuter, sans prendre égard à la question de savoir quelle est la portion de forêt qui devra rester au propriétaire, et que, ne lui en restât-il



que ce qui serait nécessaire à son propre usage, honnêtement estimé, il ne pourrait se plaindre d'aucune injustice.

On voit encore que l'aménagement doit s'exécuter dans chaque localité, sans prendre égard aux arrêts ou jugemens qui auraient été rendus sur de semblables opérations faites en d'autres localités, puisque la portion de forêt qui est à distraire au profit des usagers, ne peut être appréciée par les experts que d'après les titres et le nombre de ceux qui ont droit d'y couper.

En suivant les procédés que nous avons indiqués, et il n'y en a pas d'autres à employer, la commune que nous avons prise pour exemple emportera donc, pour son aménagement, une portion de forêt en contenance de deux cent quarante arpens.

La commune ainsi aménagée ne sera toujours qu'usagère dans la portion à elle adjugée ; mais elle en aura tout le produit de superficie, nonobstant qu'elle n'en soit pas rendue propriétaire.

675. Supposons actuellement qu'il s'agisse d'assigner à la même commune, non pas un simple aménagement qui ne doit pas changer sa condition, mais bien un cantonnement qui doit la rendre propriétaire : ici va se présenter le problème dont la solution consiste à déterminer les valeurs comparatives des droits de propriété et d'usage. L'usager auquel on cède la propriété du fonds acquiert par-là un avantage qu'il n'aurait pas s'il restait dans sa condition d'usager ; il faut par conséquent que cet avantage soit

compensé par une concession moindre de la part du propriétaire, autrement celui-ci se trouverait lésé : le problème se réduit donc à savoir quelle doit être la différence entre l'aménagement et le cantonnement : toute la difficulté est dans l'appréciation de cette différence, puisque par l'aménagement l'usager n'acquiert pas la propriété de la portion de bois qui lui est abandonnée pour en jouir, tandis qu'il devient propriétaire de celle qui lui est cédée par le cantonnement.

Cela étant ainsi, nous sommes déjà bien près de la solution que nous recherchons sur le cantonnement. Reprenons notre hypothèse.

La commune qu'il s'agit de cantonner est composée de cent feux. Il a été reconnu par les experts qu'il fallait, pour satisfaire à ses besoins, le produit annuel de dix arpens, le taillis ayant l'âge de vingt ans, ce qui porte déjà l'aménagement à deux cents arpens, à quoi nous en avons ajouté quarante pour indemniser la commune de la charge des impôts et frais de garde qu'elle devra payer à l'avenir, et que nous avons supposée être équivalente au cinquième du revenu du fonds.

De cette manière la commune, aménagée aura à perpétuité la jouissance exclusive et entière de 240 arpens de bois, sans être néanmoins propriétaire du sol.

**676.** Reste à savoir en quoi peut consister l'utilité du droit de nue propriété qui reste entre les mains du maître, et quelle est l'estimation

qu'on peut lui assigner : or, cette utilité consiste dans les objets suivans :

1° Au propriétaire seul appartient encore le droit de chasse sur la portion de forêt cédée en aménagement.

2° Si cette portion de forêt est adjacente à une rivière non navigable, le propriétaire conservera aussi le droit de pêche.

3° Si l'on trouvait un trésor dans cette même portion, la moitié que la loi attribue au maître du fonds dans lequel il a été découvert, appartiendrait au propriétaire.

4° Si l'on découvrait une mine dans cette partie de forêt, c'est au propriétaire que la redevance annuelle, due par suite de la concession, devrait être payée.

5° Enfin le propriétaire conserve l'expectative de voir son fonds affranchi, si un incendie ou autre cause de destruction en changeait la superficie, ou si les usagers négligeaient de jouir de leurs droits pendant 30 ans (1).

Telles sont les valeurs casuelles qui seraient à estimer par les experts, pour réduire d'autant la portion cédée par forme d'aménagement et la ramener au taux que doit avoir le cantonnement.

Nous avons dit que, dans le cas de l'aménagement, la condition de l'usager n'étant point changée, il était nécessaire d'abord que la portion de forêt assignée à sa jouissance fût telle qu'il pût

(1) V. chap. I<sup>er</sup>, sect. 2, du présent titre.

trouver, dans son produit, tous les émolumens qu'il percevait auparavant sur l'ensemble de la forêt, et que devant, à l'avenir, payer les impôts et frais de garde de cette portion, à la décharge du propriétaire qui les supportait seul avant l'aménagement, il fallait, à cet égard, ajouter encore une augmentation d'indemnité proportionnelle que nous avons fixée à un cinquième, parce que nous savons qu'en général les impôts seuls sont bien équivalens au cinquième des revenus des fonds. Eh bien ! en admettant que la somme des valeurs casuelles dont nous venons de parler, comme restant encore dans le domaine du propriétaire après l'aménagement consommé, soit équivalente à ce cinquième, il en résultera que le cantonnement doit embrasser une étendue de forêt telle que la commune usagère puisse y trouver, en coupes annuelles, tout le produit qu'elle avait le droit de prendre sur l'ensemble de la forêt, et que la charge des frais de garde et d'impôts qui seront désormais à son compte, au lieu d'être à celui du propriétaire, sera une indemnité, ou une compensation suffisante, à raison de la nue propriété qui est cédée par celui-ci ; et qu'ainsi le cantonnement sera de 200 arpens au lieu de 240 qu'il aurait fallu distraire pour former l'aménagement.

Pour arriver à ce dernier résultat, nous avons supposé que les valeurs casuelles et bien accidentelles qui restent encore au propriétaire après l'aménagement consommé, peuvent, prises ensemble, équivaloir au cinquième de la portion



cédée en aménagement; et c'est encore là une chose que les experts auront à estimer.

Il est possible que notre aperçu ne soit pas rigoureusement juste en ce que toutes ces valeurs casuelles, même prises en masse, doivent difficilement s'élever à l'équivalent du cinquième du fonds; mais à coup sûr il faudrait des circonstances toutes particulières, pour en porter la valeur plus haut.

**677.** C'est ainsi qu'en dernière analyse, toute la difficulté du cantonnement se trouve levée par l'estimation de divers droits fort peu importants en eux-mêmes, et dont ceux qui sont le moins incertains, tels que celui de chasse et de pêche, sont de l'appréciation la plus facile.

Sans doute il peut y avoir beaucoup de variantes dans les opérations de cette nature, parce qu'il y a une variation indéfinie dans les droits des usagers; néanmoins comme toute espèce de droit d'usage, quel qu'il soit, est toujours susceptible d'une estimation correspondante à la somme des émolumens qu'il doit produire; et comme les experts peuvent aussi toujours estimer quelle doit être l'étendue de forêt suffisante pour fournir à la prise de cette somme d'émolumens, l'on retombera toujours dans l'application des règles que nous venons de tracer, et toujours on sera forcé d'en reconnaître la justice; car soit qu'on veuille considérer le cantonnement comme un rachat du droit d'usage; soit qu'on l'envisage comme un acte commutatif, passé entre le propriétaire et les usagers; soit qu'on veuille le considérer comme

un acte de partage ; sous tous ces points de vue , l'on arrive forcément au même résultat.

Comme rachat , il ne peut être juste qu'autant que le propriétaire de la forêt en cède un canton équivalent aux droits des usagers.

Comme acte commutatif, il faut, pour son exécution, que des valeurs égales soient, de chaque côté, placées dans la balance.

Comme partage, il faut que, dans le canton qui leur est cédé, les usagers trouvent, en avantages et émolumens, tout ce qui leur était dû sur la forêt entière, parce que telle est la nature du partage, que chaque copartageant doit trouver dans son lot l'équivalent de ce qu'il avait dans le tout avant la division du fonds.

Les principes que nous venons d'établir et la marche que nous avons indiquée pour arriver à un cantonnement juste, sont assurément très faciles à saisir ; cependant, comme il y a une grande variété dans les droits d'usage, et comme nous ne voudrions rien laisser à désirer sur les éclaircissemens d'une matière dans les discussions de laquelle tant d'écrivains se sont égarés, il ne sera pas inutile de descendre encore ici dans des applications de détail, pour indiquer la facilité avec laquelle on peut écarter toutes les difficultés, en suivant la doctrine que nous professons.

678. SUPPOSONS, en premier lieu, qu'ils'agisse d'un droit d'usage qui n'ait d'autre objet que la prise d'échalas pour le service d'un vignoble : il sera facile aux experts d'estimer la quantité de bottes d'échalas que les vigneronns auront à em-

ployer annuellement pour servir de tuteurs à leurs vignes, et le prix de chaque botte sera également très facile à apprécier, parce que ce sont là des choses très connues dans l'usage.

Admettons qu'il faille annuellement 1,000 bottes d'échalas pour la consommation des vignes dont il s'agit, et que chacune des bottes soit estimée à 50 centimes : la totalité de la prise ou de la prestation annuelle sera de 500 francs, laquelle somme capitalisée s'élèvera à 10,000 francs.

Le capital de la dette étant ainsi connu, il ne s'agira plus que de prendre, dans la forêt usagère, un canton à portée des usagers, tel qu'en l'estimant, sol et superficie, il soit en valeur de 10,000 francs, et de l'abandonner aux usagers, en rachat de leur droit d'usage.

De cette manière les usagers deviendront propriétaires du canton qui leur sera cédé, et ils auront en cela un avantage qu'ils n'avaient pas ; mais ils resteront aussi chargés des frais de garde et du paiement des contributions, au dégrèvement du propriétaire.

**679.** SUPPOSONS, en second lieu, qu'il s'agisse de cantonner des usagers qui n'ont droit qu'à la prise des bois mort et mort-bois, les experts auront à parcourir la forêt pour estimer la qualité de produit qu'il est possible d'en tirer annuellement, en se bornant aux deux espèces dues aux usagers, et en se bornant encore à la somme des besoins de chauffage de ceux-ci, à supposer que la forêt soit assez vaste pour fournir au-delà.

Une fois que la quantité de fagots que la forêt

peut fournir en menu-bois et en bois sec , ou que les besoins de chauffage des usagers peuvent exiger, aura été reconnue et arbitrée, il sera très facile d'estimer la valeur de tous les fagots annuellement dus par la forêt, et de capitaliser ensuite la dette qui est à rembourser, par la concession d'une portion de forêt estimée à l'équivalent de ce capital, comme nous venons de le dire en parlant de l'usage aux bois d'échalas; et le cantonnement sera ainsi consommé de la manière la plus juste.

680. SUPPOSONS, en troisième lieu, qu'une commune soit usagère, seulement au droit de parcours, dans les diverses parties d'une forêt, à mesure qu'elles sont déclarées défensables, et qu'il soit question de lui assigner un cantonnement en rachat de ce droit.

Les experts auront à s'assurer d'abord de l'étendue des diverses portions de la forêt qui sont successivement ouvertes au parcours des bestiaux des habitans, pour vérifier, en premier lieu, quelle est l'amplitude et la consistance du pâturage annuel, en formant, au besoin, une moyenne proportion entre les divers triages qui seraient destinés à être successivement exploités, et ensuite ouverts au pâturage, mais qui ne seraient pas d'égales contenance et valeur.

Ce premier point étant une fois arrêté, les experts doivent estimer le produit annuel, en herbes, de la portion de forêt qu'ils auront reconnue devoir être habituellement ouverte aux bestiaux des usagers.



Pour estimer la valeur annuelle de ce fruit en herbes, les experts doivent faire abstraction du bois qui existe sur le même sol, et procéder comme s'il ne s'agissait que de mettre à prix l'herbe d'un pré qui n'en produirait pas plus qu'il n'en ont trouvé dans la forêt. Il suffit qu'ils n'estiment rien autre chose que l'herbe, et que le produit en herbes qu'ils auront estimé soit dû aux usagers, pour que leur estimation porte directement et justement sur l'objet du rachat qui est à opérer.

La valeur annuelle du produit en herbes, qui appartient aux usagers, étant une fois fixée, il n'y aura plus qu'à la capitaliser, comme nous l'avons dit ci-dessus en parlant du rachat du droit d'usage aux échalas, et à concéder aux usagers un canton de bois dont l'estimation du sol et de la superficie sera jugée équivalente au capital de l'estimation du produit en herbes.

Mais pour arriver à un résultat qui soit toujours juste, il faut bien distinguer le cas où le produit en herbes serait totalement absorbé par la nourriture des bestiaux des usagers, de celui où le propriétaire de la forêt en profiterait lui-même pour la nourriture des siens.

A supposer que les usagers seuls soient en possession d'absorber toute cette espèce de produit, il n'y aura rien à diminuer sur le montant du rachat dont nous venons d'indiquer le résultat.

Mais si le propriétaire de la forêt possédait, dans le voisinage, quelques métairies ou domaines dont les fermiers eussent été dans l'usage d'envoyer aussi leurs bestiaux en pâturage dans la même

forêt, il faudrait aussi estimer la proportion suivant laquelle ils seraient entrés dans la consommation du produit total, pour en faire la déduction et accorder en tant moins aux usagers.

Cependant si ces domaines ou métairies du propriétaire étaient situés dans l'enceinte du territoire même de la commune usagère, on ne devrait pas faire la réduction dont nous venons de parler, autrement les fermiers de ces mêmes domaines ne seraient pas, à l'avenir, admissibles au partage des bois qui seraient exploités sur la portion de forêt adjugée en cantonnement; car les usages des autres habitans ayant seuls servi de prix à cette concession, eux seuls auraient le droit d'en profiter; et cela produirait une telle bizarrerie dans la distribution future de ce produit communal, que le propriétaire de la forêt ne devrait pas être recevable à faire adopter un mode de rachat dont elle serait la conséquence nécessaire (1).

681. SUPPOSONS enfin qu'il s'agisse d'opérer un cantonnement avec des usagers ayant le plus ample droit d'usage, soit au bois de chauffage, soit en bois nécessaires à la confection de leurs meubles agricoles et ustensiles aratoires, soit aux bois de construction, pour bâtir et ré-

(1) Le parcours dans un bois ne peut plus donner lieu à l'action en cantonnement. Le propriétaire ne peut s'affranchir de ce droit qu'au moyen d'une indemnité en argent. On verra, au chapitre VII, les règles à suivre pour la fixation de cette indemnité, et quelles en sont les bases.

parer leurs maisons, soit enfin au droit de parcours pour leurs bestiaux.

Les experts devront d'abord s'assurer, 1° de la quantité de bois, ou du nombre de stères et de fagots annuellement nécessaires au chauffage des usagers; 2° de la quantité des bois de service nécessaires à la confection annuelle de leurs meubles de culture; 3° de la quantité d'arbres futaies qui sera aussi jugée annuellement requise pour construction ou réparation de maisons; 4° enfin de la valeur annuelle des herbes destinées à la dépaissance des bestiaux.

Après que toutes ces quantités auront été déterminées, on pourrait convenir que les experts resteraient chargés d'en estimer la valeur annuelle à juste prix, et de les capitaliser ensuite et successivement, pour, après avoir réuni la valeur estimative de tous ces capitaux en une seule masse, déterminer enfin quelle doit être l'étendue du canton de forêt qui, apprécié à la valeur cumulative de tous ces capitaux, devra être cédé aux usagers en paiement de toutes leurs créances.

Mais cette manière de procéder doit être communément dangereuse, pris égard aux variations qui existent continuellement dans la valeur des bois. Si l'opération avait lieu dans une année de cherté, on devrait s'attendre à voir le cantonnement porté trop haut, comme dans le cas contraire, on devrait s'attendre à le voir trop réduire, parce qu'il est de fait que les experts ne se dépouillent jamais de l'idée que font naître les cir-

constances dans lesquelles ils sont placés quand ils opèrent.

Cette forme de procéder par estimation du revenu annuel, pour capitaliser le rachat du droit, comporte encore un autre genre de difficulté qui complique l'opération, et elle résulte de ce que l'usage étant quérable, comme nous l'avons expliqué ailleurs, c'est à l'usager à exploiter son bois et l'aller chercher en forêt; en conséquence de quoi on ne doit pas l'estimer à *tant* le stère, comme s'il était en vente sur le marché : il faut nécessairement en déduire les frais de fabrication, autrement l'estimation de la valeur annuelle de l'usage serait portée beaucoup trop haut, au préjudice du propriétaire.

Mais il faut prendre garde, d'autre part, que si l'on réduisait la créance de toute la valeur des frais qu'entraînerait une exploitation qui serait faite par des ouvriers étrangers, les usagers seraient eux-mêmes fortement lésés, attendu que ce qu'ils fabriquent par leurs propres mains, et surtout en saison morte, leur coûte beaucoup moins.

682. Cependant on est forcé d'adopter ce mode pour parvenir au rachat, lorsque les émolumens qui sont l'objet du droit d'usage n'ont pas d'homogénéité suffisante avec le produit principal du fonds qui doit servir à l'indemnité des usagers, parce qu'alors il faut bien chercher un terme de comparaison estimative dans le signe monétaire qui représente toutes les valeurs.

C'est ainsi que, quand il s'agit de cantonner



des usagers au pâturage de leurs bestiaux, il faut, de toute nécessité, estimer en numéraire la valeur du parcours, pour pouvoir en compenser le droit par la cession d'une portion de forêt telle que son évaluation doive être égale à celle du droit des usagers.

683. Mais lorsque le produit principal du droit d'usage est de même nature que le produit principal de la forêt, il est plus simple de procéder au cantonnement par la comparaison des quantités de mêmes espèces qui se montrent visiblement sur le fonds.

Supposons, par exemple, qu'il s'agisse de cantonner des usagers ayant droit à la coupe du taillis pour leur chauffage; que les experts aient reconnu le nombre des feux qui doivent être alimentés, et estimé ce qui est nécessaire à chaque feu; que le produit total annuellement dû aux usagers soit de 100 stères : étant sur les lieux, ils pourront également et avec la plus grande facilité, pour peu qu'ils soient connaisseurs en cette matière, déterminer la portion de forêt qui devra fournir annuellement ce même produit.

S'il n'est dû que du taillis aux usagers et qu'il y ait des futaies dans la portion de bois qui est à leur convenance, on devra la restreindre dans une juste proportion avec l'excédant de valeur résultant des futaies; ou encore mieux réserver ces arbres pour le propriétaire, qui les fera couper et vendre à son profit.

Mais, si, outre l'usage au bois taillis, les usagers avaient encore le droit à la coupe des futaies, et

que le canton pris comme rachat du droit au taillis ne fût pas suffisant pour l'acquit de leur double droit, les experts devraient capitaliser le déficit pour ajouter à ce canton une valeur suffisante à la pleine indemnité des usagers.

## OBSERVATIONS.

684. LE premier projet du Code avait fixé au tiers de la valeur du fonds grevé d'usage le *maximum* du cantonnement. La commission chargée de la révision a pensé que la loi ne devait rien statuer sur un objet dont l'appréciation était abandonnée à la sagesse des tribunaux.

Cependant plusieurs cours royales ont manifesté le désir que les limites du cantonnement fussent fixées, attendu l'oscillation de la jurisprudence, depuis l'institution de cette mesure.

Mais le cantonnement devant varier suivant la nature des titres, l'importance des droits, les besoins des usagers et l'étendue de la forêt, il eût été difficile de poser aucune base fixe en cette matière.

Il ne faut pourtant pas perdre de vue que c'est dans l'intérêt de la propriété qu'avait d'abord été établi l'aménagement, auquel a succédé l'opération du cantonnement.

« On trouve, dit M. Merlin, le germe du cantonnement dans la combinaison de deux maximes du droit romain : l'une que personne n'est tenu de demeurer dans l'indivision, l'autre que le droit de tirer des pierres de la carrière d'autrui, même moyennant une redevance, ne doit pas empêcher le propriétaire de jouir de son fonds (1).

» Ces deux maximes réunies ont frappé tous les jurisconsultes français et étrangers.

(1) *Non aliter hoc faciat, nisi prius solarium domino præstet : ita tamen lapides cædere debet, postquam domino satisfecerit ; ut neque usus lapidis intercludatur, neque commoditas rei domino adimatur.*  
L. 13, § 1, ff. *communis prædiorum*.

» Duval, de *Rebus dubiis*, traité 7, vers la fin, en conclut directement que l'usage accordé sur une forêt indéfiniment doit être restreint au tiers ou au quart, lorsque le propriétaire le requiert, *nè proprietas domino reddatur inutilis.* »

(A cette citation M. Merlin ajoute celle du président Bouhier (1), et rapporte un grand nombre d'arrêts qui avaient fixé l'aménagement des usagers au tiers ou au quart des bois.)

« Tel a été, ajoute-t-il, jusqu'en 1669, la police des usages : jusqu'alors les propriétaires des bois asservis à des droits d'usage s'étaient contentés de restreindre les usagers à une certaine quantité de terrain, pour en jouir comme usagers, sur le principe que la propriété ne devait pas être inutile à ceux qui ne l'avaient pas aliénée. Cette opération s'appelait *aménagement*, et elle n'avait point d'autre effet que de resserrer les bornes de l'usage sans en changer la nature.

» L'ordonnance des eaux et forêts, qui parut à cette époque, amena insensiblement d'autres idées ; comme elle obligeait les communautés à mettre en réserve le quart des bois qui leur appartenaient, on chercha tous les moyens possibles de multiplier les cas où cette obligation devait avoir lieu, et comme il fallait, pour remplir ce but, que les communautés usagères devinssent propriétaires, on imagina, pour les rendre telles, de substituer le cantonnement à l'aménagement : *Cette innovation est du commencement de ce siècle.*

» Le cantonnement, a-t-on dit alors, consistera à convertir l'usage en un droit de propriété sur une partie des fonds usagers ; ce sera une interversion du titre primitif, ce sera l'établissement d'un nouvel ordre de choses, ce sera, en un mot, un contrat tout différent du premier. Le propriétaire ne pourra y être forcé, parce que personne ne peut être contraint de céder sa propriété ; mais il pourra le requérir, parce que ce sera pour lui un moyen de faire

(1) V. le passage de Bouhier, tom. I<sup>er</sup>, pag. 247.

sortir sa propriété de l'espèce d'inertie dans laquelle le droit d'usage la tient.

» Ainsi raisonnèrent les administrateurs du commencement de notre siècle, etc.

» Il n'existe aucune règle sur la proportion à laquelle le cantonnement doit être fixé. On a vu plus haut qu'avant l'ordonnance de 1669 six arrêts rendus en 1531, 1553, 1555, 1590, 1621 et 1653, avaient fixé *l'aménagement* au tiers des usages. Le *cantonnement*, introduit après l'ordonnance, aurait dû naturellement comprendre beaucoup moins, puisque rendant les usagers propriétaires de la partie sur laquelle il tombe; il leur restitue, pour ainsi dire, en solidité, ce qu'il leur ôte en étendue, et peut-être est-ce par cette considération que l'arrêt du conseil du 10 février 1778, rendu en faveur de M. d'Orléans contre les habitants de Fontaine-aux-Bois, n'a adjugé aux usagers que 65 arpens sur 322, ce qui forme un peu plus d'un cinquième, etc., etc. (1). »

C'est ainsi que M. Merlin envisageait le cantonnement, à une époque où le régime féodal venant d'être aboli, la faveur des communes était prédominante. Telles sont les explications qu'il crut devoir publier alors sur le but de la loi du 19 septembre 1790, à laquelle il venait de coopérer comme législateur. Dans plusieurs parties de la France, l'abolition du triage avait fait croire qu'il ne pouvait plus être exercé de cantonnement de la part du propriétaire contre l'usager. Le comité féodal dont M. Merlin était secrétaire avait donné, à la date du 8 juillet 1790, un avis pour faire cesser cette erreur; et ce fût pour l'extirper entièrement que, sur le rapport du même comité, l'assemblée constituante décréta que « il n'est nullement préjudicié » par l'abolition du triage aux actions en cantonnement » de la part des propriétaires contre les usagers des bois, » prés, marais et terrains vains et vagues, lesquels continueront d'être exercés dans les cas de droit. »

(1) *Recueil général de jurisprudence*, publié en 1790, par M. Merlin, député à l'assemblée nationale, tom. 2, part. 2, pag. 121.



La discussion dont on vient de citer quelques fragmens a été copiée, mot à mot, dans le Nouveau Répertoire. Seulement M. Merlin s'était borné à en tirer, comme on le voit, la juste conséquence que le cantonnement devait comprendre beaucoup moins que l'aménagement, sans poser à cet égard aucune règle fixe; tandis que, dans ses ouvrages postérieurs, il prétend que l'usager ne doit obtenir en propriété qu'une étendue de forêt capable de fournir le tiers des produits qu'il absorbait pour son usage. Cette base par lui établie dans le passage que M. Proudhon vient de citer (n° 664), est reproduite d'une manière aussi positive, dans les Questions de droit.

« Qu'est-ce que le cantonnement, dit M. Merlin, au mot » *interprétation de jugement*, de ce recueil? C'est une opéra- » tion dont le résultat est de convertir un usage indéfini en » propriété déterminée, de rendre l'usager propriétaire » d'une partie du fonds asservi à son droit, de lui donner » moins en étendue et plus en solidité. Si donc j'ai, comme » usager, le droit de prendre annuellement dans une forêt » le produit du tiers de ses coupes, qu'obtiendrai-je par le » cantonnement? le tiers de la forêt en propriété? Non; » cela serait absurde. Je n'obtiendrai en propriété que ce » qu'il faudra pour équivaloir à l'usufruit du tiers de la » forêt. Je n'obtiendrai, par conséquent, que la propriété » du neuvième de la forêt totale, car la jurisprudence n'a » évalué l'*usufruit* qu'au tiers de la propriété. »

Le droit d'usufruit, étant aléatoire, ne peut être susceptible d'aucune évaluation fixe et uniforme : aussi la loi *computationi* 68, ff. *ad legem falcidiam* avait-elle établi une règle de proportion calculée sur l'âge de l'usufruitier et la durée présumable de sa vie. L'usufruit ne peut donc rien avoir de commun avec l'usage servitude - réelle, et M. Proudhon critique très justement ce point de comparaison.

685. Mais l'honorable auteur ne tombe-t-il pas dans un excès contraire? En suivant la marche qu'il indique sous les n°s 672 et 675, en supposant qu'il aurait fallu d'abord aménager l'usager sur une étendue de forêt capable

de produire non-seulement de quoi satisfaire aux émolumens annuels de l'usage, mais un cinquième en sus pour indemnité des impôts et des frais de garde, et que, pour opérer le cantonnement avec justice, il suffit de retrancher ce cinquième, auquel peut être évalué le droit de propriété; le résultat de ce mode de cantonnement serait la cession de la pleine et entière propriété en échange du droit d'usage, ce qui ne peut pas être; car s'il est, en cette matière, un point incontestable, c'est que le cantonnement fait perdre à l'usager une partie des émolumens qu'il retirait de son usage, perte qui est compensée par la valeur du sol; quant aux impôts et frais de garde, ils deviennent une charge de la propriété qu'il acquiert, et il ne peut être question de l'en indemniser (1).

Il est vrai que, dans l'application de son système à diverses espèces de droits d'usage, l'auteur paraît abandonner la marche dont on vient de parler. En formant, comme il l'indique aux n<sup>os</sup> 678 et suivans, un capital des prestations annuelles évaluées en argent, et en prenant, dans la forêt, un canton dont l'estimation, *sol et superficie*, soit d'une valeur égale au capital de ces prestations, la propriété, dans ce mode de cantonnement, serait au moins comptée pour ce qu'elle vaut. Mais au n<sup>o</sup> 683, le savant professeur revient à son premier calcul. Supposant que le produit d'un droit de chauffage ait été évalué à 100 stères annuellement, il veut que l'on détermine la portion de forêt *qui devra fournir annuellement ce produit*.

Entre la trop grande parcimonie de M. Merlin, et la générosité excessive de M. Proudhon, pour les usagers, je crois qu'il convient de prendre un terme moyen; car si l'usage doit être respecté, le droit de propriété n'est pas moins sacré : les deux droits doivent donc être conciliés d'une manière équitable.

Le cantonnement participe du rachat et du partage. Sous

(1) Jadis c'étaient même les usagers qui étaient tenus de pourvoir à la garde de toute la forêt soumise à leur usage. (Ainsi le décidaient les anciennes ordonnances de Franche-Comté.)

le premier rapport, l'usager ne peut jamais prétendre à une valeur excédant le capital des émolumens de l'usage ; et sous le rapport du partage, le propriétaire doit toujours conserver une partie notable de la propriété : son droit est le plus éminent, et ne serait-ce pas trop ravaler ce droit que de le restreindre aux valeurs casuelles et à peu près insignifiantes qui sont détaillées sous le n° 676 ? N'est-ce donc rien que la faculté de pouvoir user et disposer de la chose, sans avoir à craindre, pour l'avenir, la réduction de l'usage, suivant l'état et la possibilité de la forêt et une foule d'autres chances ? L'affranchissement des obligations que la loi imposait à l'usager, pour l'exercice de son droit, ne doit-il pas être aussi compté pour quelque chose ?

Il me semble donc que, pour opérer le cantonnement, il faut s'attacher d'abord à l'étendue et à la possibilité de la forêt qui, par ce moyen, va être soumise à un partage entre le propriétaire et l'usager.

Si la forêt est d'une étendue suffisante, alors rien ne s'oppose à ce que le rachat soit opéré, de manière à attribuer à l'usager une étendue de forêt dont la valeur, tant en sol qu'en superficie, représente le capital des prestations de l'usage. Dans le cas, au contraire, où la forêt ne suffirait pas pour pourvoir tout à la fois aux droits du propriétaire et à ceux de l'usager, alors le cantonnement doit être restreint de manière à ne pas rendre la propriété inutile.

Raisonnons dans ces deux hypothèses.

**686. I.** Si l'étendue et la possibilité de la forêt suffisent pour satisfaire au double droit de propriété et d'usage, alors rien de plus simple.

Le cantonnement est un rachat. S'il devait être opéré en argent, l'usager ne pourrait prétendre qu'à une somme égale à la valeur des prestations annuelles de son usage, capitalisées au cinq pour cent. De ce que le rachat doit être opéré en nature, l'usager peut-il, sous ce prétexte, élever plus haut ses prétentions ? Non, sans doute. Il faut donc évaluer en argent les prestations annuelles de l'usage, puis en former un capital, et estimer ensuite la valeur vénale, tant en sol qu'en superficie, d'une étendue de forêt suffisante

pour atteindre ce capital, laquelle sera abandonnée à l'usager en paiement de ses droits d'usage.

Après avoir indiqué lui-même cette manière de procéder, M. Proudhon prétend (n° 681) qu'elle doit être communément dangereuse, pris égard aux variations qui existent continuellement dans la valeur des bois; que d'ailleurs, l'exploitation étant à la charge de l'usager, et la valeur du stère devant être par conséquent fixée sur pied et en forêt, les usagers seraient fortement lésés, si l'on déduisait les frais d'une exploitation faite par des ouvriers étrangers, attendu que ce qu'ils fabriquent, par leurs propres mains et surtout en saison morte, leur coûte beaucoup moins.

Ces considérations n'ont rien, à ce qu'il me paraît, qui puisse s'opposer au mode de cantonnement qui vient d'être tracé.

En ce qui concerne les frais d'exploitation, l'auteur part toujours du point qu'il était loisible à chaque habitant d'une commune usagère d'aller couper, quand et comme il lui plaisait, le bois nécessaire à ses besoins. Mais d'après les dispositions du Code forestier, il ne peut pas en être ainsi : l'usager est tenu à demander la délivrance, et comme on l'a vu au chapitre III, l'exploitation de la coupe délivrée doit être faite par un entrepreneur spécial, avec défense aux usagers de partager sur pied et de couper *individuellement*, à peine de confiscation de la portion de bois abattu afférente à chacun des contrevenans (1).

En ce qui concerne les variations qu'éprouve la valeur des bois, on pourrait faire la même objection pour toutes les propriétés qui, dans un partage ordinaire, sont données en paiement des reprises et indemnités dues à un époux, par exemple. Cependant la loi veut que les biens soient estimés, suivant leur valeur à l'époque du décès ou de la dissolution de communauté. Pour opérer le rachat en matière de cantonnement, il ne peut pas y avoir d'autre règle à suivre; et quant à la valeur du stère, les experts auront égard, non pas précisément au prix de l'époque à laquelle

(1) V. l'art. 81 du Code, n° 442, pag. 112.



ils opèrent, mais en prenant un terme moyen de plusieurs années, ainsi que cela se pratique pour la prisée de toutes les prestations en denrées.

Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il n'est pas possible que l'usager trouve, dans le canton qui lui sera abandonné, un revenu de même quantité et aussi régulier que celui résultant des délivrances qui lui étaient faites pour son usage, parce que d'abord la juste valeur du sol, étant portée en ligne de compte dans l'estimation du rachat, le prive nécessairement d'une partie plus ou moins considérable des produits qu'il avait droit de percevoir comme usager. Quant à la superficie, le canton à la convenance des usagers peut être peuplé de futaies ou d'un taillis d'un âge avancé, dont il faudra attendre le recrû après la coupe; et si l'usage est borné au bois mort et mort-bois, le cantonnement, qui consistera dans une partie de la forêt peuplée d'essences beaucoup plus précieuses que le menu bois, diminuera d'autant la quotité des produits annuels.

Mais tel est le résultat inévitable du cantonnement. L'usager n'a pas à se plaindre, dès l'instant que son droit est racheté, au moyen d'une valeur égale au capital des délivrances auxquelles il avait droit, puisqu'en vendant le canton qui lui est abandonné, tant en sol qu'en superficie, il en obtiendrait un prix capable de produire un intérêt égal à la prestation annuelle de l'usage.

La capitalisation de ces prestations et l'estimation d'une étendue de forêt de valeur égale, telle est la base indiquée par l'art. 113 de l'ordonnance réglementaire pour fixer l'offre d'un cantonnement dans les forêts de l'Etat (1). Se livrer à toute autre combinaison, ce serait s'égarer, à ce qu'il me semble.

**687.** Telle est aussi la marche qui a été suivie dans une opération à laquelle je viens de coopérer.

Chargé avec quatre de mes collègues de terminer, à l'amiable, une contestation dont la cour de Besançon était saisie, sur appel, entre une commune et un propriétaire,

(1) V. n° 658, pag. 502.

au sujet de la demande en cantonnement formée par celui-ci, nous avons commencé par établir le droit des parties.

Le titre, qu'il datait de 1383, ne parlant que de l'*usage*, semblait borner le droit de la commune au simple chauffage. Mais l'exécution de ce titre, les actes de délivrance émanant des officiers de l'ancienne seigneurie, nous ont convaincus que le droit s'étendait aux bois nécessaires aux constructions et à l'entretien des bâtimens, mais non pour les voitures et instrumens aratoires, attendu qu'aucune délivrance n'avait été faite pour ce dernier objet. Le but de la concession, l'extension du droit à tous les habitans présents et à venir étaient évidens; il ne s'est élevé aucune contestation, à ce sujet; et la commune ne possédant aucun bois, il n'y avait aucune déduction à faire; la forêt soumise à l'usage devait supporter en entier la consommation des habitans.

Les parties étant convenues du choix de trois experts, dont un géomètre, nous les avons chargés d'abord de reconnaître le nombre des feux de la commune et celui des bâtimens existans à l'époque de la demande en cantonnement, en excluant les hangars des moulins et scieries et de toutes autres usines, à moins que les constructions de ce genre ne forment qu'une seule masse avec les bâtimens d'habitation; attendu que l'intention du fondateur avait été de favoriser l'agriculture et non la création des établissemens commerciaux qui depuis quelques années se sont formés, en grand nombre, sur le territoire.

Nous avons invité les experts à nous donner ensuite leur avis sur les points suivans :

1<sup>o</sup> Déterminer en cordes charbonnières cubant 80 pieds, ou en stères, quelle est, tant en cordes qu'en fagots, la quantité de bois nécessaire à chacun des feux de la commune, en prenant un terme moyen de la consommation de chacun d'eux.

2<sup>o</sup> Fixer en argent la valeur de la corde ou du stère, sur pied et en forêt, composée de bois tel qu'il croît dans les forêts soumises à l'usage, et façonnée ainsi que cela se pratique pour les cordes livrées au commerce.

3° Déterminer aussi quelle est la quantité des bois de service nécessaire, chaque année, aux réparations grosses et menues, et à l'entretien des maisons, en s'attachant non-seulement aux poutres, à la toiture et à la carcasse de ce qui est en bois dans les bâtimens (1), mais encore au bois nécessaire pour les planchers, portes, fenêtres et cloisons de l'intérieur. Les experts réduiront en stères cette quantité de bois nécessaire aux bâtimens, et en fixeront, aussi en stères, la valeur sur pied et en forêt.

4° Après ces évaluations de détail, estimer qu'elle est en conséquence la valeur annuelle de la totalité du droit d'usage dû par les propriétaires.

Les experts se sont exactement conformés à ces prescriptions.

1° S'agissant d'une faible population, ils ont vérifié qu'à l'époque de la demande en cantonnement, le nombre des feux et ménages était de 25.

2° Qu'en prenant un terme moyen, la consommation de chaque feu (le village est situé dans les montagnes), devait être de cinq cordes trois dixièmes, plus de 50 fagots.

3° Que l'estimation de chaque corde sur pied et en forêt était de six francs, et celle du demi-cent de fagots d'un franc, ce qui portait la valeur annuelle du droit de chauffage à 820 fr.

4° Que la valeur des bois de service pour les bâtimens divisés en différentes classes devait se monter annuellement à 572 fr. 36 c.

Qu'ainsi la valeur totale des droits d'usage, pour chaque année, se portait à 1392 fr. 36 c.

Sur ce rapport, nous avons, par une seconde délibération, désigné un canton de forêt dont la convenance a d'ailleurs été convenue par les parties, et un autre, en cas d'insuffisance du premier, en invitant les experts d'estimer, après avoir totalisé vingt fois la somme de 1392 fr. 36 c. ;

(1) Il est d'usage dans le pays de bâtir les maisons partie en bois, et de les couvrir en bardeaux.

la valeur d'un nombre d'hectares représentative du capital des prestations ainsi totalisées, en ayant soin de baser l'estimation de la superficie sur la valeur qu'ils ont attribuée, dans leur premier rapport, soit à la corde d'affouage à distribuer par feu, soit à celle des bois de service; de calculer, en conséquence, ce que le canton désigné pour cantonnement peut produire de cordes, suivant le prix fixé dans ledit rapport, en sorte que la commune obtienne, dans la partie de forêt désignée, un canton qui en sol et superficie, estimé comme il vient d'être dit, représente exactement, *d'après sa valeur vénale*, le capital de vingt fois les prestations annuelles tant pour chauffage que pour bâtimens<sup>1</sup>, « attendu, avons-nous considéré, que le cantonnement doit être opéré en nature; que par conséquent la commune usagère doit tenir compte non-seulement de la valeur de la superficie, mais de celle de la propriété, de manière que, si elle vendait à l'instant même le canton qui lui est délivré en cantonnement, elle obtiendrait un capital qui, placé au cinq pour cent, lui produirait juste la valeur de ce qu'elle devait recevoir annuellement. Tel est le résultat que MM. les experts doivent atteindre. »

Nous avons prescrit en conséquence aux experts de rédiger un rapport de cette seconde opération, et de nous en faire connaître les bases particulièrement et en détail, afin de nous mettre à même de juger du mérite des prétentions que chaque partie pourrait élever sur les résultats de l'expertise. Leur rapport, au moment où j'écris, n'est pas encore connu, mais les bases en ont été tracées de manière à prévenir toute erreur.

Je ne présente point ce mode de procéder comme un modèle à suivre en toute circonstance, et sans que l'on puisse s'en écarter; mais s'agissant d'une affaire dans laquelle les vrais principes de la matière devaient recevoir leur application, j'ai pensé qu'il n'était pas inutile de faire connaître les bases adoptées consciencieusement par des arbitres. Dégagés de tout esprit de chicane et animés d'une égale bonne foi, le propriétaire et l'administration de la



commune ont voulu mettre un terme à de longs débats, prévenir les frais et les incidens d'une procédure juridique : c'est pour répondre à leur confiance qu'ont été prises les délibérations dont j'ai cru devoir rendre compte.

On a vu aussi la cour de Besançon suivre à peu près la même marche (1).

688. II. Mais si à raison du peu d'étendue de la forêt, ou de la modicité de ses produits, la presque totalité devait être absorbée par le mode de rachat qui vient d'être indiqué, ou tout autre, la portion à abandonner en cantonnement à l'usager ne devrait-elle pas être restreinte, de manière à laisser au propriétaire une part quelconque dans le partage? La négative semblerait résulter de la doctrine de M. Proudhon, qui, comme on vient de le voir n° 671, assimile le propriétaire demandeur en cantonnement, à un débiteur qui doit être condamné à satisfaire son créancier, sans s'informer si ce paiement ne réduira pas à la mendicité celui qui a contracté la dette.

J'ai déjà eu occasion de faire remarquer le défaut de justesse de cette comparaison, d'après ce qui nous est enseigné par le docte écrivain lui-même. Au chapitre VIII, titre I<sup>er</sup>, il soulève la question de savoir si le propriétaire peut être entièrement privé des produits de la forêt, lorsque le droit d'usage est d'une importance telle qu'il en absorberait la totalité? et il répond que « il » serait contraire à la nature des choses de donner une » interprétation aussi étendue à la concession d'un droit » d'usage, parce que ce serait en quelque sorte convertir » cette concession en un acte d'aliénation du fonds lui-même. Il est plus raisonnable de penser que le fondateur, en concédant un simple usage, a voulu seulement » s'associer les concessionnaires dans la jouissance de sa » forêt (1). »

Ce principe, posé par l'auteur comme devant servir de

(1) V., n° 660, pag. 505, l'arrêt rendu dans l'affaire de la commune de Burgille-les-Marnay.

(2) N° 169, tom. I<sup>er</sup>, pag. 245.

base aux délivrances de l'usage, est applicable, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit d'affranchir la forêt en abandonnant à l'usager une partie de la propriété. Comment serait-il possible de placer en ce cas le propriétaire dans la même position qu'un débiteur ordinaire, lequel peut être exproprié et discuté *usque ad peram, usque ad cutem*. C'est déjà beaucoup que de faire considérer l'usager comme un associé à la jouissance de la forêt; mais en partant de ce point, en supposant que la concession puisse être considérée comme un acte d'association, l'intention des parties n'a été ni pu être que le droit de propriété serait compté pour la moindre part dans cette prétendue société, que ce droit pourrait même un jour devenir illusoire.

Que l'on se reporte à l'époque du contrat. C'est dans des temps où la valeur des bois n'était pas appréciée, que la plupart des droits d'usage ont été accordés, souvent à titre gratuit et toujours moyennant un prix extrêmement minime, pour ne pas dire dérisoire. Ces droits, qui n'étaient rien à l'époque des concessions, sont devenus considérables, la population de la commune usagère s'étant augmentée au centuple. Il est vrai qu'en thèse générale le droit doit être réduit aux anciennes maisons usagères (1). Mais la plupart de ces concessions ayant eu pour but de créer une population, afin de fertiliser le territoire, elles s'appliquent aux habitants à venir comme à ceux qui existaient anciennement; l'accroissement qui en est résulté est au-dessus de toutes les prévisions; telle localité, qui n'était alors qu'un faible hameau, est devenu un village considérable, un bourg, une ville importante; et par la succession des temps la forêt peut être réduite à l'impossibilité de pourvoir aux usages dont elle fut primitivement affectée. Prétendre que, dans cette position, le propriétaire peut être dépouillé de ses droits ou de la presque totalité, ce serait démentir les principes les plus évidens, ce serait donner aux titres une interprétation forcée et contraire à la nature des choses.

Dans quelle vue le cantonnement, qui a succédé à l'amé-

(1) N° 140; tom. I<sup>er</sup>, pag. 190 et suiv.

nagement, a-t-il été établi ? La restriction de l'usage , dans l'intérêt de la propriété ; *nè proprietas reddatur inutilis* , tel fut le but de cette institution.

La jurisprudence confirme cette vérité : je conviens qu'il serait difficile d'appliquer comme règle invariable des arrêts qui ont réduit la part des usagers à une très faible quotité , parce qu'en cette matière tout dépend des circonstances.

Cependant lorsque , dans une multitude d'affaires de la même espèce , on voit que l'usage a souvent été restreint au quart , au cinquième de la forêt et même à moins , quand on remarque qu'il n'a été évalué au tiers que dans le cas où les droits étaient extrêmement étendus , soit à raison de l'importance des titres , soit à cause de la grande population des communes usagères ; que les cantonnemens qui ont dépassé cette quotité sont extrêmement rares et n'ont été déterminés que par des faits extraordinaires , alors il serait difficile de ne pas être convaincu d'une vérité reconnue par les tribunaux de tous les temps , savoir que , dans ce genre de partage , le droit de propriété , loin de pouvoir être sacrifié à l'usage , doit obtenir la préférence.

Il n'y a rien de commun , comme on l'a vu , entre le cantonnement , qui consiste dans l'abandon d'une partie de la forêt , et les anciens réglemens ou aménagemens , qui se bornaient à restreindre , dans un certain triage , l'exercice de la servitude.

Cependant il était rare que la partie assignée en aménagement aux usagers surpassât le tiers de la forêt.

C'est ce que nous apprend Saint-Yon , qui écrivait à une époque où les cantonnemens n'étaient pas connus. « Droit » d'usage et pâturage , dit-il , liv. 3 , tit. 27 , n° 6 , que les » habitans d'une paroisse , ville , bourg ou village ont es » bois et forêts , landes , marais et communes appartenant » en propriété à un seigneur , sont sujets à *réglement* : et en » ce faisant à ceux desdits habitans qui seront demeurant » es anciennes maisons bâties 40 ans auparavant le procès » de *réglement* encommencé , et autres depuis bâties sur

» anciens fondemens et repères , desquelles visitation et  
» description sera faite , *pour tous droits par eux prétendus* ,  
» pourra être baillé et délaissé *une tierce partie desdits bois* ,  
» *forêts* , landes , marais et communes , en une pièce et un  
» tenant , si faire se peut , sinon en deux tout au plus , au lieu  
» plus proche et commode que faire se pourra pour lesdits  
» habitans , et moins dommageable pour ledit seigneur. »

Il est vrai qu'à ces mots *une tierce partie* , l'auteur ajoute en note , *le plus coutumièrement cela se fait ainsi , non pas tousiours* , et il cite comme exception un ou deux arrêts qui avaient assigné pour aménagement une plus grande partie de la forêt ; mais il n'en résulte pas moins que , d'après cet auteur , l'usage à peu près général était que l'aménagement ne surpassait pas le tiers de la forêt.

Et si le tiers était généralement regardé comme étant la portion à laquelle devait être réduit l'exercice du droit d'usage , par la voie de l'aménagement , cette quotité doit être moindre dans le cantonnement , qui a pour résultat de convertir l'usage en droit de propriété. C'est ce que fait observer avec beaucoup de raison M. Merlin , dans le passage cité sous le n° 664. Cependant le grand conseil a souvent fixé , au tiers , le cantonnement des usagers , il est même allé quelquefois plus loin ; c'est ainsi que dans l'arrêt du 20 mai 1727 il ne fut réservé au propriétaire que les deux cinquièmes de la forêt ; mais il faut observer que les communes usagères , auxquelles furent adjugés les trois autres cinquièmes étaient au nombre de onze ; et il ne serait rien resté au propriétaire ( cela est probable ) , si , considéré comme un débiteur personnel , il eût dû être totalement exproprié , pour le paiement de la créance.

Pendant ma longue carrière dans la pratique judiciaire , les nombreux procès qu'a fait surgir l'exécution des lois rendues en faveur des communes , m'ont mis à même de connaître une foule d'anciens arrêts de cantonnement dont il n'est fait mention dans aucun recueil , et j'ai toujours vu le droit de propriété prédominer sur les usages , quels que fussent l'étendue des droits , le nombre des communes usagères et leur population.



L'un de ces cantonnemens les plus remarquables est celui qui a été fixé par arrêt du 21 août 1734, du bureau de la réformation de Franche-Comté, auquel un arrêt du conseil, du 29 novembre 1726, avait renvoyé la connaissance des contestations élevées entre le marquis de Beaufremont et les habitans des communes composant la baronnie de Clairvaux (1).

Les communes usagères qu'il s'agissait de cantonner étaient au nombre de onze, et la petite ville de Clairvaux en faisait partie : l'étendue de leurs titres était telle, que l'exercice des usages paraissait, d'après plusieurs actes, équivaloir à la propriété, que plusieurs de ces communes ont revendiquée, mais sans succès, en vertu de la loi du 28 août 1792. Cependant le cantonnement de toutes ces communes réunies ne fut pas même porté au tiers des forêts de la seigneurie.

L'une de ces communautés entre autres (celle de la Frasnée), avait, indépendamment de ses usages dans les bois de son territoire, en contenance de 250 arpens (bois qui étaient qualifiés de *communaux*), des droits semblables à exercer sur des forêts situées dans d'autres communes de la baronnie, et les habitans de la Frasnée n'obtinent pour cantonnement de tous ces différens droits que la quantité de 60 arpens.

Depuis la nouvelle organisation judiciaire, les affaires de ce genre ont été dévolues aux tribunaux ordinaires, et dans les diverses décisions rendues par ces tribunaux, la faveur qu'inspirent les communes n'a jamais été portée au point de sacrifier la propriété pour la rédemption de l'usage.

(1) Ce tribunal extraordinaire établi par lettres-patentes du 20 novembre 1720 (*Recueil des édits de Franche-Comté*, t. 3, p. 506), pour procéder à la réformation des forêts de l'Etat, était composé de M. Boisot, premier président du parlement de Besançon, l'un des juges les plus distingués du royaume, d'un autre magistrat également éclairé, M. le conseiller de Courbaillon, qui avait été choisi par le roi pour le rapport de toutes ces sortes d'affaires, d'un professeur en droit à l'université, de l'intendant de la province, et du grand-maître des eaux et forêts.

La cour de Besançon a eu à statuer sur une foule de contestations de cette espèce, parce qu'il existe dans son ressort une multitude de forêts. Les arrêts que cette cour a rendus ne pouvaient être fondés sur une base uniforme, mais les motifs qui ont déterminé ces décisions démontrent que, dans les affaires de cette nature, le droit de propriété fut toujours considéré comme le plus éminent.

Ainsi, par arrêt du 19 floréal an 9, une commune qui en 1741 n'avait obtenu qu'un cantonnement de 80 arpens sur 207, a été déboutée de sa demande en révision par le motif « que l'usager ne peut jamais avoir des droits *aussi* » *étendus que le propriétaire*, et que la jurisprudence » constante n'accorde que *le quart*, et rarement *le tiers*, à » l'usager, si ce n'est lorsqu'il y a des circonstances particulières (1). »

Le même motif a déterminé la cour à réformer une sentence arbitrale rendue pour la commune de Champey, et à réduire à 61 hectares, sur une forêt de 450, le cantonnement de cette commune, qui était cependant composée de 131 ménages, « attendu qu'aucune loi n'a fixé la quotité qui doit » être adjugée aux communes, à titre de cantonnement, » dans les bois où elles ont des droits d'usage; que la jurisprudence, soit ancienne, soit moderne, a fixé seulement » en principe, que *le droit du propriétaire était supérieur à celui de l'usager*; etc. (2). »

Et si dans l'affaire de Burgille-les-Marnay, dont l'arrêt a été rapporté n° 660, la cour a ordonné l'estimation d'une quantité d'hectares d'une valeur en sol et superficie égale au capital du produit nécessaire à la consommation annuelle de chaque feu, ce n'était, comme on l'a vu, que pour le cas où le nombre des feux et ménages excéderait celui porté dans le rôle d'affouage de la commune, attendu que les bois communaux suffisaient pour alimenter tous les

(1) *Recueil des arrêts*, tom 1, pag. 34.

(2) *Ibid.*, pag. 267. — Voy. dans le même recueil les arrêts à la date des 14 thermidor an 9, 4 thermidor an 13, et 5 juin 1822, tom. 1, pag. 38 et 143, et tom. 4, pag. 119.

feux compris dans ce rôle ; le cantonnement ne devant être pratiqué que pour l'excédant, s'il y avait lieu : dans l'espèce, la propriété restait donc entière, du moins, le propriétaire ne pouvait être exposé qu'à l'abandon d'une très faible partie.

689. EN RÉSUMÉ, si en matière de cantonnement, il n'y a pas de règle fixe et invariable, cependant l'exercice de cette action est soumise à des principes certains.

1<sup>o</sup> Il ne s'agit pas d'un partage ordinaire dans lequel chaque copropriétaire obtient une portion équivalente à ses droits indivis. Il s'agit au contraire d'une interversion de titre, qui, en attribuant à l'usager la qualité de propriétaire, doit nécessairement diminuer son usage, et lui faire perdre, en étendue, ce qu'il obtient en solidité.

2<sup>o</sup> Lorsque la consistance de la forêt suffit pour pourvoir aux droits du propriétaire et de l'usager, alors rien n'empêche d'opérer pleinement le rachat de l'usage et d'accorder, pour en tenir lieu, une partie de forêt d'une valeur, en sol et superficie, égale à l'évaluation des prestations annuelles capitalisées.

3<sup>o</sup> Mais dans cette opération, le droit des usagers ne doit pas seul être consulté. D'après la nature du titre, le droit du propriétaire est toujours celui qui paraît le plus éminent. Si donc le droit d'usage et la population de la commune usagère sont d'une importance telle qu'en procédant au rachat avec une exactitude mathématique, la totalité ou la plus grande partie de la forêt serait absorbée ; dans ce cas, la spoliation du propriétaire serait d'une souveraine injustice ; le cantonnement non plus que l'exercice de l'usage ne peut jamais avoir pour résultat de rendre la propriété inutile, et le propriétaire doit toujours concourir au partage pour une portion de la forêt que la jurisprudence paraît avoir communément fixée aux deux tiers, mais qui, si l'on s'écarte de cette fixation, doit être au moins une partie notable de la propriété.

4<sup>o</sup> Enfin le cantonnement, de même que l'exercice de l'usage, ne peut jamais surpasser les besoins des usagers. Si donc la commune usagère a, comme il arrive fréquemment

dans ses propres bois , des ressources suffisantes pour pourvoir à une partie de la consommation des habitans , ces ressources doivent être déduites , la forêt soumise à l'usage ne doit pourvoir qu'à ce qui manque , et le cantonnement doit être réduit en conséquence.



---

## CHAPITRE IV.

### De l'affranchissement du droit d'affectation par le moyen du cantonnement.

LA matière de ce chapitre rentre entièrement dans la discussion du Code forestier.

690. L'affectation d'une certaine quantité de bois à un établissement industriel, n'est autre chose qu'une servitude d'usage dont les auteurs du Code ont fait une classe à part; j'en ai expliqué les raisons (1).

On a vu que l'administration avait conçu l'idée de déclarer révocables toutes les affectations, accordant seulement aux concessionnaires une jouissance de quelques années; mais que, loin d'adopter ce système, l'article 58 du nouveau Code renvoyait aux tribunaux l'appréciation des actes de cette nature. Les concessions faites, au mépris des lois prohibitives, sont les seules dont l'effet doit cesser au 1<sup>er</sup> septembre 1837 : à l'égard des affectations dont la légalité serait reconnue, leur durée est illimitée, à moins qu'elles n'eussent été établies que pour un temps, cas auquel elles devront cesser au terme fixé par le titre.

Les droits d'usage étant sujets à cantonnement; il était naturel d'accorder au gouvernement le droit de s'affranchir, par la même voie, des affectations irrévocables.

« Il nous a paru utile, disait à la chambre des dépu-

(1) V. n° 406, pag. 35 et suiv.

» tés le rapporteur de la commission , de donner à l'Etat  
» tous les moyens justes et raisonnables d'affranchir ses  
» forêts des affectations nuisibles à leur conservation , et  
» nous avons été d'avis de l'investir du droit d'user de  
» la voie du cantonnement. La cour de cassation avait  
» indiqué l'avantage de cette mesure, comme propre à  
» concilier les intérêts opposés et à faire cesser les diffi-  
» cultés. Rien en cela ne blesse les principes de la ma-  
» tière ; les affectations pouvant être considérées comme  
» des droits d'usage en bois , il est naturel de les sou-  
» mettre au cantonnement dont ces usages sont pas-  
» sibles. »

La commission proposa , en conséquence , d'ajouter à l'article 58 un dernier paragraphe en ces termes : *Le gouvernement pourra se libérer de ses obligations envers les concessionnaires , par un cantonnement réglé de gré à gré , et en cas de contestation , par les tribunaux.*

Rien de plus conséquent , encore une fois , que cette proposition , pour les affectations perpétuelles dont la légalité serait reconnue par la justice.

L'amendement de la commission ayant été présenté à la séance du 23 mars 1827 , la discussion en fut renvoyée au lendemain , attendu qu'il n'avait pas été imprimé ni distribué à la chambre. Mais , à la séance du 24 mars , le § 5 de l'art. 58 fut rapporté à la chambre , et adopté dans les termes suivans , qui diffèrent beaucoup de la rédaction primitive.

« Dans le cas où le titre des concessionnaires serait  
» reconnu valable par les tribunaux , le gouvernement ,  
» quelles que soient la nature et la durée de l'affectation ,  
» aura la faculté d'en affranchir les forêts de l'Etat  
» moyennant un cantonnement qui sera réglé de gré à  
» gré , ou , en cas de contestation , par les tribunaux ,  
» pour tout le temps que devrait durer la concession.

» L'action en cantonnement ne pourra être exercée par  
» les concessionnaires. »

*Quelles que soient la nature et la durée de l'affectation ; pour tout le temps que devrait durer la concession. —* La discussion ne nous apprend pas quel est le motif qui a pu déterminer la commission à glisser, dans cette seconde rédaction, des termes aussi inconciliables avec l'idée du cantonnement, lequel, consistant dans l'abandon d'une partie de la propriété, est irrévocable par cela même, et ne peut être pratiqué que pour le rachat d'un droit perpétuel et non temporaire.

Cette anomalie a frappé le rapporteur éclairé de la chambre des pairs. « Il y a beaucoup d'inexactitude, » disait-il, et même du danger, à confondre ce qu'on » appelle *affectation* avec un droit de servitude, et à in- » troduire, dans la loi, une espèce de cantonnement » d'une nature toute différente de celle du cantonnement » qui a lieu par le rachat des droits d'usage : l'effet du » cantonnement est toujours d'attribuer à l'usager la » propriété entière et perpétuelle de la portion qui lui » est abandonnée. C'est par l'abandon d'un droit de pro- » priété qu'il n'avait pas, que se trouve compensée la » privation de la plus ample portion de fruits à laquelle » il avait droit. Mais on ne sait pas ce que serait un can- » tonnement qui ne devrait avoir qu'une durée limitée, » et qui aurait probablement toujours pour résultat de » faire rentrer dans le domaine de l'Etat, lors de la ces- » sation de la jouissance, la forêt qui en aurait fait l'ob- » jet, dans un état de complète dégradation. — D'ailleurs, » dans tous les cas, l'affectation doit cesser de plein » droit et sans retour, si le roulement de l'usine pour » laquelle elle aurait eu lieu, est arrêté pendant deux » années consécutives. Que deviendrait alors un can- » tonnement qui aurait été fait à perpétuité, ou pour un

» grand nombre d'années ? — Au surplus, messieurs ,  
» nous devons faire observer que le droit accordé au  
» gouvernement de demander le cantonnement, n'est  
» qu'une faculté dont il pourra user ou ne pas user, et  
» que cette faculté n'est pas réciproque. »

En signalant le vice de l'article, M. le comte Roy n'a cependant point proposé de l'amender. Il s'agit donc d'examiner comment et dans quel cas peut être appliquée cette disposition singulière.

Le cantonnement, on le répète, consiste dans la cession irrévocable d'une portion de la propriété en échange de l'usage : c'est un véritable rachat, et comme le disait fort bien le rapporteur de la chambre des pairs, on ne comprend pas un cantonnement *qui ne devrait avoir qu'une durée limitée*. Le terme de *cantonement* appliqué à une concession purement temporaire n'a donc pas de sens. L'assignation d'un canton de forêt suffisant pour pourvoir exactement aux délivrances, jusqu'au terme fixé par le titre, voilà tout ce qu'on pourrait faire ; mais ce ne serait pas là un cantonnement, ce serait une espèce d'aménagement qui ne changerait ni la nature du droit, ni le mode de son exercice.

Les articles 109, 110 et 111 de l'ordonnance réglementaire ayant réglé comment serait délivrée aux concessionnaires, à titre d'affectation, la quantité de bois qui leur est due, peu importe que cette quantité soit prise dans telle ou telle partie de la forêt, c'est une mesure d'ordre qui dépend de l'administration, et pour l'exécution de laquelle il n'est besoin ni de cantonnement ni d'aménagement.

Il faut donc regarder comme une disposition inexécutable et tout-à-fait superflue, celle que renferme l'article 58 à l'égard du cantonnement, pour le temps que doit durer une concession temporaire.



En ce qui concerne les affectations perpétuelles, c'est différent. Les concessions de ce genre sont constitutives d'une véritable servitude d'usage, et, comme on l'a fait observer en traitant de la nature de l'affectation, il n'y avait pas même de raison pour distinguer les droits de ce genre des usages ordinaires.

Ici le cantonnement est parfaitement applicable, et doit être soumis aux mêmes règles que celles qui viennent d'être établies dans le chapitre précédent.

Le droit d'affectation n'étant point mesuré sur les besoins de l'usager, et consistant dans un émolument déterminé par le titre, rien de plus facile que d'en évaluer les prestations en argent, d'en former un capital, et de céder en échange une étendue de forêt dont l'estimation, en sol et en superficie, soit équivalente. Le concessionnaire gagnant, par ce moyen, en propriété ce qu'il perdra en produits, le rachat de son droit sera équitablement opéré.

### QUESTION.

**691.** *Si le droit d'affectation a été cantonné, et que le concessionnaire en possession du cantonnement fasse cesser l'exploitation de l'usine ou autre établissement industriel, le gouvernement pourra-t-il revendiquer, sous ce prétexte, la portion de forêt qu'il avait abandonnée pour s'affranchir de la servitude?*

Cette question a été présentée à la décision du tribunal de Vesoul et de la cour de Besançon, dans l'espèce suivante :

Par contrat à la date du 17 mai 1496, Charles de Beauveau, seigneur de Passavant, avait acensé à Simon de Thisac, gentilhomme verrier, un terrain propre à édifier maisons telles qu'il voudra et que à lui seront nécessaires,

*pour y résider et faire fournels et fours de verrerie, tant grosses verreries que menues.* Le même acte accordait au censitaire plusieurs droits, celui, entre autres, de prendre du bois à brûler *tant pour ses maisons que pour ses fours et verrerie*, dans les forêts de la seigneurie, qui étaient aussi grevées d'usage au profit des habitans des trois communes de Passavant, La Côte et Vougécourt.

La propriété des bois dont il s'agit a passé dans le domaine de la couronne; on ignore l'époque et le titre qui a donné lieu à cette transmission.

En vertu de la loi du 28 août 1792, les communes et les propriétaires de la verrerie s'étant pourvus en cantonnement contre l'Etat, il y fut procédé par le tribunal civil de la Haute-Saône, qui nomma des experts pour évaluer les besoins des habitans ainsi que la consommation de la verrerie. Les cantonnemens furent fixés par un jugement définitif du 7 nivôse an 6, lequel attribua, à ce titre, en toute propriété, un canton de 500 arpens aux propriétaires de la verrerie.

Ceux-ci étaient en possession de ce cantonnement depuis plus de 30 ans, lorsque le préfet de la Haute-Saône les a fait assigner en désistance, sous le prétexte que, depuis plusieurs années, *ils avaient détruit ou laissé détruire leur usine, de manière à ne pouvoir plus en user.*

Le tribunal de Vesoul a rejeté cette demande par jugement du 10 juillet 1833, et sur l'appel du préfet de la Haute-Saône, ce jugement a été confirmé par la cour de Besançon, qui en a adopté les motifs, savoir que, si, par le contrat primitif, le droit d'usage avait été subordonné à l'établissement et à l'exploitation d'une verrerie, cet état de choses a entièrement changé par l'effet du cantonnement, qui, n'étant autre chose que le rachat du droit, intervertit le titre, opère une novation complète, et rend l'usager propriétaire incommu-

table ; qu'ainsi le titre primitif d'usage ayant cessé d'exister, les conditions qui en étaient la conséquence ont cessé par-là même.

Le jugement du tribunal de Vesoul et l'arrêt confirmatif ont consacré les vrais principes. Il en est du droit de prendre bois pour l'alimentation d'un établissement d'industrie comme d'un usage ordinaire. Que le droit soit indéterminé ou qu'il ait été borné à la prestation d'une quantité fixe, les délivrances ne doivent jamais surpasser les besoins de l'usager. Si donc le roulement de l'usine vient à diminuer au point de ne pouvoir consommer le nombre de stères, ou la quantité de pieds d'arbres qui y avait été affecté, la prestation doit être réduite. Il en est de même du droit d'usage qui avait été accordé à une commune dont la population vient à diminuer. Dans le cas enfin où l'établissement industriel est détruit, ou si les habitations d'une commune usagère viennent à être entièrement ruinées par suite de la peste, de la guerre, d'un incendie ou de tout autre fléau, alors le droit cesse.

Telle est la règle qui gouverne toutes les servitudes, et qui régit l'exercice du droit d'usage, tant qu'il existe.

Mais il ne peut plus être question d'appliquer cette règle, quand la propriété a été affranchie du droit, par le cantonnement. Alors le titre est interverti, la servitude n'existe plus, l'usager est devenu propriétaire. Le rachat de son droit a fait cesser toutes les chances que pouvait présenter l'avenir, soit pour le débiteur soit pour le créancier. La fixation du cantonnement, si le droit appartenait à une commune, ayant été calculée sur le nombre des habitations existantes à l'époque de l'opération, que ce nombre augmente d'une manière notable, la commune ne sera pas plus fondée à se plaindre de l'insuffi-

sance du cantonnement, que le propriétaire ne le serait à demander le retranchement de ce qui excède les besoins de la commune, quand elle viendrait à être entièrement dépeuplée.

Il en est de même d'une usine pour l'avantage de laquelle le droit avait été constitué : en supposant qu'à l'époque du cantonnement sa consommation eût été extrêmement faible, les experts ont dû prendre cet état de choses pour base de leur opération. Qu'elle devienne ensuite d'une importance majeure, qu'au lieu de consommer trois ou quatre cordes par jour, elle en consomme cinquante ou soixante, l'exploitateur pourra-t-il réclamer contre l'insuffisance du cantonnement, en invoquant le titre primitif, qui lui accordait une quantité de bois indéterminée ou un nombre de stères beaucoup plus considérable que celui qui a servi de base au cantonnement ? Assurément non. Pourquoi de son côté le propriétaire de la forêt pourrait-il, sous le prétexte que l'état de choses a changé, revendiquer le canton qui a servi de prix au rachat du droit dont la propriété était grevée ? Encore une fois, il n'est plus question d'usage ni de titre primitif ; le cantonnement a fait cesser toutes les relations qui existaient entre le propriétaire et l'usager, il n'y a plus ni fonds dominant, ni fonds servant.

**692.** Dans l'espèce qui vient d'être rapportée, le cantonnement avait été opéré sous l'empire des lois anciennes. Pourrait-on rendre aujourd'hui la même décision ?

Les dispositions que renferme le Code forestier présentent des doutes sérieux à cet égard. D'après l'article 58, ce n'est que *pour le temps que devait durer la concession* que le cantonnement doit être réglé ; et l'article 59 décide que « les affectations faites pour le



» service d'une usine cesseront en entier, de plein droit  
» et *sans retour*, si le roulement de l'usine est arrêté  
» pendant deux années consécutives, sauf les cas d'une  
» force majeure dûment constatée. »

Ces dispositions néanmoins ne me paraissent pas devoir former obstacle à l'application des principes qui viennent d'être développés.

Comme on l'a démontré, l'opération d'un cantonnement dont la durée serait limitée ne pourrait s'appliquer qu'aux affectations temporaires, et ce ne serait là qu'une espèce d'aménagement; le terme de *cantonnement*, pour cette hypothèse, est dénué de sens.

Quant à la cessation du droit qui doit avoir lieu *sans retour*, si le roulement de l'usine est arrêté pendant deux années consécutives, on a vu, page 464, que cette disposition, portée spécialement, pour les affectations, par l'article 59 du Code, n'était qu'une dérogation au principe établi par l'article 704 du Code civil, suivant lequel la servitude qui a cessé par la destruction du fonds dominant, revit, si les choses sont rétablies, de manière qu'on puisse en user. Et de même que le principe, l'exception n'est applicable qu'au cas où l'exercice de l'affectation subsiste encore lors de la cessation de l'usine, et non point à celui où le droit aurait été éteint par le cantonnement. Dans cette dernière hypothèse, il ne peut pas y avoir de distinction entre le rachat d'un droit perpétuel d'affectation et celui d'un usage ordinaire.

Cependant l'administration a fait tous ses efforts pour établir une différence entre ces deux hypothèses.

« La commission, dans son rapport, disait M. de  
» Martignac à la chambre des députés (*séance du 24 mars*),  
» énonce que les droits d'affectation avaient une analogie approximative avec les droits d'usage en bois.  
» Cette doctrine, soutenue par le rapporteur, se trou-

» vant en harmonie avec le paragraphe , serait de nature  
 » à induire en erreur les tribunaux qui auraient trouvé ,  
 » dans le rapport , la preuve que le législateur avait  
 » considéré les droits d'affectation comme devant être  
 » réglés par les principes établis pour les droits d'usage.  
 » Nous avons pensé qu'une disposition établie d'une  
 » manière si générale n'était pas sans quelque danger ,  
 » lorsqu'elle était rapprochée des principes énoncés  
 » dans le rapport ; mais la modification qui est ajoutée  
 » dans sa rédaction ne tend plus qu'à créer pour le gou-  
 » vernement une faculté dans le cas où les tribunaux  
 » ne se trouveront pas liés par l'analogie établie entre  
 » les droits d'usage et les droits d'affectation. Voilà ce  
 » que j'ai cru devoir expliquer , en ne m'opposant nulle-  
 » ment à la nouvelle rédaction. »

C'est bien ici le cas d'appliquer la remarque déjà faite , que , dans la défense des intérêts qui leur sont confiés , les hommes d'Etat les plus éclairés et les plus judicieux tombent quelquefois dans des aberrations. Un droit d'affectation temporaire diffère essentiellement , sans doute , d'une servitude perpétuelle ; mais entre l'affectation qui n'a point de terme et l'usage ordinaire , la différence n'est que dans les mots : les deux droits sont de même nature , ils sont régis par les mêmes principes , et s'éteignent par les mêmes moyens.

Comment , après cela , serait-il possible d'établir une distinction entre le rachat du droit d'affectation perpétuelle par la voie du cantonnement et celui de l'usage proprement dit ? Que pourrait signifier la demande d'un cantonnement révocable , qui ne serait que l'assignation d'un canton suffisant pour satisfaire aux prestations dues à l'*affectataire* , tant que le droit ne sera pas éteint par la cessation du roulement de l'usine ou de toute autre manière ? Pour cela , l'intervention de la justice

n'est pas nécessaire, c'est à l'administration à pourvoir aux délivrances, et pourvu qu'elles soient convenables, le propriétaire de l'usine n'a pas à se plaindre. Le gouvernement demandera-t-il, au contraire, qu'il soit délivré au propriétaire de l'usine une portion de la forêt d'une valeur suffisante pour représenter le capital des prestations fixées par le titre? Alors ce cantonnement devra produire le même effet que celui d'un usage ordinaire. Le rachat du droit sera irrévocable et préviendra toutes les chances qui auraient pu survenir par la suite, à l'avantage comme au détriment, soit du propriétaire, soit de l'usager.

S'il n'en était pas ainsi, les droits de *l'affectataire* seraient évidemment lésés. En effet, le résultat du cantonnement est de réduire les émolumens du droit, puisque pour opérer cette espèce de rachat, la valeur de la propriété est portée en ligne de compte, qu'ainsi l'usager perd en étendue ce qu'il gagne en solidité. Si, après le rachat du droit opéré de cette manière, il était possible de revendiquer la portion de forêt qui avait été abandonnée au propriétaire de l'usine, sous le prétexte que le roulement vient d'être arrêté pendant deux années, alors le concessionnaire dépouillé de la propriété ne gagnerait rien, il perdrait tout : les émolumens de son droit auraient été restreints sans aucune espèce de compensation, pendant nombre d'années.

En matière d'affectation, de même que pour un droit d'usage ordinaire, l'idée d'un cantonnement sujet à révocation est donc une véritable absurdité.

Ici revient l'observation faite plus haut (page 62), c'est qu'il eût été plus rationnel de ne pas faire du droit d'affectation un droit à part et soumis à des règles particulières. Les droits d'usage dans les forêts de l'Etat étant, de même que les affectations, régis par les lois

domaniales , les droits établis au mépris de ces lois et de la prohibition faite par l'ordonnance de 1669 eussent été annulés par les tribunaux , sans même prorroger la jouissance des concessionnaires , comme l'a fait le nouveau Code. Quant aux concessions légales , la durée en étant déterminée par le titre , toute disposition spéciale , soit pour leur exercice , soit pour leur affranchissement , devenait inutile , l'exercice des droits temporaires eût cessé au terme fixé par les titres , et les affectations perpétuelles auraient duré autant que l'établissement industriel , sauf la faculté de s'en affranchir par la voie du cantonnement.

C'est ainsi que les droits d'affectation avaient été envisagés par les magistrats de la cour de cassation , et le législateur eût évité les incohérences et l'obscurité que présentent , à cet égard , les dispositions du Code , si , au lieu d'amender le projet fondé sur un système évidemment vicieux , il eût adopté franchement la marche indiquée par le tribunal suprême.



---

---

## CHAPITRE V.

Du droit de tiers-denier dans ses rapports avec le cantonnement.

**693.** QUOIQUE le droit de tiers-denier ne soit connu que dans les anciennes provinces de Lorraine, du Barrois et du Clermontois, nous croyons devoir en parler ici très succinctement, dans ses rapports avec le cantonnement.

Aux termes d'une ordonnance de Charles IV, duc de Lorraine, du 23 mai 1664, les bois communaux sont, dans cet ancien duché, généralement réputés appartenir au domaine de l'Etat, comme n'ayant été cédés aux communes, par les princes, que quant à l'usage ou à l'usufruit seulement : en considération de son droit de propriété, l'Etat percevait à son profit le tiers du prix des ventes de coupes extraordinaires qui ont lieu dans ces forêts, et c'est là ce qu'on appelle le droit de tiers-denier. Voici les termes de cette ordonnance :

« A tous présens et à venir, SALUT. Quoique les  
» bois, forêts, taillis et rapailles dont jouissent  
» les communautés des villes, bourgs et villages  
» des pays de notre obéissance, leur aient été  
» donnés par nous et nos prédécesseurs ducs,  
» pour leur bien commun, à titre d'usage et d'u-

» *sufruit seulement* ; néanmoins, comme la vicissi-  
» tude, mère des changemens, a fait que, par la  
» désertion et diminution des habitans, les fruits  
» et usages desdits bois s'étant trouvés plus grands  
» que le besoin qu'ils en ont eu pour leur simple  
» usage, lorsqu'ils en ont voulu faire profit par  
» quelques coupes extraordinaires, ils ont été  
» obligés de recourir à nous et à nos prédéces-  
» seurs pour en obtenir la permission, laquelle  
» ne leur a été accordée qu'à la condition qu'ils  
» procéderaient esdites coupes, avec la partici-  
» pation de nos officiers de gruerie, et en leur  
» payant le tiers-denier à nous dû, pour raison de  
» ces coupes et ventes extraordinaires des bois  
» taillis et même des hautes futaies. »

Quoique cette ordonnance ne parlât explicitement que des bois, cependant le duc Léopold en fit l'application aux simples communaux, par une déclaration du 31 janvier 1724, dont l'article 3 du titre 3 porte que « l'ordonnance du  
» 23 mai 1664 sera exécutée selon sa forme et  
» teneur en ce qui concerne le tiers-denier du  
» prix des ventes des bois, fruits champêtres et  
» autres usages ou profits appartenant aux com-  
» munautés des hautes justices de notre domaine,  
» lequel tiers nous voulons être distrait à notre  
» profit ; et à l'égard des hautes justices de notre  
» domaine qui pourront être aliénées, nous vou-  
» lons qu'en cas de ventes des bois communaux,  
» le tiers du prix soit pareillement distrait à  
» notre profit, nonobstant toutes cessions et  
» donations que nous pourrions en avoir faites

» par les contrats d'aliénation desdits domaines,  
» lesquels nous révoquons pour ce fait seulement,  
» laissant au surplus aux possesseurs desdites  
» hautes justices aliénées, la perception du tiers  
» du prix de la vente des fruits champêtres, et  
» des autres usages et profits communaux. »

Voilà donc l'extension du droit de tiers-denier bien positivement appliquée à la vente des simples fruits champêtres; mais cette déclaration ne se borne pas encore-là, et l'article suivant, stipulant pour l'intérêt des seigneurs, leur accorde aussi une participation dans le droit de tiers-denier, qui précédemment ne concernait que le prince; il porte : « Le tiers-denier du prix des bois, fruits  
» champêtres et autres usages et profits appartenant aux communautés situées dans les hautes  
» justices patrimoniales de nosdits vassaux, sera  
» distrait à leur profit, après néanmoins que nous  
» en aurons permis la vente à l'égard des bois  
» seulement, comme il est dit en l'article ci-dessus, laissant auxdits vassaux la faculté de donner auxdites communes la permission de vendre  
» les fruits champêtres et autres usages ou profits desdites communautés, ainsi qu'ils le trouveront  
» à faire, pour raison (1). »

Mais quoique le droit de tiers-denier fût généralement établi et reconnu en Lorraine, cependant il y avait aussi, et il y a encore des communes propriétaires foncières de leurs bois, suivant

(1) Voy. dans le *Recueil des édits et ordonnances de Lorraine*, tom. 3, p. 11.

que l'attestent les auteurs qui ont écrit sur cette matière.

Or, ce même droit ne pouvait et ne peut être dû sur les fonds de ces communes, puisque la propriété n'en appartient pas au domaine, et que les habitans, les possédant propriétairement, n'en sont pas de simples usagers ou usufruitiers.

694. Le comté de Clermont, ou le Clermontois, avait été réuni à une époque plus ancienne au duché de Bar, et ce duché fut à son tour réuni avec toutes ses dépendances au duché de Lorraine en 1419 (1), en sorte que le Clermontois, le Barrois et l'ancienne Lorraine ne formaient dès-lors qu'un seul Etat, lorsqu'il fut plus récemment cédé en 1736 au roi Stanislas, beau-père de Louis XV, en dédommagement de la couronne de Pologne, pour être incorporé à la France après son décès, ce qui est arrivé en 1766.

Par suite de l'ordonnance de Charles IV, et surtout de la déclaration de Léopold, que nous venons de rapporter, les seigneurs des pays de Clermontois, Barrois et Lorraine s'étaient mis en possession d'exercer le droit de tiers-denier dans leurs terres respectives sur tous les biens communaux, sans prendre égard à la question de savoir si les communes en jouissaient propriétairement, ou si elles n'en étaient qu'usagères; et les choses étaient dans cet état, lorsque la révolution a éclaté, et a entraîné avec elle la suppression de la

(1) Voy. au *Nouveau répertoire*, au mot *tiers-denier*, tom. 14, pag. 13, col. 2.



féodalité, prononcée par plusieurs décrets dont nous allons indiquer la suite en ce qui touche au droit de tiers-denier.

L'article 32, titre 2, du décret du 15 mars 1790, sanctionné le 28 du même mois, porte que :

« Le droit de tiers-denier est aboli dans les » provinces de Lorraine, du Barrois et du Cler- » montois, et autres où il pourrait avoir lieu, à » l'égard des bois et autres biens qui sont possédés » en propriété par les communautés ; mais il con- » tinuera d'être payé sur le prix des ventes de » bois et autres biens dont les communautés ne » sont qu'usagères. »

Voilà donc le droit de tiers-denier aboli en ce qui touche aux fonds communaux possédés en propriété par les communes de Lorraine, attendu que ce droit n'ayant été, dès le principe, établi que comme un profit retenu par le propriétaire primitif sur les fonds par lui concédés en usage ou usufruit seulement, les auteurs de la loi ont considéré que ce ne pouvait être que par abus de la puissance féodale qu'on en avait étendu l'application aux immeubles appartenant en propriété aux communes.

695. Mais tout en l'abolissant à l'égard de ces fonds, ils l'ont positivement conservé à l'égard de ceux qui ne sont possédés qu'à titre d'usage par les communes, parce qu'alors la perception de ce droit est faite en vertu d'un titre qui ne peut être illégitime, puisqu'il se rattache à l'acte de concession même.

« Les arrêts du conseil et lettres-patentes qui,

» depuis trente ans, ont distrait au profit de cer-  
» tains seigneurs desdites provinces, des portions  
» de bois et autres biens dont les communautés  
» jouissent à titre de propriété ou d'usage, sont  
» révoqués; et les communautés pourront dans  
» le temps et par les voies indiqués (c'est-à-dire  
» en se pourvoyant dans les cinq ans et par-devant  
» les tribunaux), rentrer dans la jouissance desdites  
» portions, sans aucune répétition de fruits, *sauf*  
» *aux seigneurs à percevoir le droit de tiers-denier*  
» *dans les cas ci-dessus exprimés.* »

Ces dernières expressions sont remarquables , parce qu'elles indiquent clairement que l'établissement du droit de tiers-denier est incompatible avec l'action en cantonnement; ou, en d'autres termes, que le propriétaire, qui est en possession de percevoir le droit de tiers-denier, n'est pas recevable à demander le cantonnement, puisque la loi veut que le cantonnement qui aurait été établi soit, non pas révisé, mais révoqué, pour ramener le seigneur à la perception du tiers-denier : et cela est fondé sur ce que le propriétaire est censé ne s'être réservé, à l'avenir, d'autre droit de participation au fonds cédé à la commune, que celui de la perception du tiers-denier (1).

696. La faveur accordée aux communes par cette loi, fut encore portée plus loin par celle du 28 août 1792, laquelle, après avoir, par son ar-

(1) Voy. encore ce que dit là-dessus M. MERLIN, dans le *Nouveau répertoire*, au mot *tiers-denier*, tom 14, pag. 17, col. 1.

ticle 1<sup>er</sup>, aboli le triage établi par l'ordonnance de 1669, à charge par les communes de se pourvoir, dans le délai de cinq ans, par-devant les tribunaux, pour se faire judiciairement réintégrer dans le fonds dont elles auraient été privées par cette voie, ajoute, article 2 :

« Les édits, déclarations, arrêts du conseil, lettres-patentes, et tous jugemens rendus et actes faits en conséquence, qui depuis la même année 1669 ont distrait, sous prétexte du droit de tiers-denier, au profit de certains seigneurs des ci-devant provinces de Lorraine, du Barrois, Clermontois et autres, où ce droit pourrait avoir eu lieu, des portions de bois et autres biens dont les communautés jouissent à titre de propriété ou d'usage, sont également révoqués; et les communautés pourront, dans le temps et par les voies indiqués par l'article précédent, rentrer dans la jouissance desdites portions, sans aucune répétition des fruits perçus, sauf aux ci-devant seigneurs à percevoir le droit de tiers-denier sur le prix des ventes de bois et autres biens dont les communautés ne sont qu'usagères, *dans le cas où ce droit se trouvera réservé dans le titre primitif de concession de l'usage, qui devra être représenté.* » De tout quoi il résulte :

1<sup>o</sup> Que, dans la Lorraine, le Barrois et le Clermontois, le droit de tiers-denier est généralement aboli à l'égard des ci-devant seigneurs ou particuliers, et que néanmoins il peut être encore exercé par les propriétaires qui sont en état de

prouver qu'il leur a été réservé par le titre primitif de concession des usages ;

2° Que les propriétaires , qui se sont réservé le droit de tiers-denier , ne sont pas recevables à demander le cantonnement , même à l'égard des communes qui ne sont qu'usagères , parce que le droit de tiers-denier , dont ils sont en possession , et dont ils ont voulu se contenter dès le principe pour tout ce qu'ils voulaient se réserver d'utile dans la propriété , leur tient lieu de cantonnement ;

3° Que dans la Lorraine , le Barrois et le Clermontois , comme dans toutes les autres parties de la France , il y a lieu au cantonnement , ou plutôt l'action en cantonnement est recevable là où il est prouvé que l'un n'est qu'usager , tandis que l'autre est propriétaire , et que le droit de tiers-denier n'a point été établi au profit de celui-ci , parce qu'alors les droits des parties ne sont soumis qu'à la règle commune.

#### OBSERVATIONS.

697. Les art. 63 et 118 du Code forestier accordant au propriétaire faculté d'affranchir ses forêts de *tous droits d'usage en bois* , sans exception , ce droit peut-il être exercé dans les provinces où se percevait le tiers-denier ? Avant de résoudre cette question , je crois devoir ajouter quelques développemens aux lois qui viennent d'être citées par l'auteur.

D'après l'édit donné par Charles IV , en 1664 , la déclaration du duc Léopold , de 1724 , et plusieurs autres réglemens rapportés par M. Henrion de Pansey , au Répertoire , article *tiers-denier* , ce droit n'était établi que dans



les bois et pâturages dont l'usage avait été concédé aux habitans. Cet usage était fort étendu ; après avoir satisfait aux besoins publics et particuliers , les communautés usagères pouvaient vendre le surplus des produits , avec la permission du propriétaire , lequel prélevait le tiers sur le prix de ces ventes extraordinaires ; les titres réduisaient ainsi l'émolument de la propriété.

Cependant plusieurs seigneurs de Lorraine s'étaient attribué le tiers-denier dans les bois dont les communes étaient propriétaires.

Et dans quelques communautés , le droit de tiers-denier avait été remplacé par le triage ou le tiers de la forêt , que le seigneur s'était fait adjuger : autre abus contraire aux titres qui ne réservaient pas aux seigneurs le tiers de tous les produits , mais le tiers seulement du prix des ventes faites , après avoir satisfait aux besoins de la communauté.

Les choses étaient en cet état , lorsqu'à l'assemblée constituante il fut question de statuer sur le triage.

Dans la séance du 5 mars 1790 , l'abbé Grégoire , alors curé d'Emberménil , voulait que le droit de tiers-denier fût aboli aussi-bien que le triage , et il s'efforça d'établir qu'en Lorraine le droit de tiers-denier n'était autre chose qu'un *droit féodal* consistant dans l'impôt ou le salaire de la permission accordée par les officiers du seigneur , pour les ventes extraordinaires de fruits , provoquées par les communautés dans leurs bois ou communaux.

Cette motion fut réfutée par MM. *Regnier* et *Prugnon* , députés de Nancy , qui démontrèrent que le droit de tiers-denier n'était qu'un émolument de la propriété , dans les bois et pâturages dont les communautés n'étaient qu'usagères.

En conséquence , M. Merlin , au nom du comité féodal , proposa trois questions. La première , si le tiers-denier pouvait être exercé dans les bois et autres biens dont les communautés sont propriétaires ; la seconde , si ce droit devait être conservé dans ceux dont les communautés n'étaient qu'usagères ; la troisième , enfin , si les seigneurs , même propriétaires , avaient pu se faire adjuger , à titre

de cantonnement, des portions de bois ou d'autres fonds sur lesquels ils percevaient précédemment le tiers-denier, et si les arrêts du conseil qui avaient prononcé ces cantonnemens devaient être maintenus?

Ces questions furent résolues, comme on vient de le voir, par la loi du 15 mars 1790, dont les dispositions ne présentaient rien qui ne fût conforme à l'exacte justice. La perception du tiers-denier sur les bois et communaux, dont les communautés jouissaient comme propriétaires, était une véritable usurpation. A l'égard des communautés usagères, la réduction des émolumens de la propriété au tiers-denier des ventes extraordinaires devait être maintenue, étant tout en faveur des communes. Mais le règlement du triage en échange du tiers-denier leur causait préjudice, c'était une contravention au titre; et en abolissant les réglemens faits, à cet égard, depuis 30 ans seulement, le législateur n'outré-passait pas les bornes de sa puissance; il ne faisait que réparer l'usurpation dont l'illégalité n'avait pas été couverte par la prescription.

L'assemblée législative alla plus loin : par suite du système de rétroactivité dont les dispositions de la loi du 28 août 1792 sont empreintes, l'article 2 révoqua, comme le faisait l'article 1<sup>er</sup>, pour les triages, tous les cantonnemens faits sous prétexte du tiers-denier, depuis l'année 1669. La même loi restreint le droit de percevoir à l'avenir le tiers-denier sur le prix des ventes, au cas où ce droit se trouverait réservé dans le titre primitif de concession, qui devra être représenté.

C'est en haine des seigneurs que furent portées ces deux dispositions, et les législateurs de 1792 ne s'aperçurent pas que la dernière, loin d'être favorable aux communes, devait tourner à l'avantage des propriétaires, dont le droit était beaucoup plus restreint par le tiers-denier que par l'exercice d'un droit d'usage ordinaire.

698. Cela prémis, venons à la question ci-dessus annoncée : savoir si aujourd'hui toutes les communautés usagères de la Lorraine ne peuvent pas être soumises au cantonnement?

Il faut établir à cet égard une distinction entre les titres d'usage où le droit de tiers-denier se trouve expressément réservé, et ceux qui gardent le silence sur ce point.

Dans ce dernier cas, la loi de 1792 ayant exclu le tiers-denier, les droits des parties *ne sont soumis qu'à la règle commune*, comme vient de l'expliquer le savant professeur. Les usages de cette nature sont donc réglés par les lois forestières; les usagers sont tenus de demander la délivrance, eu égard à leurs besoins seulement, et le propriétaire a le droit de requérir le cantonnement, ce qui lui est beaucoup plus avantageux que le tiers-denier.

Plusieurs arrêts de la cour de cassation ont décidé que, dans le silence des titres sur le tiers-denier, les lois de 1790 et 1792 n'étant pas applicables, l'usage et la faculté du cantonnement devait être, en ce cas, réglé par le droit commun; et il en doit être ainsi, à plus forte raison, sous l'empire du Code forestier, qui accorde au propriétaire le droit de s'affranchir *de tout usage en bois* par le cantonnement, et de tous autres droits quelconques par le rachat.

En ce qui concerne les forêts, c'est aux propriétaires seuls qu'en Lorraine, comme dans les autres parties du royaume, appartient le droit de provoquer soit le cantonnement soit le rachat. Mais à l'égard des autres propriétés, les lois antérieures subsistent; le cantonnement peut être demandé par les usagers aussi bien que par les propriétaires, et ceux-ci ne pourraient en Lorraine s'affranchir, par le rachat, du droit de pâturage dont jouissent les communautés sur un terrain étranger au sol forestier, l'art. 8, sect. 4, de la loi du 6 octobre 1791 n'accordant cette faculté qu'*entre particuliers*.

Voilà pour ce qui concerne les titres d'usage dans lesquels le droit de tiers-denier n'a point été réservé.

699. N'en doit-il pas être de même, d'après les dispositions du Code forestier, des titres qui renferment cette réserve?

Pour l'affirmative on pourrait dire que les communautés usagères étant seules assujetties au tiers-denier, elles demeurent par-là même soumises aux articles 63 et 118 du nouveau Code, qui accordent au propriétaire le droit de

demander le cantonnement pour tous droits d'usage quelconques, et que l'article 218 du même Code ayant aboli toutes les lois antérieures, celles de 1790 et 1792 se trouvent par-là même frappées d'abolition.

Ces raisonnemens n'ont rien de convainquant.

En droit, il est de principe que les lois générales ne dérogent jamais aux lois spéciales, et le § 2 de l'art. 218 du Code forestier maintient d'ailleurs les droits acquis, en vertu des lois précédentes.

Dans le fait, le droit de tiers-denier ne s'applique, il est vrai, qu'aux communautés usagères; mais l'usage, en ce cas, est un droit extraordinaire, puisque, loin d'en borner les émolumens aux besoins des usagers, le titre leur accorde le droit de vendre l'excédant des produits de la forêt, et c'est sur le prix de cette vente seulement que le propriétaire s'est réservé le tiers-denier. Remplacer par le cantonnement ce qui a été réglé ainsi, ce serait dénaturer la convention et violer la loi du contrat.

Pourquoi le cantonnement a-t-il été introduit? Pour empêcher que le droit de propriété ne demeurât stérile, *ne proprietas domino reddatur inutilis*. Tel est, comme on l'a vu, le motif donné à cette institution, suivant Valla, Faber, Mornac et autres.

Mais dès que l'auteur de la concession a veillé, dès le premier instant, à ce que la propriété qu'il se réservait ne demeurât pas inutile, dès qu'il a fixé lui-même le seul genre d'utilité qu'il prétendait en retirer, il est évident que l'on ne peut étendre les bornes qu'il est convenu de fixer à son droit de propriété.

Telle était la doctrine déjà professée avant les lois nouvelles par M. Henrion de Pansey, dans un temps où, loin d'être défavorable aux seigneurs, ce grand jurisconsulte défendait leurs droits dans ses ouvrages avec force, mais avec discernement.

Et le rapport fait par M. Merlin, au nom du comité féodal, fut fondé sur cette opinion.

La faculté accordée par le nouveau Code au propriétaire d'affranchir ses bois de tous droits d'usage par le moyen du



cantonnement, doit donc recevoir exception pour le cas où le titre a évidemment exclu ce règlement, en bornant le droit du propriétaire au *tiers-denier* des ventes extraordinaires pratiquées par les communes usagères, après avoir satisfait à tous leurs besoins (1).

(1) Ceux qui voudront approfondir la matière qu'on vient de traiter, peuvent consulter 1° le *Recueil général de jurisprudence française*, publié en 1790 par M. Merlin, député à l'assemblée nationale, et par plusieurs autres députés ou jurisconsultes, tom. 2, part. 2, pag. 134 et suiv. ; — 2° le *Nouveau Répertoire*, au mot *tiers-denier, communaux*, § 4, *sieur et sieurie* ; — le *Recueil des Questions de droit*, au mot *usage*, § 3, et dans le *Supplément à ce Recueil*, au mot *tiers-denier*, § 3.

---

---

## CHAPITRE VI.

Du droit de superficie dans ses rapports avec le cantonnement.

**700.** PARLER de cantonnement, c'est rappeler l'idée d'un partage.

L'acte de partage ordinaire a lieu lorsque la division du fonds s'opère entre ceux qui y ont des droits déterminés, comme dans le cas où l'héritage laissé par le père se distribue à chacun de ses trois enfans. Alors la qualité de copropriétaire donne celle de copartageant, et l'on ne peut mettre obstacle à l'action qui résulte de cette qualité, parce que le droit de propriété comporte nécessairement celui de disposer, et par conséquent d'exiger sa portion dans la chose.

On donne le nom de cantonnement à l'acte de partage qui s'opère entre les communiens qui ont des droits fonciers incommutables, mais dont la mesure ou la proportion respectives ne sont pas de même déterminées par parties aliquotes, tels que les usagers comparativement au propriétaire.

Et en effet, quoique les usagers soient associés à la propriété du fonds, en ce qu'ils y ont un droit réel et immobilier, et qu'ils en perçoivent une partie du produit, néanmoins leur droit n'est pas déterminé dans sa quotité, et il faut en faire

l'estimation préalable pour leur adjuger, par distraction sur le tout, un canton équivalant à cette estimation, et c'est par cette raison que l'opération du partage prend alors le nom de cantonnement.

Il résulte de là que, quoique la base du cantonnement ne soit pas déterminée d'avance, cet acte n'en est pas moins un véritable partage destiné à faire cesser l'indivision et la communion de jouissance entre les parties intéressées.

Actuellement, si nous remontons à la cause de l'action en partage, nous voyons que, dans tous les temps, il a été défendu de retenir quelqu'un malgré lui en communion de propriété ou de jouissance; *in communione vel societate nemo compellitur invitus detineri* (1); qu'il n'est pas même permis de s'engager à rester indéfiniment dans l'indivision; *si conveniat ne omnino divisio fiat, hujusmodi pactum nullas vires habere manifestissimum est* (2); que si la chose indivise ne peut être partagée commodément ou sans détérioration, on doit recourir au moyen de la licitation pour faire cesser la communion; *cùm autem regionibus dividi commodè aliquis ager inter socios non potest, vel ex pluribus singuli, æstimatione justâ factâ, unicuique sociorum adjudicatur, compensatione pretii invicem factâ, eoque cui res majoris pretii obvenit cæteris condemnato: ad licitationem nonnunquàm etiam extraneo emptore admissa, maximè si se non sufficere ad justa pretia alter ex sociis sua*

(1) L. 5, code, *communi divid.*, lib. 3, tit. 37.

(2) L. 14, § 2, *ff. comm. divid.*, lib. 10, tit. 3.

*pecuniâ vincere vilius licitantem profiteatur* (1); que toutes ces dispositions du droit ancien sont adoptées par notre Code (815 et 827), comme fondées sur l'exigence de la paix publique, en ce que l'indivision d'intérêt produit toujours des dissensions parmi les hommes, et les porte trop souvent, les uns envers les autres, à des excès et des voies de fait que la justice doit chercher à prévenir par l'admission du partage qui en anéantit la cause : *Julianus scribit æquissimum esse communi dividundo judicium dari. Cur enim, inquit, ad armâ et rixam procedere patiatur prætor, quos potest jurisdictione suâ componere* (2)?

De ces vérités de principes, il faut tirer cette conséquence que là où il y a indivision dans la propriété du fonds, ou communion dans la jouissance de droits réels, qui sont incommutablement acquis, et qui comportent une participation dans les fruits de l'héritage, l'action en partage doit être admise comme étant impérieusement dans la règle du droit commun, et qu'à cet égard il n'y a entre les droits de copropriété ordinaire, ou ceux d'usage et de superficie, aucune distinction à faire, puisqu'en tout et partout c'est uniquement le fait de la communion de propriété ou de jouissance de droits réels et fonciers qui constitue la cause de l'action en partage ou en cantonnement.

Reste donc à savoir quand et comment ce fait

(1) L. 3, cod. *communi divid.*, lib. 3, 37.

(2) L. 13, § 3, ff. *de usufructu*, lib. 7, tit 1.



constitutif de la cause de cette action peut se rencontrer dans le cas du droit de superficie.

Pour éclaircir ce point, il est nécessaire de présenter ici successivement le rapport des diverses hypothèses dans lesquelles on peut se trouver.

**701.** SUPPOSONS d'abord qu'il s'agisse d'un droit de superficie établi par un bail, même à longues années; il est évident qu'alors le superficiaire ne pourra demander ni partage, ni cantonnement, parce que le fermier, qui n'a qu'un titre précaire et temporaire, ne peut avoir d'action pour se faire adjuger incommutablement une portion quelconque de la propriété de son maître; il pourra bien exiger, lors de sa sortie, le prix des constructions ou édifices et superficies par lesquels il aura amélioré le fonds; mais voilà tout.

**702.** SUPPOSONS, en second lieu, qu'il soit question d'une maison superficiaire, appartenant à l'un sur le sol de l'autre, et que cette superficie ait été établie, non par un simple bail, mais par un acte translatif de propriété incommutable pour toute la durée de l'édifice, ce qui comporte un temps indéfini, pris égard à ce que l'entretien d'un bâtiment peut en prolonger l'existence à l'infini, ou du moins indéfiniment.

Dans ce cas il n'y aura encore aucune action en partage ni en licitation à provoquer de part ni d'autre.

Il n'y aura pas d'action en partage pour cause de communion de propriété, puisque la division du fonds aura été toute faite dès le principe, en

ce que par la constitution de superficie le sol appartient entièrement à l'un, et l'édifice entièrement à l'autre, et que les parties étant convenues de s'arrêter à cette espèce de partage, tout est, à cet égard, consommé entre elles.

Il n'y aura pas d'action en licitation pour sortir de l'indivision de jouissance, puisque l'un ayant toute la possession civile du sol ou de la nue propriété, tandis que l'autre a toute la possession utile, ou la jouissance exclusive et entière de la maison superficielle, il n'y a encore, sous ce rapport, rien de commun ou d'indivis entre eux.

**703.** SUPPOSONS, en troisième lieu, qu'il s'agisse d'un droit de plantation d'arbres acquis sur le fonds d'autrui, comme on en voit des exemples en diverses communes qui ont anciennement accordé ce droit à perpétuité, à certains habitants du lieu, sur des terrains communaux dont la propriété foncière reste à ces communes pour servir toute l'année, dans les saisons praticables, à la vive pâture de leurs bestiaux : nous croyons encore qu'ici il ne pourrait y avoir aucune action en cantonnement, soit pour indivision de propriété, soit pour communion de jouissance.

Et d'abord il n'y a pas d'indivision de propriété foncière, là où tout le fonds reste dans le domaine de la commune exclusivement propriétaire du sol.

Il n'y a pas non plus de communion de jouissance entre ceux dont l'un perçoit, par le moyen

du pâturage ou de toute autre manière, le produit immédiat du sol, tandis que l'autre recueille seulement les fruits des arbres : il n'y a aucune communion de jouissance là où il n'y a aucun partage de fruits à faire entre les parties intéressées, et ici il n'y a pas de concurrence possible pour venir à partage d'un revenu indivis, puisqu'il n'y a pas de produit commun.

**704.** SUPPOSONS, en quatrième lieu, que, comme on en voit des exemples dans les pays de montagnes et de pâturages, il s'agisse d'un droit de superficie établi par un acte de partage, fait entre plusieurs frères, à l'un desquels on aura accordé le droit de tonte ou de coupe perpétuelle du bois existant et qui pourra croître par la suite sur un terrain dépendant de la succession paternelle, tandis qu'on aura réservé à l'autre la vive pâture perpétuelle sur le même terrain.

Dans cette quatrième espèce, nous croyons que l'action en cantonnement doit être admissible, non-seulement parce qu'alors il y aura véritablement indivision de propriété dans le sol qui reste nécessairement commun lorsqu'on voit que la division n'a d'abord été faite que quant à la superficie; mais encore par la raison que les bestiaux de l'un, pacageant dans le bois de l'autre, et y broutant la partie basse des rejets et recrues qu'ils peuvent atteindre, ne fût-ce que dans les bords et autour des buissons, il y a encore, et il y a nécessairement, sous ce rapport, une concurrence de jouissance dans le même produit du fonds.

Mais dans quelle proportion le cantonnement devra-t-il être opéré?

Il semble d'abord que, dans ce cas, la valeur respective des lots devrait être calquée seulement sur la valeur comparative des deux superficies, parce qu'on peut dire que c'est là la proportion à laquelle les parties paraissent avoir voulu fixer leurs apportionnemens dans la chose; néanmoins nous croyons que cette base de partage ne serait pas juste, parce que les lots qui seraient ainsi formés ne représenteraient pas, pour chaque copartageant, la masse de ses droits dans l'indivis.

Il faut, en effet, bien remarquer que, dans ce cas, le partage primitif ne portant que sur les superficies, le fonds est demeuré en commun tel qu'il était auparavant, et qu'en conséquence il appartient également à chacun des copartageans; il faut donc, pour être juste, que la division définitive qui est à faire, soit opérée dans la raison composée soit de la valeur du fonds appartenant également à chacune des parties intéressées, soit de la valeur des superficies.

Pour rendre ces idées plus sensibles, supposons que dans sa totalité l'héritage soit estimé à 24,000 francs, fonds et superficie; que le fonds seul dégagé de la superficie soit estimé à 4,000 francs; que la superficie en bois soit estimée à 12,000 francs, et que celle en pâturage soit estimée à 8,000 francs : chacun des copartageans devra emporter d'abord une valeur de 2,000 francs pour sa part du fonds, ce qui fera que le superficiaire en bois aura une valeur de 14 dans le tout, et que



le superficiaire en pâturage aura une valeur de 10.

705. SUPPOSONS enfin qu'il s'agisse d'un droit de superficie qui ne soit que partiel : que, par exemple, le propriétaire d'une forêt y ait accordé à un tiers la moitié de la tonte ou de la coupe perpétuelle du bois.

Dans cette cinquième espèce, il n'y a pas de doute que l'action en cantonnement ne soit admissible, puisqu'on y trouve une véritable communion de jouissance entre le superficiaire et le propriétaire de la forêt.

On trouve un exemple de cette superficie partielle dans le droit qui appartient de toute ancienneté à la couronne, sur tous les bois situés en Normandie, lorsqu'il n'est pas prouvé qu'ils aient été plantés à main d'homme.

Sans que l'Etat soit considéré comme ayant la copropriété du fonds de ces bois, néanmoins le gouvernement perçoit sur les ventes de coupes qui en sont faites par les propriétaires, ce qu'on appelle, en terme forestier, le droit de *tiers et danger*, qui comporte treize trentièmes du prix de ces ventes : or, il y a eu des ordonnances qui ont réglé dans un temps le partage qu'on pourrait faire de ces forêts entre le gouvernement, comme ayant la superficie partielle, et les propriétaires comme tréfonciers, pour faire cesser cette espèce d'indivision. Voici en effet ce que porte à cet égard une ordonnance de Henri III, donnée à Lyon en septembre 1574 :

« Ordonnons que tous les bois de hautes fu-

» taies, taillis, buissons-et terres qui sont situées  
 » et assises dedans cetuy notre royaume et terres  
 » de notre obéissance, sujets aux droits de gruerie  
 » et grairie tiers et danger, seront actuellement  
 » partagés et divisés entre nous et les tréfonciers ;  
 » et qu'en nous délaissant et quittant la moitié  
 » pour le moins ou plus grande portion si faire se  
 » doit, ils seront à l'advenir déchargés d'iceux  
 » droits pour la part et portion qui leur demeure-  
 » ra par le partage et en pourront librement et  
 » franchement jouir et user et les entretenir en  
 » nature de bois, ou les rédiger et mettre en cul-  
 » ture et labour, ainsi qu'ils verront être à faire  
 » pour leur profit et utilité (1). »

Il y aurait bien des explications à donner sur l'intelligence entière de ce texte, et surtout sur les motifs pour lesquels cette ordonnance veut que la portion à adjuger au gouvernement pour ses droits de tiers et danger, ainsi que de gruerie et grairie, s'élèvent jusqu'à la moitié de la forêt, fonds et superficie; mais un pareil commentaire serait entièrement hors de notre objet, pour lequel il nous suffit de faire voir, par cette disposition législative, que l'action en partage est admissible là où il y a droit de superficie partielle.

## OBSERVATIONS.

**706.** Le partage à opérer entre le superficiaire et le tréfoncier n'a rien de commun avec le cantonnement.

(1) Voy. dans Saint-Yon, liv. 1, tit. 24; art. 19, page 335.

Le cantonnement n'est destiné qu'au rachat d'un droit d'usage, qui n'est qu'une servitude, tandis que le droit de superficie est une véritable propriété.

Le droit de provoquer le cantonnement n'appartient qu'au propriétaire de la forêt : en matière de superficie, au contraire, quelque modique que puisse être le droit de l'un des deux copropriétaires, il n'en a pas moins la faculté de demander le partage; et quand la superficie ne consisterait que dans les herbes qui croissent sur le terrain, il y aurait toujours lieu à partage, et non point au rachat en argent.

Les dispositions du Code forestier sont ici inapplicables; la maxime que personne n'est tenu de demeurer dans l'indivision est la seule règle à suivre.

Quant aux bases du partage, celles que vient d'indiquer le savant auteur sont infiniment justes, parce qu'il s'agit ici non pas d'opérer un rachat en nature, comme dans le cantonnement, mais de deux propriétaires à chacun desquels doit être attribué une portion de propriété équivalente à son droit dans le fonds commun.

---

## CHAPITRE. VII.

Du rachat des droits de pâturage, panage et autres.

LES matières que ce chapitre a pour objet de traiter sont entièrement réglées par le Code forestier.

707. La loi du 6 octobre 1791 n'accordait au propriétaire le droit de se rédimer, en argent, d'un droit de pâturage que dans le cas où ce droit avait été établi *entre particuliers*. A l'égard des communes, la seule voie praticable était celle du cantonnement, qui, pour la simple servitude de pacage sur une propriété quelconque, de même que pour l'usage au bois dans les forêts, pouvait être provoqué par les usagers aussi-bien que par le propriétaire (1).

Le Code forestier a renversé ce système, en ce qui concerne les bois.

Comme on l'a vu au chapitre III, ce n'est qu'au propriétaire que l'art. 63 accorde le droit de demander le cantonnement.

Et l'art. 64 porte :

« Quant aux autres droits d'usage *quelconques*, et aux  
» *pâturage, panage et glandée* dans les mêmes forêts,  
» ils ne pourront être convertis en cantonnement ; mais  
» ils pourront être rachetés, moyennant des indemnités  
» qui seront réglées de gré à gré, ou, en cas de con-  
» testation, *par les tribunaux*.

(1) V. n° 342, tom. I<sup>er</sup>, pag. 543.



» Néanmoins le rachat ne pourra être requis par l'administration, dans les lieux où l'exercice du droit de pâturage est devenu d'une ABSOLUE NÉCESSITÉ pour les habitants d'une ou de plusieurs communes. Si cette nécessité est contestée par l'administration forestière, les parties se pourvoiront devant le conseil de préfecture, qui, après une enquête de *commodo et incommodo*, statuera, sauf le recours au conseil-d'état. »

Cet article, placé au titre des droits d'usage dans les forêts de l'Etat, a été rendu commun aux autres forêts soumises au régime forestier par les articles 88 et 112, et aux bois des particuliers par l'article 120, sauf ce qui concerne la compétence.

Ainsi les usages consistant dans une prise de bois peuvent seuls donner lieu à l'action en cantonnement : pour ce qui concerne tous les autres droits, le propriétaire de la forêt ne peut s'en rédimier que moyennant une indemnité pécuniaire, ce qui s'applique non-seulement aux droits de pâturage et de panage, mais à tous ceux qui portent sur des substances intérieures ou sur des produits extérieurs qui ne consisteraient pas en bois.

708. Cette disposition du nouveau Code a excité des réclamations : en ce qui concerne le droit de pâturage, plusieurs préfets et quelques cours royales ont observé que la privation de l'exercice de cette servitude pourrait porter un notable préjudice à certaines populations, surtout à celles des montagnes ; et la commission de la cour de cassation avait pensé que la loi devait se borner à déclarer que le pâturage pourrait être converti en cantonnement de gré à gré, et qu'on devait supprimer le restant de l'article.

« Mais, dit M. Baudrillart, on s'est trop exagéré les inconvénients du rachat du pâturage. La France n'est

» plus ce qu'elle était au temps où ce droit a été accordé : l'agriculture améliorée, les prairies artificielles multipliées, la culture des racines et des tubercules, et la suppression des jachères, offrent de puissans moyens de suppléer au maigre et désastreux pâturage dans les forêts. Cet usage, qui a partout causé la destruction des bois, ne présenterait que de bien faibles ressources si les bestiaux ne broutaient pas les jeunes bourgeons; et l'on sait que l'éducation des bestiaux dans les provinces où le pâturage commun n'existe pas, est bien supérieure à celle des animaux que l'on envoie dans les forêts (1).

Ces considérations et d'autres non moins puissantes ont déterminé l'adoption du projet.

Les droits de pâturage constituent une servitude infiniment onéreuse, dont le propriétaire doit avoir la faculté d'affranchir sa forêt. Il n'en est pas de cette servitude comme de l'usage au bois, qui, affectant une partie des produits forestiers, est, par cette raison, sujet à un cantonnement qui ne saurait servir d'échange à un droit de pâturage; il fallait donc trouver un autre moyen de se rédimier de ce droit; et pourquoi n'appliquerait-on pas ici, aux communes, le principe reconnu par la loi du 6 octobre 1791, qui déclare rachetable à dire d'experts, *entre particuliers*, le droit de pâturage, même dans les bois (2)?

Les droits de pâturage ont été établis à des époques où la conservation des forêts était de peu d'importance, et où le pâturage pouvait en avoir beaucoup pour les populations. Mais les choses sont-elles restées dans cet

(1) V. aussi mes observations sur la *vaine pâture*, tom. I<sup>er</sup>, pag. 548 et suiv.

(2) Rapport fait par M. Favard, au nom de la commission de la chambre des députés.

état? Les habitans n'ont-ils pas beaucoup plus de facilité de procurer, par d'autres moyens, une subsistance abondante à leur bétail? et d'un autre côté la conservation des forêts n'est elle pas aujourd'hui bien autrement importante? Il est donc ici question de droits excessivement onéreux pour ceux qui ont à les supporter, et fort peu utiles pour ceux qui les possèdent; et le rachat aura un double avantage: il sera utile à la conservation des forêts, et servira à retirer des populations entières de l'état misérable dans lequel elles restent, lorsque l'état social leur présente des moyens bien supérieurs à ceux du pâturage pour améliorer leur position (1).

Le pâturage est *le plus grand fléau des bois*, il en amène la destruction dans un temps plus ou moins éloigné. Avec le pâturage, il est impossible d'espérer des futaies, qui sont le but principal de la conservation. Si les inconvéniens de l'exercice de ce droit sont moindres dans les grands taillis que dans ceux qui sont jeunes et faibles, on peut dire qu'il n'y a pas d'âge où les bois n'en souffrent préjudice. Ces vérités sont attestées par tous les forestiers; on peut consulter à cet égard Buffon, Duhamel, et surtout M. de Perthuis, la plus grande autorité que l'on puisse citer en matière forestière. Que l'on compare d'ailleurs l'état des bois où le pâturage est interdit avec celui d'un bois où il est admis, et même l'état d'un bois avant son ouverture au pâturage avec celui qu'il présente après quelque temps de parcours. — On ne peut même craindre que l'agriculture éprouve quelque dommage de la faculté de rachat: privée d'air et de lumière, et composée de plantes la plupart sans saveur et de mauvaise qualité,

(1) Discours de M. de Villèle, ministre des finances (séance du 23 mars 1827).

l'herbe des forêts est peu recherchée par les bestiaux, qui la mangent quant ils n'en trouvent pas d'autre. Le pâturage dans les bois sera remplacé plus avantageusement par des prairies artificielles, etc., etc. (1).

La seule objection spécieuse, et à laquelle les adversaires du projet ne paraissent pas avoir insisté, c'est que le rachat n'a pas seulement pour effet d'intervertir le titre; il opère aussi novation dans la personne du créancier : c'étaient les habitans *ut singuli* qui profitaient de l'exercice du droit, et l'indemnité du rachat étant versée dans la caisse communale, les particuliers peuvent se trouver privés, par-là même, et d'un droit indispensable et du prix de ce droit.

C'est probablement ce qui a déterminé la commission de la chambre des députés à ajouter à l'article du projet l'amendement d'après lequel le rachat ne peut être exercé, *dans les lieux où l'exercice du droit de pâturage est d'une absolue nécessité pour les habitans d'une ou de plusieurs communes.*

Au moyen de cette restriction, tous les intérêts sont à couvert. Si dans certaines localités le pâturage de la forêt est indispensable; qu'il soit impossible de pourvoir d'une autre manière à la subsistance du bétail, alors le droit sera maintenu. Dans la plupart des communes, au contraire, où il est facile de suppléer par d'autres moyens à l'exercice du pâturage, les habitans n'ont pas à se plaindre de voir adjuger une indemnité à la commune, dont le bien-être rejaillit toujours sur les particuliers; et forcés de quitter une mauvaise routine pour adopter une autre méthode, ceux-ci en retireront des avantages bien autrement précieux que ceux du vain pâturage.

(1) Rapport de M. Roy, au nom de la commission de la chambre des pairs.



Le droit de rachat accordé au propriétaire, voilà la règle générale : la nécessité absolue qui pourrait s'y opposer est une exception dont doit justifier la commune.

Cette exception devant être une question préjudicielle dans ces sortes d'affaires, je vais la traiter en premier ordre. J'examinerai ensuite comment le rachat doit être opéré, dans le cas où l'exception serait rejetée ou n'aurait pas été opposée.

## SECTION I.

*De l'exception qui peut être opposée à la demande en rachat.*

**709.** — Ce n'est qu'en faveur des communes qu'a été établie cette exception : elle ne porte que sur les droits de *pâturage*, et n'est par conséquent point applicable aux droits de panage et autres également sujets au rachat, d'après l'article 64.

Un membre avait proposé de l'étendre à tous les droits relatés en cet article ; mais cet amendement a été rejeté, et avec raison (1). Tous les droits établis sur les forêts sont utiles sans doute ; mais le pâturage est le seul qui puisse être d'une nécessité absolue dans certaines localités.

A cet égard deux points sont à examiner : 1° Dans quel cas le droit de pâturage peut-il être considéré comme étant d'une nécessité absolue ? 2° Quelle est l'autorité compétente pour admettre ou rejeter cette exception ?

(1) Séance de la chambre des députés, du 24 mars 1827.

§ 1<sup>er</sup>.

*Des cas où l'exception peut être admise.*

710. La loi exige que le droit de pâturage soit d'une nécessité absolue aux habitans d'une ou de plusieurs communes.

Pour faire rejeter la demande en rachat du propriétaire, il ne suffirait donc pas que la commune établit la convenance et l'utilité de l'exercice du pâturage ; la loi ne s'attache qu'à l'indispensabilité : peu importerait même que, dans l'état de choses existant à l'époque de la demande, il fût démontré que les prés du territoire et les communaux ne suffisent pas pour pourvoir entièrement à la nourriture du bétail. Le rachat ne devrait pas moins être opéré, s'il était démontré qu'il est possible aux habitans d'y suppléer, par d'autres moyens, tels que la multiplication des prairies artificielles.

L'exception de *nécessité absolue* ne doit donc être admise que dans des cas infiniment rares. Ce n'est point pour les pays de culture que cette restriction au droit de rachat a été ajoutée à l'article ; le législateur n'a eu ici en vue que certaines contrées telles que les montagnes, où le sol étant extrêmement ingrat, le pâturage serait la seule ressource des habitans qui sont obligés d'élever du bétail, et de tenir un grand nombre de vaches pour la confection du fromage.

Les motifs qui ont déterminé une loi nouvelle en étant le plus sûr interprète, c'est ici le cas d'interroger la pensée du législateur.

Dans le projet de l'art. 64, la faculté de rachat était absolue : c'est, comme on vient de le dire, la commission de la chambre des députés qui a proposé l'exception

dont il s'agit ; et voici comment le rapporteur a justifié cet amendement.

« En adoptant , dit M. Favard , la proposition du gouvernement pour le rachat des droits de pâturage , la commission ne s'est pas dissimulé que l'exercice rigoureux de cette faculté pourrait , dans certains cas , produire de fâcheuses conséquences. Il est , vous le savez , messieurs , des localités où le pacage est tellement indispensable aux habitants , que ceux-ci n'ont d'autres revenus , d'autres ressources , que le produit des bestiaux qu'ils élèvent ; si vous leur enlevez cet unique moyen d'existence , vous les forcez à abandonner le sol qui les a vus naître , où ils mènent une vie laborieuse et paisible , où ils exercent un genre d'industrie utile non-seulement à eux-mêmes , mais encore au commerce. Quelle compensation trouveraient-ils dans la somme d'argent que leur offrirait l'Etat ? Quel emploi pourraient-ils en faire dans l'intérêt commun ? Dans les lieux où le pacage n'est qu'un accessoire de la fortune communale , les usagers ont la faculté de le remplacer par des prairies artificielles ; mais là où il est tout pour les habitants , il ne saurait y avoir de moyens de remplacement.

« Sans doute le gouvernement paternel de sa majesté n'userait point de la faculté de rachat contre des communes que cette mesure plongerait dans la misère ; mais qui pose des principes stables doit en fixer les exceptions , et il le doit surtout lorsqu'il s'agit de donner à des populations intéressantes une garantie qui tient à leur repos et à leur existence.

« Nous avons donc pensé qu'il convenait d'ajouter à l'art. 64 la disposition suivante. » (§ 2 de l'article.)  
« Les localités auxquelles peut s'appliquer l'exception

de nécessité absolue ont été également signalées par M. CHIFLET, l'un des membres de la commission, qui, dans l'intérêt d'une partie de la population de son département, n'avait pas peu contribué à faire adopter l'amendement dont il s'agit.

« En admettant en général le rachat de ce droit ,  
» disait-il (séance du 20 mars) , pénétrée de ce grand  
» principe que le bien public doit s'opérer , autant que  
» possible , par des sacrifices communs à des masses de  
» citoyens, et qu'on ne peut point l'acheter par la ruine  
» entière de quelques parties de population ; sachant  
» qu'il y a des *pays de montagnes* qui ne fournissent pas à  
» leurs habitans d'autres ressources que le commerce du  
» bétail et des fromages , votre commission a pensé qu'il  
» devait y avoir exception *pour ces pays froids et arides*, dont  
» la suppression des pâturages entraînerait sous peu la dé-  
» population. Protéger des populations entières est aussi  
» d'un grand intérêt général : c'est l'objet d'un second  
» paragraphe de l'art. 64 ; il décide que le droit de  
» pâturage ne sera point racheté, s'il est d'une néces-  
» sité absolue pour une ou plusieurs communes, et  
» qu'en cas de contestation elle sera portée devant le  
» conseil de préfecture. Une enquête lui apprendra fa-  
» cilement si l'existence de ces communes dépend de  
» la conservation de leur droit de pâturage. Quand  
» il aura reconnu que *l'agriculture est nulle, ou insuffi-*  
» *sante à leur soutien*, il sentira qu'il n'y a point de prix  
» possible, point de remplacement égal à cette perte. Il  
» verra là une question vraiment vitale pour ces loca-  
» lités. Ces expressions n'ont rien d'exagéré ; cela est  
» connu de tous les députés des départemens de hautes  
» montagnes. »

Après avoir décrit la chaîne des montagnes du Doubs et du Jura, et avoir fait observer qu'il existe des situa-



tions semblables dans les Vosges, dans l'ancien Charolais et dans plusieurs parties d'autres départemens, « Ces pays, disait l'honorable membre, sont tellement » impropres à l'agriculture, que les fermes ne s'estiment » pas par le produit de deux ou trois cent mesures, c'est » une ferme de 30, de 40 vaches... Croirait-on indemniser, par la valeur de la nourriture de quelques vaches, » ces habitans qui se verraient forcés d'abandonner leurs » hameaux? car ils n'ont d'autres ressources, on le répète, que l'éducation du bétail et la confection des » fromages. Il est également d'un intérêt général de protéger des branches si importantes de commerce, etc. »

Enfin c'est dans ce sens que l'article a été présenté à la délibération des pairs : « Toutefois, il est possible, » disait M. Roy, rapporteur de la commission, que *dans* » *quelques localités* le pâturage dans les bois soit encore » d'une *indispensable nécessité* : c'est pour ces cas, qui » ne peuvent être que très rares, qu'il a été fait au projet » de loi un amendement d'après lequel l'administration » ne pourra, dans ce cas, requérir le rachat. »

Ce serait donc une erreur de croire que toutes les communes, quelles que soient la situation du territoire et la nature du sol, peuvent s'opposer à la demande en rachat du droit de pâturage, en alléguant que leurs communaux ne présentent pas des ressources suffisantes pour la nourriture du bétail des habitans, et qu'ainsi il doit s'élever autant de procès qu'il y aura de demandes en rachat. Si cela était, l'amendement ajouté à l'art. 64 ne serait qu'une source de difficultés; son application tendrait à rendre illusoire la disposition de cet article : telle n'a point été l'intention du législateur.

Ces termes, *dans les lieux où l'exercice du pâturage est devenu d'une ABSOLUE nécessité*, et les motifs donnés à cet amendement par la commission, démontrent jus-

qu'au dernier degré d'évidence , que l'exception n'a été portée que pour certaines localités, pour quelques pays de montagnes qui ne sont pas propres à l'agriculture , et où les habitans étant forcés de tenir un grand nombre de bestiaux afin de suppléer , par l'industrie , à l'infertilité du sol, le pâturage leur devient indispensable (1).

Il en est tout autrement des pays de culture, où l'on ne tient que le bétail nécessaire au labourage, et où, à défaut de prés naturels, les prairies artificielles peuvent procurer aux animaux une subsistance abondante, beaucoup plus salubre et infiniment plus utile que le pâturage dans les forêts. Dans ces pays, loin que le rachat puisse être excepté, il doit servir, au contraire, à exciter l'industrie des communes, à *retirer*, pour nous servir de l'expression du ministre des finances, *des populations entières de l'état misérable dans lequel elles restent, lorsque l'état social leur présente des moyens bien supérieurs à ceux du droit de pâturage, pour améliorer leur position.*

Ces considérations ne doivent pas être perdues de vue par ceux qui, comme on va le voir, sont appelés à statuer dans les affaires de ce genre.

(1) On a même un peu exagéré, à cet égard, la nécessité des pays de montagnes : peuplées de hautes futaies de sapins, les forêts n'y sont pas d'une grande ressource pour le bétail; c'est dans les pâtures particulières et dans les communaux ou *prés-bois* que le pâturage s'y exerce avec avantage; dans plusieurs de ces contrées, on a même trouvé moyen d'établir des prairies artificielles, et les inconvéniens du pâturage en commun commencent à s'y faire sentir.

On a vu au chapitre VI, n° 506, l'administration forestière prétendre que les bois peuplés d'arbres résineux ne pouvaient jamais être déclarés défensables. L'exception au rachat du droit de pâturage dans les forêts des hautes montagnes, qui ne sont peuplées que de sapins, démontrent bien l'erreur de cette prétention, et la justesse des observations que j'y ai opposées, pag. 232 et suiv.

## § 2.

*De l'autorité compétente pour statuer sur l'exception de nécessité absolue.*

Il faut faire, à cet égard, une distinction entre les bois des particuliers et les forêts soumises au régime forestier.

**711.** I. Dans les bois des particuliers grevés du droit de pâturage au profit d'une commune, les tribunaux sont seuls compétents, non-seulement pour régler l'indemnité du rachat, mais aussi pour statuer sur l'exception de nécessité absolue qui serait opposée, par la commune, à la demande du propriétaire.

On prétendrait en vain, qu'en ce qui concerne les bois des particuliers, l'article 120 renvoyant à l'article 64, c'est le conseil de préfecture qui, d'après cet article, est appelé à constater la nécessité de la commune. Ce n'est que pour le fond des dispositions énoncées dans l'article 120 que cet article les rend applicables aux bois des particuliers. Quant à la compétence, l'article 120 est suivi de la règle générale établie par l'article 121, lequel porte : « *En cas de contestations entre le propriétaire et l'usager, il sera statué par les tribunaux.* »

Ainsi, pour l'exécution de l'art. 64, de même que pour celle des articles 65 et 67, qui, à l'égard des forêts de l'Etat donnent aussi des attributions au conseil de préfecture, la connaissance des difficultés élevées entre les usagers et le propriétaire particulier d'un bois, n'appartient qu'aux tribunaux (1).

**712.** Pour vérifier si le pâturage dans le bois d'un particulier est d'une nécessité indispensable à la

(1) V. *suprà*, n° 477, pag. 193.

commune, l'expertise est la voie la plus naturelle.

Cette expertise n'a rien de commun avec celle qui devra être ordonnée, s'il y a lieu, afin de fixer l'indemnité du rachat.

Pour la liquidation de cette indemnité, c'est le prix du pâturage, c'est la valeur du produit que les habitans pouvaient en retirer qu'il s'agit de régler, règlement qui doit être fait eu égard aux besoins des habitans, et déduction faite des ressources communales, comme on le verra à la section suivante.

Mais quand il s'agit de vérifier la *nécessité absolue* du pâturage qu'allègue la commune, ce ne sont pas seulement les bois et pâtis communaux qu'il faut considérer; les propriétés particulières doivent aussi être prises en considération; et dans le cas même où ces divers produits ne seraient pas suffisans pour pourvoir à la subsistance du bétail, il faudra examiner encore s'il ne pourrait pas y être suppléé par la multiplication des prairies artificielles, en consultant la situation du territoire et la nature du sol. Car la loi ne permet le rejet de la demande en rachat que dans le cas de *nécessité absolue*, et cette nécessité n'existe point dès l'instant qu'il est reconnu que les habitans peuvent remplacer, par un moyen quelconque, le pâturage de la forêt grevée d'usage.

On vient de voir au paragraphe précédent les motifs qui ont déterminé le législateur à établir cette exception pour un petit nombre de localités seulement.

**715.** II. A l'égard des forêts soumises au régime forestier, c'est au conseil de préfecture que l'article 64 a confié le soin de reconnaître, si le pâturage dans la forêt grevée d'usage est d'une nécessité indispensable à la commune.

De toutes les dispositions du Code, il n'en est pas



qui ait excité des débats aussi vifs et plus incertains que la règle de compétence dont il s'agit.

La commission à qui avait été renvoyé l'article, pour en faire un nouvel examen, revenant de son premier avis, reconnut que la compétence des tribunaux était plus rationnelle que celle des conseils de préfecture.

« La commission, dit M. Favard (séance du 24 mars), s'est empressée d'examiner cette proposition. La majorité a pensé qu'il ne pouvait y avoir deux juridictions différentes pour un fait identique, et que le projet de loi, par l'art. 121, ayant attribué et dû attribuer à l'autorité judiciaire la connaissance du même fait, lorsque la contestation s'élève entre particuliers, il était d'une bonne législation de laisser à cette autorité la même attribution, lorsqu'une difficulté pareille s'élève entre l'État et des usagers. La commission a pensé, en outre, que la juridiction judiciaire étant la juridiction ordinaire du droit commun, et la juridiction administrative n'étant qu'exceptionnelle, il était plus convenable de rentrer dans le droit commun que d'étendre la juridiction exceptionnelle. En conséquence, elle propose la nouvelle rédaction suivante : *Si la nécessité est contestée, les tribunaux prononceront sur la question préjudicielle.* »

Cette nouvelle proposition semblait devoir fixer l'opinion de la chambre; il n'en fut pas ainsi : plusieurs membres ayant insisté à faire adopter la compétence des conseils de préfecture, M. Chiflet défendit avec force le nouvel amendement de la commission dont il était membre. « Rien n'est plus important, disait-il, dans toutes les questions de juridiction, que d'établir de l'uniformité. Personne ne contestera que, dans tous les procès entre particuliers, les tribunaux judiciaires sont seuls compétens : n'y aurait-il pas quelque chose

» de choquant à voir que des questions d'une nature  
 » toute parçille fussent portées devant les tribunaux ad-  
 » ministratifs, devant les conseils de préfecture, par  
 » cela seul que l'Etat y serait intéressé? Qui ne sent en  
 » effet que ces conseils de préfecture pourraient adopter  
 » une marche différente de celle qui aurait été suivie  
 » par les tribunaux ordinaires?... L'orateur qui descend  
 » de la tribune s'est trompé lorsqu'il a cru qu'il n'était  
 » question que de motifs de convenance : il s'agit de  
 » l'existence d'un droit réel, il s'agit de savoir si ce droit  
 » réel sera éteint. Or, il est certain que tout droit réel  
 » touchant la propriété doit être jugé par les tribunaux,  
 » lorsque la suite de la discussion peut entraîner l'ex-  
 » tinction de ce droit, etc. »

Plusieurs orateurs, MM. Agier et Sébastiani entre  
 autres, défendirent également la compétence des tribu-  
 naux; et la discussion fut terminée par les observations  
 du ministre des finances, qui, dans les débats relatifs  
 au Code forestier comme en d'autres circonstances,  
 montra cette supériorité de vues, cette impartialité ju-  
 dicieuse qui caractérisent le véritable homme d'Etat.

M. de Villèle exposa d'abord que le second para-  
 graphe de l'article lui paraissait superflu, parce qu'il  
 n'était pas à craindre que le gouvernement voulût user  
 de son droit *contre l'absolue nécessité*, c'est-à-dire dans  
 les cas où *l'existence des communes en dépendrait*. « Mais  
 » enfin, disait-il, une fois cette question soulevée, elle  
 » doit être jugée, et nous avons pensé avec la commis-  
 » sion que, puisqu'il est des localités qui se trouvent  
 » dans la situation désignée, il est bon qu'après avoir  
 » consacré le principe, la loi leur donne une garantie.  
 » Mais que résultera-t-il de là?... Enverra-t-on, comme  
 » le proposait d'abord la commission, devant les con-  
 » seils de préfecture, lorsqu'il s'agira d'une demande

» faite par l'Etat? On se trouvera en contradiction avec  
» ce qui sera décidé plus tard, sur la proposition du  
» gouvernement comme sur celle de la commission,  
» dans les articles 120 et 121, qui, stipulant pour les  
» particuliers, disent qu'en cas de contestation entre le  
» propriétaire et les usagers, il sera statué par les tri-  
» bunaux. — On nous disait tout-à-l'heure qu'il y a une  
» différence entre le propriétaire qui défend ses inté-  
» rêts, et l'Etat qui défend les intérêts généraux; je ré-  
» ponds que, dans le cas dont il s'agit, l'Etat se trouve  
» absolument dans la position du particulier; et l'on est  
» tombé dans une grande erreur, quand on a voulu  
» comparer la question actuelle à celle de l'expropriation  
» pour cause d'utilité publique. Ces deux questions sont  
» l'inverse l'une de l'autre, etc., etc. » — Après plusieurs  
développemens, la conclusion du ministre fut qu'entre  
l'administration des forêts qui demande, et l'adminis-  
tration communale qui défend, *tout se résout en une véri-  
table question de propriété.* « Et sous ce rapport, obligés  
» que nous sommes de prendre un parti entre la juridiction  
» administrative et la juridiction ordinaire, je crois qu'il  
» y aura plus d'ensemble dans la loi, plus de garantie,  
» si nous adoptons l'amendement qui renvoie devant les  
» tribunaux, que si nous nous jetons dans cette anomalie  
» qui nous mènerait devant les conseils de préfecture. »

Il eût été difficile de combattre, avec quelque soli-  
dité, des raisons aussi puissantes; les partisans de la  
compétence de l'autorité administrative ne se retran-  
chaient que sur un vain prétexte d'utilité publique.  
Cependant le nouvel amendement de la commission a  
été rejeté, et l'ensemble de l'article a été adopté (tel  
qu'il vient d'être transcrit sous le n° 707) à une très  
faible majorité, il est vrai, et après une première épreuve  
douteuse.

Ainsi la question de savoir si le droit de pâturage doit subsister, comme étant d'une nécessité absolue à la commune, est, à l'égard des bois des particuliers, considérée comme une question de propriété dont la connaissance ne peut appartenir qu'aux tribunaux; et la même question qui ne saurait changer de nature, s'il s'agit d'une forêt appartenant à l'Etat, est en ce cas renvoyée à l'administration; de sorte que la demande en rachat demeure ici soumise à deux juridictions différentes: le conseil de préfecture statue sur la question préjudicielle, et les tribunaux règlent l'indemnité. Cette marche est le renversement de tous les principes. Le juge de l'action doit être juge de l'exception; l'exception étant même ici plus intimement liée au droit, que le règlement de l'indemnité, on concevrait plutôt le renvoi de ce règlement à l'autorité administrative que celui de la question préjudicielle.

L'article 64 du Code renferme donc bien réellement l'anomalie que signalait M. de Villèle; et la résolution de la chambre sur ce point prouve que, dans une assemblée délibérante, la raison n'est pas toujours du côté de la majorité.

Ce vice de la loi a été signalé à la chambre des pairs, par le rapporteur de la commission; et si cette chambre n'avait pas résolu d'adopter le projet sans amendement, il est à croire que la question dont il s'agit serait rentrée dans le domaine des tribunaux.

714. Quoi qu'il en soit, la disposition ayant force de loi, il s'agit de voir comment elle doit être exécutée.

D'après l'article 116 de l'ordonnance réglementaire, la proposition de rachat doit être notifiée par le préfet au maire de la commune usagère, en lui prescrivant de faire délibérer le conseil municipal, afin de se pourvoir, s'il le juge à propos, devant le conseil de préfec-



ture, pour vérifier si le pâturage est d'une nécessité absolue aux habitans.

L'article 64 du Code forestier a tracé le mode d'instruction : c'est d'après une enquête *de commodo et incommodo* que le conseil de préfecture doit statuer.

La question de savoir si le pâturage est réellement d'une nécessité absolue aux habitans d'une commune, semblerait devoir être l'objet d'une vérification par experts, plutôt que d'une enquête.

Mais il faut faire attention que l'enquête administrative *de commodo et incommodo* n'a rien de commun avec l'enquête judiciaire, et tient beaucoup de l'expertise.

Dans l'enquête judiciaire, les témoins ne déposent, sous la foi du serment, que de ce qu'ils ont vu; leur propre opinion n'est d'aucune influence.

L'enquête administrative, au contraire, a pour but de faire connaître la manière de voir des personnes qui y sont appelées, et de recueillir tous les renseignemens sur l'objet en discussion.

Quant à la forme, l'enquête *de commodo et incommodo* doit être faite sur les lieux, par un membre du conseil de préfecture ou par un fonctionnaire, ou une autre personne déléguée par le conseil.

Les habitans peuvent-ils être entendus comme témoins dans une affaire de la commune? Cette question est controversée; l'opinion la plus rationnelle est qu'il faut distinguer : ou la contestation n'intéresse que le corps de la communauté, ou bien les habitans *ut singuli* y sont particulièrement intéressés; dans le premier cas, ils sont admis comme témoins, et dans le second, leur déclaration est suspecte et reprochable, d'après la maxime *nullus idoneus testis in re sua intelligitur*.

Mais cette règle n'est point suivie dans les enquêtes administratives : lorsqu'il s'agit de s'enquérir de com-

*modo et incommodo*, les habitans de la commune sont regardés comme des témoins naturels et nécessaires.

Dans le cas particulier, néanmoins, le but de l'instruction serait absolument manqué, si l'on se bornait à consulter les habitans de la commune intéressés à faire rejeter la demande en rachat. Pour remplir complètement sa mission, le commissaire doit entendre aussi des étrangers connaissant le territoire, et qui soient versés dans l'agronomie; il doit s'entourer de tous les renseignemens capables d'éclaircir le fait à vérifier, savoir s'il est vrai que la commune ne peut se passer du pâturage dont le rachat est demandé, et s'il ne serait pas possible de suppléer, par d'autres moyens, à la nourriture du bétail que sont obligés de tenir les habitans, d'après leur industrie et le genre de culture que comporte le sol.

En un mot, l'enquête *de commodo et incommodo* doit remplacer l'expertise qui devra être ordonnée par les tribunaux, quand il s'agira d'un bois de particulier, et fournir les mêmes documens que ceux dont on vient de parler, en traçant les bases de cette expertise.

Quoique les enquêtes administratives ne soient pas soumises aux règles de la procédure ordinaire, cependant le délégué de l'administration ne doit pas se borner à retracer l'opinion des témoins en masse; il doit les entendre un à un, sans les réunir tous à la fois, les interroger et recueillir leurs déclarations, sans même faire connaître son opinion, pour ne pas les influencer. C'est ce qu'a décidé un avis du conseil-d'état du 17 novembre 1811, inséré au Bulletin des lois.

Enfin le commissaire, ensuite de la vérification des lieux et de l'examen des points sur lesquels roule la difficulté, devra transmettre son avis.

Le procès-verbal d'enquête est ici d'autant plus im-

portant qu'il doit servir de base non-seulement à l'arrêté du conseil de préfecture, mais aussi à la décision du conseil-d'état, qui, d'après l'article 64, est appelé à statuer en cas de recours, lequel ne peut manquer d'avoir lieu si l'arrêté est contraire à la demande de l'administration.

Et c'est ce qui atteste d'autant plus le vice de la loi; car, outre l'inconvénient d'obliger une commune à recourir à Paris pour un débat de cette nature, le conseil-d'état n'étant pas composé de magistrats indépendans et inamovibles, mais d'hommes qui, quelles que soient leur capacité et la hauteur de leur position, n'en sont pas moins les agens du gouvernement, il se trouve, par-là même, juge et partie.

**715.** Le délai pour se pourvoir au conseil-d'état étant de trois mois, à dater de la signification, il est bon d'examiner à qui doit être signifié l'arrêté du conseil de préfecture, qui aurait admis l'exception de nécessité absolue.

D'après l'art. 64 du Code, il semblerait que c'est l'administration forestière qui est partie dans ce débat. Mais c'est une erreur, l'administration forestière étant sans qualité pour soutenir les actions civiles, en ce qui concerne les bois soumis au régime forestier. Aussi, d'après l'article 116 de l'ordonnance réglementaire, le droit de cette administration se borne-t-il à proposer le rachat; cette proposition doit être signifiée au maire de la commune usagère par le préfet; c'est lui qui doit faire procéder à l'expertise préparatoire, et à l'offre faite en conséquence; enfin c'est le préfet qui, d'après les ordres du ministre des finances, doit introduire l'action devant les tribunaux en règlement de l'indemnité, si le pâturage n'a pas été reconnu indispensable à la commune.

Ainsi, dans le cas où le conseil de préfecture déciderait que le pâturage est d'une nécessité absolue, la signification de l'arrêté nécessaire pour faire courir les délais du pourvoi doit être faite, à requête du maire, au préfet de la situation de la forêt, si elle appartient à l'Etat, au ministre ou intendant, de la maison du roi, s'il s'agit d'une forêt dépendant du domaine de la couronne, et au maire de la commune qui serait propriétaire d'un bois grevé du droit de pâturage au profit d'une autre commune.

Quant aux forêts possédées à titre d'apanage ou de majorat reversibles à l'Etat, l'art. 89 du Code n'ayant point rendu applicable à ces forêts la disposition dont il s'agit, c'est aux tribunaux, à ce qu'il me paraît, et non point aux conseils de préfecture, qu'il appartiendrait de statuer sur l'exception de nécessité absolue du pâturage opposée par la commune usagère.

## SECTION II.

### *Du règlement de l'indemnité.*

716. Si, s'agissant d'un bois de particuliers, le tribunal rejette l'exception de nécessité absolue proposée par la commune, il n'y a plus qu'à procéder au règlement de l'indemnité, à moins qu'il n'y ait appel du jugement qui aurait statué sur la question préjudicielle, cas auquel il doit être sursis jusqu'à la définition de cet appel.

C'est aux tribunaux qu'il appartient également de régler l'indemnité pour ce qui concerne les forêts de l'Etat et autres soumises au régime forestier, après que l'autorité administrative aura statué sur l'exception de nécessité absolue, comme il vient d'être dit.



Ainsi que j'en ai fait observer ci-dessus, le règlement de l'indemnité ne doit pas être assis sur les mêmes bases que celles qui auront servi pour le jugement de la question préjudicielle.

Le défaut de nécessité absolue du pâturage a dû être constaté, en vérifiant, comme on l'a dit, non-seulement les ressources que les habitants peuvent retirer de leurs communaux, mais aussi celles que présentent soit les prés des particuliers, soit même l'établissement des prairies artificielles que pourrait comporter le sol du territoire; car il ne peut y avoir, on le répète, nécessité absolue d'interdire le rachat du droit de pâturage, dès l'instant qu'il est possible de pourvoir, de toute autre manière, à la nourriture du bétail des habitants.

Pour ce qui concerne l'indemnité, dans le cas où le rachat doit avoir lieu, cela est différent. Ici les propriétés particulières ne peuvent être portées en ligne de compte, chaque habitant ayant la faculté de disposer, comme bon lui semble, du produit de ses propres fonds.

Cependant pour régler l'indemnité, il ne suffit pas de fixer la valeur annuelle du produit en herbes de la forêt soumise à l'usage, et de former de ces valeurs annuelles un capital qui serait adjugé à la commune. C'est au produit que les habitants devaient retirer du pâturage, qu'il faut s'attacher. Pour opérer d'une manière équitable, il faudra donc balancer le produit en herbes des coupes de la forêt lorsqu'elles sont défensables, avec les besoins des habitants, mais déduction faite des ressources que leur présentent les bois et pâturages communs. Car il en est du droit de pâturage comme de tous les autres usages : subordonnés aux besoins des usagers, ces droits ne doivent jamais surpasser ces be-

soins ; le propriétaire de la forêt ne peut être tenu qu'à suppléer à ce qui manque.

717. Ainsi, pour fixer l'indemnité destinée à dédommager une commune de la privation de l'exercice du droit de pâturage, il me semble que les vérifications suivantes doivent être ordonnées aux experts.

1° Faire le recensement du bétail existant dans la commune à l'époque de la demande en rachat, ainsi que des porcs, si elle a droit à la glandée, en observant que, d'après les articles 70 et 120 du Code forestier, les usagers ne pouvant jouir de leurs droits que *pour les bestiaux à leur propre usage, et non pour ceux dont ils font commerce*, ceux qui se trouveraient dans cette dernière catégorie ne doivent point être comptés (1).

2° Evaluer le produit annuel qui peut être retiré du pâturage de la forêt, ainsi que de l'exercice de la glandée, s'il est aussi question du rachat de ce droit.

Pour cette évaluation, il faut considérer que les coupes de la forêt ne devaient être abandonnées au pâturage qu'après avoir été déclarées défensables. Les experts devront donc fixer l'âge auquel, d'après la nature du sol, chaque coupe, d'après l'aménagement, pourrait être ouverte au pâturage sans aucun danger pour la forêt, et ne faire que sur cette base l'estimation du produit en herbes.

En ce qui concerne la glandée ou le panage, ce n'est pas non plus la quantité de glands et de fruits que peuvent rapporter, chaque année, les chênes et autres arbres qu'il faut considérer. La loi bornant à trois mois la durée du panage, c'est sur cette base que doit être estimée la valeur annuelle qui peut en être retirée par les usagers.

(1) On a vu n° 427, pag. 83, comment devait être entendu l'art. 70, qui interdit le pâturage et le panage des animaux destinés au commerce.

3° Il faut faire également l'évaluation de ce que la commune usagère peut retirer annuellement soit du pacage et du panage dans les bois communaux, soit même de la vaine pâture sur les propriétés particulières après les récoltes.

4° Une fois que ces différens produits auront été estimés, les experts fixeront, d'après leurs connaissances, ce que chaque tête de bétail peut retirer par année du pâturage, et chaque porc du panage, en ayant égard à l'usage des lieux, au temps pendant lequel se pratique soit le pâturage dans les bois et les communaux; soit la vaine pâture.

5° C'est, d'après ce calcul et les données ci-dessus, que devra être fixée la prestation annuelle du pâturage à capitaliser pour le rachat. S'il est reconnu que les habitans trouvent dans les ressources communales de quoi fournir au tiers, au quart, à la moitié, plus ou moins du pâturage de leur bétail, tel qu'il se pratique usuellement dans le lieu, alors la forêt soumise à l'usage ne devait y subvenir que pour le surplus, et l'indemnité devra être réglée en conséquence. Même proportion pour la glandée. Car encore une fois le propriétaire de la forêt n'était point obligé de fournir au-delà des besoins des usagers, et, en cas de rachat, il ne peut être tenu d'indemniser que jusqu'à cette concurrence de la privation de l'exercice de l'usage. Si donc à raison des ressources que trouvent les habitans dans les pâtures communes, le bétail, conduit une grande partie de l'année *in pascuis uberrimis*, n'est introduit que rarement dans la forêt, alors ce n'est que ce pâturage momentané et supplémentaire qu'il faut considérer, pour le règlement de l'indemnité.

Mais si, après avoir évalué soit le pâturage dans la forêt, soit les ressources communales, il en ré-

sulte que le tout devait être absorbé et même au-delà par le bétail, alors l'indemnité doit porter sur la totalité de l'herbe abandonnée au pâturage dans les coupes défensables, en observant toutefois que l'herbe de ces coupes, qui ne peuvent être pâturées que lorsque les rejets sont élevés, est de fort peu de valeur, et que le propriétaire n'a cédé le droit que parce que cette herbe, qui ne se récolte pas, lui était parfaitement inutile.

718. Au surplus, il n'en est pas ici comme du cantonnement, opération dans laquelle la propriété du sol compense en partie la valeur du droit, le rachat étant fait en argent, l'usager doit recevoir une somme équivalente à la valeur de l'exercice de son droit.

Une fois que la prestation annuelle du produit que la commune pouvait retirer du pâturage et de la glandée dans la forêt soumise à l'usage aura été fixée, rien de plus facile que de former le capital du rachat.

Le Code forestier n'a point fixé le taux de cette capitalisation. Mais on croit que les experts et les tribunaux pourraient prendre pour base de l'indemnité due pour rachat de ces droits, le mode et le taux du rachat établis par le titre 3 de la loi du 18 décembre 1790, concernant les redevances en nature de *grains, volailles, denrées, fruits de récoltes*, etc., lesquelles doivent être estimées au denier 25 de leur produit annuel, en prenant les quatorze années antérieures à l'époque du rachat, dont on retranche les deux plus fortes et les deux plus faibles, de sorte que l'année commune est formée sur les dix années restantes.

Telles sont les bases qui me semblent devoir être adoptées pour le règlement de l'indemnité en cas de rachat des droits de pâturage et de panage, non que j'aie la prétention de présenter cette marche comme



étant invariable et devant être suivie dans toutes les circonstances ; je cherche seulement à indiquer le but qui doit être atteint dans ces sortes d'affaires , celui de concilier les droits des usagers avec l'intérêt du propriétaire.

**719.** Ce n'est qu'en cas de contestation que l'article 64 du Code renvoie aux tribunaux le règlement de l'indemnité , lequel peut avoir lieu de gré à gré. Pour parvenir à ce but , l'article 116 de l'ordonnance réglementaire prescrit , de même que pour le cantonnement, une offre préliminaire qui doit être basée sur la valeur représentative du droit , d'après estimation par experts : ce n'est qu'en cas de refus de cette offre , de la part de l'usager , que l'action doit être portée devant les tribunaux.

Rien n'empêcherait le propriétaire particulier d'un bois soumis à l'usage d'employer ce procédé , quoiqu'il ne soit prescrit que pour les forêts soumises au régime forestier. Et si , en fin de cause , l'offre était reconnue suffisante , on croit que la partie refusante devrait supporter les dépens assez considérables de l'opération des experts ; dépens qui me paraissent devoir être à la charge du demandeur en rachat , mais dont l'inutilité serait démontrée , en cas de refus d'une offre préliminaire qui serait trouvée juste.

J'ai déjà soulevé cette question de frais , au sujet du cantonnement , et j'ai pensé , qu'en ce cas , le maire d'une commune ne pouvant transiger sur des droits immobiliers , son refus d'acceptation ne pouvait être l'objet d'un reproche capable d'exposer la commune à des dépens. (1).

En matière de rachat , cela est différent ; la question

(1) V. n° 663 , pag. 508.

de savoir si le rachat doit être interdit pour motif de nécessité absolue étant la seule qui présente une question de propriété, une fois que cette question a été décidée par l'administration ou le tribunal, le règlement de l'indemnité ne consiste plus que dans un objet mobilier, une somme d'argent dont le maire de la commune peut accepter l'offre moyennant une délibération du conseil municipal, approuvée par le préfet.

**720.** La plupart des droits de pâturage et de panage ayant été constitués moyennant des redevances, leur extinction, en cas de rachat, ne doit-elle pas être prononcée, en diminuant jusques à concurrence du capital de ces redevances, le montant de l'indemnité ?

L'affirmative me paraît incontestable.

S'il s'agissait du cantonnement d'un droit d'usage au bois, la commune pourrait dire que le capital de la redevance constituée pour prix de cet usage ne peut être imputée, parce qu'il tendrait à diminuer la portion de forêt nécessaire à ses besoins.

Mais cette objection ne saurait être faite, quand il s'agit du rachat des droits de pâturage et de panage. L'indemnité, en ce cas, ne consistant qu'en argent, il est aussi juste que naturel de compenser le capital de la redevance due par les usagers avec le capital des prestations que doit le propriétaire, et de diminuer d'autant l'indemnité.

**721.** Terminons ce chapitre par l'examen d'une question qui a été soulevée par l'auteur, au sujet du cantonnement des droits de pâturage d'après les lois anciennes, question qui pourrait être également agitée sous l'empire du nouveau Code, pour la fixation de l'indemnité, en cas de rachat.

« Supposons, dit M. Proudhon, qu'une commune soit usagère au pâturage de ses bestiaux dans une forêt,

que l'ancien titre constitutif de cet usage porte que les coupes de la forêt seront considérées comme suffisamment défensables après la cinquième feuille, et que dès lors il sera permis d'y introduire le bétail au pâturage, mais qu'aujourd'hui l'administration forestière ne veuille déclarer les coupes défensables qu'après la dixième feuille, et que, dans cet état de choses, il soit question de régler le cantonnement des usagers; devra-t-on faire l'estimation du pâturage en se reportant au titre? ou ne devra-t-on la faire que d'après ce qu'aura statué l'administration forestière sur l'ouverture des coupes après dix ans d'âge seulement?

» La question est de la plus grande importance; parce que, comme on ne doit estimer la valeur du pâturage que pris égard aux parties de la forêt qui peuvent être défensables, si l'on s'attache à l'usage établi par l'administration forestière, l'estimation ne sera portée qu'à la moitié de ce qu'elle serait si l'on s'en rapportait au titre.

» Pour soutenir que c'est uniquement à l'état et l'étendue des coupes déclarées défensables par l'administration forestière qu'on doit se rattacher, on peut dire :

» Que tout usager est nécessairement obligé d'attendre que les coupes soient déclarées défensables par l'administration forestière pour pouvoir y introduire son bétail, puisque c'est là une mesure d'ordre public contre laquelle ni le titre ni l'usage plus ancien ne peuvent prévaloir;

» Que si l'on se reporte à l'époque de la formation du titre, on doit dire que les parties sont censées avoir voulu d'avance se soumettre à cette règle, puisque le pâturage dans les bois ne peut être licite autrement;

» Que cela étant ainsi, l'on arrive forcément à cette conséquence ultérieure, que, pour déterminer la valeur du pâturage des bestiaux des usagers, l'on ne doit estimer que l'herbe croissant dans les coupes déclarées défensables par l'administration, puisque le droit de jouissance des usagers se borne là, et qu'il ne leur est dû que l'équivalent de la jouissance dont ils resteront privés.

» Nonobstant ces raisonnemens, nous croyons que l'estimation des experts doit porter sur l'herbe de toute la masse des coupes, en les supposant défensables dès l'époque convenue entre les parties lors de la formation du titre constitutif du droit d'usage.

» Il est au-dessus de tous les pouvoirs civils de ravir à quelqu'un un droit qui lui est légitimement acquis : c'est de ce principe que dérive l'impuissance où est la loi elle-même d'opérer aucun effet rétroactif; et l'on doit dire la même chose de tout retranchement partiel d'un droit quelconque, parce que ce serait toujours ravir au propriétaire légitime la partie de son droit qui lui serait retranchée.

» L'autorité publique gouverne bien la manière d'user des choses, mais elle ne dispose pas des choses mêmes. Ainsi, quelles que soient les modifications que la loi ou les réglemens puissent introduire dans le mode de possession d'un droit qui nous est acquis, il faut dire que ces changemens ne portent et ne peuvent réellement porter que sur le fait de la jouissance, et que, quand au fond, le droit, considéré en lui-même, reste ce qu'il était et tel qu'il avait été établi dès le principe, puisque, sous ce point de vue, il est placé hors des atteintes de tous les pouvoirs civils.

» Il résulte de là que, pour opérer aujourd'hui le rachat du droit d'usage, on doit faire entrer dans son



estimation tous les élémens que les parties contractantes ont voulu faire entrer dans la somme du droit par le titre de son établissement.

» Qu'on suppose, par exemple, que le propriétaire ait voulu cantonner ses usagers à une époque récente après la concession du droit d'usage; il est certainement bien hors de doute que, pour estimer la valeur du cantonnement, on aurait fait entrer dans la prisée, les herbes de toutes les coupes après la cinquième feuille : les usagers, leur titre à la main, auraient bien certainement été en droit d'exiger toute cette estimation pour porter d'autant plus haut le prix du rachat de leur droit; il faut donc encore faire aujourd'hui la même estimation pour opérer avec eux le même cantonnement, puisque, quant au fonds, leur droit d'usage est toujours le même.

» Ce n'est que depuis le décret du 17 nivôse an 13, ou 7 janvier 1805, qu'on a voulu accorder à l'administration forestière le droit de déclarer défensables ou non les coupes dans les bois de particuliers; ce n'est que depuis cette époque toute récente, que l'usage s'est introduit de ne les déclarer défensables communément qu'après dix ans, comme quand il s'agit des bois de l'Etat : et ne serait-ce pas une chose bien bizarre que la condition d'une commune usagère qui, demandant son cantonnement le 15 janvier 1805, ne devrait obtenir que la moitié de la portion de forêt qu'elle aurait obtenue en formant sa demande un mois plus tôt ?

» Le bon sens seul suffit pour repousser un système qui entraînerait des conséquences si étranges.

» Mais, dit-on, il n'est dû aux usagers qu'une indemnité de la jouissance dont l'exécution du cantonnement va les priver; on ne doit donc faire entrer dans

l'estimation que la valeur de l'herbe produite par les coupes qui ont dix ans d'âge et au-dessus , puisque ce sont là les seules portions de bois dans lesquelles il leur soit permis d'introduire leurs bestiaux.

» Ce raisonnement ne touche qu'à la superficie , sans pénétrer dans le fond de la question : ce n'est pas de la jouissance , mais du droit lui-même qu'il s'agit d'opérer le rachat. Ce n'est pas d'une jouissance sans cesse variable , suivant les caprices ou le bon vouloir de l'autorité , mais d'un droit qui est toujours le même , qu'il s'agit de faire le rachat. Eclaircissons encore mieux cela par un exemple.

» Une rente a été constituée au cinq pour cent , mais elle se trouve ramenée au quatre par la loi qui permet au débiteur la retenue du cinquième , et celui-ci veut rembourser son créancier ; lui suffirait-il de dire qu'il ne lui doit , pour opérer ce rachat , que l'indemnité des quatre pour cent qui formaient toute sa jouissance ? Le créancier ne le repoussera-t-il pas victorieusement en lui répondant qu'il ne s'agit pas ici du rachat de sa jouissance , mais bien de son droit rentuel ; que , si l'autorité qui régit la manière dont nous devons user de ce qui nous appartient , peut modifier et restreindre nos jouissances , elle ne peut pas également disposer de nos droits et les restreindre ; qu'en conséquence il lui faut tout le capital de la rente , parce qu'il est représentatif d'un droit qui est toujours resté le même , nonobstant qu'il en eût joui plus ou moins pleinement ?

» Eh bien ! comment les usagers , dont le droit est resté tel qu'il était , ne pourraient-ils pas de même en exiger le rachat par l'estimation de tous les élémens dont les parties voulurent le composer lors de sa constitution ?

» Admettons , pour un moment , que le propriétaire

veuille faire la coupe de son bois tous les dix ans , tandis que l'administration forestière ne voudra le déclarer défensable qu'après la même période : alors que deviendra le droit des usagers ? Et ce tiraillement de circonstances ne démontre-t il pas toute la sagesse de la disposition de nos lois , par laquelle on a rendu réciproque l'action en cantonnement ? »

722. Sur la question dont il s'agit , la doctrine de l'auteur me paraît susceptible de plusieurs observations.

Les anciens titres , qui fixaient l'âge que devraient avoir les coupes pour y introduire le bétail des usagers , n'ont fait que suivre l'usage adopté par quelques coutumes.

Tout ce qui pouvait en résulter , c'est que le bétail des usagers ne devait jamais y être introduit avant la cinquième ou sixième feuille. Mais , prétendre qu'il a été dans l'intention des parties de laisser pâturer les bois de cet âge , lors même que , n'étant pas encore défensables , le pâturage en entraînerait la perte certaine , ce serait accuser de folie l'auteur de la concession.

Quoi qu'il en soit , l'ordonnance de 1669 avait fait cesser à cet égard toute espèce d'équivoque , en interdisant le pâturage dans les bois , avant qu'ils n'eussent été déclarés défensables ; et dans l'application de cette sage mesure , il n'y a jamais eu de distinction à faire entre les forêts de l'Etat et les bois des particuliers. Le décret du 17 nivôse an 13 , n'a fait que rappeler , pour tous les bois quelconques , l'exécution de l'ordonnance ; seulement en ce qui concerne les forêts appartenant à des particuliers , la reconnaissance et le consentement du propriétaire pouvait suppléer à la déclaration des agens forestiers ; mais pour ces bois , de même que pour les forêts de l'Etat , l'interdiction du pâturage dans les

coupes non défensables a toujours été une condition de vie, une règle inviolable.

Au surplus, cette mesure d'ordre public ayant été établie dans l'intérêt général de la conservation des forêts, quand elle aurait contrarié des intérêts privés, le propriétaire ne pourrait être tenu, en cas de rachat, d'en indemniser les usagers ; n'est-il par de principe que l'éviction procédant du fait du prince ne peut jamais donner lieu à indemnité ?

L'exemple puisé dans le remboursement d'une rente constituée me paraît peu concluant.

La constitution d'une rente n'est autre chose que le prêt d'un capital, moyennant intérêt, lequel a varié, suivant les divers édits, à partir de celui donné par Charles IX en 1576, lequel fixait le taux des rentes et des intérêts au denier douze, jusqu'à l'édit que fit publier Louis XV au mois de juin 1766, portant qu'à l'avenir on ne pourrait stipuler l'intérêt sur un pied plus fort que le denier vingt-cinq. L'intérêt des rentes stipulées sous ces différentes lois a encore subi une diminution par l'établissement des vingtièmes et des dixièmes, et de la retenue du cinquième fixé par nos lois nouvelles. Sous l'empire des édits de 1725 et 1749, la stipulation de non retenue était même regardée comme usuraire ; l'édit de 1766 est la première loi qui ait permis de constituer au denier vingt-cinq, sous cette condition. Mais qu'importe la fixation de l'intérêt des rentes, quand il s'agit du remboursement du capital, lequel ne devrait pas moins être remboursé intégralement, quand il n'aurait produit aucun intérêt.

Un exemple plus analogue avec l'hypothèse actuelle, c'est le rachat des rentes foncières. L'édit de 1749, en frappant les rentes de cette nature de l'impôt d'un vingtième (contribution dont l'article 4 frappait éga-



lement les *pacages et usages* ), autorisait la retenue. Et cependant l'article 2, titre 3, de la loi du 18 décembre 1790, veut que le rachat des redevances en denrées soit opéré, *sur le pied du denier vingt-cinq de leur produit annuel*, sans exception pour les titres antérieurs à l'édit de 1749.

Il est vrai que le même article décide qu'il sera ajouté un dixième au capital, à l'égard des rentes créées, *sous la condition de non retenue*; parce que, comme l'observe l'auteur du Répertoire, on pouvait stipuler, pour les rentes foncières, que l'impôt resterait au compte du débiteur, attendu que le bail à rente étant à l'instar d'une vente, le bailleur, sous une pareille clause, aurait cédé son héritage pour une rente plus forte; tandis que, pour les rentes constituées, la stipulation de non retenue ne pouvait produire aucun effet; étant considérée comme usuraire, d'après les lois anciennes, à moins que la constitution n'eût pour cause une vente d'immeubles (1).

Le remboursement du capital réellement prêté par le créancier, pour constituer une rente, n'a donc rien de commun avec la fixation de l'indemnité d'un droit de pâturage. La loi du 18 décembre 1790 sur le rachat des redevances en denrées, que j'ai cru devoir indiquer pour base, a beaucoup plus de rapport avec l'espèce actuelle, puisque dans l'un et l'autre cas, il s'agit de capitaliser des prestations annuelles afin d'en opérer le rachat.

Mais en ce qui concerne le droit de pâturage, comme il ne peut jamais être exercé dans des coupes non dé-

(1) On peut voir sur cette matière le *Nouveau Répertoire*, aux mots *contributions publiques*, *intérêt*, *rente foncière*, et *vingtième*.

sensibles, de manière à ruiner la forêt, force est de n'estimer le droit qu'en conséquence. Pour cela, les experts prendront en considération, sans doute, l'usage suivi par l'administration forestière pour la déclaration de défensabilité des coupes; cependant ils ne seront pas astreints à suivre servilement ce qui était pratiqué par cette administration; ils estimeront d'après leurs propres connaissances, et suivant la nature du sol, l'âge auquel le bétail pouvait être introduit dans les coupes, sans danger pour la forêt; et peu importe ici l'ordre de l'aménagement, car, comme on l'a démontré ailleurs, si le bois est exploité après une révolution de dix ou quinze ans, le recru suit la même progression, et les rejets qui, dans d'autres bois exploités après une révolution de vingt à vingt-cinq ans, ne seraient défensables qu'à la dixième année, le sont alors à la cinquième ou sixième feuille (1).

Ce qu'il y a de certain, c'est que le rachat n'étant autre chose que le remplacement du droit, par une indemnité pécuniaire, l'usager ne peut prétendre à un capital supérieur au profit qu'il aurait pu retirer de l'exercice du pâturage. Prendre pour base de cette indemnité l'époque désignée par un ancien titre pour l'introduction du bétail, au mépris de l'ordonnance dont l'article dernier déroge à tout ce qui serait contraire à ses dispositions, ce serait aller contre le but du rachat, puisqu'à ce moyen la commune pourrait obtenir pour la privation de son droit, un dédommagement supérieur à l'avantage qu'il lui était possible d'en retirer. Pour évaluer cet avantage, il n'y a pas à rechercher ce qui aurait pu se pratiquer dans les siècles passés; il faut examiner ce qui est praticable actuellement,

(1) V. mes observations, tom. I<sup>er</sup>, pag. 220 et suiv.

d'après les règles de police établies par l'ancienne ordonnance et renouvelées par le Code, afin de pourvoir à la conservation des forêts, dans l'intérêt de la société.

FIN DU TOME DEUXIÈME.





# TABLE

DES

## TITRES, CHAPITRES, SECTIONS, PARAGRAPHES ET ANNOTATIONS

CONTENUS DANS LE PREMIER VOLUME.

---

### TITRE II.

DES DISPOSITIONS PARTICULIÈRES ET SPÉCIALES QUI RÉGISSENT  
LES BOIS ET FORÊTS.

	Pages.
NOTIONS PRÉLIMINAIRES. .	I
CHAPITRE PREMIER. Des titres nécessaires pour être admis à l'exercice des droits d'usage dans les forêts du domaine de l'Etat et de la couronne.	9
SECTION I. <i>Des titres nécessaires pour prétendre à l'exer-</i> <i>cice des droits d'usage ordinaires.</i>	10
SECTION II. <i>Des affectations.</i>	35
§ 1 <sup>er</sup> . <i>Des actes qui doivent être considérés comme attribuant</i> <i>un droit d'affectation et non un droit d'usage ordinaire.</i>	47
§ 2. <i>Quelles sont les lois prohibitives des concessions d'usage</i> <i>à titre d'affectation ?</i>	53
§ 3. <i>De la distinction entre les affectations perpétuelles,</i> <i>ou seulement temporaires.</i>	58
CHAPITRE II. De l'impossibilité d'acquérir à l'avenir aucune espèce de droits d'usage dans les bois et fo- rêts soumis au régime forestier.	63
CHAPITRE III. De l'exercice des droits d'usage dans les bois et forêts soumis au régime forestier.	71

	Pages.
SECTION I. <i>Dispositions générales.</i>	72
SECTION II. <i>De l'exercice des droits de pâturage et de panage.</i>	74
SECTION III. <i>De l'exercice des droits d'usage consistant dans des livraisons de bois.</i>	110
SECTION IV. <i>De la compétence au sujet des difficultés relatives à l'exercice des droits d'usage dans les bois soumis au régime forestier.</i>	123
CHAPITRE IV. <i>De la délimitation et du bornage des bois et forêts soumis au régime forestier.</i>	146
CHAPITRE V. <i>Des servitudes imposées aux propriétés particulières pour la police et conservation des bois soumis au régime forestier.</i>	163
CHAPITRE VI. <i>De l'exercice des droits de pâturage et de panage dans les bois des particuliers.</i>	193
SECTION I. <i>Des dispositions spéciales établies par le Code pour l'exercice des droits de pâturage et de panage.</i>	194
SECTION II. <i>Examen, d'après les principes du droit commun, combinés avec les règles spéciales de la matière, de plusieurs questions touchant l'exercice des droits de pâturage et de panage.</i>	208
CHAPITRE VII. <i>De l'exercice des droits qui consistent dans des livraisons de bois et de l'obligation d'en demander la délivrance au propriétaire.</i>	242
CHAPITRE VIII. <i>De la défense faite aux usagers d'aliéner les bois qui leur ont été délivrés.</i>	294
CHAPITRE IX. <i>Des affectations spéciales des bois des particuliers à des services publics.</i>	305
SECTION I. <i>Des bois destinés au service de la marine.</i>	306
SECTION II. <i>Des bois affectés au service des ponts-et-chaussées.</i>	319

	Pages.
CHAPITRE X. De la prohibition de défrichement.	322
CHAPITRE XI. Des règles de police et de conservation applicables à tous les bois en général.	343

## TITRE III.

### DE L'EXTINCTION DES DROITS D'USAGE.

NOTIONS SOMMAIRES.	381
--------------------	-----

CHAPITRE PREMIER. De l'extinction des droits d'usage, d'après les principes du droit commun qui régissent les servitudes.	383
---	-----

SECTION I. <i>De l'extinction des droits d'usage par les moyens ordinaires.</i>	<i>Ibid.</i>
---	--------------

OBSERVATIONS de l'annotateur.	403
-------------------------------	-----

SECTION II. <i>De l'extinction des droits d'usage par le moyen de la prescription.</i>	407
--	-----

OBSERVATIONS.	410
---------------	-----

CHAPITRE II. De l'aménagement des droits d'usage dans les forêts.	450
---	-----

OBSERVATIONS.	459
---------------	-----

CHAPITRE III. De l'affranchissement des droits d'usage par la voie du cantonnement.	465
---	-----

SECTION I. <i>Ce que c'est que le cantonnement, et comment il diffère de l'aménagement.</i>	466
---	-----

OBSERVATIONS.	467
---------------	-----

SECTION II. <i>De l'origine de l'action en cantonnement : sur quoi est fondée cette action ; par qui elle peut être intentée ; quelle est l'autorité compétente pour en connaître ?</i>	468
---	-----

OBSERVATIONS.	470
---------------	-----

SECTION III. <i>Quels sont les droits d'usage à raison desquels on peut former l'action en cantonnement ?</i>	478
---	-----

OBSERVATIONS.	480
---------------	-----









Lightning Source UK Ltd.  
Milton Keynes UK  
UKHW020329090219  
336963UK00010B/765/P



9 780282 328252



# Forgotten Books

*Forgotten Books' Classic Reprint Series  
utilizes the latest technology to regenerate  
facsimiles of historically important writings.*

*Careful attention has been made to accurately  
preserve the original format of each page whilst  
digitally enhancing the quality of the aged text.*

---

*Philosophy ~ Classics ~ Science ~ Religion  
History ~ Folklore ~ Mythology*

---



# Forgotten Books

